



HAL
open science

E-book. Voies lactées

Martine Napoleone, Christian Corniaux, Bernadette Leclerc

► **To cite this version:**

Martine Napoleone, Christian Corniaux, Bernadette Leclerc. E-book. Voies lactées : Dynamique des bassins laitiers entre globalisation et territorialisation. , 328 p., 2015, 978-2-7380-1384-2. hal-02798297

HAL Id: hal-02798297

<https://hal.inrae.fr/hal-02798297>

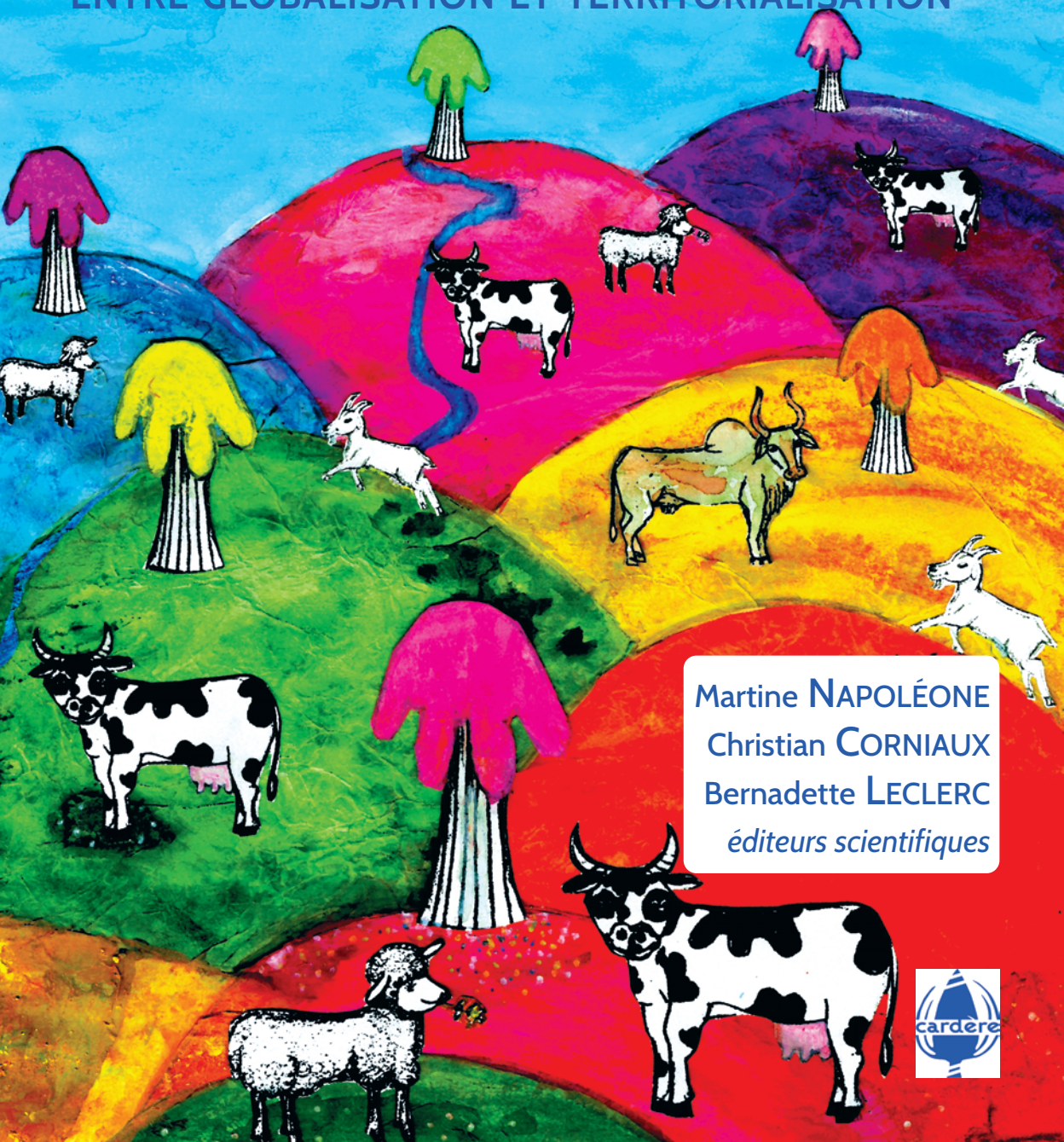
Submitted on 5 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Voies lactées

DYNAMIQUE DES BASSINS LAITIERS
ENTRE GLOBALISATION ET TERRITORIALISATION



Martine NAPOLÉONE
Christian CORNIAUX
Bernadette LECLERC
éditeurs scientifiques



Dessin de couverture : © Cathy Garcia 2015

isbn version numérique
978-2-7380-1384-2

Ont contribué à la réalisation de l'ouvrage numérique
l'Unité Publication, Information et Communication du département Sad de l'Inra,
l'équipe collaboration ressources numériques et l' équipe multimédia du Cirad,
ainsi que Christelle Raynaud de l'Inra (Selmet),
Christian Sahut du Cirad (Selmet)
et Bruno Msika des éditions Cardère.



2010-STRA-005-01

Unité mixte de recherche
UMR SELMET
Systèmes d'élevage méditerranéens et tropicaux

Cet ouvrage existe en livre broché et peut
être commandé aux éditions Cardère
© Inra-Sad et Cardère éditeur 2015
www.cardere.fr
isbn version papier : 978-2-914053-85-3

Voies lactées

DYNAMIQUE DES BASSINS LAITIERS
ENTRE GLOBALISATION ET TERRITORIALISATION

Martine NAPOLÉONE
Christian CORNIAUX
Bernadette LECLERC
éditeurs scientifiques

isbn version numérique : 978-2-7380-1384-2

Pour acheter le
livre papier, cli-
quez sur le logo



Martine Napoléone est ingénieur au sein du département Sciences pour l'Action et le Développement (Sad) de l'Inra, depuis 1983. Ses travaux portent sur l'accompagnement des transformations des systèmes d'élevage laitiers et fromagers, en zone méditerranéenne. Elle a coanimé l'action transversale ANR « Dynamique des bassins laitiers », à l'origine de cet ouvrage.

Christian Corniaux est chercheur au Cirad depuis 1992. Ingénieur agronome et zootechnicien de formation, il travaille sur la gestion technique et la gestion sociale du lait à l'échelle des exploitations familiales en Afrique de l'Ouest. Il coordonne plusieurs projets de recherche sur la commercialisation des produits animaux, notamment du lait. Il coanime l'action transversale ANR « Dynamique des bassins laitiers », à l'origine de cet ouvrage.

Bernadette Leclerc est chargée de recherche au sein de l'unité Publication Information et Communication du département Sciences pour l'Action et le Développement (Sad) de l'Inra. Elle travaille avec les chercheurs du département à la valorisation de leurs travaux de recherche, en collaborant notamment à l'élaboration de projets éditoriaux.

Remerciements

Cet ouvrage s'appuie sur les travaux réalisés entre 2012 et 2014 dans le cadre de l'action transversale de l'ANR Mouve (n° 2010-STRA-005-01 MOUVE) *Dynamique des bassins laitiers*.

Ont participé à cette action transversale : Françoise Alavoine-Mornas, Claire Aubron, Virginie Baritaux, Jean-Pierre Boutonnet, Soraya Carvalho, Christian Corniaux, Pastora Correa, Sylvie Cournut, Guillaume Duteurtre, Alain Havet, Marie Houdart, Alexandre Ickowicz, Sophie Madelrieux, Sergio Magnani, Hermès Morales, Martine Napoléone, René Pocard-Chapuis, Jean-François Tourrand.

Un grand merci à Christelle Raynaud de l'Inra SAD, à qui nous devons la mise en forme de cet ouvrage numérique.

SOMMAIRE

Remerciements..... 5

Préface

Benoît Dedieu, Patrick Caron 9

Introduction

Martine Napoléone, Christian Corniaux 13

MÉTHODE D'ANALYSE DES RECONFIGURATIONS DES BASSINS LAITIERS

De la trajectoire singulière aux processus communs

Martine Napoléone, Christian Corniaux 21

HISTOIRES SINGULIÈRES DE SEPT BASSINS LAITIERS SUR QUATRE CONTINENTS

Bassin laitier de Salto (Uruguay)

L'expansion d'un bassin laitier basé sur le développement de l'agro-industrie et de l'exportation

Pastora Correa, Pedro Arbeletche, Laura Piedrabuena, Danilo Bartaburu, Jean-François Tourrand, Hermès Morales Grosskopf..... 39

Bassin laitier de Ba Vi (Vietnam)

Un territoire d'élevage façonné par les politiques publiques, entre modèle industriel et soutien à la paysannerie

Guillaume Duteurtre, Duy Khanh Pham, Jean-Daniel Cesaro 67

Bassin laitier du Livradois-Forez (France)

Vers un réancrage de la production laitière dans le territoire

Marie Houdart, Virginie Baritoux, Sylvie Cournut..... 89

Bassin laitier des « Quatre Montagnes » (France)

Influences extérieures, réaction des acteurs locaux et réinvention de la tradition

Sophie Madelrieux, Françoise Alavoine-Mornas 111

Bassin laitier de la basse vallée du fleuve Sénégal (Sénégal)

Le développement de la filière entre lait local et lait en poudre importé

Christian Corniaux 143

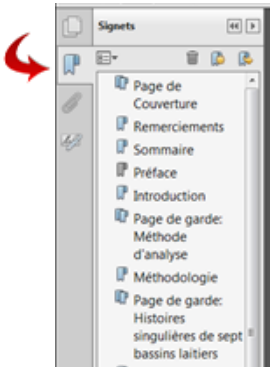
<i>Bassin laitier « Pélaridon en Cévennes méridionales » (France)</i> <i>Construire une filière localisée qui reste affranchie des dynamiques industrielles</i> Martine Napoléone, Jean-Pierre Boutonnet.....	157
<i>Bassin laitier de Brasil Novo (Brésil)</i> <i>L'émergence d'un bassin laitier localisé sur un front pionnier</i> René Pocard, Soraya Carvalho.....	185

FORMES ET MOTEURS DES RECONFIGURATIONS DES BASSINS LAITIERS

<i>Les conditions d'interaction entre dynamique de bassins laitiers et dynamique territoriale</i> Marie Houdart, René Pocard.....	209
<i>Les stratégies spatiales hybrides des laiteries entre (re)localisation et globalisation</i> Christian Corniaux, Virginie Baritaux, Sophie Madelrieux	227
<i>L'évolution conjointe des bassins laitiers et des systèmes d'alimentation des élevages : quelle combinaison des ressources ?</i> Alain Havet, Sylvie Cournot, Sophie Madelrieux, Martine Napoléone.....	249
<i>Entre local et global : quelles reconfigurations à l'œuvre dans les bassins laitiers ? Analyse comparative dans des bassins laitiers au Nord et au Sud</i> Martine Napoléone, Jean-Pierre Boutonnet	267

CONCLUSION, POSTFACE ET ANNEXES

<i>Conclusion</i> Christian Corniaux, Martine Napoléone	299
<i>Postface. Le lait, la vie, les technologies et des hommes...</i> Bernard Hubert.....	305
<i>Annexe 1 – Sigles utilisés</i>	310
<i>Annexe 2 – Voyage aux pays du lait : dynamiques laitières dans le monde</i> Christian Corniaux	312
<i>Annexe 3 – Repères chronologiques concernant l'agriculture, l'élevage, le développement rural en France</i>	321
<i>Les auteurs</i>	326



Pour avoir accès au sommaire de l'ouvrage à gauche de votre écran, pensez à cliquer sur "Signets" .



Préface

Benoît DEDIEU, Patrick CARON



N ASSISTE DEPUIS une dizaine d'années à un déplacement des questions soulevées par l'élevage, auxquelles il est invité à répondre. L'« ombre portée de l'élevage » (*Livestock Long Shadow* 2006), sa contribution à l'émission de gaz à effet de serre, a été un des marqueurs du déplacement d'enjeux, réflexions et débats locaux et nationaux vers des considérations planétaires. L'enjeu du changement climatique faisait ainsi écho au *Millennium Ecosystem Assessment* qui, en 2005, mettait en alerte le monde sur la dégradation des services produits par des écosystèmes et notamment la perte générale de biodiversité. On savait déjà depuis fort longtemps combien l'organisation mondiale des échanges et du commerce marquait les dynamiques locales, mais l'irruption des questions environnementales, tant locales que globales, a ainsi fortement contribué à repositionner les enjeux. Avec les émeutes dites « de la faim » dans une quarantaine de pays en 2008, la sécurité alimentaire mondiale est quant à elle redevenue enjeu politique, et a positionné au premier plan la question des voies, moyens et conséquences de la satisfaction des besoins croissants en protéines animales. Au point de voir certains militer pour la généralisation d'une diète végétarienne. Avec l'apparition de certaines zoonoses enfin, la question sanitaire a, elle aussi, contribué à faire de l'élevage un nœud des liens entre enjeux et dynamiques locaux d'un côté, globaux de l'autre.

Se sont ainsi développés de nouveaux partenariats à l'échelle internationale. Les alliances mondiales sur l'élevage réunissant une variété de parties prenantes comme le *Global Agenda for a Sustainable Livestock* (GASL) ou la communauté scientifique comme la *Global Research Alliance on Greenhouse Gas* (GRA) explorent les voies d'une augmentation des productions animales sans dégrader l'environnement. Certains concepts deviennent ainsi des paradigmes planétaires pour la recherche agronomique, comme « l'intensification écologique » ou la « *sustainable intensification* », présentés comme un nouveau mot d'ordre pour répondre aux questions de développement durable, de triple performance économique, environnementale et sociale, prenant en compte l'urgence climatique, la biodiversité et la démographie mondiale.

Or le développement durable, s'il a une prétention de sens universel, met en avant le local comme niveau pertinent d'expression concertée des enjeux et des voies du développement. Alors que, plus largement, la globalisation des questions soulevées par l'élevage ne semble pas en mesure d'intégrer spontanément les spécificités et les attentes de ce niveau local. Ou bien, si elle le fait, c'est simplement comme une déclinaison régionale (*modulo* les milieux, le climat, les espèces et races, le niveau de capitalisation de l'agriculture, etc.) de principes et de guides technologiques répondant aux enjeux mondiaux. L'articulation global-local devient ainsi une question essentielle, tant se fait forte la conviction que le lien entre les différents niveaux du local au global ne peut se résumer à une déclinaison.

C'est bien là le contexte qui a marqué et stimulé la conception du projet ANR Mouve¹. Pour relever le défi intellectuel et opératoire du lien entre local et global, le territoire d'élevage n'y est pas simplement vu comme un espace ou un milieu pédoclimatique particulier qui s'inscrit comme une pièce du puzzle des enjeux planétaires. Il intéresse en ce qu'il représente tout à la fois :

- un ensemble hétérogène d'acteurs porteurs de savoirs locaux à propos des écosystèmes ; d'attentes et de projets vis-à-vis de l'élevage (activité économique, produits emblématiques, qualités des écosystèmes, etc.) comme vis-à-vis des familles d'éleveurs (dignité, sécurité, etc.) ;
- un niveau de déclinaison des politiques publiques et de mise en œuvre d'actions collectives ;
- un ensemble économique et social complexe adossé à des filières d'élevage tournées tantôt vers des produits emblématiques des traditions alimentaires locales, vers des circuits d'approvisionnement alimentaire de proximité ou encore vers l'organisation de flux alimentaires vers les villes ou pour l'exportation.

Pour les partenaires de Mouve, le territoire est bien plus qu'un niveau de déclinaison des enjeux planétaires. Il est un niveau de co-construction des questions posées à l'élevage ou soulevées par lui, que ces questions portent sur les modèles de production dominants ou alternatifs, sur la pérennité des activités, sur les conditions de vie des éleveurs et de leurs familles, sur la contribution des activités d'élevage au fonctionnement et aux services des écosystèmes.

¹ ANR-2010-STRA-005-01 Mouve « Les interactions Élevage et Territoire dans la mise en mouvement de l'intensification écologique », coord. : B. Dedieu (Inra), L. Dobremez (Irstea), J.-F. Tourrand (Cirad). Ce projet s'inscrit dans le programme Systerra (Écosystèmes, territoires, ressources vivantes et agricultures) de l'ANR dans lequel le concept d'intensification écologique était très présent.

C'est ainsi qu'a été lancée une exploration collective des liens dynamiques entre territoires, systèmes d'élevage et filières. Mue par une ambition méthodologique : comment rendre compte des termes de l'itinéraire de développement conjoint des filières, des territoires et des systèmes ? Mue également par l'objectif de produire des connaissances opérationnelles sur l'articulation global-local, en termes d'enjeux, de performances ou de stimuli, et l'explicitation, dans cette perspective, des formes et des modalités des contributions de l'élevage aux dynamiques territoriales.

Coordonnée par Christian Corniaux (Cirad) et Martine Napoléone (Inra), cette exploration est centrée sur la filière laitière. Plus que d'autres probablement – et les auteurs le démontrent –, cette filière illustre et cristallise, dans les bassins qui la fondent, le lien local-global, au point de représenter un cas d'école remarquable. Revêtant un rôle majeur de vecteur de développement des territoires, elle fait l'objet de politiques et stratégies aux échelles locales, nationales et internationales. L'ouvrage s'appuie sur un ensemble de territoires d'élevage couvrant une large palette de situations dans le monde, du Vietnam à l'Uruguay, en passant par les montagnes françaises et le Sahel. Large palette signifiant aussi une variété extrême des contextes, des histoires et des dynamiques actuelles, qu'il s'agisse des systèmes alimentaires laitiers, des destinations des produits en proximité ou à distance, de l'ancrage dans le patrimoine local, de la mobilisation des savoir-faire, etc.

À l'aide d'un panorama d'études locales et de synthèses transversales, l'ouvrage montre que tout n'est pas aussi tranché, que différents modèles de filières coexistent avec plus ou moins de liens et de complémentarités, que l'ancrage aux dynamiques locales ou globales est tout sauf figé. Qu'il faut s'abstraire des clichés et préjugés et élaborer les cadres conceptuels et méthodologiques pour le faire. Bref, qu'il y a matière et utilité d'une compréhension fine des interactions entre territoires et filières pour raisonner les questions sur l'élevage. Qu'en retour le territoire, bien plus qu'un cadre inerte où prennent place les transformations, se révèle un processeur de changement essentiel pour penser et mettre en œuvre les régulations auxquelles invite le développement durable.

Bénéficiant pour l'édition d'un soutien de l'ANR Mouve mais aussi de l'unité commune Inra-Cirad-Montpellier Supagro « Selmet » (Systèmes d'élevage méditerranéens et tropicaux) et plus largement de nos deux organismes Inra (département Sciences pour l'action et le développement) et Cirad, cet ouvrage illustre aussi la fécondité d'approches conjointes au Nord et au Sud. Les méthodologies robustes et les analyses comparatives riches de sens démontrent l'intérêt d'un dispositif comparatif capable, tout à la fois, de dégager des traits communs de transformation, et de pointer l'irréductibilité des spécificités locales. Il conforte au final la solidité d'un cadre reliant les dynamiques des ex-

exploitations agricoles, des territoires et des filières, un cadre qui nourrit les débats sur les articulations entre échelles au sein de la communauté scientifique des *Livestock Farming Systems* (approche des systèmes d'élevage) que les deux institutions Inra et Cirad ont contribué à créer aux niveaux européen et mondial il y a près de 25 ans. Que les lecteurs y trouvent intérêt, inspiration et enseignements !



Votre avis nous intéresse

POUR CITER CE CHAPITRE

Dedieu B., Caron P., 2015. « Préface », In Napoléone M., Corniaux C., Leclerc B. (coords), *Voies lactées. Dynamique des bassins laitiers entre globalisation et territorialisation*, Inra-Sad – Cardère :9-12. DOI : 10.15454/1.4477723141813235E12

AFFILIATIONS DES AUTEURS

Benoît DEDIEU, Inra, département Sad, F-63122 Theix, France

Patrick CARON, Cirad, Avenue Agropolis, F-34398 Montpellier, France

Ce travail a été conduit dans le cadre du projet de recherches Mouve financé par l'Agence nationale de la recherche (projet ANR-2010-STRA-005-01).





Introduction

Martine NAPOLÉONE *, Christian CORNIAUX

UN SECTEUR LAITIER ET DES TERRITOIRES EN PLEINE MUTATION

Depuis une vingtaine d'années, le secteur laitier est en pleine mutation. La mondialisation des échanges, le développement des centres urbains, l'augmentation de la demande en produits alimentaires, l'accroissement de la pression concurrentielle entre les différents acteurs des systèmes agroalimentaires (aux niveaux international, national et régional), ont favorisé la concentration de la production, de la transformation et de la distribution. L'OMC, les divers accords internationaux et les politiques publiques locales ont soutenu cette dynamique (Butault 2004). Dans les prochaines années, le développement de ces dynamiques sectorielles et agroindustrielles devrait s'accroître dans le secteur laitier, notamment avec la fin des quotas laitiers (en 2015) en Europe (Kroll et al. 2010, Ricard 2013) et l'augmentation de la demande des pays émergents (Idèle 2012, 2013, 2014). Dans ce contexte de concurrence exacerbée, les industriels et la grande distribution développent deux types de stratégies : (i) l'augmentation des volumes avec baisse des coûts et (ii) la segmentation de la gamme de produits sur de nouveaux critères mettant en avant la typicité, le lien au lieu ¹ et/ou aux savoir-faire (ex : lait tout foin, lait à l'herbe, lait de montagne, fromages « de Lozère », lait « local »...).

Plus récemment, la montée en puissance de préoccupations environnementales, en Europe notamment, et les crises sanitaires répétées (ESB en 1986, fraude sur la viande de cheval, lait contaminé à la mélanine en Chine en 2008...), ont mis en évidence pour le consommateur la globalisation des échanges et la multiplicité des intermédiaires entre le producteur et le distributeur. Elles ont éveillé sa méfiance au regard de la qualité sanitaire

* Auteur de correspondance : napolema@supagro.inra.fr

¹ Avec ou sans signes officiels de qualité

des produits alimentaires issus des circuits longs industriels (Allaire & Sylvander 1997). Elles ont aussi contribué à sensibiliser le consommateur citoyen aux liens existant entre l'agriculture, l'environnement et les paysages. Les consommateurs se tournent maintenant vers de nouveaux critères de choix tels que la proximité avec le producteur, le caractère authentique du produit ou encore l'image du lieu de production. Dans les territoires, on assiste au développement de nouvelles formes de commercialisation caractérisées par une réduction de la distance entre producteurs et consommateurs : Amap, marchés paysans, boutiques paysannes, bars à lait... (Traversac 2011). Cette dynamique fait émerger – et se nourrit – de nouvelles proximités locales, territoriales ou culturelles (Pecqueur 2006, Hirczack et al. 2008).

Entre mondialisation et territorialisation des flux, les activités agricoles et les territoires sont au cœur de ces jeux de force entre le local et le global (Hervieu & Purseigle 2013). Cela est particulièrement vrai dans le secteur laitier, où l'on a d'une part un secteur agroindustriel puissant et des acteurs locaux très dynamiques et d'autre part un produit – le lait – rapidement dégradable mais qui peut bénéficier de technologies facilitant son transport sur de longues distances. Cependant, les impacts de ces changements sur les activités laitières à l'échelle de petites régions, sont encore assez mal connus. Va-t-on aller vers une agriculture de firme, « tirée » par les processus agroindustriels, comme certains s'en inquiètent (EHESS 2007, Afrique-Agricultures 2013, Grain 2011) ? Quel est le devenir de l'agriculture familiale dans les territoires face aux recompositions des marchés laitiers ? Quelles sont les formes de développement à privilégier et à soutenir dans une perspective de développement durable des activités et des territoires (Sourisseau 2014 et 2015) ?

Cet ouvrage met en perspective l'analyse des trajectoires de bassins laitiers à l'échelle de petites régions, sur une cinquantaine d'années, répartis dans quatre continents. L'objectif est de raisonner la capacité des activités laitières (et lesquelles ?) à durer (sous quelles formes ?) dans leur territoire. À partir d'une approche historique et de regards croisés multidisciplinaires, nous analysons comment les processus de globalisation ou de territorialisation contribuent aux reconfigurations des activités laitières dans les territoires. Nous identifions des itinéraires de développement, les synergies ou exclusions entre les formes de développement et nous interrogeons sur les futurs possibles des activités laitières dans les territoires.

COMPRENDRE LES RESSORTS DES CHANGEMENTS, EN ACCEPTANT LA COMPLEXITÉ

Dans ces orientations contrastées (mondialisation/territorialisation), le lien au territoire est fort. Les choix stratégiques concernant la mise en marché des produits (types de circuits, types de produits), pèsent sur l'organisation des bassins de collecte, sur les pratiques d'élevage et les types de structures d'exploitation, ainsi que sur l'emprise spatiale et l'ancrage territorial des activités. L'organisation des filières laitières tend à structurer des « bassins laitiers ». De cette organisation dépendent l'orientation productive des exploitations agricoles, le fonctionnement des services associés tels qu'assistance technique, crédit, accès aux intrants ou informations. De cette organisation dépendent aussi les dynamiques d'utilisation des terres, celles d'intégration entre activités, et les aménagements (ceux liés par exemple à la gestion des ressources ou au transport). En retour, les caractéristiques des territoires – physiques, culturelles, mais aussi socioéconomiques et socioécologiques – pèsent sur les orientations productives des activités. Ces dynamiques s'expriment de façon singulière dans chaque territoire, dans chaque bassin laitier. Pour comprendre les transformations des systèmes d'élevage, et plus largement des activités laitières¹ dans les territoires, et accompagner leurs reconfigurations vers une dynamique de développement durable, il convient de comprendre les jeux de relation entre la production et les systèmes d'élevage, les stratégies commerciales des acteurs de la filière et les dynamiques locales et territoriales. Pour cela, il s'agit donc d'accepter la complexité, sans la réduire, ni la contraindre à des cadres disciplinaires (Vissac & Benoît 1993).

Des chercheurs de diverses disciplines, dans le cadre d'un projet ANR², ont relevé un double défi : (i) constituer un cadre d'analyse permettant de rendre intelligibles les processus (locaux et globaux) à l'œuvre dans les bassins laitiers ; (ii) en tirer des enseignements sur les itinéraires et formes de développement pour raisonner le devenir des activités laitières et des territoires associés.

Sept territoires laitiers répartis sur quatre continents (fig. 1) ont été étudiés. Chacun d'eux nous permet de construire un regard particulier sur la mise en dynamique des processus de territorialisation/globalisation à l'échelle territoriale. Pour chacun des bassins laitiers, nous avons étudié l'évolution conjointe des stratégies des acteurs de la mise en marché des produits laitiers, des systèmes de production laitière, et de leurs liens au territoire.

¹ Par « activités agricoles » nous entendons les activités de production, de collecte et de transformation. Nous incluons les producteurs et les transformateurs, qu'ils soient des laiteries artisanales de petite taille ou des groupes industriels d'envergure nationale ou internationale.

² ANR MOUVE 2010-STA-005-01 MOUVE



Nous nous sommes posé les questions suivantes : Quelles sont les évolutions dans les filières présentes sur un territoire ? Comment ces évolutions influencent-elles les systèmes d'élevage ? Comment les caractéristiques et les changements dans les territoires pèsent-ils sur l'organisation des filières ? Inversement, comment les changements dans les filières – y compris dans les pratiques d'élevage – contribuent-ils à l'évolution des territoires, à divers niveaux d'échelle ? Et *in fine*, quels enseignements pouvons-nous en tirer pour accompagner les transformations des systèmes d'élevage dans les territoires ?



Figure 1. Sept bassins laitiers, dans des régions aux contextes géographiques, politiques, socioéconomiques différents.

- 1 Salto (Uruguay)
- 2 Ba Vi (Vietnam)
- France :
 - 3 • Livradois-Forez (Massif Central)
 - 4 • Quatre Montagnes (Vercors)
 - 5 • Pélarion (Cévennes)
- 6 Basse vallée du fleuve Sénégal (Sénégal)
- 7 Brasil Novo (Amazonie, Brésil)

DES ÉTUDES DE CAS AUX ANALYSES TRANSVERSALES

La première partie de cet ouvrage est consacrée à la méthodologie utilisée. Napoléone et Corniaux décrivent une approche inductive et diachronique originale pour comprendre les processus de reconfiguration à l'œuvre dans sept bassins laitiers au cours des dernières décennies, et pour conduire des analyses croisées entre les situations.



La seconde partie présente les résultats de cette approche dans chacun des terrains étudiés (études de cas). Les dynamiques sont illustrées et décrites de façon systématique pour offrir au lecteur une vision sur la diversité, la complexité et la complémentarité des situations observées. La première est celle d'un bassin laitier basé sur le développement de l'agro-industrie et de l'exportation, celui de Salto en Uruguay (Correa et al.). Viennent ensuite des situations où coexistent actuellement dans le même bassin des formes plus ou moins globalisées et localisées. C'est le cas de Ba Vi au Vietnam (Duteurtre et al.) où les politiques publiques façonnent un territoire d'élevage entre modèle industriel et appui à la paysannerie. Dans un autre registre, c'est aussi le cas dans le Livradois-Forez (Houdart et al.) et dans les « Quatre Montagnes » (Madelrieux & Alavoine-Mornas), terrains français de moyenne montagne où les phases d'ancrage et de désancrage au territoire alternent au cours du temps. C'est enfin le cas dans la basse vallée du fleuve Sénégal (Corniaux) où l'expansion du bassin laitier est liée au développement d'un industriel livré à la concurrence du lait en poudre importé. Viennent enfin les cas de bassins laitiers dominés par des formes territorialisées de production, la zone de production du Pélardon en Cévennes méridionales en France (Napoléone & Boutonnet), et celle de Brasil Novo en Amazonie brésilienne (Poccard & Carvalho).

Dans une troisième partie, des analyses croisées de ces sept études de cas permettent d'éclairer la généricité et les limites de quelques processus. Les géographes (Houdart & Poccard) cherchent à déceler des constantes et des différences dans les dynamiques d'interactions entre filière et territoire. Corniaux, Baritoux et Madelrieux abordent la stratégie spatiale des laiteries, acteurs majeurs des reconfigurations en cours ; ils montrent la complexité des réalités entre (re)localisation et globalisation. Enfin Napoléone et Boutonnet synthétisent et complètent ces différents regards en mettant en évidence les types d'itinéraires et de formes de développement à l'œuvre dans les bassins laitiers.

Références

- Afrique-Agriculture, 2013. « Algérie, Maroc, Tunisie, Niger, Cameroun, Côte d'Ivoire : le lait dans tous ces États », *Reportage* 396 (sept-oct) :18-30.
- Allaire G., Sylvander B., 1997. « Qualité spécifique et systèmes d'innovation territoriale », *Cahier d'Économie et de Sociologie Rurales* 44:29-59.
- Butaft J.-P., 2004. *Les soutiens à l'agriculture. Théorie, histoire, mesure*, Inra édition, 307 p.
- EHESS, 2007. *Les agricultures de firme*, Études rurales (190-191).
- Grain, 2011. *The great milk robbery: How corporations are stealing livelihoods and a vital source of nutrition from the poor*, Report, Dec. 2011, Grain, Madrid, 33 p. Available on <http://www.grain.org/article/categories/14-reports> in English, French and Spanish.
- Hervieu B., Purseigle F., 2013. *Sociologie des mondes agricoles*, Armand Colin, 316 p.
- Hirczack M., Moalla M., Mollard A., Pecqueur B., Rambonilaza M., Vollet D., 2008. « Le modèle du panier de biens », *Économie rurale* 308 :54-70.
- Idèle, 2012, 2013, 2014. *Les marchés mondiaux : risques et opportunité pour les filières lait et viandes bovines françaises et européennes*. Conférences organisées en avril 2012, mai 2013 et 2014 à Paris.
- Idèle, 2014. *Marchés mondiaux des produits laitiers : de la pénurie en 2013, au rebond en 2014*. Dossier Économie de l'élevage 447 (juin 2014), 40 p.
- Kroll J.-C., Trouvé A., Déruaz M., 2010. *Quelle perspective de régulation après la sortie des quotas ?* Tome 1 : *Faut-il encore une politique laitière européenne*, 42 p ; Tome 2 : *Analyse des différents modes de régulation des marchés des produits laitiers dans le monde*, 91 p. ; Tome 3 : *État des lieux et perspectives en Europe*, 57 p. ; Laboratoire Cesaer - UMR 1041 Inra Agrosup.
- Pecqueur B., 2006. « Le tournant territorial de l'économie mondiale globalisée », *Espace et Société* 124-125 (2/2006) :17-32.
- Ricard D., 2013. *Les reconfigurations récentes des filières laitières en France et en Europe*, 447 p.
- Sourisseau J.M. (éd.), 2014. *Agricultures familiales et mondes à venir*, Quae, 361 p.
- Sourisseau J.M. (éd.), 2015. *Family farming and the Worlds to come*, Dordrecht : Springer [Pays-Bas], 361 p.
- Traversac J.-B. (éd.), 2011. *Circuits courts. Contribution au développement régional*. Educagri éditions, Dijon, 224 p.
- Vissac B., Benoît M., 1993. « Les formes d'agriculture, au carrefour des filières et des territoires », *Colloque agriculture et société*, Association Descartes :91-98.



Votre avis nous intéresse

POUR CITER CE CHAPITRE

Napoléone M., Corniaux C., 2015. « Introduction », In Napoléone M., Corniaux C., Leclerc B. (coords), *Voies lactées. Dynamique des bassins laitiers entre globalisation et territorialisation*, Inra-Sad – Cardère :13-18. DOI : 10.15454/1.4477731231960342E12

AFFILIATIONS DES AUTEURS

Martine NAPOLÉONE, Inra, UMRO868 Selmet, F-34060 Montpellier, France
 Christian CORNIAUX, Cirad, UMRO868 Selmet, F-34060 Montpellier, France

Ce travail a été conduit dans le cadre du projet de recherches Mouve financé par l'Agence nationale de la recherche (projet ANR-2010-STRA-005-01).



MÉTHODE D'ANALYSE DES RECONFIGURATIONS DES BASSINS LAITIERS





De la trajectoire singulière aux processus communs

Résumé

Ce chapitre présente la démarche mise en œuvre pour rendre lisibles et comparer les trajectoires de transformation des sept bassins laitiers étudiés dans cet ouvrage. Trois dimensions sont analysées conjointement : la dimension géographique du bassin laitier, les relations au sein du système territoire/filières/élevages, et la dynamique de ce système. Cette démarche a aussi été conçue pour faciliter un processus de conception innovante entre chercheurs : ceux-ci ont ainsi dû préciser chemin faisant les points marquants, par itérations successives entre les situations étudiées et les résultats des analyses, au sein de chaque bassin et entre bassins.

Mots clés : analyse contextuelle, approche diachronique, trajectoire, dispositif de co-conception.

From individual pathways to the identification of common process for transformations

Abstract

This chapter present the methodological approach that we used to formalise and to compare pathways for changes in seven milk basin studied in this book. Three dimensions are analysed jointly :i) the geographical characteristics of the basin, ii)the relationship within the system integrating the territory, food chains and the livestock farming activities,iii) the system dynamics. this approach as also been conceived to favor an innovative design process between researchers : these had to identify more precisely the key points during the process, realising some iterations between characteristics of the studied situation and results of analyse, within each basin and between them.

Key-words : contextual analysis, diachronic approach, trajectories, co-conception process.

De la trajectoire singulière aux processus communs

Martine NAPOLÉONE *, Christian CORNIAUX

CE CHAPITRE EST PRÉSENTÉ à la manière d'un guide méthodologique.

Il se veut pragmatique pour donner des repères méthodologiques pour mettre en œuvre ce type de démarche. Nous présentons ici la démarche méthodologique qui sous-tend l'analyse des reconfigurations des sept bassins laitiers exposée dans cet ouvrage. Il s'agit du produit d'un cheminement collectif de construction-validation tout au long du processus de recherche ¹.

La démarche s'inscrit dans les approches contextualistes (Pettigrew 1985, Pettigrew et al. 2001). Les résultats et les connaissances que nous avons obtenus portent sur des processus et donnent des clés pour comprendre une réalité et pour raisonner des futurs possibles. Ils ne sont pas élaborés sur une validation statistique. Comme C. Mitchell le signalait en 1983 dans son plaidoyer pour l'étude de cas et de situation, « nous inférons que les traits présents dans l'étude de cas seront présents dans une population plus large, non pas parce que le cas est représentatif, mais parce que notre analyse est irréfutable ». Les interprétations que nous avons faites sont argumentées sur une inférence logique. Cette approche nous a conduits sur des chemins de traverse, hors des limites des cadres disciplinaires, pour explorer une situation, en acceptant sa complexité.

Ce chapitre présente les fondements épistémologiques qui ont orienté le dispositif ainsi que la posture de recherche, les raisons des choix méthodologiques, les façons de faire,

* Auteur de correspondance : napolema@supagro.inra.fr

¹ Cette démarche et des exemples d'utilisations ont été présentés à l'école-chercheurs Élevages et territoire (Napoléone 2014, Corniaux 2014). Ce chapitre a bénéficié donc d'une part des échanges entre chercheurs participant à l'action transversale « dynamique des bassins laitiers » de l'ANR Mouve et d'autre part des échanges avec les participants à l'école-chercheurs Élevage et territoire coorganisée par l'Inra et le Cirad.

Résumé

Ce chapitre présente la démarche mise en œuvre pour rendre lisibles et comparer les trajectoires de transformation des sept bassins laitiers étudiés dans cet ouvrage. Trois dimensions sont analysées conjointement : la dimension géographique du bassin laitier, les relations au sein du système territoire/filières/élevages, et la dynamique de ce système. Cette démarche a aussi été conçue pour faciliter un processus de conception innovante entre chercheurs : ceux-ci ont ainsi dû préciser chemin faisant les points marquants, par itérations successives entre les situations étudiées et les résultats des analyses, au sein de chaque bassin et entre bassins.

Mots clés : analyse contextuelle, approche diachronique, trajectoire, dispositif de co-conception.

et enfin, un regard rapide sur les résultats obtenus. Ceux-ci peuvent être évalués à partir de plusieurs points de vue : le contenu et la connaissance d'une situation ou d'un type de processus ; l'approche elle-même d'analyse de ces processus ; la co-construction d'une vision en commun à partir de plusieurs disciplines. Nous engageons donc le lecteur, compte tenu de ses propres préoccupations et critères, à parcourir cet ouvrage pour identifier ce qui est pour lui un résultat saillant.

Ce chapitre est organisé en quatre parties :

- Objectifs et fondements épistémologiques de l'approche retenue
- Comprendre la trajectoire d'un bassin laitier
- Conduire une analyse croisée
- Les étapes du dispositif de conception innovante entre chercheurs

OBJECTIFS ET FONDEMENTS ÉPISTÉMOLOGIQUES DE L'APPROCHE

Les changements dans les bassins laitiers que nous souhaitons qualifier sont ceux qui lient les transformations des systèmes d'élevage avec celles des filières et des territoires. La démarche exploratoire présentée ici vise en outre à construire des analyses croisées de ces transformations entre les différents bassins.

Constat

Contexte de globalisation des échanges

Dynamiques laitières très rapides

Hypothèses

Interactions fortes entre les dynamiques de la filière (F), des systèmes d'élevage (SE) et les dynamiques territoriales (T).

Objectifs

De connaissance

- rendre lisible les transformations des activités d'élevage dans un bassin laitier en considérant les interrelations entre système d'élevage (SE), filière (F) et territoire (T) ;
- produire des connaissances sur les processus de recomposition des activités laitières dans les territoires.

Méthodologiques

- mettre à l'épreuve un cadre d'analyse pour étudier les transformations dans chaque bassin ;
- mettre au point une démarche permettant les analyses croisées entre bassins laitiers et accompagner un processus de conception innovante.

Choix épistémologique

La démarche contextualiste analyse le déroulement temporel des processus au travers des activités qui les composent et en replaçant l'information recueillie dans son contexte (Pettigrew 1985, Pettigrew et al. 2001). Elle vise ainsi à comprendre les processus par lesquels un ensemble d'éléments qui s'interpénètrent, se transforment en lien au contexte dans lequel il se situe. Cette approche distingue trois dimensions : le contexte, le contenu, le processus des changements. Elle les considère comme inextricablement liées et interdépendantes. Pour son auteur, l'approche contextualiste ne doit pas se limiter à une simple approche descriptive. Ce n'est pas une monographie. Elle doit expliquer les liens entre les processus (raccordements séquentiels entre les phénomènes au cours du temps, dite analyse horizontale) et l'analyse multiscalair (dite verticale). Elle permet de comprendre les origines, le développement et l'implémentation des changements organisationnels, ainsi que leur construction dans une théorie multiniveau.

Cette approche s'est avérée particulièrement bien adaptée à notre sujet d'étude que nous considérons être un objet complexe. Nous avons fait le choix de focaliser notre analyse des changements sur les interrelations émergentes entre F/T/SE, dans des contextes d'action singuliers. Dans la lignée de ces principes méthodologiques, nous avons analysé les reconfigurations dans les bassins laitiers à travers des analyses diachroniques et multiscalaires. La démarche que nous présentons est donc inductive, systémique et contextuelle.

COMPRENDRE LA TRAJECTOIRE D'UN BASSIN LAITIER

La démarche que nous proposons repose sur trois points structurants :

- Considérer la dimension géographique d'un bassin laitier
- Voir les relations F/T/SE comme un système
- Rendre lisible les processus par l'analyse diachronique

Mettre le projecteur sur l'aire géographique d'un bassin laitier

QUELLE DÉFINITION DONNER À « BASSIN LAITIER » ?

Nous définissons le bassin laitier comme une aire *géographique*, avec ses caractéristiques physiques (plaines, milieux pastoraux, présence de routes, d'une ville, etc.) (fig. 1). Dans cet espace il y a un ensemble d'activités et d'acteurs en interaction. Il peut y avoir plusieurs laiteries, avec des bassins de collecte ¹ qui peuvent partiellement se chevaucher. Le bassin laitier est donc un lieu d'interactions et de confrontations d'acteurs et d'activités qui ont leurs propres dynamiques et spécificités. Un bassin laitier peut être vu à différentes échelles : la petite région, la vallée, l'aire d'une AOP, etc.

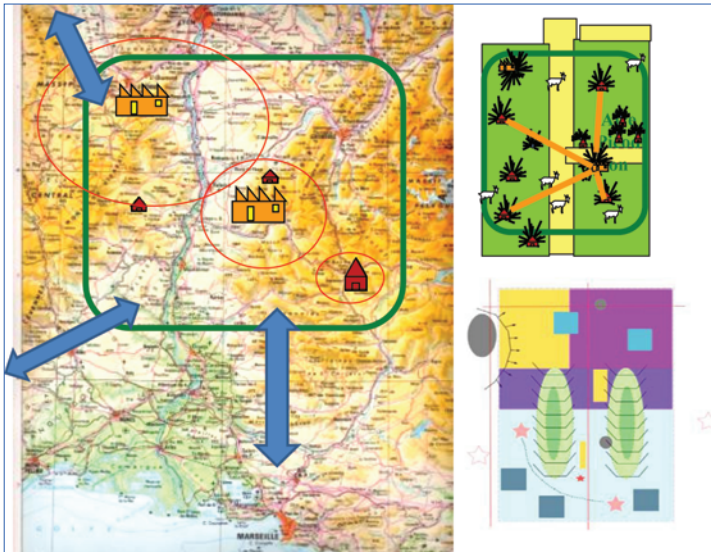


Figure 1. Un bassin laitier (à gauche) peut être représenté de façon graphique, sur un plan schématique (en haut à droite) ou sous forme de chorème (en bas à droite).

¹ Bassin de collecte : emprise géographique de l'aire de collecte d'une entreprise (aussi appelé bassin d'approvisionnement) (Le Bail 2002).

COMMENT DÉFINIR LES LIMITES DU BASSIN LAITIER ?

Cette limite, schématisée en vert sur la figure 1, n'est pas donnée. Elle est définie par la question étudiée : la dynamique des activités laitières dans tel arrière-pays montagneux, ou dans la zone d'approvisionnement de telle grande ville, ou encore dans une zone pionnière d'Amazonie. Le choix de la limite est délicat. Il doit être argumenté.

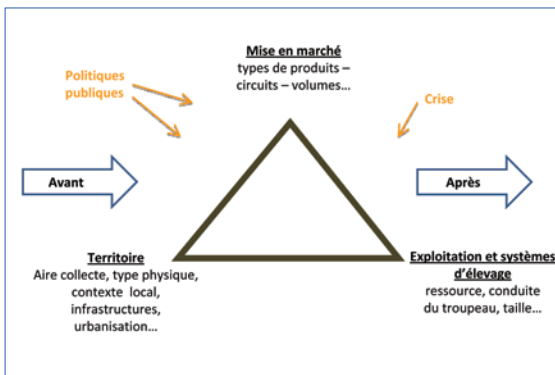
POURQUOI METTRE UNE LIMITE ?

Pour repérer des relations et des flux entre l'intérieur et l'extérieur de la zone. Choisir et argumenter les limites du bassin laitier étudié, permet de voir ce qui est dans le bassin, ou au contraire en dehors de celui-ci, de faire ressortir des relations, des flux, et *in fine* d'analyser la façon dont les processus de mondialisation et/ou de territorialisation se déclinent dans le bassin. La limite retenue n'est pas immuable. L'analyse diachronique de l'évolution des activités dans le bassin peut conduire à faire évoluer l'emprise territoriale étudiée... et là aussi à argumenter ces évolutions.

Le bassin laitier peut être représenté de façon graphique sur un fond de carte ou sous forme chorématique (Brunet 1986, Cheylan et al. 1990, Houdart 2014). L'enjeu est ici de sélectionner les éléments que l'on juge importants à représenter (ex. les opérateurs, les exploitations, les villes, les routes, les plaines, la nature des relations entre opérateurs...). Le lecteur pourra se reporter aux textes de cet ouvrage pour des exemples de représentation graphique sur fond de carte, et à celui du Livradois-Forez sous forme de chorèmes.

Voir les relations filière/territoire/système d'élevage comme un système

Nous considérons les relations entre les dynamiques de filière (F), de territoire (T), et de système d'élevage (SE), comme un système. Nous le représentons sous forme d'un triangle, ce qui permet de faire ressortir les caractéristiques importantes concernant les filières, le territoire ou les systèmes d'élevage



(les sommets du triangle), mais aussi leurs interrelations (les côtés du triangle). Pour chaque facteur (F, T, SE), nous portons une attention particulière à certains de leurs attributs (fig. 2).

Figure 2. Les relations filières / territoires / systèmes d'élevage vues comme un système.

Nous pouvons ainsi nous interroger sur la façon dont les dynamiques territoriales impactent les filières – ou encore, la façon dont les choix des filières impactent les systèmes d'élevage et les territoires. Dans un même bassin laitier, il peut ainsi y avoir simultanément diverses formes d'interrelation.

Ce système est soumis à diverses pressions, incitations, opportunités, événements, de la part de l'environnement et du contexte dans lequel il se situe. Il évolue et se transforme au cours du temps.

CONSTRUIRE UN CADRE D'ANALYSE

Cette représentation systémique donne un cadre d'analyse. En l'utilisant et en mobilisant la notion d'idéaltype (Weber 1956 trad. Chavy 1971), nous représentons deux archétypes correspondant aux deux processus que nous voulons étudier. L'idéaltype est une figure de style, un archétype, qui permet de forcer le trait pour mettre en évidence les éléments jugés les plus significatifs d'une réalité. Mais il ne correspond pas à une réalité. C'est un modèle d'intelligibilité. « On obtient un idéaltype en accentuant unilatéralement un ou plusieurs points de vue et en enchaînant une multitude de phénomènes isolés, diffus et discrets, que l'on trouve tantôt en grand nombre, tantôt en petit nombre, par endroits pas du tout, qu'on ordonne selon les précédents points de vue choisis unilatéralement pour former un tableau de pensée homogène » (Weber 1956 trad. Freund 1965). Il nous permet de représenter des formes d'interrelation associant des facteurs et conditions de mise en marché, les caractéristiques du territoire et du contexte socioéconomique local, des caractéristiques des systèmes d'élevage et des pratiques. Nous identifions deux idéaltypes contrastés, avec des processus ad hoc de coévolution F/T/SE (fig. 3 et 4). Cette méthode permet de dresser un tableau de pensée homogène qui constitue un guide dans la construction des hypothèses. Ce tableau de pensée est mobilisé pour l'interprétation des reconfigurations dans un bassin laitier, ainsi que pour l'analyse croisée interterrain.

DEUX IDÉALTYPES CONTRASTÉS

Globalisation : un processus « tiré » par une dynamique agroindustrielle et sectorielle

Au niveau de la filière et de la mise en marché : concentration des entreprises, allongement des circuits commerciaux, connexion forte avec des centrales d'achat de la grande distribution ; standardisation des produits ;

Au niveau du territoire : rationalisation des circuits de collecte, concentration des élevages dans les zones favorables (plaines), proches des laiteries et des zones de ramassage. Le territoire où s'exprime cette dynamique est celui du bassin de collecte ;

Au niveau des systèmes d'élevage : augmentation des effectifs et des volumes produits, homogénéisation des pratiques et des systèmes de production (modification des pratiques de reproduction en fonction des incitations des entreprises, recours à l'affouragement).

Cette dynamique favorise les exploitations les plus grandes, localisées à proximité des lieux de collecte, disposant de bonnes terres cultivables pour produire l'alimentation fourragère du troupeau.

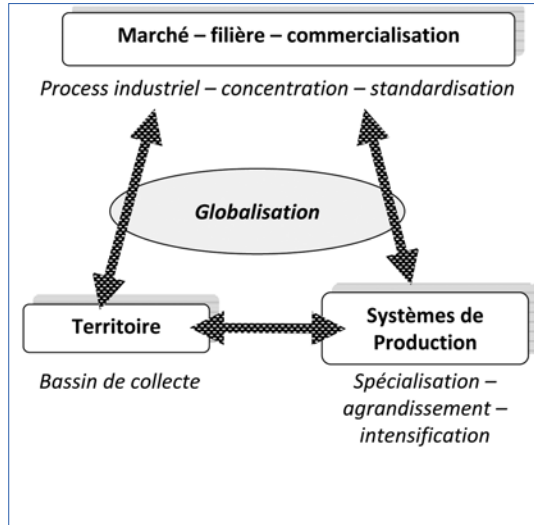


Figure 3. Idéaltype globalisation.

Territorialisation : un processus « tiré » par des dynamiques collectives – locales – territoriales

Au niveau de la filière : maintien de petites unités de production et de process de transformation artisanaux, émergence d'un projet collectif de mise en marché impliquant une diversité d'activités locales, développement de circuits de proximité, ancrage territorial des produits.

Au niveau du territoire : territoires souvent plus enclavés, maintenance d'une niche laitière fromagère et d'une « culture locale » du produit, développement de dynamiques identitaires. Le territoire concerné par cette dynamique est défini par l'entité territoriale faisant sens localement.

Au niveau des systèmes d'élevage : lien entre pratiques et terroir d'une part, diversité et savoir-faire d'autre part.

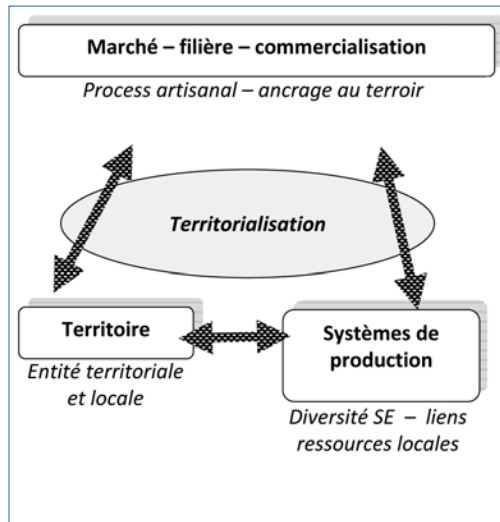


Figure 4. Idéaltype territorialisation.

Cette dynamique favorise les réseaux sociaux et productifs locaux, la diversité des systèmes d'activités du territoire.

Construire une analyse diachronique pour rendre lisibles les processus

Nous proposons de distinguer deux étapes : d'abord la construction d'une chronique puis son interprétation en termes de trajectoire.

ÉTAPE 1 : CONSTRUIRE UNE CHRONIQUE FACTUELLE DES CHANGEMENTS À L'ŒUVRE

Construire une chronique factuelle, sur le temps long, en positionnant sur une base calendaire les informations, les changements, qui ont concerné les territoires, les systèmes d'élevage ou encore la filière, ainsi que des événements d'ordre divers (politiques publiques, problèmes sanitaires, événements climatiques, etc.) (fig.5). Ces informations sont issues de dires d'acteurs, d'entretiens compréhensifs, en général sous forme de récit de vie (forme narrative), d'enquêtes, de sources bibliographiques scientifiques, de la profession agricole ou de la presse écrite. Nous insistons sur l'importance de noter sur cette chronique uniquement des événements factuels, et non des appréciations sur les faits et les situations, que celles-ci soient émises par les acteurs ou par les chercheurs. Ces appréciations, précieuses pour la suite, peuvent être notées par ailleurs pour en garder mémoire. Le respect de cette règle facilite le recul sur la situation et l'échange de points de vue ¹.

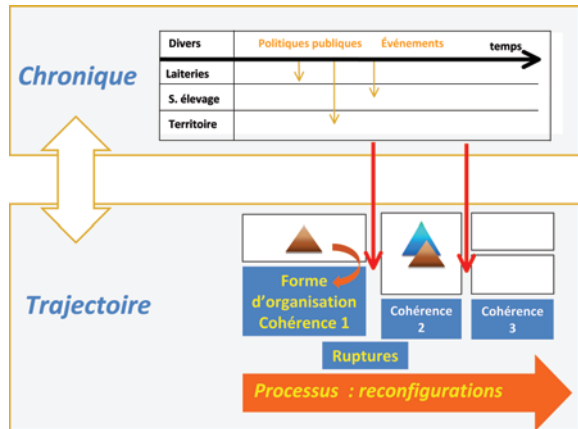


Figure 5. De la chronique à la trajectoire : un travail d'interprétation.

Écueil à éviter : noter trop d'informations, ou des informations trop précises. La chronique deviendrait très vite illisible. Si en début d'analyse, il est difficile de savoir ce qui est utile ou pas, la sélection des informations se fait chemin faisant, par itérations successives entre l'analyse et la chronique, en sélectionnant petit à petit les faits utiles à la compréhension.

¹ Nous renvoyons ici à la distinction proposée par J.P. Darré (1993 et 2006), entre une situation, quelqu'un qui vit cette situation, qui lui donne du sens, et qui exprime des préoccupations. La situation ne peut donc être appréciée qu'au regard du point de vue de celui qui la vit, qui l'utilise ou qui l'analyse. L'analyse de toute situation et l'appréciation de toute situation sont donc plurielles. Positionner sur une chronique, du sens et des appréciations, en plus des faits, serait altérer les possibilités d'analyse et de prise de recul pour la suite... et d'échanges entre disciplines ou encore entre chercheurs et partenaires.

Cela rejoint la démarche de modélisation par itérations successives entre action et analyse utilisée par le groupe Commod (Daré W. et al. 2009, Étienne & Bousquet 2009).

ÉTAPE 2 : INTERPRÉTER LA CHRONIQUE EN TERMES DE TRAJECTOIRE

Cette chronique constitue un support d'analyse. Elle permet de repérer les formes d'interrelation F/T/SE présentes dans le bassin laitier, et de comprendre la cohérence sous-jacente. L'analyse porte par exemple sur les relations autour des laiteries industrielles ou des laiteries artisanales, ou encore sur une dynamique locale et territoriale particulièrement forte. Au cours de l'analyse, ces formes peuvent évoluer. À partir de la chronique, nous identifions des séquences temporelles qui se distinguent par des différences de formes d'interaction entre F, T et SE et de types de cohérence. Nous identifions aussi des périodes où il y a une évolution de ces formes et repérons les facteurs de changement (fig. 5).

La trajectoire d'évolution ainsi formalisée est caractérisée par l'enchaînement des séquences sur le temps long, et des facteurs de changement (brusques ou progressifs) qui ont contribué à l'évolution du territoire et/ou des systèmes d'élevage, et/ou de la filière¹.

Chacune des séquences peut être représentée graphiquement (localisation des types d'opérateurs, les liens entre eux, les grands éléments structurant les territoires...). Par juxtaposition de cette suite de représentations, on peut ainsi visualiser sur le temps long les changements à l'œuvre.

La chronique permet d'analyser les formes d'interrelation présentes dans les territoires, à une période donnée, d'étudier leur localisation, mais aussi de raisonner sur le temps long le devenir de ces formes d'interaction et les facteurs qui ont pesé sur les reconfigurations. Le lecteur pourra se reporter aux chapitres de la première partie de cet ouvrage pour voir des exemples d'analyse de trajectoire dans les contextes singuliers de chaque bassin laitier.

Le passage de chronique à trajectoire : une interprétation qui doit être argumentée

Il peut y avoir plusieurs interprétations, et plusieurs façons d'analyser une même chronique. La chronique joue ici le rôle d'objet intermédiaire (Jeantet 1998, Vinck 1999) dans le processus de conception et d'interprétation. Les informations présentées étant factuelles, chacun peut pointer les faits qu'il retient pour son interprétation et les argumenter.

Le rôle des idéaltypes dans le processus d'interprétation

Les deux idéaltypes représentent des repères pour l'identification des formes d'interrelation F/T/SE à partir de la chronique. Chaque forme, caractérisée par ses attributs, peut

¹ Voir par exemple les travaux de Pocard & Corniaux 2007 et de Napoléone & Boutonnet 2010.

être mise en regard des idéaltypes, ce qui conduit à repérer la distance entre la forme identifiée et celle décrite dans l'idéaltype et les attributs qui font l'objet d'hybridation. Nous sommes là dans un processus de contextualisation-décontextualisation, c'est-à-dire de passage du modèle au cas et du cas au modèle. Dans l'approche contextualiste, et l'étude de cas, ce processus de généralisation est lié à l'inférence logique entre les traits observés dans l'échantillon qui permettent d'enrichir le modèle de départ (Mitchell 1983), ici les idéaltypes.

PASSER DE L'ENTRÉE CONTEXTUALISÉE À DES PROCESSUS GÉNÉRIQUES

L'objectif n'est pas ici de comparer sur une batterie de critères des situations aussi diverses que celles étudiées, mais de repérer des tendances et de comprendre les processus et leurs grands facteurs explicatifs. La démarche que nous avons retenue se distingue des approches statistiques, basées sur des grands nombres, ou des approches *top down*, dans laquelle un ensemble de variables et d'indicateurs sont définis par avance.

Un cadre d'analyse pour situer nos terrains

Nous situons les deux idéaltypes aux deux extrémités d'un gradient, en considérant qu'il y a des combinaisons, des compromis et des complémentarités entre ces idéaltypes dans les territoires. Dans le cours du processus de recherche, l'ensemble de nos terrains ont pu être situés au regard de ce cadre d'analyse (fig.6).

Nous avons ainsi positionné, de haut en bas :

- des terrains où il y a principalement des formes industrialisées dans le bassin laitier ;
- des terrains où il y a les divers types de formes de développement dans le bassin ;
- des terrains où il y a principalement des formes territorialisées.

Enfin, les situations évoluent dans le temps. Certains terrains qui ont connu une vague d'industrialisation allant vers des processus globalisés, ont pu à d'autres moments connaître un mouvement de reterritorialisation. Nous caractérisons ainsi les itinéraires de développement et les facteurs qui ont pesé sur ces reconfigurations. Sur ces sujets, le lecteur pourra se reporter aux analyses transversales de la partie 2.

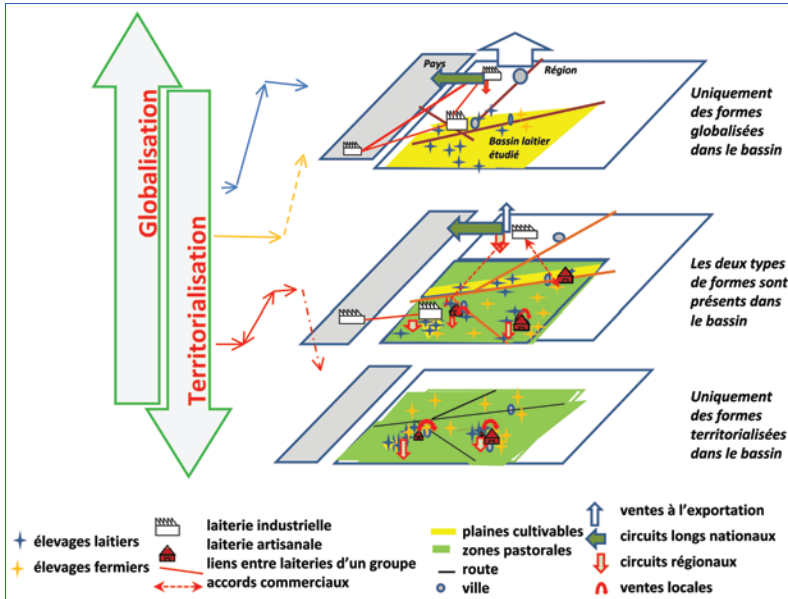


Figure 6. Entre territorialisation et globalisation : une façon de représenter la diversité des bassins laitiers.

UN DISPOSITIF DE CO-CONCEPTION INNOVANTE ENTRE CHERCHEURS

L'analyse que nous venons de présenter demande du temps. Il s'agit bien sûr de temps pour analyser les situations, mais aussi et surtout pour permettre aux chercheurs participants de déplacer leur regard, en laissant de côté leurs cadres et habitudes méthodologiques et disciplinaires.

Emprunter des chemins de traverse, c'est bien de cela qu'il s'agit, que ce soit pour comprendre les changements dans un bassin laitier ou pour construire ensemble un savoir commun à partir de la diversité des situations. Il s'agit donc d'un projet ambitieux. Son déroulement pour arriver à « bon » terme ne peut pas être laissé au hasard. Le cheminement de co-conception doit être organisé à travers d'un dispositif permettant la genèse et le partage des savoirs à partir des situations.

Cadre épistémologique

L'approche et la posture de recherche que nous avons retenues relèvent des processus de recherche-action (Liu 1992, Albaladejo & Casabianca 1997, Avenier & Schmitt 2007, Faure et al. 2010) et de conception innovante (Meynard et al. 2006). La connaissance se construit chemin faisant par des itérations entre observation et analyse, à la différence d'un processus de conception dans lequel l'action et l'analyse sont deux phases distinctes. Pour faciliter le « dialogue avec la situation » et l'échange de points de vue, Jeantet (1998) et Vinck (1999) ont montré l'intérêt d'objets intermédiaires. Ceux-ci peuvent avoir dans le cours d'un processus de conception (collectif ou non) plusieurs types de rôle (traduction, médiation, représentation) (Jeantet 1998). Nous nous sommes fortement appuyés sur cette notion. Les graphiques ont joué un rôle important dans le cheminement du groupe. Le dispositif doit favoriser des apprentissages croisés entre le chercheur et la situation, et entre chercheurs. Cela rejoint les principes de l'apprentissage organisationnel, dans lequel les acteurs peuvent apprendre de l'action en cours, à partir du moment où ils peuvent prendre du recul sur cette action pour en tirer des enseignements. Pour Amar-Touati & Sardas (2006) et Lorino & Nefussi (2007), cela conduit à mettre en place des dispositifs et des procédures permettant la genèse – et le partage – de savoirs à partir de l'action (ndr : ou d'une représentation de l'action). Pour penser ces dispositifs et les conduire, nous avons adapté les principes, les concepts et les bases méthodologiques de la démarche de « recherche coactive de solutions entre agents de développement et agriculteurs » (Darré 1993 et 2006), à ce contexte de co-construction entre chercheurs. Ce cadre et ces outils méthodologiques ont permis aux animateurs de lire et d'analyser ce qui se passait dans le groupe, et de mesurer l'avancée du processus de co-conception.

Le dispositif de co-conception

Nous entendons par dispositif de co-conception, un ensemble de temps, de lieux et de moyens organisés dans le temps afin de favoriser l'émergence d'une dynamique de co-conception entre chercheurs. Ce dispositif a été conçu comme un itinéraire pour apprendre chemin faisant de la (des) situation(s). Il a été basé sur des itérations successives entre la situation et l'analyse. Des représentations graphiques ont servi d'objets intermédiaires entre la situation et l'analyse (fig. 7), à chaque étape du cheminement, pour comprendre et analyser les trajectoires des bassins laitiers, ou pour conduire des analyses croisées.

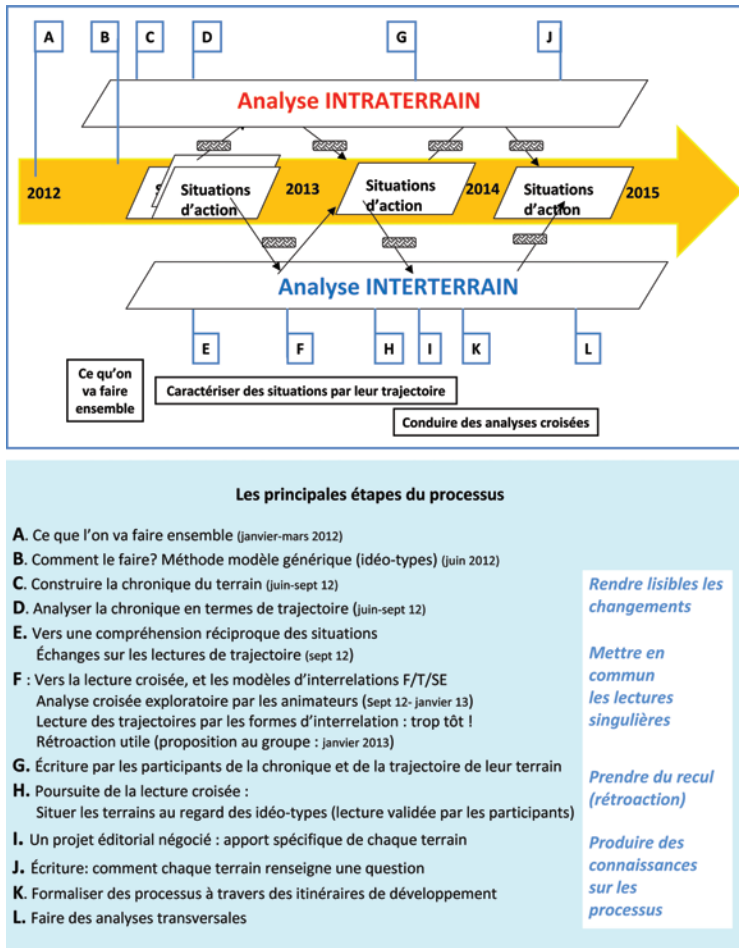


Figure 7. Le dispositif : organiser des itérations entre trajectoires singulières.

PRENDRE EN COMPTE LA DISSYMMÉTRIE DE LA CONNAISSANCE DANS LE GROUPE DE CHERCHEURS

La dissymétrie concerne la connaissance des terrains (chacun connaît bien le sien mais pas celui des autres) et les façons de regarder le monde (chacun avec son passé, son corpus, a une manière d'analyser les choses). La dissymétrie peut être une richesse ou un handicap. À l'animateur de veiller à ce que ce soit une richesse en favorisant la capitalisation et l'échange des regards et points de vue.

CONDUIRE LE DISPOSITIF

La conduite du dispositif est de la responsabilité de l'animateur. Notre expérience nous a montré que trois éléments, présents dans Darré 1996, sont importants pour conduire le dispositif : a) l'accord sur ce que l'on va faire ensemble, b) les rétroactions, c) donner à voir l'avancée aux participants.

- **L'accord sur la problématique générale et les objectifs.** Ils doivent être rediscutés à chaque étape de la progression du groupe pour être précisés et portés par l'ensemble des participants.
- **Les rétroactions.** Un dispositif de co-conception innovante n'est pas linéaire. À certains moments il est indispensable de prendre le temps d'une « rétroaction », c'est-à-dire de revenir en arrière pour reprendre autrement un élément, pour formaliser, pour gagner en lisibilité et *in fine* pour avoir un accord collectif sur ce qui est acquis, sur l'actualisation de notre vision en commun du monde, afin d'aller au-delà.
- **Les avancées.** Donner à voir ce que l'on a fait ensemble et le chemin parcouru depuis la dernière étape est un point capital. Ces avancées doivent être actées en tant que telles par le groupe.

Le dispositif mis en place

La figure 7 présente le dispositif mis en place. Ce cheminement ménage des itérations successives entre d'une part l'action et l'analyse et d'autre part l'analyse d'un terrain et l'analyse croisée entre les terrains. Dans la plupart des étapes, des représentations graphiques ont été utilisées comme objets intermédiaires pour aider à la conception et à l'échange.

Des comptes rendus argumentés ont été réalisés à chacune des étapes pour consigner des acquis, des points de vue, des questions ou encore des orientations. Ces écrits, renvoyés aux participants, ont contribué à l'évolution des points de vue individuels et collectifs et ont acté les étapes collectives.

QU'EST-CE QUE LE « BON » TERME ? OU COMMENT JUGER DE LA RÉUSSITE OU NON ?

La réussite d'un processus de co-conception, des outils et connaissances produites, se juge, par les participants ou par les utilisateurs futurs, à la capacité de ces outils et connaissances à donner des clés d'analyse et de compréhension de la situation. Dans le cas présent nous postulons que la démarche que nous avons conduite a contribué à élargir les points de vue et les pratiques des chercheurs sur la manière d'observer une situation. Ces nouveaux regards et pratiques contribueront, nous l'espérons, à de nouveaux horizons de recherche sur l'action.

EN CONCLUSION, UNE APPROCHE EXPLORATOIRE, INDUCTIVE, SYSTÉMIQUE ET CONTEXTUALISÉE

Le cadre d'analyse que nous avons utilisé nous permet de « dialoguer avec la situation » et de prendre ensuite du recul sur celle-ci. Des itérations entre les analyses contextualisées et les analyses génériques ont contribué aux processus de conception individuel et collectif dans le groupe de chercheurs. L'analyse diachronique a permis de comprendre le passé et de mieux interpréter le présent mais aussi de faire des hypothèses sur le devenir de ces activités. Elle a constitué un outil pour rendre intelligible des situations.

Avec l'appui de ce cadre d'analyse, nous invitons maintenant le lecteur à poursuivre sa lecture en parcourant les sept études de cas proposées dans l'ouvrage ainsi que les analyses transversales de ces études de cas. Nous lui souhaitons un voyage fructueux au cours duquel il sera libre d'observer, d'enrichir ses connaissances et d'analyser les situations en fonction de ses propres centres d'intérêt.

Références

- Albaladejo C., Casabiaca F., 1997. *La recherche-action. Ambitions, pratiques, débat*, Études et Recherches sur les Systèmes Agraires et le Développement n° 30, 211 p.
- Amar-Touati N., Sardas J.-C., 2006. « La rationalisation simultanée de l'action et des apprentissages », *Revue française de gestion* 165 (6/2006), p. 71-86.
- Avenier M.J., Schmitt C. (coord.), 2007. *La construction de savoirs pour l'action*, L'Harmattan, coll. Action & Savoir, 245 p.
- Brunet R., 1986. « La carte modèle et les chorèmes », *Mappemonde* 86(4) :2-6.
- Cheyran J.P., Deffontaine J.P., Lardon S., Thery H., 1990. « Les chorèmes, un outil pour l'activité agricole dans l'espace rural ? », *Mappemonde* 90(4) :2-4.
- Corniaux C., 2014. « Dynamique de la collecte laitière au Sahel », In Étienne M. (éd.), *Élevages et territoires. Concept, méthodes, outils*, FormaSciences Inra, p. 245-256.
- Daré W., Ducrot R., Botta A., Étienne M., 2009. *Repères méthodologiques pour la mise en œuvre d'une démarche de modélisation d'accompagnement*, Guide collectif Comnod, Cardère, 127 p.
- Darré J.P., 1993. *Du sens aux actes*, Gerdal, Gret, 90 p.
- Darré J.P., 2006. *La recherche co-active de solutions entre agents de développement et agriculteurs*, Gerdal, Gret, 112 p.
- Étienne M., Bousquet F., 2009. « Accompagner les développements : les différentes étapes d'une démarche de modélisation d'accompagnement », In Beguin P. et Cerf M. (coord.), *Dynamique des savoirs, dynamique des changements*, Octares :175-190.
- Faure G., Gasselín P., Triomphe B., Temple L., Hocdè H., 2010. *Innover avec les acteurs du monde rural : la recherche-action en partenariat*, Les presses agronomiques de Gembloux, Quae, 221 p.
- Houdart M., 2014. La modélisation graphique ou chorématique, In Étienne M. (éd.), *Élevages et territoires. Concept, méthodes, outils*, FormaSciences Inra, p. 87-96.

- Jeantet A., 1998. « Les objets intermédiaires dans la conception. Éléments pour une sociologie des processus de conception », *Sociologie du travail* (3) :291-316.
- Le Bail M., 2002. « Le bassin d’approvisionnement, territoire de la gestion agronomique et de la qualité des productions végétales », In Prévost P. (éd.), *Agronomes et territoires*, L’Harmattan :211-227.
- Liu M., 1992. « Présentation de la recherche-action : définition, déroulement et résultats », *Revue internationale de systémique* 6(4) :293-311.
- Lorino P., Nefussi J., 2007. « Tertiariation des filières et reconstruction du sens à travers des récits collectifs », *Revue Française de Gestion* 170 :75-92.
- Meynard J.M., Aggeri F., Coulon J.B., Habib R., 2006. *Recherches sur la conception de systèmes agricoles innovants*, Rapport du groupe de travail Inra.
- Mitchell C., 1983. “Case and situation analysis”, *The sociological review* 31(2) :187-211. (trad. J.-P. Darré, 1992 : *Analyse de cas et de situation*, Gerdal, 16 p.)
- Napoléone M., 2014. « Intérêt du changement d’échelle temporelle et spatiale pour analyser les transformations des activités d’élevage dans les territoires », In Étienne M. (éd.), *Élevages et territoires. Concept, méthodes, outils*, FormaSciences Inra, p. 159-170.
- Napoléone M., Boutonnet J.P., 2010. « Lecture diachronique de l’évolution des systèmes de production et des stratégies de firmes, en élevage caprin laitier », *Options méditerranéennes* série A(100) :91-100.
- Pettigrew A.M., 1985. “The awakening Giant, continuity & change in Imperial Chemical Industries”, *Administrative Science Quarterly* 31(3) (Sep. 1986) :476-478.
- Pettigrew A.M., Woodman R.W., Cameron K.S., 2001. “Studying Organizational Change and Development: Challenges for Future Research”, *Acad. Manage. J.* 44(4) (Aug. 01):697-713.
- Poccard R., Corniaux C., 2007. « Dynamiques de structuration des bassins laitiers : comparaison entre l’Amazonie brésilienne et le Mali », *Revue d’Élevage et de Médecine Vétérinaire des pays tropicaux* 60 :141-152.
- Vinck P., 1999. *Ingénieur au quotidien, ethnologie de l’activité de conception et d’innovation*, PUG, 232 p.
- Weber M., 1956. *Essai sur la théorie de la science*, publié à titre posthume entre 1904-1917. Traduit de l’allemand par Chavy J.P. et Dampierre E., 1971, Plon, Paris, 411 p. Traduction partielle par Julien Freund, 1965, Plon, 181 p.



Votre avis nous intéresse

POUR CITER CE CHAPITRE

Napoléone M., Corniaux C., 2015. « De la trajectoire singulière aux processus communs. Méthode d’analyse des reconfigurations des bassins laitiers », In Napoléone M., Corniaux C., Leclerc B. (coords), *Voies lactées. Dynamique des bassins laitiers entre globalisation et territorialisation*, Inra-Sad – Cardère :21-36. DOI : 10.15454/1.4477734675300127E12

AFFILIATIONS DES AUTEURS

Martine NAPOLÉONE, Inra, UMR0868 Selmet, F-34060 Montpellier, France

Christian CORNIAUX, Cirad, UMR0868 Selmet, F-34060 Montpellier, France

Ce travail a été conduit dans le cadre du projet de recherches Mouve financé par l’Agence nationale de la recherche (projet ANR-2010-STRA-005-01).





**HISTOIRES SINGULIÈRES
DE SEPT BASSINS LAITIERS
SUR QUATRE CONTINENTS**





Bassin laitier de Salto (Uruguay)

L'expansion d'un bassin laitier basé sur le développement de l'agroindustrie et de l'exportation

Résumé

Tout au long du XX^e siècle, la région de Salto dans le nord-ouest de l'Uruguay s'est structurée pour répondre à la demande locale et nationale en aliments, notamment en produits laitiers, mais aussi pour tirer profit de la demande internationale, comme tout l'agrobusiness en Uruguay.

Nous avons analysé les conditions de développement du bassin laitier de Salto en nous appuyant sur les divers travaux publiés, ainsi que sur la connaissance acquise par les auteurs depuis une vingtaine d'années. Quelques entretiens de personnes-ressources ont également été conduits. Il ressort de notre analyse que la production laitière n'a jusqu'à présent jamais fait référence à son origine géographique, que les conditions bioclimatiques et la ressource fourragère naturelle permettent une production très compétitive favorisant l'essor du bassin laitier. En revanche, l'instabilité des marchés déséquilibre les liens commerciaux établis et tend à limiter les potentialités de développement commercial.

Mots-clés : Amérique du sud, marché mondial, commodités, équipements, révolution fourragère.

Development of dairy cluster in Salto, North Uruguay based on small-scale farms and dairy factory for exportation

Abstract

Over the 20th Century, the milk production was developing around Salto city in order to supply the local and national demand in dairy products and in a second time to be exported, as a large part of the Uruguayan food production. The development of the Salto Dairy Cluster has been analyzed using scientific papers and local knowledge of stakeholders, including farmers, managers of agribusiness and extension services, professors and researchers. Some interviews have been done. The main result is the local bioclimatic and socio-economic conditions are very conducive to a competitive milk production, especially through the high green forage production to feed the dairy cattle and the skill of local population for animal breeding. However, the strong variations of dairy market trended to destroy the partnership between producers, dairy factory and potential buyers.

Key-words : South America, Global market, commodities, infrastructure and equipment, green-forage production.

Bassin laitier de Salto (Uruguay)

L'expansion d'un bassin laitier basé sur le développement de l'agroindustrie et de l'exportation

Pastora CORREA *, Pedro ARBELETCHÉ, Laura PIEDRABUENA, Danilo BARTABURU, Jean-François TOURRAND, Hermès MORALES GROSSKOPF

PAYS DE 18 MILLIONS d'hectares (dont 16 consacrés aux productions agricoles), couvert de pampa, localisé à l'embouchure du Rio de la Plata, entre le Brésil au nord et l'Argentine à l'est et au sud, peu peuplé avec des conditions agroclimatiques favorables, l'Uruguay (fig. 1) est exportateur de produits agricoles : riz exporté à 90 %, viande bovine et lait exportés à 70 %, illustrent ce positionnement. La dynamique de la production laitière en Uruguay s'inscrit, d'une manière générale, sur une trajectoire tournée vers la productivité par vache et par hectare, ainsi que l'exportation de commodités. À la différence de la viande pour laquelle l'Uruguay est une référence mondiale en termes de qualité, il n'y a pas, dans le cas des exportations laitières, de référence au territoire de production. La question porte donc sur la durabilité de ce système.



Nous nous intéresserons à la construction du petit bassin laitier dans la zone enclavée de Salto, dans laquelle la production laitière n'est pas traditionnelle. Nous verrons que les politiques publiques ont accompagné pas à pas le développement de ce bassin, basé dans un premier temps sur la consommation locale, puis nationale puis vers l'exportation.

* Auteur de correspondance : pcorrea@unorte.edu.uy

Résumé

Tout au long du XX^e siècle, la région de Salto dans le nord-ouest de l'Uruguay s'est structurée pour répondre à la demande locale et nationale en aliments, notamment en produits laitiers, mais aussi pour tirer profit de la demande internationale, comme tout l'agrobusiness en Uruguay.

Nous avons analysé les conditions de développement du bassin laitier de Salto en nous appuyant sur les divers travaux publiés, ainsi que sur la connaissance acquise par les auteurs depuis une vingtaine d'années. Quelques entretiens de personnes-ressources ont également été conduits. Il ressort de notre analyse que la production laitière n'a jusqu'à présent jamais fait référence à son origine géographique, que les conditions bioclimatiques et la ressource fourragère naturelle permettent une production très compétitive favorisant l'essor du bassin laitier. En revanche, l'instabilité des marchés déséquilibre les liens commerciaux établis et tend à limiter les potentialités de développement commercial.

Mots-clés : Amérique du sud, marché mondial, commodités, équipements, révolution fourragère.

Nous verrons aussi que ce bassin de production familiale s'est structuré autour d'une laiterie. La réflexion porte sur le devenir d'un bassin familial initialement structuré autour du marché local et urbain, puis tourné vers l'exportation.

La compréhension de la dynamique du bassin laitier de Salto nécessite de connaître la politique laitière nationale, qui sera donc exposée au début de cet article.



Figure 1. L'Uruguay administratif.

Méthode

Ce travail de synthèse s'appuie sur la connaissance acquise au cours des trente dernières années par les auteurs sur l'évolution de la production laitière dans le bassin de Salto, ces auteurs étant issus en partie du monde de la recherche, du développement et de l'enseignement. Un recensement des exploitations laitières du bassin de Salto et de leurs caractéristiques a été fait dans les années 1990 et a été régulièrement actualisé, notamment au travers de projets de recherche. Pour compléter ces données publiques, ont été réalisés plusieurs entretiens auprès de différents acteurs locaux de la production laitière, tels que des techniciens, producteurs, consultants et experts (Arbeletche et al. 2007, Piedrabuena & Arbeletche 2014), ainsi que dans le cadre spécifique du projet ANR Mouve. Pour décrire la situation au niveau national, les statistiques produites par le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage ont été mobilisées.

LA PRODUCTION LAITIÈRE EN URUGUAY

L'Uruguay est un pays tourné sur l'exportation de viande bovine pour laquelle la qualité est reconnue. En revanche, aucune recherche de plus-value et de différenciation par la qualité dans le cas de la production laitière, d'autant plus que le lait en poudre est produit de manière semblable par toutes les laiteries du monde. En revanche, sur le marché national, la préférence du consommateur prend en compte la qualité liée à la marque et se paye par un prix plus élevé.

En Uruguay, la consommation de produits laitiers, environ 230 litres/personne/an (Hernández 2011), est la plus élevée d'Amérique latine. Elle ne représente que 30 % de la production. Les 70 % restants sont exportés, principalement sous forme de lait en poudre et de fromages industriels. La production uruguayenne représente respectivement 0,3 % de la production mondiale et 2,4 % du commerce international. Le pays n'a donc pas un poids suffisant pour négocier au niveau mondial, ce qui se traduit par une forte instabilité de ses marchés et donc des prix au producteur. La qualité sanitaire du lait produit en Uruguay est considérée comme bonne car 90 % des exploitations fournissent un lait inférieur à 50 000 UFC (standard international < 100 000) et 80 % présentent moins de 400 000 cellules somatiques (standard international).

Présentation du secteur laitier en Uruguay

DEUX GRANDES RÉGIONS LAITIÈRES ET DES PETITS BASSINS SECONDAIRES

En Uruguay, la production laitière se fait principalement dans deux régions : la zone Sud autour de Montevideo, qui comprend les départements de Canelones, Florida, San José et Montevideo, et la Côte Ouest comprenant les départements de Colonia, Soriano, Rio Negro et Paysandú (fig. 2). En dehors de ces deux régions, d'autres bassins considérés comme secondaires se sont créés autour des villes de Salto, Treinta y Tres et Cerro Largo (Bosque & Llambí 2003).

S'ils sont secondaires à l'échelle nationale, localement ils favorisent le développement des filières industrielles et de services liés à la production. Ils créent des emplois et contribuent de manière significative au produit intérieur. En permettant aux familles paysannes de rester dans les zones rurales, ils participent aussi au maintien des services et des infrastructures, voire à leur amélioration.

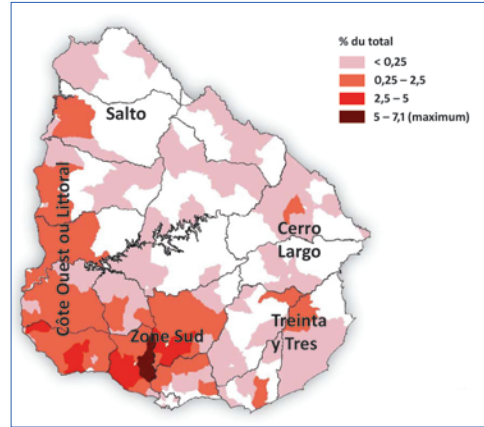
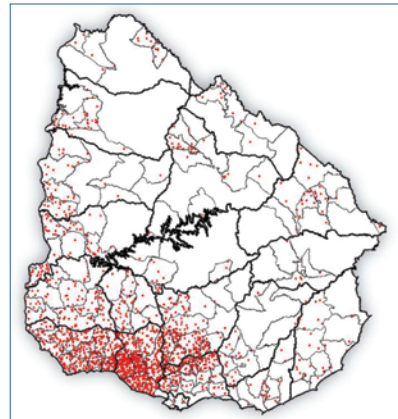
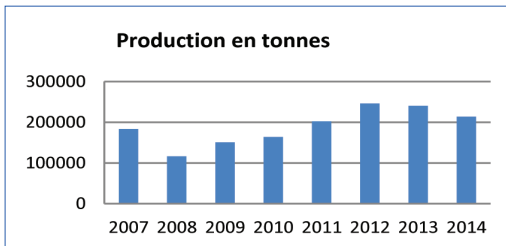


Figure 2. Production laitière en Uruguay par département (en % du total) et localisation des principaux bassins laitiers en 2008-2009 (MGAP-DIEA 2014, année 2010-2011).

UN SECTEUR ESSENTIEL POUR L'URUGUAY

Les chiffres montrent que le lait est un secteur essentiel en Uruguay. Avec 7,6 % en valeur des exportations, le lait est le troisième secteur du pays, les exportations de viande en représentant 22 %. Sur un total d'environ 4 000 producteurs, 3 200, soit 80 %, fournissent aux laiteries un volume total de 1,85 milliard de litres par an (Bagnato & Pedemonte 2012) pour une production nationale an-



Figures 3 et 4. Évolution de la production laitière en Uruguay et sa localisation (un point rouge = une exploitation laitière) (MGAP-DIEA 2014, année 2010-2011).

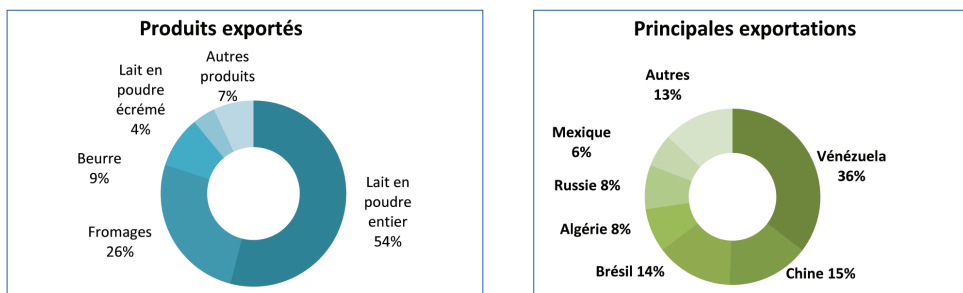
nuelle de l'ordre de deux milliards de litres (fig. 3). Environ 950 producteurs font leur propre fromage, certains d'entre eux livrant aussi une partie de leur lait à une laiterie. Les exploitations laitières se localisent principalement dans les bassins laitiers (fig. 4).

La valeur ajoutée du secteur est estimée à 20 % de la valeur brute de la production, un chiffre inférieur à la moyenne de l'industrie alimentaire, qui est de l'ordre de 24 % (Marrero et al. 2008). En 2011, 67 % du lait transformé par l'industrie a été exporté, rapportant au pays 700 millions de dollars, ce qui démontre le profil d'exportation du secteur (Bagnato & Pedemonte, 2012).

La production de lait représente environ 24 000 emplois directs, soit un emploi pour 50 ha, auxquels s'ajoutent les quelque 3 500 emplois de l'industrie laitière (Hernández 2011). Le secteur couvre l'ensemble des exploitations et des services qui y sont liés.

Le secteur laitier compte 35 laiteries, qui reçoivent 84 % de la production. La Société coopérative nationale des producteurs de lait (Conaprole) en capte à elle seule 65 %. Les autres ont toutes moins de 10 % chacune. La participation de l'industrie laitière à la valeur brute de la production industrielle uruguayenne était de 6 % en 2007, ce qui équivaut à 618 millions d'US dollars.

Historiquement, l'exportation est concentrée à 80 % dans les trois premiers groupes laitiers : Conaprole est le leader avec 59 % des exportations en valeur en 2011, puis viennent Indulacsa avec 10 % et Ecolat avec 8 %. Les douze autres groupes représentent chacune moins de 6 % du marché à l'exportation (Uruguay XXI 2012). Cela met en évidence une forte dissymétrie en termes de participation des groupes laitiers à l'exportation. Les exportations de produits laitiers se concentrent principalement dans quatre marchés : Venezuela, Chine, Brésil, Russie, Algérie, Mexique et Cuba, comme l'indique la figure 5. Ils représentent ensemble près de 80 % des ventes de produits laitiers d'Uruguay à l'étranger. Le restant part sur plus de 65 pays à travers le monde (Uruguay XXI 2012). Le principal produit d'exportation est la poudre de lait entier, comme le montre la figure 6.



Figures 5 et 6. Principales exportations laitières et produits laitiers exportés (adapté de <http://www.uruguayxxi.gub.uy> avec les données des annuaires Opypa et DIEA 2014).

Histoire passée et récente de la production laitière

Le secteur laitier a commencé à se développer en Uruguay au début du XX^e siècle. À l'origine, il y a eu vers 1935 la préoccupation du pouvoir politique sur la qualité du lait et ses impacts en santé publique. Cela concernait surtout l'agglomération de Montevideo en raison d'une part de sérieux problèmes de transport et, d'autre part, d'un système industriel peu efficace en termes de production, déficient d'un point de vue technologique, appliquant de bas prix aux producteurs.

Le nouveau système mis en place se caractérise dès le départ par une forte réglementation contrôlée par l'État. L'institution-clé qui définit la politique laitière, contrôle la qualité et évalue l'ensemble du secteur est le ministère de l'Élevage, de l'Agriculture et de la Pêche (MGAP).

En 1936 a été créée la Société coopérative nationale des producteurs de lait, la Conaprole (loi 9526 du 13 décembre 1935). Celle-ci est toujours la principale entreprise laitière du pays. Il s'agit d'une entreprise publique de droit privé, dirigée par des éleveurs élus par leurs collègues. Pendant de nombreuses années, le pouvoir exécutif a réglementé le marché du lait au travers de prix différenciés pour le lait destiné à la consommation directe et le lait destiné à la transformation pour la production de fromages, yaourts, etc. L'objectif de cette politique était de garantir l'approvisionnement normal et régulier de la population nationale tout au long de l'année, en particulier pendant les mois d'hiver où les producteurs recevaient de substantielles bonifications pour produire. La consommation interne étant le principal marché de la production jusqu'aux années 1970. Par la loi, Conaprole avait le monopole de l'approvisionnement en lait de Montevideo, la capitale du pays, qui rassemble près de 50 % de la population nationale, pour 50 ans. En contrepartie, Conaprole s'engageait à acheter toute la production laitière qui lui était proposée.

1935-1955 : UNE PRODUCTION POUR MONTEVIDEO

De 1935 à 1955, la production laitière était destinée au marché national. Les principaux bassins laitiers étaient Canelones, San José et Florida. La situation a perduré jusqu'à la décennie 1970.

L'histoire de la production laitière en Uruguay montre des conditions de production et de travail artisanales, sans électricité, à base d'eau de faible qualité, ainsi qu'une distribution du lait en charrette et train. La priorité donnée à l'approvisionnement de Montevideo faisait que de nombreux producteurs repartaient dans leurs exploitations sans avoir vendu la totalité de leur production.

L'alimentation des vaches laitières reposait sur le pâturage naturel, les cultures annuelles, ainsi que sur l'utilisation de concentrés, principalement en hiver en accord avec le premier modèle laitier prôné par l'État (Viera 2013).

Au cours de ses vingt premières années, les objectifs de production de la coopérative laitière ont évolué en fonction des changements macroéconomiques qu'a connus l'Uruguay. C'est ainsi que le volume de lait traité a crû de manière forte, passant de 35 millions de litres en 1935 à 250 millions de litres en 1955. À cette époque, il y avait un petit déficit pendant l'hiver et un petit d'excédent en beurre et de caséine au printemps, excédent qui était déjà exporté.

1955-1975 : UN MARCHÉ INTÉRIEUR DU LAIT BLOQUÉ ET L'ÉMERGENCE D'UN MARCHÉ À L'EXPORT

On considère que la période allant de 1955 à 1975 correspond à un blocage du cycle du lait, un peu à la manière de ce qui arrivait à tout le secteur agricole en Uruguay, en lien avec le marché interne sans croissance, et des investissements dont l'objectif était d'améliorer la qualité de la production et de décentraliser la collecte pour réduire les pertes de matière première, en particulier pendant l'été.

La décennie 1970 en Uruguay se caractérise par la promotion des exportations de produits agricoles standards et non traditionnels comme le lait. Cela se traduit par une forte croissance des exportations de produits laitiers de l'industrie coopérative et du pays en général. À la fin des années 1960, commence à se généraliser l'implantation de parcelles fourragères pour l'alimentation des vaches laitières, fourrage qui remplace les cultures vivrières utilisées auparavant en complément du pâturage naturel. Ce nouveau système porte le nom de système néo-zélandais.

1975-1990 : FAVORISER LES EXPORTATIONS EN AMÉRIQUE DU SUD

La troisième période commence en 1975 comme une conséquence directe de la politique d'appui aux exportations mise en place par le gouvernement en vue d'une meilleure insertion de l'Uruguay dans les marchés internationaux, en particulier celui du lait.

La nouvelle politique vise l'adoption de technologies tant dans l'industrie que dans la production afin d'augmenter la production, aussi bien à l'échelle nationale que par exploitation et par vache laitière. Cela se traduit par un effort important dans la recherche, l'assistance technique et la formation, à la fois académique et continue, des producteurs laitiers.

Conaprole s'est tournée vers le marché international, ce qui a coïncidé avec la création de plusieurs laiteries dans les différents bassins laitiers, dont Inlacsá dans le bassin de Salto. Il s'est ensuivi une série de changements donnant la priorité aux exportations.

Dans le même temps, le prix du lait se libéralise, car il était peu attractif pour les industries, et donc peu stimulant pour l'adoption de technologies. Les producteurs ont progressivement été payés avec un prix en lien avec le prix du marché à l'exportation, une fois prélevés les coûts et charges de l'industrie laitière. Le prix du lait au producteur s'est donc mis à varier en fonction du marché international. Toutefois, le prix du lait à la

consommation nationale est resté fixe sur décision des pouvoirs publics. Seul le prix du lait à l'exportation a varié.

De nouvelles technologies sont apparues. L'une des plus significatives a été l'arrivée des camions-citernes pour le transport du lait. Il y a eu également les tanks de refroidissement. Au niveau agricole, l'utilisation de prairies fourragères s'est développée, ainsi que la pratique des réserves en fourrage, en particulier la fabrication de bottes de foin pour stocker l'excédent fourrager du printemps en vue du prochain hiver, période pendant laquelle le foin sera donné en complément du pâturage, permettant d'augmenter la productivité par animal et par hectare.

Les exigences du marché international sur le statut sanitaire du pays, en particulier la fièvre aphteuse, ont été un des principaux freins à l'exportation en raison de la difficulté à gérer cette épidémie en Uruguay, compte tenu de voisins peu soucieux de leur état sanitaire, en particulier le Paraguay.

La décennie suivante a été marquée par la reconversion et de nouveaux investissements dans l'industrie laitière en vue notamment de réduire les coûts de main-d'œuvre. Tout d'abord, dans les années 1980, a été créé un service technique mixte (industries-producteurs) pour la promotion de la production laitière. L'État a achevé l'électrification de la zone rurale et a amélioré les voies de communication dans les différents bassins laitiers. L'ensilage a fait son apparition comme réserve d'alimentation pendant la période hivernale, au même titre que le foin. Les parcelles fourragères étaient pâturées par les troupeaux laitiers et l'apport de compléments concentrés s'est généralisé.

Puis, en 1984, Conaprole perd le monopole pour l'approvisionnement de Montevideo en lait. À cette même époque est créé le Conseil national de la production laitière en tant qu'organisme consultatif, de négociation et de gouvernance du secteur, même si son emprise reste à l'époque assez minime.

La production laitière continue de croître, passant de 250 millions à 1 milliard de litres par an. L'exportation devient la destination principale de la production transformée. L'exportation se fait sur une vingtaine de pays, surtout le Brésil qui absorbe environ 78 % des exportations de l'Uruguay. Les exportations laitières passent ainsi de 4 millions de dollars US annuels à



Figure 7. Poster humoristique placé bien en évidence à toutes les entrées du pays (aéroports, ports, frontières terrestres, etc.) vantant la qualité sanitaire de l'Uruguay et de ses produits animaux (Source : Folleto de la Campaña de control y erradicación de la fiebre aftosa de la Dirección General de los Servicios Veterinarios del MGAP, LEY 16.082/1989).

36 millions dans les années 1980, puis 113 millions dans les années 1990 et 340 millions en 2007.

Entrent en jeu les accords commerciaux à l'échelle régionale et internationale, en particulier le Protocole d'expansion commerciale entre le Brésil et l'Uruguay (PEC, 1980), l'accord Argentine-Uruguay de coopération économique (Cauce, 1977), puis l'accord global du Mercosur (1991) comportant des préférences commerciales importantes. De plus, à partir de 1989 est créé l'Inia (Institut national de Recherche agronomique) qui dépendait jusqu'à présent du ministère de l'Élevage, Agriculture et Pêche en partenariat avec la faculté d'Agronomie de l'Université de la République.

À L'APPROCHE DU NOUVEAU MILLÉNAIRE, CAP SUR LE MARCHÉ MONDIAL

À partir de la décennie 1990, il y a donc une forte croissance de la production laitière en vue de son exportation sur le marché international. Les exploitations laitières, de plus en plus en prise directe avec ce marché, doivent investir et se moderniser. Apparaissent de nouveaux défis tels que l'intégration de nouvelles technologies, l'exigence des critères de qualité, l'incertitude sur les prix, la gestion de la connaissance et la nécessaire rapidité d'adaptation au contexte (Attonaty & Soler 1991, Mc Connell & Dillon 1997, Neiman et al. 2001, Arrarte 2008).

En amont des laiteries, est lancé un programme pour promouvoir le refroidissement du lait, et la collecte par camion-citerne se généralise. Apparaissent aussi les systèmes collectifs de production de génisses liés à la spécialisation toujours plus poussée de la production.

En 1995, le Système national de qualité (SNC) est mis en œuvre, de même que le paiement à la qualité hygiénique sanitaire et à la protéine à partir de 1997. Ce dernier est entre les mains de l'industrie laitière qui l'applique de manière différenciée. Le résultat est probant. Le lait de type A constitue 64,9 % de la production au début des années 1990 pour atteindre 93 % en 2001, en plus d'une augmentation annuelle moyenne de la production de l'ordre de 14 % (DIEA 2003).

À la fin des années 1990, de nouvelles technologies font leur apparition, comme le semis direct et les silos de grains humides. Les volumes livrés à l'industrie laitière augmentent sous l'effet combiné de deux facteurs : la croissance de la production et une orientation plus franche vers les laiteries (Vaillant 1998). Près des trois quarts de la production va à l'industrie. Le dynamisme à l'exportation se maintient par la compétitivité de la production qui fournit un lait à bas prix et de niveau international.

La large diffusion du semis direct et de l'enrubannage rend obsolète l'équipement des producteurs laitiers. Seules les très grosses unités peuvent supporter un tel investissement que représente l'acquisition de ces nouveaux matériels. Les producteurs font donc de plus en plus appel à des sociétés de services pour les travaux mécanisés (Craviotti 2001).

Les plus petits producteurs voient ainsi leurs marges et bénéfices se réduire, limitant d'autant plus leurs capacités d'investissement et d'adaptation aux nouvelles exigences.

2000–2010 : L'ORGANISATION SE COMPLEXIFIE

À la suite de la forte dévaluation de la monnaie argentine et uruguayenne de l'ordre de 70 % entre 1999 et 2002, à laquelle s'ajoute l'effet de la croissance de la production laitière au Brésil, pays devenant exportateur après avoir été pendant très longtemps importateur, l'Uruguay est contraint de trouver de nouveaux débouchés pour sa production. L'insertion durable et compétitive dans le marché international a nécessité de gros investissements dans l'industrie laitière, en technologie, en maintien de la qualité de la matière primaire. Elle a aussi



Figure 8. Le parc industriel de Conaprole est constitué de huit laiteries localisées à Florida, Villa Rodríguez, Canelones, San Carlos/Maldonado, Rincón del Pino/San José, Rivera, Mercede/Soriano y Montevideo. La dernière inaugurée en 2004 est entièrement automatisée
(Source : <http://www.conaprole.com.uy>).

contraint à réduire les coûts dans la phase terminale. Les investissements ont porté sur la fabrication de poudre de lait, la récupération et valorisation industrielle du petit-lait et l'automatisation des tâches. Ainsi Conaprole a investi près de 80 millions \$US au cours des dix dernières années, tout en regroupant et convertissant plusieurs de ses laiteries.

En 2005, Conaprole comptait 1 800 employés et environ 2 300 producteurs (variation d'une centaine de producteurs) lui livrant le lait, tous en traite mécanisée. Le groupe exportait sur une soixantaine de pays et fut déclaré première entreprise d'exportation (Presidencia del Uruguay 2006). Le groupe a investi dans la communication avec par exemple un site internet interactif Conaprole où les producteurs peuvent confirmer leurs données de livraison de lait, de paiement et les achats réalisés. Le groupe s'appuie aussi sur des techniciens responsables par zone qui interviennent au niveau des exploitations, tentant de prévenir les problèmes et apporter des solutions au plus tôt.

Toujours en 2005, un cabinet ministériel de l'Innovation est créé sur recommandation de l'Agence nationale de la Recherche et de l'Innovation. Dès cette époque, plusieurs institutions se réunissent pour favoriser l'innovation dans le secteur laitier, en particulier grâce à des politiques différenciées pour la production familiale, et grâce au crédit rural pour la production laitière, l'organisation des producteurs, la commercialisation et la transformation, la formation continue des producteurs, des gestionnaires et des ouvriers du secteur laitier.

En 2007 est créé l'Institut National du Lait qui définit la politique laitière nationale et remplace le Conseil national du Lait. À la même époque, le pouvoir public sort de la gouvernance de Conaprole. Se créent aussi de nouvelles institutions à caractère régional, tels que des groupes de fromagers fermiers, le groupe des laitiers du littoral avec des re-présentants des gouvernements locaux, des producteurs et des industriels. Les améliorations techniques les plus marquantes dans la production laitière concernent la gestion du pâturage qui reste la base de l'alimentation des vaches. Des améliorations ont également été réalisées dans les salles de traite, les trayeuses, le stockage et le transport du lait. La productivité de la main-d'œuvre s'en trouve fortement augmentée, le temps de traite et les risques sanitaires sont diminués, et la qualité du lait s'améliore. Profitant de la globalisation, les exportations portent sur 55 pays sur tous les continents. Le Brésil continue d'en absorber 15 %. Seulement 30 % de la production va sur le marché interne uruguayen. En 2008, la production laitière reçue par l'industrie atteint 900 millions de litres avec une perspective de croissance soutenue et une destination prioritaire plus que jamais tournée vers l'international.

La fin de la dernière décennie est marquée par l'entrée en scène de la question climatique. Celle-ci s'impose au secteur laitier de deux manières. Tout d'abord la plus grande fréquence des sécheresses, tant hivernales qu'estivales, fragilise la stabilité de la production. Ensuite, la nouvelle donne environnementale adoptée au niveau global et qui percole dans les politiques nationales implique de nouveaux discours et de nouvelles normes de production auxquelles l'ensemble du secteur est ou sera contraint de s'adapter, notamment pour tout ce qui concerne les émissions de gaz à effet de serre, la gestion des sols, de l'eau et de la biodiversité, les crédits d'investissement et de fonctionnement, les critères de qualité pour étendre les marchés différenciés (Viera et al. 2013). Malgré cela, l'instabilité des prix est une constante pour les producteurs, en particulier en raison de l'instabilité politique au Venezuela, premier importateur du lait d'Uruguay, mais aussi en raison de nouvelles normes concernant l'emploi dans le monde rural uruguayen et qui affectent directement les grands groupes laitiers reposant sur de la main-d'œuvre salariée.

La dynamique actuelle du secteur laitier en Uruguay

POLITIQUES PUBLIQUES PROMOUVANT TOUJOURS LA CONSTRUCTION COLLECTIVE, L'ADOPTION DE TECHNOLOGIES ET L'EXPORTATION DE COMMODITÉS

Comme cela a été montré précédemment, le secteur laitier en Uruguay est exemplaire en matière de politique publique cohérente sur le long terme, s'appuyant sur une agriculture familiale forte et organisée autour d'une industrie laitière publique et coopérative, puis seulement en partie privatisée, centrée sur la qualité en vue d'approvisionner le mar-

ché national, puis de dégager des dividendes sur le marché international par l'exportation de commodités (Viera et al. 2013).

Le lien direct avec le marché international implique une grande instabilité des prix (fig. 9), d'autant plus que ceux-ci sont fonction des accidents sanitaires survenant sur le territoire national, comme le cas de la fièvre aphteuse, ou à l'international, cas du scandale de la mélanine en Chine. Cette instabilité affecte positivement ou négativement les stratégies des producteurs laitiers, surtout quand les alternatives agricoles ou financières sont moins exposées aux aléas nationaux et internationaux (cas de la production de soja, des plantations forestières, ou même de la production de viande).

Le climat est un autre sérieux facteur d'instabilité, en particulier les périodes de sécheresse estivale et hivernale. Ces sécheresses affectent fortement la production laitière, notamment le disponible fourrager. Elles contraignent les producteurs à mettre en place des pratiques alimentaires et des mécanismes de gestion spécifiques pour diminuer l'incidence sur la production laitière dans l'immédiat mais aussi dans le futur. Il s'agit d'un des principaux axes de travail de la recherche et de l'assistance technique.

Par ailleurs, démarrées dans un des deux grands bassins laitiers, celui de Colonia (bassin Littoral Ouest), de nombreuses exploitations transforment le lait à la ferme, et vendent leur produit dans des foires en circuits courts, sans autre cahier des charges que le simple respect de règles sanitaires. Ces fromages ne sont pas protégés par un signe particulier. Tout producteur laitier, où qu'il soit en Uruguay, peut faire son fromage et l'appeler « Colonia ». Cette nouvelle tendance concerne près d'un millier de producteurs à l'échelle du pays. Parallèlement et face à ces pratiques, des initiatives de certification d'origine tendent à apparaître en vue de marché de niches.

Par ailleurs, démarrées dans un des deux grands bassins laitiers, celui de Colonia (bassin Littoral Ouest), de nombreuses exploitations transforment le lait à la ferme, et vendent leur produit dans des foires en circuits courts, sans autre cahier des charges que le simple respect de règles sanitaires. Ces fromages ne sont pas protégés par un signe particulier. Tout producteur laitier, où qu'il soit en Uruguay, peut faire son fromage et l'appeler « Colonia ». Cette nouvelle tendance concerne près d'un millier de producteurs à l'échelle du pays. Parallèlement et face à ces pratiques, des initiatives de certification d'origine tendent à apparaître en vue de marché de niches.

UNE PROFONDE MODIFICATION DE L'ACTIVITÉ LAITIÈRE EN MILIEU RURAL

Au cours des dix dernières années, le nombre de producteurs laitiers a fortement diminué, de même que la superficie utilisée pour la production laitière, et cela en raison d'une profonde modification de l'activité rurale liée à l'expansion récente de l'agriculture d'exportation – principalement le soja – et des plantations forestières.

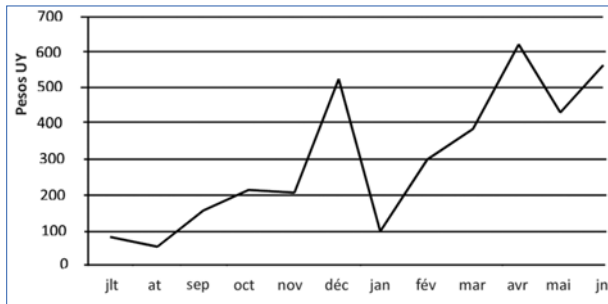


Figure 9. Évolution du revenu moyen des producteurs laitiers en Uruguay (en Pesos UY, 1 €=30 \$UY) (Consorcio regional de experimentación agrícola)/Fucrea (Anuario Opypa 2014).

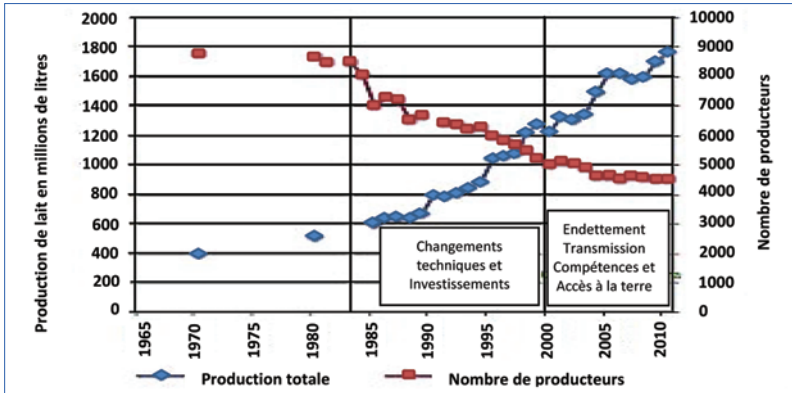


Figure 10. Évolution de la production de lait et du nombre de producteurs en Uruguay
(Source : Viera et al. 2013 adapté de DIEA 2010).

Ainsi, sur 1,1 million d'hectares affectés à la production laitière à la fin des années 1990, il n'en reste que 0,857 million en 2010 (Uruguay XXI 2012). Dans le même temps, le nombre de producteurs a diminué de moitié, passant en 20 ans d'un peu plus de 8 000 à environ 4 000, comme le montre la figure 10. En revanche, le volume global de lait produit a plus que quadruplé entre 1970 et 2010, principalement, selon Hernández (2011), en raison de l'intensification de la production due à une meilleure productivité par hectare et par vache.

FAVORISER L'INVESTISSEMENT EN MILIEU FAMILIAL

En Uruguay, l'exploitation laitière est de type familial. La famille vit sur l'exploitation dans près de 90 % des cas. Rappelons que l'agriculture familiale concerne les deux tiers de la population rurale en Uruguay, population rurale qui représente seulement 18 % de la population nationale. Une exploitation laitière compte en moyenne 5,2 personnes, soit deux de plus que la moyenne des fermes ; cela s'explique en partie par l'exigence en main-d'œuvre de la production laitière, liée aux tâches d'astreinte.

Au cours des dernières décennies, le nombre de producteurs a diminué en raison du départ à la retraite des exploitants les plus âgés, mais aussi et surtout par le jeu de la concentration de la production, et en conséquence, de l'augmentation de la taille des exploitations laitières, comme le montre la figure 11.

Les exploitations de moins de 50 ha ont diminué de moitié quand celles de plus de 500 ha ont augmenté de 10 %. Il reste encore une quantité importante de petites exploitations, 38 % du total ayant moins de 50 ha pour une superficie globale occupée de 5 %. À l'inverse, 6 % des exploitations ont plus de 500 ha et occupent plus de la moitié de la superficie totale.

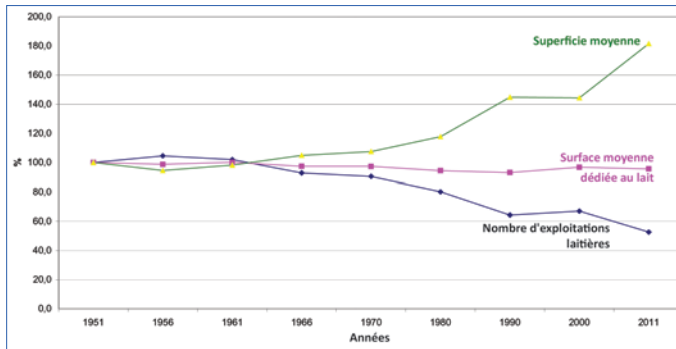


Figure 11. Évolution de la superficie moyenne, de la surface moyenne dédiée au lait et du nombre d'exploitations laitières au cours des 60 dernières années (base 100 = 1951) (Source : DIEA, recensement général agricole 2011).

Il existe néanmoins une plus grande spécialisation laitière dans les petites exploitations et une tendance à la diversification dans les plus grandes, ne serait-ce que pour prévenir les risques du marché international, comme déjà mentionné.

Pour appuyer l'investissement en milieu familial, des fonds publics d'investissement à la production ont été créés, tel que le Fond de financement de l'activité laitière, lancé durant la crise économique de 2002. En 2007, fut créé un nouveau fond fonctionnant avec l'émission de titres de dettes qui sont achetés par des investisseurs privés, institutionnels et publics.

Via l'équivalent uruguayen de la chambre d'Agriculture (MGAP), le gouvernement appuie la production familiale avec, par exemple, un programme d'amélioration des compétences techniques et une plus grande durabilité. L'objectif est d'accroître la superficie des exploitations jusqu'à une centaine d'hectares tout en ayant accès à des structures collectives pour l'élevage des génisses. Depuis 2005, on note un nouveau dynamisme de l'action syndicale, avec notamment les conseils de salariés et la nouvelle régulation sur les horaires de travail promulguée en 2008.

Enfin, les organisations de producteurs, qui ont toujours été fortes en Uruguay, ainsi que des industriels du secteur du lait, innovent également. Pour exemple, l'interprofession de la production du lait réunit les structures fédératives de différentes zones, telles que les associations régionales de producteurs laitiers, la chambre de l'industrie laitière et les conseils régionaux du lait.

UN BASSIN LAITIER SINGULIER : LE BASSIN DE SALTO

Le bassin laitier de Salto s'étend sur environ 350 000 ha de sols adaptés à la production laitière et bénéficiant des services de la proximité de la ville de Salto.

Le bassin laitier de Salto s'étend sur un rayon d'une cinquantaine de kilomètres autour de la ville de Salto, et empiète donc sur le département de Paysandú situé au Sud. Plusieurs routes le traversent et les pistes sont de bonne qualité, quelle que soit la saison, en raison d'un sol fertile, même si à dominante sableuse. Les premiers kilomètres autour de Salto sont dédiés au maraîchage, puis viennent la production laitière ainsi que la production fruitière. L'activité laitière est associée à l'élevage allaitant, la riziculture, le maraîchage et l'horticulture, en particulier les agrumes. En 2004, 41 % des producteurs laitiers avaient déclaré avoir des revenus autres que la production laitière, dont 70 % d'origine agricole (Arbeletche et al. 2006).

En 2000, sur 1 556 exploitations agricoles recensées, 98, soit 6 %, avaient une activité de production laitière à titre commercial. Elles couvraient environ 7 % du bassin.

La plupart des institutions uruguayennes intervenant en milieu rural sont présentes dans la ville de Salto comme l'université de La Republica, en particulier la faculté d'Agronomie, l'Institut national de la Colonisation, ainsi que tous les services administratifs. Avec près de 100 000 habitants, la seule ville de Salto, la deuxième ville d'Uruguay, réunit 83 % de la population du département.



Figure 12. Situation du bassin laitier de Salto (ovale rouge), et images du bassin laitier de Salto (photos Pastora Correa).

Les systèmes de production laitière de Salto en quelques chiffres

Le bassin de Salto répondait à la demande de l'État, fortement appuyé par la profession, de développement du secteur laitier. L'originalité du bassin de Salto vient à la fois du caractère extensif des systèmes familiaux le constituant et de la succession d'investissements privés dans la laiterie.

L'étude menée en 2004 dans le bassin de Salto par Arbeletche et al. (2006) montre le caractère familial de la production laitière et son rôle dans le maintien de l'exploitant sur l'exploitation. L'étude porte sur 85 % des exploitations laitières du bassin (72 exploitations enquêtées sur 85). Une autre caractéristique est le caractère extensif, avec une alimentation basée sur le pâturage naturel et en partie cultivé.

La figure 13 illustre la formation des producteurs laitiers du bassin de Salto. Près de la moitié (46 %) ont le niveau d'enseignement primaire, un tiers (33 %) ont le niveau secondaire et 21 % sont allés dans le supérieur (technique ou universitaire).

La structure du revenu des exploitations laitières du bassin de Salto est illustrée par la figure 14. Plus de la moitié n'ont pas d'autres sources de revenu. Parmi les autres, 60 % ont d'autres revenus agricoles et 40 % ont des activités non agricoles.

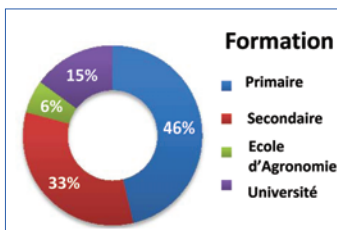


Figure 13. Niveau de formation des producteurs laitiers du bassin de Salto.

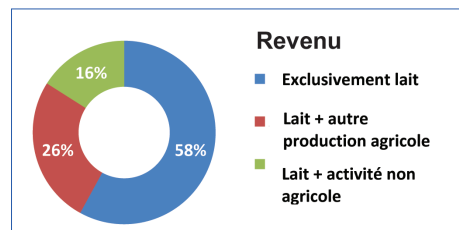


Figure 14. Structure du revenu des exploitations laitières du bassin de Salto.

Les exploitations laitières du bassin de Salto comptent en moyenne 4,1 personnes, dont la moitié travaille dans l'exploitation (tabl. 1). Un peu plus des 2/3 (68 %) des producteurs laitiers résident sur leur exploitation. Environ 3/4 des exploitations ont accès à l'électricité et 90 % font la traite mécanique. Seulement 4 % des producteurs n'ont pas de tank réfrigéré. Un peu plus de la moitié des producteurs laitiers (57 %) déclarent recevoir une assistance technique, en provenance du secteur privé (34 %), de la laiterie (38 %), des groupements de producteurs (17 %) ; 15 % sont eux-mêmes des techniciens. Pour l'équipement, en 2004, 55 % des producteurs ont estimé que le manque d'équipement était une contrainte majeure et 78 % faisaient appel à des entreprises, surtout pour le semis, la coupe et le stockage du fourrage.

		Uruguay	Salto
Exploitation	Surface (ha)	167	243
	Vaches laitières (nombre)	69	68
Production annuelle	par exploitation (litres)	208 000	145 539
	par hectare (litres)	1 245	600
	par vache traite (litres)	3 014	2 143
Main d'œuvre	Membres de la famille (nombre)	2,3	1,5
	Salariés permanents (nombre)	1,4	2
	Salariés temporaires (en jours par an)	15,2	24,3

Tableau 1. Principales caractéristiques des exploitations laitières du bassin de Salto et pour l'ensemble de l'Uruguay en 2000 (Source : recensement général agricole 2000).

La productivité moyenne est de 9,5 litres par jour et par vache. Elle est considérée comme faible pour le bassin dans la mesure où avec le même nombre d'animaux et sans investissement supplémentaire, il est possible d'atteindre 15 litres par vache par jour. Cela s'explique en partie par l'âge moyen élevé des producteurs laitiers (environ 50 ans) qui cherchent à stabiliser leur revenu et ne prennent pas de risques dans le cadre incertain de la commercialisation. La productivité du travail dans les exploitations laitières de Salto (définie par le nombre de vaches laitières, la surface et la production en litres de lait) est inférieure à la moyenne nationale. Selon Flamenbaum (1994), la région du Nord-Ouest, c'est-à-dire celle du bassin de Salto, est peu propice à la production laitière en raison des médiocres conditions climatiques (fig. 15 et 16) : étés chauds, grande variabilité de la pluviométrie, faible fertilité des sols généralement très sableux. Les exploitations laitières doivent être de grande taille pour être rentables.

Figure 16. Température de l'air à Salto en °C de 1961 à 1990 (source : Direction nationale de la météorologie).

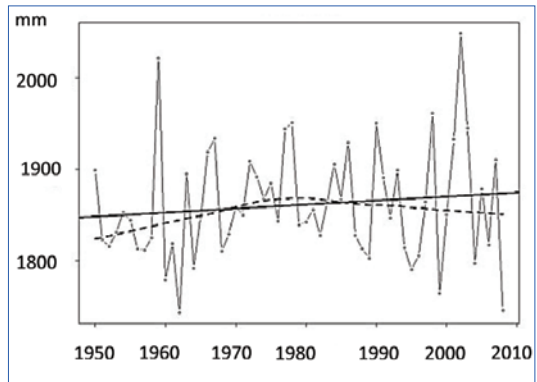
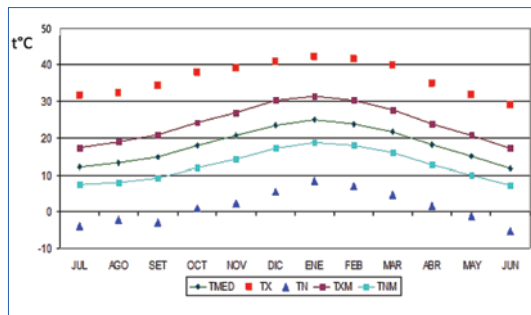


Figure 15. Pluviométrie totale à Salto de 1950 à 2008 (source : Direction nationale de la météorologie).



L'évolution du secteur du lait dans le bassin de Salto

Un acteur local, fin connaisseur de l'histoire du bassin laitier, raconte :

« L'histoire, l'origine du bassin laitier de Salto est locale... disons que les communautés de Laureles et Campos de Todos sont proches de la faculté d'Agronomie. Une des familles, Panizza, était dans l'élevage, avait un troupeau de normandes pour le lait et la viande, tirait le lait qui était livré à la laiterie créée par la faculté d'Agronomie de l'Université de la République, qui a donc eu un rôle majeur dans la création du bassin laitier de Salto. Elle produisait du lait pasteurisé ainsi que le beurre et quelques sous-produits. En clair, le bassin laitier plonge ses racines dans l'élevage local et sa trajectoire en restera marquée pendant de longues années, en particulier avec la race normande pour la production de lait et de viande. »

« Plus tard, apparaît la Fasil, et M. Fernández Ambrosoni prend la direction de la laiterie, au début de la décennie 1970. C'est une période charnière du bassin laitier dans la mesure où la laiterie tournée sur l'approvisionnement de la ville de Salto, est logiquement et progressivement devenue une structure faite pour l'exportation. L'histoire de la laiterie de Salto représente bien ce qui s'est passé en Uruguay dans le secteur du lait. En effet, proche des éleveurs à son origine, la laiterie a grandi et s'est restructurée sous la direction de Fernández Ambrosoni, jusqu'à se déstructurer et faire faillite. C'est là qu'est apparue la Conaprole pour la gérer un temps, avant qu'elle soit achetée par Chappuis & Dreyer. Il y a donc eu tout au long de la vie de la laiterie un certain nombre de courts-circuits qui ont contrarié le bon développement du bassin laitier de Salto. Les producteurs ont assisté à toute cette histoire avec des repreneurs disant qu'ils allaient investir, solder les dettes... sans vraiment savoir s'ils allaient être payés et pouvoir fournir leur lait. »

« L'histoire récente de la laiterie est mieux connue. Les deux propriétaires Chappuis & Dreyer sont décédés. La laiterie est tombée dans les mains du fils de Chappuis. Elle est restée la plus grande laiterie du bassin, puis a été vendue aux Mexicains. »

Un bassin local, impulsé par l'université au début du XX^e siècle

La Société de promotion rurale de Salto a vu le jour en 1917, à partir de quoi est née la Sofrils (Société de promotion de l'industrie laitière de Salto) créée par la faculté d'Agronomie de l'Université de la République, pour promouvoir l'investissement public. L'origine de la laiterie de Salto est quant à elle liée à la nécessité d'approvisionner la capitale départementale, Salto, à partir d'exploitations laitières trayant à la main des vaches laitières, à base de race normande. Jusqu'alors, le lait était vendu cru ou après transformation en fromage. Il n'y avait pas de collecte.

La laiterie ouvre en 1930 avec un petit laboratoire. Elle couvre le bassin laitier tout en servant à la formation universitaire et à la recherche. Une coopérative est également créée pour commercialiser les produits laitiers dans différents points de vente de la ville de Salto. La laiterie fonctionnera jusqu'en 1966. Les producteurs laitiers sont localisés dans un rayon de 20 km. Pour la première fois, il est fait usage d'un camion pour collecter le lait.



Figure 17. Papier d'emballage du beurre provenant de la laiterie de Salto, vendu par la coopérative en 1941 (Source : faculté d'Agronomie 1941).

INITIATIVE PRIVÉE DE LA COLONIA RUBIO

À la fin des années 1960 s'installe une première laiterie (Fasil) avec des capitaux privés et locaux. Le bassin s'étend à la communauté Antonio Rubio (colonia Rubio), localisée au nord du département voisin de Paysandú, à une quarantaine de kilomètres de la ville de Salto. Il s'agissait essentiellement d'agriculteurs qui, en raison de la baisse des rendements liée à la perte de fertilité des sols et des faibles prix agricoles, se convertissaient à la production laitière, avec pour objectif de récupérer la fertilité de leurs sols avec une sole fourragère.

Le même acteur local continue :

La colonia Rubio : du blé au lait

« La colonia Rubio est importante dans la constitution du bassin laitier de Salto. Cette importance repose autant sur des critères agronomiques que sur des facteurs sociaux. La coopération entre producteurs est forte dans la colonia Rubio. Elle s'appuie sur le sentiment d'appartenance à une communauté reconnue, un style de vie particulier et un attachement au lieu, des stratégies d'entraide, de solidarité et de coopération entre les familles. Cette dynamique est également forte comme dans d'autres régions. L'autre particularité de la colonia Rubio, est d'avoir été dédiée à la production de blé et de tournesol jusque dans les années 1960 et 1970, époque où elle s'est tournée vers la production laitière. La proximité géographique des exploitations a d'une certaine manière favorisé des pratiques telles que l'insémination artificielle, et a incité les pouvoirs publics à développer les routes, chemins, lignes électriques, etc. »

EXPANSION COMMERCIALE DE LA LAITERIE (1970-1990)

Au travers de l'histoire de la laiterie de Salto racontée par cet acteur local, on voit bien la trajectoire globalement positive, mais on comprend aussi l'incertitude des producteurs vis-à-vis de l'aval de la filière, incertitude qui les poussait à investir modérément dans leurs outils de production, et donc à maintenir des productions laitières assez basses, reposant sur des pratiques extensives leur donnant ainsi la possibilité de basculer rapidement sur de la production bouchère ou bien de l'agriculture.

Fasil est devenue Fasisa puis Inlacsa avec comme mission l'exportation, toujours avec des capitaux privés locaux. En 2005, la laiterie, par ailleurs très endettée, a été achetée par des investisseurs mexicains pour devenir Indulacsa (Industria láctea de Salto).

La mécanisation de la traite débute dans les années 1970, ainsi que les premières acquisitions de tanks réfrigérés, l'implantation de parcelles fourragères pour le pâturage, la rotation des parcelles, l'insémination artificielle, le retrait des veaux des mères. Un élément-clé de tous ces changements a été l'arrivée de l'électricité triphasée dans les exploitations. L'intensification du système fourrager et la spécialisation en production laitière ont été directement impulsées par la propre industrie laitière au travers de financements spécifiques mis à la disposition des exploitants.

À partir de 1985, Inlacsa et l'association des producteurs laitiers (Sofrils) ont créé un service d'assistance technique en vue d'accroître la production laitière dans le bassin. Toutefois, le processus s'est déroulé avec une réduction du nombre de petits producteurs qui n'ont pu suivre la dynamique. Depuis le début de la décennie 1980, la moitié des producteurs de lait fournissant la laiterie a disparu ; de 140 en 1980, ils ne sont plus que 69 en 2011. Les plus petits (moins de 200 ha) sont partis en premier. En contrepartie, le nombre de gros producteurs a augmenté, selon la même tendance enregistrée au niveau national (recensement général de l'agriculture 2011).

L'INTENSIFICATION FAVORISE DES PLUS GRANDES EXPLOITATIONS

Au début de la décennie 1990, la chute des prix agricoles, en particulier ceux de la viande, de la laine et des grains, ont conduit à la faillite une part importante des exploitations familiales traditionnelles, reposant sur l'élevage bovin allaitant, l'élevage ovin pour la laine et une petite production céréalière. Une autre part de ces exploitations familiales s'est convertie dans la production de lait. Progressivement à cette époque, apparaissent des exploitations laitières plus grandes et plus performantes, le plus souvent gérées par des techniciens agricoles, généralement membres des familles exploitantes. Le bassin de Salto s'est par ailleurs étendu par l'intégration de nouveaux producteurs localisés à la périphérie. Il est arrivé à représenter environ 1,2 % de la production nationale.

Au milieu des années 1990 arrive à Salto la principale industrie laitière et coopérative du pays, la Conaprole. Celle-ci bénéficie de la concurrence entre laiteries pour capter la

production locale en vue de l'exportation ; les nouveaux producteurs livrent en priorité à la Conaprole. Parallèlement, de nouvelles technologies se diffusent largement : refroidissement du lait, constitution de réserves fourragères pour les périodes difficiles, insémination artificielle.

À la même époque, la Société de promotion de la colonia Rubio, avec l'appui de l'Institut national de la colonisation, organisent le premier atelier de production de génisses, proposant aux producteurs laitiers de se désengager de cette activité pour mieux se concentrer sur la production de lait.

ARRIVÉE DE CAPITAUX ÉTRANGERS ET ACCROISSEMENT DE LA PRODUCTIVITÉ

La concurrence entre la laiterie locale et la Conaprole se poursuit jusqu'à l'arrivée de capitaux étrangers, mexicains en l'occurrence, en 2000. C'est le rachat de la laiterie locale, la création de Indulacsa, l'accord avec Conaprole pour la collecte des producteurs, au nombre de 37 venant s'ajouter aux 48 de la laiterie rachetée. L'ensemble augmente sensiblement la capacité industrielle de Salto, ce qui tend à promouvoir la production laitière au sein du bassin, en particulier par une meilleure productivité, mais aussi à la périphérie, en incorporant de nouveaux producteurs familiaux localisés dans des communautés au nord du département, en particulier les communautés de Norte de Salto, Constitución et Belém.



Figure 18. La laiterie Indulacsa à Salto avec entre autres les drapeaux uruguayen et mexicain (ph. Hermès Morales).

En 2000, le bassin s'étend sur 29 000 ha, compte 13 000 têtes pour une centaine de producteurs. Environ 44 % sont des producteurs laitiers familiaux, et un tiers des entreprises agricoles fonctionnent avec des salariés. Pour resituer à l'échelle de la région, environ la moitié des exploitations laitières sont spécialisées et ne produisent que du lait, 20 % sont peu diversifiées et 30 % sont pluriactives.

Le nombre de petites exploitations est encore significatif avec 38 % qui ont moins de 50 ha et couvrent moins de 5 % de la surface totale. Cela est à mettre en rapport avec les 6 % d'exploitations de plus de 500 ha qui occupent plus de la moitié de la surface. La superficie des parcelles fourragères cultivées augmente sensiblement ainsi que l'utilisation de compléments alimentaires. Cela conduit à un changement dans la composition

du troupeau laitier. Le nombre moyen de vaches laitières par exploitation augmente, passant de 57 en 1985 à 85 en 2004.

De 2002 à 2011, la quantité de lait par vache a doublé et la productivité par hectare a augmenté de 61 %. Cette amélioration repose sur un système fourrager plus performant et l'utilisation d'aliments concentrés. Le chargement passe en effet de 0,59 à 0,77 UGB/ha, et la part des parcelles améliorées dans l'assolement, de 34

à 48 %. Toutefois, s'il y a eu une augmentation nette de la superficie exploitée, il y a eu aussi une diminution des prairies permanentes et en contrepartie une nette augmentation des prairies temporaires. Cela est à mettre sur le compte de la réponse des producteurs aux périodes de sécheresse récurrentes depuis 2005 qui ont un impact négatif sur la pérennité des prairies permanentes. Parallèlement, la race Holstein remplace progressivement les races traditionnelles comme la normande.



Figure 19. Vaches laitières de race Holstein sur prairie temporaire à Salto (ph. Pastora Correa).

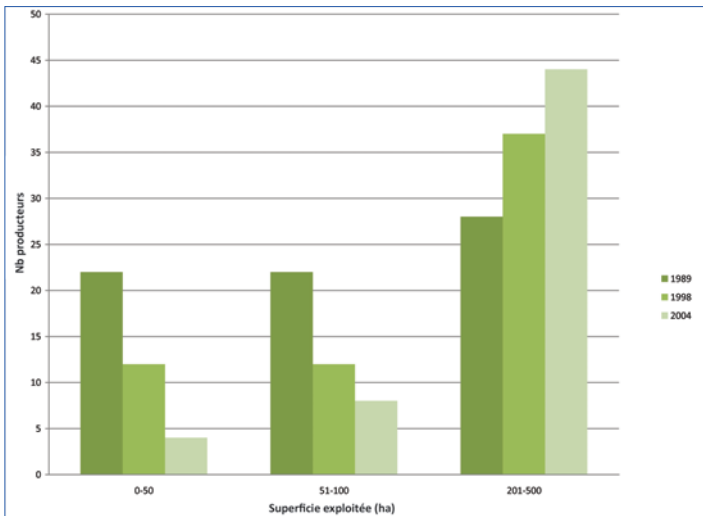


Figure 20. Évolution du nombre de producteurs laitiers dans le bassin de Salto de 1989 à 2004 en fonction de la surface exploitée.

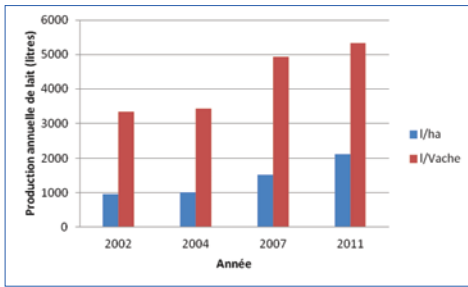


Figure 21. Évolution de la productivité laitière dans le bassin de Salto.

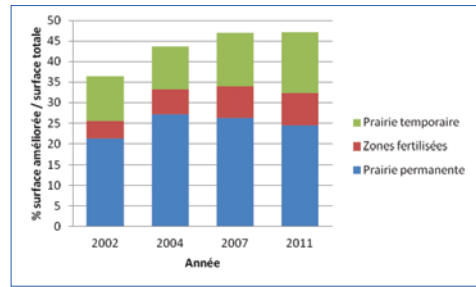


Figure 22. Évolution de l'utilisation du sol dans le bassin de Salto.

Tendances actuelles et perspectives

TENDANCE À L'AGRANDISSEMENT

Le bassin de Salto n'échappe pas à la tendance générale constatée à l'échelle de l'Uruguay, c'est-à-dire la disparition des petits exploitants livrant à la laiterie et la concentration dans la production laitière.

Le processus de concentration et d'intensification de la production laitière auquel on assiste dans le bassin de Salto, comme dans tout l'Uruguay, repose sur une meilleure productivité des élevages, comme le montrent les figures 21 et 22.

TENDANCE DIFFÉRENCIÉE EN FONCTION DE LA ZONE

Même s'il existe une tendance générale à l'échelle du bassin de Salto, comme nous venons de la décrire, l'évolution dépend de la zone considérée. C'est ainsi que, dans la zone de Itapebí-San Antonio, qui comprend la station expérimentale et où a été créée la première laiterie en 1930 à la demande des acteurs locaux, apparaît dans les années 1990, en particulier suite à la crise lainière et de la viande, une dynamique allant dans le sens d'une intensification de la production tout en augmentant la surface en pâture. C'est cette même dynamique qui a soutenu l'initiative de la Conaprole afin d'avoir une plus forte concurrence dans l'aval de la filière, et donc a priori un meilleur prix du lait payé aux producteurs. Dans cette zone, le nombre de producteurs s'est maintenu au cours des dernières années, comme l'indique la figure 23.

Dans la zone de Chapicuy, au nord du département de Paysandú, c'est-à-dire au sud du bassin laitier de Salto, la production laitière s'est développée dans les années 1970 comme une alternative à la culture de céréales, elle-même limitée par la dégradation des sols, et en vue de les récupérer. La dynamique laitière coïncide avec l'installation de l'industrie

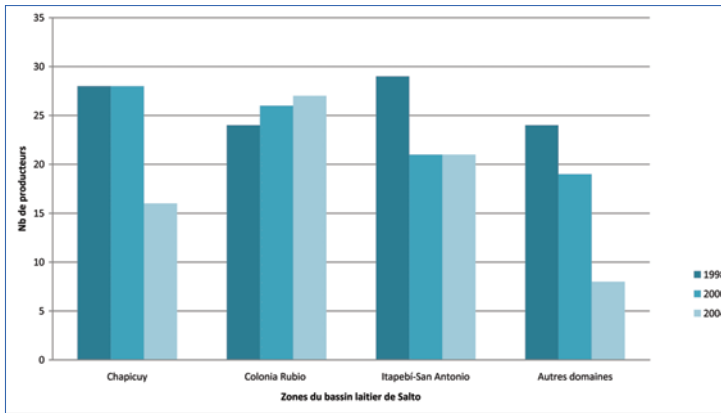


Figure 23. Évolution du nombre de producteurs laitiers en fonction de la zone du bassin (Arbeletche et al., 2006).

laitière pour l'exportation. Tant que le secteur laitier était porteur, les producteurs y ont investi. En revanche, dès les premiers signes de faiblesse, ils sont repartis vers la production végétale, ce qui explique le désintérêt de plusieurs producteurs pour le lait et l'abandon de l'activité.

La colonia Rubio est constituée de producteurs dont la surface est de l'ordre de 250 à 300 ha, distribuée dans les années 1950. Une particularité de la colonia Rubio est d'avoir toujours bénéficié de l'appui de l'INC (Institut national de la Colonisation), ainsi que de financements spécifiques pour la production familiale. De plus, la colonia se caractérise par une forte coopération et entraide entre les producteurs, ce qui leur a permis de mettre en place des mécanismes facilitant la gestion des exploitations et leur permettant d'accroître leurs revenus. Fort de ces atouts, la colonia Rubio n'a pas connu de baisse du nombre de producteurs. Au contraire, celui-ci augmente légèrement.

Dans les autres zones, principalement vouées à la production fruitière, notamment les *Citrus*, utilisant une haute technologie, la production laitière est toujours restée une activité secondaire, voire marginale. Au début des années 2000, la laiterie tenta de reconverter une partie des producteurs maraîchers vers la production laitière en favorisant l'augmentation des surfaces (cas de la colonia de Belém). Le succès ne vint pas pour des raisons de coût de transport et de qualité du lait. Aussi, le nombre de d'exploitations a fortement baissé.

CONCLUSION

Dans le double contexte de globalisation et de structures collectives qui caractérise l'Uruguay depuis le début de la colonisation, l'histoire récente montre une expansion du bassin laitier de Salto dans les années 1960 sous la double impulsion de politiques nationales promouvant à la fois l'industrie laitière et l'exportation, alors qu'à l'origine, le bassin laitier était centré sur l'approvisionnement de la ville de Salto. Puis, profitant des avancées technologiques diffusées pour la production de viande, le lait a progressivement pris la place de l'agriculture en crise, confrontée aux grandes variations de prix et limitée au marché interne. Cependant, au tournant du millénaire, le nombre de producteurs laitiers a diminué, en lien avec la forte instabilité du prix du lait directement inféodé au marché international. Pour se maintenir, les exploitations de taille moyenne ont augmenté leurs surfaces et intensifié leur production par l'intégration de technologies (tanks de refroidissement, traite mécanique, insémination artificielle, aliments concentrés...), technologies auxquels les petits producteurs n'ont pas eu accès, sauf dans des cas particuliers de structures collectives très efficaces comme celle de la colonia Rubio.

Nous avons vu que la production laitière à Salto a connu un développement plus ou moins parallèle à celui du reste du pays, tout en étant un peu « à la marge ». Cette situation prend son origine dans les difficultés de transport du lait frais jusqu'à la moitié de XX^e siècle, ce qui a conduit à un développement plus autonome de la production pour l'approvisionnement local...





Dans le gradient local-global qui est étudié dans cet ouvrage, le cas de l'Uruguay, et de Salto en particulier, se situe très nettement du côté du global. La logique générale est de générer un produit non différencié en vue de faire rentrer des devises dont le pays a besoin pour soutenir ses programmes sociaux. Les exigences se résument à sa qualité hygiénique et sanitaire irréprochable, ainsi qu'à une composition chimique qui lui permet d'être utilisée comme matière première pour une diversité de produits standard de grande consommation.

En contrepartie, cette production s'appuie sur un système familial structuré en entités communautaires et collectives, ainsi qu'en réseaux socioprofessionnels qui lui permettent d'impacter directement la réflexion et l'élaboration de politiques publiques, en particulier d'appuyer les mécanismes favorisant l'exportation car produisant aussi des ressources pour les programmes sociaux. De ce point de vue, le bassin laitier de Salto paraît très tourné sur le local dans la mesure où il profite du global pour améliorer à la fois les conditions de vie et les capacités d'adaptation à l'échelle locale, et ainsi asseoir la durabilité des producteurs familiaux.

Plusieurs facteurs viennent corroborer cette stratégie visant à profiter du global pour mieux soutenir le local, notamment les mesures de politiques publiques pour l'agriculture familiale, la large diffusion en milieu rural des nouvelles technologies de l'information et de la communication en vue de réduire l'asymétrie de l'accès à l'information, la nouvelle réglementation environnementale imposant une sole fourragère entre deux cultures de soja, etc.

Parmi les facteurs qui jalonnent l'évolution de la production laitière en Uruguay, on peut citer (i) le caractère relativement récent de l'activité – moins d'un siècle –, qui implique l'absence de tradition et d'attachement particulier à un produit, (ii) des structures communautaires et collectives efficaces et efficientes permettant d'adapter le socioécosystème au changement du contexte, (iii) des choix politiques courageux car tournés vers l'innovation et profondément ancrés dans des démarches participatives et (iv) des ressources naturelles importantes qui permettent d'envisager plusieurs scénarios.

Le scénario le plus probable est la poursuite de la production industrielle de lait dans le bassin de Salto à partir d'exploitations familiales qui deviendront à terme de véritables entreprises de production laitière ancrées dans des structures collectives et des réseaux socioprofessionnels leur permettant d'impacter les politiques publiques.

Pour en savoir plus: Régions2015  Fromages  Fromagerie1  Fromagerie2 

Références

- Presidencia del Uruguay, 2006. *Desde los tambos a las plantas : Conaprole cumple 70 años*, Entrevista realizada a Enrique Malcuori y Javier Fernández, gerentes de Conaprole. Consultado el 5 de agosto 2013 en http://archivo.presidencia.gub.uy/_Web/noticias/2006/06/2006062906.htm
- Arbeletche P., Bartaburu D., Correa P., Figari M., Morales H., 2006. « Cuenca Lechera de Salto : situación actual y perspectivas ». *Cangué* (28) :4-9.
- Arbeletche P., Bartaburu D., Correa P., Figari M., Morales H., 2007. « Caracterización de los productores de la Cuenca de Salto-Uruguay, según sus estrategia empresariales », *Revista de Desarrollo Rural y Cooperativismo agrario*, Zarazoga (10) :53-66.
- Arrarte S., 2008. « Hacia la economía política del conocimiento. Nuevas condiciones de sustentabilidad del potencial humano rural », In : *Anuario Opyya*, ministerio de Ganadería Agricultura y Pesca, Oficina de Programación y Política Agropecuaria, Hemisferio Sur, Montevideo :447-455.
- Attontay J.M., Soler L.G., 1991. "Renewing Strategic Decisión Aids", In : *Proceedings Meet. New Strategies at Farm Level*. REAE (18):423-442.
- Bagnato G., Pedemonte A., 2012. *Situación y perspectivas de la lechería Uruguaya. Enero-diciembre 2012* [En línea]. 20 marzo 2013. http://www.inale.org/innovaportal/file/2314/1/inale_situacion_y_perspectivas_de_la_lecheria_uruguaya_ene-dic_2012.pdf.
- Bosque M., Llambí F., 2003. *Proyecto de desarrollo de un predio lechero en el marco de una descripción del rubro en el departamento de Rocha*, Montevideo, Facultad de Agronomía, Uruguay.
- Craviotti C., 2001. « Tendencias en el trabajo agrario y dinámicas familiares », In : *Congreso Nacional de estudios del trabajo* (5º, 2001, Buenos Aires, Argentina), Asociación Argentina de Especialistas del Trabajo. 19 p. Consultado el 20 de febrero de 2010 en <http://www.aset.org.ar/congresos/5/aset/pdf/craviotticlara.pdf>

- DIEA-MGAP, 2003. *La lechería comercial en Uruguay. Contribución a su conocimiento*, DIEA-MGAP junio 2003, <http://www.mgap.gub.uy/diea>
- Flamenbaum I., 1994. *Factores que afectan la producción lechera en la zona Norte*, Informe de Consultoría, Comisión Honoraria del plan Agropecuario, 18 p.
- Hernández A., 2011. « Complejo Lechero », In : Vassallo M. (ed). *Dinámica y competencia intrasectorial en el agro. Uruguay 2000-2010*, Facultad de Agronomía, Montevideo :53-71.
- Marrero M., Blasi C., Grosso S., Bagnato G., 2008. *Cadena Láctea* [En línea]. 23 mayo 2010. www.mtop.gub.uy/gxpsites/agxppdwn?1,9,331,O,S,0,3003%3BS%3B1%3B163
- Mc Connell D.J., Dillon J.L., 1997. “Agricultural and farms systems – Concepts and definitions”, In: *Farm Management for Asia: a system approach* (13):1-17, FAO, Roma. Consultado en diciembre del 2009 en [http://books.google.es/books/Mc Connell, Dillon, J.L./1997/](http://books.google.es/books/Mc%20Connell,%20Dillon,%20J.L./1997/)
- Neiman G., Álvarez A., Berger M., 2001. « El trabajo agropecuario en el Mercosur : tendencias generales y diferencias nacionales », In : *Trabajo de campo. Producción, tecnología y empleo en el medio rural*. Ciccus, Buenos Aires : 32-52.
- Piedrabuena L., Arbeletche P., 2014. « Estrategias empresariales en el complejo lácteo del litoral norte », *Agrociencias* 18(2) :137-147. Facultad de Agronomía. Universidad de la República.
- Uruguay XXI, 2012. *Sector lácteo. Oportunida desde inversión en Uruguay* [En línea]. 13 marzo 2013. <http://www.uruguayxxi.gub.uy/wp-content/uploads/2011/11/Sector-L%C3%A1cteo-Uruguay-XXI-Julio-2012.pdf>
- Vaillant M., 1998. *Cluster lácteo en el Uruguay* [En línea]. 13 marzo 2013. <http://www.eclac.org/ddpeuda/publicaciones/xml/9/8209/LCR1845.pdf>
- Viera E., Bengoa F., Bagnato G., Arlboleya I., 2013. *El sector lechero Uruguayo. Contribución de las políticas públicas y de la institucionalidad sectorial a su desarrollo*. Programa Regional Fida Mercosur (Mercosur-Claeh) XX reunión especializada de agricultura familiar (REAF)-PPTV. Seminario sobre producción, comercialización y políticas públicas para la Seguridad Alimentaria. 15 p. http://fidamercosur.org/site/images/BIBLIOTECA/2013/Publicaciones/El_sector_lechero_uruguayo.pdf



Votre avis nous intéresse

POUR CITER CE CHAPITRE

Correa P., Arbeletche P., Piedrabuena L., Bartaburu D., Tourrand J.F., Morales Grosskopf H., 2015. « Bassin laitier de Salto (Uruguay). L'expansion d'un bassin basé sur le développement de l'agro-industrie et de l'exportation », In Napoléone M., Corniaux C., Leclerc B. (coords), *Voies lactées. Dynamique des bassins laitiers entre globalisation et territorialisation*, Inra-Sad – Cardère :39-65. DOI : 10.15454/1.44773668766975E12

AFFILIATIONS DES AUTEURS

Pastora CORREA, Facultad de Agronomía, Dept. Ciencias sociales, Salto, Uruguay
 Pedro ARBELETCHÉ, Facultad de Agronomía, Dept. Ciencias sociales, Paysandú, Uruguay
 Laura PIEDRABUENA, Facultad de Agronomía, Dept. Ciencias sociales, Montevideo, Uruguay
 Danilo BARTABURU, Instituto plan agropecuario, Salto, Uruguay
 Jean-François TOURRAND, Cirad, UMR Green, F-34060 Montpellier, France
 Hermès MORALES GROSSKOPF, Instituto plan agropecuario, Montevideo, Uruguay

Ce travail a été conduit dans le cadre du projet de recherches Mouve financé par l'Agence nationale de la recherche (projet ANR-2010-STRA-005-01).





Bassin laitier de Ba Vi (Vietnam)

Un territoire d'élevage façonné par les politiques publiques, entre modèle industriel et soutien à la paysannerie

Résumé

Les premières vaches laitières furent introduites dans le district de Ba Vi par des colons français dans les années 1920. À partir des années 1960 et pendant toute la période collectiviste, la production laitière fut concentrée au sein d'une ferme d'État d'environ 1 000 vaches. Au début des années 1990, les animaux et les terres furent confiées à une centaine d'exploitations familiales qui se lancèrent dans l'élevage laitier. Aujourd'hui, cette production a progressivement diffusé dans plusieurs communes du district. La majorité des exploitations sont de très petite taille, avec une moyenne de six vaches élevées en stabulation. L'affouragement est permis par la culture intensive de l'herbe à éléphant (*Pennisetum purpureum*) et du maïs. Le lait est collecté par plusieurs laiteries et réseaux de collecteurs privés. Certaines de ces laiteries sont soutenues par les autorités publiques, notamment par l'octroi d'une marque de certification « Lait de Ba Vi ». Des petites boutiques artisanales participent aussi à l'offre de débouchés pour les éleveurs. En 2012, le bassin laitier de Ba Vi a connu une innovation majeure : l'implantation d'une ferme laitière industrielle de 350 vaches. Les perspectives d'avenir de ce bassin laitier sont discutées, entre logiques industrielles et soutien à la paysannerie.

Mots-clés : filière laitière, produit laitier, élevage bovin, élevage industriel, élevage familial, marque de certification.

The Ba Vi milk-shed

A livestock territory shaped by government policies, promoting both industries and family agriculture

Abstract

The first dairy cows were introduced in the district of Ba Vi by French colonists in the 1920s. From 1960 and during the collectivist period, milk production was concentrated in a large dairy State Farm raising around 1000 cows. In the early 1990s, the dairy animals and the land were confined to a hundred family farms who embarked on dairying. Today, this production has been spreading gradually in 3 communes of the district. The majority of those farms are pretty small-scale, with an average of six cows/farm kept in stables. The feeding system is based on the intensive cultivation of elephant grass (*Pennisetum purpureum*) and winter maize. Milk is collected by private collectors and delivered to a limited number of dairy processing units. Some of these dairies have been supported by public authorities, including by the use of a certified trade-mark "Cow milk from Ba Vi". Small dairy shops are also involved in the milk processing and marketing. In 2012, the Ba Vi dairy-shed experienced a major innovation: the establishment of an industrial dairy farm of 350 cows. The future prospects of this small-scale territory are discussed in the present chapter, between industrial logic and support to the peasantry.

Key-words : dairy industry, dairy products, industrial livestock farming, Family farming, certified trade-mark.

Bassin laitier de Ba Vì (Vietnam)

Un territoire d'élevage façonné par les politiques publiques, entre modèle industriel et soutien à la paysannerie

Guillaume DUTEURTRE *, Duy Khanh PHAM, Jean-Daniel CESARO

LE DISTRICT DE BA VÌ se trouve à cinquante kilomètres au nord-ouest de la ville de Hanoi. La production laitière de cette région bénéficie d'une bonne réputation auprès des consommateurs de la capitale. Le week-end, de nombreux Hanoïens viennent y déguster du lait frais et des yaourts dans un paysage de piémont. Cette réputation témoigne d'une situation originale. La production laitière y est particulièrement ancienne pour l'Asie du Sud-Est, et s'est développée de manière très rapide depuis quinze ans. Ce développement laitier s'est appuyé sur l'essor récent des exploitations laitières familiales. Or, depuis 2009, le secteur a été marqué par l'émergence d'une « méga-ferme » laitière. Cette forme de production à grande échelle contraste avec les petites exploitations et remet en cause les fondements sociaux du modèle de production. L'objectif de ce chapitre est de présenter cette trajectoire de « spécialisation laitière » du district, et de souligner les facteurs qui ont façonné ce « territoire laitier » au cours des trente dernières années. Nous rappelons d'abord quelles ont été les grandes étapes historiques du développement du secteur laitier au niveau national. Nous analysons ensuite spécifiquement les transformations historiques qui sont intervenues au sein du territoire de Ba Vì. Une troisième partie discute de ces évolutions et tente d'expliquer en quoi les politiques publiques ont joué un rôle dans le pilotage de cette filière localisée.



* Auteur de correspondance : duteurtre@cirad.fr

Résumé

Les premières vaches laitières furent introduites dans le district de Ba Vi par des colons français dans les années 1920. À partir des années 1960 et pendant toute la période collectiviste, la production laitière fut concentrée au sein d'une ferme d'État d'environ 1 000 vaches. Au début des années 1990, les animaux et les terres furent confiées à une centaine d'exploitations familiales qui se lancèrent dans l'élevage laitier. Aujourd'hui, cette production a progressivement diffusé dans plusieurs communes du district. La majorité des exploitations sont de très petite taille, avec une moyenne de six vaches élevées en stabulation. L'affouragement est permis par la culture intensive de l'herbe à éléphant (*Pennisetum purpureum*) et du maïs. Le lait est collecté par plusieurs laiteries et réseaux de collecteurs privés. Certaines de ces laiteries sont soutenues par les autorités publiques, notamment par l'octroi d'une marque de certification « Lait de Ba Vi ». Des petites boutiques artisanales participent aussi à l'offre de débouchés pour les éleveurs. En 2012, le bassin laitier de Ba Vi a connu une innovation majeure : l'implantation d'une ferme laitière industrielle de 350 vaches. Les perspectives d'avenir de ce bassin laitier sont discutées, entre logiques industrielles et soutien à la paysannerie.

Mots-clés : filière laitière, produit laitier, élevage bovin, élevage industriel, élevage familial, marque.

REPÈRES SUR LE DÉVELOPPEMENT LAITIER AU VIETNAM

L'émergence récente du secteur laitier au Vietnam

Comme dans de nombreuses régions d'Asie de l'Est et du Sud-Est, il n'existe pas de tradition laitière au nord du Vietnam (Simoons 1970, Sabban 2010). Les races bovines traditionnelles et les buffles d'eau, pourtant intégrés aux systèmes agraires depuis des siècles, ne furent pas exploités pour leur lait. C'est seulement à la fin du XIX^e et au cours du XX^e siècle que les habitudes de consommation du lait et des produits laitiers furent introduites par les Occidentaux. La production de lait s'est ainsi développée, d'abord autour de fermes tenues par des Européens, puis petit à petit au sein de fermes d'État. Néanmoins, cette production est restée limitée à un petit nombre de bassins pendant tout le XX^e siècle.

Pays ou région	Production (tonnes)			Consommation (kg/hab/an)		
	1990	2000	2010	1990	2000	2010
Chine	7 036 738	12 373 714	41 100 091	5,80	9,50	30,90
Asie du Sud-Est	1 398 858	2 096 039	4 296 663	9,70	14,20	17,20
Viet Nam	60 471	95 615	338 662	1,3	8,2	14,3

Tableau 1. Production et consommation laitière au Vietnam, en Asie du Sud-Est et en Chine.

Ce n'est seulement qu'à partir du début des années 2000 que le pays a connu un véritable essor du secteur laitier. Ce développement, parallèle à celui survenu en Chine ces dernières années, a d'ailleurs été un peu plus tardif qu'en Thaïlande et en Indonésie (tabl. 1).

Importations de poudre de lait et demande pour un lait local

Avec l'ouverture économique du Vietnam, les importations de poudre de lait ont commencé à croître dans les années 1990. En 2000, la production nationale de lait stagnait autour des 60 000 tonnes alors que les importations dépassaient 800 000 tonnes équivalent lait, essentiellement sous forme de poudre de lait et de lait concentré (FAO 2014). La consommation par habitant augmenta à plus de 8 kg par an. Des entreprises Vietnamiennes, comme Vinamilk (Vinamilk 2011), se développèrent grâce à ce nouveau marché. L'évolution des habitudes alimentaires généra une demande durable pour des produits laitiers, en raison de l'urbanisation croissante et de l'augmentation du niveau de vie. Ce dynamisme du marché constitua un contexte extrêmement favorable à l'essor d'un nouveau secteur laitier local (fig. 1).

Le décollage du secteur laitier fut surtout permis par des politiques volontaristes. À l'instar de la Chine (Beghin 2006) et de la Thaïlande (Skunmun et al. 2000), le Vietnam mit en place une politique nationale de développement du secteur laitier. L'objectif du Programme national laitier lancé en 2002 était de diminuer l'écart entre les importations de poudre et la production nationale. La priorité de ce programme était le développement de l'activité laitière dans des exploitations agricoles familiales. Ce développement laitier a été rendu possible par des politiques de distribution d'animaux métis, de vulgarisation et d'appui à la collecte privée. En dix ans, le cheptel national a été multiplié

Méthode

Ce chapitre s'appuie sur les données statistiques fournies par le Bureau de l'Économie du district de Ba Vi, sur divers autres documents et rapports, ainsi que sur des informations collectées de juin 2009 à juin 2014 auprès des principaux acteurs du secteur laitier dans le district. Des entretiens ont été conduits auprès d'une trentaine d'éleveurs installés sur l'ancienne ferme d'État et dans les communes environnantes de Tan Linh, Van Hoa et Yen Bai. Des entretiens ont aussi été conduits avec plusieurs centres de collecte privés, des boutiques artisanales, ainsi qu'auprès des deux principales laiteries industrielles de la zone : la compagnie IDP et la Compagnie laitière de Ba Vi. Les auteurs ont par ailleurs participé à plusieurs ateliers de discussions avec les autorités locales du district dans le cadre du projet de recherche ANR Revalter.

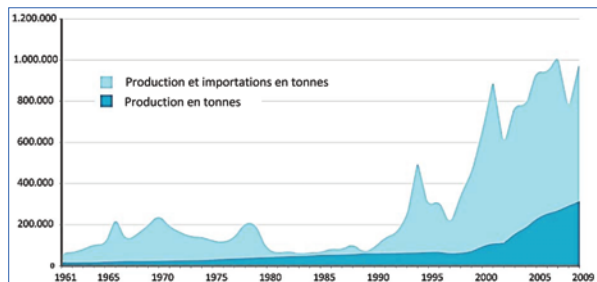


Figure 1. Évolution de la production et de la consommation de lait au Vietnam. À noter le décollage de la consommation de produits laitiers à partir des années 1990, puis celui de la production à partir des années 2000 (Source : d'après FAO 2014).

par trois, passant de 40 000 en 2001 à 130 000 en 2011. En 2010, la production locale représentait près du quart de la consommation totale (FCV 2011).

Ce développement d'une offre locale reposa sur la petite production paysanne. En 2010, 95 % du lait était issu de petites exploitations. Selon un recensement partiel du cheptel conduit en 2010, seulement 9,3 % du troupeau était détenu par des fermes de plus de 20 vaches (FCV 2011). Dans le sud du pays, une étude conduite dans la province de Dong Nai et d'Hô Chi Minh ville a révélé que la majorité des fermes avaient entre 2 et 17 vaches, avec une moyenne de 12. Il s'agissait essentiellement de vaches croisées Holstein qui produisaient en moyenne 16 kg/jour (Vo 2011).

La répartition géographique de la production laitière au Vietnam

NORD DU VIETNAM

L'élevage laitier dans le nord du Vietnam (au-dessus du 17^e parallèle) se concentre sur trois pôles : Moc Chau, Ba Vi et Gia Lam. Ces trois districts ont une longue tradition de production laitière depuis au moins la période collectiviste des années 1960. Ces trois districts représentent à peine la moitié de la production. L'autre moitié est dispersée dans les autres districts du delta du fleuve rouge et la région littorale de la province de Nghe An. En 2011, la production laitière au nord du Vietnam atteignait 255 tonnes par jour pour un cheptel de 35 000 vaches laitières (FCV 2011).

SUD DU VIETNAM

Selon le recensement agricole de 2011, environ 91 000 vaches laitières ont été dénombrées dans les provinces du Sud du Vietnam. On estime la production journalière à 620 tonnes (FCV 2011). La production laitière au sud du Vietnam se concentre majoritairement autour de la ville d'Hô Chi Minh et autour de la ville de Dalat dans la province de Lam Dong. Le seul district de Cu Chi concentre plus de 40 000 vaches laitières, soit un peu moins du tiers du cheptel national.

Transformation des modèles de production

La demande sans cesse croissante et les difficultés d'approvisionnement des laiteries suite au scandale du lait chinois contaminé par de la mélamine en 2008 ont conduit les industries à se tourner de plus en plus vers le lait local. Par ailleurs, ce contexte a amené le gouvernement à lancer en 2009 un programme de modernisation de l'élevage visant à

développer des unités de plus grande taille afin d'augmenter significativement les quantités produites, notamment dans le centre et dans le nord du pays. Des fermes de plusieurs milliers de têtes ont été construites avec pour objectif de réduire à une portion négligeable la part des importations d'ici 2020 (GOV 2008).

Le modèle de développement laitier promu par les politiques vietnamiennes a ainsi radicalement changé à deux reprises au cours des trente dernières années. D'un modèle collectiviste de fermes d'État promu avant la fin des années 1980, on est passé à un développement basé sur la petite agriculture familiale. Depuis trois ans, cette orientation est en cours de reformulation : si le développement de ferme laitière familiale reste une des priorités des politiques, il se place désormais dans les documents officiels en retrait par rapport au modèle de ferme industrielle.

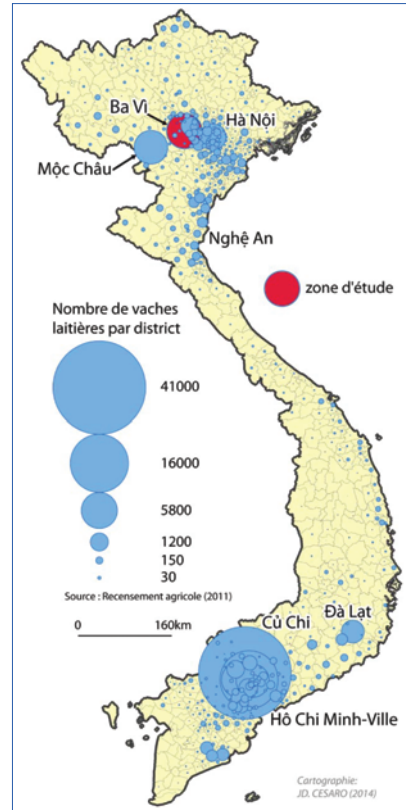


Figure 2. Répartition du cheptel laitier par district au Vietnam en 2011 (cartographie J.D. Cesaro 2014).

LE BASSIN LAITIER DE BA VI

Le district de Ba Vi : une vocation agricole et touristique

Le district de Ba Vi (province de Hanoi, anciennement province de Hà Tay) est situé dans la partie nord-ouest du bassin du Fleuve Rouge, à seulement 50 km de Hanoi (fig. 3). Il est bordé à l'ouest et au nord par le Fleuve Rouge qui coule d'ouest en est. Grâce à son relief collinéen et à sa montagne (le mont Ba Vi), le district de Ba Vi est une zone touristique. En plus du lait, d'autres produits locaux sont réputés comme le thé, la patate douce, certains fruits et la poule de colline.

Le district s'étend sur 42 400 ha. Le quart de la surface se compose d'une vaste forêt entourant le mont Ba Vi, qui constitue le parc national de Ba Vi (Vườn quốc gia Ba Vi). Le mont Ba Vi est constitué de trois pics, dont le plus élevé culmine à 1 295 mètres. Cette forme caractéristique est souvent utilisée pour symboliser le district aussi bien dans la

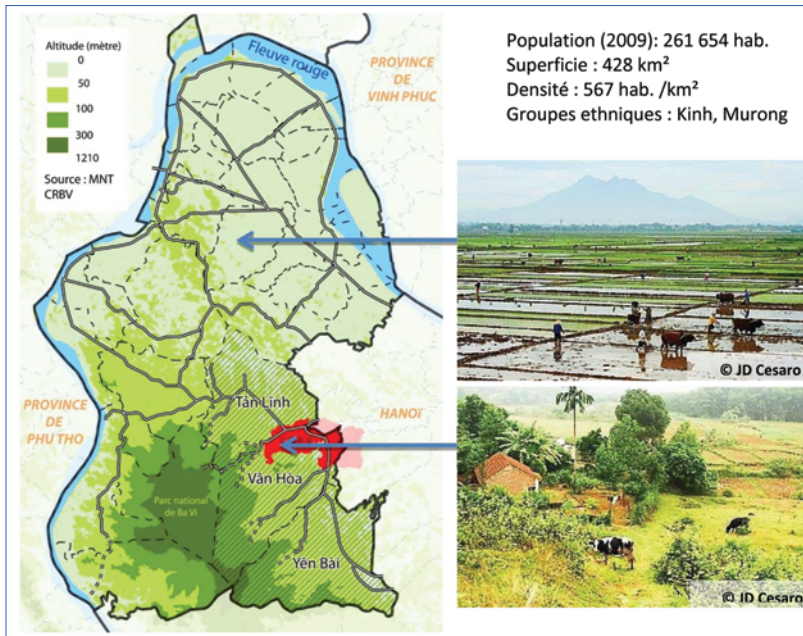


Figure 3. Le district de Ba Vi et ses paysages agraires (ph. J.D. Cesaro).

communication des autorités officielles que pour le marketing des produits agricoles issus de la zone.

Les terres agricoles représentent 29 100 ha, soit plus des deux tiers de la superficie totale du district. Elles se trouvent entre 5 et 123 mètres d'altitude. Les terres non agricoles représentent 31,17 % de la superficie totale du district, et se composent principalement de zones en eau (15,0 %), de terres à usage spécifique telles que les zones touristiques ou industrielles (10,7 %), et de terres d'habitation (4,0 %) (Service statistique du District de Ba Vi Thống kê Huyện Ba Vi, cité par Bac Phung Minh 2011).

Le district comprend 263 000 habitants. Au total, 79,9 % de la main-d'œuvre est agricole, ou vit partiellement de l'agriculture. Cette part est en légère baisse depuis l'intégration de la province de Ha Tay à la province de Hanoi en 2008 (Service statistique du District de Ba Vi Thống kê Huyện Ba Vi, données 2010, cité par Bac Phung Minh 2011).

L'élevage concerne essentiellement les porcs (260 000 têtes), la volaille, les buffles d'eau (7 514 têtes), et les bovins (4 700 têtes) (General Statistical Office 2011).

L'élevage laitier à Ba Vi

En 2011, l'élevage laitier impliquait environ 1 500 foyers dans le district de Ba Vi pour un cheptel total de 5 500 vaches laitières, génisses et veaux. Les exploitations associent la culture de fourrages comme l'herbe à éléphants (*Pennisetum purpureum*) à l'élevage de vaches croisées Holstein-zébu (Suzuki 2006, Pham et al. 2010 & 2011). Les exploitations laitières sont de taille légèrement plus grande que dans le reste du pays avec en moyenne 1,8 ha de surface agricole utile et un cheptel de 8,1 bovins laitiers exploités par un couple d'actifs (Hostiou et al. 2012).

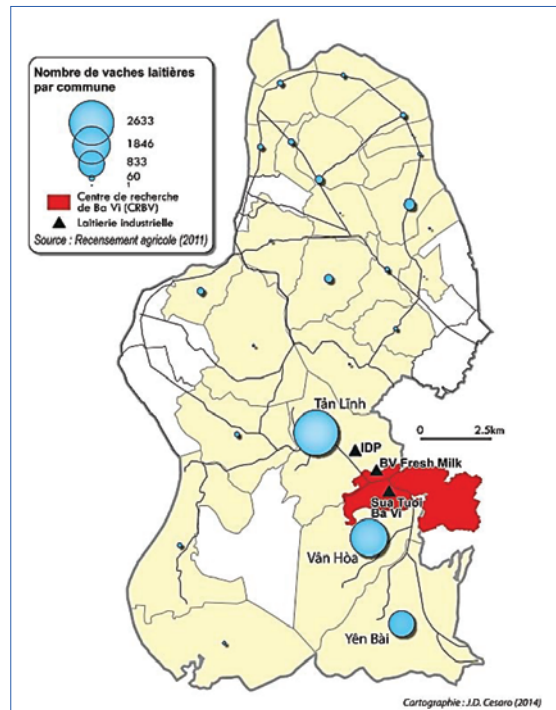
Sur les 32 communes que compte le district, 24 sont concernées par la production laitière, mais celle-ci est concentrée dans trois communes : Tân Linh, Văn Hòa et Yên Bái (fig. 4). Ces trois communes se situent au sud-est du district au pied de la montagne de Ba Vi (fig. 3). Au début des années 2000, la commune de Yên Bái n'avait pas de troupeau laitier. Mais l'élevage laitier s'y est développé très récemment et aujourd'hui la commune compte près de 900 vaches.

Au nord du district, les communes à vocation rizicole ont un cheptel laitier nettement plus petit, avec un maximum de 200 vaches laitières par commune. Promues par les projets de développement laitier au début des années 2000, elles sont aujourd'hui marginalisées dans le système.

Pour preuve, leur cheptel est en diminution. Cette distribution spatiale est évidemment liée à l'histoire de l'organisation de la production laitière au cours du XX^e siècle.

En 2014, Le cheptel total est estimé à 7 600 têtes. La production laitière est d'environ 20 000 tonnes par an, soit 55 000 litres par jour (Centre de recherche de Ba Vi, communication orale).

Figure 4. Répartition des densités de bovins laitiers dans le district de Ba Vi. 80 % de la production laitière est réalisée par trois communes (cartographie J.D. Cesaro 2014).



Histoire de la production laitière dans le territoire de Ba Vi

Le district de Ba Vi est une zone de production laitière ancienne. Déjà, au début du XX^e siècle, des colons agriculteurs français pratiquaient l'élevage laitier et produisaient notamment du fromage. À cette époque, jusqu'au début des années 1970, les vaches étaient conduites au pâturage. Ce n'est qu'avec le développement récent des cultures fourragères que l'élevage hors-sol est devenu le principal mode de conduite.

1900-1954 : LA PÉRIODE DES FERMES COLONIALES

Dans les années 1910, la concession Borel avait établi une ferme aux pieds de la montagne de Ba Vi, dans le village de My Khe. Cette ferme était spécialisée dans la culture du café. L'élevage des bovins (viande et laitier) servait à fournir en fumier les plantations de café. Afin d'adapter les animaux aux conditions difficiles du milieu, M. Marius Borel avait expérimenté plusieurs croisements, dont des croisements avec des zébus indiens de race Sindhi, utilisés à la fois pour leur viande et pour leur lait. La production de lait était alors de 800 à 1 000 kg par période de lactation. La qualité du lait était assez bonne, avec une proportion de matières grasses de 5,5 à 7,2 %, et un taux de protéines de 3,8 à 4,2 %. À cette époque, certains habitants de Hanoi venaient passer leurs week-ends à Ba Vi pour profiter du climat frais de la montagne et consommer du lait de la ferme Borel. En 1934, une petite unité de transformation fut installée afin de permettre la vente de produits laitiers à Hanoi (Borel 1963). En 1954, le départ des Français entraîna la fermeture de la ferme coloniale. Les vaches de l'ex-concession Borel furent récupérées par le gouvernement vietnamien.

1954-1989 : DE LA FERME ÉTATIQUE AU CENTRE DE RECHERCHE DE BA VI

De 1954 à 1958, un camp d'anciens combattants ayant combattu pour l'armée française fut créé à Ba Vi pour s'occuper notamment de production laitière. En 1958, la ferme militaire n° 658 fut établie par le gouvernement du Nord Vietnam sur l'ancienne concession Borel. En 1960, la ferme militaire fut transformée en ferme d'État avec un objectif de production économique (élevage et culture). La ferme étatique de Ba Vi



Figure 5. Le troupeau bovin de la ferme d'État de Ba Vi en 1960. La pratique du pâturage a aujourd'hui disparu... (ph. ViệnChănNuôi 2009)

dépendait alors directement du ministère de l'agriculture. En 1960, le gouvernement du Nord Vietnam importa plus de 200 vaches laitières de Chine pour développer la production laitière dans cette région. Dans les années 1960, la ferme possédait plus de 1 000 vaches (fig. 6).

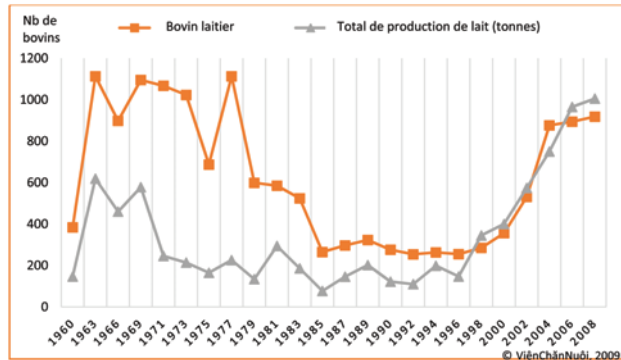


Figure 6. Évolution du nombre de bovins laitiers (veaux, génisses, vaches) et de la production dans la ferme étatique (puis le centre de recherche) de Ba Vi de 1960 à 2012.

Dans les années qui suivirent, de nombreux essais de cultures fourragères furent conduits. La ferme entreprit aussi de développer les croisements entre animaux laitiers importés (essentiellement Holstein) et zébus locaux ou Lai Sind¹. C'est à cette époque que le modèle de production basé sur la culture de l'herbe à éléphant et l'élevage de races F1 se mit en place petit à petit (Vien Chan Nuoi 2009). Cependant le modèle technique ne fut réellement efficace qu'au début des années 1990 (fig. 6).

Suite à la réforme économique du Doi Moi (renouveau) démarrée en 1986, la ferme étatique de Ba Vi dut réorganiser ses ateliers de production. Le cheptel fut réduit à moins de 300 vaches (fig. 6). En 1989, la ferme étatique de Ba Vi devient le Centre de recherche sur les bovins laitiers et les fourrages de Ba Vi, avec pour fonction principale la recherche scientifique dans le domaine de l'élevage laitier. Ce centre de recherche était appuyé sur le territoire par un autre centre de recherche sur la conservation de semences animales, appelé Centre de Moncada. À partir de cette période, le Centre de recherche de Ba Vi dépendit de l'Institut national de sciences animales (NIAS). La terre et les vaches furent distribuées aux ouvriers par l'intermédiaire de « contrats de confiage » avec pour objectif de diffuser et de développer l'élevage laitier sous la forme d'exploitations familiales individuelles. À partir de cette période, les éleveurs-ouvriers installés sur les terres du Centre devinrent responsables de leur production. Néanmoins, la ferme d'État leur fournissait un certain nombre de services techniques nécessaires à l'activité laitière (insémination artificielle, vaccination, collecte du lait, etc.) et restait propriétaire des vaches confiées ainsi que de la terre.

¹ Les bovins Lai Sind sont des bovins issus des croisements entre des animaux de race locale vietnamienne (notamment les petits « bovins jaunes ») et des zébus Sindhi d'origine indienne.

1997-2004 : PREMIER PROJET INDUSTRIEL D'ÉLEVAGE LAITIER FAMILIAL

En 1997, la compagnie Nestlé s'installa à Ba Vi et s'impliqua fortement dans la diffusion de l'élevage laitier auprès des exploitations familiales situées en périphérie du centre de recherche. Quand Nestlé commença à collecter du lait dans la zone, seuls 60 foyers purent fournir du lait.

En s'appuyant sur les autorités locales et le Centre de recherche, Nestlé mit en place un programme de développement de l'élevage laitier. Une usine de transformation fut construite pour collecter le lait de la région. La compagnie organisa des formations techniques aux éleveurs et leur proposa des crédits pour acheter des vaches laitières. Des comptes en banque leur furent ouverts à l'Agribank pour virer l'argent du lait collecté. Toute une filière se mit en place avec une usine, deux centres de collectes et des intermédiaires qui récoltaient le lait des producteurs. En l'espace de six ans, le cheptel laitier à Ba Vi fut multiplié par cinq et passa de 500 à 2 500 têtes (Ta Van Tuong 2012).

Toutefois, le secteur laitier rencontra des difficultés au cours de cette période. Entre 2005 et 2006, le prix du concentré augmenta alors que le prix du lait baissait. La compagnie Nestlé réduisit sa collecte de lait puis décida de se retirer et de vendre son usine en 2006. Le Centre de recherche et quelques petites laiteries artisanales continuèrent d'acheter le lait aux éleveurs mais à des prix peu attrayants. Le lait était vendu aux quelques touristes hanoïens qui venaient visiter la zone.

DEPUIS 2006 : DEUXIÈME PROJET INDUSTRIEL, AUTOUR DU BINÔME IDP ET SUA BA VI

À la fin de 2006, plusieurs compagnies laitières commencèrent à investir dans la collecte de lait à Ba Vi. Parmi elles, deux compagnies s'implantèrent dans le district ou juste à côté, et commencèrent à collecter le lait auprès des éleveurs : l'International Dairy Production Enterprise (IDP, dont l'usine était implantée à Chuong My à 20 km au Sud du Ba Vi, dans l'ancienne province de Ha Tay) et la société Ving Nga – qui devient la Société du lait de Ba Vi (dont l'usine fut construite en face du Centre de recherche). Ces compagnies encouragèrent et appuyèrent la construction de points de collecte privés qui étaient chargés d'entretenir de bonnes relations avec les producteurs et d'étendre leur réseau de collecte via des prêts aux paysans. La production laitière du district se remit à se développer.

En octobre 2008, le scandale de la mélamine éclata en Chine. Très vite, le Vietnam se retrouva touché par cette affaire en raison de la part importante des laits en poudre chinois dans l'approvisionnement de certaines laiteries. Pendant quelques mois, la consommation de lait chuta de manière drastique. La compagnie Hanoi Milk, qui collectait autour de la capitale, fut pointée du doigt, et dû fermer ses usines. Certaines régions, où Hanoi Milk collectait, furent particulièrement affectées par l'arrêt de la collecte.

La compagnie IDP profita de cette crise pour étendre son influence et développer sa collecte dans le district. En 2010, la compagnie installa, en plein cœur du bassin laitier de Ba Vi, une deuxième usine dotée d'équipements importés de Suède, du Danemark, de Hollande, et d'une capacité de 150 tonnes de lait frais/jour. Ce nouveau souffle industriel permit l'essor de nouveaux élevages familiaux. Comme indiqué au début de ce paragraphe, entre 2011 et 2014, le cheptel laitier élevé dans le district passa de 5 500 à 7 600 vaches laitières. En 2014, le Centre de recherche ne produisait que 20 % du total du lait de Ba Vi.

La croissance du cheptel bovin et le développement des circuits de collecte bénéficièrent des programmes de développement laitier mis en œuvre au niveau national : le Programme national de développement laitier lancé en 2002 (GOV 2001), et la nouvelle stratégie de développement de l'élevage lancée en 2009 (GOV 2008). Ces programmes nationaux furent mis en œuvre au niveau local non seulement par l'administration du district de Ba Vi, mais aussi par le Centre de recherche de Ba Vi (qui bénéficia notamment de financements publics et de l'aide de la coopération japonaise), par le Centre d'insémination Moncada, et par le Centre de développement du gros bétail de la Province de Hanoi.

À partir de 2012, ces programmes furent relayés par le projet de « développement de l'élevage laitier dans le district de Ba Vi et les zones périphériques pour la période de 2012-2020 » piloté par IDP (IDP 2012). Ce programme incluait l'octroi de crédits à l'achat de vaches, ainsi que l'établissement d'une ferme industrielle. Cette ferme fut mise en place dans le courant de l'année 2012. Elle comprenait un cheptel de 350 génisses, une salle de traite automatique, plusieurs hectares de cultures fourragères, etc. Cette ferme moderne industrielle dite « de démonstration » contraste avec les petites exploitations familiales de la zone. Elle témoigne aussi de l'attachement du gouvernement et des autorités locales pour un élevage moderne, industriel, susceptible de réduire rapidement la part des importations de poudre de lait dans l'approvisionnement des laiteries du pays.

RÉSUMÉ DES ÉVOLUTIONS HISTORIQUES DU BASSIN LAITIER DE BA VI

La structure de la filière laitière à Ba Vi a évolué en fonction de la répartition spatiale de la production. Des années 1980 à aujourd'hui, trois phases successives sont distinguées (fig. 7) :

- 1 -La période collectiviste : la ferme d'État contrôle la production et sa commercialisation. La vente du lait se fait directement auprès d'un panel restreint de consommateurs ou passe par une vente indirecte à travers d'autres organismes publics. Le marché noir est en théorie interdit.

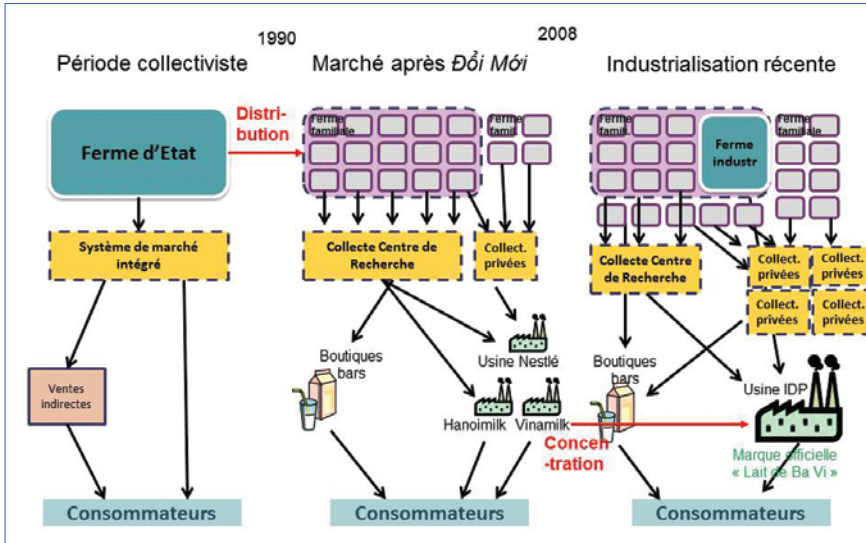


Figure 7. Coévolution entre distribution de la production et structuration des filières entre la période collectiviste et l'industrialisation récente de la production dans le bassin laitier de Ba Vi.

- 2 -Le marché après le Doi Moi : le Centre de recherche distribue la terre et des vaches aux ouvriers agricoles. Sous l'impulsion d'investisseurs privés, des petites exploitations se créent autour du Centre dans les communes environnantes. Le Centre contrôle une grande partie de la collecte mais des collecteurs privés apparaissent en lien avec la création de l'usine Nestlé. Des bars laitiers se créent autour des routes et s'approvisionnent aussi bien auprès du Centre que directement auprès des exploitations laitières aux alentours.
- 3 -L'industrialisation récente : Au départ de Nestlé, le district de Ba Vi compte 500 exploitations laitières et 4 500 vaches. De nombreux nouveaux investisseurs apparaissent et se concurrencent dans les premières années pour le contrôle de la collecte. La compagnie IDP, grâce à des moyens financiers supérieurs et à une implication dans les politiques de développement laitier du district, devient le principal collecteur. La compagnie prend des parts dans l'autre usine laitière du district (la Société du lait de Ba Vi) afin de pouvoir mieux structurer son bassin de collecte. Les petites entreprises artisanales continuent de fonctionner mais se limitent à des petits volumes.

Le lait de Ba Vi : une marque de certification locale

DEUX GRANDS TYPES DE FILIÈRES DE COMMERCIALISATION

Le lait produit à Ba Vi est commercialisé par l'intermédiaire de deux circuits de commercialisation : le circuit des industries et le circuit artisanal. L'ensemble des entreprises impliquées dans ces circuits valorisent l'origine géographique de leur produit par la marque « Ba Vi ».

- Le circuit industriel est dominé la société IDP et la Société du lait de Ba Vi. IDP est la plus importante des deux structures industrielles. Elle possède deux usines de transformation et fabrique une large gamme de produits sous des marques différentes « Ba Vi », « Love'in Farm » et « Kun ». La marque « Ba Vi » de la compagnie IDP existe depuis 2008. Sous ce nom, l'entreprise IDP commercialise du lait pasteurisé frais, des mini-briques de lait UHT et des yaourts. Son réseau de distribution est national et approvisionne particulièrement les supermarchés pour le lait frais et les yaourts. Les mini-briques de lait UHT, qui se conservent plusieurs semaines à température ambiante, sont vendues dans toutes les petites boutiques à travers le pays. La Société du lait de Ba Vi est de dimension plus modeste mais distribue ses produits dans tous les sites touristiques du Nord Vietnam. Elle commercialise essentiellement du lait pasteurisé de vache (sũabò) et de chèvre (sũadê), des yaourts (Sũachua) de lait de vache et de chèvre, des crèmes au caramel (kemkaramen) des « gâteaux de lait » (bánhsửa).
- Le circuit artisanal est composé de petites entreprises de transformation et de bars laitiers ou boutiques commercialisant les produits confectionnés sur place : lait pasteurisé de vache et de chèvre, yaourts de lait de vache et de chèvre, crèmes au caramel et « gâteaux de lait ».

La marque « Lait de Ba Vi » est une marque de certification déposée. Le comité populaire du district est propriétaire de la marque, ce qui signifie que ce nom peut être utilisé par des sociétés privées à condition qu'elles obtiennent l'accord des autorités. Actuellement, seules les deux industries IDP et la Société du lait de Ba Vi disposent de cette certification officielle.

UTILISATION ABUSIVE DE L'IMAGE DES « PÂTURAGES » ?

La production laitière se compose exclusivement d'un élevage hors-sol (*cut and carry feeding system*), mais les entreprises utilisent largement l'image des pâturages de Ba Vi sur les panneaux de leurs devantures et les marques de leurs produits. Pourtant, les pâturages anciens ont aujourd'hui disparu, en raison de l'arrêt des défrichements sur les pentes du mont Bavi, et de la forte pression foncière dans les zones agricoles. Les paysages de l'est du district sont donc essentiellement des paysages de parcelles fourragères (*Pennisetum* fourrager, maïs, manioc, etc., et les vaches sortent rarement de leur étable).



Figure 8. Emballage de gâteaux de lait.



Figure 9. Paysage de la zone laitière du district de Ba Vi (ph. G. Duteurtre 2011).

Noter l'image évocatrice des vaches au pâturage sur l'emballage (fig. 8), alors que cette pratique a disparu. Aujourd'hui, l'alimentation en fourrages en vert des vaches laitières se fait à base de l'herbe à éléphant (*Pennisetum purpureum*) cultivée en intensif (fig. 9), et distribuée à l'auge. Ce paradoxe entre l'image sur les étiquettes et la réalité des paysages sur place suggère l'importance du lien entre l'élevage laitier et le territoire environnant comme gage de qualité. Les touristes ne sont d'ailleurs pas surpris par ce type de pâturage.

VERS DE NOUVEAUX MODÈLES DE PRODUCTION LAITIÈRE ?

Des politiques en faveur de l'élevage familial et des modèles intensifs

Le discours des autorités publiques, aussi bien au niveau local que national, insiste sur les fonctions économiques et productives de l'élevage laitier. Les fonctions économiques locales de la production laitière sont par exemple au cœur des actions du Centre de recherche de Ba Vi.

Article 1. « Les éleveurs reçoivent des vaches pour faire de l'élevage laitier afin de développer les activités économiques de leur famille » (TT Ba Vi 2007)

« Grâce à ce confiage, beaucoup de foyers ont gagné des millions de VND par an. La production du lait a considérablement été améliorée par rapport à la période d'élevage collectif » (Vien Chan Nuoi 2009 :46)

Cette vision de l'élevage « créateur de richesse pour les familles rurales » a été au cœur des actions du Centre de recherche de Ba Vi. C'est aussi cette fonction qui a justifié la promotion du modèle de production laitière à petite échelle dans tout le Vietnam. C'est aussi celle qui est régulièrement rappelée par les éleveurs eux-mêmes pour expliquer leurs choix de s'investir de plus en plus dans cet élevage.

« Je pense que ce modèle à petite échelle est le meilleur : une famille avec 7 ou 8 vaches, des fourrages sur un demi-hectare, et quelques autres activités agricoles. Ces gens arrivent bien à s'en sortir. Ces exploitations utilisent beaucoup d'aliments produits localement, et ont donc un coût de production moins élevé » (chercheur de l'Institut agronomique du Sud)

Les fonctions productives sont aussi perçues au niveau des districts, des provinces, ou des autorités nationales. On retrouve notamment cette vision dans la nouvelle stratégie de développement de l'élevage.

« Article 1. La stratégie de développement de l'élevage à l'horizon 2020 comprend les éléments suivants : I. Objectif de développement : Développer le secteur de l'élevage en produits de l'industrie, pour peu à peu répondre aux besoins de nourriture pour la consommation intérieure et l'exportation. » (TTg 2008)

« La stratégie de la province de Hanoi est de développer l'industrie de l'élevage pour la fabrication de marchandises. Cela nécessite probablement d'abandonner progressivement le modèle d'élevage individuel pour aller vers le modèle d'élevage industriel. » (un cadre du service de l'Agriculture de la province de Hanoi)

La mise en avant de la fonction productive de l'élevage milite fortement pour le développement des méga-fermes au Vietnam. Cela est illustré par les citations suivantes qui se réfèrent à la méga-ferme TH Milk Company.

“By 2017, the number of cows is expected to increase to 137,000 and the factory will turn out 500 million liters of milk per day to meet 50 % of the country's dairy products demand [...] This is a large-scale cutting-edge project will gradually meet domestic milk consumer demands and replace imported milk products” (Thai Duong, General Director of the Bac A Joint Stock Commercial Bank)

Faible lisibilité des ambitions industrielles de la compagnie IDP

Selon la compagnie IDP, la création de la ferme expérimentale se justifie face à l'évolution économique du secteur laitier au Vietnam. La compétition entre les compagnies Vinamilk et TH Milk augmente en agressivité et en intensité, notamment par la création de méga-fermes de plusieurs milliers de vaches laitières. Les firmes moyennes comme IDP doivent se positionner rapidement par rapport à ce changement de modèle de production. La compagnie IDP se décide alors à investir dans une ferme à grande échelle avec un objectif pédagogique (pour former les éleveurs aux techniques modernes), expérimental (pour tester de nouvelles pratiques d'élevage, notamment bien-être animal) et productif.

Prototypé pour 600 vaches laitières, le projet démarre à 400 têtes. L'objectif affiché de la compagnie IDP est de monter à 1 000 d'ici 2020 (IDP 2012). Après quelques mois de fonctionnement, le cheptel de la ferme est tombé à 150 vaches laitières, puis remonté à 300 têtes. La demande en vaches des éleveurs de la région est suffisamment élevée pour justifier que la ferme s'oriente vers la vente de génisses aux éleveurs. Depuis, le cheptel total de la ferme fluctue entre importations depuis l'étranger et vente aux éleveurs. Pour augmenter la taille de production, il serait nécessaire de doubler voire tripler la taille du bâtiment. Face à cette situation, quels rôles remplit la ferme expérimentale d'IDP au sein du bassin de production ?

D'une certaine manière, la ferme fournit un renouvellement des génisses et assure une production minimale à la compagnie. La taille standard de production, par rapport à des seuils internationaux, peut se justifier par une volonté forte de maîtriser l'impact environnemental de la ferme, inscrite dans une économie territoriale de plus en plus touristique.

Le succès de Ba Vi : un terroir, une image, une production

La diffusion rapide du modèle de production laitière familiale dans le district de Ba Vi est un marqueur du succès économique de la filière laitière. Ce district, très largement agricole, gagne à être connu et mieux valorisé. La province d'Hanoi veut faire de Ba Vi la nouvelle destination du tourisme vert pour les prochaines années. À moins de trente kilomètres de la capitale, cette montagne a plusieurs atouts en main dont la production laitière. En 2008, la notoriété du district s'est renforcée avec la création d'une marque industrielle éponyme.

La compagnie IDP utilise le triptyque produit-image-terroir pour rassurer le consommateur urbain et lui donner tous les gages de qualité du produit. Comme dans d'autres pays, l'image du produit local permet de valoriser le produit frais à des prix relativement élevés par rapport au marché mondial : 1,35 euro/litre. Ce prix permet évidemment à des milliers d'éleveurs de gagner quelques centaines d'euros par mois et ainsi de créer une dynamique rurale vertueuse.

En l'espace de cinq ans, le district de Ba Vi est rentré dans le cercle restreint des districts agricoles à vocation touristique comme l'ancienne ferme d'État de Moc Chau (lait et thé), la ville de Thai Nguyen (thé), la province de Buon Ma Thuot (café) ou encore la station d'altitude de Da lat (lait, thé, vin et fleurs). Justifiés par une tradition séculaire quelque

peu restée en sommeil, ces terroirs agricoles sont à l'image de la modernité vietnamienne et fondent l'espoir du pays encore très rural dans la modernité économique et l'essor d'une société de consommation. Sa future fonction de « bulle verte » en périphérie d'Hanoi contribue durablement à la structuration du secteur laitier local. Cependant, le prix du foncier agricole augmente rapidement face à la pression urbaine. Le développement de l'élevage laitier est contraint par son accès à un fourrage à bas prix. Comment dès lors assurer la pérennité économique de la région face à la montée en puissance des modèles de production à grande échelle ?

Un second souffle à rechercher entre intensification locale et extension des limites du bassin

Que va devenir Ba Vi pour la compagnie IDP ? Le district sera à l'avenir de plus en plus contraint par son caractère touristique et les marges pour intensifier la production peuvent être faibles (TTg 2011). Pourtant, le cœur du système de production se trouve aux pieds d'un parc national. L'intensification du bassin de production va se dérouler entre le Centre de recherche et la périphérie du bassin. Pour des raisons de nuisance (odeurs, insectes, qualité de l'eau), il est peu probable que le tourisme et l'élevage laitier puissent à terme cohabiter dans le même espace. La compagnie IDP sait que des investissements doivent être menés sur les marges du bassin pour continuer à étendre sa production. À l'horizon 2020, le district de Ba Vi représentera moins de 50 % de la collecte de la compagnie IDP. Selon le programme d'investissement d'IDP, la compagnie veut développer ses activités de transformation dans d'autres bassins de production comme à Bao Loc, Lam Dong ou Cu Chi. Il est plus probable qu'elle augmente son rayon de collecte à des régions périphériques de Ba Vi. L'objectif est de se détacher d'une image territoriale trop restrictive en développant de nouvelles marques.

CONCLUSION

Tournée à la fois vers le tourisme et la production industrielle, la zone de Ba Vi bénéficie d'une collaboration fructueuse entre autorités locales, grands industriels et petits paysans. La production laitière à Ba Vi est significative de l'évolution du secteur à travers son histoire presque séculaire. Et la trajectoire de développement du bassin laitier de Ba Vi depuis les années 1950 permet de rendre compte d'une facette intéressante de l'insertion

de l'agriculture vietnamienne dans le commerce international : le pilotage par l'État des trajectoires de développement local.

Si le système de production laitière fondée sur le travail familial a montré son intérêt en termes de revenus et d'efficacité, il est aujourd'hui concurrencé par l'émergence de nouveaux projets industriels, portés par la nouvelle stratégie de développement de l'élevage à l'horizon 2020. La trajectoire future du secteur laitier dans le district de Ba Vi dépend à la fois de sa capacité à produire plus mais aussi de sa volonté d'assumer une fonction d'initiation à la consommation de lait. Un territoire aussi riche que Ba Vi doit utiliser ses atouts pour offrir un contenu différent des bassins de production industriels (comme Cu Chi au sud du pays) ou des méga-fermes complètement renfermés sur elles-mêmes et dont la durabilité économique dépend fortement des cours internationaux des produits agricoles. Ba Vi devra développer, en lien avec la ville, un terroir de qualité pour soutenir ses secteurs agricoles.

Références

- Bac Phung Minh, 2011. Nghiên cứu thành và giá bán sữa của các hộ chăn nuôi ở sữa tại huyện Ba Vi, thành phố Hà Nội, Khóa luận tốt nghiệp, Trường đại học nông nghiệp Hà Nội, Khoa Kinh tế và phát triển nông thôn, 119 tr. [*Study on the cost of production and on the selling price of milk produced by dairy households in the District of Ba Vi, Hà Nội*, thesis for graduation in Economics and rural development, Hà Noi University of Agriculture, 119 p.]
- Beghin John C., 2006. "Evolving dairy markets in Asia: recent findings and implications". *Food Policy* 31(3):195-200.
- Borel M., 1963. *Souvenir d'un vieux colonialiste*, Imprimerie Supérieure Rodez.
- FAO, 2014. *FAOSTAT data-base, trade and production data from 1961 to 2009*, published on <http://faostat.fao.org>
- FCV, 2011. *Dairy Farming in Vietnam: Dairy Development Program, Friesland Campina Vietnam (FCV)*, Binh Duong, 2011, 17 slides.
- GOV, 2001. *Decision 167/2001/QĐ-TTg dated on 26th October 2001 of the Prime Minister approving the dairy development program*, Government of the the Socialist Republic of Vietnam (GOV).
- GOV, 2008. *Decision 10/2008/QĐ-TTg dated 16th of May 2008 of the Prime Minister approving the livestock development strategy to 2020*, Government of the the Socialist Republic of Vietnam (GOV).
- General Statistic Office, 2011. *Hanoi Statistical Yearbook*.
- Hostiou N., Pham D. K., Duteurtre G., Trong Binh V., Dedieu B., 2012. "Relationships between work organization and size of dairy farms: a case-study based in Vietnam". *Tropical Animal Health and Production*, DOI : 10.1007/s11250-012-0128-y, published 10 April 2012.
- IDP, 2012. *Projet de développement de l'élevage laitier dans le district de Ba Vi et les zones périphériques pour la période de 2012-2020*, 26 p. (document original en vietnamien).
- Pham D.K., 2010. *Réflexion méthodologique pour caractériser la diversité des exploitations laitières en vue de mettre en place un réseau d'observation des élevages : une étude dans le delta du fleuve Rouge au Vietnam*. Mémoire de master II « Environnement, développement, territoires et sociétés », AgroParis Tech, Paris, 71 p.

- Pham D.K., Hostiou N., Dedieu B., Trong Binh V., Duteurtre G., 2011. *Caractérisation de la diversité des exploitations laitières au Vietnam : implication méthodologique pour la mise en place d'un réseau d'observation des élevages*. Communication (poster) aux journées 3R 2011, déc. 2011, Paris, 1 p.
- Sabban F., 2010. *Transition nutritionnelle et histoire de la consommation laitière en Chine*, Cholé-Doc n° 120, juillet-août 2010, online www.cerin.org, 6 p.
- Simoons Frederick J., 1970. "The traditional limits of milking and milk use in southern Asia". *Anthropos*:547-593.
- Skunmun Pakapun, Charan Chantalakhana., 2000. "An Economic Analysis of Smallholder Dairy Farms in Thailand". *Asian Australasian Journal of Animal Sciences* 13:50-53.
- Suzuki K., Kanameda M., Tachibana S., Ogawa T., Dang T.T.S., Pfeiffer P.U., 2006. "Temporal dynamics of dairy health and production in rural smallholder communities in Northern Vietnam", *Tropical Animal Health and Production* 38:415-429.
- Ta Van Tuong, 2012. Nghiên cứu đề xuất các giải pháp phát triển chăn nuôi bò sữa theo vùng tại Hà Nội : trường hợp nghiên cứu tại Ba Vì, Hà Nội. Báo cáo tốt nghiệp luận án thạc sỹ : chuyên ngành kinh tế nông nghiệp. Hà Nội : Trường đại học nông nghiệp Hà Nội, 148 tr. [*Étude des solutions visant à développer l'élevage laitier selon les zones à Hanoi : le cas d'étude de Ba Vì*, Mémoire de master d'agroéconomie, université d'Agriculture de Hanoi, 148p.].
- TT Ba Vì, 2007. *Règlement (Quy Định) n° 07/QĐ-TT du Centre de recherche sur les bovins et les fourrages du Ba Vì daté du 7 décembre 2007 et portant sur l'élevage des vaches laitières au sein du Centre*. [Traduction Cirad non officielle], 5 p.
- TTg, 2008. *Décision 10/2008/QĐ-TTg du Premier Ministre datée du 16 mai 2008 approuvant la stratégie de développement de l'élevage 2020*.
- TTg, 2011. Quyết định số 1259/QĐ-TTg ngày 26/07/2011 phê duyệt Quy hoạch chung xây dựng Thủ đô Hà Nội đến năm 2030 và tầm nhìn đến năm 2050, [*Decision 1259 of the Prime Minister dated 26/07/2011 on the Hanoi Capital Master Plan to 2030 and vision to 2050*] Disponible sur http://www.moc.gov.vn/c/document_library/get_file?p_l_id=49902&folderId=47604&name=16237
- Vien Chan Nuoi, 2009. Trung tâm nghiên cứu bò và đồng cỏ bavi : 50 Năm xây dựng và phát triển, Viện Chăn Nuôi, Trung tâm nghiên cứu bò và đồng cỏ bavi, Ba Vì, 149 tr. [*The Ba Vì Research center for cattle and forage production: 50 years of construction and development*, National Institute of Animal Science, Ba Vì Research Center, 149 p.]
- Vinamilk, 2011. *Nutritional values sharing social inspiration: Annual Report 2010*, 140 p. (http://www.vinamilk.com.vn/uploads/Download_E/Baocaothuongnien2010_E.pdf)
- Vo Lam, 2011. *Milk Production on Smallholder Dairy Cattle Farms in Southern Vietnam: Management in relation to udder health*, Doctoral Thesis, Faculty of Veterinary Medicine and Animal Science, Department of Animal Nutrition and Management, Uppsala, Swedish University of Agricultural Sciences, 46 p.



Votre avis nous intéresse

ANNEXE : LE CENTRE DE RECHERCHE DE BA VI, LE CŒUR DU BASSIN

Même si les exploitations installées sur les terres du Centre de recherche sur les bovins laitiers et les fourrages ne produisent que 20 % de la production laitière du district, le Centre reste un acteur clef puissant du secteur laitier local. Son fonctionnement est basé sur l'octroi de « contrats de confiage » relativement originaux.

Les informations présentées ici proviennent d'entretiens menés auprès d'éleveurs et des gestionnaires du Centre de recherche de Ba Vi, ainsi que de l'analyse du règlement (quy định) n° 01/QĐ-TT du Centre de recherche daté du 1^{er} décembre 2007 portant sur l'élevage des vaches laitières au sein du Centre.

Au sein du périmètre du Centre, l'institution reste détentrice du droit d'usage foncier (livret rouge) et propriétaire des vaches issues de l'ancien troupeau d'État. Mais le Centre ne gère plus ces animaux directement et il les confie à des éleveurs affiliés qui sont tenus de vendre le lait produit par ces animaux au Centre de recherche. Le lait est collecté par le Centre au sein de ses deux stations de collecte et payé au prix du marché minoré d'une marge de 500 VND, puis revendu à l'entreprise IDP.

Il existe deux types de contrat :

- le confiage des terres (đất khoán, parcelles de terre confiées ou đất cho mượn, terres prêtées) consiste en une reconnaissance du droit d'usage des parcelles anciennement gérées par le Centre. Les foyers ne disposent pas du livret rouge (document de propriété), mais d'une décision administrative du Centre reconnue par le comité populaire de la commune ;
- le confiage des animaux (bò khoán, bovin confié ou alloué) consiste en un placement de l'animal chez un ménage engagé dans l'élevage et la production fourragère. Il peut s'agir des cadres, des anciens ouvriers du Centre, de foyers ayant une résidence permanente au Centre ou d'individus à qui des terres du Centre ont été confiées. Ces animaux restent la propriété du Centre, et sont toujours « gérés » par celui-ci de manière contractuelle avec les paysans par l'intermédiaire du règlement 01/QĐ-TT de 2007. Le Centre a donc joué un rôle important dans la diffusion du modèle technique de production laitière familiale à Ba Vi.

Selon ce règlement, le ménage a l'obligation de livrer l'intégralité de la production laitière issue de l'animal prêté à l'une des unités de collecte du Centre. Chaque ménage bénéfi-

çant du prêt doit aussi suivre l'itinéraire technique recommandé par le Centre, assurer le remplissage des carnets de suivi, alerter les techniciens du Centre en cas de problème sanitaire, etc. Par ailleurs, les terres agricoles prêtées « ne doivent être utilisées que pour la production fourragère ». En échange, les éleveurs bénéficient d'un appui pour l'insémination artificielle, les services vétérinaires et les mesures épidémiologiques. Ils reçoivent des aides pour soigner les vaches « infertiles » et sont payés au prorata de la différence du poids des vaches entre le début et la fin de chaque année, après le recensement du 1^{er} octobre de chaque année.

Des contrats peuvent aussi être signés entre le Centre et les éleveurs qui possèdent des animaux en leur nom propre. Dans ce cas, ces vaches sont reconnues comme vaches « privées » (bò riêng). Cependant, les éleveurs peuvent recevoir des appuis du Centre en échange de la livraison du lait. Dans ce cas, un contrat de livraison est signé. L'éleveur reçoit des appuis du centre du même type que ceux prévus pour les vaches du Centre : insémination artificielle, vaccination, traitement des infertilités. L'article 5 du règlement précise que « les organisations et les individus qui ont reçu des terres de jardin, des terres de production à long terme, et des terres confiées par le Centre sont encouragés à développer l'élevage des vaches laitières et des vaches pour la viande. Si ces derniers veulent élever d'autres animaux [que des vaches], il leur faut l'accord du Centre et de l'Établissement supérieur » (règlement 01/QĐ-TT du CRBV, 2007, traduit par les auteurs). Ces contrats soulignent la forte implication des services de l'État, non seulement dans les zones anciennement gérées par la ferme d'État de Ba Vi, mais aussi dans les zones périphériques.

Pour citer ce chapitre

Duteurtre G., Pham D.K., Cesaro J.-D., 2015. « Bassin laitier de Ba Vi (Vietnam). Un territoire d'élevage façonné par les politiques publiques, entre modèle industriel et soutien à la paysannerie », In Napoléone M., Corniaux C., Leclerc B. (coords), *Voies lactées. Dynamique des bassins laitiers entre globalisation et territorialisation*, Inra-Sad - Cardère :67-87. DOI : 10.15454/1.4477742535240132E12

Affiliations des auteurs

Guillaume DUTEURTRE, Cirad, UMR0868 Selmet, F-34060 Montpellier, France

Duy Khan PHAM, Rudec-Ipsard, Hanoi, Vietnam

Jean-Daniel CESARO, Cirad, UMR0868 Selmet, F-34060 Montpellier, France

Ce travail a été conduit dans le cadre du projet de recherches Mouve financé par l'Agence nationale de la recherche (projet ANR-2010-STRA-005-01).





Bassin laitier du Livradois-Forez (France)

Vers un réancrage de la production laitière dans le territoire

Résumé

Le Livradois-Forez est un territoire de moyenne montagne, situé au centre de la France, marqué par la production de différents fromages emblématiques comme les appellations d'origine protégées Fourme d'Ambert et Bleu d'Auvergne. Depuis les années 1990, on assiste à un réancrage territorial de la production laitière qui succède à un mouvement lent de désancrage. Ces mouvements sont souvent associés à l'influence exercée par les acteurs de l'aval de la production agricole (transformateurs, distributeurs, consommateurs). Nous avons donc cherché à éclairer la façon dont, dans ce bassin laitier du Livradois-Forez, les stratégies et la structuration des acteurs de l'aval de la filière, et en particulier les acteurs de la première transformation, ont influencé la dynamique de désancrage/réancrage de la production laitière. Pour cela, nous avons effectué une lecture croisée des évolutions relatives au territoire, aux systèmes d'élevage et à la filière, sur le temps long. Cette analyse nous a permis de mettre en avant cinq séquences temporelles, marquées par des formes particulières d'interaction entre élevage, territoire et filière. La période antérieure à 1960 se caractérise par une production laitière ancrée dans le territoire. Entre 1960 et 1980 s'opère un mouvement lent de désancrage de la production laitière malgré l'émergence d'une identité territoriale forte. La décennie suivante confirme ce désancrage. Entre 1990 et 2000, plusieurs éléments participent à une amorce de réancrage de la production laitière, qui semble s'affirmer depuis 2000 malgré la concentration des exploitations et des laiteries. Tout au long de cette trajectoire, les stratégies commerciales des opérateurs de l'aval répondant aux évolutions des marchés (concurrence accrue, évolution des demandes des consommateurs...), les stratégies « industrielles » (optimisation de la collecte, nécessité d'un approvisionnement local...) et les restructurations du tissu industriel (disparitions, rachats, fusions...) jouent sur l'ancrage de la production laitière, en termes tant de produits que de localisation des activités de la production.

Mots-clés : élevage bovin, acteur d'aval, filière laitière, chorème, Auvergne.

Towards a local re-embeddedness of milk production

Abstract

Livradois-Forez is a middle mountain region located in the Central France. Several Cheese Protected Designations of Origin, as Fourme d'Ambert and Bleu d'Auvergne, are produced in this region. After a slow trend towards dis-embeddedness, since the nineties, milk production has tended towards local re-embeddedness. These trends may be associated to the influence of the downstream stakeholders of the value chain (processors, retailers and consumers). We aim at highlighting how, in Livradois-Forez, these stakeholders' strategies and organization determine this dynamic of milk production dis-embeddedness/re-embeddedness.

Using a historical approach, we analyzed at the same time the evolutions of the territory, the livestock farming systems and the value-chain. We highlight five time sequences characterized by specific interactions between these three dimensions. Before 1960, the milk production was locally embedded ; between the 60's and the 80's, there was a slow movement of dis-embeddedness ; the next decade confirmed this dis-embeddedness ; in the 90's, the re-embeddedness began and then gained prominence starting from year 2000, in spite of the concentration of farms and dairies. Throughout this trajectory, a combination of elements influences the embeddedness of milk production: commercial strategies of downstream stakeholders linked with the evolution of world markets (increasing competition, changes in the consumers' expectations); 'industrial' strategies (optimization of milk collection, need of local supply); restructuration of industrial fabrics (disappearances, takeovers, mergers).

Key-words : cattle breeding, milk value chain, Auvergne, dairies, graphic modelling.

Bassin laitier du Livradois-Forez (France)

Vers un réancrage de la production laitière dans le territoire

Marie HOUDART *, Virginie BARITAUX, Sylvie COURNUT

UNE OBSERVATION des grandes évolutions du bassin laitier Livradois-Forez depuis l'après seconde guerre mondiale laisse penser à un retour vers des modes de production plus « traditionnels », tant du côté de la production agricole que de celui de la transformation. On relève notamment le retour de l'herbe dans l'alimentation des animaux et l'utilisation des estives, le retour de la fabrication de fromages au lait cru, des initiatives de transformation à la ferme, etc. Cette tendance perceptible depuis le milieu des années 1990 fait suite à une phase d'intensification et d'industrialisation des systèmes alimentaires, commencée dans les années 1960, qui a conduit à une distension des liens entre qualité des produits et territoire de production. Cette distension s'est par exemple concrétisée par la disparition de la production de Fourme d'Ambert sur la zone qui en est le berceau, ou par la diminution de l'usage des prairies et de l'alimentation à l'herbe au profit de l'ensilage de maïs. Il semble ainsi que l'on soit entré, depuis une vingtaine d'années, dans une phase de « réancrage » territorial de la production laitière qui succède à une période caractérisée par un mouvement lent de « désancrage » (cf. ci-dessous l'encart consacré à la définition de la notion d'ancrage territorial). Au-delà de la seule dimension « produit », on observe également une évolution de la structure du marché et des acteurs de la filière laitière. Comme dans l'ensemble des régions françaises, on note des phénomènes de concentration et



* Auteur de correspondance : marie.houdart@irstea.fr

Résumé

Le Livradois-Forez est un territoire de moyenne montagne, situé au centre de la France, marqué par la production de différents fromages emblématiques comme les appellations d'origine protégées Fourme d'Ambert et Bleu d'Auvergne. Depuis les années 1990, on assiste à un réancrage territorial de la production laitière qui succède à un mouvement lent de désancrage. Ces mouvements sont souvent associés à l'influence exercée par les acteurs de l'aval de la production agricole (transformateurs, distributeurs, consommateurs). Nous avons donc cherché à éclairer la façon dont, dans ce bassin laitier du Livradois-Forez, les stratégies et la structuration des acteurs de l'aval de la filière, et en particulier les acteurs de la première transformation, ont influencé la dynamique de désancrage/réancrage de la production laitière. Pour cela, nous avons effectué une lecture croisée des évolutions relatives au territoire, aux systèmes d'élevage et à la filière, sur le temps long. Cette analyse nous a permis de mettre en avant cinq séquences temporelles, marquées par des formes particulières d'interaction entre élevage, territoire et filière. La période antérieure à 1960 se caractérise par une production laitière ancrée dans le territoire. Entre 1960 et 1980 s'opère un mouvement lent de désancrage de la production laitière malgré l'émergence d'une identité territoriale forte. La décennie suivante confirme ce désancrage. Entre 1990 et 2000, plusieurs éléments participent à une amorce de réancrage de la production laitière, qui semble s'affirmer depuis 2000 malgré la concentration des exploitations et des laiteries. Tout au long de cette trajectoire, les stratégies commerciales des opérateurs de l'aval répondant aux évolutions des marchés (concurrence accrue, évolution des demandes des consommateurs...), les stratégies « industrielles » (optimisation de la collecte, nécessité d'un approvisionnement local...) et les restructurations du tissu industriel (disparitions, rachats, fusions...) jouent sur l'ancrage de la production laitière, en termes tant de produits que de localisation des activités de la production.

Mots-clés : élevage bovin, acteur d'aval, filière laitière, chorème, Auvergne.

d'agrandissement des organisations à tous les niveaux de la filière : exploitations agricoles, industries et distributeurs. L'industrie de transformation notamment a connu de fortes restructurations. Ces changements ont conduit à l'apparition d'acteurs ayant une échelle d'action nationale voire internationale concourant au désancrage territorial de la production laitière.

Des travaux mettent en évidence l'influence des politiques publiques, et notamment des politiques agricoles, sur les interactions élevage-territoire et sur l'organisation des filières. Au niveau national et supranational, ces politiques publiques jouent un rôle déterminant dans l'évolution générale des usages de l'espace et la dynamique des exploitations d'élevage (Chatellier & Delattre 2004). De la même façon, au niveau infranational, il existe des leviers d'orientation propres au territoire local, tels que les outils de planification aux échelles régionale, communale ou intercommunale (Scot par exemple) (Tonneau & Sabourin 2007, Tekelioglu et al. 2009).

D'autres travaux montrent également une évolution de l'organisation et des rapports de force au sein des filières depuis les années 1960, évolution qui participe, de fait, à celle des bassins laitiers. Les industries de transformation se sont développées et concentrées, prenant ainsi un poids croissant dans les filières (Torre et al. 2013). De la même façon, la montée en puissance de la grande distribution qui devient, elle aussi, un acteur majeur

des systèmes agroalimentaires, a un impact fort en termes d'organisation des acteurs et de définition des produits (Burch & Lawrence 2007). On observe par ailleurs, au niveau global, que les stratégies de ces acteurs qui ont, dans un premier temps, accompagné le mouvement de désancrage territorial des productions en favorisant la standardisation et l'homogénéisation des produits, opèrent un retour vers une offre de produits ancrés territorialement (produits sous signes de qualité, marques de distributeurs de « terroir », filières de qualité, développement de marques collectives territoriales...) (Beylier et al. 2011, de Fontguyon et al. 2003, Polge 2003). Ces observations poussent à s'interroger sur la façon dont, au niveau des bassins laitiers, ces acteurs de l'aval des filières peuvent jouer dans ces dynamiques d'ancrage-désancrage-réancrage de la production laitière.



Figure 1. Situation du Livradois-Forez en France

Dans ce chapitre, l'objectif est d'éclairer la façon dont les stratégies et la structuration des acteurs de l'aval de la filière (transformateurs, distributeurs, consommateurs), et en particulier les acteurs de la première transformation, ont influencé cette dynamique de désancrage-réancrage de la production laitière dans le bassin laitier du Livradois-Forez. Après être revenues, dans une première partie, sur les caractéristiques de ce territoire, nous présenterons, dans une deuxième partie, les grandes séquences qui caractérisent la

Méthode

La méthode repose sur l'analyse de l'évolution conjointe du territoire, des systèmes d'élevage et de la filière. Nous postulons en effet que ces évolutions sont étroitement liées. Les mutations des territoires (déprise, périurbanisation, développement des infrastructures, etc.) influencent les systèmes d'élevage présents sur le territoire et leur répartition dans l'espace, et contribuent à modifier l'organisation des filières. En retour, le jeu d'acteurs et l'organisation, au sein des filières, ne sont pas sans conséquence sur l'évolution des systèmes d'élevage qui orientent les mutations des territoires.

Nous avons procédé en croisant références bibliographiques et dires d'acteurs relatifs à l'évolution sur le temps long (i) des systèmes d'élevage, (ii) du territoire, (iii) de la filière lait. Nous avons ensuite effectué une lecture croisée de ces trois thèmes (voir le chapitre méthodologie dans cet ouvrage). Cette lecture croisée nous a permis de distinguer des séquences temporelles caractérisées par des formes d'interaction différentes entre élevage, territoire et filière. Le passage d'une séquence à l'autre s'effectue soit lorsqu'un événement extérieur au territoire modifie ces interactions, soit lorsque la transformation de l'un de ces éléments (élevage, territoire, filière) participe à faire évoluer l'un des deux autres.

En complément de l'analyse temporelle, nous mobilisons une méthode de modélisation géographique, la chorématique, dans le but de formaliser ces interactions entre système d'élevage, filière et territoire. Concernant le territoire, trois types de chorèmes sont retenus : des chorèmes relatifs à sa structure (zone de montagne, centre urbain, réseau routier, etc.) ; des chorèmes relatifs à l'orientation agricole dominante ; des chorèmes relatifs à sa dynamique (exode rural, pression urbaine, défrichement en timbre-poste). Concernant le système d'élevage et la filière, les chorèmes retenus constituent des indicateurs de l'ancrage territorial de la production d'une part, de la taille des entreprises et de leurs relations d'autre part.

L'articulation de ces différents chorèmes avec les différents temps de la trajectoire permet de rendre compte de l'évolution des interactions entre territoire, système d'élevage et filière.

trajectoire de ce bassin. Cette seconde partie nous permettra de faire ressortir l'influence du jeu des acteurs de la première transformation du lait sur les dynamiques d'ancrage de la production laitière. Enfin, dans une dernière partie, nous discuterons et conclurons sur ces résultats.

LE LIVRADOIS-FOREZ : UN TERRITOIRE LAITIER DE MOYENNE MONTAGNE FACE AU BOISEMENT ET À LA DÉPRISE AGRICOLE ¹

Situé en bordure est du Massif Central, le territoire du Livradois-Forez s'inscrit dans les limites administratives du parc naturel régional (PNR) du même nom (fig. 2). Celui-ci couvre 322 000 hectares avec une population d'environ 110 000 habitants. Il s'étend principalement en région Auvergne (dans le département du Puy-de-Dôme et celui de la Haute-Loire) et plus modestement en Rhône-Alpes (Loire). Il comprend deux massifs de moyenne montagne – Livradois et Forez – très forestiers, présentant des paysages variés et complexes avec entailles, replats, collines, vallons, longs versants, etc. (fig. 3). La plaine centrale d'Ambert et les bordures ouest et nord (Limagne) sont les secteurs de plus basse altitude (500 m environ), tandis que les sommets du Livradois sont à 1 200 m et ceux du Forez à 1 600 m. La vallée de la Dore, traversant le territoire du sud au nord, constitue l'axe économique majeur où se concentrent une grande partie de la population et des activités industrielles, artisanales et commerciales. La diversité des milieux naturels confère à ce terrain une forte richesse et une grande diversité écologique.

Ce territoire, un des plus fortement peuplés de France au XIX^e siècle, présente aujourd'hui une densité de population relativement modérée comparée aux autres montagnes françaises (34 hab/km² contre 50 hab/km² dans l'ensemble des montagnes françaises). Plusieurs phases de déprise agricole au siècle dernier ont entraîné la fermeture d'espaces anciennement agricoles par plantation de résineux ou boisement naturel, faisant de ce territoire un des plus boisés de la région Auvergne (51 % de surface boisée ; 27 % en Auvergne et en France). L'extension forestière est toutefois stabilisée depuis quelques années grâce aux

¹ Les données mobilisées dans cette section sont tirées de plusieurs sources : RGA2010 (<http://agreste.agriculture.gouv.fr/recensement-agricole-2010/>), Charte du PNR du Livradois-Forez (<http://www.parc-livradois-forez.org/La-Charte-du-Parc.html>), CGAAER (<http://agriculture.gouv.fr/rapports>) et données de plusieurs phases d'enquêtes qualitatives auprès de différents acteurs de la filière laitière et du territoire, entre 2011 et 2013, dans le cadre du projet Mouve.

La notion d'ancrage territorial

L'ancrage territorial des systèmes agroalimentaires dépend de la capacité des différents acteurs composant les systèmes (et du système lui-même) à interagir avec leur « contexte de production » (Sonnino 2007), via la mobilisation et la création de ressources, qu'elles soient de nature économique, sociale, politique, culturelle ou environnementale (Bowen 2010, Filippi et al. 2008, Fleury & Lamarque 2008, Sonnino 2007).

On peut analyser l'ancrage d'un système agroalimentaire à trois niveaux : les acteurs du système stricto sensu, le système dans son ensemble et le produit (Frayssignes 2001). Concernant les acteurs des systèmes et notamment les entreprises, il faut différencier le choix de « localisation » qui repose sur la recherche d'un accès réversible au meilleur coût à des facteurs de production (matières premières, main-d'œuvre...) et le choix de « territorialisation » qui implique une forme d'ancrage de l'activité au territoire à travers la création de ressources spécifiques localisées par des jeux d'interactions avec les autres acteurs du territoire (Saïves 2002, Zimmerman 2005).

Dans ce chapitre, nous nous focalisons sur la question de l'ancrage territorial de la production laitière entendue comme la production de lait et de produits transformés à base de lait. Dans ce cadre, deux dimensions doivent être prises en compte : le lien des produits au territoire mais également les liens des acteurs au territoire. Sur cette base, nous nous appuyons sur plusieurs critères pour caractériser les dynamiques d'ancrage territorial :

- concernant les productions, nous avons analysé la façon dont les différentes ressources territoriales (herbe, savoir-faire, terroir...) sont mobilisées pour différencier et valoriser les produits ;
- concernant les acteurs (producteurs et transformateurs), l'analyse de leur degré de territorialisation passe non seulement par une analyse des choix de production, en termes notamment d'ancrage de produits au territoire (cf. point précédent), mais également par une analyse des relations avec les autres acteurs du territoire (liens producteurs-laiterie en particulier)

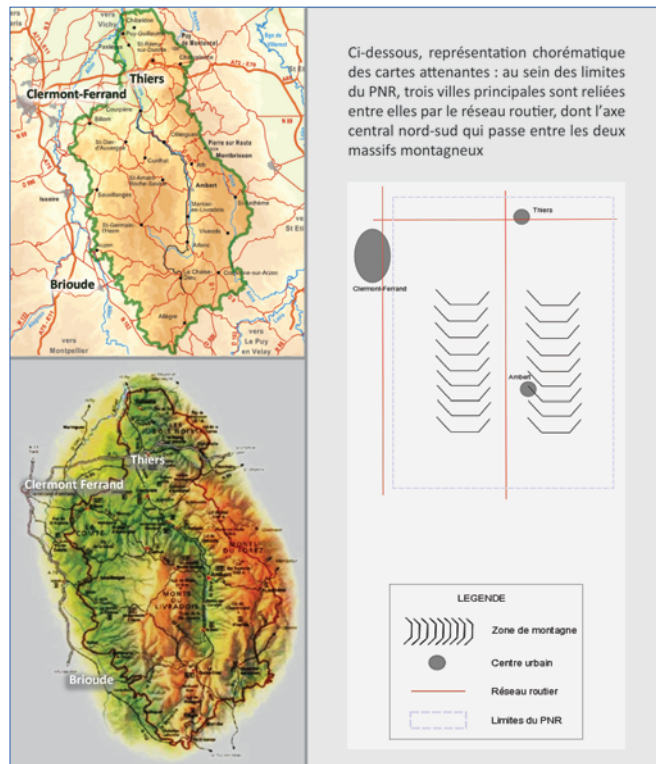


Figure 2. Le territoire du Livradois-Forez : cartes et modèle graphique des principaux éléments structuraux (source des cartes : charte du PNR du Livradois-Forez (<http://www.parc-livradois-forez.org/La-Charte-du-Parc.html>)).



Figure 3. L'alternance de bois et de prairies dans la partie nord-ouest du massif du Livradois-Forez.



Figure 4. Un troupeau de vaches laitières dans le nord-ouest du Livradois-Forez.

outils réglementaires et par les agrandissements d'exploitations. Les structures foncières agricoles sont très morcelées et de petite taille (exploitations de 44 ha en moyenne en 2010 – contre 55 ha en France –, et parcelles cadastrées de 40 ares en moyenne en 1998). L'ensemble constitue un tissu dense et atomisé avec un total d'environ 2 200 exploitations agricoles dont 87 % d'élevage (fig. 4). La population est âgée ; aussi, l'installation de nouveaux actifs, agricoles notamment, est-elle une priorité des collectivités territoriales. Les exploitations sont gérées le plus souvent sous forme individuelle ; le foncier est détenu par de multiples propriétaires, locaux ou non, familiaux ou non.

Le territoire du Livradois-Forez fait partie de la « zone laitière » du Massif Central qui, avec deux tiers des exploitations laitières françaises (12 226 exploitations, soit 77 % des exploitations du Massif, toutes filières confondues) et 2,167 milliards de litres de lait produits, constitue la première zone laitière de montagne en France.

En termes de production laitière, le Massif Central est « exportateur net » de lait : alors que les « importations » sont très limitées, environ un tiers du lait qui y est produit est « exporté », via des laïteries situées en dehors de la zone et des flux intragroupes. Le fromage non AOP (environ 50 %) et le lait de consommation (30 %) sont les premiers produits de la « ferme laitière du Massif ». Bien que l'on compte six AOP fromagères (Cantal, fourme d'Ambert (fig. 5), bleu d'Auvergne, St-Nectaire, Laguiole et Salers), elles représentent seulement 20 % du lait collecté (Poitrinal & Tosi 2011).

L'essentiel de la production et de la transformation laitière du Massif Central se situe en Auvergne. Dans cette région, qui représente en 2008 49 % de la collecte de lait du Massif, la majeure partie des producteurs livre exclusivement en laiterie (90 % en 2010-2011), les autres commercialisant en vente directe ou mixant les deux débouchés. En Auvergne, il existe une diversité d'entreprises : certaines transforment plus de 90 % de leur lait en fromage, principalement des PME (Dischamps et Société fromagère du Livradois (SFL Fournols), d'autres ont une gamme de produits plus étendue (lait de consommation, produits frais, beurre, fromages, produits industriels) ; ces derniers appartiennent à des grands groupes (3A coop, Sodiaal Union, Glac, Lactalis). Néanmoins, ces entreprises collaborent et développent des accords de collecte afin, notamment, d'optimiser les coûts de collecte. Ces accords représentent de 10 à 15 % des volumes de lait échangés sur la zone.



Figure 5. La fourme d'Ambert, l'un des fromages emblématiques du Livradois-Forez.

Malgré tout, le paysage industriel laitier est instable. Ainsi, au niveau du Massif Central, ces dernières années ont vu de nombreuses restructurations (fermetures, rachats, fusions) au sein des établissements de collecte ou de transformation du lait : la coopérative URCVL (Union régionale des coopératives de vente de lait) a vendu une partie de ses parts, l'entreprise Toury a été rachetée par le Glac et Dischamps, Entremont a été acheté par Sodiaal, le site du Malzieu (Lozère) de 3A s'est restructuré, Wälchli a été acheté par Lactalis en 2011, etc.

Dans le bassin du Livradois-Forez, on recense, en 2012, 1 900 éleveurs (environ un tiers des exploitations en bovins laitiers), et 108 millions de litres produits. Le lait est en grande partie destiné à la production de fromages génériques ou sous AOP, le territoire du PNR faisant partie des zones géographiques de trois AOP auvergnates : le bleu d'Auvergne, la fourme d'Ambert et la fourme de Montbrison. Il est collecté par neuf opérateurs, soit onze laiteries (Sodiaal étant sur trois sites, fig. 6). Parmi ces neuf opérateurs, Sodiaal collecte sur le PNR 48 % du lait produit sur le territoire mais ses unités de transformation sont basées à l'extérieur du territoire ; en dehors de la zone de collecte de cette entreprise dans le Livradois-Forez, Sodiaal collecte 52,1 millions de litres de lait sur 87 communes et ses sites de transformation cernent le PNR. La Société fromagère du Livradois (SFL,



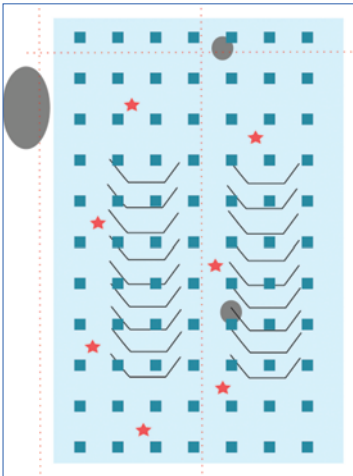
Figure 6. Localisation des principales laiteries collectant auprès des producteurs du PNR Livradois-Forez. Le lait est collecté par onze laiteries (9 opérateurs), dont seulement quatre sont implantées sur le territoire.

entreprise indépendante) assure quant à elle 37 % de la collecte du lait ; située au cœur du PNR, elle collecte et traite le lait d'environ 190 producteurs. Les 15 % de lait restant sont collectés par sept autres opérateurs, dont trois seulement sont implantés à l'intérieur du périmètre du PNR (Ris, Garmy et La Tourette).

LA TRAJECTOIRE DU BASSIN LAITIÈRE : ANCRAGE, DÉSANCORAGE ET RÉANCORAGE DE LA PRODUCTION LAITIÈRE

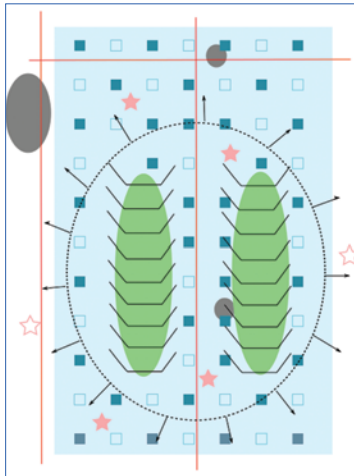
La trajectoire du bassin laitier du Livradois-Forez peut être structurée en cinq séquences (fig. 7) marquées par des transformations au niveau du territoire, de la filière et des systèmes d'élevage, ainsi que par des éléments réglementaires ou politiques majeurs (annexe 1).

Avant 1960, le bassin est marqué par la présence à peu près uniformément répartie de petits élevages diversifiés, par la prédominance de la vente directe et la présence de petites laiteries locales. Entre 1960 et 1980, spécialisation laitière, modernisation, dévelop-



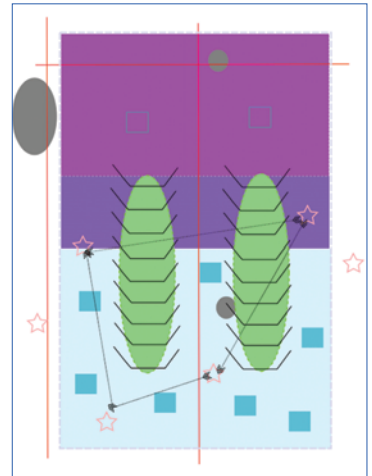
Séquence 1. Avant 1960. Une production laitière ancrée dans le territoire

Des petites exploitations diversifiées sont réparties de façon assez uniforme sur l'ensemble du territoire. Le lait est essentiellement transformé à la ferme et les produits valorisés sur les marchés locaux. De petites laiteries privées locales commencent à voir le jour dans les années 1920-1930.



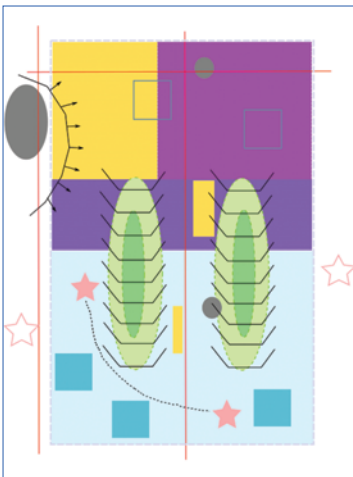
Séquence 2. 1960-1980. Une amorce de désancrage de la production laitière

Avec la montée en puissance d'un modèle de développement productiviste, commence la spécialisation laitière accompagnée d'une révolution technique. Cette spécialisation renforce l'exode rural par le délaissement des zones les plus difficiles (d'altitude).



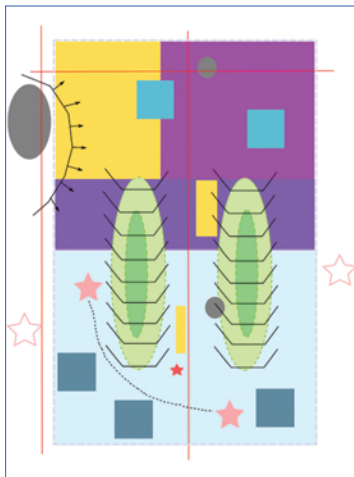
Séquence 3. 1980-1990. Un désancrage de la production laitière

Cette séquence est marquée par la mise en place des quotas laitiers, de certaines AOC, les reconversions d'exploitations vers la viande et la concurrence entre les laiteries. La déprise agricole du centre du territoire, enclavé, s'accroît, conduisant à une scission entre le nord et le sud : au Nord domine l'élevage allaitant et un modèle de production peu ancré au territoire ; au sud l'élevage laitier résiste, maintenant un lien fort de la production au territoire.



Séquence 4. 1990-2000. Vers un réajustement de la production

Le contexte est à la prise de conscience des enjeux sanitaires et de sécurité alimentaire. La séquence est marquée par une concentration des laiteries et des élevages, et par une recherche de différenciation des produits, conduisant à la mise en place de nouveaux systèmes d'élevage. Pour les systèmes d'élevage dominants, le désancrage de la production laitière est toujours prégnant mais les acteurs de la première transformation amorcent le réajustement de la production.



Séquence 5. Depuis 2000. Une tension entre reterritorialisation de la filière et concentration des entreprises

Le processus de concentration des exploitations et des laiteries continue. Les filières se reterritorialisent, participant ainsi à affirmer le réajustement de la production laitière. Cette séquence est ainsi marquée par l'accroissement des tensions entre deux moteurs : l'un global lié à la concurrence des marchés et l'autre plus local lié à la volonté de réancrer localement la production.

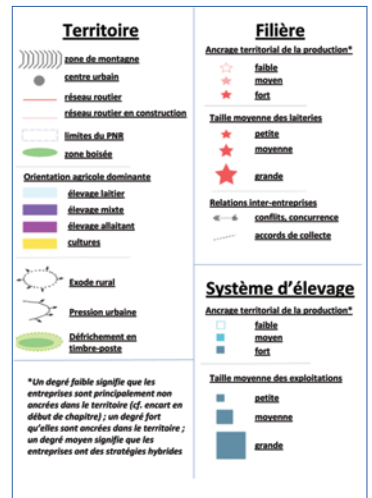


Figure 7. Les séquences de transformation du territoire, des systèmes d'élevage et de filière dans le bassin laitier du Livradois-Forez au cours des 50 dernières années.

pement des entreprises laitières, déprise agricole et boisement sont les processus dominants. Au cours de la décennie suivante (1980-1990), les conversions à la viande sont nombreuses, la modernisation des systèmes d'élevage se généralise et le territoire fait l'objet d'une réorganisation spatiale en termes de distribution des principaux modèles agricoles. Par la suite, concentration des exploitations et accords de collecte entre laiteries marquent la décennie 1990 et, depuis 2000, le développement de projets locaux s'ajoute à ces processus.

AVANT 1960 : UNE PRODUCTION LAITIÈRE ANCRÉE DANS LE TERRITOIRE (SÉQUENCE 1)

Durant la première moitié du XX^e siècle, l'élevage constitue l'activité agricole dominante sur le territoire et se caractérise par la présence de petites exploitations (10 ha en moyenne) diversifiées avec la production de veaux gras, la transformation fromagère à la ferme et la valorisation des produits sur les marchés locaux. La pluriactivité est courante grâce aux emplois fournis par les industries des vallées (scieries notamment). Les exploitations sont réparties sur tout le territoire y compris sur les zones de montagne où les burons et l'utilisation des estives sont associés à la fabrication traditionnelle de la fourme. L'exode rural conduit néanmoins à la déprise agricole et au boisement de nombreuses parcelles.

Cette première moitié du XX^e siècle est marquée par une industrialisation de la production de fromages. Néanmoins, les productions fermières restent encore importantes : le Puy-de-Dôme est encore le troisième département français pour la collecte de fromages fermiers en 1960 (Delfosse 2007). La région Livradois-Forez suit cette évolution générale et c'est à cette période que les premières petites laiteries locales familiales se créent. L'apparition de ces laiteries n'a, au départ, qu'un impact limité sur la production fermière. Mais peu à peu, avec l'arrivée de nouveaux opérateurs, les producteurs commencent à livrer leur lait d'hiver. Puis, le désenclavement des montagnes, grâce à la construction des routes, accentue cette évolution en permettant l'organisation d'une collecte du lait en altitude (de Banville 2006).

C'est également à cette période que sont créées d'autres laiteries, spécialisées dans d'autres productions : laiterie Garmy en 1922, initialement tournée vers la vente de lait de consommation, laiterie de Fournols en 1949, la Compagnie fromagère de la vallée de l'Ance et la fromagerie de Ris (cf. fig. 6).

À partir de 1949, les coopératives se développent, venant concurrencer les groupes privés, et entraînent un changement important des habitudes, des marchés et des zones de pro-

duction (de Banville 2006). Cette organisation des producteurs, liée au syndicalisme (Vercherand 1994) apparaît comme une réponse à la nouvelle réglementation en matière sanitaire : l'obligation de pasteurisation du lait et la restriction de la vente directe de lait qui impose un intermédiaire aux producteurs. Parallèlement à ce développement de la coopération, les grands groupes privés commencent à s'intéresser à la production de fourmes et de fromages à pâte persillée.

1960-1980 : UNE AMORCE DE DÉSANCORAGE DE LA PRODUCTION LAITIÈRE MALGRÉ L'ÉMERGENCE D'UNE IDENTITÉ TERRITORIALE FORTE (SÉQUENCE 2)

Des injonctions extérieures au territoire pour un accroissement et une modernisation de la production dans des bonnes conditions sanitaires ¹ conduisent à la montée en puissance d'un modèle de développement productiviste, basé sur le progrès technique, la mécanisation et les investissements (fig. 7). La Loi d'orientation agricole de 1960-1962, et le Plan laitier et d'améliorations matérielles appuient ce développement. Ce mouvement associé à la mise en place de la collecte de lait sur tout le territoire conduit les éleveurs à se spécialiser et à abandonner la production de veaux gras et la fabrication de fromage. Les exploitations se modernisent progressivement grâce à de nouveaux bâtiments et équipements. Les coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) se multiplient. Le contrôle laitier se met en place, les inséminations artificielles se développent ainsi que les achats d'animaux à meilleur potentiel (race Montbéliarde dans le sud et Frisonne au nord). Le progrès technique est non seulement porté par les organismes de développement, les organisations professionnelles (chambre d'Agriculture et Contrôle laitier) et les syndicats, mais aussi par les coopératives et opérateurs de l'amont et aval (vendeurs d'aliments, laiteries...). Les techniciens de ces structures aident les éleveurs à améliorer le fonctionnement technique de leur système. Les rotations culturales sont revues, ainsi que la fertilisation et le choix des espèces végétales, améliorant ainsi les rendements. L'ensilage d'herbe est introduit et prend de l'ampleur, suivi par le développement de l'ensilage de maïs dans les zones de plaine. Ces systèmes spécialisés et techniques sont difficiles à mettre en œuvre dans les zones d'altitude. La spécialisation des systèmes s'accompagne alors d'une déprise agricole des zones enclavées et d'altitude sur le territoire.

¹ Notamment le décret de 1950 imposant la vente exclusive de lait pasteurisé dans les villes de plus de 20 000 habitants.

Ces évolutions s'accompagnent du développement de plusieurs formes associatives voire coopératives qui semblent donner une identité collective à cette agriculture de moyenne montagne : création du Groupement d'économie montagnarde d'Auvergne en 1951, celle du Syndicat agricole d'estives des monts du Forez en 1956, celle enfin de la coopérative de matériel agricole des troupeaux collectifs Auvergne-Forez en 1959. L'exode rural qui touche l'ensemble de l'Auvergne et qui renforce l'enclavement de certains secteurs de cette région est sans doute à rapprocher de la volonté, de la part de certains politiques et administrations, de réfléchir au développement de cette région. Dès 1962 est créée la Société pour la mise en valeur de l'Auvergne et du Limousin (Somival). Un peu plus tard, un commissariat à la rénovation rurale est spécialement chargé du Massif Central, qui se poursuivra par la mise en œuvre d'une politique générale de la montagne (Mazataud 1987). L'émergence de cette identité collective territoriale passe également par la création de deux AOC fromagères : l'AOC « fourme d'Ambert et de Montbrison » en 1972 puis l'AOC « bleu d'Auvergne » en 1975.

En parallèle à la mise en place des éléments d'une identité collective, on assiste au développement des laiteries et coopératives locales mais aussi régionales en périphérie du Livradois-Forez. La concurrence est vive entre structures privées et coopératives avec des laiteries qui peuvent avoir des zones de collecte extrêmement étendues. La coopération laitière se réorganise, entraînant une concentration importante et un agrandissement de la taille des structures (Sceau 1972). L'union régionale des coopératives de vente de lait (URCVL) est créée par la réunion de 37 coopératives de vente de lait (43 en 1972). L'Avenir coopératif d'Auvergne connaît des difficultés financières. Cette union de coopératives qui avait initialement une base régionale s'agrandit en intégrant des coopératives basées sur l'ensemble du territoire français et devient le groupe Riches Monts. Quelques années plus tard, en 1964, une nouvelle union de coopératives, la Sodima, qui deviendra Sodiaal en 1990, est créée. Elle réunit six structures coopératives régionales (CLCP, Orillac, Riches Monts, Sully, Ucalm, ULC) qui décident de se regrouper pour vendre leurs produits au niveau national. Cette coopérative ne cessera de se développer en prenant le contrôle de structures de transformation.

1980-1990 : UN DÉSANCRAGE DE LA PRODUCTION LAITIÈRE (SÉQUENCE 3)

Autour des années 1970-1980, le développement territorial, prôné à différentes échelles, porte ses fruits dans le Livradois-Forez (fig. 7). Dès 1975, ce territoire bénéficie des retombées de la mise en place du programme de rénovation rurale Massif Central (Mazaudaud 1987), faisant suite à la création de la Somival en 1962. Ce plan doit permettre d'atténuer l'isolement de certaines zones. Dans cette lignée, le PNR du Livradois-Forez est créé en 1984 pour réagir à la déprise du territoire et participer à son développement. Un an plus tard, en 1985, la nouvelle loi Montagne incluant le secteur du Livradois-Forez dans le Massif Central, lui accorde, de fait, les spécificités des territoires de montagne. C'est dans cette optique de développement territorial que s'inscrit la gestion des quotas laitiers, imposés en 1984 par l'Europe. La France se donne en effet pour objectif de restructurer la production laitière au profit d'une exploitation moyenne et d'équilibrer les territoires en maintenant le lien au foncier et en décidant d'une gestion départementale (Barthélemy 1999). La mise en place du régime des quotas s'accompagne de programmes d'aide à la cessation d'activité laitière auxquels souscrivent de nombreux petits producteurs. On observe alors une forte restructuration au profit de l'exploitation moyenne, surtout sur la période 1984-1989, au cours de laquelle ces programmes ont été les plus importants. Cette évolution se traduit également par une augmentation du rendement laitier moyen (Barthélemy et al. 1999). La distribution de quotas aux exploitations du Livradois-Forez a de fortes conséquences : cessations laitières, conversions en allaitants, développement d'ateliers complémentaires viande ou hors-sol. Certaines exploitations refont des veaux gras de 3-4 mois pour éviter le dépassement de quotas. Dans ce contexte plus difficile où la production laitière est réglementée, la concurrence entre laiteries se fait plus dure pour récupérer le lait des éleveurs.

Au cours de cette décennie 1980, les mouvements syndicaux portant des modèles de développement différents ont une forte emprise sur les dynamiques des systèmes d'élevage et des filières : en 1983, la FDSEA est scindée en deux par la création de l'UDSEA, courant proche de la FNSEA et porté par Michel Debatisse ¹ (Vercherand 1994). Le modèle de développement porté par l'UDSEA s'appuie sur l'agrandissement, l'investissement, l'intensification des exploitations et des filières basées sur le système coopératif et l'industrialisation. Le deuxième courant, gardant le nom de FDSEA, défend le maintien d'une agriculture locale et paysanne. Cette scission se matérialise dans la différence de développement entre le nord et le sud du territoire. Au nord, près de Thiers, où l'emprise

¹ Éleveur du nord du territoire et secrétaire d'État aux industries alimentaires, Michel Debatisse joua un rôle central dans le développement de l'agriculture locale et nationale.

de Michel Debatisse est forte, la construction d'une autoroute et la mise en place d'une zone d'activité industrielle redonnent de la vitalité au territoire. Les exploitations investissent, s'agrandissent et restructurent leur foncier grâce notamment à des remboursements. Les systèmes de production s'intensifient et se déterritorialisent (augmentation du recours aux intrants et recherche d'une augmentation de la production sans volonté de différenciation). Au sud, près d'Ambert, la laiterie familiale de Fournols offre un cadre de commercialisation du lait plus conforme à la vision locale et paysanne de l'agriculture portée par certains. Finalement, dans le nord du Livradois-Forez, les élevages allaitants deviennent majoritaires, alors que dans le sud, plus montagneux, les élevages laitiers dominent. Au centre, on trouve essentiellement des élevages mixtes. D'une manière générale, la modernisation se poursuit, le maïs gagne du terrain en s'élevant en altitude et la race Prim'Holstein progresse dans le territoire.

1990-2000 : VERS UN RÉANCRAGE DE LA PRODUCTION LAITIÈRE (SÉQUENCE 4)

En 1992, la nouvelle PAC met en place différentes mesures d'aides aux producteurs (prime au maintien des systèmes d'élevage extensif – PMSEE –, mesures agrienvironnementales – MAE) qui encouragent le processus en cours dans la période précédente. Les exploitations s'agrandissent ; les conversions du lait vers la viande sont plus nombreuses ; l'enrubannage se développe, provoquant en parallèle le déclin des grosses Cuma ; les systèmes de rotation maïs-céréale-prairies temporaires se développent (fig. 7). Ces nouvelles mesures sont mises en place dans un contexte national de prise de conscience des enjeux sanitaires de l'alimentation (suite de la crise de la vache folle). À la dynamique d'agrandissement et de technicisation s'ajoute une recherche de qualité de la part des opérateurs, renforcée par l'arrêt de la prime à la collecte pour les zones de montagne : les opérateurs cherchent alors à différencier leurs produits et rationaliser leur collecte. Ils recherchent de nouveaux marchés en jouant la carte de l'image et de la qualité. Sodiaal incite les éleveurs à se convertir à l'agriculture biologique et crée « la Route du lait » en 1999. La SFL remet en place la fabrication de fourme et de bleu, et crée une filière biologique pour vendre en Allemagne. Plusieurs accords de collecte sont négociés entre entreprises (SFL et Sodiaal, 3A et Lactalis). Dans le secteur coopératif, ce phénomène de concentration s'explique en partie par les lois de 1991 et 1992 sur la coopération, qui facilitent la filialisation et permettent ainsi aux coopératives de développer leurs activités de transformation et de commercialisation (Vial 2007).

Dans cette décennie, des accords de collecte se développent entre les différents acteurs de la transformation. Alors que, dans les années 1980, les relations entre les laiteries semblaient tendues (les laiteries se « piquaient le lait »), elles s’organisent désormais entre elles pour limiter les coûts de collecte tout en maintenant les producteurs avec lesquels elles travaillent. Ainsi, Sodiaal collecte pour Biolait (aucune collecte en Auvergne) et pour la laiterie de Ris. La SFL a également des accords avec Lactalis mais pour ses autres unités de transformation (sur les zones Cantal et St Nectaire).

En parallèle, on observe un ralentissement du boisement et de la mise en culture des terres en plaine. Les élevages se concentrent en zones de plaine et sur les versants du Livradois. Les années 1990 sont également marquées par la concentration des scieries locales, participant au recul de la double activité forestière associée à l’élevage.

DEPUIS 2000 : UNE TENSION ENTRE RE-TERRITORIALISATION DE LA FILIÈRE ET CONCENTRATION DES EXPLOITATIONS ET DES LAITERIES (SÉQUENCE 5)

Depuis 2000, les exploitations continuent pour la plupart à suivre la voie de l’agrandissement et de l’intensification (fig. 7). La place de l’herbe diminue et avec elle, l’autonomie fourragère. La recherche d’une augmentation de la productivité et des volumes s’accompagne de recours plus importants à des intrants.

Mais cette voie, encouragée par la redistribution progressive des références laitières et l’incertitude de la sortie des quotas, se heurte aujourd’hui aux limites de viabilité (travail) et transmissibilité des systèmes. Depuis quelques années, les organismes de conseil et

d’accompagnement des éleveurs mettent en avant la culture de l’herbe, la recherche de l’autonomie et poussent les éleveurs à mieux gérer les ressources locales disponibles. Des initiatives individuelles de transformation fromagère se développent, appuyées par le PNR du Livradois-Forez, avec la vente des produits dans des circuits courts (marchés, vente directe et Amap) (fig. 8). Par ailleurs, les exploitations moins nombreuses et plus grandes



Figure 8. Le retour à la vente directe.

sont aussi plus dispersées sur l'ensemble du territoire, ce qui pose des problèmes aux laiteries en termes d'organisation et de coût de la collecte du lait.

Au niveau du territoire, les années 2000 sont marquées par le renouveau du rural : les effets du phénomène périurbain (Mamdy & Roussel 2001) et des nouvelles fonctions attribuées aux campagnes en font un espace, si ce n'est attractif, au moins en stagnation démographique. Malgré cela, une majorité des zones du Livradois-Forez reste enclavée, le développement des activités autres qu'agricoles ne voit pas le jour. Quelques remembrements ont lieu près d'Ambert. En 2005 est créé le Réseau installation foncier du Livradois-Forez, ayant pour objectif la limitation des pertes de surface agricole sur le territoire. Associé à cette démarche, le PNR contribue par ailleurs au développement d'une agriculture en marge du système dominant à l'échelle nationale. Il promeut l'agriculture de proximité et la valorisation des produits de qualité locaux (réseau des saveurs¹, etc.). Au milieu des années 2000, on voit réapparaître des producteurs fermiers, de fourme notamment (sous AOP ou non). De même, en 2005, trois producteurs en agriculture biologique créent une laiterie artisanale qui produit essentiellement des yaourts et du fromage blanc.

Pendant cette période, la crise économique a des effets sur la structuration de la filière. Plusieurs entreprises de transformation connaissent des difficultés et changent de mains à plusieurs reprises, en particulier dans le secteur coopératif. En revanche, la SFL assied son activité en se diversifiant (création d'une unité de commercialisation et négoce à Clermont-Ferrand) et en se développant à travers la prise de contrôle d'autres sites de production dans d'autres zones AOC (en et hors Auvergne). Par ailleurs, elle développe ses partenariats avec la grande distribution en collaborant avec le groupe Carrefour pour mettre en place une filière « engagement qualité Carrefour » sur de la fourme d'Ambert et du bleu d'Auvergne au lait cru fabriqués à partir de lait issu de vaches nourries uniquement à l'herbe et au foin. Les fromages sont ensuite vendus dans les rayons coupe des magasins Carrefour français sous la marque propre du distributeur. Cette démarche n'engage qu'une vingtaine de producteurs mais c'est un exemple de démarche de retour à des méthodes de production plus « typiques » au niveau tant de la production agricole (interdiction de l'ensilage et usage de l'herbe) que de la transformation (lait cru, durées d'affinage plus longues). Par ailleurs, il est notable que ce type de démarche, qui s'appuie sur une contractualisation tripartite, contribue à pérenniser les relations producteurs-laiterie (engagement de la SFL à collecter le lait pendant sept ans et versement d'une prime forfaitaire au litre de lait) et laiterie-distributeur (engagement de Carrefour à acheter les fromages à un prix supérieur à celui des autres).

¹ <http://www.parc-livradois-forez.org/les-saveurs-du-livradois-forez.html>

Une illustration des effets de la crise économique sur la structuration de l'industrie de transformation

L'URCVL rachète Forez Fourme en 2004 puis elle rachète, en 2006, à hauteur de 80 %, la Fromagerie du Velay (à Saint-Germain-Laprade) jusqu'alors détenue par le groupe Bongrain (Bongrain conserve 20 % du capital). Cette dernière est renommée Via Lacta. L'URCVL devient ainsi le premier collecteur de lait en Haute-Loire. Avec la laiterie de Villefranche dans le Rhône, Forez Fourme dans la Loire et maintenant Via Lacta en Haute-Loire, l'URCVL possède trois sites de production. Sur celui de Saint-Germain-Laprade, sont fabriqués des fromages à pâte molle et à pâte pressée non cuite dont une bonne partie est destinée à l'export, vers l'Europe du nord. Cependant, l'Union, initialement spécialisée dans la collecte de lait, semble ne pas avoir été en mesure de développer une stratégie commerciale adaptée pour écouler ses produits. Cela conduit à son démantèlement acté fin 2009. En 2007, Sodiaal devient Sodiaal Union, coopérative unique, résultat de la fusion-absorption de sept coopératives (Elnor, Est lait, Orlac, Riches Monts, Sully, Tempé Lait et Ucalm). C'est elle qui rachète Via Lacta en 2010 par le biais de sa filiale Entremont, a priori sous des pressions politiques fortes. Faute d'avoir réussi à structurer un réseau de distribution suffisant, Forez Fourme est mis en liquidation judiciaire début 2012. Le groupe Tourny fait faillite et est démantelé en 2007. Il est repris par le groupe Dischamps et le Glac. L'activité de collecte de lait est regroupée à la Société laitière des Monts d'Auvergne à Theix (63). Enfin, fin juillet 2013, la laiterie Garmy est placée en redressement judiciaire après une longue période d'incertitude au cours de laquelle les producteurs ont subi des réfections sur le prix du lait.

L'autre acteur central de la collecte sur le territoire, Sodiaal, connaît également des évolutions. Il intervient notamment en 2010 dans la reprise de l'unité de transformation Via-lacta en Haute-Loire par le biais de sa filiale Entremont.

Aujourd'hui, la SFL et Sodiaal Union sont les deux principaux collecteurs de lait en Livradois-Forez avec respectivement 37 % et 48 % des volumes collectés sur le territoire (annexe 2). Elles assurent même la collecte du lait des producteurs des autres laiteries qui sont en difficulté. On observe ainsi une forme d'intervention (et de coopération) de ces acteurs pour maintenir la production laitière dans le territoire.

CONCLUSION

L'analyse de la trajectoire du bassin laitier du Livradois-Forez permet de saisir la façon dont les acteurs de la transformation laitière jouent sur les dynamiques du bassin laitier du Livradois-Forez. Trois facteurs principaux semblent en effet concourir à faire évoluer le bassin laitier : les stratégies commerciales qui répondent à des évolutions des marchés (concurrence accrue, évolution des demandes des consommateurs...); les stratégies « industrielles » (optimisation de la collecte, nécessité d'un approvisionnement local...); les restructurations du tissu industriel (disparitions, rachats, fusions...) qui jouent sur l'ancrage de la production laitière dans le territoire du Livradois-Forez, tant en termes de produits que de localisation des activités de production. Selon les périodes, ces facteurs ont pris une importance plus ou moins grande.

Ainsi, dès les années 1960, les acteurs de l'aval, encore nombreux, s'inscrivent pour la plupart d'entre eux dans un mouvement de désancrage et d'industrialisation de la filière laitière, à l'instar des organismes de développement, des organisations professionnelles et des syndicats. Dans ce contexte généralisable à la France, laiteries et coopératives locales (mais aussi régionales en périphérie du Livradois-Forez) se développent et la concurrence entre ces structures est vive. Par ailleurs, avec la concentration importante et l'agrandissement de la taille des structures d'exploitation, la coopération laitière se réorganise.

Durant la décennie 1980 cependant, la législation aux échelles européenne et nationale semble plus influente. Le développement du bassin laitier est alors fortement marqué par les nouvelles orientations de la Pac (mise en place des quotas laitiers), par la politique de développement territoriale française, ou encore par les effets de la loi Montagne. À cela s'ajoute l'impact des mouvements syndicaux qui portent des modèles de production différents et divisent le territoire.

En 1990-2000, la Pac marque encore beaucoup la dynamique du bassin laitier. Les acteurs de l'aval ont également une influence forte en développant des stratégies commerciales fondées sur une différenciation des produits par la qualité et l'origine. Ainsi, après avoir porté la dynamique d'agrandissement et de technicisation dans les périodes précédentes, ces acteurs d'aval tirent vers la recherche de laits de qualité spécifique (lait biologique, produits « d'origine »). Par exemple, Sodiaal incite les éleveurs à se convertir au bio, et crée la Route du lait en 1999. De son côté, la SFL relance la fabrication de fourme et de bleu, et crée une filière bio pour vendre en Allemagne. Cette période est également marquée par l'arrêt de la prime à la collecte pour les zones de montagne qui va conduire à une évolution des relations au sein des filières, les opérateurs de l'aval cherchant à rationaliser et à optimiser la collecte de lait. Ainsi, plusieurs accords de collecte sont négociés entre entreprises (SFL et Sodiaal, 3A et Lactalis), de façon à limiter les coûts de collecte tout en maintenant les producteurs avec lesquels elles travaillent.

À partir des années 2000, les stratégies intégrant des objectifs de différenciation des produits, associées aux stratégies plus « industrielles », précédemment mises en place par les acteurs de l'aval, sont soutenues par les collectivités locales dans un contexte de renouveau du rural. Pendant cette période, plusieurs acteurs de la transformation connaissent des difficultés économiques et périlissent, conduisant à une évolution importante du paysage de la collecte sur le territoire. Elle est désormais principalement tenue par deux acteurs majeurs du bassin laitier : la coopérative Sodiaal Union et, dans une moindre mesure, la Société fromagère du Livradois.

Cette étude souligne l'importance du rôle et de l'influence des acteurs de la première transformation sur l'évolution du bassin laitier. Cette analyse pourrait être approfondie en prenant plus largement en compte les évolutions des modes de distribution des produits et leur potentiel impact sur les structures de production agricole. Le cas de la SFL et de la mise en place de la filière engagement qualité Carrefour permet en effet de saisir l'influence que ces acteurs peuvent avoir sur les dynamiques des bassins laitiers, en orientant notamment les stratégies des laiteries (Baritoux & Houdart 2015). Aujourd'hui, plusieurs modes de distribution coexistent sur le territoire, la grande distribution et les circuits courts. Comment vont-ils évoluer et impacter les structures de production agricoles et le territoire ? Pour mieux anticiper le devenir des bassins laitiers, il nous paraît important de mieux comprendre le rôle de ces acteurs de l'aval, au-delà de ceux de la première transformation.

Références

- Banville E. (de), 2006. *Les fourmes de Montbrison et d'Ambert : des jasseries aux familles et aux groupes*, Publications de l'Université de Saint Étienne, 27 p.
- Baritoux V., Houdart M., 2015. « Relations fournisseurs-grande distribution dans les filières agroalimentaires. Une analyse de la trajectoire d'une démarche "filiale qualité" », *Économie Rurale* 346 :15-30.
- Barthélemy D., 1999. « Les quotas laitiers : La gestion administrée française : en faveur de l'exploitation moyenne ». In D. Barthélemy et J. David (éds), *L'agriculture européenne et les droits à produire*, Paris, Inra éditions, p. 56-80.
- Barthélemy D., Boinon J.-P., Wavresky P., 1999. « Les quotas laitiers : L'impact des gestions nationales sur les exploitations laitières ». In D. Barthélemy & J. David (éds), *L'agriculture européenne et les droits à produire*, Paris, Inra éditions, p. 113-139.
- Beylier R.P., Messeghem K., Fort F., 2011. « Les distributeurs à la conquête de la légitimité territoriale : le cas de Carrefour », *Management & Avenir* 44(4) :235-255.
- Bowen S., 2010. "Embedding Local Places in Global Spaces :Geographical Indications as a Territorial Development Strategy", *Rural Sociol.* 75:209-243.
- Burch D., Lawrence G. (eds.), 2007. "Supermarkets in agri-food supply chains: transformations in the production and consumption of foods", Edward Elgar Publishing, *Int. J. of Soc. of Agr. & Food* 17(2):140-161.
- Chatellier V., Delattre F., 2004. « Les soutiens directs et le découplage dans les exploitations agricoles de montagne », Actes du colloque de la Sfer : *Les systèmes de production agricoles : évolutions, performances, évaluation*, Lille, 18-19 novembre, 17 p.
- Delfosse C., 2007. *La France fromagère (1850-1990)*, Paris, La Boutique de l'Histoire, Mondes ruraux contemporains, 270 p.
- Fontguyon G. (de), Giraud-Héraud E., Rouached L., Soler L.G., 2003. « Qualité des produits alimentaires et marques de filières », *Sociologie du Travail* 45(1) :77-94.
- Filippi M., Frey O., Torre A., 2008. « Les stratégies d'ancrage territorial des groupes coopératifs agricoles français, mesures de la diversité », *Deuxièmes journées de recherche en sciences sociales Inra Sfer Cirad*.
- Fleury P., Lamarque P., 2008. « Interactions entre filières de mise en marché et insertion territoriale de l'agriculture ». In : *Colloque ASRD Livradois-Forez, Rimouski, 25-27 août 2008*, 15 p.

- Frayssignes J., 2001. « L'ancrage territorial d'une filière fromagère d'AOC. L'exemple du système Roquefort », *Économie rurale* 264-265 :89-103.
- Mamdy J.F., Roussel V., 2001. « Nouveaux arrivants et territoires ruraux fragiles : quelques exemples dans le Massif central », *Espace, populations, sociétés* 1-2 :109-122.
- Mazataud P., 1987. *Géopolitique d'une région : l'Auvergne. Allier, Puy-de-Dôme, Cantal, Haute-Loire*, Nonette, éd. Créer, 244 p.
- Poitrinal et Tosi, 2011. *Situation de la filière laitière du Massif Central. Perspectives d'avenir*, Rapport du Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux, CGAAER n° 11051, 12 sept. 2011, 65 p.
- Polge M. 2003. « Petite entreprise et stratégie de terroir », *Revue française de gestion* 3 :181-193.
- Saives A.L., 2002. *Territoire et compétitivité de l'entreprise*, L'Harmattan, Paris, 494 p.
- Sceau R., 1972. « La coopération agricole dans la région Rhône-Alpes », *Revue de géographie de Lyon* 47(3) :259-296.
- Sonnino R., 2007. "Embeddedness in action :Saffron and the making of the local in southern Tuscany", *Agriculture and Human Values* 24:61-74.
- Tekelioglu Y., Ilbert H., Tozanli S. (éds.), 2009. *Les produits du terroir, les indications géographiques et le développement durable des pays méditerranéens*, Ciheam, Options Méditerranéennes 89, 381 p.
- Tonneau J.P., Sabourin E. (éds.), 2007. *Agricultura familiar : interação entre políticas públicas e dinâmicas locais : ensinamentos à partir de casos*, Porto Alegre, UFRGS, 321 p.
- Torre A., Galliano D., Rama R., 2013. « Localisation et ancrage territorial des firmes agroalimentaires. Introduction au dossier thématique », *Économies et Sociétés* 35 : 1997-2008.
- Vercherand J., 1994. *Un siècle de syndicalisme agricole : La vie locale et nationale vue à travers le cas du département de la Loire*, Publications de l'Université de Saint-Étienne, 443 p.
- Vial B., 2007. *Le rôle de la coopération agricole dans la structuration des filières et des territoires après les lois de 1991 et 1992*, Rapport d'évaluation, min. Agric. Pêche / DGPEI, 47 p.
- Zimmerman J.-B., 2005. « Entreprises et territoires : entre nomadisme et ancrage territorial », *La revue de l'Ires* 1 :21-36.



Votre avis nous intéresse

Pour citer ce chapitre

Houdart M., Baritoux V., Cournut S., 2015. « Bassin laitier du Livradois-Forez (France). Vers un réancrage de la production laitière dans le territoire », In Napoléone M., Corniaux C., Leclerc B. (coords), *Voies lactées. Dynamique des bassins laitiers entre globalisation et territorialisation*, Inra-Sad – Cardère :89-110. DOI: 10.15454/1.447774601245738E12

Affiliations des auteurs

Marie HOUDART, Irstea, UMR1273 Métafort, F-63178Aubière, France

Virginie BARITOUX, VetagroSup, UMR1273 Métafort, F-63370 Lempdes, France

Sylvie COURNUOT, VetagroSup, UMR1273 Métafort, F-63370 Lempdes, France

Ce travail a été conduit dans le cadre du projet de recherches Mouve financé par l'Agence nationale de la recherche (projet ANR-2010-STRA-005-01).



ANNEXE 1 : SYNTHÈSE DE LA TRAJECTOIRE DU BASSIN LAITIER DU LIVRADOIS-FOREZ

	Avant 1960	1960-1980	1980-1990	1990-2000	Depuis 2000
Territoires	<ul style="list-style-type: none"> • Distribution homogène de l'élevage sur le territoire • Pluriactivité courante 	<ul style="list-style-type: none"> • Exode rural, déprise agricole • Boisement par abandon des zones les plus difficiles (altitude) • Émergence d'une identité territoriale (association, création des AOC) 	<ul style="list-style-type: none"> • Création du PNRLF • Mesures pour limiter le boisement • Syndicalisme et mouvement coopératif très actifs • Réorganisation spatiale des exploitations : nord allaitant, sud laitier, milieu mixte 	<ul style="list-style-type: none"> • Ralentissement du boisement • Début de la périurbanisation • Développement des cultures en plaine • Concentration des élevages en zones de plaine et sur les versants du Livradois • Création de la route du lait 	<ul style="list-style-type: none"> • Stabilisation du nombre d'exploitations professionnelles et de la SAU • Poursuite de la spécialisation • Culture de maïs encore plus haut • Mise en place du réseau foncier installation
Filières	<ul style="list-style-type: none"> • Développement de petites laiteries locales 	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place de la collecte de lait sur tout le territoire • Développement des laiteries et coopératives locales mais aussi régionales en périphérie du Livradois-Forez. • Concentration et agrandissement des structures de collecte 	<ul style="list-style-type: none"> • Concurrence entre laiteries 	<ul style="list-style-type: none"> • Agrandissement et concentration des entreprises • Accords de collectes • Mise en place de la fabrication de fourme et bleu à la SFL, et création de filière bio • Encouragement des conversions en bio par Sodial 	<ul style="list-style-type: none"> • Restructuration laitière importante • Mise en place des cahiers des charges • Arrêt de la filière bio SFL • Création de la laiterie de la Tourrette • Partenariat SFL-Carrefour pour FEQC « lait tout foin »
Systèmes d'élevage	<ul style="list-style-type: none"> • Petites exploitations diversifiées avec veaux gras, transformation fromagère et valorisation sur les marchés locaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Début de la spécialisation laitière, abandon de la production fermière de la fourme et des veaux • Modernisation progressive • Développement de l'ensilage d'herbe, puis de maïs 	<ul style="list-style-type: none"> • Cessations laitières, conversions en allaitants, développement d'ateliers complémentaires viande ou hors-sol • Poursuite de la modernisation • Culture du maïs étendue en altitude • Développement de la prim'Hosltein 	<ul style="list-style-type: none"> • Poursuite du processus de concentration : agrandissement et baisse nombre d'exploitations • Première vague de conversion au bio • Des passages d'élevages laitiers en allaitants • Développement de l'enrubannage 	<ul style="list-style-type: none"> • Nouvelles conversions en viande • Agrandissement et intensification des systèmes • Quelques initiatives de transformation et/ou vente directe • Développement des formes sociétaires
Autres	<ul style="list-style-type: none"> • Aide au boisement • Décret sur lait pasteurisé 	<ul style="list-style-type: none"> • Loi d'orientation agricole 60-62 PAC • Plan laitier et amélioration du matériel 	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place des quotas laitiers 	<ul style="list-style-type: none"> • Pac agenda 2000 • Prime à l'herbe • Arrêt de la prime d'aide à la collecte 	<ul style="list-style-type: none"> • Crise du lait • Augmentation des quotas • Loi imposant la contractualisation

ANNEXE 2 : LES ENTREPRISES COLLECTANT AUPRÈS DES PRODUCTEURS DU LIVRADOIS-FOREZ ET LEURS CARACTÉRISTIQUES CONNUES

Entreprises collectant auprès des producteurs		Quantité totale annuelle de lait collecté (MI)	Quantité annuelle de lait collecté sur le PNR (MI)	Nombre d'exploitations agricoles concernées	Type de valorisation du lait
La Tourette	Laiterie artisanale	0,24	0,24	3	Lait AB, transformation sur place (yaourts...)
Société fromagère du Livradois (SFL)	Entreprise de collecte et de transformation	40	40	190	330t de fourme d'Ambert (10% du volume de lait) ; autres fromages
Laiterie de la vallée de la Dore, Garmy	Entreprise de collecte et de transformation	7	-	-	Fourme d'Ambert, fourme de Montbrison, beurre, crème...
Laiterie Orlac	Société spécialisée dans la collecte	470	-	sur 2 900 producteurs au total	Collecte et vente (à l'usine Candia)
Laiterie artisanale de Ris	Entreprise de collecte et de transformation	-	-	-	Plusieurs pâtes molles et pressées non cuites et produits au lait de brebis
Biolait	Entreprise de collecte et de commercialisation	-	-	-	Lait AB
Société fromagère de Saint Bonnet	-	-	-	-	-
Compagnie des fromages Riches Monts	Lait collecté par une filiale (coopérative laitière d'Auvergne)	-	-	-	Fromages
Compagnie fromagère de la vallée de l'Ance	-	-	-	-	-
Laiterie de la Montagne Dischamps	Lait collecté par une filiale (société des Monts d'Auvergne)	-	-	-	-



Bassin laitier des « Quatre Montagnes » (France)

Influences extérieures, réaction des acteurs locaux et réinvention de la tradition

Résumé

Dans un contexte de mutations accélérées de la filière laitière et plus largement d'une agriculture soumise chaque jour davantage à l'éco-nomie de marché, le devenir de la production laitière en zones de montagne, pénalisées par leur relief et leur climat dans la compétition agricole mondiale, est en question. À partir de l'étude d'un bassin lai-tier situé dans le Vercors (Alpes du Nord françaises), nous analysons les évolutions passées pour questionner l'avenir.

En nous appuyant sur des entretiens et sur des sources bibliogra-phi-ques et statistiques, nous avons reconstitué la chronique histo-rique du bassin laitier, et plus précisément les évolutions des exploitations laitières, des opérateurs de l'aval et leurs interrelations. Nous mettons en évidence le poids des influences extérieures dans l'évolution historique de ce bassin laitier et la façon dont les acteurs locaux ont réinventé la tradition.

Mots-clés : élevage bovin, facteurs d'évolution, appellation d'origine, coopérative, Alpes.

The « Quatre Montagnes » dairy area (France)

External influences, local stakeholders' reaction and reinvention of tradition

Abstract

While the dairy sector is changing quickly and agriculture becomes more and more subject to a market economy, the future of milk production in mountain areas, penalized by their reliefs and climate in the global competition, is at stake. From the study of a dairy area located in the Vercors (French Northern Alps), we analyzed the past evolutions to question the future.

Basing on interviews, bibliographic sources and statistical data, we reconstituted the historical chronicle of the dairy area, and more precisely the evolutions of dairy farms, of processing units and their interactions. We highlighted the weight of external influences on the historical evolution of the dairy area, and how the local stakeholders reinvented tradition.

Key-words : dairy cattle, factors of evolution, designation of origin, cooperative, Alps.

Bassin laitier des « Quatre Montagnes » (France)

Influences extérieures, réaction des acteurs locaux et réinvention de la tradition

Sophie MADELRIEUX *, Françoise ALAVOINE-MORNAS

À

L'HEURE DE LA DÉRÉGULATION de la politique agricole commune, des territoires sont inquiets quant au devenir de leur production laitière, notamment en zone de montagne. En effet, les quotas laitiers, outil de régulation de l'offre à l'échelle européenne depuis 1984, vont être supprimés en 2015, ce qui va entraîner une mise en concurrence généralisée des producteurs laitiers européens (Dervillé et al. 2012) et des structures d'aval. L'effet attendu est une baisse du prix du lait et un accroissement de sa volatilité, ce qui interroge le devenir des exploitations laitières ayant des coûts de production élevés (Huguies 2013) : c'est le cas des structures de montagne, notamment dans les zones hors signes de qualité valorisant bien le lait. Les opérateurs d'aval vont également être impactés par la remise en cause de leur position concurrentielle dans un marché du lait mondialisé. Quels rôles peuvent-ils alors jouer sur le maintien des élevages laitiers dans les zones de montagne ? Ces mutations questionnent les interrelations entre les transformations des systèmes de production et celles des opérateurs de l'aval. Or peu de travaux s'attachent à décrypter ces interrelations au



* Auteur de correspondance : sophie.madelrieux@irstea.fr

Résumé

Dans un contexte de mutations accélérées de la filière laitière et plus largement d'une agriculture soumise chaque jour davantage à l'économie de marché, le devenir de la production laitière en zones de montagne, pénalisées par leur relief et leur climat dans la compétition agricole mondiale, est en question. À partir de l'étude d'un bassin laitier situé dans le Vercors (Alpes du Nord françaises), nous analysons les évolutions passées pour questionner l'avenir.

En nous appuyant sur des entretiens et sur des sources bibliographiques et statistiques, nous avons reconstitué la chronique historique du bassin laitier, et plus précisément les évolutions des exploitations laitières, des opérateurs de l'aval et leurs interrelations. Nous mettons en évidence le poids des influences extérieures dans l'évolution historique de ce bassin laitier et la façon dont les acteurs locaux ont réinventé la tradition.

Mots-clés : élevage bovin, facteurs d'évolution, appellation d'origine, coopérative, Alpes.



Figure 1. Situation des Quatre Montagnes en France

sein de territoires, ainsi que leurs évolutions (cf. introduction générale). Notre objectif est de caractériser le processus d'évolution d'un bassin laitier de montagne, celui des Quatre Montagnes dans le Vercors (fig. 1). Nous décryptons les évolutions des exploitations laitières et des opérateurs d'aval et celles de leurs interrelations, ainsi que les coordinations entre opérateurs. En remontant à l'implantation de la première laiterie, au milieu du XIX^e siècle, jusqu'à aujourd'hui, nous dégagons les modèles successifs qui ont influé sur les évolutions de ce bassin laitier et leur origine (interne ou externe ; montagnarde ou pas) et comment s'est réinventée la tradition.

LE BASSIN LAITIÈRE DES QUATRE MONTAGNES : UN BASSIN DE MOYENNE MONTAGNE

Un bassin laitier dans le parc naturel régional du Vercors

Le bassin laitier des Quatre Montagnes est situé dans le massif du Vercors, dans les Alpes du Nord françaises. Il correspond au canton de Villard-de-Lans, zone de moyenne montagne humide. Il se caractérise par une zone prairiale entre un plateau central marécageux et des pentes plus séchantes. Il représente 25 500 ha dont 4 220 ha de SAU. Ce bassin laitier est inclus dans le parc naturel régional (PNR) du Vercors (fig. 2 et 3),

Méthode

Notre analyse s'appuie sur :

- un cadre d'analyse, permettant d'étudier les coévolutions des systèmes d'élevage et de l'aval des filières d'un territoire, basé sur trois dimensions (Nozières et al. 2014) : i) les systèmes d'élevage et les modes de coordination horizontaux entre producteurs (actions collectives) ; ii) les opérateurs de l'aval et les modes de coordination entre eux (accords de collecte, de vente, de distribution) ; iii) les éléments d'interaction entre producteurs et opérateurs de l'aval, vus à travers les couples produits-acheteurs et les modes de coordination verticaux. Ces trois dimensions permettent de rendre compte des évolutions et du fonctionnement du bassin laitier, en tant que système constitué par les élevages laitiers et les opérateurs d'aval, ainsi que par leurs interrelations ;
- un travail bibliographique et des entretiens auprès de personnes-ressources, visant à : i) reconstituer la chronique historique du bassin laitier depuis 1850 (apparition de la première laiterie) à aujourd'hui (entretiens semi-directifs auprès de deux historiens connaissant bien la zone d'étude et « d'anciens » qui ont été agriculteurs) ; ii) resituer les laiteries actuelles, leurs stratégies, leur mode de fonctionnement, leurs coordinations, par rapport à leur histoire et à celle du bassin laitier, mais aussi par rapport aux stratégies des groupes auxquelles elles appartiennent, dans le cas de laiteries d'envergure nationale et internationale (27 entretiens semi-directifs auprès d'éleveurs laitiers et 4 avec des responsables et techniciens des laiteries) ; iii) resituer ces évolutions par rapport au contexte socio-économique d'ensemble. Ces données qualitatives ont été consolidées par les données des recensements généraux de l'agriculture (de l'enquête décennale de 1892 au recensement national de 2010) et la confrontation aux sources bibliographiques et archives concernant la zone d'étude ;
- l'approche et la démarche proposée dans le cadre de l'action transversale « bassin lait » du projet Mouve (approche diachronique et élaboration d'une chronique historique du bassin laitier, avec un découpage en séquences, analyse et caractérisation de la trajectoire d'évolution, cf. chapitre méthodologie).



Figure 2. Localisation du bassin laitier des Quatre Montagnes.

Dans les Alpes du Nord, les Quatre Montagnes correspondent au canton de Villard-de-Lans, sur le plateau du Vercors (côté Isère) à 1 000 m d'altitude environ et à proximité du bassin de vie grenoblois.

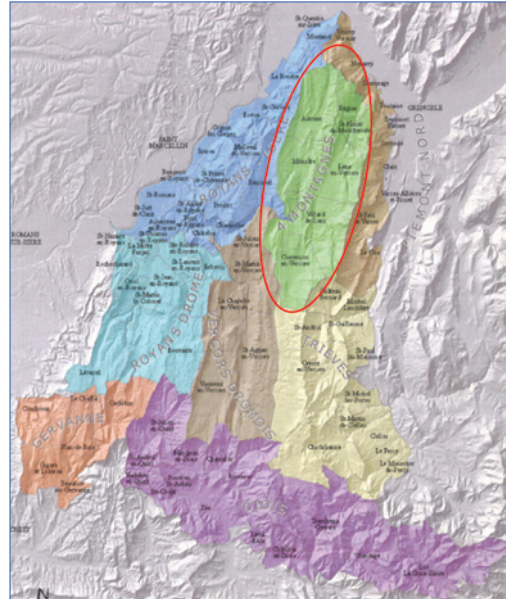


Figure 3. Situation des Quatre Montagnes dans le PNR du Vercors et à proximité du bassin grenoblois.

Les différentes couleurs correspondent aux différents secteurs du Parc.



Figure 4. Paysage des Quatre Montagnes (Val d'Autrans) (ph. Grégory Loucougaray).

qui a été créé en 1970, ainsi que l'Apap (Association pour la promotion des agriculteurs du parc du Vercors). Celle-ci s'est constituée au moment de la mise en place du Parc et s'est rapidement positionnée comme l'interlocuteur privilégié sur les questions agricoles dans le PNR du Vercors. Le PNR et l'Apap jouent un rôle important dans les évolutions du territoire des Quatre Montagnes, et notamment de l'agriculture, via les actions menées et les financements.

Les actions de l'Apap sont conduites selon trois axes : agriculture et environnement (mesures agrienvironnementales, opération coordonnée de mise aux normes des bâtiments d'élevage, gestion des effluents, économie d'énergies et bioénergies en agriculture...); valorisation des produits et du patrimoine (réseau Fermes du Vercors, marque Parc, fermades¹...); main-d'œuvre sur les exploitations agricoles (groupement d'employeurs, service de remplacement). Les missions du Parc sont plus larges et englobent la protection et la gestion du patrimoine naturel et culturel, l'aménagement du territoire, le développement économique et social, l'accueil, l'éducation et l'information du public, l'expérimentation et la recherche.

La promotion de l'agriculture s'opère à l'aide d'un certain nombre de manifestations notamment à travers la fête du Bleu depuis 2001, qui rassemblent les différents acteurs du développement agricole.

¹ Repas fermier suivi d'un spectacle à la ferme.

Un bassin laitier avec des appellations fromagères

Le bassin laitier des Quatre Montagnes est complètement intégré dans la zone de l'AOP Bleu du Vercors-Sassenage¹, elle-même intégralement incluse dans le PNR du Vercors, mais l'aire de l'AOP est plus large que le seul canton des Quatre Montagnes. Une partie du bassin laitier est incluse dans la zone de l'IGP St Marcellin.

En termes de production fromagère, c'est donc essentiellement l'AOP Bleu du Vercors-Sassenage qui fait la spécificité de ce bassin laitier. Ce fromage est produit en laiterie uniquement par une coopérative locale, Vercors Lait, et par des producteurs fermiers (0,5 million de litres en transformation fermière). L'AOP et les autres fromages produits localement sont vendus principalement en local (magasin de la coopérative et magasins à proximité de Grenoble).

Deux coopératives et des producteurs fermiers

À l'heure actuelle, deux opérateurs sont présents sur la zone des Quatre Montagnes, sous forme coopérative : Vercors Lait situé sur la zone et Sodiaal situé hors de la zone. Sodiaal regroupe six exploitations sur les Quatre Montagnes (dont une qui transforme aussi en partie son lait, une qui livre aussi à Vercors Lait, et cinq sur six qui sont en AB). Vercors Lait est approvisionné par une trentaine d'exploitations agricoles sur les Quatre Montagnes (dont un quart qui transforme aussi en partie, et un quart en AB). Il y a également quelques exploitations uniquement en transformation et vente directe.



Figure 5. Magasin de vente de la coopérative Vercors Lait (ph. Vercors Lait).

Figure 6. Magasin de vente d'un Gaec des Quatre Montagnes en production fermière et livraison de lait à Sodiaal (ph. Sophie Madelrieux).

¹ Le fromage Bleu du Vercors-Sassenage fait l'objet d'une AOC obtenue en 1998 et d'une AOP reconnue au niveau européen depuis 2001.

Pour Vercors Lait, le volume de lait collecté n'a cessé de diminuer depuis 2003-2004, passant de 7,2 à 4 millions de litres de lait collectés en 2012-2013. À l'inverse, le litrage transformé augmente avec le développement de la vente des fromages et la diversification de la gamme des produits : de 2,5 millions de litres (40 % du lait collecté) il passe à 3,4 millions de litres (63 %). Le tonnage de Bleu vendu est également en augmentation : de 1,6 tonne en 2008-2009, il passe à 2,3 tonnes en 2012-2013. La collecte de lait AB représente 1,1 million de litres.

Le reste du lait est vendu principalement à Sodiaal (le plus gros acheteur) mais également à quelques autres acheteurs. En effet, il existe des accords de vente mais aussi de collecte entre les deux opérateurs : la coopérative Vercors Lait vend une partie du lait qu'elle ne transforme pas à Sodiaal depuis 2008, et suite à un projet commun sur l'AB, le lait de Sodiaal est collecté par Vercors Lait depuis 2011 (les éleveurs de Sodiaal sont de ce fait soumis au cahier des charges de l'AOP Bleu). L'objectif de Vercors Lait est de transformer tout son lait et de faire face à la baisse du litrage sur le plateau du Vercors. Le directeur commercial, recruté depuis 2008, tente ainsi de développer différents marchés afin d'amé-

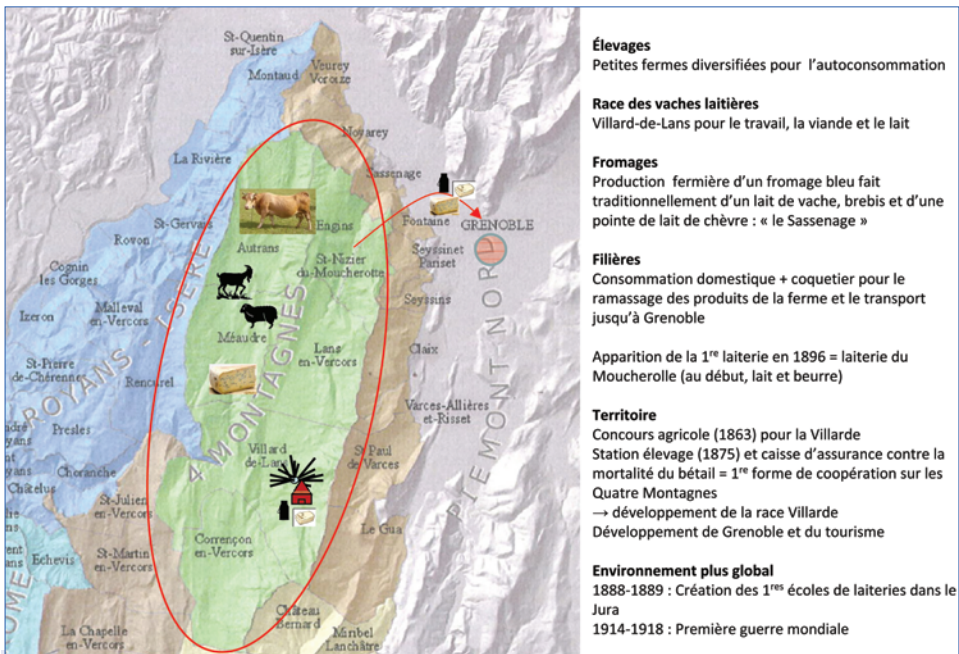


Figure 7. Représentation schématique du bassin laitier des Quatre Montagnes entre 1850 et 1920.

SYNTHÈSE *Émergence d'une économie laitière au sein d'une petite agriculture*

Au pays des Quatre Montagnes, petit et gros bétail sont orientés vers la production domestique et les surplus sont conservés par la production d'un fromage bleu fait traditionnellement d'un lait de vache, brebis et d'une pointe de lait de chèvre, production associée à un nom : « le Sassenage », et vendu via les coquetiers. L'arrivée de la première laiterie privée, nouvel agent économique, va transformer l'économie laitière des Quatre Montagnes.

liorer la valorisation du lait et de réduire la dépendance à un petit nombre de clients. Le lait récupéré par Sodiaal chaque semaine part à Vienne pour le lait conventionnel (commercialisation en lait UHT Candia ou en yaourts Yoplait), et à Saint-Étienne pour ce qui concerne le lait AB (pour une commercialisation de lait de consommation en bouteille).

LA DYNAMIQUE DU BASSIN LAITIÈRE DES QUATRE MONTAGNES

Les grandes séquences dans l'évolution du bassin

Pour chaque séquence, nous présentons : i) les principales caractéristiques des élevages, des opérateurs de l'aval et du territoire ; ii) une représentation spatiale schématique (fig. 7 à 12), accompagnée d'une synthèse soulignant les facteurs qui ont été moteurs dans l'évolution et la transition avec la séquence précédente ¹.

SÉQUENCE 1 : 1850-1920. ÉMERGENCE D'UNE ÉCONOMIE LAITIÈRE AU SEIN D'UNE PETITE AGRICULTURE DIVERSIFIÉE ² (FIG. 7)

Les fermes sont nombreuses et diversifiées pour l'autoconsommation. Elles sont majoritaires dans l'espace rural. On observe les prémices d'une professionnalisation de l'agriculture avec la mise en place d'un développement agricole et d'une filière lait autour de la race Villard-de-Lans (appelée aussi Villarde) qui sert pour le travail, la viande et le lait. Les produits sont issus d'une fabrication fermière, beurre et bleu fabriqués à partir d'un mélange de laits de Villardes, brebis et chèvres. Des coquetiers passent dans les fermes pour acheter les surplus et les revendre sur Grenoble. Les lieux de production et de transformation sont les mêmes. À cette période apparaît la première laiterie privée, la laiterie du Moucherolle qui, au départ, ne vend que du lait et du beurre.

SÉQUENCE 2 : 1920-1960. STRUCTURATION LOCALE D'UNE ÉCONOMIE LAITIÈRE ET PRÉMICES D'UNE SPÉCIALISATION LAITIÈRE DU TERRITOIRE ² (FIG. 9)

Le modèle des fruitières savoyardes diffuse dans le Vercors et le territoire se partage. Une à deux voire trois laiteries s'installent dans chaque village (laiteries privées ou fruitières coo-

¹ Pour plus de précisions, voir annexes 1 et 2.

² Tiré des publications suivantes : Palisse & Gaillard 2000, Pelissier 1912, Franjas-Claret 1976, Fouvez 2008, Hanus et al. 2000, Della Vedova 2011.

³ Tiré de Hanus et al. 2000, Ravix 2000, Martin-Noël 1962, Delfosse 2007, Brunier 2012, Della Vedova 2011.



Figure 8. Une vache de race Villarde (ph. Grégory Loucougaray).

pératives) avec chacune une aire de collecte restreinte. Elles sont en concurrence entre elles, ce qui les oblige à « innover ». Elles développent ainsi des magasins de vente dissociés géographiquement de la laiterie, diversifient la gamme de leurs produits, mettent en place des marques (le Col Vert

pour du bleu par exemple), recherchent des débouchés hors des Quatre Montagnes... L'aire d'influence de la laiterie du Moucherolle, première en place, se réduit considérablement.

Le lait tend à prendre de plus en plus d'importance dans les revenus de la ferme. Les prairies se substituent aux cultures. L'essentiel de la production laitière va soit à la coopérative soit à la laiterie privée du village. Leur diffusion, d'après Delfosse (2007), entraîne la disparition des fromages antérieurement produits notamment à partir de lait de brebis et chèvre.

Entre les deux guerres, on compte sept laiteries dans les cinq communes du canton de Villard-de-Lans ¹ où sont transformés près de 3 millions de litres de lait par an. Les fruitières nouvellement créées dans les Quatre Montagnes se dotent d'une organisation stricte qui prévoit notamment que les producteurs doivent livrer tout leur lait à la coopérative, à l'exception de celui consommé dans le cadre familial. Du fait de l'augmentation des quantités de lait produites dans les exploitations, on assiste à l'instauration par certains opérateurs d'une collecte deux fois par jour en été. En raison de la concurrence entre laiteries qui cherchent à conserver leurs fournisseurs, les éleveurs font jouer les différences de prix. Les coopératives instaurent aussi des contrats de livraison (contrat d'exclusivité).

Le fromage n'est plus seulement un produit domestique. Il constitue un moyen de rentabiliser une production laitière, qui croît dans les exploitations qui se spécialisent. Cette période connaît les premières initiatives de fabrication en laiterie d'un fromage bleu traditionnel, comme à la laiterie du Moucherolle à partir de 1924, ainsi que la création de la marque « le Col Vert » pour un fromage bleu à la fruitière de Villard-de-Lans. Mais le type « fruitière à gruyère » domine.

Les laiteries ont un effet sur l'économie locale, entraînant la modernisation des campagnes. Par ailleurs, la production profite du développement des voies de communication et du tourisme. L'élevage est stimulé et sa valeur augmente.

¹ À l'époque, ne comprend pas Engins ni St-Nizier du Moucherotte.

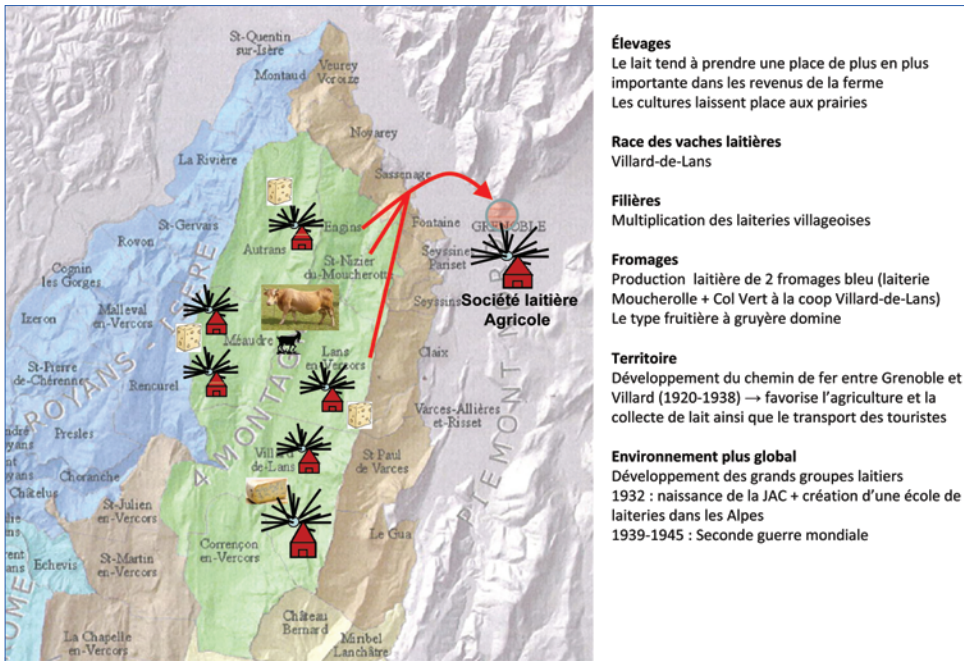


Figure 9. Représentation schématique du bassin laitier des Quatre Montagnes entre 1920 et 1960.

SYNTHÈSE Structuration locale d'une économie laitière et prémices d'une spécialisation laitière du territoire

Une dissociation des lieux de production, de transformation, et de consommation, du fait de la multiplication des laiteries villageoises. Les fermes se mettent à livrer le lait plutôt que le transformer, ce qui donne naissance à de nouveaux modes d'organisation :

- la collecte du lait est repensée pour résoudre les problèmes liés au transport du lait (produit salté avec la chaleur) ;
- les rapports entre producteurs et transformateurs sont refondés pour gérer la régularité de l'approvisionnement, la quantité de lait produite, la rémunération, la délimitation des aires de collecte, les contrats...
- les gammes de fabrication sont étendues avec l'arrivée de nouveaux fromages comme le gruyère.

Les élevages s'orientent alors vers la production laitière en accordant plus de place à l'herbe (au détriment des céréales pour l'alimentation humaine). La fruitière permet de valoriser le lait ; elle permet en outre aux agricultrices de se débarrasser du difficile et aléatoire travail de transformation du lait en fromages.

Pour conclure sur cette période, nous laissons la parole à Aimé Ravix, éleveur qui occupa différentes responsabilités locales : « On pourrait qualifier de révolution dans les esprits et dans la pratique, le moment où les agriculteurs entreprirent de changer d'orientation la transformation de leur lait en construisant les coopératives laitières, à partir du modèle haut-savoyard dans les années 1920. Avec l'installation d'un matériel nouveau dans le secteur pour fabriquer un emmental et l'affermage à un fromager gestionnaire, les techniques de fabrication traditionnelle du fromage ont été bouleversées » (Ravix 2000).

SÉQUENCE 3 : 1960-1980. FORTE RESTRUCTURATION DE L'ÉCONOMIE LAITIÈRE ¹ (FIG. 10)

Cette période est marquée par la diminution du nombre d'opérateurs (laiteries comme exploitations agricoles) et l'agrandissement/motorisation de ceux restant. On assiste à une spécialisation laitière du territoire des Quatre Montagnes qui passe par la spécialisation des exploitations sur le lait et par la prépondérance des exploitations laitières sur les autres (élevages allaitants).

Le gruyère dans les coopératives villageoises domine. À cette période, il n'y a plus de fabrication de bleu à la ferme et seules quelques laiteries villageoises produisent du Bleu de Sassenage, dont Vercors Lait.

Dans les exploitations agricoles, la révolution qui s'opère à cette période est là encore venue d'ailleurs. Les évolutions techniques apparues après la seconde guerre mondiale, prennent toute leur mesure à partir des années 1960 et des lois sur l'élevage de 1966 qui octroient des subventions pour le logement des animaux, des équipements annexes... L'intensification de la production passe par la mécanisation, entraînant l'endettement et la spécialisation en lait, le changement de race, l'alimentation (recours à des tourteaux, concentrés, céréales, ensilage d'herbe), l'insémination, l'utilisation d'engrais chimiques, les équipements (tracteurs, séchage en grange, nouveaux bâtiments, traite mécanique...). La Villarde est détrônée par la Montbéliarde. D'autre part, le climatisme et les Jeux Olympiques de Grenoble en 1968 amènent une diversification touristique des exploitations agricoles avec notamment la mise en place de gîtes à la ferme.

L'augmentation de la production est rendue possible par l'amélioration des conditions de collecte : stockage du lait en tanks à la ferme, transport en camions-citernes et pasteurisation dans les centres de collecte. Cependant, les laiteries freinent l'équipement en froid des fermes, qui nécessiterait : i) de faire évoluer les techniques de fabrication : un lait d'ensilage refroidi se travaille différemment et rend difficile la fabrication au lait cru (remettant en question le procédé de fabrication du bleu et de l'emmental ; ii) le ramassage tous les deux jours avec de plus gros camions-citernes poserait des problèmes d'accès à certaines fermes en hiver ; iii) un investissement important car il faudrait que ce soit généralisé à l'ensemble des exploitations agricoles.

On assiste à la lente agonie des coopératives villageoises, dont les équipements deviennent vétustes, et peinent à s'adapter à l'affirmation d'une filière lait nationale. Celles-ci commencent à être dépassées techniquement, et subissent la concurrence des grands groupes laitiers (Dauphilait puis l'Orlac). À la fin des années 1960, la concurrence avec l'emmental de l'Ouest commence aussi à se faire sentir, par la baisse du prix du lait. Les

¹ Tiré de Fanjas-Claret 1976, Fouvez 2008, Chevallier 1986, Guillot & Mahey 2000, Palisse & Gaillard 2000, Fleury 1973, Hanus et al. 2000, Martin-Noël 1962, Dänzer-Kantof et al. 2012, Samson et al. 1979, Debanville 2004, Guillot 2000.

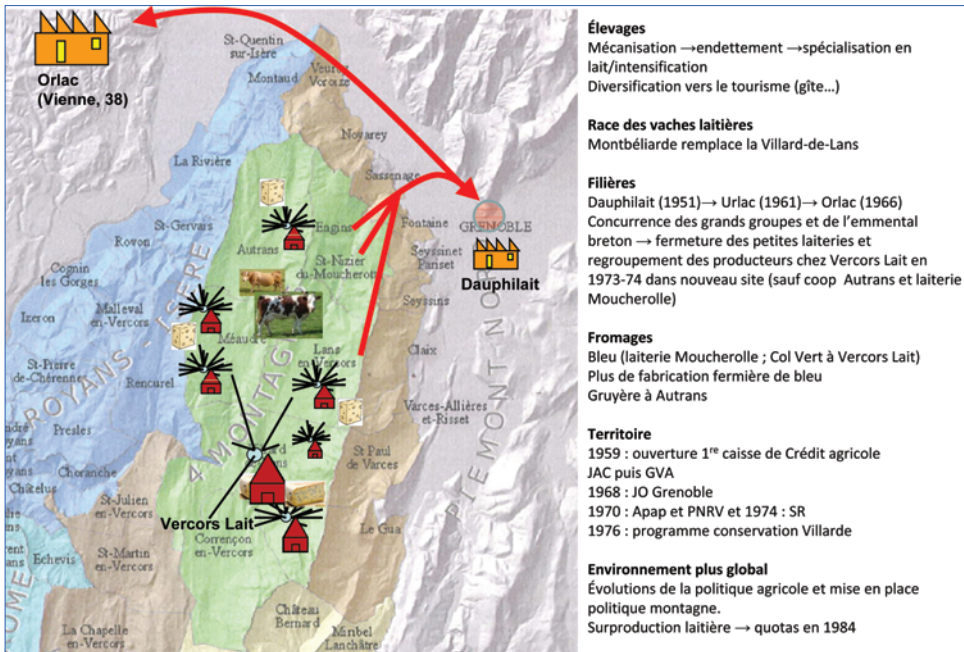


Figure 10. Représentation schématique du bassin laitier des Quatre Montagnes entre 1960 et 1980.

SYNTHÈSE Forte restructuration de l'économie laitière par la diminution du nombre d'opérateurs

La guerre est passée par là, et il s'agit de se reconstruire. Le mot d'ordre est à la production et à la modernisation, notamment pour la montagne en vue de rattraper son retard sur la plaine. Les politiques publiques et le développement agricole conduisent à une forte restructuration des exploitations et des opérateurs de la filière. Les exploitations adoptent le modèle productiviste (recours à la mécanisation, à des intrants, à des races productives non locales, à l'endettement...), les laiteries s'adaptent à l'augmentation de la production mais ont du mal à suivre les évolutions technologiques et subissent la concurrence nationale. Des regroupements s'opèrent pour essayer de tenir, des liens de dépendance se créent du fait de l'endettement, conduisant ainsi à une concentration des opérateurs (exploitations agricoles comme aval) et à l'intensification de la production, prémices de la surproduction à venir.

laiteries villageoises n'arrivent pas à suivre et ferment les unes après les autres. Les producteurs se rassemblent au sein de la coopérative Vercors Lait à Villard-de-Lans qui parvient encore à se maintenir, grossit et requiert un nouveau site de production.

Pour conclure sur cette période, nous reprenons ici les propos de Paul Guillot, éleveur qui a, lui aussi, occupé différentes responsabilités locales : « Après l'occupation tout a été différent. Il a fallu repartir sur de nouvelles idées tant matérielles que sociales. Ce n'était pas facile. Il fallait toujours s'occuper des vaches tout en pressant qu'une nouvelle époque commençait. Les jeunes devenus responsables de la ferme étaient bien décidés à faire bénéficier leur exploitation de tout le progrès technique de l'agriculture moderne et de la productivité que tout le monde réclamait en France à cette époque. »
« On demandait au paysan, modèle de prudence et défenseur de l'épargne, d'investir dans de coûteux équipements, de s'endetter et de vivre à crédit. »

SÉQUENCE 4 : 1980-2000. « DÉLOCALISATION » DE L'ÉCONOMIE LAITIÈRE ET ADOPTION DU « MODÈLE BRETON »¹ (FIG. 11)

Le mouvement de restructuration esquissé entre 1960 et 1980 s'achève, s'accompagnant de la disparition rapide des petites entreprises familiales ou coopératives communales. Deux groupes se partagent la production laitière des Quatre Montagnes : Orlac-Sodiaal et Besnier-Lactalis. En effet, Vercors Lait n'arrive plus à suivre le mouvement et a des soucis avec son nouveau bâtiment. Elle loue puis vend son outil de production à Fromalp, racheté ensuite par Besnier, qui devient Lactalis. Il reste encore deux petites laiteries villageoises : celles du Moucherolle et d'Autrans qui vont également fermer au cours de cette période. Le bleu est délaissé par Besnier au profit de fabrications industrielles. Sur les Quatre Montagnes, on note une quasi-disparition des fromages locaux au profit du développement des fromages ubiquistes.

Du côté des exploitations laitières, leur nombre est divisé par deux en seulement dix ans (entre les recensements agricoles de 1988 et 2000). Les exploitations qui restent continuent de s'agrandir, et les formes sociétaires apparaissent. L'intensification de l'élevage se poursuit, basée sur le recours à des intrants extérieurs, des races non locales, et une certaine déconnexion du territoire.

Le territoire se redessine autour de celui de grands groupes pour lesquels les Quatre Montagnes sont « anecdotiques ». La production laitière des Quatre Montagnes quitte, en grande partie, le territoire. Les laiteries Lactalis et Orlac font une première tentative de développement de la production de lait AB (1997-2001). Des éleveurs se lancent dans cette production mais finalement les laiteries vont mettre fin à l'initiative face au ralentissement du marché bio local et du développement rapide du lait bio sur le Pilat.

Encore une fois, laissons un éleveur (cité dans Lacôte & Canet 2008) conclure sur cette période : « Oui, parce que si les générations précédentes avaient résolu le premier problème de pouvoir fabriquer du fromage, l'arrivée de notre génération aux responsabilités syndicales et professionnelles a été quasi concomitante avec l'avènement de la grande distribution. »

SÉQUENCE 5 : DEPUIS LES ANNÉES 2000. RELOCALISATION PARTIELLE DE L'ÉCONOMIE LAITIÈRE² (FIG. 12)

Cette relocalisation s'opère via deux actions collectives émanant des producteurs : la création d'une AOC fromagère, le Bleu du Vercors-Sassenage, et la récupération par les exploitants de l'outil de production – la coopérative Vercors Lait. En effet, dès le début

¹ Tiré de Delfosse 2007, Dänzer-Kantof et al. 2012, Lacôte & Canet 2008.

² Tiré de Goron 2010, Doumas 2010, Fouvez 2008, Marin 2011, Poisson 2012, Poisson et al. 2012, Delfosse 2007, Blache 1931, DellaVedova et al. 2010, Debanville 2004.

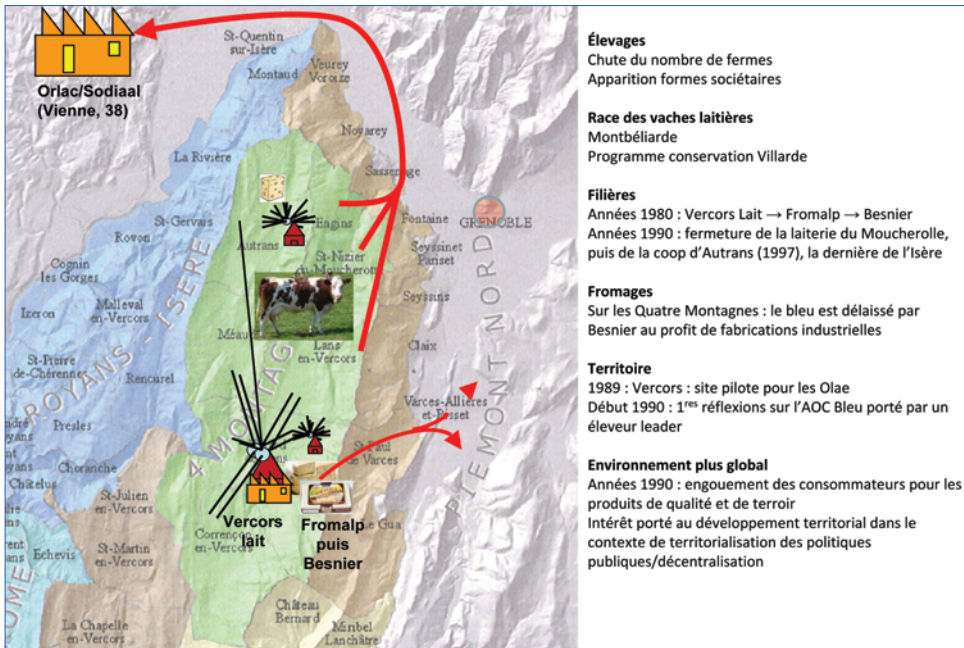


Figure 11. Représentation schématique du bassin laitier des Quatre Montagnes entre 1980 et 2000.

SYNTHÈSE « Délocalisation » de l'économie laitière et adoption du « modèle breton »

On observe une déconnexion progressive des élevages et de la filière du territoire avec l'affirmation d'une industrie fromagère au détriment des productions locales (préférences des consommateurs pour les fromages industriels, régularité de format et homogénéité de goût). La distance s'accroît entre producteurs et transformateurs : les laiteries villageoises disparaissent presque toutes ; seuls des grands groupes industriels (Besnier et Sodiaal) restent sur les Quatre Montagnes. La division des tâches s'accroît au sein de la filière et à chaque maillon. C'est le temps de la spécialisation, de l'intensification, et de l'uniformisation. La production quitte le territoire. La restructuration des fermes se poursuit et s'accroît avec la mise en place des quotas.

des années 1990, les premières réflexions sur le devenir de la production laitière des Quatre Montagnes surgissent, portées par un exploitant « leader ». L'idée d'une AOC Bleu apparaît. Les agriculteurs s'organisent alors et forment le Siver (syndicat de défense du Bleu du Vercors). Lactalis est partie prenante. Des recherches sur la recette du bleu fermier démarrent, soutenues par un programme régional (Pida, programme intégré de développement agricole), car la relance de la fabrication fermière de bleu est nécessaire à l'obtention de l'AOC. L'AOC Bleu du Vercors-Sassenage est reconnue officiellement en 1998 (elle deviendra AOP en 2001).

Mais Lactalis délaïsse cette production au profit de fabrications industrielles et ni les producteurs ni le territoire ne tirent bénéfice de l'AOC. Alors, toujours sous l'impulsion du même éleveur leader, les réflexions se poursuivent avec l'idée que les producteurs,

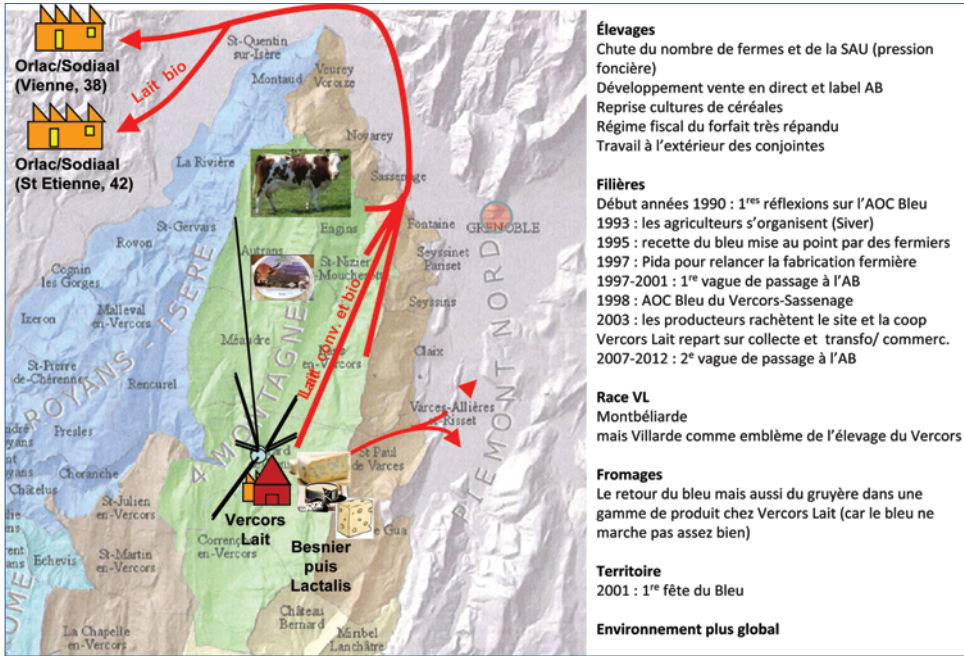


Figure 12. Représentation schématique du bassin laitier des Quatre Montagnes depuis 2000.

SYNTHÈSE *Relocalisation partielle de l'économie laitière.*
 Cette séquence récente de l'évolution du bassin laitier des Quatre Montagnes montre une réaction de producteurs au mouvement de globalisation et d'uniformisation¹ en marche. Ils reprennent en main la production et sa valorisation, alors que tout le lait quittait le territoire des Quatre Montagnes dans les années 1980-1990. Pour autant, le devenir de la production laitière dans les Quatre Montagnes reste fragile. Le nombre d'exploitations agricoles continue de baisser et leur taille de décroître, mais on note une reprise très légère des céréales au détriment de la surface toujours en herbe (STH), sans doute en lien avec l'augmentation du coût des intrants et les conversions à l'AB. L'enjeu actuel est d'enrayer cette baisse du nombre d'exploitations laitières et d'éviter la dépendance de la production vis-à-vis d'un petit nombre de grosses structures.

pour s'en sortir, doivent avoir leur propre outil de production. Lactalis se retire, en raison du manque de compétitivité de leur laiterie située dans les Quatre Montagnes (coûts de collecte du lait en montagne, et « importation » de lait de plaine pour faire tourner la laiterie), et du fait des velléités des producteurs de créer une fromagerie localement et un magasin de vente pour valoriser leur AOP. Les producteurs rachètent alors le site et la coopérative Vercors Lait reprend son activité avec collecte et transformation/commer-

¹ Le mouvement de mondialisation provoque, par un choc en retour, la recherche d'espaces identitaires (Gurmond & Mathieu 1986, cités par Delfosse 2007). L'accentuation de l'uniformisation nationale et la peur de la standardisation européenne suscitent des réactions ayant pour but de valoriser la diversité des productions fromagères françaises et son origine. Elles mettent en avant les concepts de local, traditionnel, terroir... revalorisant les fromages artisanaux et même fermiers, avec un regain d'intérêt pour les fromages au lait cru.

cialisation. Cet éleveur assure pendant un temps les fonctions de président, directeur, gestionnaire... Mais les difficultés économiques sont sévères. Le lait non transformé en bleu est perdu ou vendu sur le marché Spot (donc peu ou pas valorisé) et le bleu ne se vend pas aussi bien que prévu. En 2007, la coopérative est au bord de la faillite. Des acteurs locaux se mobilisent pour remettre à flot la coopérative : la communauté de communes rachète les bâtiments (celle-ci n'ayant pas le droit de donner de subventions) et les camions de collecte appartiennent désormais au PNR. Les coopérateurs recrutent un directeur extérieur qui engage résolument une stratégie de redressement de la coopérative.

Entre-temps, quelques exploitants ont quitté la coopérative. Des accords de collecte et de vente de lait entre Sodiaal et Vercors Lait se mettent en place à partir de 2007, en lien avec le projet commun d'une collecte bio qui reprend. La Villarde fait un retour, mais plutôt symbolique, comme emblème de l'élevage du Vercors, notamment au salon de l'agriculture à Paris. Elle est présente en quelques unités dans des élevages, et son image est sur les étiquettes de l'AOP Bleu. La stratégie de redressement économique passe principalement par l'augmentation de la part du lait transformée, mieux valorisée, conditionnée par l'augmentation des ventes des fromages. Pour cela, la coopérative cherche à développer une gamme de produits « le plateau du Vercors » avec différentes fabrications, en bio et en conventionnel, et elle relance la fabrication d'un gruyère pour avoir un fromage de garde (contrairement au bleu). Elle cherche aussi à être moins dépendante de Sodiaal, à qui est vendue la moitié de son lait. Cela a porté ses fruits puisqu'en 2013, le contrat de vente de lait à Sodiaal ne portait plus que sur 1,5 million de litres. 70 % du lait a été transformé. Un bonus a ainsi pu être accordé en fin d'année de 10 € pour 1 000 litres, et une prime butyrique mise en place.

Aujourd'hui, l'AOP Bleu du Vercors-Sassenage est fabriquée exclusivement par la coopérative Vercors Lait à l'exception de dix producteurs-fermiers (sur toute la zone AOP), dont cinq d'entre eux sont aussi en AB. C'est la seule AOP intégralement contenue dans un PNR. La coopérative essaie actuellement de passer d'une fabrication au lait pasteurisé à une fabrication au lait thermisé, en visant à terme une fabrication au lait cru (en lien avec le regain d'intérêt pour les fromages au lait cru). Ce passage pose la question de l'autorisation de l'enrubannage ¹ jusqu'alors accepté dans le cahier des charges. Tous les acteurs fromagers de la filière laitière des Quatre Montagnes sont désormais des acteurs

¹ Les butyriques sont des micro-organismes omniprésents dans la terre, responsables de fermentations indésirables dans les fromages à pâte pressée cuite qu'ils font éclater. Ces bactéries continuent à vivre dans les ensilages et enrubbages, et peuvent se retrouver dans le lait. La prime vise à inciter les éleveurs à soigner leur façon de faire leurs enrubbages et l'hygiène lors de la traite, afin d'éviter la présence de butyriques dans le lait.



Figure 13. Stock de fourrages pour l'hiver dans les Quatre Montagnes.
L'enrubannage est autorisé par le cahier des charges
de l'AOP Bleu du Vercors-Sassenage (ph. Sophie Madelrieux).

locaux producteurs de lait, individuels, ou groupés dans la coopérative Vercors Lait. Ce centrage capitalistique, où une seule coopérative (en dehors des producteurs fermiers) a le monopole de la fabrication et de la vente d'un AOP, constitue une situation unique dans le secteur laitier (au départ industriels et producteurs étaient réunis dans le syndicat de défense du Bleu). L'effet sur l'économie agricole est encore limité, car le paiement s'effectue

selon la grille de l'interprofession, sans plus-value pour les producteurs, pour le moment en tout cas. Par contre, il y a un effet social avec le maintien d'une collecte dans des zones reculées ou pour des petits producteurs, que les industriels ne collectaient ou ne collecteraient plus.

Au niveau des élevages, la mise en place du cahier des charges n'entraîne pas de changement car il a été calqué sur les pratiques existantes. L'ensilage est interdit mais peu de producteurs en faisaient, contrairement à l'enrubannage qui est accepté. La mise en place de l'AOC s'accompagne d'un retour à une diversification de productions et à la mise en place d'ateliers de transformation à la ferme (soutenu par le Pida). Un quart des exploitations transforment tout ou partie de leur lait, de façon également à mieux le valoriser, profitant de l'essor du tourisme et de la proximité de la ville de Grenoble, ainsi que de l'intérêt pour les produits locaux. Toutefois une partie d'entre eux joue sur les deux tableaux (transformation et vente directe mais aussi vente à la coopérative pour écouler les surplus ou pour alléger le travail à certaines périodes).

Les opérateurs de l'aval, acteurs majeurs de l'évolution du bassin laitier

Les opérateurs de l'aval sont des acteurs majeurs de l'évolution du bassin laitier. On en distingue quatre types dans la trajectoire du bassin laitier des Quatre Montagnes :

- **Les opérateurs fermiers** qui transforment à la ferme et vendent en direct. Ce qui était au départ une forme « obligée » en l'absence de transformateur, est aujourd'hui une forme de valorisation de leur production par des exploitants en prise avec les

dynamiques locales. Cette forme réapparaît dans les années 1990, avec la démarche AOC et l'engouement pour les produits de proximité. Aujourd'hui, les exploitants s'appuient sur des systèmes herbagers avec séchage en grange pour la qualité des fourrages ;

- **Les petites laiteries privées ou coopératives artisanales localisées sur le territoire**, qui s'appuient sur la proximité avec les exploitants. Les aires de collecte sont limitées, et la transformation en fromages locaux est privilégiée avec des ventes essentiellement locales. Les systèmes d'élevage associés sont basés sur la valorisation des ressources locales ;
- **Les opérateurs (laiterie privée ou coopérative) de dimension régionale**. On distingue ceux qui ont encore un site sur le territoire ou dans un rayon de 20 km, et conservent une certaine proximité avec les producteurs, et les autres plus éloignés du territoire (plus de 100 km) ;
- **Les opérateurs (laiterie privée ou coopérative) de dimension nationale voire internationale**, dont les sites de production et les centres de décision sont distants du territoire (plus de 100 km). Les fabrications industrielles sont privilégiées, sans lien avec la valorisation des ressources locales. Les systèmes d'élevage sont intensifiés par le recours accru aux intrants. Le lien aux ressources locales se fait essentiellement via le développement de filière AB et par certaines démarches de valorisation mettant en avant l'origine régionale ou montagnarde des produits.



Figure 14. Fromage AOP Bleu du Vercors-Sassenage. L'image de la Villarde est mise en avant (ph. Vercors Lait).

Au fil de l'histoire, ces différents opérateurs jouent des rôles variables dans le fonctionnement du bassin laitier et l'organisation de la filière locale, tandis que se développent entre eux, selon les périodes et les situations, des tensions ou au contraire, des coordinations (fig. 15).

À partir des années 1850, la production fermière s'éteint progressivement au profit des laiteries villageoises. Cette nouvelle forme d'organisation de la filière locale devient dominante dans les années 1920. Cette forme permet de valoriser le lait, elle permet en outre aux agricultrices de se débarrasser du difficile et aléatoire travail de transformation du lait en fromages.

En parallèle, dans les années 1940, apparaît aussi un opérateur, sous forme coopérative, de dimension régionale d'abord, qui ne va cesser de se développer et de fusionner avec d'autres coopératives régionales (Orlac) pour atteindre une envergure nationale et internationale au sein de Sodiaal dans le cadre d'un mouvement de concentration à plus large échelle.

Les laiteries villageoises vont quant à elles avoir du mal à suivre les évolutions technologiques et la concurrence. Après-guerre on peut observer un mouvement de concentration des opérateurs, les laiteries villageoises se regroupent. Les deux formes coexistent (laiteries villageoises et coopérative régionale), mais cela ne suffira pas. Les laiteries sont rachetées par un groupe privé de dimension régionale, qui sera lui-même racheté par un groupe opérant à l'échelle nationale (Lactalis).

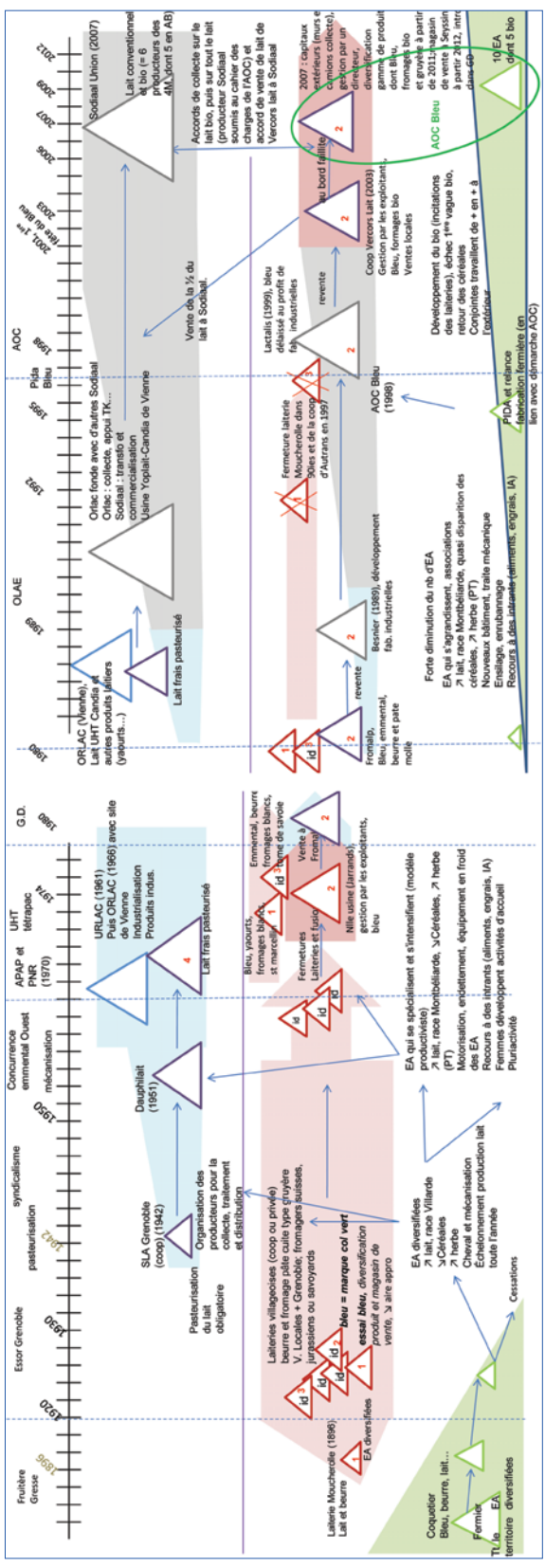
Dans les années 1980-1990, il n'y a plus que des opérateurs de dimension nationale qui collectent sur le territoire des Quatre Montagnes, mais ils sont orientés sur des fabrications industrielles, et tout le lait et la plus-value quittent le territoire. Ainsi que nous l'avons détaillé plus haut, les éleveurs se mobilisent alors, mettent en place la démarche AOC et récupèrent l'outil de transformation. On assiste ainsi à la fois à la renaissance d'une dynamique fermière suscitée par la mise en place de l'AOC, et à une dynamique coopérative locale.

Aujourd'hui les opérateurs de type fermiers, la coopérative locale (Vercors Lait) et la coopérative d'envergure nationale (Sodiaal), interagissent et permettent à l'ensemble du système de se maintenir. Des producteurs fermiers peuvent en effet livrer une partie de leur lait à la coopérative locale, qui elle-même vend une partie de son lait à la coopérative de dimension nationale à des conditions tarifaires acceptables, cette dernière bénéficiant d'un approvisionnement important, régulier et groupé de cette coopérative locale (ce qui lui permet de réduire ses coûts logistiques et de fournir ses usines du Sud-Est). Ainsi les coordinations entre opérateurs d'aval, ici entre coopératives, constituent un facteur favorable au maintien de la production laitière dans les Quatre Montagnes (Alavoine-Mornas & Madelrieux, 2015, à paraître).

Des modèles de production successifs sous influences locales et extérieures

Au travers de l'histoire du bassin laitier, des évolutions de ses différents acteurs, de leurs interrelations et de leur mise en perspective dans un contexte plus large, nous voyons comment des influences extérieures ou locales ont fait évoluer le bassin laitier, comment les acteurs locaux s'en sont saisis et comment des traditions ont été réinventées. Les références à des modèles de production extérieurs, montagnards ou non, sont schématisées sur la figure 16.

Dans l'histoire de ce bassin laitier, on part d'un modèle de production destiné à l'autoconsommation et à la vente des surplus à des coquetiers. Son caractère montagnard s'ex-



Les triangles représentent les opérateurs, et nous avons figuré les dynamiques d'apparition ou de disparition de certains opérateurs, leur concentration, développement (taille des triangles). Sur cette trajectoire du bassin laitier 4M, sont figurés différents types de d'opérateurs de l'aval et de dynamiques associées :

- les opérateurs *fermiers*
- les *petites laiteries privées ou coopératives artisanales localisées sur le territoire*
- les *opérateurs (laiterie privée ou coopérative) de dimension régionale*, avec encore un site sur le territoire ou dans un rayon de 20km
- les *opérateurs (laiterie privée ou coopérative) de dimension régionale*, mais avec des sites distants de + de 100 km
- les *opérateurs (laiterie privée ou coopérative) de dimension nationale voire internationale*

Le bandeau du bas de la figure concerne les opérateurs fermiers, le bandeau du milieu les laiteries situées sur le territoire des 4M et le bandeau du haut les laiteries situées hors territoire mais qui ont des producteurs sur le territoire de 4M.

Figure 15. Représentation schématique de l'intervention des différents types d'opérateurs aval dans l'évolution du bassin laitier des Quatre Montagnes.

prime par les types de productions, les systèmes de cultures et la race d'animaux. Des influences extérieures, mais aussi la manière dont s'en saisissent les acteurs locaux, participent aux évolutions du bassin laitier.

LE MOUVEMENT DE DIFFUSION DES FRUITIÈRES ET LA GÉNÉRALISATION DES BOVINS

La première influence extérieure est celle provenant du mouvement de diffusion des fruitières vers l'Isère, avec en 1878, la première société coopérative implantée à Gresse-en-Vercors. Ce mouvement fut encouragé par l'administration des Eaux et Forêts favorable aux bovins laitiers qui étaient considérés, à l'inverse des ovins et caprins, comme dégradant moins les couverts végétaux en montagne, utiles pour limiter l'érosion et les glissements de terrains. Modèle adapté aux zones de montagnes, sa diffusion trouve un écho favorable à la fin du XIX^e dans les « milieux éclairés » du Dauphiné qui fustigent certaines pratiques jugées archaïques telles que la fabrication du fromage de Sassenage (pour laquelle chaque femme a sa recette, héritée) et prônent de nouvelles formes d'organisation collective que l'on trouvait depuis un certain temps dans les massifs voisins (Hanus et al. 2000).

L'ESSOR DE GRENOBLE ET LE POIDS D'UN ACTEUR LOCAL DANS L'APPARITION DE LA PREMIÈRE LAITERIE

L'apparition de la première laiterie, celle du Moucherolle, se fait dans ce contexte, mais également du fait d'un acteur local, la famille Girard-Blanc de Villard-de-Lans. Divers éléments du contexte ont été favorables à cette famille et à l'implantation de la laiterie à Villard-de-Lans (Della Vedova 2011) : i) le terreau familial : famille richement dotée (37 ha dont 16 ha cultivables), socialement bien implantée (le père est élu au conseil municipal), et dont le beau-frère a une beurrerie à St-Martin en Vercors ; ii) de nouvelles relations avec la ville : l'essor urbain de la ville de Grenoble (croissance de la ville et son industrialisation, augmentation de sa population) nécessite des quantités de produits animaux plus importantes, notamment en viande et produits laitiers, et un approvisionnement plus régulier. Or les Quatre Montagnes sont dans la ceinture alimentaire de Grenoble (Lans en 1892 produit 7 500 kg de beurre et Villard déclarait 32 000 kg) ; iii) le développement de la race Villard-de-Lans en lien avec la modification des besoins en produits animaux de Grenoble et sa région.

LE DÉVELOPPEMENT DES FROMAGES DE GARDE AVEC DES FROMAGERS VENUS D'AILLEURS

Cette première expérience de laiterie portant ses fruits, ce modèle diffuse encore plus vite dans les années d'après la première guerre mondiale. Chaque village se dote d'une ou plusieurs laiteries. Ce modèle remplace progressivement le précédent (séquence 2), et toutes les exploitations se mettent à livrer leur lait. Cette nouvelle économie s'appuie en partie sur des fromagers venus d'ailleurs (suisse, jurassiens, savoyards) car les fromages de garde fabriqués dans les fruitières ne sont pas une tradition locale.

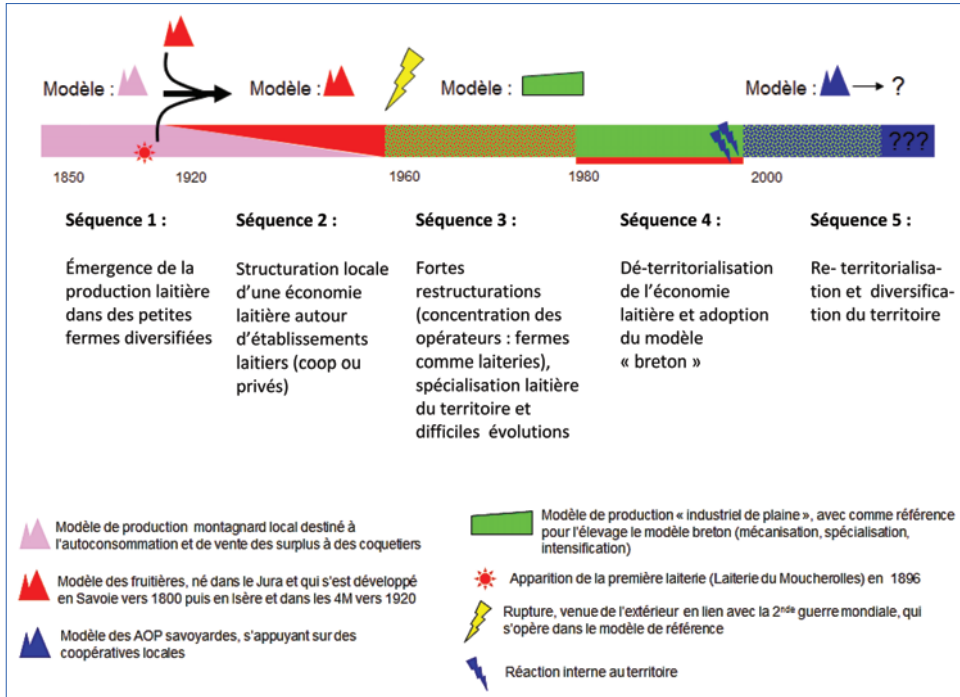


Figure 16. Les influences extérieures dans l'évolution du bassin laitier des Quatre Montagnes. Séquences d'évolution du bassin laitier des Quatre Montagnes.

APRÈS-GUERRE : DIFFUSION D'UN MODÈLE INTENSIF DE PLAINE (« MODÈLE BRETON »)

Une nouvelle rupture s'opère dans les modèles de référence après la seconde guerre mondiale. Les politiques agricoles prônent la modernisation, l'autosuffisance à l'échelle nationale, le « progrès » passant par la mécanisation, la motorisation, l'intensification. La référence, pour l'élevage, est le « modèle breton ». La révolution qui s'opère à cette période dans les exploitations agricoles des Quatre Montagnes est là encore venue d'ailleurs, mais à la différence de la précédente, elle s'appuie sur un modèle de plaine, pas forcément adapté aux régions montagnardes. Elle prend toute sa mesure à partir années 1960 et des lois sur l'élevage de 1966, octroyant des subventions pour le logement des animaux, des équipements... Cette intensification de l'élevage s'accompagne d'une certaine déconnexion au territoire. Du côté des laiteries, on observe le déclin des coopératives villageoises, incapables de s'adapter aux évolutions de la filière laitière nationale (Hanus et al. 2000). Les modèles coexistent un temps (séquence 3) mais le modèle « industriel de plaine » finit par s'imposer, et le modèle de référence précédent n'est plus qu'une survivance (séquence 4).

EN RÉACTION : LES AOC SAVOYARDES, UN EXEMPLE À SUIVRE DANS LE VERCORS ?

Une réaction, cette fois interne au territoire, va se produire à partir des années 1990-2000. Le modèle de référence vient, là encore, de l'extérieur du territoire, mais il s'agit cette fois d'un modèle adapté à la montagne, déjà adopté dans d'autres zones montagnardes : celui des AOC savoyardes, s'appuyant sur des coopératives locales. C'est ce modèle qu'envisage l'exploitant leader qui porte le questionnement sur le devenir de la production laitière du territoire, dans le contexte d'industrialisation et de prise de pouvoir de grands groupes nationaux dans le territoire des Quatre Montagnes. L'AOC est créée, la coopérative Vercors Lait supplante un des deux groupes nationaux. Les deux modèles coexistent, mais on observe déjà des évolutions. D'une part, le « modèle breton », illustratif d'un modèle « industriel », a atteint ses limites. D'autres voies sont recherchées comme la production sous label AB. D'autre part, le modèle des AOC savoyardes est questionné, car, appliqué dans les Quatre Montagnes, il n'a pas eu le succès escompté : le Bleu du Vercors-Sassenage n'a pas pu assurer un meilleur revenu aux producteurs, du fait sans doute d'un manque de notoriété du produit, de sa conservation difficile au-delà de trois semaines, d'un cahier des charges qui n'a pas joué la carte du « tout foin », de la concurrence des bleus d'Auvergne... Depuis l'arrivée du nouveau directeur à la coopérative Vercors Lait en 2008 (venu d'une autre coopérative en Savoie), la barre a été bien redressée ; une ristourne a été octroyée aux producteurs en fin d'année 2013. L'option a été de diversifier la gamme des produits et des clients.

Ainsi se sont donc succédé et hybridé, dans l'histoire du bassin laitier des Quatre Montagnes, des modèles de production divers. Les modèles importés de l'extérieur de la zone ont été porteurs des évolutions de la filière laitière globale ou des expériences réussies dans d'autres régions laitières (notamment la Savoie). Les réactions internes au territoire ont traduit la volonté des producteurs de mettre en place un modèle permettant la valorisation locale de leur production. Cependant, un nouvel écueil se profile : la coopérative Vercors Lait annonce qu'elle va bientôt manquer de lait à certaines périodes. D'autres arrangements vont-ils se mettre en place entre les deux coopératives (Vercors Lait et Sodiaal) et le modèle AOC/coopérative va-t-il s'imposer à l'ensemble des exploitations agricoles et du territoire des Quatre Montagnes ?

LA TRADITION RÉINVENTÉE

Dans cette histoire du bassin laitier des Quatre Montagnes, l'AOC apparaît comme un moyen choisi pour essayer d'apporter une plus-value, pour valoriser un produit et une région à travers sa culture et ses paysages, pour favoriser une relocalisation de la production plus que comme un outil de protection (telles qu'ont été conçues les AOC au départ) (Della Vedova et al. 2010). Les entreprises redécouvrent les fromages régionaux sans toutefois, dans la plupart des cas, en garder les caractéristiques (Delfosse 2007). C'est le cas du bleu qui au départ était un fromage au lait cru, issu de trois laits et pas uniquement à base de lait de vache, et qui était produit avec la race Villarde. Comme le soulignent Della Vedova et al. (2010), on ne voit plus l'ancienne limite entre la partie septentrionale et la partie méridionale du Vercors, soulignée en son temps par Blache (1931), c'est-à-dire celle qui séparait les zones avec un bétail bovin laitier et celles où les bovins étaient moins nombreux et les produits laitiers fabriqués avec du lait de chèvre. Cette limite, c'est également celle qui séparait le Vercors des Quatre Montagnes de la partie sud (drômoise) du plateau. Cette disparition transparaît bien dans le nom de l'AOC Bleu du Vercors-Sassenage : la géographie passe devant l'histoire (Sassenage) et le fromage prend le nom d'un espace qui n'était pas entièrement le sien à l'origine (Della Vedova et al. 2010).

L'AOC s'est accompagnée d'un travail de définition d'un territoire exclusif. Il en résulte un recentrage sur la zone Vercors d'autant plus fort qu'il est accompagné depuis 2003 d'un recentrage capitalistique : tous les acteurs fromagers de la filière sont désormais des acteurs locaux producteurs de lait, individuels, ou groupés dans la coopérative Vercors Lait (Debanville 2004). Au départ, industriels et producteurs étaient réunis dans le syndicat de défense du Bleu, mais aujourd'hui il n'y a plus que les producteurs fermiers et laitiers avec la coopérative, seule productrice de bleu.

L'effet sur l'économie agricole était encore limité jusqu'en 2012, car le paiement s'effectuait selon la grille de l'interprofession, sans plus-value pour les producteurs, mais les choses sont en train de changer avec la dynamique mise en place à la coopérative depuis 2008.

CONCLUSION

La reconstitution de la chronique historique du bassin laitier des Quatre Montagnes nous a amenés à distinguer des séquences dans cette histoire, identifiables par des transformations notables de la production laitière. Ces transformations ont été influencées par des modèles de développement de l'agriculture souvent importés de l'extérieur du bassin laitier, pas toujours adaptés aux spécificités des territoires de montagne. Des opérateurs d'aval, privés et coopératifs, extérieurs au territoire, dans le mouvement de concentration dans la filière laitière ont supplanté les opérateurs locaux, aux aires de collecte limitées sur le plan géographique. Pourtant, depuis une vingtaine d'années, le fait remarquable réside sans doute dans la reprise en main de la production laitière par les producteurs eux-mêmes, impliqués dans la création d'une AOC fromagère visant à valoriser leur produit et leur territoire, mais également dans la relance d'un outil de transformation local et coopératif pour la valorisation de ce qu'ils considèrent comme « leur AOC ». Un certain nombre de facteurs ont contribué à ce renouveau du bassin laitier des Quatre Montagnes. En premier lieu, citons la proximité géographique des producteurs, leur communauté d'intérêt, le rôle d'un éleveur « leader ». Mais sans les accords entre coopératives, et l'implication des collectivités locales, à certaines périodes, cette production aurait-elle pu se maintenir ?

Aujourd'hui, cependant, une nouvelle fragilité du bassin laitier des Quatre Montagnes se fait jour : la baisse du nombre de producteurs laitiers et la concentration de la production dans des exploitations de plus grande taille. L'enjeu pour ce bassin laitier va être d'assurer le maintien des exploitations, et notamment leur reprise par de jeunes exploitants, de plus en plus réticents à s'installer du fait de la charge en travail et de l'astreinte de la traite, mais aussi de la charge financière à reprendre des exploitations toujours plus grandes et équipées. Les incertitudes pesant sur le secteur laitier, notamment du fait de la suppression des quotas laitiers en 2015, ou encore la pression foncière, n'aident pas. Le modèle actuel d'organisation de la filière locale suffira-t-il à permettre la poursuite d'une production laitière dans les Quatre Montagnes ?

Références

- Alavoine-Mornas F., Madelrieux S., à paraître en 2015. « Coopératives laitières : facteurs de maintien de l'élevage laitier en montagne ? Cas du bassin laitier des Quatre Montagnes (Vercors, France) », *Revue de Géographie Alpine*.
- Blache J., 1931. *Les massifs de la Grande Chartreuse et du Vercors. I. Géographie physique*, 477 p. — *II. Géographie humaine*, 514 p. Didier et Richard, Grenoble.
- Brunier S., 2012. *Conseillers et conseillères agricoles en France (1945-1983). L'amour du progrès aux temps de « la révolution silencieuse »*, Thèse d'histoire, Université de Grenoble.
- Calvez E., 2006. *L'économie laitière en France et dans le monde. Approche géographique*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 188 p.
- Chevallier D. (dir.), 1986. *Le temps des Villardes. Une race bovine de Montagne*, Lyon, La Manufacture, 86 p.
- Dänzer-Kantof B., Lefebvre V., Torres F., 2012. *Le lait, tout le lait. Une histoire de Sodiaal, le premier groupe coopératif laitier français*, Felix Torres éditeur, Paris.
- Debanville E., 2004. « Fromages bleus dans le Vercors et les pays limitrophes », *La Fayolle* 6 :26-29.
- Della Vedova G., Portet F., Delfosse C., 2010. « Différentes modalités de patrimonialisation des filières fromagères d'appellation dans la région Rhône-Alpes ». Communication au colloque : *Des producteurs aux consommateurs : les reconfigurations récentes des filières laitières en France et en Europe*, 7-9/10/2010, Clermont-Ferrand.
- Della Vedova G., 2011. « Faire son beurre chez les Girard-Blanc. L'orientation laitière d'une entreprise familiale (Villard-de-Lans XIX^e-XX^e siècles) », *La Pierre et l'Écrit* 22 :163-180.
- Delfosse C., 2007. *La France fromagère (1850-1990)*, Paris, La Boutique de l'Histoire, Mondes ruraux contemporains, 270 p.
- Dervillé M., Vandenbroucke P., Bazin G., 2012. « Suppression des quotas et nouvelles formes de régulation de l'économie laitière : les conditions patrimoniales du maintien de la production laitière en montagne », *Revue de la régulation* 12 :2-21.
- Doumas C., 2010. *Caractérisation de l'agriculture à haute valeur naturelle dans le parc du Vercors : Diagnostic agraire de la région des Quatre Montagnes*. Paris, AgroParisTech, UFR-Agriculture Comparée et Développement.
- Fanjas-Claret R., 1976. *L'élevage bovin en Vercors. La race de Villard-de-Lans*, Thèse Méd. Vét., Lyon.
- Fleury A., 1973. *L'agriculture dans le parc naturel régional du Vercors*, Institut national agronomique de Paris-Grignon, 157 p.
- Fouvez V., 2008. *La race bovine Villard-de-Lans : évolution historique*, Thèse pour le doctorat vétérinaire, École Nationale Vétérinaire d'Alfort, 127 p.
- Goron J.P., 2010. *Diagnostic de la filière lait Isère*, Communication personnelle.
- Guillot P., Mahey J., 2000. « La "Villard-de-Lans". Origine et développement d'une race bovine (1840-1940) », *Cahiers du Peuil* 4 :125-129.
- Guillot P., 2000. « Mutation de l'élevage bovin aux Quatre Montagnes après la Libération », *Cahiers du Peuil* 4 :130-134.
- Hanus P., Rochas R., Guillot P., Ravix A., 2000. « Une économie laitière et fromagère », *Cahiers du Peuil* 4 :135-152.
- Huguies B., 2013. « Filières laitières et fromagères de montagne. Quelques exemples de recomposition en Europe... et ailleurs », In Richard D. (dir.), *Les reconfigurations récentes des filières laitières en France et en Europe*, Presses Universitaires Blaise Pascal 31 :199-221.
- Lacôte A., Canet J.P., 2008. *Marcel Liaudon : sur le chemin d'un fermier savoyard. La révolution silencieuse d'un paysan*, Arthéma, 320 p.
- Marin A., 2011. *LAOC Bleu du Vercors-Sassenage : une action collective diffuse. Ancrage territorial et apports environnementaux*, Mémoire de fin d'études Isara Lyon.
- Martin-Noël J., 1962. « Une grande Coopérative laitière alpine : "Dauphilait" », *Revue de Géographie Alpine* 50 (4) :659-664.

- Nozières M.O., Baritoux V., Cournut S., Gedouin M., Madelrieux S., 2014. “Describing the evolutions, in a territory, of the interactions between livestock farming systems and downstream operators. Proposal for a methodological framework, based on the comparison of 4 territories and 2 types of production: milk and meat”, *11th European IFSA Symposium*, Berlin (Germany), 1st-4th April 2014.
- Palisse M., Gaillard F., 2000. « Agricultrices au pays des Quatre Montagnes », *Cahiers du Peuil* 4 :111-120.
- Pelissier X., 1912. *Étude agricole du canton de Villard-de-Lans*, Thèse agricole soutenue en 1912 à l’Institut agricole international de Beauvais, Beauvais, Imprimerie départementale de l’Oise, 91 p.
- Poisson M., Chazole C., Fleury P., 2012. « AOC Bleu du Vercors-Sassenage : Moteur de la filière laitière, de l’agriculture et du développement territorial sur le parc naturel régional du Vercors ? », Contribution au Livrable 2.1. *Identification des débats et dynamiques relevant de l’intensification écologique et monographies des différentes études de cas* dans le cadre du projet ANR-Systerra-Mouve. Isara Lyon, septembre 2012, 43 p.
- Poisson M., 2012. *De la promotion d’une AOC à un système de développement complexe pour l’agriculture ; l’alimentation et le territoire : le cas du parc naturel régional du Vercors*, Mémoire de master 2, recherche études rurales, GHHAT, université Lumière Lyon 2, septembre 2012, 233 p.
- Ravix A., 2000. « Les travaux et les jours dans les Quatre Montagnes vers 1930 », *Cahiers du Peuil* 4 :121-124.
- Samson I., Rebiffé C., Gobelin B., 1979. *Le lait et le froid à la ferme dans le PNR du Vercors*, PNRV, Commission de développement économique, 109 p.
- Vatin F., 1996. *Le lait et la raison marchande. Essai de sociologie économique*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 205 p.



Votre avis nous intéresse

ANNEXE 1 : CHRONIQUE DU BASSIN LAITIER QUATRE MONTAGNES : LES FORMES D'INTERACTIONS ENTRE SYSTÈMES D'ÉLEVAGE, FILIÈRES ET TERRITOIRE

	FORMES D'INTERACTIONS		
	Territoire / Filière	Filière / Système d'élevage	Système d'élevage / Territoire
Séquence 1 : 1850 - 1920 Émergence de l'économie laitière	Apparition de la 1 ^{re} laiterie privée	Valorisation de tous les produits de la terre Transformation à la ferme Autoconsommation et vente des surplus	
Séquence 2 : 1920 - 1960 Structuration locale d'une économie laitière	Un territoire en partage entre les différentes laiteries locales Diffusion du modèle fruitière et fabrication du gruyère/emmental avec des fromagers venus d'ailleurs Innovations par les laiteries, du fait de la concurrence : développement des magasins de vente, diversification de la gamme de produits, mise en place de marque (ex. du Col Vert...)	Marchandisation des élevages Dissociation des lieux de production et de transformation Apparition de nouveaux modes d'organisation : de la collecte, des rapports entre producteurs et transformateurs, des gammes de fabrication Transformation des élevages en lien avec l'apparition des laiteries : <ul style="list-style-type: none"> - échelonnement de la production de lait toute l'année pour l'approvisionnement des laiteries - diminution/abandon des céréales au profit de l'herbe, développement de l'élevage bovin laitier - orientation vers le lait des vaches Villardes - réorganisation du travail (les femmes ne transformant plus le lait) 	Importance grandissante du lait dans les revenus de la ferme Remplacement des cultures par des prairies Mise en place du développement agricole autour de la race Villard-de-Lans en réponse à la demande de Grenoble en produits laitiers et en viande
Séquence 3 : 1960 - 1980 Forte restructuration de l'économie laitière par la diminution du nombre d'opérateurs	Concurrence des grands groupes hors territoire Difficultés pour les petites laiteries qui n'arrivent pas à suivre Concentration des opérateurs aval situés sur les Quatre Montagnes et éloignement des opérateurs hors des Quatre Montagnes	Disparition de la fabrication de Bleu à la ferme Augmentation de la production dans les élevages Amélioration des conditions de collecte (chaîne du froid, pasteurisation) Frein à l'équipement en froid par certaines laiteries locales, en lien avec les conséquences sur les techniques de fabrication fromagères et les difficultés d'accès aux fermes	Intensification de la production passant par : <ul style="list-style-type: none"> - la spécialisation en lait - le changement de race (la Villarde est détrônée par la Montbéliarde) - une nouvelle alimentation des troupeaux (recours à des tourteaux, concentrés, céréales, ensilage d'herbe) - l'insémination - l'utilisation d'engrais chimiques, l'acquisition de nouveaux équipements (tracteurs, séchage en

	FORMES D'INTERACTIONS		
	Territoire / Filière	Filière / Système d'élevage	Système d'élevage / Territoire
			grange, nouveaux bâtiments, traite mécanique...) Développement de l'accueil à la ferme (climatisme, JO 1968) Développement agricole basé sur la qualité de vie et la modernisation (intervention de l'APAP)
Séquence 4 : 1980 – 2000 « Délocalisation » de l'économie laitière et adoption du « modèle breton »	Fin du mouvement de restructuration esquissé entre 1960 et 1980 : disparition rapide des petites entreprises familiales ou des coopératives communales Partage entre deux groupes de la production laitière des Quatre Montagnes : Orlac-Sodiaal et Besnier-Lactalis Éloignement des centres de décision des laiteries Sortie du territoire de toute la production ou presque Prédominance des productions industrielles sans valorisation du lien aux ressources locales	Échec de la 1 ^{re} vague bio impulsée par les laiteries Reprise de la transformation à la ferme (suite aux quotas et avec projet AOC qui se dessine)	Forte diminution du nombre d'élevages et agrandissement des fermes restantes Apparition des formes sociétaires Poursuite de l'intensification de l'élevage avec uniformisation des pratiques et déconnection du territoire (recours à des intrants extérieurs, des races non locales)
Séquence 5 : Depuis 2000 Relocalisation partielle de l'économie laitière	Relocalisation partielle de la production et promotion du territoire en lien avec son agriculture autour de l'AOC Bleu, la coopérative Vercors lait, les producteurs fermiers et la race Villard-de-Lans, notamment lors de la fête annuelle du bleu Soutien local de la coopérative (rachat des murs par la communauté de communes et des camions-citernes par le PNR)	Mise en place d'une AOC avec cahier des charges interdisant l'ensilage Effet de l'AOC encore limité sur l'économie agricole (pas de plus-value pour les producteurs) Effet social marquant de l'AOC avec le maintien d'une collecte dans des zones reculées ou pour des petits producteurs Incitation des laiteries et 2 ^e vague bio Réapparition des cultures de céréales Réflexions sur la fabrication au lait cru et problème de l'enrubannage	Augmentation de la transformation à la ferme et de la vente directe (1/4 des élevages) Augmentation de la production bio (1/4 des élevages en AB ou conversion)

ANNEXE 2 : QUELQUES REPÈRES DU DÉVELOPPEMENT LAITIER EN FRANCE ET EN ZONE DE MONTAGNE ¹

JUSQU'ÀUX ANNÉES 1920 : NAISSANCE DE L'ÉCONOMIE LAITIÈRE

Avec la révolution industrielle apparaissent les premiers matériels mécanisés ; les routes et des moyens de transport se développent, permettant la collecte et la livraison du lait hors du territoire de production. Les services des Eaux et Forêts incitent les éleveurs en zones de montagne à remplacer les ovins par des bovins ².

1888-1889 : Les premières écoles de laiteries sont créées dans le Jura.

1914-1918 : La 1^{re} guerre mondiale amorce le changement de situation des femmes qui doivent assumer plus de tâches pendant que les hommes sont au front.

JUSQU'ÀUX ANNÉES 1960 : CONSTRUCTION SPATIALE D'UNE FRANCE LAITIÈRE ET FROMAGÈRE

Développement des grands groupes laitiers

1929 : Naissance de la Jac. La Jeunesse agricole catholique est un mouvement français d'action catholique qui fut créé en novembre 1929 par des jeunes et des prêtres. Les fondateurs de la Jac avaient pour but d'évangéliser les campagnes et d'améliorer les conditions de vie des jeunes paysans. La Jac a joué un rôle important dans l'augmentation de la production agricole française après-guerre en contribuant au développement de nouvelles techniques de production (la mécanisation, les engrais), et dans la modernisation des campagnes françaises. Elle a permis également aux agriculteurs d'organiser la profession, et ce par les organismes de gestion, coopératives, mutuelles et syndicats agricoles... Les jeunes paysans de la Jac prennent des responsabilités et en 1960 l'écrasante majorité des responsables agricoles français et des élus ruraux est issue de la Jac.

1932 : Création d'une école de laiteries dans les Alpes (La Roche-sur-Foron en Haute-Savoie).

1945 : Naissance de la FNSEA, Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles. Première née des biotechnologies animales (avec des débuts en France en 1945), l'insémination artificielle sera le principal outil du progrès génétique prenant la suite des concours agricoles.

1939-1945 : 2^e guerre mondiale.

¹ D'après Calvez 2006, Delfosse 2007, Vatin 1996.

² Le service de Restauration des terrains en montagne (RTM) estime en effet que les ovins dégradent moins les couverts végétaux, ce qui limite l'érosion et les glissements de terrain.

ANNÉES 1960-1980 : LES 30 GLORIEUSES DU LAIT ET UNE NETTE AFFIRMATION DE L'INDUSTRIE ET DE L'OUEST

Lois d'orientation agricole de 1960 et 1966, et les débuts de la Politique agricole commune (Pac), développement agricole. Lois de modernisation incitant à la spécialisation et la modernisation des exploitations agricoles, développement de l'industrie laitière et fromagère.

1968 : Instauration de la TVA. Mise en place d'un groupe montagne à la FNSEA.

1969 : Mise en place de l'indemnité viagère de départ. Sur la région Quatre Montagnes : 900 ha de terres ont été cédés en 4 ans entre 1969 et 1973, soit 1/6 de la surface totale.

Années 1970 : Surproduction laitière et concurrence de l'emmental breton. Mise en place de la politique de la montagne et de l'ISM, indemnité spéciale montagne en 1974.

Mutations technologiques dans la filière lait qui fragilisent les petites laiteries qui ne peuvent investir : l'UHT, upérisation à haute température. Cette nouvelle technologie de conditionnement du lait de consommation permet d'allonger encore la durée de conservation, portée à plusieurs mois ; elle est associée au conditionnement en briques cartonnées banalisant le transport d'un produit qui se conserve à température ambiante. Mais surtout, l'UHT c'est le monde industriel associé à des bassins de production intensifs, à la recherche de produits très compétitifs. Ces innovations technologiques sont mises en pratique dans l'Ouest. L'Est fait figure de retardataire avec ses petites coopératives qui éprouvent de grandes difficultés à se regrouper et qui n'ont pas du tout la même productivité. Cela fait chuter les prix des pâtes pressées cuites des montagnes de l'Est. Or dans ces montagnes, le fromage est le pilier de l'économie agricole et les laiteries villageoises ont un rôle socioculturel important. Les montagnards commencent à chercher à démontrer que leurs fromages sont d'une qualité supérieure méritant d'être reconnue et valorisée. L'État intervient en faveur de la montagne via l'ISM puis l'ICHN (indemnités compensatoires de handicaps naturels), et en attribuant des AOP (appellation d'origine protégée).

1980-1990 : LE CHOC DES QUOTAS LAITIERS ET UNE FRANCE LAITIÈRE ET FROMAGÈRE DE PLUS EN PLUS UNIFORME

1984 : Les quotas laitiers, instaurés dans le cadre de la Politique agricole commune, et les programmes de cessation laitière furent des chocs majeurs dans ces zones de montagnes aux filières locales déjà fragilisées.

1985 : L'ISM devient l'ICHN.

Années 1990 : Crises sanitaires (ex. : crise de la « vache folle ») et de confiance. Engouement des consommateurs pour les produits de qualité et de terroir et prise de conscience qui se traduit aussi au niveau européen avec les réflexions sur les IGP (indications géographiques protégées)... Les régions fromagères en profitent et développent des marques et labels.

Intérêt porté au développement territorial dans le contexte de territorialisation des politiques publiques/décentralisation.

À PARTIR DES ANNÉES 1990 : RESTRUCTURATIONS, « REVANCHE » DU TERROIR ET DE LA TRADITION, DÉVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION BIOLOGIQUE

2006 : Inquiétudes exprimées par les producteurs de lait, concernant la dégradation du montant des aides consacrées à la collecte du lait, en zone de montagne (de par ses caractéristiques et les contraintes dues au relief et au climat, le coût de la collecte est plus élevé de 8,80 €/1 000 l en montagne). Jean-Paul Picquendar, directeur d'Orlac : « D'un côté, la plaine progresse plus vite que la montagne dans ses volumes par point de collecte. De l'autre, nous n'avons pas accès aux gains de productivité qu'apportent les matériels les plus performants, notamment la citerne de 25 000 litres avec tracteur et la pompe à haut débit ».

Développement de l'agriculture biologique (AB) avec une politique de soutien à ce type d'agriculture (aujourd'hui primes à la conversion et au maintien dans l'AB).

Les échanges mondiaux de produits laitiers progressent rapidement.

On peut noter une grande hétérogénéité entre régions laitières françaises : des montagnes fromagères et une production laitière centrée dans le grand Ouest.

Pour citer ce chapitre

Madelrieux S., Alavoine-Mornas F., 2015. « Bassin laitier des Quatre Montagnes (France). Influences extérieures, réaction des acteurs locaux et réinvention de la tradition », In Napoléone M., Corniaux C., Leclerc B. (coords), *Voies lactées. Dynamique des bassins laitiers entre globalisation et territorialisation*, Inra-Sad – Carrière :111-141. DOI : 10.15454/1.4477747674506624E12

Affiliations des auteurs

Sophie MADELRIEUX, Irstea, DTM, F-38402 Saint-Martin d'Hères, France

Françoise ALAVOINE-MORNAS, Irstea, DTM, F-38402 Saint-Martin d'Hères, France

Ce travail a été conduit dans le cadre du projet de recherches Mouve financé par l'Agence nationale de la recherche (projet ANR-2010-STRA-005-01)





Bassin laitier de la basse vallée du fleuve Sénégal (Sénégal)

Le développement de la filière entre lait local et lait en poudre importé

Résumé

À l'instar des pays sahéliens, la consommation urbaine, principal débouché pour les produits laitiers, est largement couverte au Sénégal par l'importation de lait en poudre. La production locale, issue d'un élevage allaitant transhumant, est déficiente et coûteuse à collecter. C'est pourtant dans ce contexte qu'émergent depuis les années 1990 des petites laiteries dans la basse vallée du fleuve Sénégal. Comment décrire et expliquer l'expansion de ce bassin devenu « laitier » ?

Notre étude s'appuie sur l'analyse de l'évolution conjointe du territoire, des systèmes d'élevage et de la filière. Elle a été conduite sur une base bibliographique et d'interviews réalisées de 2012 à 2014, notamment auprès des directeurs des laiteries.

Quatre séquences de développement du bassin laitier sont présentées, ainsi que leurs déterminants. Les deux dernières, relativement récentes, sont particulièrement impactées par la mise en place d'un opérateur industriel. Son expérience montre les nouveaux équilibres à trouver entre lait en poudre et lait local, entre systèmes de production traditionnels et fermes laitières, mais aussi entre zone pastorale et en zone irriguée.

Mots-clés : collecte, élevage bovin, zone pastorale, zone irriguée, Sahel.

Dairy basin of the lower Valley of the Senegal River (Senegal)

The development of the sector between local and imported milk powder

Abstract

Like the Sahelian countries, urban consumption, main market for dairy products, is largely covered in Senegal by the importation of milk powder. Local products - from transhumant and pastoral livestock, is deficient and expensive to collect. However, it is in this context that small dairies emerge since the 1990s in the lower Valley of the Senegal River.

How to describe and explain the expansion of this dairy basin?

Our study is based on analysis of the joint evolution of the land, livestock and the production systems. It was conducted on a bibliographic basis and interviews from 2012 to 2014, among others, the directors of the dairies. Four sequences of dairy basin development are presented, as well as their determinants. The two latest, relatively recent, are particularly impacted by the implementation of an industrial operator. His experience shows the new balanced between milk powder and local milk, traditional production systems and dairy farms, but also pastoral and irrigated areas.

Key-words: collection, cattle farming, pastoral area, irrigated area, Sahel.

Bassin laitier de la basse vallée du fleuve Sénégal (Sénégal)

Le développement de la filière entre lait local et lait en poudre importé

Christian CORNIAUX *

LE BASSIN LAITIER DE LA BASSE vallée du fleuve Sénégal se trouve au nord du Sénégal, autour de la ville de Richard-Toll et à proximité de Saint-Louis (fig. 1). Située en zone sahélienne à cheval sur des terres irriguées et des zones pastorales, elle est marquée par une tradition laitière ancienne construite autour de peuples pastoraux (Peuls et Maures) (Corniaux 2005). Une PME, la Laiterie du berger, et de toutes petites unités, y collectent du lait (Corniaux et al 2014). Pourtant le Sénégal est structurellement importateur de lait en poudre, notamment pour le marché de Dakar, situé à 300 km au sud de Saint-Louis et couvert à 90 % par la poudre importée (Duteurtre 2007). C'est aussi le principal débouché pour la Laiterie du berger qui se trouve de fait en concurrence avec des entreprises de plus en plus performantes, mais travaillant sur la base d'une matière première moins chère (lait en poudre) et n'ayant pas à couvrir les frais de transport routiers pour acheminer leurs produits laitiers à Dakar (Vatin 1996, Pinaud 2014). Dès lors, il est judicieux de s'interroger sur les stratégies des acteurs de la collecte locale pour continuer à exister face à la filière du lait en poudre. Sur la base de la bibliographie



* Auteur correspondant : christian.corniaux@cirad.fr

Résumé

À l'instar des pays sahéliens, la consommation urbaine, principal débouché pour les produits laitiers, est largement couverte au Sénégal par l'importation de lait en poudre. La production locale, issue d'un élevage allaitant transhumant, est déficiente et coûteuse à collecter. C'est pourtant dans ce contexte qu'émergent depuis les années 1990 des petites laiteries dans la basse vallée du fleuve Sénégal. Comment décrire et expliquer l'expansion de ce bassin devenu « laitier » ?

Notre étude s'appuie sur l'analyse de l'évolution conjointe du territoire, des systèmes d'élevage et de la filière. Elle a été conduite sur une base bibliographique et d'interviews réalisées de 2012 à 2014, notamment auprès des directeurs des laiteries.

Quatre séquences de développement du bassin laitier sont présentées, ainsi que leurs déterminants. Les deux dernières, relativement récentes, sont particulièrement impactées par la mise en place d'un opérateur industriel. Son expérience montre les nouveaux équilibres à trouver entre lait en poudre et lait local, entre systèmes de production traditionnels et fermes laitières, mais aussi entre zone pastorale et en zone irriguée.

Mots-clés : collecte, élevage bovin, zone pastorale, zone irriguée, Sahel

existante et d'enquêtes de terrains menées de 2012 à 2014, notamment auprès des directeurs des laiteries (cf. encart méthode), nous avons cherché à mettre en lumière la place du lait local et du lait importé dans les dynamiques de développement de la filière.

PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES

Localisation du bassin

Le bassin laitier de la basse vallée du fleuve Sénégal se situe au nord-ouest du Sénégal (fig. 1). Il est limité au nord par le fleuve faisant frontière avec la Mauritanie, à l'ouest par l'océan Atlantique, au sud et à l'est par des espaces pastoraux relativement enclavés.



Figure 1. Situation du bassin laitier de la basse vallée du fleuve Sénégal (Sénégal).

Le bassin aujourd'hui

Le bassin laitier de la basse vallée du fleuve Sénégal est situé en zone sahélienne, caractérisée par une saison sèche longue et marquée, de novembre à juin. Nourrir et abreuver les vaches laitières (zébus) au cours de cette période est le problème majeur des éleveurs tournés majoritairement vers un élevage pastoral allaitant et mobile. Le développement des cultures irriguées le long du fleuve et du lac de Guiers (fig. 2) permet de le résoudre

partiellement en fournissant des sous-produits agricoles. C'est sur le socle de la complémentarité entre élevage pastoral et cultures irriguées que s'appuie aujourd'hui le développement du bassin laitier.

Sept petites laiteries, collectant tout au plus quelques centaines de litres par jour dans un rayon de moins de 10 km, et une laiterie industrielle, collectant plusieurs milliers de litres par jour dans un rayon de 35 km, sont aujourd'hui en activité (tabl. 1). Les petites laiteries collectent et vendent exclusivement dans le bassin laitier. Elles trouvent leur débouché en vendant du lait fermenté notamment à Saint-Louis, capitale régionale de 150 000 habitants, ou à Richard-Toll. La laiterie industrielle est la Laiterie du berger (LDB). Elle transforme en partie du lait en poudre importé au Sénégal via le port de Dakar situé à 350 km de Richard-Toll. Dakar est aussi son principal marché pour le lait

Tableau 1. Principales caractéristiques des laiteries du bassin laitier de la basse vallée du fleuve Sénégal.

Méthode

La méthode repose sur l'analyse de l'évolution conjointe du territoire, des systèmes d'élevage et de la filière (cf. chapitre méthodologie p. 21).

Pour le terrain de la basse vallée du fleuve Sénégal, nous avons procédé en croisant références bibliographiques et interviews auprès des acteurs (de 2012 à 2014) sur l'évolution sur le temps long (i) des systèmes d'élevage, (ii) du territoire et (iii) de la filière lait. Les directeurs des laiteries ont notamment été ciblés et interrogés à plusieurs reprises sur l'histoire de leur entreprise et sur leur stratégie de collecte et de commercialisation. Nous nous sommes particulièrement intéressés à l'expansion du bassin de collecte de la Laiterie du berger, petit industriel installé dans le bassin laitier depuis 2004. Les travaux d'étudiants ciblés sur les systèmes de production (Repplinger 2013, Dendoncker 2013, Magnani 2014) ont également contribué à notre analyse.

Nous avons ensuite effectué une lecture croisée de ces trois thèmes. Cette lecture nous a amenés à dégager des séquences temporelles, marquées par des formes d'interactions entre élevage, territoire et filière. Ces séquences sont présentées sous forme chorématique.

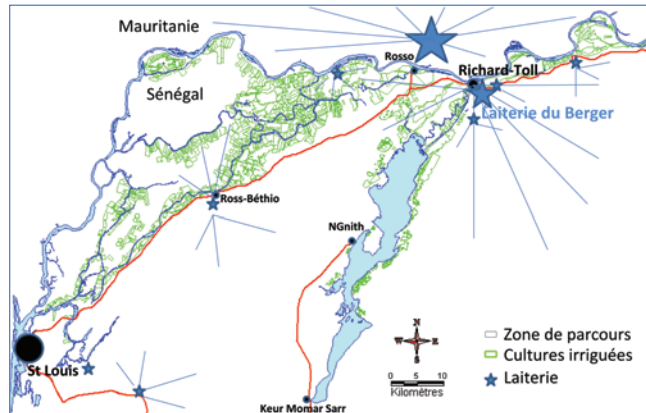


Figure 2. Le bassin laitier de la basse vallée du fleuve Sénégal en 2013.

Laiteries	Date création	Type lait	Volume moyen collecté (l/j)	Nombre d'éleveurs
Mpal	1998	Vache	65	1
Ousmane Sow		Chèvre, vache	30	1
Ross Béthio	2009	Vache	Arrêt en 2013	-
Ronck	2008	Vache	Arrêt en 2013	-
N'Dombo	2000	Vache	35	20
Dagana	2010	Vache	20	5
LDB	2004	Vache	3 000	700

frais, les yaourts et la crème fraîche. La mise en place de la LDB (cf. encart p. 148-149) a été inspirée par Tiviski, laiterie située en rive droite du fleuve Sénégal (fig. 2). Chacune de ces laiteries collecte exclusivement sur leur territoire national.

La figure 3 montre que la collecte de lait s'organise le long du principal axe routier entre Saint-Louis et Richard-Toll autour de petites laiteries qui vendent in situ. Seule la Laiterie du berger collecte dans la zone pastorale, importe de façon significative du lait en poudre et vend ses produits en dehors de la zone de production.

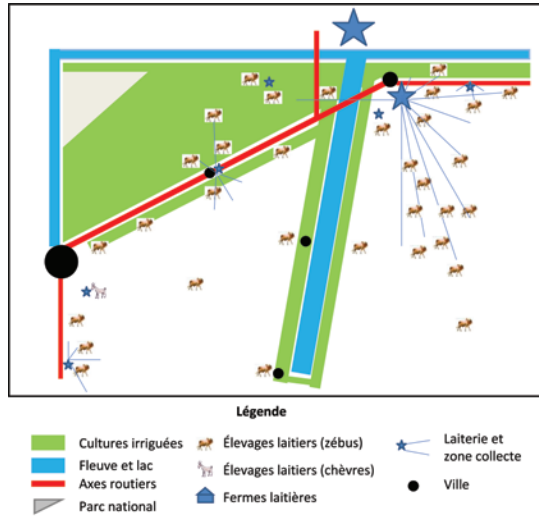


Figure 3. Schématisation du bassin laitier de la basse vallée du fleuve Sénégal en 2014.

DYNAMIQUES À L'ŒUVRE DEPUIS L'INDÉPENDANCE

Les grands repères des politiques publiques au Sénégal

À l'instar des pays d'Afrique de l'Ouest, trois périodes de politiques laitières peuvent être distinguées au Sénégal :

- de l'indépendance en 1960 au milieu des années 1980, politiques laitières administrées : laiteries gouvernementales, collecte administrée, recours croissant aux importations de produits laitiers ;
- 1985-2000, politiques libérales : retrait de l'État, poursuite de la croissance des importations, élevage local déconnecté des industries laitières ;
- 2000 à aujourd'hui, politiques libérales avec gestion concertée : retour de l'État, recours croissant aux importations peu taxées, émergence de dispositifs de régulation concertée (interprofession) visant une meilleure valorisation du lait produit localement.

Dans les années 1970, les importations de lait en poudre devaient pallier le déficit de collecte des laiteries. Aujourd'hui, dans un contexte de forte croissance démographique, l'entrée du lait en poudre est sciemment favorisée par les responsables politiques qui

veulent garantir aux consommateurs urbains, dont le pouvoir d'achat est limité, un approvisionnement sain et bon marché (Pinaud 2014). C'est dans ce contexte que le lait produit localement doit désormais trouver sa place.

Les séquences du développement laitier

La figure 4 et le tableau 2 présentent les principales séquences du développement du bassin laitier de la basse vallée du fleuve Sénégal. Sur fond de forte croissance démographique et d'expansion des cultures irriguées, on peut en distinguer quatre principales avec des transitions articulées autour de 1960, 1990, 2004 et 2009.

Jusqu'en 1960, la zone était dédiée à l'élevage pastoral transhumant de zébus, de moutons et de chèvres. De juillet à décembre,

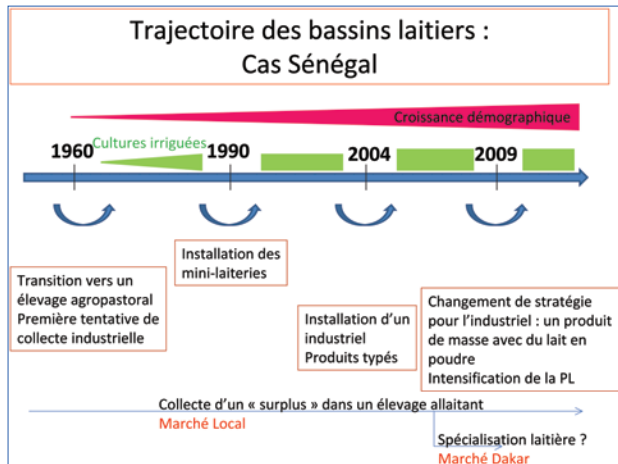


Figure 4. Les grandes séquences du développement laitier sur le bassin de la basse vallée du Sénégal.

	1945-1960	1960-1990	1990-2012		
		Ucolait CSS/Socas 1970-1971	Tiviski 1990	LDB 2004	Danone 2009
Territoire	Zone sahélienne Waa/o inondable (fleuve) Diéri pastoral	Dvlt agriculture irriguée (Waa/o) Densification du peuplement	Pression démographique urbaine et rurale Territoire fragile qui se ferme Le temps des POAS et des conflits fonciers		
Filières et Collecte	Autoconsommation du lait (+ veau) Vente directe saisonnée autour des villes	Echec d'Ucolait (laiterie étatique)	Vente directe Dvlt des minilaiteries (villes, axes routiers)	Vente directe Minilaiteries LDB : vente exclusive de lait local (marché de niche à Dakar)	Vente directe Minilaiteries LDB : hausse de la collecte et lait en poudre (marché de masse)
Systèmes d'élevage	Elevage pastoral sahélien : mobile, zébus et petits RTs, priorité Viande	Elevage pastoral (diéri) Elevage agro-pastoral moins mobile, usage SPAI	Elevage agro-pastoral Intensification noyau laitière	Elevage agro-pastoral Noyau laitier sédentarisé	Elevage agro-pastoral Noyau laitier sédentarisé Fermes spécialisées ?
Divers		▲ ▲ sécheresses		Accélération des importations de lait en poudre Développement des laiteries à Dakar	Gamme de Prod Laitiers à partir de poudre

Tableau 2. Chronique du bassin laitier de la basse vallée du fleuve Sénégal.



Figure 5. Traite d'un zébu Gobra
(Fourarate, delta du fleuve Sénégal) (ph. C. Corniaux).

les animaux utilisaient les parcours sur les dunes exondées avant de se diriger progressivement en saison sèche (janvier à juin) vers le fleuve, dans les zones inondables. Le lait, issu de la traite des troupeaux allaitants, notamment des vaches et des chèvres, était autoconsommé.

À partir de 1960, sous l'impulsion de politiques volontaristes menées par l'État sénégalais, les zones inondables sont aména-

gées en casiers rizicoles. Dans un contexte sahélien et de croissance démographique, le choix est fait de favoriser la riziculture irriguée. Les premières agroindustries (riz, canne à sucre, tomate) s'installent dans la foulée. L'accès aux parcours de saison sèche s'en trouve fortement contraint.

En revanche, de nombreux sous-produits (son de riz, paille de riz, drêches de tomate, mélasse de canne) sont disponibles. Par ailleurs, des pasteurs peuls transhumants ont bénéficié d'affectations dans les terres irriguées (généralement des lots de 2,5 ha) et se sont mis à la riziculture tout en sédentarisant le noyau familial. Dans le même temps, les agriculteurs wolofs, issus de la colonisation des terres irriguées, ont épargné dans les bovins alors qu'ils en possédaient très peu auparavant. Ainsi, un élevage agropastoral moins mobile et valorisant les sous-produits agricoles et agroindus-triels se développe au nord du territoire.

Au sud, un élevage pastoral traditionnel persiste avec des transhumances désormais déplacées vers le sud. Dans l'ensemble de la zone, la production laitière demeure une activité secondaire maîtrisée par les femmes peules.

Avec la croissance urbaine de Saint-Louis, l'arrivée de colons dans les villages agricoles et le bitumage de la route principale, la vente directe de lait se développe. On note aussi l'expérience éphémère de la laiterie d'État Ucolait à Saint-Louis de 1970 à 1972. La sécheresse des années 1972 et 1973, vécue très durement dans tout le Sahel, est l'une des raisons de son échec.



Figure 6. Véhicule de collecte de la Laiterie du Berger (ph. C. Corniaux).

La Laiterie du berger (d'après Corniaux et al 2014)

La Laiterie du berger (LDB) a été créée en 2004 à Richard-Toll, sur le fleuve Sénégal, à une centaine de kilomètres en amont de Saint-Louis. Elle est la concrétisation d'un projet d'étudiants sénégalais particulièrement motivés et bien formés sur le plan technique et commercial. Cette *success story* doit beaucoup aux membres fondateurs et à son directeur Bathily Bagoré, vétérinaire de formation. Leur gestion rigoureuse et leurs formations de qualité leur ont permis de mettre en place un *business plan* à hauteur de 700 millions de FCFA. Mais il faut replacer aussi ce succès dans le contexte général de l'évolution du Sénégal et plus particulièrement de la région du fleuve depuis l'échec, trois décennies plus tôt, d'Ucolait : amélioration du réseau routier, extension de l'électrification, monétarisation des échanges, présence de personnel qualifié, transformation des réseaux de distribution urbains, changement des habitudes alimentaires, etc.

La Laiterie du berger collecte dans un rayon d'une quarantaine de kilomètres autour de l'usine (fig. 6). D'un volume quotidien moyen de 500 l au démarrage, la collecte a rapidement atteint un niveau de 2 500 l, jusqu'à 4 000 l fin 2012. Elle a lieu tous les jours, week-ends et jours fériés compris. Le lait est transformé et conditionné à Richard-Toll pour être envoyé dans les centres urbains, notamment à Dakar. La gamme des produits laitiers va du lait frais au yaourt liquide parfumé, en passant par le yaourt nature, liquide, brassé ou caillé, sous différents conditionnements, et la crème fraîche. Jusqu'en 2009, la Laiterie du berger traitait et commercialisait exclusivement des produits laitiers issus de sa collecte, et avait proscrit tout usage de poudre, même comme additif. De la bonne organisation de la collecte dépend donc le succès de l'entreprise.

La collecte se déroule le long de trois axes avec trois véhicules automobiles légers. Sur chacun de ces axes, des points de collecte ont été mis en place auprès de campements. Au total, ce sont environ 700 éleveurs qui fournissent du lait à la LDB. L'entreprise a bien calculé le maillage optimal de sa collecte dans un contexte techno-économique très contraint. En effet, en l'absence de dispositifs de réfrigération dans les campements, la collecte doit avoir lieu le plus tôt possible après la traite du matin, avant le départ des troupeaux au pâturage. La sécurisation de sa collecte exige un gros effort de la part de l'entreprise. Le lait est actuellement acheté 200 FCFA le litre, ce qui, compte tenu des coûts de transport, correspond à un coût moyen, rendu usine, d'environ 300 FCFA le litre. Un paiement du lait à la régularité et à la qualité est à l'étude. Mais, pour s'attacher durablement les producteurs, l'entreprise ne peut se contenter d'une politique de prix. Un technicien de terrain a été recruté pour promouvoir les projets de l'entreprise auprès des éleveurs, cerner les obstacles et faire remonter leurs revendications. Des puits pastoraux ont été creusés avec l'aide de l'entreprise, un soutien zootechnique et vétérinaire est apporté, et de l'aliment « vache laitière » est acheté à prix bonifié pour les membres de la coopérative.

En dépit de difficultés persistantes – vente sur des circuits parallèles, saisonnalité de la production –, la stratégie de fidélisation de ses producteurs menée par la LDB semble globalement couronnée de succès, si on en juge par l'évolution de sa collecte depuis 2005.

Si la collecte est effectuée dans la vallée du fleuve Sénégal et la transformation réalisée sur place, la Laiterie du berger s'est clairement fixé comme objectif d'atteindre une clientèle urbaine, plutôt aisée, située à Saint-Louis (200 000 habitants) et surtout à Dakar (2 millions d'habitants). Cette clientèle est sensible à l'origine locale du lait et à la fraîcheur du produit. La Laiterie du berger utilise habilement cette image dans sa communication publicitaire pour se démarquer des concurrents qui importent du lait en poudre. Cette image attire aussi les investisseurs. Danone Communities et la Grameen Crédit Agricole Microfinance sont séduits et participent à hauteur de 9,6 % au capital de la laiterie dans le cadre d'une *social business*.

Mais si ce « marché de niche » semble bien stabilisé, les dirigeants de l'entreprise ont conscience de ses limites. Ils considèrent leur présence sur le marché de masse comme stratégique dans la perspective d'une expansion de l'entreprise. Il faut en effet valoriser l'outil industriel initial et le potentiel de production de l'ordre de 15 000 l/j. En septembre 2009, elle lance Dolima, une gamme de produits laitiers, contenant du lait en poudre. Un an plus tard, la production a doublé : elle atteint 8 000 l/j, dont la moitié reconstituée à partir de poudre importée.

Une seconde sécheresse (1983-84) a affecté une nouvelle fois les troupeaux et les hommes, limitant de fait toutes les productions animales, dont le lait.

La décennie 1990 n'est pas touchée par des épisodes de sécheresse sévère. En outre la croissance démographique reste forte et les marchés de Saint-Louis ou de petites bourgades émergentes (Richard-Toll, Ross Béthio, NGnith, Rosso, Keur Momar Sarr) garantissent un débouché pour le lait caillé (yaourt) produit dans les campements peuls et chez les agroéleveurs. Des minilaiteries, collectant entre 50 et 200 litres de lait frais par jour, commencent aussi à s'installer en s'appuyant sur ces marchés en expansion (tabl. 1). C'est autour de ces petites infrastructures que commence à s'intensifier la production laitière : sédentarisation d'un noyau laitier, usage systématique en saison sèche de l'aliment concentré. Les consommateurs de la zone découvrent dans le même temps un nouveau produit laitier, qui vient concurrencer la vente directe de lait local et le lait en poudre importé, omniprésent à Saint-Louis.

L'année 2004 est marquée par l'installation de la Laiterie du berger (cf. encart). Avec cet industriel, la professionnalisation et l'intensification de la production laitière s'accélère à l'est du lac de Guiers, zone privilégiée pour la collecte. Mais elle est contrainte dans un milieu pastoral dominé par l'élevage allaitant transhumant. C'est pourquoi, pour valoriser l'équipement industriel de Richard-Toll et approvisionner le marché de Dakar, principale cible de la LDB à 350 km de distance, il est décidé en 2009 d'utiliser en partie du lait en poudre tout en essayant de développer de nouveaux modes de production. Ces derniers s'appuient sur le potentiel irrigué de la zone : distribution de canne à sucre en vert en saison sèche, développement de circuits de collecte à proximité des casiers, émergence de fermes laitières spécialisées.

En résumé

Comme évoqué dans la figure 7, la trajectoire du bassin se caractérise par quatre séquences majeures :

- 1960-1990 : transition d'un élevage pastoral (avant 1960) vers un élevage agropastoral ;
- 1990-2004 : installation des premières minilaiteries ;
- 2004-2009 : installation d'un industriel ;
- Depuis 2009 : intensification laitière.

Chacun des quatre éléments de la figure 7 schématise une séquence. On observe ainsi une densification de la production laitière parallèlement à une augmentation progressive des cultures irriguées et de la densité des populations rurale et urbaine. Les transitions entre séquences sont consécutives à la mise en place de différents opérateurs de la collecte. Ils sont de deux types : les minilaiteries et une laiterie industrielle. L'arrivée de cette dernière marque l'ouverture du bassin laitier à l'extérieur (vente des produits laitiers en dehors de la zone de production). En outre, son changement de stratégie en 2009 (arrivée de Danone) induit un nouvel élan à la fois dans l'intensification de la collecte, dans l'utilisation de lait en poudre importé et dans la standardisation de son marché à Dakar.

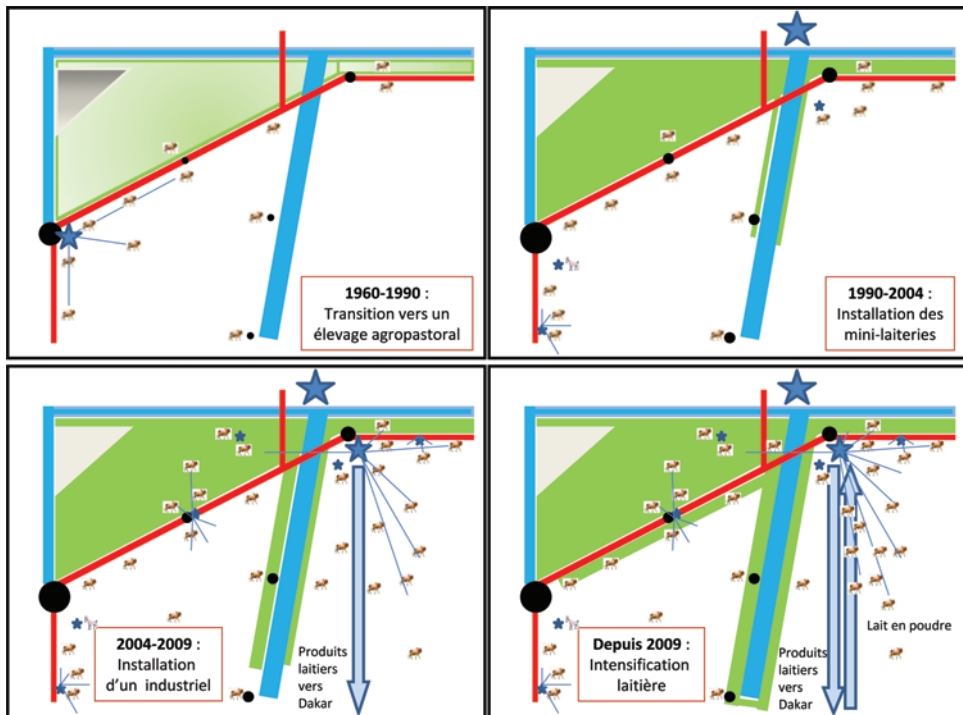


Figure 7. Trajectoire du bassin laitier de la basse vallée du fleuve Sénégal. Cette figure montre l'intensification en quatre phases du bassin laitier. Le développement des systèmes irrigués et la mise en place de la Laiterie du Berger sont déterminants.



DES MODÈLES EN QUESTION

Au cours du temps, les formes d'interaction entre filières, territoire et systèmes d'élevage ont évolué dans le bassin laitier de la basse vallée du fleuve Sénégal. Quatre formes principales d'interaction filières/territoire/systèmes d'élevage apparaissent (fig. 8) : deux à l'échelle des formes d'élevage (ce que nous appelons dans d'autres terrains les « fermiers », ou les « mixtes »), deux autres à celle des laiteries.

La première est représentée par le modèle traditionnel pastoral, pionnier et encore dominant dans la zone. Celui-ci concerne les éleveurs pastoraux des zones exondées (au sud du territoire) pratiquant la transhumance en saison sèche et la vente directe de lait (lait caillé et beurre) en saison des pluies.

Le second modèle apparaît dès 1960 avec le développement des cultures irriguées, au nord du territoire. Il s'agit du modèle agropastoral. Les agropasteurs intensifient leur

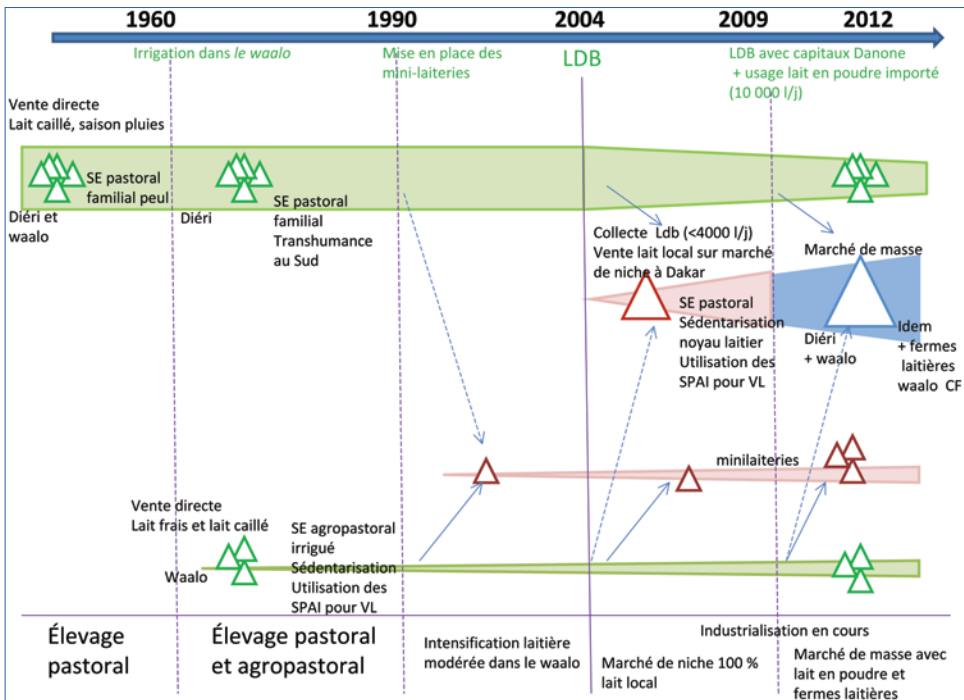


Figure 8. Trajectoire des principales formes d'interactions dans le bassin laitier de la basse vallée du fleuve Sénégal. (Triangles verts : producteurs laitiers en vente directe - Triangles rouges : petites laiteries familiales collectant chez des petits producteurs laitiers - Triangle bleu : laiterie industrielle collectant chez des producteurs en phase d'intensification)

production laitière en sédentarisant un noyau laitier et en valorisant les sous-produits de l'agriculture irriguée. Ils pratiquent la vente directe du lait (lait frais et lait caillé), notamment en saison des pluies.

Le troisième modèle se dessine avec l'essor des minilaiteries à partir des années 1990. Il concerne à la fois certains pasteurs et agroéleveurs situés à proximité de la minilaiterie qui collecte du lait frais de zébu et propose à ses clients locaux du lait frais ou du yaourt. Ces produits sont vendus directement dans le bourg ou par des revendeuses sur le bord de la route. Les éleveurs intensifient progressivement leur production laitière et améliorent l'hygiène de la traite. Ils ont tous accès aux sous-produits de l'agriculture irriguée. Dans ce modèle, l'amont et l'aval sont par conséquent très concentrés autour de la minilaiterie.

Enfin, un dernier modèle industriel émerge avec l'installation de la Laiterie du berger en 2004. S'appuyant d'abord sur la collecte chez les Peuls et sur une gamme de produits typés (lait de zébu) vendus dans les villes (notamment Dakar et Saint-Louis), la laiterie change de stratégie en 2009 avec l'arrivée dans son capital de Danone. Dès lors, les produits se standardisent (yaourt sucré vanillé) avec un apport de lait en poudre notamment en saison sèche afin de garantir un approvisionnement toute l'année aux consommateurs urbains. L'intensification de la production se poursuit (usage accru de concentrés et achat de fourrage en saison sèche) et apparaissent des fermes laitières dans la zone irriguée (lait de vache). Le développement de la collecte s'appuie en outre sur l'usage de canne à sucre en vert, issue de l'irrigation et obtenue auprès de la sucrerie (Compagnie sucrière du Sénégal), basée elle aussi à Richard-Toll.

Il faut toutefois noter que ces modèles ne sont pas étanches ou indépendants les uns des autres. D'abord, les éleveurs utilisent souvent les mêmes parcours naturels ou partagent les mêmes sous-produits (notamment pailles et sons de riz). Par ailleurs, ils ne sont pas contractualisés avec les laiteries. Du coup, ils gardent systématiquement plusieurs circuits de vente (vente directe, minilaiteries ou LDB). Le lait du soir, peu collecté par les opérateurs, entre ainsi dans un circuit de vente directe. Enfin les petites laiteries, bien qu'elles s'en défendent pour une question d'image, utilisent parfois du lait en poudre en saison sèche afin de garder leurs parts de marchés à un moment où le lait de collecte se fait trop rare (vente parallèle par les éleveurs sur les circuits directs plus rémunérateurs).

CONCLUSION : DU RIZ, DU LAIT ET UNE PME, OU COMMENT DÉVELOPPER LA COLLECTE AU PAYS DU LAIT EN POUVRE ?

L'étude de cas du bassin laitier de la basse vallée du fleuve Sénégal permet de s'interroger sur les stratégies des acteurs de la collecte locale pour continuer à exister face à la filière du lait en poudre. Il apparaît d'abord que la notion de « lait local » peut prendre différentes acceptions. Il signifie avant tout un lait produit par des bovins *in situ* en opposition au lait en poudre importé. Cependant, le développement récent de fermes laitières, sur un modèle occidental (génétique laitière, concentrés alimentaires, stabulation...), qui s'appuie sur la collecte industrielle, pose question. Le lait collecté est celui de taurins (vaches Holstein ou Jerseyaises) dont la composition (taux butyreux plus faible) et le goût sont différents de ceux du lait de zébus collecté dans les concessions pastorales ou agropastorales. Au-delà de la composition de la matière première, c'est bien du système de production et de l'image commerciale véhiculée dont il est question ici. Le lait des Peuls serait-il plus « local » que celui des fermes avec des animaux de race exotique ?

En pratique, pour le petit industriel, la stratégie est de consolider son approvisionnement en lait « local » produit *in situ*. L'accroissement de sa collecte locale demeure toutefois insuffisant face à la hausse de la consommation des produits laitiers vendus notamment à Dakar. Le lait en poudre prend ainsi une part prépondérante en saison sèche et représente encore plus de la moitié du lait transformé annuellement par la Laiterie du berger. Mais quoi qu'il en soit, si le lait en poudre a encore de beaux jours devant lui, en dépit de la volatilité des cours mondiaux, le lait « local » a désormais trouvé sa place dans le circuit industriel.

Enfin, le lait local a trouvé sa place dans une zone irriguée clairement dévolue par les autorités au riz et au maraîchage. Certes les politiques publiques font encore aujourd'hui peu de cas de la filière laitière locale dans les espaces irrigués (ce qui n'est pas le cas par exemple au Maroc ou en Égypte). Certains décideurs considèrent même qu'il faut éradiquer des casiers rizicoles les bovins, accusés de dégradation à l'endroit des aménagements hydroagricoles. Pourtant, de façon paradoxale, les politiques appliquées dans la basse vallée du fleuve Sénégal ont *in fine* aidé à l'intensification de l'élevage et à l'implantation des laiteries.

Références

- Corniaux C., Duteurtre G., Broutin C. (coord.), 2014. *Filières laitières et développement de l'élevage en Afrique de l'Ouest. L'essor des minilaiteries*. Karthala, 252 p.
- Corniaux C., 2005. *Gestion technique et gestion sociale de la production laitière : les champs du possible pour une commercialisation durable du lait. Cas des systèmes d'élevage actuels du delta du fleuve Sénégal*. Thèse de doctorat Ina-PG, Paris, juin 2005, 242 p. + ann.
- Dendoncker M., 2013. *Structure, dynamique et utilisations de la ressource ligneuse dans le Ferlo (Sénégal)*. Mémoire de fin d'étude bioingénieur Gestion des forêts et espaces naturels. Université Catholique de Louvain, 121 p.
- Duteurtre G., 2007. « Commerce et développement de l'élevage laitier en Afrique de l'Ouest : une synthèse », *Revue d'élevage et de médecine vétérinaire des pays tropicaux* 60(1-4) :209-223.
- Magnani S., 2014. *Le lait local au Sénégal. Intensifier pour développer ? Itinéraires techniques et rationalités d'éleveurs dans le rapport au changement*. Exposé à l'atelier final ANR Mouve, Saint-Martin de Londres, oct. 2014.
- Pinaud S., 2014. *La poudre de lait, le trader parisien et le commerçant bamakois. Une sociologie économique de la mondialisation*. Thèse de doctorat en sociologie, Université de Paris Ouest Nanterre, école doctorale « Économie, Organisations, Sociétés », 570 p.
- Replinger E., 2013. *Évolution des pratiques d'alimentation et de transhumance des éleveurs de la Laiterie du berger en saison sèche (Sénégal)*. Mémoire Master 2 Istom, 104 p.
- Vatin F., 1996. *Le lait et la raison marchande. Essais de sociologie économique*. Presses universitaires de Rennes, Rennes, 205 p.



Votre avis nous intéresse

Pour citer ce chapitre

Corniaux C., 2015. « Bassin laitier de la basse vallée du fleuve Sénégal (Sénégal). Le développement de la filière entre lait local et lait en poudre importé », In Napoléone M., Corniaux C., Leclerc B. (coords), *Voies lactées. Dynamique des bassins laitiers entre globalisation et territorialisation*, Inra-Sad – Cardère :143-155. DOI : 10.15454/1.4477750372737266E12

Affiliations des auteurs

Christian CORNIAUX, Cirad, UMR0868 Selmet, F-34060 Montpellier, France

Ce travail a été conduit dans le cadre du projet de recherches Mouve financé par l'Agence nationale de la recherche (projet ANR-2010-STRA-005-01).





Bassin laitier « Pélardon en Cévennes méridionales » (France)

Construire une filière localisée qui reste affranchie des dynamiques industrielles

Résumé

Dans un contexte de mondialisation des échanges, d'industrialisation des filières, d'urbanisation galopante, les territoires méditerranéens affrontent des mutations importantes. Comment ces dynamiques pèsent-elles sur les transformations des systèmes d'élevage et des territoires ? L'ancrage au local des produits contribuent-ils aux recompositions des activités d'élevage dans les territoires ?

Nous nous intéressons dans ce texte aux recompositions d'activités laitières et fromagères caprines au sein d'un territoire rural enclavé, les Cévennes. Nous abordons conjointement les transformations des systèmes d'élevage, les stratégies des opérateurs d'aval et les dynamiques territoriales. Nous nous appuyons sur des entretiens, des sources bibliographiques et des données issues d'études en élevage et auprès des laiteries. Par une analyse diachronique nous mettons en évidence les trajectoires de développement de ce territoire, ainsi que les facteurs de changement.

Les acteurs locaux de l'élevage caprin ont toujours considéré leur savoir-faire et leur produit comme un bien commun à protéger et comme un moyen pour valoriser leur production et en garder la maîtrise du devenir. Cette filière s'est ainsi construite dans l'affirmation des différences avec les dynamiques agroindustrielles. Ces différences, comme les spécificités de ce territoire méditerranéen, ont été tour à tour, au cours des cinquante dernières années, des handicaps et des atouts dans les contextes mouvants des systèmes alimentaires et des formes de commercialisation. Ce texte pose la question du devenir et des formes d'action et de valorisation d'un bien local enraciné dans une culture face à – et en lien avec – des dynamiques de mondialisation.

Mots-clés : élevage caprin, appellation d'origine protégée (AOP), mondialisation, patrimoine, zone méditerranéenne.

« Pelardon » Dairy Basin, in Southern Cevennes (France)

A localised value chain, independent from major retailers and dairy companies

Abstract

Facing globalisation of trade, industrialisation of commodity chains, rapid urbanisation, the Mediterranean territories are undergoing major changes. In which way these factors do influence the evolution of farming systems and territories? Is the territorial rooting of their products likely to participate in the reconfiguration of farming systems and general management of these territories?

This paper deals with the reconfiguration of the dairy goat industry in a landlocked rural territory: the Cevennes, in Southern France. The main changes in livestock farming systems, in the strategies of processors and retailers, and territorial dynamics are approached simultaneously. The analysis is based on interviews of key-persons, bibliography, and monographies of livestock farming and milk processors. A diachronic analysis allows to describe some development pathways of this territory and some drivers of observed changes.

For local dairy goat stakeholders, their know-how and their products are a common good. They are keen in protecting it, as a mean to give value to their production and keep their control on its future. This local value chain has been built as an alternative to the agro-industrial pattern. Along the 50 last years, these differences, and the specific characteristics of this Mediterranean territory, were considered as strengths or weaknesses, according the changes occurring in the agri-food sector and the way of marketing their product.

This paper addresses the question of the ways of valorisation of a locally rooted, cultural product, in the frame of globalisation.

Key-words : goat, livestock farming, globalisation, PDO, cheese, heritage, Mediterranean.

Bassin laitier « Pélardon en Cévennes méridionales » (France)

Construire une filière localisée qui reste affranchie des dynamiques industrielles

Martine NAPOLÉONE *, Jean-Pierre BOUTONNET

LE PÉLARDON EST UN « petit fromage rond ¹ » au lait de chèvre, fabriqué dans les Cévennes, sur les contreforts sud du Massif Central. Production patrimoniale s'il en est, ce fromage et les activités associées constituaient une des composantes du système paysan et agrialimentaire ² cévenol. Entre le XVII^e et le XX^e siècle, les activités industrielles (mines autour d'Alès) et manufacturières (filatures et production de soie au Vigan) soutenaient une forte demande alimentaire dans cette région enclavée (IEO 1979). Au début du XX^e siècle, ces activités industrielles périclitent. Les Cévennes se dépeuplent. Le territoire se reboise et se ferme. Une petite paysannerie persiste cependant dans le bassin à proximité des petits bourgs.



Cette terre de tradition et de résistance connaît, dans les années 1960 et 1970, une relance de ses activités à travers la production caprine notamment. Plus que des projets agricoles,

* Auteur de correspondance : napolema@supagro.inra.fr

¹ Du provençal *pelaudoun* : « petit fromage rond, sec et piquant, propre aux Cévennes », (Mistral 1878).

² Nous désignons par agrialimentaire tout ce qui se rapporte à l'ensemble du système, des agriculteurs aux consommateurs.

Résumé

Dans un contexte de mondialisation des échanges, d'industrialisation des filières, d'urbanisation galopante, les territoires méditerranéens affrontent des mutations importantes. Comment ces dynamiques pèsent-elles sur les transformations des systèmes d'élevage et des territoires ? L'ancrage au local des produits contribuent-ils aux recompositions des activités d'élevage dans les territoires ?

Nous nous intéressons dans ce texte aux recompositions d'activités laitières et fromagères caprines au sein d'un territoire rural enclavé, les Cévennes. Nous abordons conjointement les transformations des systèmes d'élevage, les stratégies des opérateurs d'aval et les dynamiques territoriales. Nous nous appuyons sur des entretiens, des sources bibliographiques et des données issues d'études en élevage et auprès des laiteries. Par une analyse diachronique nous mettons en évidence les trajectoires de développement de ce territoire, ainsi que les facteurs de changement.

Les acteurs locaux de l'élevage caprin ont toujours considéré leur savoir-faire et leur produit comme un bien commun à protéger et comme un moyen pour valoriser leur production et en garder la maîtrise du devenir. Cette filière s'est ainsi construite dans l'affirmation des différences avec les dynamiques agroindustrielles. Ces différences, comme les spécificités de ce territoire méditerranéen, ont été tour à tour, au cours des cinquante dernières années, des handicaps et des atouts dans les contextes mouvants des systèmes alimentaires et des formes de commercialisation. Ce texte pose la question du devenir et des formes d'action et de valorisation d'un bien local enraciné dans une culture face à – et en lien avec – des dynamiques de mondialisation.

Mots-clés : élevage caprin, appellation d'origine protégée (AOP), mondialisation, patrimoine, zone méditerranéenne.

ce sont des projets d'hommes et de femmes qui veulent vivre et produire dans leur région d'origine (création d'une activité laitière coopérative en vallée Française), ou dans la région qu'ils ont choisie (invention d'une forme d'élevage fermière et pastorale par des néoruraux en piémont cévenol). Ancrées dans les Cévennes, en marge des processus de concentration et de spécialisation qui recomposent les territoires ruraux et les mondes agricoles en France dans les Trente Glorieuses (Hervieu & Purseigle 2013, Rieutord 2009), une activité laitière ¹ et une activité fermière ² se construisent, indépendamment l'une de l'autre, en mêlant modernité et tradition, production caprine et inscription de ces activités dans une dynamique et une culture locales et territoriales.

Divers facteurs déstabilisent dans les années 1990-2000 ce nouveau système agrialimentaire cévenol : la nécessité d'augmenter les volumes pour compenser les dépenses liées aux mises aux normes des fromageries, de trouver en conséquence de nouveaux circuits commerciaux hors des zones de production, notamment dans les villes côtières et en grande distribution, et cela dans un contexte de concurrence accrue avec les fromages venus des grandes régions laitières. Dans la plupart des régions françaises, ce processus s'est traduit par des fusions-acquisitions de laiteries artisanales par de grands groupes laitiers (Ricard 2013). Le cas du Pélardon fait exception. Les producteurs laitiers et les producteurs fermiers ainsi que les laiteries locales s'associent pour construire l'AOC Pé-

¹ Activité laitière : l'éleveur livre son lait à une laiterie qui transforme le lait en fromage et le vend.

² Activité fermière : l'éleveur transforme lui-même sa production de lait en fromage et la commercialise.

lardon, avec la volonté commune de garder la notoriété et la propriété du produit, en revendiquant des processus de fabrication artisanaux pour les démarquer des produits industriels.

Le modèle agrialimentaire territorialisé, construit sur des bases anciennes renouvelées, est vu aujourd’hui en France comme une alternative aux dynamiques industrielles agroalimentaires, à la « malbouffe ¹ », comme un retour vers la proximité et vers les racines paysannes pour des consommateurs urbains (Rieutord 2009). Ce modèle se développe dans les zones marginales du Languedoc-Roussillon, et tend à donner une nouvelle identité à l’activité caprine sur des bases territoriales revisitées.



Figure 1. Bassin laitier Pélaridon en Cévennes : une production caprine dans l’arrière-pays méditerranéen.

L’exemple du bassin laitier Pélaridon, en Cévennes, illustre à la fois la trajectoire d’une filière localisée et territorialisée qui s’est construite et structurée à travers le temps en restant indépendante des grands groupes industriels, et la dynamique de territoires ruraux enclavés en zone difficile méditerranéenne. Nous montrerons à travers l’analyse des dynamiques de ce bassin que l’évolution des modèles de consommation alimentaire a largement influencé cette trajectoire. Nous montrerons aussi qu’elle ne peut se comprendre et prendre sens que dans une analyse intégrant des flux et des pressions de divers ordres, extérieurs au territoire concerné. Pour comprendre la trajectoire de ce bassin, il est donc indispensable de donner quelques clés de lecture des principaux facteurs qui ont modelé les territoires ruraux en France et les activités de production caprine. C’est ce que nous ferons en première partie de ce texte. Nous présenterons ensuite le bassin aujourd’hui, puis sa trajectoire. Nous verrons que les habitudes de consommation peuvent être une force motrice dans les reconfigurations des activités et que le savoir-faire et le terroir ont constitué des outils de différenciation facilitant la maîtrise par les acteurs locaux de leurs adaptations au changement global.

¹ En référence au terme utilisé par les agriculteurs lors du démantèlement d’un restaurant *fast-food*, et aux mouvements qui, depuis, émergent autour de l’alimentation *slow food*. Voir dates repères en annexe 3 de l’ouvrage.

REPÈRES SUR LA PRODUCTION CAPRINE ET SON AVAL

La France caprine présente des contrastes régionaux marqués

Le Centre-Ouest ¹ est une région laitière (plus de 90 % des exploitations sont laitières) (fig. 2). Il collecte 74 % du lait livré en France. Les troupeaux, conduits en grande majorité en stabulation permanente, sont de grande taille (moyenne 351 chèvres), ont une production élevée (902 litres de lait produits par chèvre) (Idèle 2012). Le lait est transformé par de grands groupes industriels qui vendent à l'export et par les circuits de la grande distribution sur l'ensemble du territoire national, et notamment sur la frange côtière méditerranéenne où il y a une forte demande pour ces produits.

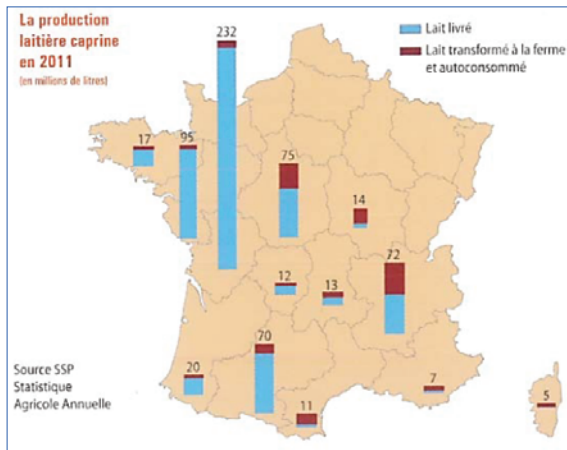


Figure 2. La production laitière et fermière caprine en France en 2011 (Idèle 2012).

Les régions Sud et Sud-Est sont essentiellement fromagères (plus de 80 % des exploitations sont « fermières »). Les producteurs fermiers transforment et vendent eux-mêmes leur production dans divers circuits : ferme, marché, restaurant, épicerie, grossiste, et grande distribution régionale hors référencement principalement. Les producteurs laitiers livrent à une laiterie la totalité de leur production. Les entreprises laitières du Sud et Sud-Est sont, à l'origine, de petites unités de transformation artisanales.

Une production tributaire du marché

La production laitière caprine a toujours été, en France, tributaire du marché. À l'inverse du secteur bovin laitier, il n'y a pas eu de mécanismes de régulation de l'offre. Le prix du lait dépend étroitement de l'équilibre entre l'offre et la demande, du type de commercialisation, du type de produits fabriqués (Le Jaouen 2003a et 2003b). La production caprine accuse régulièrement des périodes de crises de pénurie et de surproduction,

¹ Regroupe les régions Poitou-Charentes, Centre et Pays-de-Loire.

Méthode

MÉTHODE D'ANALYSE : UNE LECTURE DES TRAJECTOIRES

L'objectif est de comprendre les reconfigurations à l'œuvre dans le bassin laitier sur un temps long (50 ans). La démarche a consisté à construire une chronique des dynamiques en action depuis l'après-guerre (cf. annexe 1 et le chapitre méthodologique p. 21).

Pour cela, nous avons mis en regard, sur une base calendaire : les évolutions des stratégies commerciales des laiteries et des éleveurs fermiers (types de circuits et de produits), les transformations des systèmes d'élevage, les (re)localisations territoriales de ces activités, les dynamiques territoriales, et enfin les événements majeurs qui ont pesé sur ces évolutions (politiques publiques, crises sanitaires...). Une première analyse synchronique a permis d'identifier la diversité des formes d'interaction entre filière, système d'élevage et territoire, et les cohérences qui les sous-tendent. Une analyse diachronique a ensuite permis de mettre en évidence l'évolution de ces formes dans le temps, les facteurs de changement. La « trajectoire du bassin laitier » a été caractérisée par des enchaînements de séquences et de moments – et de facteurs – de changement. Période analysée : de l'après-guerre à 2013.

CHOIX DES LIMITES DU BASSIN

Le bassin laitier étudié a été délimité aux vallées cévenoles et à leur piémont, où se trouvent la majorité des éleveurs caprins et des transformateurs de la zone AOP. Cette limite a été choisie de manière à étudier les échanges entre ce territoire enclavé d'arrière-pays méditerranéen et l'extérieur de la zone, notamment la frange côtière urbaine. Le bassin laitier étudié ne correspond donc pas à une limite administrative, que ce soit celle de l'AOP Pélardon, du parc national des Cévennes, ou de la zone reconnue par l'Unesco comme patrimoine mondial de l'humanité pour les milieux agropastoraux. Il émerge sur toutes ces délimitations territoriales.

SOURCE DES DONNÉES

Nous nous sommes appuyés sur diverses sources d'information couvrant la période 1960-2014 : archives, périodiques locaux ou professionnels, travaux d'étudiants et de recherche, comptes rendus de réunions, enquêtes et entretiens compréhensifs réalisés auprès d'éleveurs, de transformateurs, de conseillers agricoles dans le cadre de plusieurs projets en partenariat¹.

notamment en 1980 où, pour la première fois, la production de lait de chèvre a été largement excédentaire, et dans les années 1989-1990, suite à l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la CEE. Même si la PAC² n'est pas intervenue pour réguler les marchés, les accords entre les pays membres de la CEE, portant sur la libre circulation des produits au sein de la CEE, ont modifié les marchés en mettant en concurrence les principaux pays producteurs de la communauté : France, Espagne, Grèce. Dès 1986, les transformateurs français ont importé du caillé congelé d'Espagne à moindre prix, pour fabriquer des produits de masse destinés à la grande distribution, sur l'ensemble du territoire na-

¹ Projets leader 1 et leader 2 : « Gestion concertée en Cévennes alésiennes », 1993-1999 (Couix et al.) ; projet PSDR 2 (Pour et Sur le Développement Régional) : « Coproduction de démarches d'aide aux coordinations entre laiteries et éleveurs pour gérer la saisonnalité de la collecte laitière », 2003-2006 (Napoléone et al.) ; projet Mouve n° ANR-2010-STRA-005-01, 2010-2014 ; commission d'experts Inao pour la mise en place de l'AOC Pélardon, 1995-2000 (Bérard L., Marchenay P., Napoléone M., Riccard D.).

² PAC : politique agricole commune.

tional et en particulier dans les zones de tradition fromagère caprine. Pour gagner des parts de marché, l'industrie laitière a segmenté sa gamme de fromages, par la forme, le type de produits, le nom d'un lieu ou d'un fromage évocateur, avec un label (Bio, MDD¹...). Les produits bio, les produits de terroir, ou à allure de terroir², se multiplient dans les rayonnages des supermarchés.

Les AOC : un moyen de protéger le produit

À partir des années 1990, dans de nombreuses régions de tradition fromagère, les transformateurs et les éleveurs fermiers et laitiers ont réagi en demandant la reconnaissance en AOC de leur produit (fig. 3).

Cette reconnaissance constitue un moyen de protéger le nom d'un produit (impossible d'en fabriquer ailleurs), de démarquer le produit sur un savoir-faire et une tradition, d'accéder à des circuits longs de distribution (la reconnaissance jouant comme une sécurité pour le consommateur) (Benkahla 2003). La plupart des 14 AOC caprines françaises ont été obtenues après 1990 et ont été demandées par des petites filières (par exemple Pélardon et Banon produisant respectivement 180 et 63 tonnes de fromage par an).



Figure 3. Logo du signe officiel de qualité français AOC (à gauche), et de son équivalent européen l'AOP (à droite).

Les entreprises locales des régions de tradition fromagère courtisées par les grands groupes

Les filières locales, ayant obtenu une AOC sont ainsi devenues attractives pour les groupes laitiers situés hors de la zone d'appellation, puisque les produits de terroir sont un moyen de diversifier la gamme et de segmenter les ventes. Les groupes laitiers fabriquant auparavant des produits portant le nom de produits de terroirs (Banon, Picodon, Pélardon), se sont vu interdire de le faire une fois l'AOC reconnue... sauf s'ils disposaient d'une unité de transformation située au sein de la zone de délimitation AOC, et s'ils transformaient les produits issus de cette zone. On assiste alors, à partir des années 1990, à un jeu complexe d'alliances, de coopérations, ou d'absorptions de petites entreprises,

1 MDD : marque de distributeur.

2 « À allure de terroir » : l'étiquette et l'allure du fromage évoquent pour le consommateur un lien au terroir, mais le fromage n'a pas d'ancrage particulier dans un terroir ou dans une tradition.

coopératives ou non, par des groupes transformateurs, situés hors de la région (Filippi 2002, Napoléone & Boutonnet 2010). Ces alliances ont permis aux entreprises de petite taille d'accéder à la grande distribution nationale tout en limitant les charges d'infrastructure, difficilement soutenables pour elles. Cependant, entre un simple accord sur un volume écoulé et la fusion avec le groupe plus important, la marge est souvent délicate à gérer pour la petite entreprise, comme le montrent de multiples exemples. Citons le développement de la gamme AOC dans le groupe Lactalis par rachat d'entreprises locales, par exemple, ou encore en zone Picodon la laiterie de Crest qui a absorbé entre 1975 et 2000 plusieurs laiteries villageoises en Drome et Ardèche provençale, pour rejoindre à son tour le groupe Valcrest (siège situé en région lyonnaise), pour rejoindre enfin le groupe coopératif nantais Eurial en 2014. En Cévennes en revanche, les acteurs de la filière laitière n'ont pas suivi le chemin de l'intégration à un groupe industriel.

La proximité réinventée

Dans les années 1960 à 1990, les politiques publiques accompagnent l'aménagement de grands centres urbains, le développement de filières fortes et structurées et le développement de la grande distribution (Houée 1989). Ces circuits de la grande distribution captent peu à peu l'essentiel des ventes et pèsent sur l'organisation des filières et des territoires (CRIC 1993). Cependant des crises sanitaires et économiques répétées sensibilisent le consommateur sur les effets de la globalisation des échanges, la multiplicité des intermédiaires et le poids des multinationales dans la distribution et l'agriculture. La montée en puissance des questions environnementales, qui s'est accélérée depuis le Grenelle de l'environnement en 2007, fait, quant à elle, prendre conscience de l'impact des systèmes de production agricole sur les écosystèmes et les paysages. Depuis la fin des années 2000, on assiste en Languedoc-Roussillon, comme ailleurs en France, à une évolution importante des circuits de distribution avec la multiplication des formes de vente directe (Chambre d'agriculture LR 2008, Pagès 2011, site région LR 2014). Dans ces réseaux, le consommateur urbain retrouve ainsi une part de sa ruralité (Rieutort 2007 et 2009). Ce lien aux consommateurs est aussi mis en scène dans certaines enseignes commerciales avec les photos des producteurs, et/ou en ménageant un espace « terroir » dans le magasin. *« Il faut casser la souveraineté qu'il y a entre les GMS qui est une grosse machine et le petit producteur... [silence]... elle a laissé des cicatrices importantes... [silence]... et maintenant, la souveraineté, l'uniformité, dérangeant. Les systèmes monétaires, la mondialisation, on n'a plus confiance. »* M. B., directeur d'une grande surface de type « hyper » en Lozère (entretien du 4 août 2011).

LE BASSIN LAITIER « PÉLARDON EN CÉVENNES MÉRIDIONALE »

Une région de moyenne montagne méditerranéenne enclavée, bordée de plaines urbanisées

Le bassin laitier se situe au nord de la région Languedoc-Roussillon dans le massif des Cévennes. Deux grandes plaines bordent ce massif. La plaine côtière viticole au sud et la vallée du Rhône à l'est. Fortement urbanisées et en forte croissance, elles constituent un énorme bassin de consommation, en particulier pour les fromages de chèvres. Ces plaines sont desservies par de grands axes routiers permettant des liaisons rapides avec le centre de la France (région Auvergne), avec la région Midi-Pyrénées ou la vallée du Rhône, mais aussi avec les régions laitières de l'ouest ou encore avec l'Espagne et l'Italie (fig. 4). Les marchandises peuvent ainsi circuler facilement entre les grandes zones de production en France ou en Europe et ce bassin de consommation littoral.

Bien que mitoyen avec ces zones de plaines, le bassin laitier étudié est enclavé. On ne

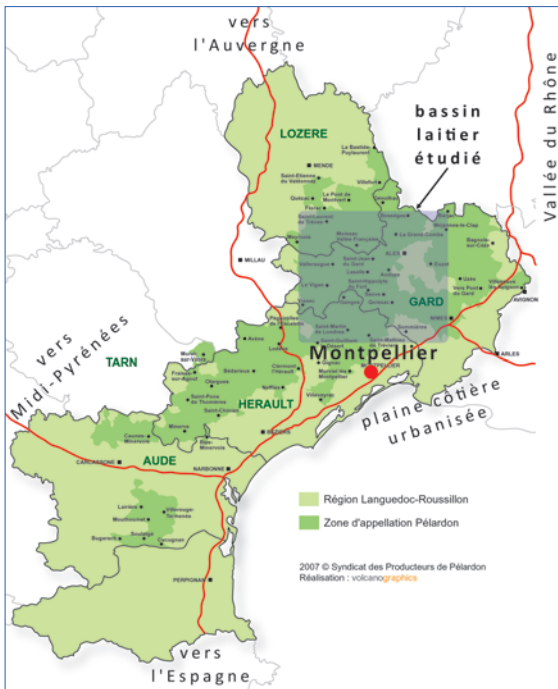


Figure 4. Localisation du bassin laitier (carte : Syndicat des producteurs de Pélardon).

passe pas par les Cévennes par le hasard de la route. Il faut y aller ex-près, dans ce pays de montagne au relief tourmenté (fig. 5). La zone géographique du bassin laitier concerne la partie méridionale, sous influence méditerranéenne. Elle se caractérise par des vallées encaissées, difficiles d'accès et des espaces de piémont plus ouverts. Dans les vallées, le bois règne en maître (châtaigniers souvent embroussaillés en ubac et garrigues à chênes verts ou pins en adret). De rares prés s'étièrent en fond de vallons ou autour des villages (Aubron 2012). Le SAU dans les vallées est donc très faible. Les collines de piémont sont plus ouvertes (prés cultivés, parcours boisés, landes) et plus proches des axes routiers.

Les Cévennes en images



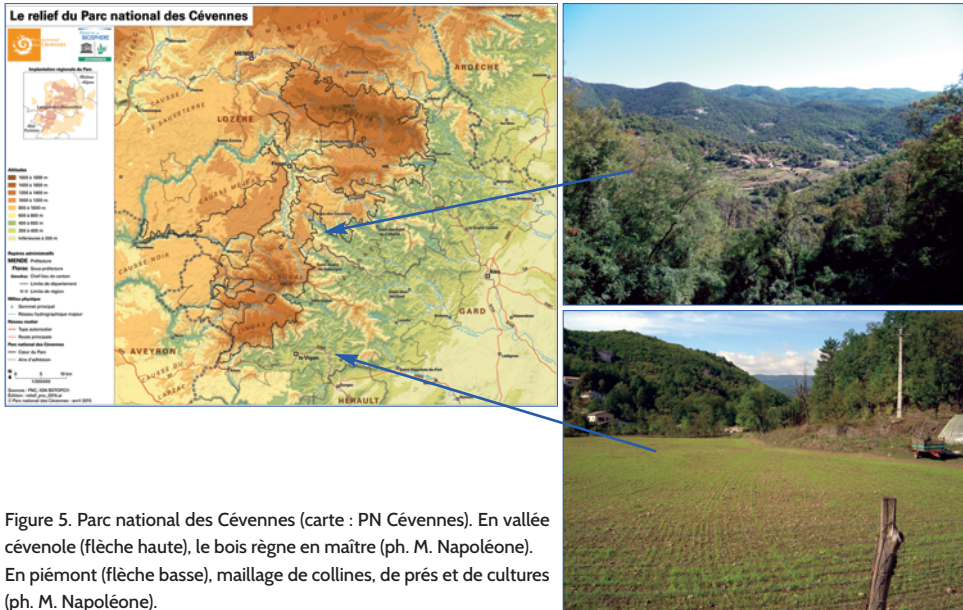


Figure 5. Parc national des Cévennes (carte : PN Cévennes). En vallée cévenole (flèche haute), le bois règne en maître (ph. M. Napoléone). En piémont (flèche basse), maillage de collines, de prés et de cultures (ph. M. Napoléone).

Quelques petites villes drainent et génèrent des activités locales. Il n’y a pas de grands axes routiers. Les déplacements sont délicats. L’accès aux fermes est parfois difficile. Il faut compter une à deux heures de déplacement par des axes secondaires tortueux pour aller de l’intérieur du bassin aux villes côtières.

Une filière fermière et laitière artisanale

Le Languedoc-Roussillon compte 350 éleveurs caprins, dont 80 % sont des producteurs fermiers (Delerce 2010). L’élevage laitier se trouve essentiellement en vallée. L’élevage fermier est présent dans tout l’arrière-pays, principalement dans les zones de piémont. En 2014, trois opérateurs se partagent la collecte et la transformation du lait de chèvre (fig. 6). En vallée Française, la coopérative « Fromagerie des Cévennes » collecte une vingtaine d’élevages et transforme 1 million de litres de lait de chèvre par an. En piémont, une mini-laiterie collecte trois élevages et un affineur commercialise les fromages de dix éleveurs. Ces trois opérateurs sont des entreprises artisanales transformant des petits volumes. Il n’y a pas de groupe industriel dans la zone, ni de collecte par de grands groupes dont le siège serait situé hors zone.

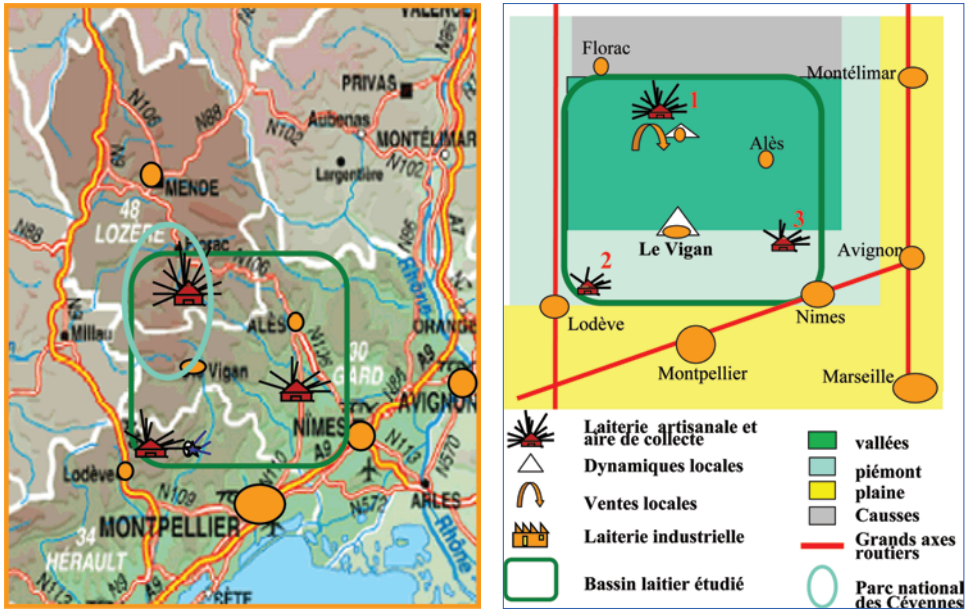


Figure 6. Le bassin étudié (à gauche) et sa représentation (à droite).

Un territoire multiple, une dynamique locale riche

Les Cévennes sont un espace à forte valeur environnementale (fig. 6). Un parc national (PN des Cévennes) a été créé en 1970. L'Unesco a classé certaines zones (gorges de la Vis) dans la catégorie « grands sites ». Enfin en 2012, les Causses et Cévennes sont reconnus au patrimoine mondial de l'humanité pour les « paysages culturels de l'agropastoralisme méditerranéens ». C'est une terre de production patrimoniale qui offre plusieurs produits de terroir : une AOC « Oignon doux des Cévennes », l'AOC « Pélardon », et la « Reinette du Vigan », pomme réputée en région. Ces produits sont reconnus par le label « Sud de France » (site de la région Languedoc-Roussillon). Environnement et ancrage au terroir des produits sont des attributs du territoire que les acteurs locaux et territoriaux et des filières cherchent à valoriser, en les mettant en synergie. Ils contribuent à la construction d'une image territoriale collective (site de l'office de tourisme du Vigan).

LA TRAJECTOIRE DU BASSIN

Les quatre séquences de la trajectoire

Dans la chronique du bassin laitier « Pélarдон en Cévennes méridionales » (annexe 1), nous identifions quatre séquences caractérisées par une cohérence et un équilibre dans les formes d'organisation des activités présentes (fig. 7). Avant les années 1960, une petite agriculture paysanne diversifiée, d'économie domestique, survit dans ce pays en déprise. Entre 1960 et 1990, une dynamique locale est relancée à travers l'émergence de systèmes

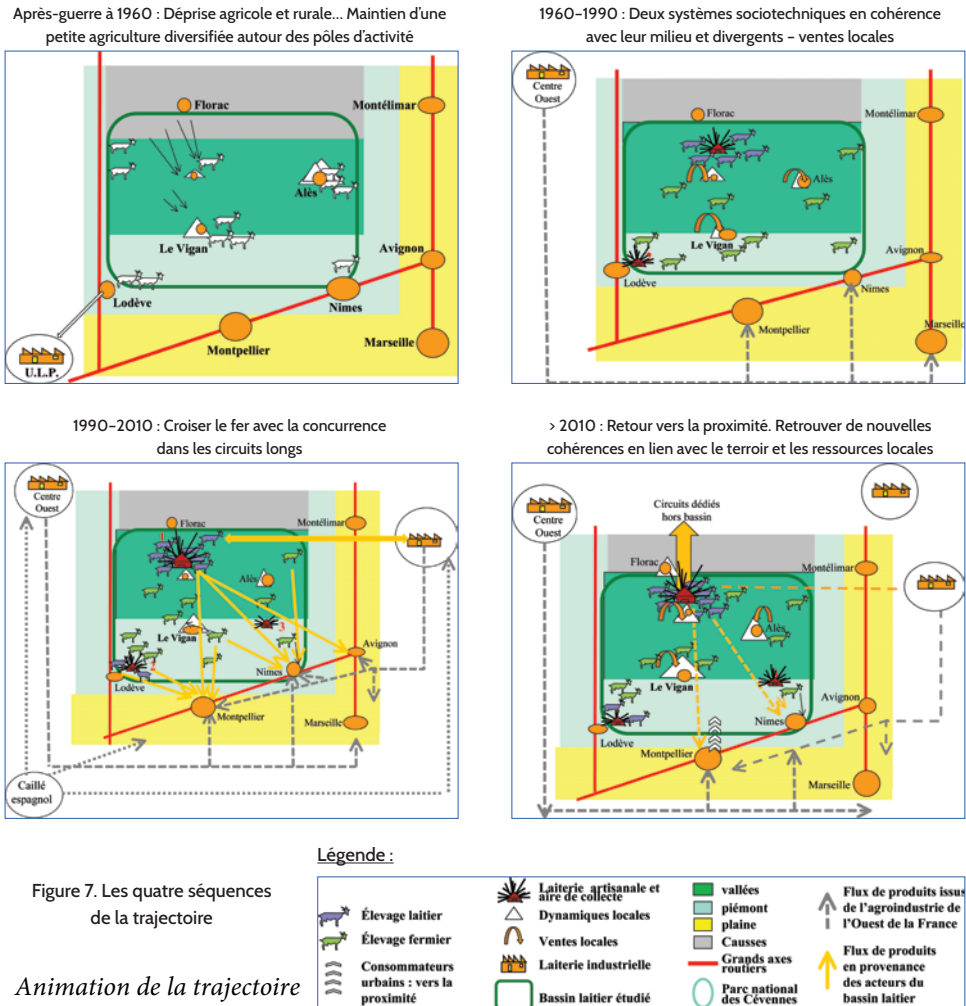


Figure 7. Les quatre séquences de la trajectoire

Animation de la trajectoire

agrialimentaires localisés. Les années 1990-2010 sont dominées par la recherche de marchés nouveaux vers les zones urbaines et la grande distribution, où la concurrence est vive. Enfin, depuis la fin des années 2010, on assiste à nouveau à des recompositions des activités dans les territoires en lien avec le terroir et les ressources locales.

SÉQUENCE 1, AVANT LES ANNÉES 1960 : MAINTIEN D'UNE PETITE AGRICULTURE DIVERSIFIÉE SUR FOND DE DÉPRISE AGRICOLE

La déprise agricole et rurale est très forte dans les vallées cévenoles et en piémont. Une petite agriculture paysanne se maintient autour des pôles d'activités manufacturiers (Le Vigan) ou miniers (Alès), où une demande en produits locaux reste présente.

L'activité est domestique et diversifiée (châtaignes, œufs, fromages, pommes...). Seuls les surplus sont vendus. Les chèvres – « vaches du pauvre » – sont les seuls animaux laitiers. Ils sont nourris avec soin sur les meilleurs prés. La plupart des paysans élèvent deux à trois chèvres, (ministère de l'agriculture 1959 et 1961).

Dans l'extrême ouest de la zone, l'Union laitière pyrénéenne (ULP) a installé un local de collecte le long du grand axe routier (dans la ville de Lodève) et collecte du lait dans une dizaine d'élevages (fig. 7).

SÉQUENCE 2, 1960-1990 : DEUX SYSTÈMES SOCIOTECHNIQUES

Un bassin de production laitier fermier caprin se constitue sur des bases territoriales, en marge des circuits longs agroindustriels qui se développent dès la fin des années 1970 dans les zones périurbaines de plaine. S'inscrivant dans des dynamiques sociales très différentes, deux mouvements vont contribuer à relancer en Cévennes une vitalité agricole à travers l'élevage de chèvres. Deux formes d'élevage, reposant sur des conceptions et des valeurs assez différentes se mettent en place, modernisation agricole d'un côté, retour à la terre de l'autre (fig. 7).

Mise en place en vallées cévenoles d'un élevage laitier spécialisé et moderne

Ce premier mouvement accompagne les lois de modernisation de l'agriculture et de l'élevage (1962-1966).

Face à la déprise, quelques personnes portent le projet de développement de la production caprine comme un moyen de relance des activités en vallée Française et en vallée Borgne. Ce projet repose sur la création d'une coopérative de collecte et de transformation du lait, la Fromagerie des Cévennes et sur la conception d'un modèle d'élevage performant, consistant à rationaliser trois facteurs de production : les animaux (les sélectionner), les ressources (valoriser les « terres » qui répondent à des techniques culturelles), le travail (améliorer l'équipement et les chèvreries, réduire le temps de garde des troupeaux). L'accent est mis sur l'amélioration des prés et sur des surfaces fourragères (Napoléone et al. 2015). Les par-

Figure 8. Un troupeau au pâturage. Les prés et les bords de rivière sont recherchés par les éleveurs, pour soutenir la lactation (ph. Alex Carles).



cours sont délaissés. C'est une adaptation aux Cévennes du modèle prôné par les lois de modernisation. La forte consommation locale et régionale de Pélardon permet à la Fromagerie des Cévennes d'écouler toute sa production par des circuits de proximité ou de vente directe.

Émergence d'activités fermières, avec l'arrivée des néoruraux dans les zones difficiles délaissées par l'agriculture

Ce second mouvement s'inscrit dans les suites du mouvement social de 1968. Des néoruraux s'installent en Cévennes, dans les zones pastorales de piémont, délaissées par l'agriculture, et donc seuls espaces accessibles pour eux. Ils mettront en place un élevage extensif, pastoral et fermier.

Sans culture agricole, ils sont porteurs d'un idéal fort de nature et de liberté. « La ruralité apparaît comme l'antidote de la crise urbaine » (Léger & Hervieu 1979), et nous pourrions rajouter « ... du productivisme ».

Désireux d'aller au bout de la production, ils transforment eux-mêmes leur lait en fromages et les vendent directement aux consommateurs. Une production caprine fermière se développe. Avec le temps, les éleveurs acquièrent une reconnaissance locale et auront accès à des prés laissés libres lorsque leurs voisins cessent leur activité. Les systèmes d'alimentation évolueront vers des systèmes complexes basés sur des combinaisons de ressources pastorales spontanées et de ressources fourragères.

Que ce soit la coopérative Fromagerie des Cévennes ou les producteurs fermiers, tous vendent à une clientèle de connaisseurs sur des circuits courts (marchés, épiceries, crémiers, restaurants, supérettes...). Il y a peu de problèmes de commercialisation à cette période. « On vendait tout par téléphone »¹. Le dimensionnement des ateliers et les volumes produits



Figure 9. Un éleveur fermier sort son troupeau sur le parcours. La diversité des espèces pastorales est un atout pour l'éleveur (ph. M. Napoléone).

¹ Extrait d'entretien avec M. E., ancien président de la coopérative cévenole (réalisé en 2003).

(environ 700 000 l/an pour la coopérative Fromagerie des Cévennes et 30 000 l/an pour un fermier) sont compatibles avec la demande locale. La Fromagerie des Cévennes, ancrée dans les vallées et tournée vers les consommateurs locaux, passe à côté de la crise caprine de 1980 qui touche la plupart des acteurs de la filière caprine française.

Durant cette période, les formes de commerce évoluent en zone urbaine hors bassin. Les premiers supermarchés se développent en périphérie des villes. Les groupes agroindustriels des régions laitières de l'ouest et du centre de la France trouvent dans ces circuits longs un moyen de redéploiement de leurs circuits commerciaux, en pleine crise laitière (1980). Ils développent leurs ventes dans ces circuits avec des produits de masse (bûche ou fromages « à allure du local »).

Dans la frange sud-ouest, l'Union laitière pyrénéenne (ULP) a arrêté sa collecte dans le courant des années 1970. En 1983, une dizaine d'éleveurs néoruraux installent dans l'ancien local de l'ULP une coopérative laitière fromagère, « Les chevriers de l'Hérault », qui collecte du lait et des fromages frais à affiner.

SÉQUENCE 3, 1990-2010 : CROISER LE FER AVEC LA CONCURRENCE DANS LES CIRCUITS LONGS

Dans les années 1990 d'importantes modifications vont déstabiliser l'équilibre du système agrialimentaire qui jusque-là prévalait dans ce bassin laitier. Les mises aux normes successives des fromageries vont entraîner des investissements importants tant chez les producteurs fermiers que pour les laiteries. Pour les compenser, les volumes produits augmentent, ainsi que les effectifs des troupeaux. La demande locale ne suffisant plus à écouler la production, les producteurs fermiers ainsi que la coopérative Fromagerie des Cévennes recherchent de nouveaux circuits hors du bassin laitier, auprès des consommateurs urbains de la frange littorale (fig. 7).

Nous distinguons dans cette séquence deux périodes : avant et après l'obtention de l'AOC.

Début 1990-2000 : en route vers l'AOC

Pour compenser les mises aux normes, les producteurs étendent leurs circuits commerciaux vers la frange côtière et cherchent à accéder à un nouveau type de clientèle : la clientèle urbaine.

La Fromagerie des Cévennes et les quelques plus gros producteurs fermiers se tournent vers la grande distribution qui capte l'essentiel de la consommation, et se retrouvent de fait en concurrence avec les produits issus de l'agro-industrie des régions laitières. L'accès à ces circuits longs a d'importantes conséquences sur la gestion de la saisonnalité de la collecte laitière et sur les systèmes de production (annexe 3). Les producteurs fermiers étendent leurs circuits commerciaux vers les marchés urbains de plein-vent et les restaurants sont quant à eux en concurrence avec les autres producteurs fermiers de la région.

Tous les circuits commerciaux de la région sont saturés. C'est la multiplication des signes de démarcation en circuits longs pour augmenter les ventes et rassurer les consommateurs (crises de l'ESB en 1996).

Pour protéger juridiquement leur produit des fabrications hors de la zone, les éleveurs laitiers et fermiers engagent en 1990 une procédure de demande de reconnaissance de leur fromage en AOC. Ils revendiquent pour leur produit l'image – et les process – de la fabrication fermière et artisanale. « L'AOC est un moyen de distinguer le Pélardon d'un produit industriel »¹. Ils retiendront dans le cahier des charges : « lait cru, moulé à la louche, congélation du caillé interdite ». Malgré les difficultés, les laiteries adapteront leurs chaînes de transformation pour satisfaire ces clauses. L'AOC est obtenue en août 2000 et l'AOP en 2001.

Les pratiques de conduite quant à elles, font débat...

Rappelons qu'en 1990 les pratiques d'élevage sont rarement renseignées dans les cahiers des charges des AOC². Deux points de vue s'opposent. Pour les uns : l'AOC doit affirmer un lien au local par une alimentation à base de pâturage. Pour les autres : le cahier des charges de l'AOC ne doit pas être un frein pour des producteurs situés en zone. *In fine* le cahier des charges retenu est un compromis en ce qui concerne l'alimentation : obligation d'utiliser le pâturage 240 jours par an (180 en montagne). 30 % des éleveurs de la zone AOP adhèrent et participent à la construction de cette action collective (cf. encart).

2000-2010 : Avec l'appellation d'origine, trouver de nouveaux circuits

Sortir du marché régional engorgé : l'AOP, un passeport pour atteindre les marchés éloignés

Pour la coopérative Fromagerie des Cévennes (30 % des Pélardons AOP régionaux), l'obtention de l'AOC, puis de l'AOP, constitue un moyen de sortir du marché régional engorgé et d'accéder au marché national. Cependant, l'accès à la grande distribution nationale est difficile pour une petite coopérative (27 éleveurs en 2005). Les coûts logistiques sont



Figure 10. Moulage à la louche du caillé (ph. T. Piettre Leclair, syndicat des producteurs de Pélardon).

¹ Extrait de débat au cours de l'instruction de la demande d'appellation en 1996.

² Les AOC définissent en général à cette période une aire de délimitation et les process de fabrication du produit.

L'adhésion à une AOP, un acte volontaire

L'AOP Pélardon regroupe environ 30 % des producteurs (tous les éleveurs laitiers, du fait de l'adhésion des laiteries, et une partie des éleveurs fermiers). Pour la plupart des adhérents, c'est un acte militant et identitaire. C'est aussi un atout commercial ; pour les nouveaux installés par exemple, ou pour accéder à des circuits éloignés, ou à des circuits longs. Parmi ceux qui n'adhèrent pas à l'AOP, il y a les déçus du compromis sur le cahier des charges (trop strict, ou au contraire pas assez strict) ; il y a les éleveurs qui ont déjà leur clientèle et qui ne voient pas l'utilité, pour leur commercialisation, d'un signe officiel de qualité ; il y a enfin des questions économiques, ou administratives (« des papiers en plus »).

trop importants. Elle négocie un accord commercial avec un groupe laitier de Rhône-Alpes ¹, leader du Sud-Est pour les fromages de chèvres, intéressé d'avoir dans sa gamme une nouvelle AOP. Une partie des Pélardons produits par la Fromagerie des Cévennes, seront écoulés par le groupe laitier de la région Rhône-Alpes. Celui-ci s'occupe des négociations avec les centrales d'achat et de la logistique de distribution du produit à partir d'une de ses plateformes, (Boutonnet et al. 2005). Fin 2000, le groupe coopératif

Valcrest poursuit son processus d'industrialisation et de concentration. La forme de l'accord commercial est rediscutée. La Fromagerie des Cévennes décide de modifier ses orientations stratégiques commerciales pour valoriser le caractère artisanal de la transformation et l'ancrage territorial de ses activités.

Pour certains éleveurs fermiers, l'AOP est aussi un moyen de sortir de la région et de tester des marchés dédiés hors zone tels que les crémiers spécialisés à Rungis ou à l'export. Certains se regroupent en association pour vendre par correspondance aux crémiers de Paris.

Surfer sur la vague naissante de la proximité

En région et dans le bassin, de nouvelles formes de vente se multiplient (boutiques paysannes, Amap, foires...). Ces nouvelles formes mettent l'accent sur la proximité et la vente directe, ce qui n'est pas nouveau en Cévennes ou pour les producteurs fermiers. Par contre, et c'est une innovation importante, elle s'adresse à des consommateurs urbains, éloignés des zones de production. La commercialisation des éleveurs fermiers évolue vers des formes plus collectives ou en réseau. Ces formes de vente mettent en relation une diversité de producteurs (fromages, viandes, miel, légumes...) et d'artisans. C'est alors toute une diversité des produits du territoire qui s'expose.

Le syndicat des producteurs de Pélardon (SPP) multiplie les occasions de créer des liens entre des producteurs et des consommateurs, en affichant l'ancrage du produit au terroir. Il participe à des fêtes de produits locaux « les Cévennes font leur comédie » à Montpellier ou « le Printemps du Pélardon » au Vigan, mais aussi en participant au salon de l'Agriculture à Paris, ou encore en s'inscrivant dans le mouvement *slow food*.

¹ Société coopérative Scoff devenue Valcrest, qui en 2014 a fusionné avec le groupe coopératif nantais Eurial.



SÉQUENCE 4, DEPUIS 2010 : RETROUVER UNE NOUVELLE COHÉRENCE EN LIEN AVEC LE TERROIR

L'engouement pour la proximité se poursuit. Les formes de ventes collectives se multiplient : un marché paysan est créé au Vigan. De nombreux consommateurs urbains de la frange côtière ont des racines en Cévennes, et retrouvent à travers ces circuits de proximité une part de leur ruralité, comme l'a montré dans d'autres régions Rieutord (2007, 2009). Ce sont autant de facteurs qui vont peser sur l'évolution des activités dans cette période.

Ce lien aux producteurs est aussi mis en scène dans certaines enseignes de la grande distribution : « *L'intérêt de xxxxxxxx est de pouvoir avoir recours à la centrale d'achat et de garder une indépendance d'achat pour certains produits. Je fais le choix du local pour les fromages et de la centrale pour les produits manufacturés. [...] La clientèle ici est essentiellement locale avec une sensibilité rurale. Pour les produits frais l'origine est demandée. Le nom du producteur ou du transformateur est spécifié. Les clients le connaissent. [...] Nous mettons en avant la simplicité d'achat et le contact direct en opposition avec les enseignes industrielles et les grosses centrales d'achat, dans lesquelles le petit producteur n'a pas sa place. On construit avec nos fournisseurs de produits frais un projet en partenariat avec engagement réciproque* » (entretien avec un directeur d'hypermarché en 2011). Dans ce cas-là, à la différence des produits



Figure 11. Vente de Pélardon et de fromage fermier sur le marché du Vigan (ph. M. Napoléone).



Figure 12. La « Parpaillote » un fromage qui s'adresse à une clientèle de Cévenols attachés à leur territoire et à ses produits (ph. M. Napoléone).

qui passent par les centrales d'achat, il y a une certaine proximité entre le producteur qui vend sous cette forme en grande distribution et le consommateur.

La coopérative Fromagerie des Cévennes et les éleveurs laitiers font face à des difficultés économiques liées à l'augmentation drastique des prix des aliments et à l'augmentation des exigences des centrales d'achat ¹. Dans les élevages, la recherche d'autonomie fourragère devient une priorité pour limiter les charges. Des éleveurs réduisent les effectifs de leurs troupeaux pour être plus autonomes, et diversifient ses activités (miel, accueil...).

¹ Par exemple : des livraisons biquotidiennes pour limiter les stocks de produits.

La coopérative change de stratégie commerciale. Elle limite les ventes en centrales d'achat de la grande distribution et se tourne vers de nouveaux circuits valorisant mieux ses atouts : circuits bio, crémiers spécialisés hors zone, accords commerciaux hors référencement avec des gérants de grandes surfaces... Pour répondre aux attentes des clients de ces circuits, elle crée de nouveaux fromages évoquant la culture locale.

Dans le sud-ouest de la zone, la coopérative des chevriers de l'Hérault créée en 1983 met fin à ses activités. Trois de ses adhérents créent une mini-laiterie privée.

Les fermiers recentrent leurs circuits commerciaux, en délaissant dès qu'ils le peuvent les marchés et circuits éloignés de la zone urbaine. Ils construisent de nouvelles synergies locales, notamment avec les acteurs territoriaux. La reconnaissance récente des paysages agropastoraux par l'Unesco ouvre en effet de nouvelles perspectives et occasions d'échanges entre les éleveurs et les gestionnaires territoriaux...

Facteurs et leviers des changements

Divers facteurs ont influencé la trajectoire dans ce bassin laitier. Ils sont souvent extérieurs au bassin. Le tableau 1 montre combien les évolutions des formes de consommation et de distribution dans les zones côtières, ainsi que les stratégies commerciales des groupes agroindustriels des grandes régions laitières ont été déterminantes. Les caractéristiques du territoire (cf. article de Houdart & Pocard p. 209), à savoir l'enclavement de l'arrière-pays, et l'important bassin de consommation en zone littorale, ont favorisé ces recompositions. Elles ont pu être des handicaps (séquence 2 vers 3) ou au contraire des atouts (séquence 3 vers 4). Les leviers de changement, c'est-à-dire les éléments sur lesquels les acteurs se sont appuyés pour s'adapter et faire face, sont quant à eux individuels (liés aux pratiques d'élevage ou à la taille du troupeau), ou collectifs (construction d'une action collective à travers l'AOP).

Les formes d'interaction Filière/Territoire/Systèmes d'élevage : d'un modèle à l'autre

À partir de l'analyse de la trajectoire du bassin, nous distinguons différentes formes d'interrelations filière(F)/territoire(T)/systèmes d'élevage(SE), qui constituent un système avec une cohérence propre (fig. 13). Depuis les années 1960, quatre modèles se sont succédé ou ont cohabité dans la trajectoire du bassin (fig. 14). Ils ont émergé par adaptations successives, radicales ou incrémentales des activités à l'échelle des laiteries, ou des élevages.

	Facteurs des changements	Leviers des changements
Séquence 1, avant les années 1960 : Maintien d'une agriculture paysanne sur fond de déprise agricole et d'exode rural		
Passage de la séquence 1 à la séquence 2	Volonté d'acteurs locaux de construire un projet de vie et d'activité dans les vallées Arrivée des néoruraux dans les zones pastorales non utilisées	<i>Pour les laitiers, valoriser les facteurs de production (prés- animal- travail)</i> <i>Pour les fermiers, préférer la souplesse et la robustesse du troupeau à la productivité individuelle</i> <i>Pour tous : répondre à la demande locale soutenue</i>
Séquence 2, 1960-1990 : Deux systèmes sociotechniques localisés : les systèmes d'activité fermiers d'une part et laitiers d'autre part		
Passage de la séquence 2 à la séquence 3	Premiers supermarchés (GMS) dans les bassins de consommation côtiers Les grands groupes industriels du centre-ouest développent leurs ventes dans les GMS de la région Importation de caillé espagnol à bas prix par les laiteries industrielles Saturation des marchés en Languedoc-Roussillon et crise caprine en France Mise aux normes des fromageries	<i>Augmenter les effectifs et la production du troupeau pour compenser les dépenses de mise aux normes</i> <i>Étendre les circuits commerciaux, sortir du local pour vendre la production</i> <i>Protéger le produit par un lien au lieu : demander la reconnaissance en AOC</i>
Séquence 3, 1990-2010 : Croiser le fer avec la concurrence dans les circuits longs		
Passage de la séquence 3 à la séquence 4	Engouement pour les produits locaux et de proximité. Multiplication de formes alternatives de vente Durcissement des conditions de référencement en centrales d'achat des GMS Très forte augmentation du prix des aliments pour les animaux	<i>Revenir vers des circuits de proximité ou des circuits courts ou des circuits dédiés</i> <i>Participer à des projets locaux</i> <i>Développer le pâturage</i>
Séquence 4, depuis 2010 : Retrouver de nouvelles cohérences en lien avec l'inscription territoriale des activités		

Tableau 1. Les principaux facteurs et leviers des changements survenus dans le bassin laitier « Pélarion Cévennes » au cours des 50 dernières années.

Le modèle chevrier fermier pastoral (MI). Nous employons ici, à dessin, le terme de « chevrier », pour indiquer qu'il s'agit d'une activité spécialisée. Mais nous la distinguons de « l'exploitation agricole spécialisée » des modèles de modernisation agricole. Ce modèle fermier répond à l'aspiration de construire une activité en harmonie avec le milieu, en valorisant les ressources disponibles et en allant au bout de la chaîne, du producteur au consommateur. Ce modèle était au départ pastoral extensif. Il connaît des adaptations entre 1975 et 2013, mais la cohérence d'ensemble ne nous semble pas remise en question. Avec l'engouement pour la proximité, la dimension territoriale locale sur laquelle ce modèle s'est construit reprend de l'importance.

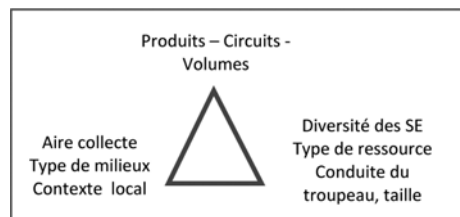


Figure 13. Les relations Filières/Territoire/Systèmes d'élevage, vues comme un modèle (voir chapitre méthodologique p. 21).

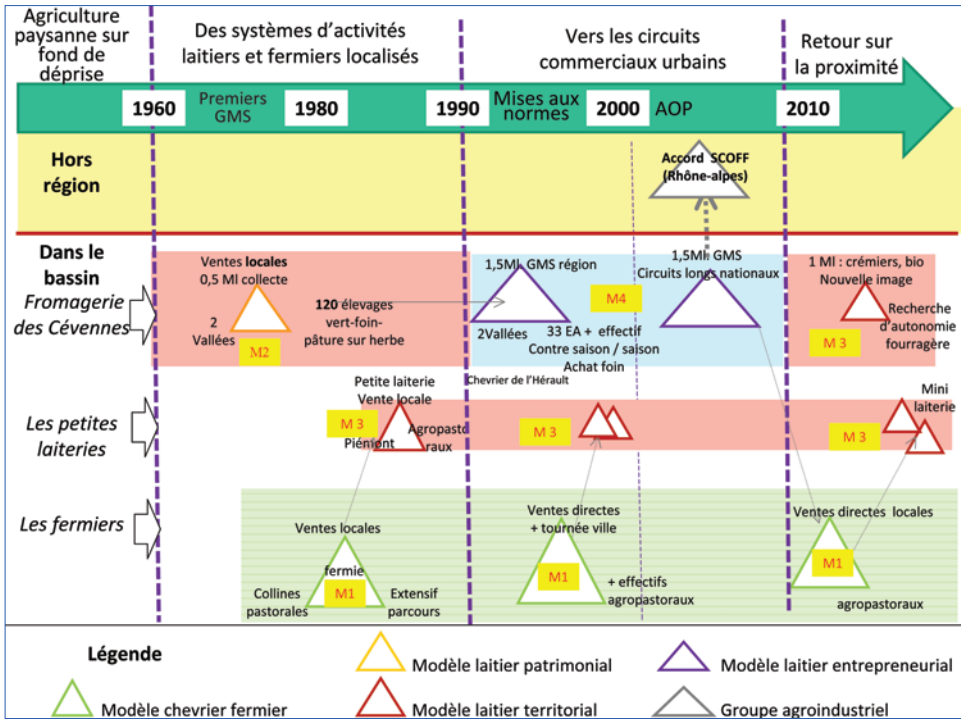


Figure 14. L'évolution des modèles d'interactions Filières/Territoire/Systèmes d'élevage au cours de la trajectoire du bassin Pélardon en Cévennes méridionales.

Le modèle laitier : logique patrimoniale (M2). Ce modèle s'inscrit dans une dynamique socioculturelle locale. Il répond à une volonté de construire un projet économique et social, viable et localisé : le projet agricole est vu comme un bien commun et patrimonial. C'est par exemple le modèle laitier décrit pour la Fromagerie des Cévennes entre 1960 et 1990. Son dimensionnement présente une double cohérence, à la fois d'adaptation des structures et des systèmes d'élevage à la valorisation des ressources disponibles sur l'exploitation (ici, essentiellement les prés), et d'adaptation des volumes produits par la coopérative au marché (local dans cette période).

Le modèle laitier : logique entrepreneuriale (M4). Ce cas rejoint les modèles économiques dominants sur la période : agrandissement des structures, recherche de marchés éloignés, apports d'intrants. L'ancrage au territoire se distend. La Fromagerie des Cévennes nous paraît correspondre à ce modèle entre 1990 et fin 2000 : recherche des marchés en circuits longs, pour écouler des volumes de production élevés par rapport à sa capacité logistique ; liens avec un groupe industriel hors zone, peu de liens au local ; systèmes d'élevage intensifiés par l'utilisation d'intrants.

Le modèle laitier, logique territoriale (M3). C'est le modèle de la petite coopérative locale ou mini-laiterie ayant une aire de collecte limitée. La majorité des ventes est locale ou dans des circuits dédiés, ou de proximité (géographique ou organisationnelle). Les produits sont diversifiés. Les systèmes d'élevage sont ajustés autant que faire se peut sur la valorisation des ressources locales (comme dans le type « fermier pastoral »). Ce modèle correspond à la Fromagerie des Cévennes après 2010, l'affineur et la mini-laiterie.

Il est intéressant de noter qu'au fil de sa trajectoire, la Fromagerie des Cévennes est passée par différents types de modèles : du modèle patrimonial au modèle entrepreneurial au modèle territorial. Ce processus de transformation a été en partie dicté par les contraintes économiques : nécessité d'investissement pour mettre aux normes, entraînant l'augmentation des volumes et donc la recherche de nouveaux marchés, à une période où la grande distribution en zones urbaines capte l'essentiel de la commercialisation. Tout au long de ce processus cette coopérative est restée artisanale et de petite dimension, y compris dans la période considérée comme entrepreneuriale, conduisant à des difficultés importantes d'ajustement entre le dimensionnement de l'activité et l'accès à ce type de marché.

LE SAVOIR-FAIRE ET LE TERROIR : DES OUTILS D'ADAPTATION À LA GLOBALISATION

Le local et le savoir-faire : outils de négociation protégés à travers un signe officiel de qualité

Pour garder leurs spécificités, les éleveurs caprins des Cévennes, laitiers et fermiers, ont construit leur activité en limitant l'ouverture de leur filière aux dynamiques industrielles. Ils ont choisi de protéger le produit à travers un signe officiel de qualité (SOQ) sur des bases territoriales (AOP) et d'inclure dans le cahier des charges des processus de transformation fermiers artisanaux, difficilement compatibles avec des procédés industriels. Les laiteries de la zone, refusant de fusionner avec des groupes industriels hors zone, *a contrario* de nombreuses laiteries dans d'autres zones AOP, ont utilisé le SOQ comme un moyen de négociation avec l'agro-industrie sur la base d'une relation de partenariat. Cette stratégie d'indépendance de la filière s'avère cependant bien plus facile à mettre en œuvre aujourd'hui, avec l'évolution des modèles de consommation et le développement de formes de vente de proximité (géographique ou organisationnelle).

L'évolution des modèles de consommation : un facteur-clé

L'évolution des modèles de consommation et de distribution sur la zone littorale est un facteur-clé de la reconfiguration des activités dans l'arrière-pays. Au fur et à mesure de la trajectoire, les polarités entre ces deux entités, entre le dedans (le bassin laitier en Cévennes méridionales) et le dehors (la zone urbaine littorale) évoluent. Nous pourrions distinguer schématiquement trois formes de rapports entre dedans et dehors :

- rapports tenus et limités : deux systèmes alimentaires qui coexistent, avec peu d'interactions entre eux : un système alimentaire localisé dans le bassin laitier et un système d'alimentation en zone urbaine tourné vers la grande distribution. Cette situation correspond à la période 1960-1990 ;
- un mouvement du dedans vers le dehors, des producteurs ruraux (laiteries ou producteurs fermiers) vers les consommateurs urbains. Les firmes locales tentent d'accéder aux circuits commerciaux des circuits longs urbains, avec les difficultés logistiques que nous avons présentées. La spécificité du produit a permis, comme nous l'avons vu dans le cas de la Fromagerie des Cévennes, de négocier les termes d'un accord de partenariat commercial, en jouant sur la différence et la spécificité du bien. Ce mouvement est porté par une logique économique (trouver des marchés) et s'inscrit dans les modèles économiques d'organisation des filières et de la distribution ;
- un mouvement du dehors vers le dedans, des consommateurs urbains vers les zones rurales du bassin laitier, via les circuits de proximité ou de vente directe. Ces circuits se multiplient en Cévennes méridionales. *A contrario* du mouvement précédent, celui-ci dépasse la stricte logique économique. Bien plus que l'achat de biens alimentaires, il s'inscrit dans une aspiration culturelle, et contribue à l'émergence de dynamiques territoriales.

Avec Pecqueur (2006), nous pourrions dire que « c'est le territoire lui-même qui est le produit vendu. C'est lui qui constitue l'offre composite ». Finalement, ce bassin laitier semble posséder toutes les caractéristiques d'un Syal (système agroalimentaire localisé) défini comme « une organisation de production et de services associés par leurs caractéristiques et leurs fonctionnements à un territoire spécifique. L'environnement, les produits, les individus, leurs savoir-faire, leurs institutions, leurs comportements alimentaires, leurs réseaux de relations, se combinent dans un territoire pour produire une organisation agroalimentaire à une échelle spatiale donnée » (Muchnik et al. 2008). En effet les Cévennes sont connues non seulement pour leur Pélardon mais aussi pour ses oignons (AOC oignon doux des Cévennes), son miel (IGP en cours d'instruction), ses capacités d'accueil touristique (parc national, patrimoine évolutif de l'agropastoralisme méditerranéen reconnu en 2009 par l'Unesco). Toutes ces ressources se combinent et sont reconnues au niveau des grandes villes du pourtour : Montpellier, Nîmes, Alès.

L'évolution des modèles de consommation, liée à des préoccupations culturelles et sociales, est motrice dans les transformations des systèmes d'élevage et des activités. Elle fait bouger les modes de production, de commercialisation et *in fine*, tout un territoire. Elle conduit à de nouvelles proximités entre le littoral et l'arrière-pays, entre les ruraux et les urbains.

Quand le traditionnel devient modernité

Un ensemble de facteurs ont contribué au maintien de savoir-faire locaux et à leur acquisition par les nouveaux arrivants. Ces savoir-faire concernent aussi bien les procédés de fabrication du fromage que les façons d'élever des animaux en valorisant une diversité de ressources spontanées et cultivées. Il en résulte, à l'instar d'autres régions, une diversité de systèmes d'élevage, qui contribue à la qualité paysagère et environnementale de ces espaces. La question des formes d'élevage qu'il serait souhaitable de développer pour le futur, les synergies et complémentarités entre différentes conduites des activités d'élevage s'en trouve ainsi relativement ouverte.

Ces savoirs et pratiques considérés souvent comme rétrogrades au regard des modèles de production modernes et performants (sur des critères de productivité) dans les trente glorieuses (Vissac 2002), sont aujourd'hui parés d'une nouvelle modernité et porteurs de technicité. Le maintien de ces savoirs constitue aujourd'hui un facteur de différenciation et d'avantage concurrentiel sur les circuits commerciaux, ainsi qu'un enjeu fort pour contribuer à la construction d'une dynamique territoriale autour d'un « système productif localisé » (Pecqueur 2006).

CONCLUSION

Dans un contexte de mondialisation des échanges, d'industrialisation des filières, d'urbanisation galopante, les territoires méditerranéens affrontent des mutations importantes, qui affectent le devenir des territoires, des produits et des agricultures. Ils accentuent la distance entre un littoral urbanisé et des espaces d'arrière-pays marginalisés, ainsi qu'entre les formes d'agricultures présentes sur ces espaces. L'enclavement de l'arrière-pays peut être, selon les périodes et les contextes, un handicap ou au contraire un atout, en lien notamment avec l'évolution des modèles alimentaires. Il peut contribuer à maintenir des savoirs et des usages culturellement inscrits dans un territoire. Leur spécificité, en ce

qui concerne la production fromagère, est aujourd'hui protégée par un signe de qualité lié au lieu, qui constitue un outil de différenciation et de négociation précieux.

Dans cette dynamique du changement global des filières et des territoires, la qualification des produits locaux, en lien avec une inscription géographique, est un puissant facteur de cohésion interne de la filière sur des bases culturelles et de différenciation permettant aux acteurs de la filière de s'ajuster chemin faisant au changement global.

Références

- Aubron C., 2012. *Dynamique agraire dans les vallées cévenoles. Résistances spécialisées face à la déprise*. Document de travail, projet ANR-Mouve.
- Benkahka A., 2003. *Stratégies d'acteurs et performances dans la valorisation de l'AOC Pélardon*. Mémoire de DEA d'économie du développement agricole, agroalimentaire et rural, Ensa Montpellier, 148 pages
- Boutonnet J.P., Napoléone M., Rio M., Monod F., 2005. *AOC Pélardon, filière en émergence. Enseignements et questions vives*. Symposium PSDR Pour et Sur le Développement Régional Lyon 9-11 mars 2005, 10 pages.
- Chambre d'agriculture LR, 2008. *Les circuits courts de commercialisation : un secteur d'activité en pleine croissance. Compte rendu de 3 études départementales coordonnées en Languedoc-Roussillon*. Trajectoire, synthèse n° 11, 12 p.
- Coux N., Étienne M., Léouffre M.C., Napoléone M., Bolchert C., Brosse E., Detry-Fouque P., Hugot S., Marjollet G., 2000. *Gestion concertée en Cévennes alsésiennes*, rapport Leader II, 43 p.
- CRIC, 1993. *Culture marchande – Culture technique*, PUF n° 27, 262 p.
- Delerce S., 2010. *État des lieux de l'élevage en Languedoc-Roussillon*. Dossier LRE et OIER-Suamme, 42 p.
- Filippi M., 2002. « Les sociétés coopératives agricoles entre ancrage territorial et intégration économique », *Études et Recherches sur les Systèmes Agraires et le Développement* 33 :79-94.
- Hervieu B., Purseigne F., 2013. *Sociologie des mondes agricoles*, Armand Colin, 316 p.
- Houée P., 1989. *Les politiques de développement rural. Des années de croissance au temps d'incertitude*. Inra Economica, 241 p.
- Idèle, 2012. Résultats 2012. *Des exploitations caprines laitières et fromagères*. Collection « résultats annuels », 40 p.
- Institut d'études occitanes, 1979. *Histoire d'Occitanie*. Hachette Littérature, 949 p.
- Léger D., Hervieu B., 1979. *Le retour à la nature*. Le Seuil, 234 p.
- Le Jaouen J.C., 2003. « Les grandes mutations de l'élevage caprin », *La chèvre* 254 :16-20.
- Le Jaouen J.C. (coord.), 2003. « La France caprine se redessine », *La chèvre* 255 :13-23.
- Ministère de l'agriculture, 1959. *Monographies départementales, le Gard*. La documentation française, 83 p.
- Ministère de l'agriculture, 1961. *Monographies départementales, la Lozère*. La documentation française, 77 p.
- Mistral F., 1878. *Lou Tresor dou Felibrige, Dictionnaire de provençal*, http://www.lexilogos.com/mistral_frederic.htm
- Muchnik J., Pichot J.-P., Rawski C., SanzCañada J., Torres Salcido G., 2008. « Systèmes agroalimentaires localisés », *Les Cahiers Agricultures* 17(6) :513-586.
- Napoléone M., 2008. « Comment les systèmes d'élevage caprin répondent-ils à l'évolution des besoins d'une coopérative laitière ? Étude de cas en AOC Pélardon », In B. Dedieu, E. Chia, B. Leclerc, C.-H. Moulin, M. Tichit (éds), *L'élevage en mouvement : flexibilité et adaptation des exploitations d'herbivores*, Versailles, Quae, p. 219-227.

- Napoléone M., Boutonnet J.-P., 2010. « Lecture diachronique de l'évolution des systèmes de production et des stratégies de firmes, en élevage caprin laitier. Quelle analyse de la durabilité ? », *Options méditerranéennes* série A (100) :91-100.
- Napoléone M., Chazoule C., Fleury P., 2015. « La ressource fourragère qui convient. Conceptions et points de vue d'éleveurs des Cévennes et du Vercors », *Techniques & Culture* 63 :110-129.
- Pagès Y., 2011. *Étude des modes de commercialisation des éleveurs caprins fromagers de la région Languedoc-Roussillon*. Mémoire d'ingénieur ISA Purpan, 80 p.
- Pecqueur B., 2006. « Le tournant territorial de l'économie globale », *Espaces et sociétés* 124-125 :17-32.
- Ricard D. (coord.), 2013. *Les reconfigurations récentes des filières laitières en France et en Europe*. Presses univ. Blaise Pascal, Clermont-Ferrand, 456 p.
- Rieutord L., 2007. *Du territoire identitaire aux nouveaux partenariats villes-campagne : les voies du développement local dans la haute vallée de la Loire*. Norois 204, 23 p. <http://norois.revues.org>.
- Rieutord L., 2009. « Dynamiques rurales Françaises et reterritorialisation de l'agriculture », *L'information géographique* 73 :30-48.
- Site office de tourisme du Vigan : www.cevennes-meridionales.com
- Site région Languedoc-Roussillon : <http://www.manger-local/diversité-de-terroirs>
- Vissac B., 2002. *Les vaches de la République. Saisons et raisons d'un chercheur citoyen*. Inra éd., 505 p.



Votre avis nous intéresse

ANNEXE 1 : CHRONIQUE SIMPLIFIÉE DES CHANGEMENTS DANS LE BASSIN LAITIER PÉLARDON EN CÉVENNES MÉRIDIONALES

Divers	Les questions d'environnement montent en puissance			
	1960- 1980	1990-2000	2000-10	> 2010
	<i>Crise caprine 1980</i>	<i>Crise caprine 1990</i>	<i>ESB</i>	<i>Prix aliment bétail</i>
		<i>mises aux normes fromageries</i>		
		<i>1990 : Dossier AOC</i>	<i>2000 : décret AOC</i>	
Consommation	<i>Premiers GMS en zone urbaine : Concurrence fromages hors zone en GMS</i>	<i>SIQ : diversifier les gammes et rassurer le consommateur</i>	<i>Qualité et terroir</i>	<i>Multiplication projets collectifs de CC et/ou territoriaux</i>
	<i>Des modèles localisés laitiers et fermiers se mettent en place</i>	<i>Croiser le fer avec la concurrence</i>		<i>Retour sur la proximité</i>
Commercialisation	<i>Ventes de proximité à des locaux</i> 1960 : création Fromagerie Cévennes (ventes locales) Création Coop. chevriers de l'Hérault Fin 1970 : Chevriers fermiers : ventes directes et locales	<i>Trouver de nouveaux circuits hors bassin. Toucher les consommateurs urbains des zones côtières</i> <i>Fromagerie Cévennes : étendre les circuits vers les GMS régionaux puis GMS nationaux</i> En 1994 : 1 fermier devient affineur <i>Les chevriers fermiers</i> étendent leurs circuits vers les zones urbaines	<i>Tous les acteurs se recentrent vers de la proximité... qui s'adresse aux locaux et aux urbains des zones côtières</i> <i>Fromagerie Cévennes : ne plus passer par les centrales d'achat Coop chevriers Hérault évolue en minilaiterie</i> <i>Les chevriers fermiers</i> redéployent leurs ventes directes en zone (ex. création d'un marché paysan)	
Territoire	Élevage laitier : 2 vallées Installation néoruraux en piémont 1970 : création parc national Cévennes	Projets territoriaux Label « grands sites » pour des sites des Cévennes		Mise en relation d'activités locales autour de projets commerciaux et territoriaux Reconnaissance patrimoine mondial humanité
Élevages	Émergence de 2 nouvelles formes d'élevage : systèmes laitiers « modernes » en vallées (1960) centrés sur les zones fourragères (très limitées) système fermier fromager pastoral extensif (fin 1970)	Évolution principales de ces systèmes : Laitiers : augmentation d'effectifs et recours à l'affouragement (foin de Crau) Fermiers : évolution vers systèmes agropastoraux		Pour tous, le mot d'ordre : Augmenter le pâturage, et l'autonomie fourragère et moins d'achats de foin

ANNEXE 2 : QUELQUES REPÈRES SUR L'AGRICULTURE ET L'ÉLEVAGE CAPRIN EN FRANCE

De l'agriculture en France	De la production caprine en France
<p>Avant 1960 : Petite paysannerie</p> <p>1960–1962 : loi de modernisation : Spécialisation et modernisation des exploitations ; « intensification » de l'agriculture</p> <p>1966 : loi sur l'élevage (amélioration génétique, défense sanitaire, établissements départementaux de l'élevage (EDE))</p> <p>Années 1970 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Développement de la grande distribution • Aides aux régions « défavorisées », ou « en retard de développement », pour compenser leur « handicaps naturels » <p>1981 : Grèce dans CEE</p> <p>1986 : Espagne et Portugal dans CEE</p> <p>Années 1990–2000 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Début des lois sur l'environnement • ESB / crise sanitaire et de confiance • Développement des marques et labels <p>Fin 2000 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le prix des aliments du bétail augmente • Redéploiement des formes de circuits courts 	<p>Dès 1930 en Poitou-Charentes création d'une production laitière caprine spécialisée et une organisation collective de la transformation.</p> <p>Années 1970 : dans le Sud, arrivée des néoruraux</p> <p>Années 1980 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Crise nationale du fromage de chèvre (surproduction) • Développement du conseil en élevage caprin : productivité, sélection, dessaisonnement, affouragement • Les grands groupes laitiers du centre-ouest étendent leurs circuits commerciaux sur l'ensemble du territoire national via la grande distribution <p>Fin 1980 : importations de lait caillé espagnol par les entreprises laitières</p> <p>Années 1990 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Seconde crise caprine grave • Les grands groupes laitiers mettent l'accent sur les volumes et sur la segmentation de la gamme • Mises aux normes des fromageries... lourds investissements exigés des producteurs fermiers, comme des entreprises laitières... <p>Les petites régions de tradition fermière protègent leurs produits, par des AOC</p>

Pour plus de détails, voir l'annexe 3 : "Repères chronologiques"



ANNEXE 3 : LA COMMERCIALISATION EN CIRCUITS LONGS ET SES CONSÉQUENCES SUR LA GESTION DE LA PRODUCTION

La collecte de la Fromagerie des Cévennes dépasse en 1990 le million de litres... La clientèle locale habituelle ne suffit plus. La coopérative étend sa commercialisation vers les grandes et moyennes surfaces (GMS) régionales. Livrer en GMS implique de fournir des volumes importants et réguliers toute l'année, alors que la production est naturellement saisonnée. Les éleveurs laitiers sont incités à produire plus et à produire du lait d'hiver (Napoléone 2008). Les effectifs des troupeaux augmentent. Les surfaces fourragères disponibles sont souvent insuffisantes. Le recours à des intrants augmente (foin et concentré).

Pour citer ce chapitre

Napoléone M., Boutonnet J.-P., 2015. « Bassin laitier "Pélardon en Cévennes méridionales" (France). Construire une filière localisée qui reste affranchie des dynamiques industrielles », In Napoléone M., Corniaux C., Leclerc B. (coords), *Voies lactées. Dynamique des bassins laitiers entre globalisation et territorialisation*, Inra-Sad - Cardère :157-184. DOI : 10.15454/1.447775162732745E12

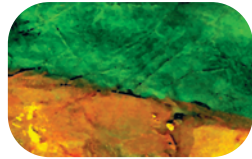
Affiliations des auteurs

Martine NAPOLÉONE, Inra, UMR0868 Selmet, F-34060 Montpellier, France

Jean-Pierre BOUTONNET, Inra, UMR0868 Selmet, F-34060 Montpellier, France

Ce travail a été conduit dans le cadre du projet de recherches Mouve financé par l'Agence nationale de la recherche (projet ANR-2010-STRA-005-01).





Bassin laitier de Brasil Novo (Brésil)

L'émergence d'un bassin laitier localisé sur un front pionnier

René POCCARD *, Soraya CARVALHO

LA CRÉATION DE LA TRANSAMAZONIENNE dans le nord du Brésil



(fig. 1) constitue jusqu'à ce jour l'une des plus grandes opérations de transmigration dans le monde, comparable à celle opérée à Kalimantan pour réduire la pression démographique de l'île de Java, en Indonésie. Au cours des années 1970, plus de 200 000 familles ont été installées en pleine forêt équatoriale, sur des lots fonciers rectangulaires de 100 ha, alignées au long d'un réseau de pistes vicinales disposées en arêtes de poisson (Araujo 1993). Au long de l'axe central – la piste transamazonienne – s'échelonne une maille urbaine créée de toutes pièces, avec sa hiérarchie et ses services. Ce projet orchestré par l'État fédéral traverse l'Amazonie d'est en ouest sur plus de 1 500 km ; c'était l'un des grands chantiers emblématiques d'un Brésil conquérant voulu par les militaires, et qui a mobilisé des migrants de tout le pays.



Figure 1. Localisation de la zone d'étude et de la route transamazonienne.

Mais cet effort pharaonique fut de courte durée : routes, villages et paysans furent bientôt livrés à eux-mêmes, luttant contre une nature agressive. Les routes devenaient impraticables, les villes ne grandissaient pas, ou ailleurs et sans planification. Les paysans avaient du mal à produire, conserver, vendre, gérer leurs sols, s'équiper... Ils continuèrent malgré tout à affluer, chassés par la pauvreté et attirés par le mirage amazonien transmis dans les réseaux familiaux qui, de tout temps au Brésil, ont connecté la « frontière » aux lieux centraux.

Mais cet effort pharaonique fut de courte durée : routes, villages et paysans furent bientôt livrés à eux-mêmes, luttant contre une nature agressive. Les routes devenaient impraticables, les villes ne grandissaient pas, ou ailleurs et sans planification. Les paysans avaient du mal à produire, conserver, vendre, gérer leurs sols, s'équiper... Ils continuèrent malgré tout à affluer, chassés par la pauvreté et attirés par le mirage amazonien transmis dans les réseaux familiaux qui, de tout temps au Brésil, ont connecté la « frontière » aux lieux centraux.

* Auteur de correspondance : rene.poccard-chapuis@cirad.fr

Résumé

Le développement de la production laitière dans la région transamazonienne, dans le nord du Brésil, est chargé d'enjeux sociaux dans la mesure où cette activité pourrait permettre de consolider des systèmes de production agricole familiaux, fragilisés depuis trente ans par un environnement économique précaire. Cette alternative a cependant du mal à se concrétiser mais la commune de Brasil Novo fait figure d'exception, car depuis plus de vingt ans un bassin laitier se maintient, avec une production permanente de fromages.

L'intérêt de l'approche présentée ici est d'une part de se placer sur le temps long pour appréhender les étapes, conditions et synergies pour la mise en place et le maintien d'un bassin laitier, et d'autre part de s'intéresser aux interactions entre trois systèmes déterminants pour le bassin laitier. Nous analysons ensemble (i) les systèmes d'élevage dans leur diversité ; (ii) la filière laitière, en particulier les conditions d'achats de la matière première au producteur et de transformation en fromages ; (iii) le territoire, dans ses dimensions physiques (relief, distances, saisons...), humaines (origine culturelle des éleveurs, savoir-faire, législations sanitaires...) et d'aménagement (infrastructures, énergie).

Basée sur dix années de collecte d'informations sur le terrain, la méthode s'appuie sur une analyse typologique des systèmes de production laitière, une analyse fonctionnelle de la filière et du territoire, ainsi qu'une analyse rétrospective et prospective du bassin laitier. Elle met en évidence trois séquences successives d'évolution, ainsi que les facteurs de changement et de résistance. Deux modèles émergents sont décrits, mais l'article souligne la vulnérabilité de cette dynamique laitière, face aux puissantes dynamiques territoriales, notamment foncières et démographiques, que le grand chantier hydroélectrique génère dans la commune voisine d'Altamira.

Mots-clés : territoire, élevage bovin, filière laitière, trajectoire, Amazonie.

Au niveau des politiques nationales, la Transamazonienne cessa d'être prioritaire, et les gouvernements dirigistes passèrent à d'autres grands plans de développement (Droulers 1995, Hébette & Acevedo 1979...). L'enclavement s'installa et s'imposa progressivement, méthodiquement, à l'économie, la culture, l'agriculture. La région n'en ressortira que trente ans plus tard, à travers les enjeux environnementaux et leurs leviers médiatiques du début des années 2000 : déforestations et grands projets hydroélectriques mobilisent maintenant l'opinion publique (The Economist 2010).

Très vite, et avec gravité, s'est posée la question de la viabilité des systèmes de productions familiaux (Veiga et al. 2003). Les nombreux échecs des pionniers conduisent à des nouvelles migrations et déforestations, à un exode rural, et plus généralement à une économie locale au ralenti (Hamelin 1991). Les évolutions des systèmes techniques familiaux ont lieu sous forme de cycles, ou processus de type *boom and bust* (Carrero & Fearnside 2011). Le cycle du manioc et du riz a été le premier, rapidement stoppé par des prix trop bas et ainsi limité à l'autoconsommation. Ont suivi le poivre, le cacao, divers fruits, eux aussi mis en échec par des problèmes de prix, de stockage ou d'attaques phytosanitaires (Grandchamp-Fiorentino 2001).

L'élevage bovin naisseur fait figure d'exception car son cycle perdure depuis la fin des années 1980 jusqu'à aujourd'hui dans les systèmes familiaux bien qu'y présentant une

rentabilité souvent faible (Ferreira 2001). Il assume cependant une large multifonctionnalité pour les pionniers, avec divers avantages sur les plans financiers, sociaux et culturels, tous très précieux dans un contexte de frontière agricole (Tourrand & Veiga 2003). C'est pourquoi toutes les familles transamazoniennes possèdent un troupeau de bovins naisseurs, même si elles en tirent peu de revenus.

C'est sur ce constat que dans les années 1990 le lait est apparu comme une alternative enfin adaptée à l'agriculture familiale transamazonienne (Veiga & Tourrand 2000). Les élevages naisseurs pourraient facilement devenir des élevages mixtes, lait et viande. Cette alternative a toutefois du mal à se concrétiser. Si, à proximité de chaque chef-lieu, quelques dizaines d'éleveurs parviennent bien à tirer et vendre du lait au porte-à-porte, l'échelon plus industriel a du mal à se mettre en place, que ce soit sous forme de mini-laiteries, de fromageries coopératives, ou d'unités industrielles de grande envergure. La collecte du lait, notamment, pose problème. Les éleveurs naisseurs hésitent par ailleurs à se lancer dans une activité coûteuse (investissements, intrants), exigeante en travail et pour laquelle la commercialisation reste risquée.

Brasil Novo fait figure d'exception dans ce paysage car, depuis plus de vingt ans, un bassin laitier se maintient avec une production permanente de fromages. La seule analyse des systèmes d'élevage ne permet pas de comprendre et d'expliquer cette permanence, ni même d'éventuelles différences avec les communes voisines.

L'intérêt de l'approche présentée ici est d'une part de se placer sur le temps long pour appréhender les étapes, conditions et synergies pour la mise en place et le maintien d'un bassin laitier, et d'autre part de s'intéresser aux interactions entre trois systèmes déterminants pour le bassin laitier. Il s'agit d'analyser ensemble, et de mettre en évidence les liens entre (i) les systèmes d'élevage dans leur diversité, bien sûr, (ii) la filière laitière, en particulier les conditions d'achats de la matière première au producteur et de transformation en fromages, (iii) le territoire, dans ses dimensions physiques (relief, distances, saisons...), humaines (origine culturelle des éleveurs, savoir-faire, législations sanitaires...) et d'aménagement (infrastructures, énergie).

Cette approche permet non seulement de comprendre la genèse de ce bassin, mais aussi d'appréhender les conditions pour qu'il se maintienne et se développe dans une perspective de durabilité.



Méthode

L'approche méthodologique présentée dans cet article est exposée dans la thèse de doctorat de Soraya Carvalho, soutenue à Agroparistech en 2010, sous la direction conjointe de Jean-François Tourrand et René Pocard-Chapuis (Carvalho 2010). Elle s'appuie en premier lieu sur onze années d'expérience d'enseignement zootechnique, dans la ville d'Altamira, voisine de Brasil Novo. Plusieurs projets de recherche et de multiples travaux d'étudiants ont permis aux auteurs d'accumuler d'amples connaissances sur les dynamiques d'élevage, spécialement en agriculture familiale, et d'accompagner personnellement la trajectoire de ce bassin laitier.

En outre, trois campagnes d'enquêtes ont été menées auprès d'exploitations de Brasil Novo. En 2001, une première vague concernait 103 exploitations, soit 51 % de la coopérative des éleveurs familiaux de Brasil Novo. En 2009, une deuxième campagne d'enquête a concerné 70 éleveurs laitiers : 30 d'entre eux étaient déjà dans l'échantillon de 2001, complété par 40 nouveaux éleveurs sélectionnés aléatoirement. Une troisième vague, toujours en 2009, a concerné les éleveurs enquêtés en 2001, mais qui ne vendaient plus de lait en 2009 et n'ont donc pas été concernés par la deuxième vague. Un questionnaire spécifique a été élaboré, autour des motifs et conséquences de leur abandon de cette activité. À chaque fois, les questionnaires étaient semi-directifs, avec des questions fermées et d'autres ouvertes.

Les données issues de ces enquêtes ont fait l'objet d'analyses multivariées, pour identifier des types dans une méthode de logique floue, au moyen du logiciel Genetype (Perrot & Landais 1993, Perrot & Leroy 1995). Les trajectoires des éleveurs au cours du temps ont ainsi été décrites, mettant en évidence un axe d'évolution, entre quatre types d'éleveurs familiaux, définis à dire d'experts :

- les éleveurs qui ne vendent pas de lait ;
- les éleveurs qui le font de manière opportuniste en fonction des possibilités de commercialisation qui s'offrent à eux à un moment donné ;
- les éleveurs qui, sans aller jusqu'à une spécialisation, s'efforcent de maintenir un moyen permanent de commercialiser et ainsi d'optimiser leur atelier laitier ;
- les éleveurs qui se spécialisent sur le lait, investissant pour intensifier leur production.

À cela s'ajoutent des enquêtes qualitatives, effectuées auprès de l'ensemble des acteurs locaux impliqués dans la filière laitière et ses services d'appui, tels que banques, assistance technique, services vétérinaires, laiteries, transporteurs, distributeurs et détaillants, pouvoirs publics municipaux de Brasil Novo et d'Altamira. Ces enquêtes ont été conduites selon la méthodologie développée par Veiga et al (2003), adaptée aux diagnostics territoriaux autour de questions clés, en l'occurrence la consolidation de la production laitière et de sa filière sur le bassin de Brasil Novo.

Enfin, des enquêtes rétrospectives ont été conduites auprès d'un échantillon réduit d'éleveurs laitiers enquêtés en 2009. Elles visaient à reconstituer l'évolution de la production laitière, mais aussi des autres composantes du système familial, face à leur environnement économique et social, depuis l'arrivée de la famille dans la commune. La méthode est celle développée par Moulin et al (2005), et mise en œuvre par Morin et al (2007) au Mali.

GRANDS REPÈRES HISTORIQUES ET ÉTAPES DU DÉVELOPPEMENT AGRICOLE ET LAITIER DANS LE PAYS

Avec une production annuelle de l'ordre de 35 millions de tonnes de lait en 2013 (IBGE 2015), le Brésil se place parmi les principaux producteurs mondiaux, bien qu'il ne soit pas encore structurellement exportateur. L'essentiel de cette production est situé au centre et au sud du pays, loin des frontières agricoles amazoniennes (fig. 2). Ainsi l'Amazonie légale ne représente que 9,2 % de la production nationale de lait, ce chiffre tombant à

6,5 % si l'on ne considère que les bassins situés dans le biome forestier. Le lait amazonien pèse donc encore peu sur la scène nationale, y compris sur le plan historique, puisque la production régionale n'y décolle que dans les années 1990.

Au cours des vingt dernières années, la production brésilienne s'est profondément modifiée, sous l'effet de politiques nationales visant à faire du Brésil un des principaux *global player* du marché mondial du lait. Exigences sanitaires concernant les troupeaux et installations rurales, critères rigoureux de qualité biologique et physico-chimique sur le lait,

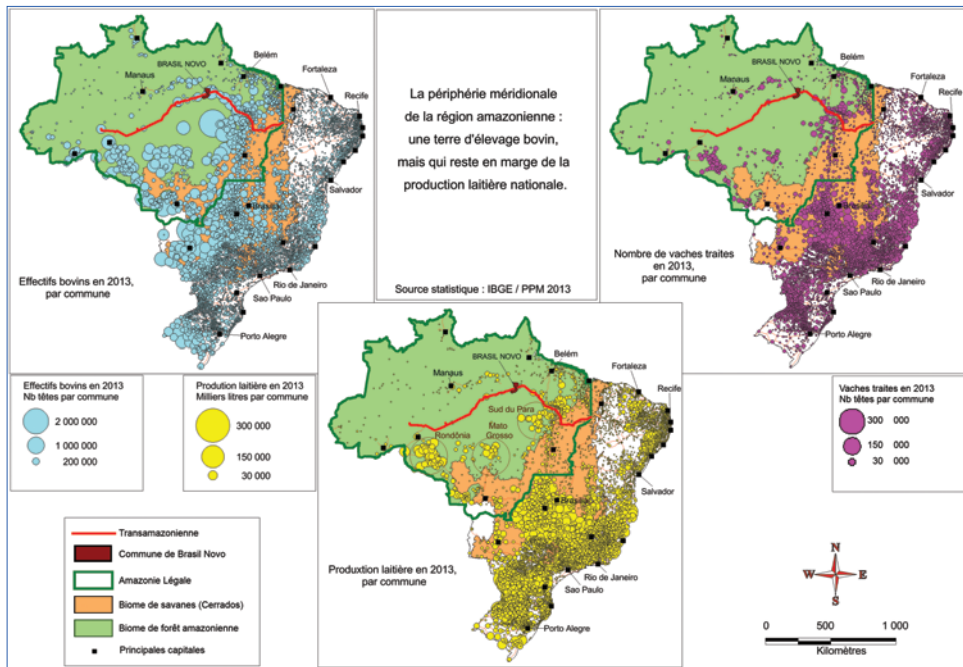


Figure 2. La production laitière au Brésil.

Les grandes communes d'élevage se trouvent aujourd'hui en Amazonie, sur son pourtour méridional où se situent les fronts pionniers et l'Arc de déforestation. Cette carte indique clairement une présence massive, y compris à l'échelle nationale, des troupeaux bovins en zone forestière. Il y a vingt ans, les bassins d'élevage se trouvaient exclusivement en zone de savane, voire de pampa à l'extrême sud du pays, ce qui traduit bien une dynamique récente mais structurelle. La région transamazonienne, au long de la route du même nom, y occupe une place significative, même si elle n'est pas au premier plan en termes d'effectifs bovins.

Cette dynamique avérée ne concerne actuellement que la production de viande : les effectifs de vaches traitées, et plus encore les volumes de production laitière, sont en deçà des chiffres observés plus au sud, où se trouvent les bassins laitiers traditionnels. Ceux-ci ne se sont pas (pas encore ?) délocalisés vers le nord, même si trois pôles prennent de l'importance, autour du Rondônia, du nord du Mato Grosso, du sud du Pará et dans une moindre mesure plus à l'est dans le Maranhão. Ces bassins sont bien connectés aux réseaux nationaux de transport et d'énergie. La Transamazonienne par contre, est encore pratiquement inexistante sur la carte nationale de la production laitière.

modernisation et concentration horizontale de l'industrie laitière et des élevages, ont marqué ces deux décennies dans les grands bassins du pays. Dans ce cadre de compétition accrue, la frontière de l'élevage qui couvre le nord des savanes et la périphérie amazonienne, est devenue attrayante pour les grands groupes laitiers. Elle apparaît comme une possible zone d'expansion où la matière première est peu chère, constante dans l'année, et surtout moins soumise à cette guerre concurrentielle des bassins structurés. Le revers de la médaille est l'absence de structures, connaissances, réseaux d'informations et d'intrants. Autrement dit, tout reste à faire pour ces acteurs nationaux, face à des systèmes de production très rustiques et des territoires à peine naissants. Ainsi ont surgi les premiers investissements industriels, et la structuration de premiers bassins laitiers autour d'unités traitant de 10 000 à 80 000 litres de lait par jour, expédiés sous forme de fromage à pâte cuite vers les principaux marchés nationaux. Il s'agit alors de fromages à pâte acidifiée, relativement indifférents à la qualité du lait cru utilisé, très salés pour limiter les conséquences de ruptures éventuelles de la chaîne du froid, et destinés à des consommations de premiers prix (notamment les pizzerias des grands centres urbains). Cette dynamique ne touche cependant que les territoires amazoniens les mieux localisés, c'est-à-dire proches des routes goudronnées, des ponts en béton sur les grands fleuves, et du réseau électrique national.

Ailleurs en Amazonie, et notamment sur la Transamazonienne, la barrière de l'enclavement bloque encore de telles dynamiques (fig. 3, 4 et 5). Les bassins laitiers ne se développent que de façon endogène, autour de filières locales donc, et selon des flux limités. Malgré cela, le lait constitue une opportunité intéressante pour l'agriculture familiale, très vulnérable sur les plans économiques et sociaux (Poccard-Chapuis et al. 2003). C'est le cas à Brasil Novo, et dans les autres bourgs au long de la Transamazonienne, entre Marabá et Itaituba.

Les Brésiliens parlent « d'avancée de la frontière blanche » pour schématiser ce processus national et historique d'expansion, commun d'ailleurs à beaucoup de productions agricoles. Brasil Novo est, dans ce cas, au-delà de cette frontière, bloquée par les montagnes de Pacajá et les bas-fonds d'Anapú, qui compliquent voire empêchent la circulation transamazonienne.



Figure 3. La Transamazonienne à l'ouest d'Altamira.

Sous la pluie, seule la présence de providentiels bulldozers permet aux camions de franchir les nombreuses côtes, dues au tracé rectiligne du réseau routier dans une topographie mouvementée. À l'arrière-plan, les paysages alternent forêt primaire, friches et prairies plus ou moins propres ; encore jeunes et peu construits, ils témoignent d'un territoire marqué par la déforestation et des pratiques agricoles extensives (ph. R. Pocard).

Figure 4. Une barge sur le Xingú.

Sur le site de Belo Monte, là où le lit du fleuve Xingú se rétrécit pour franchir les derniers blocs granitiques annonçant l'entrée dans la plaine amazonienne, se dressera bientôt un barrage hydroélectrique. En attendant, le trafic routier emprunte une barge (ph. R. Pocard).



Figure 5. De nouveaux grands travaux pour dynamiser la région et rompre son enclavement.

Pour construire le barrage, l'axe Marabá-Altamira sera goudronné. Les opérations de terrassement mettent à jour la structure granitique, qui a généré ce relief accidenté si pénalisant, autant pour l'érosion des sols sous pâturage, que pour la circulation routière (ph. R. Pocard).

LOCALISATION ET DESCRIPTION DU BASSIN

Brasil Novo : l'élevage familial face au défi de la transition agraire amazonienne

La commune de Brasil Novo, créée à l'occasion du programme de colonisation et de la Transamazonienne en 1970, est une commune relativement petite pour la région, avec ses 6 400 km². Elle est voisine du pôle régional d'Altamira (46 km), favorisée par sa localisation au bord du fleuve Xingú, principale voie de communication régionale avant la construction de la route (fig. 6). Cette position de carrefour est encore renforcée par la

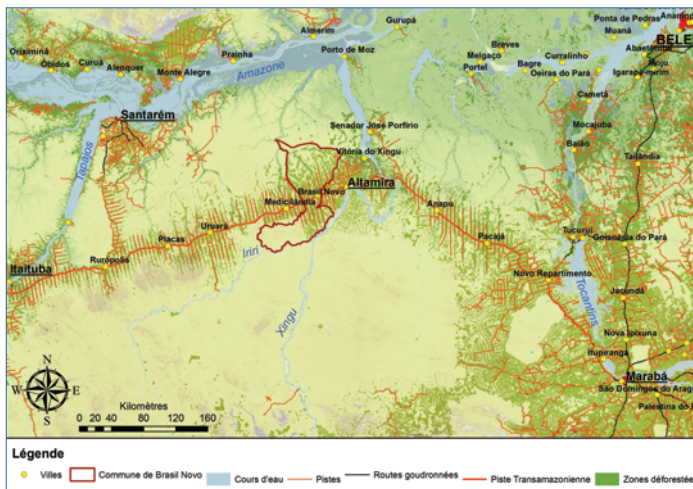


Figure 6. Brasil Novo et les communes voisines, au long de l'axe transamazonien.

La Transamazonienne s'étire entre Marabá et Itaituba. Cet axe transperce un immense massif forestier, groupant les bassins des fleuves Tocantins, Xingú et Tapajós. À partir de Marabá, et notamment autour de Pacajá, la piste traverse des chaînes montagneuses puis dans la région d'Anapú, une succession de bas-fonds et de larges cours d'eau. La circulation est ainsi fréquemment coupée en saison des pluies, et même en saison sèche les véhicules frigorifiques ne peuvent circuler ; seuls des véhicules rustiques ou renforcés y permettent un transport commercial, précaire et coûteux. Toute la région dépend de cet axe vital. Les villes plus anciennes, essaimées au long des autoroutes fluviales que sont l'Amazone et les cours inférieurs de ses affluents, ne connaissent pas ce problème.

La chaîne du froid ne peut donc atteindre Altamira, et les dynamiques nationales d'expansion des bassins laitiers s'arrêtent à Marabá, avec le réseau routier goudronné.

Brasil Novo, situé au centre de la Transamazonienne, est isolé même des marchés consommateurs régionaux que sont Belém, Marabá, Itaituba et Santarém. Seul Altamira est accessible. La construction du barrage de Belo Monte à Altamira injecte près de 50 000 habitants supplémentaires, portant le pôle urbain à 150 000. Il occasionne en outre le goudronnement de l'axe Marabá-Altamira, ce qui ouvre la possibilité logistique d'expansion vers l'ouest des modèles de bassins laitiers industriels, tournés vers les marchés nationaux qui seront désormais accessibles. En attendant, les dynamiques agraires y sont surtout endogènes, basées sur un élevage familial et une lente déforestation le long des pistes vicinales en « arêtes de poisson » de part et d'autre de la Transamazonienne.

décision en 2010 de construire un barrage hydroélectrique, pour une production à terme de 11 000 mégawatts sur 27 turbines. 40 000 habitants supplémentaires sont arrivés en ville au cours des trois dernières années, portant sa population à 150 000 âmes, « boom » devenu classique en Amazonie où se multiplient les grands projets. Brasil Novo est donc située dans la sphère d'influence directe de ce pôle, ce qui ne manquera pas d'affecter le développement du bassin laitier.

La structure foncière est marquée par le réseau routier en arête de poisson, et les lots de 100 hectares qu'il dessert (fig. 7). Les colons de la commune ont déforesté à ce jour 261 500 ha, soit un taux de déforestation de 40 %, 370 800 ha restant encore couverts de forêt primaire. La déforestation est pratiquement stoppée, avec seulement 31 ha en 2013. L'usage du sol est largement dominé par les pâturages, qui couvrent 85 % des surfaces déforestées (fig. 8). Ces prairies cultivées sont fortement confrontées à des problèmes de dégradation (67 % des surfaces en pâturage). Ceux-ci peuvent aboutir à l'abandon des parcelles, lesquelles évoluent alors en friche et forêts secondaires : elles couvrent 11 % des zones déforestées, soit la quasi-totalité de ce qui n'est pas en pâturage (Coutinho et al.

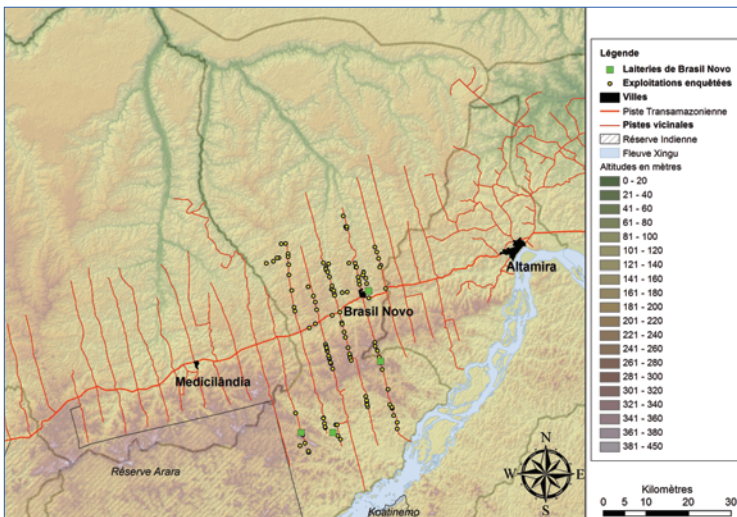


Figure 7. Le milieu physique, déterminant du fonctionnement actuel du territoire de Brasil Novo et de son bassin laitier.

L'enclavement des familles installées sur les pistes vicinales de Brasil Novo constitue la première contrainte à la vente du lait. Il est dû à un relief vigoureux quoique de faible amplitude. La circulation est très difficile, même avec des terrassements importants.

La carte du relief montre bien que la zone « colonisée », c'est-à-dire desservie par le réseau de pistes (le reste étant couvert de forêts habitées par des sociétés indigènes), traverse justement les plus hautes altitudes et les reliefs les plus irréguliers. Le choix d'un réseau de pistes orthogonales et systématiques s'est révélé particulièrement inadapté pour circuler dans ce relief abrupt. C'est ce qui explique l'isolement extrême des familles : il est difficile de rejoindre l'axe transamazonien, à cause des côtes et bas-fonds traversés en ligne droite, multipliant les ponts précaires (éphémères), ravinements, risques de glissements de terrain.

2010). Ces chiffres illustrent une dynamique simple d'expansion des pâturages au détriment des forêts primaires, aujourd'hui stoppée, mais qui a mis en place une importante production fourragère. Cette dernière reste cependant précaire, les éleveurs ayant du mal à combattre les multiples processus écologiques et agronomiques de pertes de productivité des prairies (Hostiou 2003). Il s'agit d'un des principaux défis des éleveurs familiaux, et en particulier laitiers : parvenir à développer des pratiques permettant de mieux valoriser le potentiel fourrager régional, de façon à améliorer l'alimentation des bovins et, en conséquence, leur productivité zootechnique. Ce changement est d'autant plus difficile qu'il nécessite des investissements, connaissances et équipements, alors que dans le système précédent, la déforestation permettait à moindre coût d'ouvrir de nouveaux pâturages, temporairement très productifs (Veiga et al. 2003). Face à cette nécessaire transition agricole, la vente de lait peut constituer un levier économique opportun.

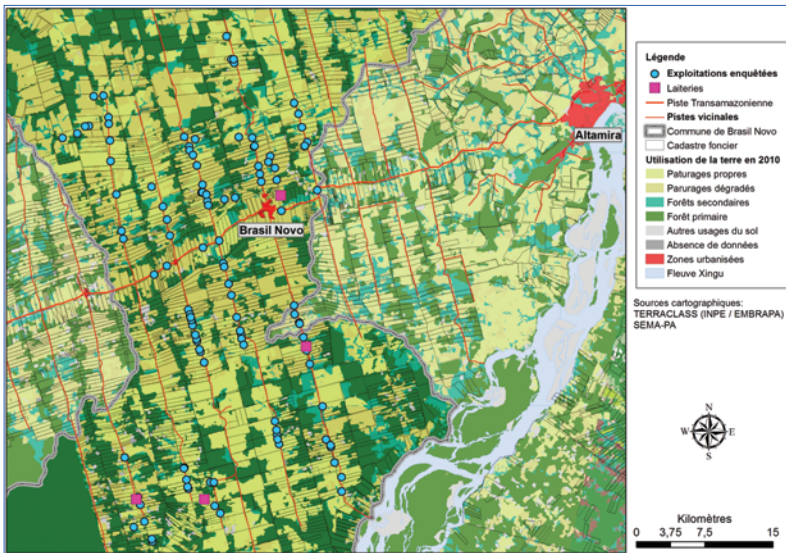


Figure 8. Utilisation des sols, révélateur de la problématique agricole à laquelle le bassin laitier est confronté.

Le découpage foncier est très homogène, géométrique comme le réseau routier (lots de 100 ou 500 ha rectangulaires et juxtaposés). Il ne suit ni relief, ni cours d'eau. Pourtant, les usages du sol sont contrastés, générant des paysages très hachés, caractéristiques de systèmes agricoles encore peu matures. Les pâturages dominent, mais sont plutôt dégradés, envahis de recrus ligneux jusqu'à composer des forêts secondaires. La forêt primaire ne subsiste que sous forme de fragments au fond de lots fonciers, ou au-delà des zones colonisées, et dans les réserves indiennes. Jusqu'à 2008, le feu était au centre de cette gestion fourragère : c'est par lui que s'opérait la déforestation pour l'ouverture de nouveaux pâturages ; c'est par lui aussi que l'éleveur combattait à moindre coût l'envahissement des adventices, en détruisant la partie aérienne des ligneux. Mais ce faisant, c'est un processus de destruction durable des sols et de leur matière organique qui s'est instauré. Aujourd'hui, le feu autant que la déforestation sont interdits. Pour maintenir une production fourragère constante, sinon croissante, et éviter le surpâturage, les éleveurs doivent adopter de nouvelles pratiques, plus complexes et plus coûteuses. La vente de lait peut aider à franchir ce cap de l'intensification. Comme le montre la carte, de vastes surfaces fourragères peuvent être récupérées et intégrées dans des systèmes plus productifs : ce n'est pas l'espace qui manque dans ce territoire.

La vente de lait, un moteur problématique pour l'innovation

L'analyse typologique réalisée par S. Carvalho (2010) dans sa thèse montre deux résultats importants pour comprendre la dynamique du bassin :

- la production et la vente de lait ne dépendent ni de la structure de l'exploitation, ni même de la taille du troupeau, de l'état des pâturages ou de la main-d'œuvre familiale. On trouve toutes sortes de configurations structurelles dans les exploitations laitières ;
- les trajectoires des exploitations mettent en évidence un gradient de spécialisation laitière, depuis l'absence de production jusqu'à la spécialisation. Mais cette évolution se fait dans les deux sens, les uns progressant et d'autres régressant sur ce gradient, tous pouvant changer le sens de cette évolution.

Pour mieux caractériser cette instabilité, Carvalho détaille les deux stratégies laitières dominantes, celle des « opportunistes », et celle des « persistants ». Le facteur décisif est l'accès au marché, c'est-à-dire la possibilité pour l'éleveur de vendre son lait. Les premiers sont spécialisés sur l'élevage naisseur ; le lait est un sous-produit qui ne sera valorisé que si une laiterie vient l'enlever à la porte de la ferme, ou si un voisin peut le transformer lui-même en fromage artisanal. Comme ces conditions sont très changeantes, l'éleveur maintient une structure d'élevage naisseur, notamment en termes de races, d'alimentation, d'organisation du travail. À l'inverse, le laitier persistant cherche à maintenir un accès au marché constant, fabricant du fromage, transportant son lait jusqu'à la ville ou une laiterie. Il développe un projet laitier, greffé sur son élevage naisseur. Cela se traduit par des innovations dans l'allotement, les temps de repos du pâturage, la structure du corral, le choix du taureau. Ces changements ne sont pas très lourds, car il importe de maintenir toujours une bonne qualité de veaux, qui seront engraisés dans les grandes fermes qui entourent Altamira. Rares sont les éleveurs qui se spécialisent dans la production laitière, c'est-à-dire qui renoncent aux caractéristiques bouchères de leur troupeau et de leur gestion, au profit du lait. Quand c'est le cas, ces éleveurs ont construit un accès très sécurisé au marché, soit par la qualité de leurs fromages, soit par la vente directe en ville et à une clientèle fidélisée.

L'accès au marché est donc prépondérant dans les choix des éleveurs et leur propension à innover. Or les facteurs qui conditionnent les circuits du lait se trouvent dans le fonctionnement de la filière et du territoire.

Les opérateurs de la transformation du lait cru

La fonction technique centrale dans la filière laitière de Brasil Novo, c'est la transformation du lait cru. Face à la température tropicale, à l'électrification peu développée, et aux conditions très difficiles de circulation routière, il est nécessaire de transformer pour conserver. Trois types d'opérateurs assurent cette fonction :

- l'éleveur fromager. Il fabrique du fromage sur son exploitation, quotidiennement, avec le lait de son troupeau et éventuellement celui des bêtes de quelques voisins (de l'ordre d'une cinquantaine de litres par jour). Il s'appuie en particulier sur une connaissance coutumière, empruntée le plus souvent aux usages familiaux (ces éleveurs sont originaires de l'un des bassins laitiers traditionnels du Brésil, Minas, Goias ou Rio Grande do Sul). Son faible volume d'activité limite sa rentabilité, mais son plus gros problème est la législation sanitaire : son produit et ses installations ne répondent pas aux normes établies par Brasília. Il est donc illégal ;
- la petite laiterie. Un entrepreneur installe des équipements qui lui permettent de produire du fromage de type *mussarella*, ou du lait pasteurisé, ou encore des yaourts, pour un volume entre 500 et 2 000 litres par jour. La collecte du lait cru est assurée par lui, ou sous-traitée à des transporteurs privés. Le coût de collecte est élevé, et la gestion financière est délicate. En outre, le respect des normes légales est trop coûteux, au regard des prix de vente du produit sur le marché local (ou d'Altamira). Les faillites sont nombreuses, souvent liées à la fermeture administrative des laiteries ou celles des transporteurs. L'éleveur paie souvent les pots cassés, en ne recevant pas le prix du lait fourni dans le dernier mois. Cette instabilité et ce risque expliquent en grande partie les hésitations des éleveurs à s'engager dans la vente de lait, beaucoup plus instable que celle du veau ;
- le vendeur de lait cru : il ne transforme pas le lait, mais le vend cru, directement au consommateur, en porte-à-porte. Cette option permet une bonne marge de bénéfice par litre de lait, mais prend beaucoup de temps, comporte le risque d'invendus, implique de posséder un moyen de transport, et les volumes journaliers restent faibles.

Ces trois opérateurs organisent le bassin en auréoles autour du réseau routier : près de la ville, les éleveurs adoptent la vente directe. Dans les zones les plus distantes ou enclavées, seule la production de fromage est viable car elle est moins dépendante du transport (conservation à domicile, ventes hebdomadaires). Entre les deux se trouve l'aire de collecte par les laiteries.

LE BASSIN ET SON ÉVOLUTION

De l'enclavement à la reconnaissance légale du fromage traditionnel

La trajectoire du bassin dans son ensemble est ascendante, avec trois séquences successives dans l'organisation de la filière et du territoire (fig. 9). Chacune de ces séquences présente des fonctionnements bien distincts, sans pour autant que le bassin lui-même ne soit très fortement affecté, ni que s'en dégage une structure spatiale particulière.

L'émergence du bassin laitier de Brasil Novo et son actuelle consolidation ont suivi les étapes classiques d'une frontière agricole très enclavée. Il est né sous l'action de quelques migrants originaires de régions traditionnelles laitières (première séquence). Il s'est amplifié en même temps que se développaient consommation urbaine et production bovine familiale en zone rurale, celle-ci s'appuyant notamment sur un marché porteur, celui du veau, et sur les programmes successifs de crédit pour l'élevage familial (deuxième séquence). Aujourd'hui, le bassin tend à se structurer, avec des éleveurs qui commencent à

investir dans la productivité laitière, des législations qui s'adaptent, et des capitaux qui se mobilisent pour améliorer la transformation (troisième séquence). Brasil Novo reste cependant un très petit bassin laitier, avec des flux journaliers de l'ordre de 10 000 litres, et environ 200 éleveurs laitiers. Cette tendance ne doit pas cacher l'aspect aléatoire du fonctionnement du bassin, conséquence en particulier des instabilités du secteur de transformation (petites laiteries).

SÉQUENCE 1 : ANNÉES 1970-1980

Cette séquence est organisée autour du fromage artisanal ou de la vente directe, sur de très petits volumes et un bassin laitier encore inexistant.

Elle commence par l'arrivée de colons à partir des années 1970 dans le cadre d'un projet national de type réforme agraire : donner une terre sans hommes à des hommes sans terre. Les migrants sont surtout originaires du Nordeste brésilien, et affrontent un environnement hostile, la forêt équatoriale, sans encadrement, l'État s'étant rapidement désengagé. De nombreux échecs, ponctués par des retours au pays, des migrations vers la ville ou plus en avant sur la frontière, marquent les deux premières décennies, axées plu-

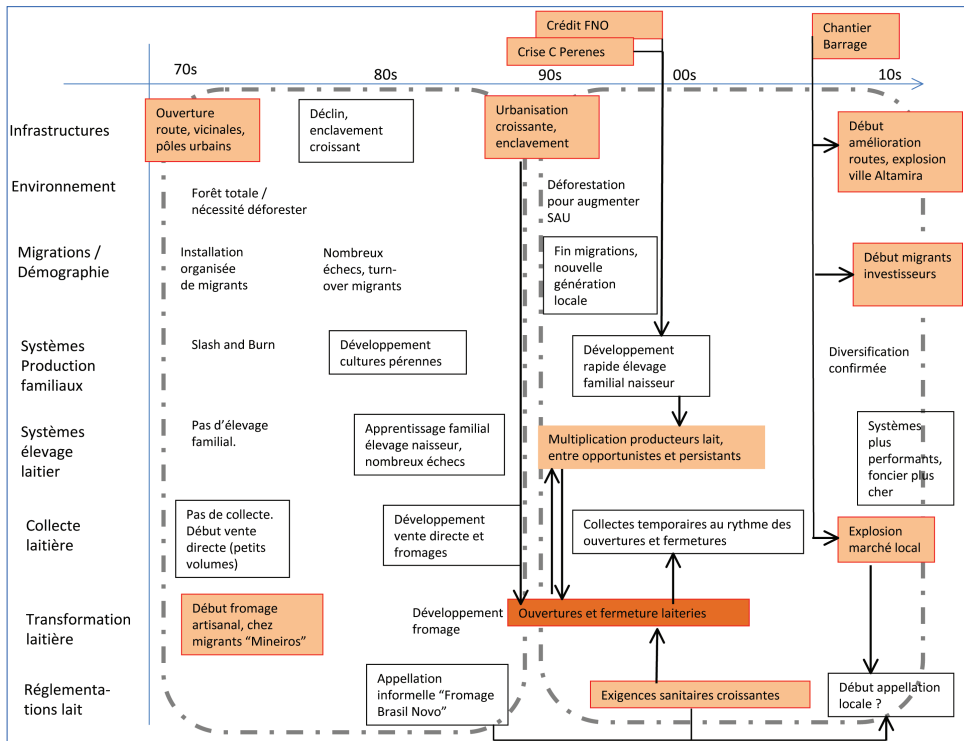


Figure 9. Trajectoire simplifiée du bassin laitier de Brasil Novo.

tôt sur les cultures vivrières, pour ce qui est de la production agricole, et quelques cycles de cultures pérennes (poivre, café, cacao). L'élevage se développe à la fin des années 1980, pour produire des veaux sevrés qui seront ensuite engraisés dans de grandes *fazendas*. Les systèmes techniques sont très rustiques, basés sur une production fourragère relativement abondante (*Bracharia bryzantha*), et surtout peu chère et constante dans l'année. C'est donc à cette époque que se développent les premiers systèmes laitiers, chez des éleveurs ayant déjà eu une expérience laitière dans leur région d'origine (fig. 10). Comme pour toutes les productions de la zone, conservation et commercialisation sont un énorme problème. Les moyens de transport pour la collecte sont précaires (fig. 11 et 12). Les deux seules options à l'époque sont la vente directe, pour ceux qui habitent à moins de 10-15 kilomètres de la ville, ou la fabrication de fromages artisanaux, vendus une fois par semaine en prenant un transport collectif, pour ceux qui habitent plus loin. Les volumes restent petits dans chaque établissement : quelques dizaines de litres au maximum par jour. La production laitière est à l'époque une activité peu répandue alors que l'élevage viande se développe très vite, jusqu'à dominer la quasi-totalité des systèmes familiaux.

Les marchés urbains grandissent vite ; ils concentrent entre 60 et 70 % de la population totale. Leur consommation laitière est tournée entièrement ou presque vers la poudre, produite au sud du pays, voire en Argentine.

SÉQUENCE 2 : ANNÉES 1990-2000

Cette séquence se base sur une production plus abondante mais subordonnée à l'élevage naisseur pour la viande, et une commercialisation très incertaine.

C'est au milieu des années 1990 qu'émerge une nouvelle configuration, celle de petites laiteries, fromagères ou de pasteurisation. Les premières lignes de collecte surgissent (fig. 13) drainant un bassin un peu plus large que les 15-20 kilomètres initiaux, et concernant des populations plus diverses que celles détenant un savoir-faire de fromager. Toutefois la gestion de ces établissements est problématique, sur les plans financiers, techniques et légaux (fig. 14). Plusieurs font faillite, se redressent, d'autres s'ouvrent sous l'action d'autres entrepreneurs locaux avant de péricliter à leur tour. Il s'ensuit une grande instabilité dans l'accès au marché, aggravée par les conditions saisonnières de praticabilité des pistes. Le lait n'est alors qu'un sous-produit de la viande, l'éleveur tendant à ne tirer le lait que dans les périodes où la vente est possible, c'est-à-dire qu'une laiterie fonctionne avec une ligne desservant son exploitation. Son système d'élevage est organisé pour la viande (veaux sevrés) à bas prix. L'implantation et l'entretien des pâturages, notamment, font les frais de cette stratégie, conduisant à une faible qualité de l'offre fourragère et à une dégradation fréquente des prairies. Il en est de même pour les installations rurales et la qualité sanitaire du produit.



Figure 10 (ci-dessus). Un éleveur laitier de Brasil Novo et ses vaches, au corral. Le corral est indispensable pour produire du lait. Couvert mais aéré, éclairé la nuit, il est le lieu de traite, de soins, de contention et de formation de lots d'animaux (ph. R. Pocard).



Figure 11 (ci-dessus à droite). Bidons de lait en bord de propriété attendant le passage du camion laitier (ph. S. Carvalho).



Figure 12 (ci-contre). Traction animale pour le transport du lait. À l'arrière-plan, le paysage est marqué par les prairies de *Bracharia bryzantha*, graminée fourragère la plus à même de combattre les adventices et recrues forestiers. Les races bovines sont de double aptitude, lait mais aussi viande, avec la vente de veaux sevrés à des fermes d'engraissement (ph. S. Carvalho).



Figure 13. Transport du lait en camion aux abords de Brasil Novo (ph. R. Pocard).



Figure 14. Une mini-laiterie et ses équipements pour fabriquer du fromage *tipo mussarella* (ph. S. Carvalho).

Le transport du lait est lui aussi soumis aux aléas de l'état des routes, ce qui limite la distance de collecte et en augmente les coûts. Cependant, le passage quotidien de ce camion offre aux familles un accès providentiel à la ville, à ses services et produits. Quelques éleveurs parviennent cependant à consolider leur accès au marché, en jonglant entre les opportunités, en faisant le dos rond dans les périodes sans laiteries. Ils développent un projet plus nettement orienté vers le lait, investissant dans une génétique plus productive, de meilleurs pâturages voire une complémentation fourragère, et des installations plus efficaces. Ces deux grandes catégories de systèmes laitiers cohabitent donc au sein du bassin qui se consolide malgré tout.

SÉQUENCE 3 : ANNÉES 2010

La séquence actuelle est plus stabilisée et les conditions de consolidation du bassin laitier sont mieux réunies.

Plus récemment, une nouvelle donne tend à faire franchir un palier de plus à la dynamique laitière. D'une part les éleveurs ne peuvent plus étendre leurs pâturages au détriment de la forêt. Ils doivent donc augmenter leurs revenus par unité de surface, et le lait prend dès lors un intérêt supplémentaire par rapport à la spécialisation viande. D'autre part, la législation financière tend à s'adapter, et à reconnaître une recette de fromage artisanal local, pour éviter de devoir fermer systématiquement des établissements qui ne peuvent correspondre aux normes du sud du pays. Le lancement en 2011 du très gros chantier de barrage électrique à Belo Monte, 50 km à l'ouest, génère un boom de consommation, en même temps qu'elle mobilise des acteurs institutionnels locaux et régionaux pour promouvoir des effets d'entraînement sur l'économie locale. Là aussi le secteur laitier est attrayant, au regard du potentiel de production et de consommation.

Plusieurs conditions semblent ainsi réunies aujourd'hui qui participent à la consolidation du bassin : législation adéquate, mobilisation des institutions publiques (fig. 15), existence d'un marché local capable d'absorber de gros volumes, regain d'intérêt de la part des éleveurs vis-à-vis de la production laitière, meilleures conditions de circulation.

De nombreux facteurs de changement, mais une dynamique laitière encore hésitante

Un grand nombre de facteurs ont été impliqués dans la dynamique du bassin, expliquant le changement de cohérence entre les trois séquences identifiées. L'enclavement régional est un facteur qui a empêché les dynamiques laitières observées ailleurs de se développer sur la Transamazonienne. Toute la trajectoire du bassin est liée à cet état de fait, qui devrait s'amenuiser dans les prochaines années. Mais sur un plan rétrospectif, l'enclavement



Figure 15. Réunion d'éleveurs et pouvoirs publics à Brasil Novo (ph. R. Pocard).

a été une contrainte terriblement constante, sur laquelle se sont brisés beaucoup de projets et de facteurs de changement.

La démographie a été le premier facteur de changement, avec (i) ce flux initial de migrants, qui a apporté des futurs éleveurs, et surtout des *mineiros*, les premiers à développer des systèmes techniques et commerciaux autour du lait ; (ii) l'urbanisation rapide, qui a provoqué l'émergence d'une demande urbaine, sur laquelle s'est appuyée la deuxième cohérence.

Les politiques publiques ont aussi constitué des facteurs de changements décisifs entre chaque séquence :

- politiques de migrations et réforme agraire à l'origine de la première cohérence ;
- politiques de crédit agricole qui a permis la généralisation de l'élevage familial et, partant, l'émergence des systèmes laitiers de la deuxième cohérence ;
- politiques de réglementations sanitaires, contribuant fortement à l'instabilité du secteur industriel qui marque cette deuxième cohérence. Son évolution récente pour reconnaître les produits artisanaux permet au secteur industriel d'aborder une cohérence plus stabilisée, actuelle ;
- politique environnementale forte à partir de 2008, qui, en freinant la déforestation, pousse les éleveurs à mieux valoriser leurs surfaces, notamment fourragères, et donc à s'intéresser à la production laitière ou mixte, plutôt qu'à la spécialisation sur la viande ;
- politiques énergétiques et de grands travaux qui provoquent l'émergence d'un grand marché consommateur local et une vague d'infrastructures notamment routières et d'investissements productifs.

L'organisation de la filière viande a été un troisième facteur de changement. Les grands éleveurs pratiquant l'engraissement ont su tirer les ficelles politiques pour que l'agriculture familiale soit incitée à développer des systèmes naisseurs. Cela a très bien marché, et ces naisseurs sont devenus de potentiels producteurs de lait.

L'émergence des laiteries, par l'initiative d'entrepreneurs locaux, est un autre facteur principal qui a permis de sortir de la première cohérence. À travers ces entreprises laitières, d'autres éleveurs sont entrés dans le système. Mais beaucoup n'y sont entrés que très peu de temps, ou de façon superficielle (opportunistes), car ces laiteries fonctionnaient mal et généraient des déceptions récurrentes... et des impayés. Ce mauvais fonctionnement est au cœur de la deuxième cohérence, qui dure longtemps, notamment parce que le développement du territoire contraint les coûts auxquels ces établissements font face.

Enfin, le chantier du **barrage de Belo Monte** représente un facteur majeur de changement. Il rompt l'enclavement, stimule les dynamiques territoriales et institutionnelles. Pour nourrir les ouvriers et leurs familles, de nouveaux investisseurs s'intéressent au secteur agroalimentaire, en même temps qu'il secoue les institutions locales pour tonifier des effets d'entraînement positifs sur l'économie locale. Ainsi évolue la législation sanitaire trop rigoureuse des laiteries, se mobilise l'assistance technique, et se montent de nouvelles laiteries, sans qu'il soit possible à ce jour de dire si elles connaîtront le succès attendu.

Le prix de la terre lui aussi fait un bond en avant, et les conséquences sont encore hypothétiques sur le fonctionnement du bassin : les familles préféreront-elles vendre et rejoindre la ville, poursuivant la tendance dominante dans la région ? Ou bien, percevant des améliorations de revenus, de développement du territoire, souhaiteront-elles profiter d'un potentiel agroalimentaire local naissant ?

Modèles émergents et formes d'interactions Filière/Territoire/ Systèmes d'élevage

Il est probable que le modèle initial, de la première séquence, perdure. Autant dans les périphéries d'Altamira que de Brasil Novo, la clientèle la moins aisée devrait continuer à constituer un débouché pour des flux devenus clandestins (hors du système d'inspection) de lait cru et de fromages locaux. La vente directe permet à la fois une marge plus grande pour l'éleveur, et un prix d'achat plus bas pour le consommateur. Mais ce système restera sans doute assez limité, en volume et nombre d'éleveurs (il faut être proche de la ville et vendre en dehors des marchés ou lieux formels de commerce).

À l'inverse, un modèle émergent devrait se développer autour de différents types et tailles de laiteries, formelles et légales, stabilisées. Les éleveurs devraient alors progressivement entrer dans un système de spécialisation laitière, ou tout au moins d'amélioration des performances laitières, même si le veau reste un objectif majeur. Les volumes de lait peuvent vite devenir importants, de l'ordre de plusieurs dizaines de milliers de litres par jour, étant donné l'impulsion apportée par le marché nouveau d'Altamira-Belo Monte. Une fois asphalté l'axe Altamira-Marabá, un scénario probable dans le cadre de l'avancée vers le nord de la frontière du lait, serait l'installation d'un groupe laitier national à Altamira. La production pourrait alors rapidement dépasser les 100 000 litres journaliers, et une dynamique forte d'innovations laitières se consolider. Le bassin s'élargirait, un scénario avec 10 000 fournisseurs dans les 5-6 communes environnantes n'ayant rien d'extravagant (Poccard-Chapuis et al. 2003). D'un autre côté, la reconnaissance du fromage local peut aussi permettre que se maintiennent des circuits uniquement locaux, autour d'une production fermière.

CONCLUSION. BRASIL NOVO, TERRITOIRE LAITIER ?

La trajectoire d'émergence du bassin laitier de Brasil Novo montre une dépendance étroite aux interactions entre les systèmes d'élevage familiaux, la filière laitière et le territoire. Elle indique qu'un blocage sur un seul de ces éléments annihile la dynamique de l'ensemble du bassin. À l'inverse, le bassin a pu progresser grâce à des synergies et synchronisation entre acteurs : entre des éleveurs persistant à produire du lait même en conditions adverses de commercialisation ou de transformation, des laiteries toutes instables individuellement, mais soutenant malgré tout une dynamique industrielle constante dans la commune, et des pouvoirs publics faisant des efforts pour électrifier les zones rurales, entretenir les ponts et quelques pistes vicinales. Cette conjonction a permis l'expansion du bassin, au-delà des proximités périurbaines vouées à la vente directe.

L'importance des interactions entre les trois éléments concerne également les perspectives d'expansion. Au niveau des éleveurs, l'évolution positive serait la multiplication des éleveurs persistants, et l'émergence progressive d'éleveurs spécialisés et plus efficaces. Au niveau de la transformation, la nouvelle législation locale permet de reconnaître, et peut-être de consolider, des circuits commerciaux de fromages fermiers. Au niveau territorial, le grand chantier de Belo Monte peut provoquer un désenclavement des éleveurs, une hausse de la demande, et une concentration à terme aux niveaux production et transfor-

mation. Toutefois, pour que le bassin laitier puisse monter en puissance et valoriser ces différentes perspectives, les trois composantes doivent s'articuler. Dans le cas contraire, le bassin laitier aura du mal à faire face aux importations de poudre ou produits élaborés hors région (yaourts, lait pasteurisé, fromages...), à la hausse du prix du foncier, à l'attrait d'emplois urbains.

La Transamazonienne est certes une région où tout est à construire, y compris les territoires et bassins laitiers. Mais il est difficile dans un territoire si instable de maintenir des synergies, de mettre en cohérence et d'articuler des acteurs et secteurs d'activité n'ayant pas l'habitude de se connaître, de se coordonner.

Brasil Novo peut ainsi être considéré comme un bassin territorialisé, du fait des liens historiques et déterminants entre territoire, filières, système d'élevage laitiers. D'un autre côté, ce caractère territorial est en permanence menacé par la faiblesse des liens institutionnels au sein du bassin, face à des forces de changements puissantes comme le foncier, l'urbanisation, l'ouverture brutale sur les circuits économiques nationaux.

Références

- Araujo R., 1993. *La cité domestique : stratégies familiales et imaginaires social sur un front de colonisation en Amazonie brésilienne*. Thèse de doctorat. Paris X Nanterre.
- Carrero G.C., Fearnside P.M., 2011. "Forest clearing dynamics and the expansion of landholdings in Apuí, a deforestation hotspot on Brazil's Transamazon Highway", *Ecology and Society*, 16(2):26. [online] URL : <http://www.ecologyandsociety.org/vol16/iss2/art26/>
- Carvalho S., 2010. *Entre opportunisme et persistance. Quelles dynamiques et perspectives d'évolution pour les exploitations laitières familiales de la Transamazonienne ?* Thèse de doctorat en sciences du vivant et de l'environnement. Agroparistech, Paris, 207 p.
- Coutinho A.C., Almeida C., Venturieri A., Esquerdo J.C.D.M., Silva M., 2010. *Uso e cobertura da terra nas áreas desflorestadas da Amazonia, Terraclass 2010*. Brasília, DF : Embrapa ; Belém : INPE, 2013. 108 p.
- Droulers M., 1995. *L'Amazonie*, Nathan Université, coll. Géographie d'aujourd'hui, 188 p.
- Ferreira L.A., 2001. *Le rôle de l'élevage bovin dans la viabilité agroécologique et socioéconomique des systèmes d'exploitation agricoles familiaux en Amazonie orientale brésilienne – le cas d'Uruará*. Thèse de doctorat en sciences agronomiques : Institut national agronomique de Paris-Grignon, Paris, 187p.
- Grandchamp-Florentino L., 2001. *Urbanisation, stratégies familiales et multipolarité rurale-urbaine : la Transamazonienne à l'ouest d'Altamira (Pará, Brésil)*. Thèse de doctorat en sciences sociales. EHESS, Paris, 391 p.
- Hamelin P., 1991. « O fracasso anunciado », In Léna & Oliveira (org), *Amazônia, a fronteira agrícola 20 anos depois*, Museu Paraense Emilio Goeldi, Belém, 161-176.
- Hebette J., Acevedo R., 1979. *Colonização para quem ?* Cadernos do NAEA n° 10. UFPA, Belém, 173 p.
- Hostiou N., 2003. *Pratiques et stratégies de gestion des ressources herbagères cultivées par des éleveurs laitiers sur un front pionnier en Amazonie brésilienne : cas du município de Uruará (Pará, Brésil)*. Thèse de doctorat, Institut national agronomique de Paris-Grignon, Paris, 206 p.
- IBGE, 2015. *Instituto Brasileiro de Geografia e Estatísticas, Pesquisa Pecuária Municipal*, site consulté en février 2015 <http://www.sidra.ibge.gov.br>.

- Moulin C.H., Coulibaly D., Pocard-Chapuis R., Corniaux C., 2005. *Guide méthodologique pour l'analyse des changements dans les unités de production commercialisant du lait en zone urbaine au Mali. Mise au point d'un protocole d'enquête rétrospective et de traitement de l'information*. Document de travail, UMR Selmet, Montpellier, 21 p.
- Morin G., Coulibaly D., Corniaux C., Pocard-Chapuis R., Sidibé S.I., Mouloin C.H., 2007. « Dynamique des unités de production laitière dans le bassin d'approvisionnement de la ville de Ségou au Mali ». *Revue Elev. méd. vét. pays trop.* 60(1-4) :89-10.
- Perrot C., Landais E., 1993. « Comment modéliser la diversité des exploitations agricoles ? », *Les Cahiers de la Recherche-Développement* 33 :24-40.
- Perrot C., Leroy F., 1995. *Genetyp : Générateur de clé typologique par agrégation. Manuel d'utilisation du logiciel. Version 0*. Institut de l'élevage. Département Systèmes d'exploitation d'élevage.
- Pocard-Chapuis R., Veiga J.B., Piketty M.G., Morelly C., Freitas K.H., Tourrand J.-F., 2003. « A cadeia produtiva do leite : Uma alternativa para consolidar a agricultura familiar nas frentes pioneiras da Amazônia ? » In : Tourrand J.-F., Veiga J.B (orgs), *Viabilidade de Sistemas Agropecuários na Agricultura Familiar da Amazônia*, Belém : Embrapa Amazônia Oriental, p. 1-16
- Pocard-Chapuis R., Veiga J.B., Piketty M.G., Freitas C.M., Tourrand J.F., 2003. « Características das cadeias produtivas do leite nas frentes pioneiras da Amazônia », In Vilela D. et Bussan M. (éds), *Anais do Workshop sobre identificação das principais restrições ao desenvolvimento da cadeia produtiva do leite na região Norte do Brasil*, Embrapa Gado de Leite, Série Documentos n° 91. MCT/CNPq, Juiz de Fora, p. 97-119.
- The Economist, 2010. "Brazilian Agriculture: The Miracle of the Cerrados. Brazil has Revolutionized its own farms. Can it do the same for others ?", 05-09-2010, *The Economist*, London, UK.
- Tourrand J.F., Veiga J.B.(eds), 2003. *Viabilidade de sistemas agropecuários na agricultura familiar da Amazônia*, Embrapa Amazônia Oriental, Belém, 468 p.
- Veiga J.B., Pocard-Chapuis R., Tourrand J.F., 2003. « Caracterização e viabilidade agropecuária na Agricultura Familiar da Amazônia Oriental Brasileira », In Tourrand e Veiga (éds), *Viabilidade de sistemas agropecuários na Agricultura Familiar da Amazônia*, Embrapa Amazônia Oriental : 17-65.
- Veiga J.B., Tourrand J.F., 2000. *Produção leiteira na Amazônia oriental. Situação atual e perspectivas*, Editions Embrapa Amazônia oriental, Belém, 234 p.
- Veiga J.B., Tourrand J.F., Piketty M.G., Pocard-Chapuis R., Alves A.M., Thales M.C., 2004. *Expansão e Trajetórias da Pecuária na Amazônia*, Editora UnB. Brasília, 161 p.



Votre avis nous intéresse

Pour citer ce chapitre

Pocard R., Carvalho S., 2015. « Bassin laitier de Brasil Novo (Brésil). L'émergence d'un bassin laitier localisé sur un front pionnier », In Napoléone M., Corniaux C., Leclerc B. (coords), *Voies lactées. Dynamique des bassins laitiers entre globalisation et territorialisation*, Inra-Sad - Cardère :185-205. DOI : 10.15454/1.447775364812912E12

Affiliations des auteurs

René POCARD, Cirad, UMRO868 Selmet, F-34060 Montpellier, France

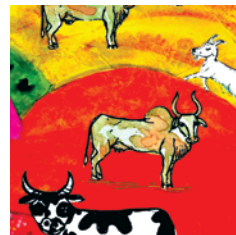
Soraya CARVALHO, Universidade Federal do Pará, Amazonia Oriental, Belém, Brésil

Ce travail a été conduit dans le cadre du projet de recherches Mouve financé par l'Agence nationale de la recherche (projet ANR-2010-STRA-005-01)





**FORMES ET MOTEURS
DES RECONFIGURATIONS
DES BASSINS LAITIERS**





Les conditions d'interaction entre dynamique de bassins laitiers et dynamique territoriale

Résumé

Dans ce chapitre, nous comparons la dynamique de plusieurs bassins laitiers en nous focalisant sur l'émergence des bassins et leur développement, de manière à rendre compte des interactions avec la dynamique territoriale. Nous donnons ainsi à voir sur quelles conditions territoriales repose l'interaction entre dynamique du bassin et dynamique territoriale. Il ressort de cette comparaison trois types : dans le pre-mier, illustré par les cas uruguayen et brésilien, les interactions reposent essentiellement sur la dimension matérielle du territoire ; dans le second type, illustré par le cas sahélien, à ces conditions matérielles s'ajoutent des conditions idéelles ; enfin, le troisième type (cas français) réunit des conditions des trois dimensions du territoire : matérielle, idéelle et organisationnelle. Finalement, dans tous les cas étudiés, les conditions propres à la dimension matérielle du territoire sont clef dans les interactions entre dynamique laitière et dynamique territoriale (conditions topographiques ou climatiques, infrastructures, proximité à un bassin urbain...). Quant à la dimension idéelle (savoir-faire, patrimoine culturel...), elle apparaît d'autant plus importante que le territoire est marqué par une tradition laitière. Enfin, la dimension organisationnelle du territoire joue un rôle notable dans les territoires historiquement marqués par la décentralisation et le poids de la gouvernance locale. Cela semble beaucoup moins vrai là où les politiques nationales et le poids des marchés internationaux prévalent sur la gouvernance locale. Cette réflexion sur les interactions entre bassin laitier et dynamique territoriale offre des pistes pour penser la durabilité des bassins laitiers.

Mots-clés : matériel, organisationnel, idéal, étude comparative, dynamique.

The conditions of interactions between dairy pools and territorial dynamics

Abstract

In this chapter, we compare the dynamics of several dairy pools, focusing on their emergence and their development. By doing so, we highlight the territorial conditions on which lays the interaction between dairy pools and territorial dynamics. This comparison revealed three situations. In the first situation, the overall interactions lay on the material dimension of the territory (uruguayan and bresilian cases) ; in the second situation, immaterial and material dimensions are crucial (sahelian case); in the third situation (french cases), the three territory dimensions are met (material, immaterial and organizational). Finally, the material territory dimensions appear to be crucial in all cases (topographic or climatic conditions for example). Concerning the immaterial dimension (know-how, cultural heritage), they seem to be even more important when the territory is characterized by dairy traditions. The organizational dimension is particularly influential in territories concerned by the decentralization and the importance of local governance; it has less importance when national politics and international markets prevail over local governance.

Key-words : material, immaterial and organizational conditions, comparative analysis, dynamics of dairy pools.

Les conditions d'interaction entre dynamique de bassins laitiers et dynamique territoriale

Marie HOUDART *, René POCCARD

DANS LES DÉBATS SUR LA SÉCURITÉ alimentaire à l'échelle mondiale (Misselhorn et al. 2012), la production laitière tient une place importante en raison du fort accroissement en produits laitiers, attendu dans les années à venir (Chatellier et al. 2013, Chatellier 2014). Dès lors, les instances internationales lancent divers programmes destinés à penser l'adéquation entre la production et la consommation à l'échelle mondiale, et des programmes de recherche sont mis en place en ce sens.

Ces instances internationales et les politiques nationales jouent un rôle majeur dans l'évolution des bassins laitiers. Cette évolution concerne à la fois les systèmes d'élevage et leur productivité (qualité et quantité) et l'organisation des filières (globalisation des échanges, prédominance de grande distribution...). Il n'en demeure pas moins que ce qui se passe à l'échelle des territoires est crucial pour comprendre l'évolution des filières et des systèmes d'élevage dans les bassins laitiers. En effet, l'élevage laitier, y compris dans des systèmes « hors-sol », est plus ou moins ancré dans le territoire. Cet ancrage de l'élevage laitier au territoire peut s'exprimer au travers de la production de matière première (nourriture pour les animaux notamment) réalisée sur l'exploitation, mais aussi le plus souvent au travers des produits (fromages, crème, beurre...). Ces produits laitiers ont une forte capacité à exprimer des particularités (arômes, saveurs, texture...), des spécificités susceptibles de générer un avantage économique et qui renvoient à des usages, des pratiques, des savoir-faire construits dans la durée et s'appuyant sur des images et des valeurs sociales et culturelles (Delfosse 2006). L'ancrage se présente ainsi sous des formes très

* Auteur de correspondance : marie.houdart@irstea.fr



Résumé

Dans ce chapitre, nous comparons la dynamique de plusieurs bassins laitiers en nous focalisant sur l'émergence des bassins et leur développement, de manière à rendre compte des interactions avec la dynamique territoriale. Nous donnons ainsi à voir sur quelles conditions territoriales repose l'interaction entre dynamique du bassin et dynamique territoriale. Il ressort de cette comparaison trois types : dans le premier, illustré par les cas uruguayen et brésilien, les interactions reposent essentiellement sur la dimension matérielle du territoire ; dans le second type, illustré par le cas sahélien, à ces conditions matérielles s'ajoutent des conditions idéelles ; enfin, le troisième type (cas français) réunit des conditions des trois dimensions du territoire : matérielle, idéale et organisationnelle. Finalement, dans tous les cas étudiés, les conditions propres à la dimension matérielle du territoire sont clef dans les interactions entre dynamique laitière et dynamique territoriale (conditions topographiques ou climatiques, infrastructures, proximité à un bassin urbain...). Quant à la dimension idéale (savoir-faire, patrimoine culturel...), elle apparaît d'autant plus importante que le territoire est marqué par une tradition laitière. Enfin, la dimension organisationnelle du territoire joue un rôle notable dans les territoires historiquement marqués par la décentralisation et le poids de la gouvernance locale. Cela semble beaucoup moins vrai là où les politiques nationales et le poids des marchés internationaux prévalent sur la gouvernance locale. Cette réflexion sur les interactions entre bassin laitier et dynamique territoriale offre des pistes pour penser la durabilité des bassins laitiers.

Mots-clés : matériel, organisationnel, idéal, étude comparative, dynamique

variées, qui correspondent à des modèles de production combinant façons de produire, systèmes de production et filières spécifiquement organisées. Ces modèles de production réagissent plus ou moins aux dynamiques territoriales et, en retour, agissent plus ou moins sur ces dynamiques territoriales, selon les contextes socioéconomiques et politiques. Dans quelles situations, quels contextes, ces interactions entre dynamique territoriale et dynamique des bassins laitiers sont-elles plus ou moins fortes ? Sur quoi reposent ces interactions ?

Nous proposons dans ce chapitre de contribuer à répondre à ces questions en comparant plusieurs bassins laitiers en Amérique du Sud, en France et au Sahel. Après un retour sur la littérature portant sur les interactions entre « lait » et territoire, nous présentons le cadre méthodologique qui nous permet, dans une troisième section, d'identifier des types de bassin laitier selon les dimensions du territoire sur lesquelles reposent ces interactions.

DES INTERACTIONS ENTRE DYNAMIQUE LAITIÈRE ET DYNAMIQUE DES TERRITOIRES ENCORE PEU ABORDÉES DANS LA LITTÉRATURE

Impact des spécificités des territoires sur la dynamique laitière

Les logiques d'actions des acteurs des bassins laitiers sont souvent regardées au prisme des caractéristiques des territoires sur lesquels ils exercent leur activité : les systèmes d'élevage et l'organisation des filières laitières ne pourraient être compris en dehors de leur contexte local ¹. Par exemple, l'observation des pays dans lesquels se mettent en place de très grandes fermes laitières montre que ces dernières ne s'installent pas dans les zones traditionnelles d'élevage, mais dans des zones propices à l'achat massif de l'alimentation (Mac Donald et al. 2007). D'autres travaux montrent également les effets du contexte local (politiques des organisations de la filière, politiques des collectivités, normes professionnelles locales) sur la viabilité des exploitations (Mundler et al. 2010). Certains travaux montrent par ailleurs que la pérennité de certaines filières (celle du Roquefort) est en partie imputable aux caractéristiques du territoire dans lequel elles s'inscrivent (attachement des acteurs au territoire notamment) (Frayssignes 2001). Les attributs des territoires sont alors conçus comme des facteurs de compétitivité pour ces filières (Sanz Canada & Muchnik 2011).

S'intéressant plus largement à la dynamique des bassins laitiers, des géographes français se sont focalisés sur certaines spécificités territoriales, et leurs effets sur les bassins laitiers. Ainsi, jusqu'au début du XX^e siècle ils se concentrent sur les « aptitudes naturelles » (topographie, qualité de l'herbe, etc.) et le poids des traditions propres à expliquer l'organisation des bassins laitiers (Demangeon 1946). Dans les années 1950, la ville, associée à l'évolution des transports et des modes de conservation des produits, joue un rôle prépondérant dans la localisation de la production (Margetic 2005, Delfosse 2006). Plus tard, des aspects de gouvernance territoriale sont pris en compte dans ces études, no-

¹ Cette conception des logiques d'action des acteurs des bassins laitiers s'inscrit dans différents courants portant sur le lien entre les systèmes productifs et leurs acteurs et le territoire : en économie (Rallet & Torre 1995), en gestion (Saleilles 2006, Fourcade et al 2010), en géographie économique (Krugman 1995), en géographie de la qualité (Frayssignes 2001), ou encore en sociologie économique (Bowen 2010, Deverre & Lamine 2010). Ce lien au territoire se construit via la mobilisation et la création, par les acteurs de ce territoire, de ressources diverses (Frayssignes 2001, Pecqueur & Zimmerman, 2004, Zimmerman 2005), matérielles ou immatérielles, marchandes ou non (Frayssignes 2001, Sonnino 2007, Filippi et al. 2008, Fleury & Lamine 2008, Bowen 2010). En d'autres termes, le comportement des agents économiques devrait s'analyser dans un contexte historique et social ; il est modelé par ce contexte et ne peut être interprété qu'en référence à celui-là.

tamment avec la mise en œuvre des quotas laitiers en 1984 qui influent sur la localisation de la production laitière et les stratégies spatiales des firmes. Le contingentement consécutif aux quotas laitiers, issu des modes de gouvernance à l'échelle des territoires, a alors un poids important dans l'évolution des bassins laitiers (Margetic, *ibid.*). Plus récemment, les questions autour de la qualité des produits, liée à leur origine, ont permis de faire émerger une nouvelle façon de prendre en compte le territoire dans l'analyse des bassins laitiers. Ainsi, dès les années 1990, les travaux des géographes ruralistes montrent que la distribution des produits tels que le fromage ne s'explique pas seulement par les conditions naturelles ou par l'éloignement des marchés de consommation : « Des faits techniques font système et génèrent ou révèlent des limites que l'on peut qualifier de culturelles. » (Delfosse 2006, p. 8)

Enfin, certaines recherches examinent les relations entre territoire et bassin laitier selon une approche dynamique, sur le temps parfois long : les mutations du territoire sont observées en regard de l'évolution des bassins laitiers, à la fois dans les caractéristiques des systèmes d'élevage et celles des filières. Ainsi Cerdan & Sautier (2001) insistent sur les effets conjugués de la proximité spatiale, sociale et culturelle dans la dynamique laitière dans le nord-est brésilien. Dans d'autres contextes géographiques, des chercheurs suggèrent l'importance des effets de la métropolisation sur le secteur laitier. En Tunisie par exemple, Dlala (2007) montre comment la densification de Tunis a engendré la création de territoires agricoles spécifiques, contraints par la spéculation foncière et le mitage de l'espace, au sein desquels s'intensifient les bassins laitiers. Des phénomènes assez proches (liens entre urbanisation, intensification et réorganisation du bassin laitier) sont mis en lumière au Sahel (Magrin et al. 2011) ou au Brésil (Poccard-Chapuis et al. 2007, Poccard-Chapuis et al. 2011). À une échelle plus micro, à l'aide de la modélisation graphique, certains proposent un modèle de la gestion territoriale de la production laitière qui repose sur l'analyse des ajustements successifs, sur le temps long, entre les activités agricoles et le village (Benoît 1990, Capitaine & Benoît 2001).

Impact des activités laitières sur les territoires

Si la littérature relative aux impacts des spécificités territoriales sur la dynamique des bassins laitiers, au moins en France, est relativement riche et ancienne, celle qui met en avant l'impact des dynamiques laitières sur les territoires, en particulier sur leur développement durable, semble plus récente. Elle se développe notamment dans les années 1990, avec la multiplication des démarches de qualification territoriale des produits alimentaires et des signes distinctifs de qualité (AOC, IGP). Les produits de qualité ancrés

dans un territoire (valorisation de l'origine géographique) sont des outils de communication, voire de promotion, en faveur de la zone et de ses différentes activités économiques (accueil, artisanat...) (Hirczak et al. 2008). De plus, dans certains territoires, notamment dans les montagnes humides françaises, l'élevage reste souvent la seule activité agricole possible et joue un rôle essentiel dans la fabrication des paysages. Les paysages typiques, le patrimoine naturel et culturel, fortement marqués par l'activité d'élevage, confèrent à ces territoires une attractivité qui est souvent source de développement pour le tourisme.

Du point de vue environnemental, l'élevage est à la fois un utilisateur et un producteur de services écologiques (Costenza et al. 1997, Gibon 2005, Zhang et al. 2007). En effet, l'élevage façonne les écosystèmes et peut affecter leur qualité de fonctionnement par l'intermédiaire de certaines pratiques de production, d'entretien, de reconfiguration du parcellaire (apport de fertilisants ou de produits phytosanitaires, suppression de ligneux ou semi-ligneux (Carpenter et al. 2006, de Groot et al. 2009, Le Roux et al. 2009)). La part respective de ces services utilisés ou produits dépend de la façon dont des agroécosystèmes sont gérés au niveau de la parcelle et des exploitations agricoles, mais aussi de la diversité, de la composition et du fonctionnement des éléments semi-naturels présents dans les paysages agricoles (Knoke et al. 2009, Le Roux et al. 2009).

Enfin, du point de vue social, l'activité d'élevage, et en particulier l'élevage laitier, est considérée par certains comme un élément de cohésion, d'identité et du développement des sociétés qui y sont attachées (Duteurtre & Faye 2010). Cela permet le maintien d'une population résidente, d'un tissu social et de réseaux sociaux, économiques et institutionnels en milieu rural. La présence des animaux sur le territoire manifeste la persistance du lien entre territoire et élevage : les savoir-faire des éleveurs sont le résultat d'une histoire et d'une identité culturelle qui se matérialisent à travers les pratiques de production et la présence de certains éléments matériels dans les paysages (poste de traite mobile, parc de tri...). Les techniques adoptées pour l'élevage ont été élaborées ou reçues puis transmises au cours du temps, elles sont liées au territoire et aux hommes qui y ont vécu (Lacombe & Casabianca 2013). Au-delà des pratiques, l'animal en lui-même et sa race sont source d'identité pour un territoire, par exemple au travers de son nom (Simmental, Salers, Gir, Blanche du Massif Central, Brown Swiss, Villarde, etc.) ou des espèces emblématiques (zébus, dromadaires, lamas, etc.). Enfin, la culture, le patrimoine, les événements et festivités liés à l'élevage (montée ou descente de l'estive, concours ou foire annuelle, ballades « élevage et paysage » dans le cadre des journées du patrimoine) sont également des éléments de cohésion sociale sur ces territoires.

En guise de synthèse

Nul doute que territoire et activité laitière sont intimement liés, à divers niveaux. Cependant, on sait encore très peu de choses sur la manière dont ce système, dans toute sa complexité, se transforme dans le temps. Autrement dit, la manière dont la dynamique des diverses composantes du territoire et la dynamique du bassin laitier se nourrissent ou s'entravent mutuellement, reste une question à explorer.

MÉTHODE D'ÉTUDE

Comparaison de six bassins laitiers

Pour observer différentes modalités d'interactions entre dynamique territoriale et dynamique des bassins laitiers, nous proposons ici de comparer six bassins laitiers situés dans diverses parties du monde. Le matériau sur lequel repose notre analyse comparative correspond au récit des trajectoires de bassin laitier de ces différents cas d'étude présentés dans cet ouvrage :

- le bassin de Salto, situé au nord-ouest de l'Uruguay, frontalier avec l'Argentine (p. 39) ;
- le bassin de Brasil-Novo, situé le long de la Transamazonienne au Brésil (p. 185) ;
- le bassin de Basse vallée fleuve Sénégal, au Sénégal (p. 143) ;
- le bassin de Pélaridon, situé en moyenne montagne française (p. 157) ;
- le bassin du Livradois-Forez, situé en moyenne montagne française (p. 89) ;
- le bassin de Quatre Montagnes, situé dans les Alpes françaises (p. 111).

Trois dimensions du territoire prises en compte

De manière à aborder la façon dont les conditions territoriales impactent la dynamique laitière ou, à l'inverse, sont impactées par la dynamique laitière, nous les déclinons selon les trois dimensions du territoire : matérielle et organisationnelle (Gumuchian & Pecqueur 2007), ainsi qu'idéelle (Di Meo & Buléon 2005, Moine 2006) (tabl. 1).

La dimension matérielle du territoire, qui fait référence au milieu physique et à l'environnement (Glon & Pecqueur 2006), peut être définie par deux conditions territoriales : les ressources, qui peuvent être de nature très différentes (naturelle, financière, culturelle...), et leurs proximités (distance). La dimension organisationnelle regroupe les façons

Dimensions	Matérielle	Organisationnelle	Idéelle
Conditions	Ressources (naturelle, culturelle, etc.) ; distance entre ces ressources	Modes de gouvernance du territoire	Événements, symboles, lieux, savoir-faire..., donnant corps aux représentations du territoire portés par les acteurs
Exemples de conditions en lien avec la dynamique des bassins laitiers	<ul style="list-style-type: none"> • Caractéristiques topographiques (Demangeon 1946) • Proximité ou éloignement de la ville au bassin laitier et dynamique urbaine (Margetic 2005, Dlala 2007, Magrin et al. 2011, Pocard-Chapuis et al. 2011) • Nature des infrastructures (absence, qualité, etc.) (ibid.)... 	<ul style="list-style-type: none"> • Organisation des activités à l'échelle d'un village (Capitaine & Benoît 2001) • Présence d'une institution portant une politique de gestion du territoire spécifique (type parc naturel régional en France) • Politiques des collectivités (Mundler et al. 2010) • Réseaux d'acteurs (insertions des acteurs de la filière lait dans les réseaux décisionnels) 	<ul style="list-style-type: none"> • Produits valorisant l'origine géographique (Sanz Canada & Muchnik 2011) • Savoir-faire locaux (Delfosse 2006 ; Lacombe & Casabianca 2013) Fêtes liées à l'élevage ...

Tableau 1. Les conditions du territoire propres à ses trois dimensions.

dont les acteurs gèrent et aménagent le territoire ¹. Les modalités de la gouvernance (organisations institutionnelles en place, réseaux interorganisationnels, etc.) du territoire sont autant de conditions de cette dimension organisationnelle. Enfin, la dimension idéale du territoire correspond aux perceptions et représentations que se font les acteurs de l'espace dans lequel ils évoluent (Di Méo & Buléon 2005). Cette dimension prend corps dans des événements, lieux, symboles, savoir-faire, etc., qui expriment l'identité du territoire.

Des trajectoires de dynamique laitière résumées en deux phases

Les dynamiques laitières présentées dans les différents chapitres du présent ouvrage reposent sur des trajectoires dont le nombre et la durée des séquences peuvent être très variables. Par exemple, la dynamique du bassin de Quatre Montagnes repose sur cinq séquences, entre 1850 et aujourd'hui, quand celle du bassin de Brasil Novo ne repose que sur trois séquences. Cela rendait difficile la comparaison, séquence par séquence, du rôle des différentes conditions territoriales à l'œuvre. Nous avons donc retenu de distinguer deux phases communes à tous les bassins laitiers. Une première phase que nous qualifions d'« émergence », qui nous permet de mettre la focale sur les processus à l'œuvre dans la création de chacun des bassins ; une seconde phase qualifiée de « développement » qui reprend l'ensemble de la trajectoire.

¹ Ici, la dimension organisationnelle concerne donc une échelle plus large parfois que celle du bassin laitier, inclus dans le territoire.

Grille d'analyse (fig. 1)

L'analyse comparée des six bassins laitiers consiste alors à identifier les conditions territoriales propres à chacune des trois dimensions du territoire qui interviennent dans la phase « d'émergence » du bassin, puis celles qui interviennent dans la phase de « développement » : soit parce qu'elle a une influence sur la dynamique laitière, soit parce qu'elle est influencée par la dynamique laitière.

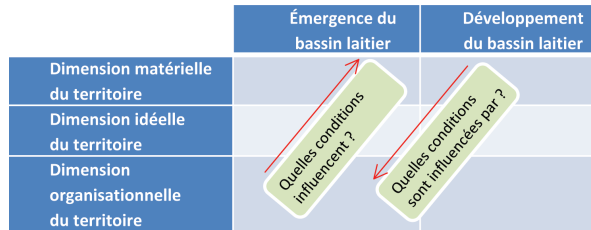


Figure 1. La grille d'analyse.

LES TYPES D'INTERACTION ENTRE DYNAMIQUE LAITIÈRE ET DYNAMIQUE TERRITORIALE

Des interactions reposant essentiellement sur la dimension matérielle du territoire

Dans ce premier type, la dimension matérielle est prépondérante dans les interactions entre dynamique territoriale et dynamique laitière. Ce type correspond à deux bassins, celui de Salto, en Uruguay, et celui de Brasil Novo, au Brésil.

Le bassin de Salto, en Uruguay, est caractérisé par la construction d'un système agroindustriel tourné vers l'exportation ; son développement s'est clairement orienté vers la satisfaction de la demande internationale en produits génériques. Il s'agit d'un bassin créé de toutes pièces, dans une région sans tradition laitière. Sa création a été impulsée par l'État et la faculté d'agronomie.

Outre cette politique très volontariste, les principaux facteurs ayant présidé à l'émergence et au développement de ce bassin dépassent les cadres du territoire (relations privilégiées avec les pays partenaires d'Amérique latine, marché protégé dans le cadre du Mercosud, augmentation de la demande des pays émergents). Cependant, quelques éléments matériels propres au territoire de Salto ont favorisé son émergence (fig. 2). Citons les conditions naturelles favorables au développement de l'élevage laitier ; à cela s'ajoute la présence dès le début du XX^e siècle de la faculté d'agronomie de l'Université de la République à même de développer une activité de recherche et de formation (ferme expérimentale) dès les années 1930. Par la suite, plusieurs éléments du territoire ont favorisé



	Émergence du bassin laitier	Développement du bassin laitier
Dimension matérielle du territoire	↑ Conditions naturelles (vaste territoire) + faculté d'agronomie	↑ Proximité de la ville + situation « à la marge » + territoire vaste et conditions pédoclimatiques ↓ Développement des infrastructures + diversification des activités agricoles et des systèmes de production
Dimension idéale du territoire		
Dimension organisationnelle du territoire		

Figure 2. Bassin du Salto en Uruguay.

son expansion : une demande urbaine captive intrabassin (proximité de la ville) ; une situation à « la marge », au nord du pays, qui a obligé à un développement plus ou moins autonome de la production pour l'approvisionnement local ; un territoire vaste pour l'agriculture et l'élevage, et des terres répondant bien à l'intensification fourragère. Bien que très orientée vers l'exportation, la production laitière a eu plusieurs effets sur les dimensions matérielles du territoire de Salto : sur le temps long, la concentration géographique a incité les pouvoirs publics à développer routes, chemins, lignes électriques ; l'exclusion de petites exploitations, moins compatibles avec le système agroindustriel, a eu comme effet des reconversions de ces exploitations vers des systèmes alternatifs, associant par exemple des productions laitières et du maraîchage, vendu sur des circuits de proximité urbains. Ainsi, de manière indirecte, cette dynamique agroindustrielle a eu des effets sur la dimension matérielle de ce territoire dans le sens d'une diversification des activités agricoles et des systèmes de production.

À l'inverse du cas de Salto, le bassin de Brasil Novo se caractérise par un développement resté endogène : la production, la transformation, la consommation s'effectuent à l'intérieur du bassin. Une différence majeure avec le cas précédent tient au fait que l'émergence de ce bassin n'a pas été influencée par l'État mais par « la base », à une échelle individuelle, par les migrants, et que son développement s'est fait en tache d'encre au sein d'une clientèle captive. Dans ce cas, ce sont bien des éléments matériels internes au territoire qui ont permis l'émergence du bassin laitier (fig. 3) et pas seulement des conditions matérielles qui l'ont favorisé, comme dans le cas uruguayen.

Par la suite, avec le développement de la ville, l'activité fromagère a vu le jour et a progres-



	Émergence du bassin laitier	Développement du bassin laitier
Dimension matérielle du territoire	<ul style="list-style-type: none"> - Migrations depuis territoires laitiers, nouveaux savoir-faire - Développement urbain et croissance démographique provoquant une hausse de la demande en lait 	<ul style="list-style-type: none"> - Développement urbain et croissance démographique provoquant une hausse de la demande en lait - Amélioration des infrastructures et désenclavement de la région - Forêt devenue ressource à protéger
Dimension idéale du territoire		<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration des infrastructures
Dimension organisationnelle du territoire		

Figure 3. Bassin de Brasil Novo au Brésil.

sivement donné lieu au développement d'une activité laitière structurée. Tout au long de la trajectoire du bassin laitier, cet élément reste prépondérant : l'urbanisation et la démographie croissantes dans la région favorisent le développement d'une demande en produits laitiers et offrent en même temps une plus grande disponibilité en main-d'œuvre. Par ailleurs l'amélioration des infrastructures et le désenclavement de la région, ont facilité la mise en place des circuits de collecte. Plus récemment, un nouvel élément matériel majeur du territoire est venu favoriser le développement de l'activité laitière : la présence de la ressource forestière protégée, limitant de fait les espaces utilisables par les élevages extensifs allaitants, a entraîné de nombreuses conversions viande/lait.

Des interactions reposant sur les dimensions matérielles et idéelles

Dans le second type, les interactions entre territoire et dynamique laitière sont complexifiées par le nombre et la diversité des conditions sur lesquelles repose cette interaction. Outre la dimension matérielle prépondérante dans le type précédent, la dimension idéale du territoire joue un rôle important. Ce type correspond au cas du bassin du fleuve Sénégal, dont la dynamique de développement se caractérise par un mouvement de balancier entre territorialisation et globalisation associé à des formes distribuées dans le territoire. Au Sahel, le territoire est marqué par une tradition laitière tenue par les Peuls. Dans ce sens, la dimension idéale du territoire a marqué la phase d'émergence du bassin laitier.



À cela s'ajoutent des conditions matérielles qui ont fortement impacté l'émergence du bassin laitier (fig. 4), notamment après que l'État ait impulsé l'aménagement en casiers rizicoles des zones inondables situées au nord du bassin, permettant l'installation des premières agroindustries, au nord, à proximité de Richard-Toll, comme au sud-ouest, à proximité de Saint-Louis. Ainsi, les nouvelles infrastructures (routes goudronnées, électrification...), accompagnant l'émergence de l'agro-industrie, ont participé à la fois au désenclavement de la zone et au développement du secteur laitier. Par ailleurs, comme pour les autres terrains, l'urbanisation et la croissance démographique dans la région ont tiré la demande en produits laitiers et offert une main-d'œuvre plus abondante.

Ces conditions matérielles participant à l'émergence du bassin interviennent ensuite tout au long de la trajectoire de ce dernier : la demande urbaine en produits laitiers agit sur le développement du bassin, en jouant à la fois sur la quantité de lait à produire et sur la qualité des produits attendus. La présence d'une clientèle sensible à l'origine locale et à la fraîcheur du produit, explique de fait l'installation des mini-laiteries autour desquelles s'intensifie la production laitière dans les années 1990 (dans la partie sud du territoire, à proximité de Saint-Louis) et, un peu plus tard, l'installation de la Laiterie du Berger (2004), à proximité de Richard-Toll au nord. Dans la phase de développement, cette dynamique du bassin bénéficie de l'amélioration des infrastructures (amélioration du réseau

	Émergence du bassin laitier	Développement du bassin laitier
Dimension matérielle du territoire	<ul style="list-style-type: none"> ↑ - Situation à proximité d'une zone irriguée permettant le développement d'un élevage agropastoral moins mobile et valorisant les sous-produits agricoles et agroindustriels - Désenclavement en lien avec développement de l'agroindustrie - Urbanisation et croissance démographique favorable à une demande croissante en produits laitiers 	<ul style="list-style-type: none"> ↑ - Développement urbain et croissance démographique provoquant une hausse de la demande en lait - Amélioration des infrastructures et désenclavement de la région - Des événements climatiques (type sécheresse) contraignent les systèmes de production
Dimension idéale du territoire	<ul style="list-style-type: none"> ↑ - Tradition laitière séculaire des Peuls (savoir-faire) 	<ul style="list-style-type: none"> ↓ - Amélioration des infrastructures - Installation laiteries (mini + Laiterie du berger) - Érosion des sols provoquée par le surpâturage du fait de la sédentarisation ↑ - Tradition laitière séculaire des Peuls (savoir-faire) ↓ - Changements de pratiques sociales - Reconnaissance de la société peule
Dimension organisationnelle du territoire		

Figure 4. Bassin du fleuve Sénégal.

routier, extension de l'électrification) qui est, elle-même, en partie le fruit de cette dynamique laitière et participe, de fait, au développement local. En contrepartie, ce développement local, basé sur la dynamique laitière, s'avère soumis à des limites. La première limite est l'impact négatif sur la qualité environnementale : l'intensification du système laitier impliquant une sédentarisation de la population et des cheptels jusque-là nomades, a conduit au surpâturage des herbages. La seconde est la forte dépendance aux conditions climatiques (autres conditions « matérielles »), telles que les sécheresses récurrentes qui interviennent comme facteur limitant la production de lait.

Quant aux conditions idéelles, elles interagissent fortement avec la dynamique laitière de manière complexe : ainsi, si l'identité peule (nomade) participe au succès des produits issus de la Laiterie du Berger en valorisant la dimension locale du produit, cette identité est cependant mise en question par les changements de pratiques de pâturage (sédentarisation) ; cela étant, la diffusion des produits valorisant cette société participe dans une certaine mesure à sa reconnaissance.

L'interaction repose sur les trois dimensions du territoire (cas français)

Le dernier type correspond aux trois cas français : Quatre Montagnes, Livradois-Foréz et Pélardon. Dans ces cas, territoire et bassin laitier développent des liens forts, dans le sens où des conditions à la fois matérielles, organisationnelles et idéelles du territoire interagissent avec la dynamique laitière (fig. 5, 6 et 7).

Dans ces trois cas français, la dimension idéelle du territoire est très présente. Dès l'émergence des bassins, l'identité laitière du territoire a été mobilisée pour le développement de certains produits, leur valorisation, leur promotion (fêtes notamment, mais aussi création de filière de qualité). Au fil du temps, le développement des filières et les transformations des systèmes d'élevage ont un impact, pour chaque bassin, sur la dimension idéelle du territoire, dans la participation au renforcement de l'identité territoriale.

Les conditions matérielles sont également sources de contraintes ou d'atouts pour le développement de la filière laitière et influencent en partie l'évolution des systèmes d'élevage. Ces conditions matérielles s'expriment ici de quatre manières différentes.

La présence proche de la ville influence la demande en produits laitiers : la dynamique périurbaine (Clermont-Ferrand dans le cas du Livradois-Foréz, Grenoble dans le cas du bassin Quatre Montagnes, villes littorales dans le cas du Pélardon) est souvent à l'origine du développement de circuits alternatifs aux circuits longs (circuits courts ou de proximité) qui réinterrogent les systèmes de production et de commercialisation.

	Émergence du bassin laitier	Développement du bassin laitier
Dimension matérielle du territoire	↑ - Conditions pédoclimatiques et topographiques influencent la faisabilité des systèmes de production	↑ - Dynamique périurbaine influence les systèmes de commercialisation et de production - Conditions pédoclimatiques et topographiques influencent la faisabilité des systèmes de production - Déclin de l'activité industrielle influence les systèmes d'activité - Essor de l'activité touristique influence les systèmes de commercialisation - Développement des infrastructures favorise la collecte du lait
		↓ - Développement des infrastructures - Spécialisation laitière des années 1960-70 renforce l'exode rural et la déprise agricole sur certains secteurs
Dimension idéale du territoire	↑ - Tradition laitière (savoir-faire, valorisation, promotion)	↑ - Tradition laitière (savoir-faire, valorisation, promotion)
		↓ - Maintien des laiteries et des exploitations participe d'une cohésion sociale - Valorisation des produits qualité-origine participent à renforcer l'identité laitière du territoire
Dimension organisationnelle du territoire		↑ - le PNR soutient les filières de qualité, les circuits courts - les politiques régionales et départementales influencent les systèmes de production et de commercialisation

Figures 5. Bassin français des Quatre Montagnes.

	Émergence du bassin laitier	Développement du bassin laitier
Dimension matérielle du territoire	↑ - Conditions pédoclimatiques et topographiques influencent la faisabilité des systèmes de production	↑ - Présence de plusieurs bassins de consommation : bassin de consommation locale et régionale permet de faire face à la déprise des années 1960 ; important bassin de consommation en bordure de bassin laitier (frange littorale) permettent de compenser la mise aux normes des années 1990 et influencent les systèmes de commercialisation - Conditions pédoclimatiques, topographiques et faible disponibilité des surfaces disponibles influencent la faisabilité des systèmes de production - Essor de l'activité touristique influence les systèmes de commercialisation
		↓ - Développement des infrastructures - Spécialisation laitière des années 1960-70 renforce l'exode rural et la déprise agricole sur certains secteurs - Installation d'une laiterie coopérative participe d'un projet de développement local
Dimension idéale du territoire	↑ - Tradition laitière (savoir-faire, valorisation, promotion) - Arrivée des néoruraux et nouvelle identité territoriale permettant l'émergence d'activités fermières dans les zones difficiles	↑ - Tradition laitière et représentation du territoire portées par les néoruraux influencent les systèmes d'élevage - Valeur patrimoniale de l'activité agropastorale (reconnue par l'Unesco) constitue une valeur ajoutée aux produits fromagers et est reconnue comme telle par les consommateurs : influence la demande en produit et, de fait, les modes de production
		↓ - Valorisation des produits qualité-origine participe à renforcer l'identité laitière du territoire - Les paysages agropastoraux sont reconnus par l'Unesco et participent à l'identité du territoire et à renforcer le lien des habitants au lieu
Dimension organisationnelle du territoire		↑ - Le PNR soutient les filières de qualité, les circuits courts - Les politiques régionales et départementales influencent les systèmes de production et de commercialisation

Figures 6. Bassin français du Livradois-Forez.

	Émergence du bassin laitier	Développement du bassin laitier
Dimension matérielle du territoire	<ul style="list-style-type: none"> - Conditions pédoclimatiques et topographiques influencent la faisabilité des systèmes de production 	<ul style="list-style-type: none"> - Dynamique périurbaine influence les systèmes de commercialisation et de production - Conditions pédoclimatiques et topographiques influencent la faisabilité des systèmes de production - Déclin de l'activité industrielle influence les systèmes d'activité - Essor de l'activité touristique influence les systèmes de commercialisation (d'abord en favorisant le développement des infrastructures, puis en permettant la diversification des systèmes d'activité [gîte à la ferme par ex..]) - Développement des infrastructures favorise la collecte du lait
Dimension idéale du territoire	<ul style="list-style-type: none"> - Tradition laitière (savoir-faire, valorisation, promotion) 	<ul style="list-style-type: none"> - Tradition laitière (savoir-faire, valorisation, promotion)
Dimension organisationnelle du territoire		<ul style="list-style-type: none"> - Maintien des laiteries et des exploitations participe d'une cohésion sociale - Valorisation des produits qualité-origine (AOC bleu Sassenages) participent à renforcer l'identité laitière du territoire
		<ul style="list-style-type: none"> - Les laiteries constituent un facteur de modernisation des campagnes
		<ul style="list-style-type: none"> - Le PNR soutient les filières de qualité, les circuits courts - Les politiques régionales et départementales influencent les systèmes de production et de commercialisation

Figures 7. Bassin français Pélardon.

Les conditions climatiques interviennent pour délimiter les zones de faisabilité de certains systèmes de production, en relation avec la topographie (dans les trois cas, il s'agit de régions montagneuses ou semi-montagneuses).

La présence de l'activité industrielle dans les cas du Livradois-Forez et de Quatre Montagnes participe quant à elle à l'évolution des systèmes de production en permettant ou limitant la pluriactivité par exemple. De même, l'extension du tourisme, en particulier dans le Vercors (Quatre Montagnes), joue sur cette possible pluriactivité et sur la demande en produits locaux et de proximité. De plus, la présence et le développement (ou la déprise dans le cas de l'industrie du Livradois-Forez) de ces activités jouent dans une certaine mesure sur le renforcement des infrastructures.

Dans ces régions montagneuses, **la qualité des infrastructures** conditionne la croissance de la filière laitière (en lien avec la collecte du lait et le transport des produits commercialisés sur le territoire ou en ville).

En retour, la dynamique laitière participe au maintien d'une population rurale et au développement d'une économie locale grâce à la présence des laiteries. Dans certains cas, comme celui du Livradois-Forez, la période 1960-1980 est marquée par une déprise agricole des zones enclavées et d'altitude en raison de la dynamique de spécialisation des systèmes d'élevage. Les dynamiques démographiques sont donc en partie imputables à la dynamique laitière, aux spécificités des systèmes d'élevage et à l'organisation générale de la filière sur le territoire (présence des entreprises).

Enfin, les conditions organisationnelles du territoire sont fondamentales dans ces trois cas français. Chacun des bassins laitiers rencontre les limites d'un parc naturel régional, dont la politique et les actions jouent en faveur du développement de la filière laitière, à travers différentes mesures. D'autres collectivités telles que les communautés de communes accompagnent ces actions du Parc en impulsant ou soutenant certaines mesures en faveur de l'agriculture, susceptibles de maintenir une population et des services de proximité en milieu rural. Ces différentes instances portent, qui plus est, des valeurs liées à la qualité environnementale du territoire (en particulier le PNR), influençant en conséquence le développement de formes particulières d'agriculture (circuits courts et/ou de proximité, systèmes extensifs, etc.). Par ailleurs, ces territoires ont été marqués par la présence de syndicats, dont les mouvements depuis les années 1980 ont porté des modèles de développement particuliers. Pour exemple, dans le cas du Livradois-Forez, la scission au sein d'un même mouvement syndical a participé à la division du territoire (nord versus sud) en matière de modèle agricole. Enfin, la politique nationale des années 1970-80, en favorisant la création d'AOC, a aussi profondément infléchi le développement de ces territoires (sur tous ces aspects « gouvernance », cf. Livradois-Forez p. 89).

DISCUSSION-CONCLUSION

Dans tous les cas étudiés, les conditions propres aux dimensions matérielles sont clef dans les interactions entre dynamique laitière et dynamique territoriale et interviennent à tous les temps de la trajectoire. Ces résultats corroborent les travaux de nombreux auteurs qui se sont intéressés au rôle des ressources naturelles ou de la dynamique urbaine sur les spécificités des bassins laitiers (Demangeon 1946, Margetic 2005, Delfosse 2006, Cerdan & Sautier 2001, Dlala 2007, Magrin et al. 2011, Pocard-Chapuis et al. 2011). Notons toutefois une exception lorsque le bassin est créé de toutes pièces, grâce à une politique volontariste très forte qui s'affranchit en partie des spécificités du milieu (cas uruguayen). Même dans ce cas cependant, très vite les spécificités du milieu interviennent pour influencer sur la trajectoire du bassin. Ainsi retrouve-t-on de manière commune à tous les terrains : les conditions topographiques ou climatiques influençant les systèmes de production ; le poids des infrastructures, la proximité à un bassin urbain de consommation ou la présence d'une activité de type tourisme demandeuse de produits « typiques ». En retour, on retrouve bien le poids de la dynamique laitière sur le désenclavement du territoire, le développement des infrastructures ou le maintien d'une population active, en lien avec les problématiques de développement local, notamment dans les bassins laitiers français.

La dimension idéale que certains chercheurs attachent plus largement à la question culturelle (Delfosse 2006) apparaît d'autant plus importante que le territoire est marqué par une tradition laitière. C'est le cas dans les bassins laitiers sahélien et français. Les interactions entre territoire et bassin laitier reposent alors fortement sur ces conditions idéelles : savoir-faire, patrimoine culturel (fêtes, associations, événements, etc.), s'inscrivent dans la durée et participent à l'ancrage du bassin dans le territoire. Dans les deux autres bassins laitiers, uruguayen et brésilien, le rôle de la dimension identitaire dans les interactions entre dynamique laitière et dynamique territoriale ne ressort pas. Cette absence interroge : comment les acteurs de la filière lait, sur ces terrains, peuvent-ils s'ancrer plus fortement dans les valeurs du territoire et les valoriser, créer du lien social, de la cohésion ? Indirectement et plus largement, elle questionne la capacité de ces bassins à s'inscrire dans une dynamique de développement local durable.

Enfin, concernant la dimension organisationnelle du territoire, elle joue un rôle notable dans les territoires historiquement marqués par la décentralisation et le poids de la gouvernance locale. Cela semble beaucoup moins vrai là où les politiques nationales et le poids des marchés internationaux prévalent sur la gouvernance locale. Cela signifie-t-il que les conditions organisationnelles n'existent pas (ou pas encore) sur ces terrains ? Ou qu'elles ne peuvent être mobilisées ?

Finalement, une réflexion sur les interactions entre bassin laitier et dynamique territoriale offre des pistes pour penser la durabilité de ces bassins en relation avec la notion d'ancrage territorial de la production laitière, dans le sens où l'ancrage dans le territoire de l'élevage et de l'ensemble du système agroalimentaire qui l'englobe est souvent abordé comme un outil de développement durable de ces territoires (Frayssignes 2001, Higgins et al. 2008, Bowen 2010, Fourcade et al. 2010) et peut ainsi constituer une voie durable pour répondre aux enjeux relatifs à la sécurité alimentaire (Missenholf et al. 2012). Penser la durabilité des bassins laitiers au regard des enjeux de sécurité alimentaire pourrait revenir ainsi à interroger plus fortement la mobilisation des conditions organisationnelles et idéelles quand elles ne le sont pas déjà. Les premières questions à se poser sont : quelle est la nature des conditions susceptibles d'influencer ou d'être influencées par la dynamique laitière ? Comment les mobiliser ?

Références

- Benoit M., 1990. « La gestion territoriale de l'activité agricole dans un village lorrain », *Mappemonde* 90(4) :15-17.
- Bowen S., 2010. "Embedding Local Places in Global Spaces: Geographical Indications as a Territorial Development Strategy", *Rural Sociology* 75(2):209-243.

- Capitaine M., Benoit M., 2001. « Territoires des exploitations et finages : mutations lorraines », *Mappemonde* 62(2) :6-9.
- Carpenter S.R., Bennett E.M., Peterson G.D., 2006. "Scenarios for Ecosystem Services: An Overview", *Ecology and Society* 11(2):32.
- Cerdan C., Sautier D., 2001. « Réseau localisé d'entreprises et dynamique territoriale. Le bassin laitier de Gloria (Nordeste Brésil) », *Étud. Rech. Syst. Agraires Dév.* 32 :131-144.
- Chatellier V., 2014. « Économie laitière locale versus économie mondiale ? » In Rencontres internationales *Le lait, vecteur de développement*, 21-23 mai 2014, Rennes, France, p. 61-62.
- Chatellier V., Lelyon B., Perrot C., You G., 2013. « Le secteur laitier français à la croisée des chemins », *Inra Prod. Anim.* 26(2) :71-91.
- Costanza R., d'Arge R., Groot R., Farber S., Grasso M., Hannon B., Limburg K., Naeem S., Oneill R.V., Paruelo J., Raskin R. G., Sutton P., VandenBelt M., 1997. "The value of the world's ecosystem services and natural capital", *Nature* 387:253-260.
- De Groot R.S., Alkemade R., Braat L., Hein L., Willemsen L., 2009. "Challenges in integrating the concept of ecosystem services and values in landscape planning, management and decision making", *Ecological Complexity* doi : 10.1016/j.ecocom.2009.10.006.
- Delfosse C., 2006. « La localisation de la production fromagère : évolutions des approches géographiques », *Géocarrefour* 81(4) :311-318.
- Demangeon A., 1946. *La France, Géographie universelle, Tome VI, deuxième partie, France économique et humaine*, Paris, Armand Colin, 459 p.
- Deverre C., Lamine C., 2010. « Les systèmes agroalimentaires alternatifs : une revue de travaux anglophones en sciences sociales », *Économie rurale* 317 :57-73.
- Di Méo G., Buléon P., 2005. *L'espace social : lecture géographique des sociétés*. Paris, Armand Colin, 304 p.
- Dlala H., 2007. *Metropolisation and territory recomposition of the North-East of Tunisia*, Cybergeog [Online].
- Duteurtre G., Faye B. (éds), 2010. *L'élevage : richesse des pauvres*, Quae, Versailles, 160 p.
- Filippi M., Frey O., Torre A., 2008. « Les stratégies d'ancrage territorial des groupes coopératifs agricoles français, mesures de la diversité ». *2^e journées de recherches en sciences sociales* Inra Sfer Cirad, Lille, France.
- Fleury P., Lamarque P., 2008. « Interactions entre filières de mise en marché et insertion territoriale de l'agriculture », *Colloque ASRDLF*. Rimouski, Québec.
- Fourcade C., Muchnik J., Treillon R., 2010. *Coopérations, territoires et entreprises agroalimentaires*. Versailles, Quae, 136 p.
- Frayssignes J., 2001. « L'ancrage territorial d'une filière fromagère d'AOC. L'exemple du système Roquefort », *Économie Rurale* 264-265 :89-103.
- Gibon A., 2005. "Managing grassland for production, the environment and the landscape. Challenges at the farm and the landscape level", *Livestock Production Science* 96(1):11-31.
- Glou E., Pecqueur B., 2006. « Développement et territoires : une question d'environnement et de ressources territoriales ? », *Territoire en mouvement, Revue de géographie et aménagement*, <http://tem.revues.org/84>
- Gumuchian H., Pecqueur B., 2007. *La ressource territoriale*. Paris, Economica, 252 p.
- Higgins V., Dibden J., Cocklin C., 2008. "Building alternative agri-food networks: Certification, embeddedness and agri-environmental governance", *Journal of Rural Studies* 24:15-27.
- Hirczak M., Moalla M., Mollard A., Pecqueur B., Rambonilaza M., Vollet D., 2008. « Le modèle de panier de biens. Grille d'analyse et observations de terrain », *Économie rurale* 308 :55-70. <http://economierurale.revues.org/366>.
- Knoke T., Calvas B., Aguirre N., Rombon-Cuesta R.M., Günter S., Stimm B., Weber M., Mosandl R., 2009. "Can tropical farmers reconcile subsistence needs with forest conservation", *Frontiers in Ecology and the Environment* (7):548-554.
- Krugman P., 1995. « Rendements croissants et géographie économique ». In Rallet A. et Torre A. (éds), *Économie industrielle et économie spatiale*, Paris, Economica :317-334.

- Lacombe N., Casabianca F., 2013. « Coordinations, controverses, normes dans l'arganeraie marocaine : le rôle des médiations territoriales », Colloque CANAL2013, *Circulation et appropriations des normes et des modèles de l'action locale*, 20-23 mars 2013, Agropolis, Montpellier.
- Le Roux X., Barbault R., Baudry J., Burel F., Doussan I., Garnier E., Herzog F., Lavorel S., Lifran R., Roger-Estrade J., Sarthou J.P., Trommetter M., 2009. *Agriculture et biodiversité : Valoriser les synergies*, Quae, 637 p.
- Mac Donald James M., McBride William D., Sandretto Carmen L. 2007. "Profits, Costs, and the Changing Structure of Dairy Farming", USDA, *Economic Research Report n° 47*.
- Magrin G., Ninot O., Cesaro J.D., 2011. « L'élevage pastoral au Sénégal entre pression spatiale et mutation commerciale », *Mappemonde* 103(3) : <http://mappemonde.mgm.fr/num31/articles/art11304.html>.
- Margetic C., 2005. « L'agroalimentaire chez les géographes des campagnes en France au XX^e siècle », *Norois* 197(4) :37-53.
- Misselhorn A., Aggarwal P., Ericksen P., Gregory P., Horn-Phathanothai L., Ingram J., Wiebe K., 2012. "A vision for attaining food security", *Current Opinion in Environmental Sustainability* 4:7-17.
- Moine A., 2006. « Le territoire comme un système complexe : un concept opératoire pour l'aménagement et la géographie », *L'Espace géographique* 35(2) :115-132.
- Mundler P., Guernonprez B., Jauneau J.-C., Pluvinage J., 2010. « Les dimensions territoriales de la restructuration laitière », *Géographie Économie Société* 12(2) :161-180.
- Pecqueur B., Zimmermann J.-B., 2004. *Économies de proximités*, Paris, Hermes-Lavoisier, 264 p.
- Poccard-Chapuis R., Bonaudo T., Tourrand J.-F., Lossouarn J., 2011. « Élevage, filières et territoires en régions chaudes », *Productions Animales* 24(1) :129-144.
- Poccard-Chapuis R., Corniaux C., Coulibaly D., 2007. « Dynamiques de structuration des bassins laitiers : comparaison entre l'Amazonie brésilienne et le Mali », *Revue d'élevage et de médecine vétérinaire des pays tropicaux* 60(1-4) :141-152.
- Rallet A., Torre A. (éds), 1995. *Économie industrielle et économie spatiale*. Paris, Economica, 202 p.
- Saleilles S., 2006. *Le faible encastrement territorial : handicap ou opportunité pour la création d'entreprise en milieu rural ?* Cinquièmes Journées de la Proximité. Bordeaux, France.
- Sanz Cañada J., Muchnik J., 2011. « Introduction : Ancrage et identité territoriale des systèmes agroalimentaires localisés », *Économie rurale* 2(322) :4-10.
- Sonnino R., 2007. "The power of place: embeddedness and local food systems in Italy and the UK", *Anthropology of food* [Online] 6:454.
- Zhang W., Ricketts T.H., Kremen C., Carney K., Swinton S.M., 2007. "Ecosystem services and disservices to agriculture", *Ecological Economics* 64(2):253-260.
- Zimmerman J.B., 2005. « Entreprises et territoires : entre nomadisme et ancrage territorial », *La revue de l'Ires* 1(47) :21-36.



Votre avis nous intéresse

Pour citer ce chapitre

Houdart M., Poccard R., 2015. « Les conditions d'interactions entre dynamique de bassins laitiers et dynamique territoriale », In Napoléone M., Corniaux C., Leclerc B. (coords), *Voies lactées. Dynamique des bassins laitiers entre globalisation et territorialisation*, Inra-Sad - Cardère 209-226. DOI : 10.15454/1.4477755229644285E12

Affiliation des auteurs

Marie HOUDART, Irstea, UMR1273 Métafort, F-63 178 Aubière, France

René POCCARD, Cirad, UMR0868 Selmet, F-34060 Montpellier, France

Ce travail a été conduit dans le cadre du projet de recherches Mouve financé par l'Agence nationale de la recherche (projet ANR-2010-STRA-005-01).





Les stratégies spatiales hybrides des laiteries entre (re)localisation et globalisation ¹

Résumé

Dans un contexte de globalisation des échanges, les filières agricoles s'inscrivent désormais dans un double processus de mondialisation et de territorialisation des flux (produits agricoles, énergie, intrants, travail...). C'est particulièrement vrai pour la filière laitière où se côtoient les plus grands groupes agroalimentaires internationaux, tournés en priorité vers des produits de masse standardisés, et des petites unités de transformation qui s'inscrivent souvent dans des circuits plus courts avec des produits typés ou différenciés par leur origine géographique.

L'objectif de cet article est de montrer qu'au-delà de représentations hâtives ou caricaturales, les stratégies spatiales des laiteries, indépendamment de leur forme économique et de leur taille, s'inscrivent dans ce double processus de globalisation et de (re)localisation à l'œuvre dans les territoires laitiers. Des travaux effectués dans six bassins laitiers à travers le monde (Vietnam, Uruguay, Sénégal et France : Vercors, Livradois-Forez et Cévennes) montrent que partout ces deux processus ne sont pas exclusifs mais opèrent ensemble dans un même territoire et au sein des laiteries, créant des tensions mais aussi des complémentarités. Ainsi, des formes hybrides entre « local » et « global » émergent pour durer et se développer dans les territoires laitiers.

Mots-clés : global, local, bassin laitier, étude comparative, acteur d'aval.

Hybrid and spatial strategies of dairies, between (re)location and globalization ¹

Abstract

In a context of trade's globalization, agricultural sectors are now part of a double process of globalization and territorialisation of the flux (energy, inputs, agricultural products, work...). This is particularly true for the dairy industry which combines the largest agri-food international groups, turned on a priority basis to produce for standardized mass, and small processing units that are often shorter circuits with typical or differentiated by their geographical origin products.

The objective of this article is to show that beyond hasty or caricatured representations, the spatial strategies of dairies, independently economic shape and size, are part of this double process of globalization and (re) location in the dairy territories. Studies done in six dairy basins around the world (Senegal, Uruguay, Viet Nam and France: Vercors, Livradois - Forez and Cévennes) show that throughout these two processes are not exclusive but operate together within the same territory and dairies, creating tensions but also complementarities. Thus, hybrid forms between 'local' and 'global' emerge and spread in the milk territories.

Key-words : global, local, dairy basin, comparative study.

Les stratégies spatiales hybrides des laiteries entre (re)localisation et globalisation ¹

Christian CORNIAUX *, Virginie BARITAUX, Sophie MADELRIEUX

LE DÉVELOPPEMENT DES ÉCHANGES internationaux de produits agroalimentaires ainsi que la croissance rapide des flux d'investissements directs à l'étranger traduisent une forte tendance à l'internationalisation (Hatem 2008). Ce mouvement s'accompagne notamment d'une concentration des entreprises, via des mouvements de fusion-acquisition, qui se traduit par l'apparition de firmes multinationales qui dominent les marchés, et par une tendance à l'uniformisation des régimes alimentaires autour de produits standards de masse (Rastoin & Gherzi 2010). Cette évolution conduit souvent les analystes à conclure à une tendance à la globalisation du système agroalimentaire mondial. Pourtant, une analyse plus fine pousse à relativiser dans une certaine mesure cette conclusion : forte proportion de petites, voire très petites entreprises (99 % des industries agroalimentaires européennes) qui conservent un ancrage local fort, adaptation de l'offre des multinationales aux marchés locaux et approvisionnement local, complémentarité entre circuits courts et circuits longs, offre de produits « de terroir » par des multinationales. Ainsi, comme le souligne Marchesnay (2001), local et global sont inextricablement liés, remettant en cause l'opposition tranchée entre ces deux modèles d'industries agroalimentaires et amenant à s'interroger sur leur stratégie spatiale.

¹ Ce texte est une reprise du texte : Corniaux C., Barिताux V., Madelrieux S., 2014. *Entre (re)localisation et globalisation : analyse des stratégies spatiales des laiteries dans six bassins laitiers*. Colloque de la Sfer, 11 et 12 décembre 2014, Grenoble, 20 p.

http://www.sfer.asso.fr/journees_de_recherches_en_sciences_sociales/8es_jrss_2014_grenoble/programme

* Auteur de correspondance : christian.corniaux@cirad.fr

Résumé

Dans un contexte de globalisation des échanges, les filières agricoles s'inscrivent désormais dans un double processus de mondialisation et de territorialisation des flux (produits agricoles, énergie, intrants, travail...). C'est particulièrement vrai pour la filière laitière où se côtoient les plus grands groupes agroalimentaires internationaux, tournés en priorité vers des produits de masse standardisés, et des petites unités de transformation qui s'inscrivent souvent dans des circuits plus courts avec des produits typés ou différenciés par leur origine géographique.

L'objectif de cet article est de montrer qu'au-delà de représentations hâtives ou caricaturales, les stratégies spatiales des laiteries, indépendamment de leur forme économique et de leur taille, s'inscrivent dans ce double processus de globalisation et de (re)localisation à l'œuvre dans les territoires laitiers. Des travaux effectués dans six bassins laitiers à travers le monde (Vietnam, Uruguay, Sénégal et France : Vercors, Livradois-Forez et Cévennes) montrent que partout ces deux processus ne sont pas exclusifs mais opèrent ensemble dans un même territoire et au sein des laiteries, créant des tensions mais aussi des complémentarités. Ainsi, des formes hybrides entre « local » et « global » émergent pour durer et se développer dans les territoires laitiers.

Mots-clés : global, local, bassin laitier, étude comparative, acteur d'aval

Il existe une abondante littérature, en économie et gestion, sur la question du comportement spatial des entreprises industrielles. En revanche, peu d'études sectorielles semblent avoir été menées sur ces questions (Filippaios & Rama 2008). Ainsi peu de travaux portent sur le cas de l'industrie laitière. Pourtant, ce secteur en mutation est actuellement au cœur d'enjeux relatifs au maintien de la production agricole et à l'emploi dans les territoires, à la qualité de la production et à la préservation des ressources environnementales, qui poussent à s'interroger sur

cette articulation entre local et global. L'activité de collecte et de transformation du lait est en effet souvent opérée par des groupes internationaux (Idèle 2014). Mais dans le même temps et parfois, comme nous allons le voir, dans les mêmes bassins laitiers, les activités de transformation du lait dans de petites entreprises artisanales connaissent un réel dynamisme. Si certains produits laitiers industriels sont standardisés et voyagent facilement (lait UHT, lait en poudre, beurre), le lait est également travaillé avec des méthodes qui s'inscrivent dans des savoirs anciens pour élaborer des produits typés appréciés par les consommateurs. Les produits laitiers sont donc présents aussi bien sur le marché des produits génériques à bas prix que sur les marchés de niche de produits locaux traditionnels. Analyser les stratégies spatiales en cours des laiteries constitue donc un angle de recherche de choix pour comprendre les dynamiques entre local et global et les hybridations à l'œuvre.

L'objectif de cet article est donc d'analyser comment se font ces hybridations à la lumière de l'analyse comparative des stratégies spatiales des acteurs de l'industrie laitière au sein de différents bassins de production laitière. Des travaux effectués dans six bassins laitiers à travers le monde (au Vietnam, en Uruguay, au Sénégal, et en France : Vercors, Livradois-Forez et Cévennes) montrent que, partout, ces deux processus ne sont pas exclusifs, mais opèrent ensemble dans un même territoire, créant des tensions mais aussi des complémentarités au sein des laiteries et entre laiteries. Ainsi, des formes hybrides entre « global » et « local » émergent pour durer et se développer dans les territoires laitiers.

Dans une première partie, nous revenons sur la littérature concernant les stratégies de spatialisation des entreprises de l'industrie agroalimentaire. Nous rappelons également les enjeux spécifiques au secteur laitier. À l'issue de cette partie, nous proposons une grille pour analyser et caractériser les stratégies des industries laitières.

La seconde partie présente les résultats de l'analyse comparative des stratégies des industries dans les différents bassins laitiers étudiés.

Une troisième partie nous permet de discuter sur les différentes formes d'hybridation entre local et global observées au sein des laiteries et entre laiteries.

LOCAL VERSUS GLOBAL : DES NOTIONS À RELATIVISER

Stratégies spatiales des industries agroalimentaires : vers une remise en question d'une opposition entre « local » et « global »

Dans un contexte mondial d'augmentation de la demande alimentaire et de crise environnementale, de vifs débats sont en cours sur les transitions des systèmes agroalimentaires vers des modèles plus durables. Il est ici question d'aménagement des territoires, d'emploi dans ces territoires, de systèmes de production associés, de qualité des produits, de productivité ou encore de coûts énergétiques et environnementaux. Deux grands paradigmes s'opposent, le paradigme agroindustriel, d'une part, et, d'autre part, ce que certains auteurs appellent le paradigme « territorial intégré » (Lamine et al. 2012, Renting & Wiskerke 2010). Le premier se fonde sur un modèle industriel de type fordiste lié à des modes de production et de consommation de masse de produits standardisés. Dans ce modèle, les entreprises ont essentiellement des stratégies « a-territoriales » (Dupuy & Gilly 1995). À l'opposé, le paradigme territorial intégré repose sur le développement de « systèmes alimentaires alternatifs » (Deverre & Lamine 2010) basés sur des systèmes de production territorialisés, moins intensifs, plus respectueux de l'environnement et mettant en valeur les proximités entre producteurs et consommateurs.

Pourtant, au début des années 2000, la conception de la mondialisation « globalisante, universelle, automatique et mécanique » est remise en cause et s'accompagne d'une reconnaissance de l'importance de l'échelle territoriale dans les analyses de la localisation des activités économiques (Carroué 2012). De la même façon, certains travaux sur les petites et moyennes entreprises (PME) montrent que même si ces dernières ont souvent une activité ancrée territorialement, elles peuvent également avoir une activité qui se dé-

finit à une échelle plus étendue. Ces différentes observations conduisent à prendre en compte les emboîtements d'échelles, remettant en cause la dichotomie simpliste entre « local » et « global » dans l'analyse des comportements spatiaux des entreprises et notamment des industries agroalimentaires.

Au-delà de la prise en compte de l'environnement géoéconomique et géopolitique (remise en cause de la capacité d'un acteur à avoir une action à l'échelle mondiale, développement des accords commerciaux internationaux « régionaux », inexistence d'un réel marché « mondial »...) qui conduit à relativiser « l'unicité et la globalité de l'échelle mondiale » (Carroué 2012), des travaux conduisent à reconnaître la quasi-inexistence de firmes réellement mondiales. Les tenants de la « théorie de la régionalisation » par exemple, montrent que même les firmes considérées comme les plus globalisées définissent leur organisation commerciale et productive sur une base « régionale » (Union européenne, Amérique du Nord...) (Rugman & Verbeke 2004, Rugman 2003). Filippaios & Rama (2008) confirment ces résultats pour l'industrie agroalimentaire en montrant que sur un échantillon de 81 firmes multinationales, analysées sur la période 1996-2000, seules 9 peuvent être considérées comme poursuivant une véritable stratégie globale, 22 ayant une stratégie bi-régionale et les autres opérant dans leur propre région. Selon ces auteurs, ces résultats peuvent s'expliquer par le fait que les industries agroalimentaires développent des actifs spécifiques liés à une zone d'implantation qui ne peuvent être redéployés partout dans le monde. Le lien entre la qualité des produits et la région de production, les importantes différences de goûts des consommateurs, l'ancrage géographique et/ou culturel encore fort des régimes alimentaires, le déficit d'infrastructures adaptées à la distribution des produits et l'équipement insuffisant des ménages (systèmes de conservation notamment), constituent des barrières à la mondialisation des firmes multinationales de l'agroalimentaire. Ces spécificités de l'alimentation montrent également la nécessité pour ces dernières de développer des stratégies territoriales et d'articuler les différentes échelles et les différents territoires pour garantir leur compétitivité (Carroué 2012, Zimmerman 2005). Par le biais de leurs unités et en fonction de leurs activités, de leurs stratégies, de leur organisation, les groupes industriels qui s'engagent dans des stratégies d'internationalisation vont articuler des dynamiques « a-territoriales » et des dynamiques territoriales locales (Dupuy & Gilly 1995, Filippaios & Rama 2008). Ainsi, comme le soulignent Dupuy & Gilly (1995, p. 129), « les espaces productifs locaux ne sont pas composés seulement de petites et moyennes entreprises à capital local ou régional [...]. Souvent ils comportent un (ou plusieurs) établissement(s) de grande(s) entreprise(s) ou de groupe(s) industriel(s) dont l'objectif productif et stratégique déborde largement leurs frontières. »

À l'inverse, si l'on se tourne du côté des petites et moyennes entreprises ¹, même si leur capacité d'internationalisation reste limitée, du fait notamment d'un manque de ressources (humaines, financières...) et qu'on considère souvent qu'elles ont essentiellement une assise locale, on peut également observer des comportements qui prouvent l'articulation entre différentes échelles d'action. Ainsi des auteurs, notamment français, ont analysé les stratégies des petites entreprises de l'agroalimentaire. Ils mettent en évidence le caractère stratégique du « terroir » pour garantir la compétitivité de ces entreprises face aux multinationales (Polge 2003, Rastoin & Vissac 1999, Couderc & Fort 2001). Néanmoins, comme le souligne notamment Polge (2003), ces stratégies de production locales peuvent parfois s'accompagner, lorsque la concurrence se renforce ou que des opportunités s'offrent à l'extérieur, d'une stratégie de distribution « extra-locale », nationale, voire internationale (Couderc & Fort 2001). Par ailleurs, certains travaux montrent que l'environnement local dans lequel les petites entreprises se situent joue un rôle déterminant dans leur insertion au niveau global, amenant certains auteurs à parler de « glocalisation », néologisme résultant de la contraction entre « local » et « global » (Torres 2002).

L'industrie laitière : entre (re)localisation et globalisation

Le lait est un produit singulier. À la différence des autres productions agricoles, il est à la fois produit et consommé partout sur la planète, à l'exception des zones polaires. Aujourd'hui, même dans les régions sans tradition laitière comme en Asie du Sud-Est ou en Afrique équatoriale, des opérateurs collectent et transforment du lait. Par ailleurs, le lait est un produit pondéreux et fragile. Comme le soulignent Dedieu & Courleux (2009), ces spécificités du lait et de certains produits frais qui en sont issus nécessitent le maintien d'un outil de collecte et de transformation dans les zones de production, éventuellement de consommation, et limite les flux sur des longues distances (coût du transport, dégradation de la qualité du lait). En revanche, les progrès de la technologie laitière permettent de transformer des produits qui seront plus facilement exportables, soit pour être vendus comme produits alimentaires intermédiaires pour des industries de seconde transformation (poudre de lait, beurre...) soit comme produits de consommation finale (lait UHT, fromages...). On observe ainsi depuis le milieu du XX^e siècle un découplage entre zone de production et zone de consommation (Vatin 1996) qui a conduit à une forte augmentation des flux de produits. Au niveau international, en particulier, les échanges se sont

¹ On parle ici des PME indépendantes. Comme le soulignent Laine & Hecquet (1999), une part importante des PME sont sous contrôle de groupes qui peuvent être d'échelle internationale. Les stratégies de ces PME font alors partie intégrante des stratégies spatiales des FMN.

développés et s'établissent aujourd'hui à un peu moins de 10 % en volume de la totalité du commerce des produits laitiers (Idèle 2014). Ce développement important des échanges s'accompagne d'un fort mouvement d'internationalisation et de concentration des acteurs de la transformation laitière (IDF 2001). Il est par ailleurs à noter que cette tendance concerne aussi bien les entreprises capitalistes que les coopératives (Guillouzo & Ruffio 2003). Le secteur laitier apparaît comme un des plus concentrés des industries agroalimentaires avec un poids important des groupes multinationaux. À titre d'exemple, en France en 2011, 81 % des entreprises du secteur laitier de plus de 20 salariés appartiennent à un groupe et réalisent 96 % de la valeur ajoutée du secteur ¹. Selon des données Insee, dans le secteur de la fabrication de beurre, composé de seulement 14 entreprises, la part du chiffre d'affaires des 10 premières entreprises représentait 90 % en 1996 et 2005 et est passé à 99 % en 2010 (Maaf 2012). Toujours en France, le secteur laitier est, après celui des vins et spiritueux, le plus concerné par des opérations de concentration (fusions/acquisitions, prises de participations minoritaires et majoritaires, accords commerciaux ou contractuels) avec, sur la période 2005-2011, 19 opérations recensées.

Néanmoins, une analyse plus fine de la structure du secteur laitier montre que, bien qu'il y ait des différences selon les régions du monde, il subsiste une part importante de petites structures ayant des activités qui restent localisées. Au-delà des cas européens, en particulier pour les fromageries, on note par exemple qu'en Afrique de l'Ouest (Duteurtre 2007, Corniaux et al. 2014), en Inde ou au Bangladesh (Yunus 2010), la présence de petites structures de collecte s'affirme dans le temps. Elles permettent le développement d'un tissu industriel local, de créer des emplois, d'apporter des protéines animales dans l'alimentation de populations souvent malnutries ou encore de garantir des revenus réguliers à des petits producteurs.

Cette structure du secteur laitier devrait poursuivre ses mutations avec les perspectives d'arrêt en 2015 des quotas laitiers en Europe, de volatilité accrue des prix des commodités (lait en poudre, huile de beurre) sur le marché mondial, d'augmentation de l'offre en Asie, d'évolution des goûts des consommateurs et de multiplicité des mesures agroenvironnementales.

¹ Données Insee enquêtes Esane 2011, Lifi 2011.

CADRE D'ANALYSE ET MÉTHODOLOGIE

Fondements théoriques de notre grille d'analyse

Pour l'analyse de l'articulation entre échelles locales et globales, appliquée aux stratégies des laiteries, différentes dimensions apparaissent centrales. Comme le rappelle Zimmerman (2005 :24), « toute activité industrielle procède à la fois de l'exercice d'une activité de production, dont l'efficacité dépend des conditions d'accès aux ressources [...] et aux marchés, et d'une activité de création de ressources [...] qui vise à garantir la pérennité de la première ». Les stratégies spatiales des entreprises vont donc porter sur ces deux types d'activités qui ne requièrent pas d'unicité de localisation.

La première est l'activité de production industrielle. Elle consiste à transformer une matière première (produit agricole brut ou produit alimentaire intermédiaire) pour fabriquer un nouveau produit (produit fini apte à la consommation alimentaire ou un produit alimentaire intermédiaire). Cette activité renvoie donc à des choix en termes d'achat et d'approvisionnement, d'une part, et de productions d'autre part. Comme le souligne Saives (2002 :186), « caractériser les comportements d'approvisionnement des firmes agroalimentaires [...] consiste [...] à caractériser la nature des intrants [...] et les modalités de collecte et de contractualisation fournisseurs-clients étant donné les contraintes de périssabilité et de transportabilité des inputs ». Plusieurs dimensions vont alors permettre de caractériser la dimension locale et/ou globale de cette fonction :

- la nature des matières premières, lait ou produit alimentaire intermédiaire (poudre de lait...), leur origine (locale, nationale, internationale) et leur degré de différenciation, au regard notamment de cahiers des charges reliés à des spécificités territoriales (AOP par exemple) ou environnementales (Agriculture Biologique) ;
- les modes de coordination mis en place pour garantir les approvisionnements (contrats producteurs laiteries, accords de collecte entre laiteries...) ;
- la nature du produit (produit alimentaire intermédiaire ou produit fini) et le degré de différenciation de la qualité, notamment lié à l'origine qui va déterminer le choix de la zone d'implantation de l'unité de fabrication.

La seconde est l'activité de « création de ressources ». Elle se rapproche de ce que Saives (2002) nomme le « processus de vente » qui peut se caractériser par les dimensions suivantes :

- l'échelle du marché visé (local, national, international) et l'importance des ventes à l'export ;

- les types de canaux de distribution : grande distribution locale ou non, distribution spécialisée, circuits courts...
- les stratégies de marque : marques propres, signes d'identification de la qualité ou de l'origine, marques collectives, marques de distributeur...

Par ailleurs, comme nous l'avons vu précédemment, le secteur laitier se caractérise par un poids important des groupes. Dans la mesure où notre analyse porte sur des laiteries situées dans des bassins de production, il est nécessaire, pour bien saisir les articulations entre « local » et « global », de clairement identifier les formes d'organisation économiques auxquelles elles peuvent être associées. À l'instar de Laine, on peut distinguer cinq grandes situations : le groupe à déploiement international, le groupe à déploiement national, le groupe national à déploiement régional, la petite ou moyenne entreprise (PME) indépendante sur le plan financier et les très petites entreprises (TPE). Par ailleurs, pour compléter cette typologie, dans le cas du secteur laitier, il apparaît important de prendre en compte l'appartenance, ou non, à une structure coopérative. En effet, les entreprises coopératives se singularisent notamment par les contrats qui les lient à leurs adhérents et au territoire local. On pourra ainsi différencier, dans les cinq grandes catégories précédentes, le cas des entreprises coopératives (ou appartenant à des groupes coopératifs).

Unités d'observation

Dans cette étude, l'analyse se focalise sur les entreprises ayant une activité d'achat du lait (liquide ou en poudre), de transformation et de vente de produits laitiers. Les acteurs de la transformation à la ferme ne sont pas ici considérés.

L'analyse et la collecte des données ont été conduites à l'échelle de bassins laitiers. Le « bassin laitier » est défini comme une aire géographique concernée par la production laitière. Il peut se caractériser par des facteurs physiques (infrastructures, milieu spécifique, périphérie d'une ville...), par des projets de filière (AOP par exemple) ou de territoires (parc naturel par exemple). Dans cette aire géographique, il y a un ensemble d'acteurs en interaction, dont des laiteries. Le bassin laitier peut donc couvrir plusieurs zones de collecte de laiteries, en totalité ou de façon partielle. Il s'étend sur une superficie de quelques centaines à quelques milliers de km². En choisissant comme échelle d'observation le bassin laitier, nous nous donnons les moyens d'analyser non seulement la stratégie spatiale des laiteries qui y ont des activités mais aussi et surtout les interactions qu'elles développent dans ce territoire (situations de concurrence ou complémentarités). Enfin, en comparant différents bassins laitiers dans le monde, nous cherchons de la genericité dans nos résultats, au-delà des études de cas : en dépit de leur diversité, retrouve-

t-on des stratégies spatiales similaires entre laiteries de terrains différents ? Y existe-t-il, comme nous l'attendons, des formes hybrides comparables ? Quels profils prennent-elles ?

Choix des terrains

Le choix des bassins laitiers a été guidé par la recherche d'une diversité de situations susceptibles de révéler une diversité de stratégies spatiales des laiteries, et par là même des formes d'hybridation à l'échelle des laiteries et des bassins laitiers. Nous avons ainsi opté pour des terrains en zone de plaine ou de montagne (modification des conditions de collecte), proches des villes ou en milieu rural (modification des conditions de marché), au nord ou au sud (nature des traditions laitières), avec au moins une laiterie implantée et collectant dans le bassin laitier étudié et avec la présence d'autres laiteries de formes économiques différentes. Nous en avons retenu six (tabl. 1) :

- « Salto » (Uruguay) : ce bassin laitier s'établit autour de la ville de Salto, au nord-ouest de l'Uruguay, à la frontière de l'Argentine. La région est sans réelle tradition laitière même si, à l'instar de ses voisins argentins et brésiliens, elle est à la fois fortement marquée par l'élevage de ruminants (bovins viande, moutons dans de grandes unités pastorales) et résolument tournée vers l'exportation de produits laitiers (soutien des politiques publiques en ce sens). Deux laiteries (Indulacsa et Conaprole) à capitaux internationaux et tournées majoritairement vers l'exportation de fromage ou de lait en poudre, sont présentes dans le bassin laitier de Salto ;



Noms des bassins	Caractéristique du bassin	Nom des laiteries présentes en 2014
Salto (Uruguay)	Périphérie de Salto	Indulacsa, Conaprole
Pélarдон (France)	Zone AOC, Cévennes	Fromagerie des Cévennes, Coop des Chevriers de l'Hérault, La Cigaloise
Livradois-Forez (France)	Parc national, Auvergne	SFL, Laiterie La Tourette, Fromagerie de Ris, Beuralia, RichesMonts, Candia, Société fromagère de St Bonnet
4M France	Zone des 4 montagnes, Vercors	Vercors-Lait, usines Sodiaal de La Talaudière et de Candia
Ba Vi (Vietnam)	Région agricole à proximité de Hanoi	IDP, Sura Ba Vi, BanhSura Ba Vi, BV Fresh Milk
Basse Vallée (Sénégal)	Région limitrophe du fleuve Sénégal	Laiterie du Berger, Biolait, Laiterie de Dagana

Tableau 1. Principales caractéristiques des six bassins laitiers de l'étude.

- « Pélardon » (France) : ce bassin laitier est déterminé par l'AOC « Pélardon ». Situé dans les Cévennes, en zone de semi-montagne, il est marqué par une forte tradition fromagère. Ce fromage de chèvre est en effet l'un des plus vieux d'Europe. La région est relativement enclavée, les débouchés sont néanmoins possibles à une relative proximité dans les villes de Montpellier et Nîmes, situées à une cinquantaine de kilomètres de la zone méridionale de l'AOC. Aucun grand groupe laitier n'y collecte actuellement ; 
- « Livradois-Forez » (France) : ce bassin laitier est déterminé par le parc naturel régional du Livradois-Forez. Situé dans le Massif Central en zone de moyenne montagne, ce territoire comporte à la fois des zones accidentées enclavées et des zones de plaines. Le bassin présente une forte tradition fromagère et recoupe notamment trois zones de production AOP (Bleu d'Auvergne, Fourme d'Ambert et Fourme de Montbrison). De grands groupes laitiers comme des petites laiteries indépendantes collectent et transforment le lait du bassin. Enfin, le PNR ne constitue pas une zone de consommation importante. En revanche, il se situe à proximité d'axes routiers importants et de villes telles que Clermont-Ferrand, Saint-Étienne ou Lyon ;   
- « Quatre Montagnes » (France) : ce bassin laitier est situé dans le parc naturel régional du Vercors (Alpes). Il correspond au canton de Villard-de-Lans et est constitué d'une zone herbagère d'altitude à tradition fromagère (lait de vache). Une AOC a été obtenue à la fin des années 1990 pour le Bleu du Vercors-Sassenage. Actuellement deux coopératives, une locale (Vercors Lait) et une autre d'envergure internationale (Sodiaal) se partagent le lait produit. Le bassin est proche des villes de Grenoble, Valence et Lyon, ainsi que de grands axes de transport ;  
- « Basse vallée du fleuve Sénégal » (Sénégal) : ce bassin se trouve à l'embouchure du fleuve Sénégal, au nord du Sénégal, autour de la ville de Richard-Toll et à proximité de Saint-Louis. Située en zone sahélienne à cheval sur des terres irriguées et des zones pastorales, elle est marquée par une tradition laitière ancienne construite autour de peuples pastoraux (Peuls et Maures). Cette région est structurellement importatrice de lait en poudre, notamment pour le marché de Dakar située à 300 km au sud. Une PME et de toutes petites unités y collectent néanmoins du lait ; 
- « Ba Vi » (Vietnam) : ce bassin s'est récemment développé dans une plaine agricole correspondant à la province située à l'ouest de Hanoi. En dépit de l'absence de tradition laitière, la région connaît un important développement à la fois de la consommation et de la production. De grosses unités laitières et de petites laiteries s'y côtoient désormais. 

Typologie des stratégies spatiales des laiteries

Au niveau de chaque bassin, nous avons cherché au premier semestre 2014 à caractériser les stratégies spatiales des 23 laiteries de nos six bassins à l'aide de notre grille de lecture. Ainsi, pour chacune des laiteries identifiées, nous nous sommes attachés à caractériser la forme d'organisation économique (PME indépendante, groupe...), l'organisation de l'approvisionnement (produits, échelle géographique...) et les choix faits en matière de « distribution » (produits, canaux de distribution, échelle géographique...). Il faut souligner que les unités de transformation étudiées sont celles transformant du lait collecté dans le bassin. Ainsi, dans certains cas, les laiteries peuvent se situer en périphérie du bassin (cas du Livradois par exemple).

Outre des données bibliographiques, cette étude s'appuie essentiellement sur des données issues d'entretiens semi-directifs approfondis conduits auprès de représentants des entreprises ainsi que d'acteurs du territoire (producteurs laitiers, organisations professionnelles, acteurs du développement territorial...).

Nous considérons que l'approvisionnement est « local » quand la collecte se fait exclusivement dans le bassin laitier étudié, « régional » quand cette collecte s'effectue également dans un bassin voisin. L'approvisionnement peut enfin être « international » dans les cas d'importation de lait en poudre. La distribution est « locale » quand elle est réalisée exclusivement dans le bassin laitier étudié, « régionale » quand les ventes se font au-delà de ce bassin mais sans atteindre le niveau « national ». Enfin la distribution est « internationale » quand les produits laitiers sont exportés.

Cette approche nous a permis de répartir les laiteries dans différents groupes que nous avons précisés selon les spécificités de l'approvisionnement (par exemple accords de collecte) ou de distribution (par exemple importation de lait en poudre). Dans le tableau final nous avons ajouté les informations relatives aux formes économiques des laiteries (TPE, PME, coopérative, groupe international) et aux types de produits commercialisés (produits différenciés par l'origine, produits génériques non différenciés par l'origine).

ANALYSE DANS SIX BASSINS LAITIERS

L'analyse des résultats porte d'abord sur les stratégies spatiales des laiteries et leur caractérisation. Puis nous relevons les formes d'hybridations entre stratégies « locales » et stratégies « globales », d'abord à l'échelle des laiteries puis à l'échelle des bassins laitiers.

Classification des stratégies spatiales des laiteries

Le tableau 2 présente une classification des laiteries en fonction :

- de leur localisation géographique (dans ou hors du bassin) ;
- de l'échelle géographique de leur approvisionnement (dans ou hors bassin) et de leur marché (échelle de distribution) en prenant en compte d'éventuels liens avec les autres laiteries du territoire à travers des contrats de collecte ou de la revente de lait à d'autres laiteries.

Trois grands types de stratégies apparaissent dans les bassins laitiers étudiés (tabl. 2). Le type 1 correspond à un approvisionnement local et à une distribution majoritairement locale. Il se décline en deux sous-groupes (type 1a et 1b) selon l'échelle de distribution (exclusivement locale ou non). Le type 2 correspond à un approvisionnement local et à une distribution locale à nationale. Il se décline en deux sous-groupes selon le type de collecte (avec ou sans contrats de collecte ; 2a et 2b). Pour les types 1 et 2, toutes les laiteries sont situées dans le bassin. Ce sont généralement des petites unités indépendantes (TPE et PME) qui toutes vendent des produits différenciés par l'origine à une échelle locale. Le type 3 correspond à un approvisionnement au-delà du bassin laitier et une distribution tout où majoritairement en dehors du bassin laitier. On y trouve des groupes industriels ou des unités propriétés de ces groupes qui vendent souvent des produits génériques. Le type 3 se décline en 5 sous-groupes selon la localisation de l'unité de transformation dans (3a et 3d) ou hors bassin (3b, 3c et 3e), le type de collecte et l'échelle de distribution.

Parmi les laiteries qui collectent uniquement dans le bassin laitier (types 1 et 2), seules les unités Biolait, Dagana et Chevrier de l'Hérault vendent uniquement localement (1a). Toutes les autres vendent du lait de collecte (1b : BV Freshmilk, Banhsura, Tourette, Vercors Lait) ou des produits laitiers au-delà du bassin laitier (2a : Cigaloise, Fromagerie des Cévennes, SFL), avec parfois des contrats de collecte (2b : Sura Ba Vi, fromagerie Ris). Le commerce peut se faire jusqu'à l'échelle nationale (Ris) allant même, pour une partie restreinte de la production, jusqu'à l'exportation (cas de la SFL).

Parmi les laiteries qui collectent au-delà du bassin laitier (type 3), toutes vendent en partie au niveau local même si les marchés sont majoritairement en dehors du bassin laitier. Elles se distinguent notamment par leur mode d'approvisionnement. Indulcsa, Conaprole et Garmy assurent seules leur collecte (3a et 3b). La Société des Monts d'Auvergne et les usines Sodial de Vienne et la Talaudière s'appuient sur des contrats de collecte avec d'autres laiteries dans le bassin laitier sans y collecter elles-mêmes (3c). Enfin, la Laiterie du Berger, IDP, Beuralia, Candia, Richemonts et Saint-Bonnet possèdent d'autres unités de collecte ou importent du lait en poudre pour garantir leur approvisionnement (3d, 3e).

Unité située dans le bassin laitier	Approvisionnement local et distribution locale (Type 1)		Approvisionnement local et distribution locale à nationale (Type 2)		Approvisionnement hors du bassin laitier et exclusivement dans le bassin laitier	Approvisionnement au-delà du bassin laitier et distribution tout ou majoritairement hors du bassin laitier (Type 3)			
	distribution locale (Type 1a)	distribution locale, produits transformés dans le bassin laitier et surplus de lait vendu à d'autres laiteries (Type 1b)	propre collecte et distribution à l'échelle locale à nationale (Type 2a)	approvisionnement local s'appuyant sur des contrats de collecte-distribution de l'échelle locale à nationale (Type 2b)		propre collecte et distribution à l'échelle nationale jusqu'à internationale	approvisionnement dans le bassin laitier s'appuyant exclusivement sur des contrats de collecte-distribution à échelle nationale	propre collecte pouvant s'appuyer sur d'autres unités de collecte + importation lait en poudre, et distribution à l'échelle nationale voire internationale	
Unité située dans le bassin laitier	<p>Biolait (TPE, 1)</p> <p>Dagana (TPE, 1)</p> <p>Chevrier de l'Hérault (petite coopérative, 1)</p>	<p>BV Freshmilk (PME indépendante, 3)</p> <p>Bahnsura (PME indépendante, 3)</p> <p>Tourette (TPE indépendante, 1)</p> <p>Vercors Lait (petite coopérative, 1)</p>	<p>La Cigaloise (TPE indépendante, marché local et régional, 1)</p> <p>Fromagerie des Cévennes (petite coop, 1)</p> <p>SFL (groupe national, marché national, 1)</p>	<p>Sura Ba Vi (PME propriété du groupe IDP, prod. différenciés, distrib éch. locale et régionale, 1)</p> <p>Laiterie fromagerie de Ris (TPE indépendante, distribution à l'échelle régionale et nationale, 1)</p>	<p>Type 3a</p> <p>Indulacs (groupe international, marché à l'international, 2)</p>	<p>Type 3d</p> <p>Laiterie du Berger (PME, Danone actionnaire, marché national, 3)</p> <p>Usine Ba Vi du groupe IDP (groupe national privé, marché national, 3)</p>	<p>Type 3b</p> <p>Conaprole (groupe international, coopérative, marché à l'international, 2)</p> <p>Laiterie Garmy (PME indépendante, marché national, 3)</p>	<p>Type 3c</p> <p>Société des Monts d'Auvergne (groupes Dischamps et Glac, 3)</p> <p>Usines Vienne et la Talaudière (groupe coopératif Sodiaal, 2)</p>	<p>Type 3e</p> <p>Beuralia, Candia, RichesMonts (groupe coopératif Sodiaal, marché national et international, 2)</p> <p>Société fromagère St Bonnet (groupe international Lactalis, 1)</p>

Code couleur : Sénégal Uruguay Vietnam Livradois-Forez 4M ApM

Code « produits laitiers vendus » : 1 = produits différenciés par l'origine ; 2 = produits génériques non différenciés par l'origine ; 3 = les 2

Tableau 2. Typologie des stratégies spatiales des laiteries des six bassins laitiers de notre étude.

Dans notre étude, aucune laiterie située en dehors d'un bassin ne collectait exclusivement dans ce bassin. Pour des raisons de coûts de transport, les laiteries s'implantent en effet au plus près de la majorité de leurs producteurs. De la même façon, aucune laiterie collectant au-delà d'un bassin laitier ne vendait exclusivement dans ce bassin.

Enfin, il apparaît clairement que les stratégies spatiales des laiteries ne sont pas inféodées à un bassin en particulier. Dans tous les bassins on note la présence de laiteries à stratégies spatiales différentes (tabl. 2). Symétriquement, il existe des laiteries issues de différents bassins pour chaque catégorie de stratégies spatiales.

Formes d'hybridation observées

À L'ÉCHELLE D'UNE LAITERIE

À l'instar d'autres secteurs agroindustriels, les entreprises laitières adoptent toutes des stratégies spatiales non exclusives entre global et local. Sans être exhaustif, nous pouvons ici reprendre quelques exemples dans notre panel de laiteries qui montrent qu'il existe une articulation entre les différentes échelles géographiques, soit en termes d'approvisionnement, soit en termes de distribution.

Ainsi, parmi les unités qui collectent exclusivement dans un bassin laitier, les laiteries du bassin de Ba Vi (Vietnam) telles que Sura Ba Vi et BanhSura Ba Vi n'excluent pas l'usage de lait en poudre importé pour gérer la baisse saisonnière de la production locale alors qu'elles revendiquent et communiquent sur l'origine locale (« Ba Vi ») de leur lait. La fromagerie des Cévennes, quant à elle, vend en partie ses Pélardons AOC sur de longues distances via un groupe coopératif agroindustriel de Rhône-Alpes et un accord avec la grande distribution (marchés de niche). La Société Fromagère du Livradois (SFL) nous donne un autre exemple. Elle collecte exclusivement son lait dans le parc naturel régional du Livradois-Forez et son usine est basée à Fournols au cœur du PNR. Sa stratégie commerciale favorise ainsi clairement une fabrication de fromages « de terroir » (Fournols, Fourme d'Ambert et Bleu d'Auvergne en AOC) vendus majoritairement dans les grandes et moyennes surfaces au niveau national.

Parmi les unités qui collectent au-delà du bassin de collecte, Indulacsa (bassin de Salto Uruguay) appartient à un groupe agroalimentaire mexicain. L'usine basée à Salto fabrique d'abord du fromage de type Gouda pour le marché international. Mais, dans le même temps, elle assure aussi sa présence au niveau local en développant la contractualisation de la collecte et son marché à Salto avec des yaourts et de la glace. La société fromagère de Saint-Bonnet nous offre un autre exemple. Tout en étant une filiale du groupe international Lactalis, sa collecte est très localisée dans le PNR du Livradois-Forez. Elle ne collecte qu'auprès de cinq producteurs pour la fabrication de fromages typés, certains

en AOC, tels que la Fourme d'Ambert et la Fourme de Montbrison. Les usines Candia-Sodiaal du Vercors et du Livradois en sont un troisième exemple. Elles collectent dans des bassins relativement vastes du lait d'abord pour le transformer en lait UHT, produit générique sans référence territoriale, destiné au marché national voire international. Mais, à la fois, elles mettent en place des cahiers des charges localement pour des circuits de qualité « Lait Bio » ou « engagement qualité Carrefour » et communiquent sur l'ancrage territorial de la production (« Le lait de ma région », « Oui aux petits producteurs »). La Laiterie du Berger (Nord Sénégal) nous fournit un dernier exemple. Les volumes collectés sont modestes. Ils le sont exclusivement à proximité de la laiterie. En même temps, elle s'appuie en saison sèche, quand la collecte locale devient insuffisante, sur l'importation de lait en poudre qui provient d'Europe ou d'Amérique du Sud, autrement dit bien loin de Richard-Toll où elle est implantée tout en communiquant largement sur des produits laitiers fabriqués « à base de lait local » qui ne représentent qu'une faible part de la production et sont réservés à des circuits de distribution et à une clientèle spécifique (produits « haut de gamme »). On peut également noter que cette entreprise bénéficie d'un appui fort de Danone, groupe international étranger, qui possède 25 % des parts de son capital, ce qui « l'adosse », malgré son échelle « locale », dans un modèle plus « global ». Cet exemple illustre ainsi toute la complexité de classification des entreprises laitières. Cette première analyse confirme l'idée qu'il existe une forte complémentarité, une hybridation, entre les échelles « locales » et « globales » dans les stratégies spatiales des laiteries. Trois formes d'hybridation semblent s'imposer à l'échelle des laiteries. La première correspond à des laiteries qui compensent la baisse saisonnière de lait par l'importation de poudre mais revendiquent et communiquent sur l'origine locale du lait et des produits laitiers (par exemple Sura Ba Vi, BanhSura Ba Vi, Laiterie du Berger). La seconde comprend des laiteries fabriquant des produits spécifiés par leur origine mais vendus dans des circuits longs à l'échelle régionale voire nationale, dans la grande distribution (Fromagerie des Cévennes, SFL, Société fromagère de Saint-Bonnet). Enfin la troisième forme d'hybridation reflète la stratégie spatiale de laiteries appartenant à des groupes nationaux voire internationaux qui fabriquent des produits génériques destinés aux marchés nationaux et/ou internationaux mais qui mettent en place des circuits pour promouvoir des formes d'agriculture localement (avec cahiers des charges de qualité ou promotion sur l'origine du lait) telles que Sodiaal et Indulacs.

ENTRE PLUSIEURS LAITERIES DANS LE MÊME BASSIN LAITIER

L'analyse des stratégies spatiales des laiteries révèle également des formes d'hybridation entre le local et le global à l'échelle du bassin laitier. Elles s'observent notamment à travers la mise en place d'accords de collecte entre laiteries, d'accords de vente, de distribution, ou autour de projets collectifs.

Les accords de collecte sont nombreux : SFL et Ris avec Sodiaal (PNR Livradois-Forez, France), Vercors Lait avec Sodiaal (4M, Vercors, France), Biolait avec LDB (Fleuve Sénégal, Sénégal), Sura Ba Vi et BanhSura Ba Vi avec IDP (Ba Vi, Vietnam). Il peut s'agir d'une gestion de la saisonnalité de la production : livrer le lait à un « concurrent » qui s'approvisionne dans le même bassin quand la production dépasse les volumes de vente ou de stockage. Il peut aussi être question d'acheter du lait quand la production est insuffisante pour garantir les commandes, ou de raisons logistiques en lien avec les coûts de collecte. Par exemple dans le bassin des 4M, Sodiaal a contacté Vercors-Lait pour relancer une production de lait bio sur le plateau du Vercors. Un arrangement est passé entre les deux laiteries avec un objectif de collecte de 3 millions de litres chaque année. L'accord précise que Vercors-Lait assure la collecte et Sodiaal récupère 2 millions de litres, en venant chercher du lait une fois par semaine, optimisant ainsi sa logistique. Ce rapprochement a été facilité dans la mesure où Vercors-Lait vendait déjà ses excédents à Sodiaal. Ces accords de collecte ont des formalisations diverses et visent plutôt une complémentarité de moyens. Certains pourraient néanmoins y voir le premier acte du rachat éventuel d'une petite laiterie par une autre significativement plus importante.

Comme on l'a vu, il peut aussi y avoir des accords de vente de lait. Ces accords permettent aux petites unités de réguler leur volume transformé tout en garantissant la collecte auprès de leurs producteurs. Les unités acheteuses y trouvent une garantie d'approvisionnement à un faible coût.

Différentes unités peuvent également se retrouver et se rassembler autour d'un projet territorial. C'est le cas pour le lait « Ba Vi » au Vietnam, reconnu par les consommateurs de Hanoi. En maîtrisant l'image de leurs produits, les entreprises profitent d'une meilleure valorisation. La démarche est similaire dans les zones AOP ou AOC (cf. Pélardon, Cévennes) où les entreprises peuvent s'appuyer sur des circuits longs.

Plus rarement, on note des accords dans la distribution. Des entreprises disposant d'un réseau à l'échelle nationale s'appuient sur de petites unités pour diversifier l'offre de produits laitiers sur leurs points de vente. C'est le cas entre Sura Ba Vi et BanhSura Ba Vi avec IDP, avec laquelle elles ont aussi des accords de collecte. Là encore, on pourrait y voir les prémises d'un rachat ou d'une absorption.

LEÇONS À RETIRER

Apports et limites de l'approche

En cherchant à rendre compte des formes d'hybridation entre local et global dans les stratégies spatiales des laiteries, nous avons été amenés à préciser comment caractériser ces stratégies. Nous avons explicité les différentes dimensions en jeu : localisation des unités de transformation, échelles de l'approvisionnement et de la distribution, formes d'organisation économiques et types de produits faisant ou non référence à leur spécification territoriale. D'une part cela permet de clarifier les ressorts en jeu entre le local et le global. D'autre part, les articulations entre stratégies spatiales apparaissent là où dans les médias et parfois dans la littérature persiste l'idée d'une dualité entre un modèle d'entreprise a-territorial versus un modèle territorial intégré. L'intérêt de cette approche a été de caractériser une diversité de stratégies spatiales et de formes d'hybridation entre local et global à l'échelle des laiteries comme des bassins de production. Cette approche reste exploratoire, mais étant basée sur six bassins laitiers dans le monde elle a nécessité un effort de montée en généralité. On peut de plus noter la présence dans des terrains différents de stratégies spatiales comparables à l'échelle des laiteries ou des bassins laitiers. Sur le plan méthodologique, une diversité de stratégies spatiales a été assez largement décrite. Il s'agira maintenant de confronter cette typologie à d'autres cas de laiteries et bassins laitiers.

L'approche demeure qualitative : il a été parfois difficile d'obtenir par la bibliographie ou les enquêtes des données actualisées et chiffrées, notamment sur les volumes collectés et distribués pour toutes les laiteries des bassins étudiés. Il est donc difficile d'avoir une idée précise du poids économique réel d'une gamme de produits génériques par rapport à des produits typés pour une entreprise dans son bassin. Enfin, le poids de l'histoire fait défaut pour expliciter d'une part les raisons des choix des stratégies spatiales actuelles et d'autre part pour montrer qu'à l'échelle d'un bassin laitier les situations d'hybridation évoluent dans le temps. Autrement dit, l'approche permet à ce stade de caractériser les stratégies spatiales des laiteries, moins de les comprendre ou de les prévoir. L'analyse historique est par conséquent l'une des perspectives de nos travaux. À l'avenir, les producteurs fermiers, qui ne faisaient pas partie de notre étude, devront également être pris en considération.

Global / local : pas d'opposition frontale

Dans les formes d'hybridation en présence au niveau des laiteries, certaines TPE semblent se rapprocher de l'archétype « local » : approvisionnement exclusivement dans le bassin laitier où elles sont situées, distribution dans ce même bassin de produits laitiers différenciés par leur origine. C'est le cas des minilaiteries décrites en Afrique de l'Ouest (Corniaux et al. 2014). Ces toutes petites entreprises qui collectent moins de cent litres de lait par jour vendent directement du lait fermenté au goût des consommateurs locaux. Mais beaucoup d'entre elles ne s'interdisent plus aujourd'hui d'utiliser ponctuellement du lait en poudre importé, en saison sèche, quand l'approvisionnement local devient déficient, alors que la demande se maintient ou augmente. En outre, la définition de la stratégie « purement locale » amène à s'interroger sur la nature des systèmes de production : origine de la génétique des animaux laitiers, usage de fourrages ou de concentrés alimentaires produits en dehors du bassin laitier.

En ce qui concerne la stratégie « globale », nous confirmons que les grandes firmes multinationales proposent une gamme de produits a-territoriaux. Pourtant, compte tenu de la nature de la matière première, leur lien au territoire s'exprime de différentes façons. Les grands groupes internationaux sont formés de PME qui leur donnent un ancrage local (Rastoin & Gherzi 2010, Ricard & Rieutord 2013). Les laiteries de notre échantillon associées à Sodial en sont un bon exemple. Ces grands groupes, tout en vendant des produits génériques, cherchent à s'impliquer dans des stratégies locales. Lactalis, seconde entreprise mondiale derrière Nestlé, est aussi le leader mondial des produits laitiers AOC (Idèle 2014). Après s'être impliqué dans l'appui aux petites entreprises locales au Bangladesh (Yunus 2010) et au Sénégal (Corniaux et al. 2012), Danone développe désormais des programmes de collecte auprès des petits producteurs locaux en Égypte et en Indonésie. Ces constats ne font que confirmer ce que d'autres auteurs ont bien noté pour les systèmes agroalimentaires (Lamine et al. 2012, Hinrichs 2003, Bloom & Hinrichs 2011), amenant à la prudence dans le jugement trop hâtif d'opposition entre modèles industriels et modèles territoriaux alternatifs dans le secteur laitier.

Au fond, nous pouvons nous demander dans quelle mesure ces formes d'hybridation inscrivent les entreprises laitières dans la durée. En effet, dans ce continuum de positionnements des laiteries entre global et local, on peut s'interroger sur les situations amplifiant la concurrence ou les complémentarités dans un même bassin. Cette question se pose en amont (collecte) comme en aval (distribution et marchés). Autrement dit, la présence d'un opérateur de dimension importante condamne-elle à terme les petites laiteries ? Notre étude se limite ici à la photographie d'une situation relevée dans six bassins laitiers sur

quatre continents en 2014. Nous pouvons néanmoins affirmer que la présence d'une laiterie de dimension nationale voire internationale dans un territoire ne condamne pas nécessairement les laiteries de plus petite dimension. Cela correspond parfois à un partage territorial de la collecte : les zones de plaines équipées, favorables à l'intensification de la production, sont plutôt collectées par les gros opérateurs, alors que les zones plus enclavées restent majoritairement le terrain privilégié des petites structures (Napoléone et al. 2014). Mais au-delà de ce partage, nous avons vu que les laiteries pouvaient éventuellement s'accorder sur la collecte, sur un projet territorial ou sur la distribution afin de pérenniser leur activité.

CONCLUSION

Notre revue de 23 laiteries situées dans six bassins laitiers à travers le monde montre que toutes adoptent des stratégies spatiales hybrides entre « local » et « global ». Ce n'est pas parce qu'une laiterie a une collecte locale affirmée que son marché est local. Ce n'est pas parce qu'une multinationale vend à l'international qu'elle renonce à un ancrage territorial de sa collecte. Neuf stratégies spatiales sont mises en lumière sur la base de leur localisation géographique (dans ou hors du bassin), de l'échelle géographique de leur approvisionnement (dans ou hors bassin) et de leur distribution.

Le présent article ne s'intéresse néanmoins qu'à la situation actuelle et à la caractérisation des stratégies spatiales des laiteries. Notre ambition est d'explicitier les dynamiques d'hybridation à l'œuvre dans les bassins laitiers avec une approche diachronique. On pourra alors montrer l'évolution des stratégies spatiales des laiteries depuis leur implantation jusqu'à aujourd'hui au gré des mouvements d'agrandissement, d'absorption, d'arrêt d'autres unités, de relocalisation, plus généralement d'évolution des autres opérateurs en présence dans le bassin laitier, et leur impact sur les systèmes de production associés.

Remerciements

Les auteurs remercient leurs collègues des différents terrains pour le partage de données et les réflexions menées : Sylvie Cournut et Marie Houdart (Livradois-Forez, France), Martine Napoléone (Cévennes, France), Françoise Alavoine Mornas (Vercors, France), Hermès Morales (Uruguay), Guillaume Duteurtre et Jean-Daniel Cesaro (Ba Vi, Vietnam).

Références

- Bloom J.D., Hinrichs C.C., 2011. "Moving local food through conventional food system infrastructure : value chain framework comparisons and insights", *Renewable Agriculture and Food Systems* 26(01):13-23. doi : 10.1017/S1742170510000384.
- Carroué L., 2012. « Mondialisation et localisation des activités économiques : les nouveaux défis posés par l'entrée dans le XXI^e siècle », *Territoires 2040* n°6 :11-26.
- Corniaux C., Duteurtre G., Broutin C., 2014. *Filières laitières et développement de l'élevage en Afrique de l'Ouest. L'essor des minilaiteries*. Karthala, 252 p.
- Corniaux C., Vatin F., Ancey V., 2012. « Lait en poudre importé versus production locale en Afrique de l'Ouest : vers un nouveau modèle industriel ? », *Cahiers Agricultures* 21(1) :18-24.
- Couderc J.-P., Fort F., 2001. « Le terroir : un avantage concurrentiel à l'exportation ? Le cas des entreprises agroalimentaires du Languedoc-Roussillon », *Économie Rurale* :46-59.
- Dedieu M-S., Courleux F., 2009. *Les enjeux de la régulation du secteur laitier. Analyse, prospective et évaluation*. http://www.agreste.agriculture.gouv.fr/IMG/pdf_analyse110709.pdf.
- Deverre C., Lamine C., 2010. « Les systèmes agroalimentaires alternatifs : une revue de travaux anglophones en sciences sociales », *Économie Rurale* 317 :57-73.
- Dupuy C., Gilly J.-P., 1995. « Les stratégies territoriales des grands groupes industriels ». In : A. Rallet, A. Torre (éds), *Économie industrielle et économie spatiale*, Economica :129-146.
- Duteurtre G., 2007. « Commerce et développement de l'élevage laitier en Afrique de l'Ouest : une synthèse », *Revue d'élevage et de médecine vétérinaire des pays tropicaux* 60(1-4) :209-223.
- Filippaios F., Rama R., 2008. "Globalisation or regionalisation ? The strategies of the world's largest food and beverage MNEs", *European Management Journal* 26(1):59-72. doi : 10.1016/j.emj.2007.08.006.
- Guillouzo R., Ruffio P., 2003. « L'émergence de groupes coopératifs agricoles transeuropéens : le cas du secteur laitier », *Économie et Solidarités* 34(2) :27-46. http://www.ciriec.uqam.ca/pdf/numerous_parus_articles/3402/ES-3402-03.pdf.
- Hatem F., 2008. « Une internationalisation rapide des flux et des marchés », *Chambres d'Agriculture* 971 :23-26.
- Hinrichs C.C., 2003. "The practice and politics of food system localization", *J. of Rural Studies* 19(1):33-45.
- Huriot J.M., 1994. *Von Thünen : économie et espace*. Economica, Paris, 352 p.
- Idèle, 2014. *Marchés mondiaux des produits laitiers : de la pénurie en 2013, au rebond en 2014*. Dossier Économie de l'élevage 447, 40 p.
- IDF, 2001. *Structural change in the dairy*, Bulletin of the International Dairy Federation 360.
- Laine F., Hecquet V., 1999. « Structures industrielles locales et formes d'organisation économique », *Économie et Statistique* 326(1) :205-23. doi : 10.3406/estat.1999.6234.
- Lamine C., Renting H., Rossi A., (Han) Wiskerke J.S.C., Brunori G., 2012. "Agri-food systems and territorial development: innovations, new dynamics and changing governance mechanisms", In I. Darnhofer, D. Gibbon, B. Dedieu (eds), *Farming Systems Research into the 21st century : the new dynamic*, Springer, p. 229-256.
- Maaf, 2012. *Les entreprises agroalimentaires : une dynamique de concentration*. Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt. [http:// http://agriculture.gouv.fr/Les-entreprises-agro-alimentaires,24791](http://http://agriculture.gouv.fr/Les-entreprises-agro-alimentaires,24791).
- Marchesnay M., 2001. « Le paradoxe global/local au gré des capitalismes », *Économie rurale* :122-31.
- Napoléone M., Corniaux C., Leclerc B. (coord), 2014. *Dynamiques des bassins laitiers*. Rapport de recherche projet ANR Mouve, 223 p.
- Polge M., 2003. « Petite entreprise et stratégie de terroir », *Revue française de gestion* 29(144) :181-93.
- Rastoin J.-L., Ghersi G., 2010. *Le système alimentaire mondial : concepts et méthodes, analyses et dynamiques*. Versailles, Quae, 581 p.
- Rastoin J.-L., Vissac V., 1999. « Le groupe stratégique des entreprises de terroir », *Revue internationale PME* 12(1-2) :171-192.
- Renting H., Wiskerke H., 2010. "New emerging roles for public institutions and civil society in the promotion of sustainable local agro-food systems", In: I. Darnhofer, Grötzer M. (eds), *Building sustainable rural futures*.

The added value of systems approaches in times of change and uncertainty, Vienna (Austria), University of natural resources and applied life sciences, p. 1902-1912.

- Ricard D., Rieutort L., 2013. « Le lait de vache en Provence ou la difficile réorientation d'une filière en crise. Des solutions locales dans une économie globale ? », In : D. Ricard (éd.), *Les reconfigurations récentes des filières laitières en France et en Europe*, Ceramac, p. 169-198.
- Rugman A.M. 2003. "Regional strategy and the demise of globalization", *J. of International Manage.* 9(4):409-417.
- Rugman A.M. et Verbeke A. 2004. "A perspective on regional and global strategies of multinational enterprises", *Journal of International Business Studies* 35(1):3-18.
- Saives A-L., 2002. *Territoire et compétitivité de l'entreprise*. L'Harmattan, 494 p.
- Torres O., 2002. "Small firm, glocalization strategy and proximity", *Research in entrepreneurship and small business*, 16:1-12. <http://oliviortorres.net/travaux/pdf/ot18barcelona02.pdf>.
- Vatin F., 1996. *Le lait et la raison marchande. Essais de sociologie économique*. Presses univ. Rennes, 205 p.
- Yunus M., 2010. *Pour une économie plus humaine, construire le social-business*. Le Livre de Poche, 324 p.
- Zimmerman J.-B., 2005. « Entreprises et territoires : entre nomadisme et ancrage territorial », *La revue de l'Ires* 1(47) :21-36.



Votre avis nous intéresse

Pour citer ce chapitre

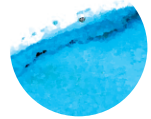
Corniaux C., Baritoux V., Madelrieux S., 2015. « Les stratégies spatiales hybrides des laiteries entre (re)localisation et globalisation », In Napoléone M., Corniaux C., Leclerc B. (coords), *Voies lactées. Dynamique des bassins laitiers entre globalisation et territorialisation*, Inra-Sad – Cardère :227-247. DOI: 10.15454/1.4477756930181738E12

Affiliation des auteurs

Christian CORNIAUX, Cirad, UMR0868 Selmet, F-34060 Montpellier, France

Ce travail a été conduit dans le cadre du projet de recherches Mouve financé par l'Agence nationale de la recherche (projet ANR-2010-STRA-005-01).





L'évolution conjointe des bassins laitiers et des systèmes d'alimentation des élevages : quelle combinaison des ressources ?

Résumé

Dans cet article, nous nous intéressons à l'évolution des systèmes d'alimentation des troupeaux au sein de six bassins laitiers en évolution (Salto en Uruguay, Brasil Novo au Brésil, la basse vallée du fleuve Sénégal au Sénégal, Livradois-Forez, Vercors et Cévennes en France), en nous focalisant sur l'origine des ressources alimentaires. Durant la fin du dernier siècle, sauf exceptions dues à des conditions pédoclimatiques et socioculturelles particulières, l'agrandissement des exploitations a été un moteur général. La production laitière s'est intensifiée, grâce à l'implantation de prairies temporaires fertilisées, de maïs ensilé dans plusieurs bassins, et au recours aux concentrés. La commercialisation s'est ouverte au niveau mondial. Depuis les années 2000, ce modèle d'évolution qui perdure dans de nombreuses régions est remis en cause pour des raisons relatives au respect de l'environnement et à l'instabilité des prix. La volonté de produire de façon plus autonome amène à mieux valoriser les espaces naturels, en arrêtant la logique d'agrandissement à tout prix et en utilisant une plus grande diversité de fourrages. Des formes de commercialisation adaptées à des produits de niche se développent.

Mots-clés : Système de production, production laitière, prairie, culture fourragère, aliment concentré, intensification, autonomie, bovin, caprin.

Tandem changes in dairy production regions and livestock feed systems: which combination of resources ?

Abstract

In this paper, we focus on herd feed systems within six dairy production regions (Uruguay, Brazil, Senegal and France), by paying attention on feed resources origin. During the end of the last century, allowing exceptions due to soil and climatic and socio cultural particular conditions, the enlargement of farms was a general lever. Dairy production was intensified, according to the implantation of fertilized temporary grasslands and maize silage in several regions, and to the resorting to concentrate feed. The marketing opened at the world level. Since the 2000's, this evolution model which last in many regions is questioned by environment and price instability reasons. Natural spaces are better valued because of the choice to produce in a more autonomous way, stopping the logic of enlargement at all costs and using a larger diversity of forages. There is also a development of commercialization forms adapted to niche markets.

Key-words : Production systems, dairy production, grassland, forage crop, concentrates, intensification, self-sufficiency, cattle, goats.

L'évolution conjointe des bassins laitiers et des systèmes d'alimentation des élevages : quelle combinaison des ressources ?

Alain HAVET, Sylvie COURNOT, Sophie MADELRIEUX, Martine NAPOLÉONE *

INTRODUCTION

Une croissance de la production laitière mondiale qui s'est appuyée sur l'intensification

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, la production laitière a évolué très rapidement dans le monde, avec à la fois un accroissement des volumes produits et des échanges (poudre de lait, beurre, fromage). La filière s'est réorganisée et le poids de l'agro-industrie a augmenté avec une concentration de plus en plus forte des industriels et coopératives (Chatellier et al. 2013, Ricard 2013, Chatellier 2014). Dans de nombreuses régions du monde, la production s'est accrue en s'appuyant sur une spécialisation et une intensification de la conduite des animaux (amélioration génétique, alimentation) s'accompagnant d'une mondialisation des approvisionnements et des débouchés (Pfimlin et al. 2009). Les troupeaux et les exploitations se sont agrandis, alors que les plus petites structures tendaient à disparaître.

En parallèle, la révolution fourragère – ou le ley-farming dans les pays anglo-saxons – a mis en avant les avantages des prairies temporaires tant sur le plan agronomique que pour l'alimentation des animaux (Salette 2006, Stapledon & Davies 1948). L'ensilage de

* Auteur de correspondance : napolema@supagro.inra.fr

Résumé

Dans cet article, nous nous intéressons à l'évolution des systèmes d'alimentation des troupeaux au sein de six bassins laitiers en évolution (Salto en Uruguay, Brasil Novo au Brésil, la basse vallée du fleuve Sénégal au Sénégal, Livradois-Forez, Vercors et Cévennes en France), en nous focalisant sur l'origine des ressources alimentaires. Durant la fin du dernier siècle, sauf exceptions dues à des conditions pédoclimatiques et socioculturelles particulières, l'agrandissement des exploitations a été un moteur général. La production laitière s'est intensifiée, grâce à l'implantation de prairies temporaires fertilisées, de maïs ensilé dans plusieurs bassins, et au recours aux concentrés. La commercialisation s'est ouverte au niveau mondial. Depuis les années 2000, ce modèle d'évolution qui perdure dans de nombreuses régions est remis en cause pour des raisons relatives au respect de l'environnement et à l'instabilité des prix. La volonté de produire de façon plus autonome amène à mieux valoriser les espaces naturels, en arrêtant la logique d'agrandissement à tout prix et en utilisant une plus grande diversité de fourrages. Des formes de commercialisation adaptées à des produits de niche se développent.

Mots-clés : Système de production, production laitière, prairie, culture fourragère, aliment concentré, intensification, autonomie, bovin, caprin

maïs apparaît dans les années soixante-dix et permet d'accroître la production tout en offrant une facilité de conservation ; sa faible teneur en azote est corrigée par des achats de tourteaux et d'urée (Béranger 2013).

En France, les lois de modernisation de l'agriculture et de l'élevage (1960 et 1966) ont permis l'amélioration de l'outil de production, en phase avec les préconisations de la révolution fourragère. La place du pâturage diminue mais peut se maintenir dans les régions peu propices à une intensification marquée des ressources, notamment quand les cultures sont impossibles.

Depuis les années 2000, remise en cause de l'intensification conventionnelle en Europe

La forte volatilité des prix, tant des produits laitiers vendus sur le marché mondial, que des intrants, fragilise les systèmes européens qui y sont aujourd'hui confrontés et questionne la durabilité économique des systèmes techniques promus jusqu'alors (Chatellier et al. 2013). Une des modalités d'action des agriculteurs est de réduire le risque lié aux achats d'aliments en s'orientant vers une plus grande autonomie fourragère, ce qui peut conduire à intensifier davantage les surfaces cultivables.

Dans le même temps, la prise en compte des deux autres piliers du développement durable interroge les modalités de production actuelle : sur le plan environnemental, l'intensification questionne l'entretien de la qualité des sols et de la biodiversité et, sur le plan social, la demande de produits typés et locaux ouvre à la commercialisation en circuits courts ou reposant sur des signes de qualité (Réseau Rural Français 2010).

La conjonction de ces interrogations est de nature à faire évoluer l'alimentation des troupeaux et peut conduire à la mise en place de modèles et de pratiques alternatifs plus localisés. Leur importance ne semble toutefois pas majeure parmi les modalités actuelles de production, comme le montre par exemple en France la décroissance des espaces toujours en herbe (moins 22 % depuis 1980) au profit du maïs et des prairies semées (Pfimlin et al. 2009).

Comment ces tendances se traduisent-elles dans les systèmes d'alimentation des exploitations de bassins laitiers situés dans des contextes variés et ayant évolué différemment ?

Les évolutions et les reconfigurations des systèmes d'alimentation des exploitations laitières diffèrent selon les contextes territoriaux et les périodes, comme le montrent les textes de cet ouvrage. En effet les reconfigurations dépendent des ressources disponibles (concurrences sur les terres, types de terre, altitude...), des possibilités de transformer et commercialiser les produits (collecte, AOP, filières qualité...), d'acheter des intrants, ou encore des politiques publiques et des pressions des citoyens exprimant des choix de développement économique, social et environnemental pour leur territoire.

Nous proposons dans ce chapitre d'analyser les évolutions des systèmes d'alimentation des élevages, dans des bassins laitiers situés dans des contextes variés et d'en réaliser une lecture transversale. Nous nous focaliserons sur l'utilisation des prairies permanentes, des cultures fourragères – dont les prairies temporaires – et des intrants. Ainsi, nous pourrions mettre en évidence des facteurs contextuels qui facilitent ou non l'utilisation de ces différentes ressources alimentaires.

Après une présentation des méthodes d'analyse utilisées, nous présentons, pour chaque terrain, les grandes étapes qui ont marqué l'évolution des systèmes d'élevage et d'alimentation depuis le milieu du XX^e siècle. Nous analysons ensuite les leviers sur lesquels les éleveurs se sont appuyés pour adapter les systèmes d'alimentation. Nous discutons enfin des changements repérés dans l'alimentation au regard des dynamiques de production.

MÉTHODES D'ANALYSE DES TRANSFORMATIONS DES SYSTÈMES D'ALIMENTATION

Deux sources d'information principales ont été mobilisées :

- les informations contenues dans les chapitres précédents de cet ouvrage retraçant la trajectoire d'évolution de chaque bassin (succession des séquences et principaux moteurs de changement) ;
- un complément d'informations concernant la conduite alimentaire des systèmes. Pour cela, nous avons renseigné dans chaque bassin, de manière plus précise dans les dernières périodes, les types de fourrages utilisés et leurs modalités de culture et de récolte, l'utilisation des sous-produits agro-industriels le cas échéant et l'origine plus ou moins proche des concentrés distribués aux animaux.

Pour analyser l'évolution des systèmes d'alimentation, nous nous sommes intéressés à la façon dont les éleveurs combinaient les quatre leviers suivants pour accroître leur production (Béranger 2013) :

- l'accroissement de la surface des exploitations (levier i) ;
- l'amélioration de la production des prairies naturelles (levier ii) ;
- l'implantation de parcelles cultivées à des fins fourragères (levier iii) ;
- l'achat d'aliments (levier iv).

Cette lecture a été faite pour chacune des séquences de développement.

Le choix des régions ne cherche pas à représenter la production laitière mondiale, mais à couvrir une diversité de contextes territoriaux pour le développement de l'élevage laitier. Nous faisons ici une analyse des évolutions touchant les systèmes d'alimentation dans six bassins laitiers (Salto, Brasil Novo, Fleuve Sénégal, Vercors, Livradois-Forez, Cévennes) présentés dans les chapitres précédents.

RÉSULTATS

Trajectoire de développement et leviers utilisés dans chaque bassin

Les résultats présentent, par bassin laitier, les séquences de leur développement, les grandes évolutions des systèmes d'élevage et d'alimentation, et une analyse des leviers ayant permis les adaptations des systèmes d'alimentation. Une formulation résumée est proposée dans le tableau en annexe 1.

SALTO : LE DÉVELOPPEMENT D'UN BASSIN TOURNÉ VERS L'AGRO-INDUSTRIE

Le bassin s'est développé en trois étapes (Correa et al., ce volume p. 39-65) : approvisionnement urbain de la ville de Salto jusque dans les années 1970, exportations d'abord vers les pays d'Amérique du Sud, puis depuis les années 2000 sur le marché mondial. Dans chacune de ces étapes, le rôle des politiques publiques nationales est important, favorisant l'amélioration des équipements, l'organisation de l'agro-industrie, le conseil aux éleveurs et soutenant les prix.

Ce développement s'est appuyé sur une intensification et une concentration progressive de la production : agrandissement et spécialisation des exploitations (en lien avec la disparition de plus petites fermes moins productives), intensification progressive des ressources fourragères pour l'alimentation des troupeaux. À partir des années 1970, le

conseil technique propose le « modèle néo-zélandais » avec de grandes surfaces, l'amélioration de la productivité des prairies naturelles par l'apport d'engrais, et l'implantation d'espèces fourragères à meilleur rendement dans des rotations adaptées. Dans les années 1980, les possibilités de report de stock (ensilage) vont considérablement contribuer à l'accroissement, puis à la concentration, de la production laitière : plus de 50 % des exploitations disparaissent des années 1980 à 2004, permettant l'agrandissement des exploitations subsistantes (Correa et al. op. cit.). La plupart des caractéristiques de la révolution fourragère sont présentes ici, que ce soit dans les finalités, les modalités techniques et l'organisation du conseil.

L'État, après avoir soutenu la mise en œuvre de modèles productivistes, s'inquiète aujourd'hui des conditions de vie et de travail en milieu rural ainsi que de la protection de l'environnement (Morales & Correa 2014). Ce positionnement laisse entrevoir la possibilité d'une inflexion de l'évolution unidirectionnelle passée (intensification, agrandissement).

Les leviers

Les quatre leviers sont utilisés et conduisent à une intensification de plus en plus poussée de l'alimentation des animaux. L'accroissement des surfaces (i), dans une région où les ressources naturelles sont abondantes, s'est avéré un levier important, bien articulé avec une meilleure gestion de ces ressources (ii). L'intensification fourragère très marquée des prairies temporaires a procuré une importante source d'alimentation, alors que les cultures de céréales pour les animaux disparaissaient dans les années soixante-dix (iii) au profit d'achats de concentrés sur le marché international et de sous-produits agro-industriels locaux (iv).

BRASIL NOVO : L'ÉMERGENCE D'UN BASSIN LAITIÉR LOCALISÉ, CENTRÉ SUR SON TERRITOIRE... DONT LA DURABILITÉ EST EN QUESTION

Le bassin laitier s'est développé à partir des années 1970 avec l'arrivée de migrants issus de régions laitières et la construction progressive d'infrastructures permettant le développement de l'élevage, notamment laitier (Poccard & Carvalho, ce volume p. 185-205). Pendant les vingt premières années, une petite activité laitière et fromagère s'est développée à la ferme, en complément d'une activité allaitante. Dans les vingt années suivantes, si le lait est resté un sous-produit de la viande, quelques laiteries se sont implantées ; la déforestation a continué pour créer des zones d'élevage. À partir de 2010, une nouvelle population s'installe pour un gros chantier et certains éleveurs se spécialisent en lait et font reconnaître le fromage local par une appellation ; de nouvelles laiteries s'installent.

Le développement du bassin de Brasil Novo s'est appuyé dans un premier temps et jusqu'en 2008 sur un développement de la surface pâturée sur des zones déforestées. La



ressource fourragère, *Brachiaria brizantha*, est abondante mais rustique ; la gestion des pâturages est extensive.

En 2008, l'État interdit de déforester, donc de gagner de nouvelles surfaces fourragères sur la forêt. La gestion des pâturages initiée par les éleveurs spécialisés avant 2008 s'améliore. La technique de gestion de la dégradation des pâturages naturels se généralise à tous les éleveurs (désherbage, temps de repos). Les élevages spécialisés mettent en place des cultures fourragères avec des variétés à meilleur rendement (canne fourragère ou *Pennisetum*).

Les leviers

L'accroissement des ressources alimentaires a été fortement lié à la déforestation jusqu'en 2008 (i), levier qui s'oppose aujourd'hui aux pressions environnementales. Les éleveurs ont utilisé l'amélioration des prairies naturelles avec l'introduction de temps de repos pour l'herbe et du désherbage de leurs prairies (ii) et l'implantation de prairies temporaires avec le *Brachiaria brizantha*, puis le *Pennisetum* (iii). L'achat d'aliments hors bassin (iv) est impossible, tant que celui-ci restera enclavé.

BASSE VALLÉE DU FLEUVE SÉNÉGAL : EXPANSION D'UN BASSIN LAITIER BASÉ SUR L'INSTALLATION D'UN PETIT INDUSTRIEL, AVEC UN QUESTIONNEMENT SUR LA PLACE DU LAIT LOCAL ET DU LAIT IMPORTÉ DANS LES DYNAMIQUES DE LA FILIÈRE

Le développement de la production laitière a été lié d'une part à l'aménagement de la zone irriguée à partir des années 1960, et d'autre part à l'arrivée de collectes laitières (Corniaux, ce volume p. 143-155). Avant l'indépendance (1960), l'élevage pastoral transhumant peul de zébus utilisait les zones sahéliennes en saison humide et les zones inondables en saison sèche. À partir de 1960, l'aménagement par l'État des zones inondables a conduit à une partition du territoire et des activités : d'un côté, les zones irriguées essentiellement dévolues à la canne à sucre et au riz, de l'autre, la zone sèche consacrée à l'élevage. Des mini-laiteries à vocation locale s'installent dès 1990 en périphérie des petites villes de la zone irriguée. En 2004, un industriel laitier développe un marché éloigné, sur Dakar, pour des produits faits à partir du lait local, en collectant des éleveurs pastoraux. À partir de 2009, la production évolue en intégrant la poudre de lait.

En zone irriguée, se développent de nouvelles formes d'exploitations, associant cultures et élevage, en lien avec l'agro-industrie. Deux directions sont suivies : i) la sédentarisation d'éleveurs peuls, ii) l'installation d'agropasteurs. L'élevage est assez intensif, avec une alimentation reposant essentiellement sur l'utilisation de sous-produits agro-industriels. Les terres sont affectées pour partie à des cultures pour l'industrie, et pour partie à des fourrages (cultures mixtes) pour le troupeau. Certains éleveurs maintiennent l'utilisation de parcours sur des zones sèches, en saison favorable. Des fermes laitières (environ 30 vaches), d'implantation récente, livrent à l'industrie ; l'alimentation de leur troupeau re-

pose sur la ration prise au pâturage complétée par des sous-produits agro-industriels et des aliments concentrés.

En zone sèche, l'élevage pastoral transhumant, privé des surfaces inondables durant la saison des pluies, est essentiellement allaitant. Avec l'arrivée de l'industriel laitier collectant le lait en zone sèche, les éleveurs collectés ont intensifié la production de leur troupeau par l'achat d'aliments concentrés ou de fourrage et de sous-produits (son de riz) venant de l'agro-industrie de la zone irriguée.

Les leviers

Au Sénégal, l'apparition de nouveaux systèmes suit une logique d'intensification, avec l'apparition de fourrages irrigués pour certains agropasteurs et les fermes laitières (iii). La valorisation des sous-produits locaux (son de riz, tourteaux d'arachide et mélasse de canne à sucre) est plus ancienne ¹ et les achats d'aliments concentrés à l'extérieur ont été favorisés par la laiterie industrielle (iv). L'amélioration des pâturages de zones sèches ne s'est pas avérée possible (ii). Hors des zones de transhumance non concernées, l'agrandissement n'était quasiment pas envisageable, vu la pression sur les zones irriguées (i).

LES BASSINS LAITIERS ÉTUDIÉS EN FRANCE : VERS UN RÉ-ANCRAGE DE LA FILIÈRE LAITIÈRE DANS LES TERRITOIRES

Les grandes dynamiques qui ont accompagné les transformations des activités laitières dans les territoires français ont influencé les transformations dans les trois bassins laitiers étudiés (Houdart et al., ce vol. p. 89-110 ; Madelrieux & Alavoine-Mornas, ce vol. p. 111-141 ; Napoléone & Boutonnet, ce vol. p. 157-184). Jusqu'au tout début des années 1960, la production laitière est diversifiée (lait, beurre, fromage et crème) et vendue localement. Ensuite, les structures s'agrandissent et se spécialisent, en lien avec le développement des laiteries et le mouvement de modernisation de l'agriculture (lois agricoles des années 1960). Cette dynamique est fortement influencée aussi à partir des années 1970 par le développement de l'agro-industrie et de la grande distribution. Dans le Vercors, par exemple, cela se traduit par une déconnexion entre production et usage des ressources locales « naturelles », l'utilisation de races plus productives, avec un lait « standard » qui quitte le territoire. Depuis 10 à 15 ans, on observe une dynamique de ré-ancrage de la production au territoire avec le redéploiement d'entreprises localisées dans le territoire, le développement des signes de qualités et les circuits courts.

Durant les 30 glorieuses, l'augmentation importante de la production laitière est permise par une spécialisation des élevages, l'agrandissement des structures et une intensification fourragère. Les surfaces toujours en herbe diminuent au profit des prairies temporaires,

¹ Des systèmes adoptaient cette pratique depuis la création des zones irriguées.



toutes deux bénéficiant de la fertilisation minérale. Dans le Livradois-Forez, la culture du maïs pour l'ensilage gagne alors du terrain. Dans les systèmes laitiers, l'importance du pâturage diminue. En montagne, dans les bassins étudiés (Vercors et Livradois), de nouvelles techniques de récolte des fourrages permettent d'améliorer la quantité et la qualité du stock (ensilage, enrubannage et foin séché en grange). Le recours aux aliments complémentaires achetés loin (concentrés, tourteaux) se développe. En arrière-pays méditerranéen, dans les vallées cévenoles, du fait de la très faible disponibilité en surface mécanisable, le développement de la production laitière dans les années 1980 s'est appuyé sur l'achat de fourrage (foin de Crau). Dans les zones de piémont plus ouvertes, dès les années 1970 et à contre-courant des modèles dominants à l'époque, un élevage fermier pastoral s'est mis en place, basé sur l'utilisation d'espaces pastoraux.

Les politiques publiques ont favorisé ce mouvement de modernisation en encourageant les cessations d'activités d'éleveurs âgés et l'agrandissement des exploitations. L'intensification fourragère s'accompagne d'une amélioration du potentiel productif des animaux avec des changements de race, la pratique de l'insémination artificielle et la mise en place du contrôle laitier. La production en croissance sur le plan quantitatif, de meilleure qualité et plus régulière, se standardise et est commercialisée dans des circuits commerciaux qui s'allongent. Ce mouvement se traduit dans les zones de montagne par une concentration de l'élevage sur les zones mécanisables, et une sous-utilisation des zones naturelles et semi-naturelles en pente. Les espaces jugés peu productifs ou éloignés sont abandonnés. En Cévennes, territoire peu propice à cette uniformisation des modes de production, les systèmes pastoraux se sont maintenus et développés sur la base de la valorisation de ressources diversifiées.

À partir des années 2000, l'émergence d'une demande sociale pour des produits de qualité et de terroir, la montée en puissance de critères d'environnement soutenus par les politiques publiques, mais aussi la recherche d'une plus grande autonomie alimentaire des exploitations, en réponse aux coûts croissants des aliments du bétail, conduisent les éleveurs à mieux utiliser la diversité des ressources alimentaires locales. Dans le Livradois-Forez et les Cévennes, une place plus importante est faite aux prairies permanentes et aux parcours, avec des modes de gestion plus propices à la diversité des espèces. Le pâturage reprend de l'importance en permettant la valorisation de la diversité des ressources disponibles (surfaces boisées, landes, parcours et prairies permanentes). Dans le Vercors, le souhait des producteurs de se réapproprier la production laitière et sa plus-value a conduit à créer une AOP, puis à se réapproprier un outil coopératif de collecte-transformation et enfin à produire du lait bio, avec un retour des céréales et un développement des prairies temporaires intensifiées pour permettre d'améliorer l'autonomie alimentaire.

Les leviers

Dans le Vercors, la diminution du nombre d'exploitations a permis l'agrandissement de celles qui subsistaient (i). L'utilisation d'engrais et les nouvelles techniques de récolte se sont imposées dans les exploitations (ii), de même que l'implantation de prairies temporaires avec disparition des céréales pour l'alimentation humaine (iii) et l'achat de concentrés extérieurs (iv). À partir des années 2000, l'agrandissement est modulé en fonction des choix de production : important avec des associations de type familial et un passage en bio, modéré avec le même type d'associations et mise en place d'une transformation fromagère, faible dans le cas des petites exploitations spécialisées en lait (i). Le système est basé sur l'herbe (prairies permanentes et temporaires) (ii et iii), avec un développement des cultures de céréales en bio en raison du coût d'achat des aliments nécessaires dans ce système, mais aussi dans certains systèmes conventionnels pour compenser les baisses de rendement des prairies en lien avec la recrudescence des épisodes de sécheresse (iii). Même s'ils restent un moyen d'équilibrer la ration à un niveau élevé de production, les quantités de concentré distribuées sont en régression quand les éleveurs veulent améliorer leur autonomie alimentaire ; la contrainte imposée aux éleveurs bio d'utiliser des fourrages « grossiers » de la zone de production rend toutefois difficile cette réduction (iv).

Dans le Livradois-Forez, agrandissement, nouvelles techniques de récolte, nouvelles cultures fourragères, y compris l'ensilage de maïs, mais aussi maintien des anciennes cultures et achats de concentrés à l'extérieur (i, ii, iii, iv) caractérisent le début de notre période d'étude. Depuis les années 2000, des élevages laitiers continuent dans cette voie et commercialisent leur lait sans recherche de différenciation. D'autres élevages choisissent de s'inscrire dans une filière qualité « lait tout foin », alternative à l'agrandissement (i), basée sur la production de lait sans recours aux fourrages fermentés (séchage en grange pour certains) (ii). Une autre voie alternative à celle de l'agrandissement (i) est choisie par des éleveurs qui transforment en fromage tout ou partie de leur production : ils utilisent des ressources herbagères variées (essentiellement prairies permanentes et estives) (ii) et limitent leurs achats (iii) en valorisant la production de leurs vaches en fromage local (fourme) vendu en circuits courts.

Dans les Cévennes, jusqu'aux années 2010, les éleveurs laitiers agrandissent leurs troupeaux (i), améliorent les prairies permanentes (ii) ou les remplacent par des prairies temporaires (iii) et achètent du foin pour compenser la très faible surface cultivable (iv). Les espaces jugés peu productifs ou éloignés sont peu utilisés. Les systèmes fermiers pastoraux quant à eux ont développé leur activité en mobilisant des surfaces disponibles en parcours (i), en gérant cette surface (ii) et plus récemment pour certains d'entre eux en ayant accès à des parcelles cultivées (iii). Le pâturage s'est redéveloppé (ii) dans tous les élevages (laitiers et fermiers) pour répondre au cahier des charges du Pélardon à partir des années 2000. Une meilleure utilisation des ressources agropastorales est en question pour augmenter l'autonomie fourragère.

Une utilisation différenciée des différents types de leviers selon le contexte de production des bassins laitiers

L'agrandissement de la surface fourragère des exploitations est observé dans l'ensemble des terrains, à l'exception du Sénégal où la transhumance modifie le rapport à la surface. Le rôle des politiques publiques, de même que celui des filières de production ou des consommateurs, favorisent ou non cet agrandissement.

À Salto et dans les terrains français, les politiques publiques sont très actives pour favoriser l'agrandissement, réalisé à partir de la disparition des exploitations. La dynamique d'intensification, à des fins de livraison de lait dans les pôles urbains, puis à l'international, est soutenue par le développement d'équipements et la mise en œuvre d'un conseil à la production qui véhicule les principes de l'amélioration fourragère (révolution fourragère, ley-farming, modèle néo-zélandais). Le soutien des prix à Salto, les lois de modernisation de l'agriculture et de l'élevage, avec la cessation d'activité, et la politique des quotas en France, accompagnent ces évolutions. La spécialisation laitière, qui produit des laits standards sur des surfaces plus grandes, est favorisée par l'agro-industrie, qui ouvre à la mondialisation des échanges, et par le développement de la grande distribution qui, en France, concentre les centrales d'achats. À l'inverse, à partir du changement de siècle, en France, les pratiques des consommateurs évoluent, s'intéressant plus aux origines et à la qualité des produits (produits de terroir, AOP...) : certains systèmes misent alors sur les signes de qualité et leur valorisation supérieure (économie de niche), accompagnés par le redéploiement d'entreprises localisées dans le territoire, plutôt que sur une politique d'agrandissement et la poursuite des seules économies d'échelle.

À Brasil Novo, les politiques publiques accompagnent l'installation de migrants, par l'autorisation de déforester jusqu'en 2008 et par des politiques publiques visant à stabiliser la production laitière (reconnaissance du fromage local) afin de nourrir de nouvelles populations.

La part des prairies temporaires tend à s'accroître, au moins jusqu'aux années 2000. Dans tous les terrains, la demande en fourrage de plus en plus forte, liée à l'augmentation des besoins alimentaires des animaux, s'est traduite par l'implantation de prairies temporaires. Ainsi, à Salto, dès les années 1970, de nouvelles rotations avec des espèces prairiales plus productives apparaissent. À Brasil Novo, après l'interdiction de déforester, les espèces à plus fort rendement permettent aux éleveurs plus spécialisés d'accroître leur production. Au Sénégal, des fermes industrielles produisent l'herbe en zones irriguées pour répondre aux demandes de la laiterie industrielle installée en 2004. En France, dès les années 1960, la prairie temporaire est mise en avant, au détriment de la prairie permanente, qui est mise en culture, ou bien des céréales (non destinées aux

animaux) au rendement modeste dans les zones de montagne (Vercors). Cela peut aller jusqu'à l'abandon de certaines surfaces d'estives (Livradois-Forez) ou de parcours difficiles d'accès et peu productifs. À l'inverse, dès les années 1970 en Cévennes, de tels parcours sont repris par des éleveurs néoruraux ne pouvant trouver d'autres terres, qui développent alors des pratiques d'amélioration de la conduite de ces surfaces.

Globalement, en France, **autour des années 2000**, on assiste à une **inversion de la tendance à la diminution de la place des prairies permanentes** chez certains éleveurs pour différentes raisons : les consommateurs sont de plus en plus demandeurs de produits de qualité et locaux, les politiques publiques soutiennent des initiatives visant à améliorer l'environnement, les agriculteurs cherchent à limiter le coût alimentaire des troupeaux quitte à réduire la production laitière ; la recherche d'autonomie fourragère peut toutefois passer par les prairies temporaires, même si les engagements PHAE (prime herbagère agro-environnementale) ont pu favoriser temporairement le maintien des prairies permanentes (Vercors). Le **pâturage**, qui était de moins en moins utilisé (confection plus importante de stock, abandon des espaces moins productifs...), reprend de l'importance, en lien notamment avec les cahiers des charges des AOP (Cévennes dès 2000) et en raison de son coût inférieur à celui des récoltes mécaniques.

Les **cultures fourragères** autres que les prairies temporaires ont des évolutions variées selon les conditions économiques ou du milieu. Le maïs pour l'ensilage se développe très vite partout où il est cultivable. À Salto, son implantation s'accompagne de la disparition des céréales fourragères moins productives dès les années 1970 ; dans le Livradois-Forez, cultures fourragères et maïs ensilage coexistent. Dans le Vercors, on assiste à l'apparition de cultures de céréales sous couvert pour les animaux dans les années 2000, afin de compenser le prix très élevé de ce type d'achat en élevage bio.

Les intrants alimentaires sont de plus en plus largement utilisés dans les terrains, sauf à Brasil Novo en raison de l'enclavement. À Salto, ils remplacent les céréales abandonnées en raison de leur facilité d'utilisation. Au Sénégal, la laiterie industrielle qui souhaite stimuler la production aide les éleveurs dans l'approvisionnement en concentrés alimentaires. Ils sont de plus en plus utilisés en France sur l'ensemble de la période d'analyse avec l'accroissement des rendements laitiers ; toutefois, leur coût fluctuant et élevé pousse certains éleveurs à récupérer la valeur ajoutée en transformant eux-mêmes le lait (Livradois-Forez et Vercors, Cévennes depuis plus longtemps encore).

Depuis les années 1960, au Sénégal, des sous-produits issus des zones irriguées, rendus disponibles grâce aux politiques d'investissement dans les casiers de cultures, sont utilisés par tous les éleveurs.

Une utilisation différenciée des leviers selon les périodes

Deux périodes se dessinent avec des tendances fortes mettant en lien les différents leviers d'alimentation des troupeaux : avant ou après 2000.

Dans la première période (avant 2000), il y a convergence vers une même dynamique qui conjugue agrandissement, intensification et allongement des circuits de commercialisation, cette dynamique étant en phase avec les stratégies des agro-industrie et soutenue par les politiques publiques (exemple de Salto depuis les années 1970). Les prairies temporaires prennent la place de prairies permanentes ; l'abandon de surfaces considérées comme difficilement accessibles et peu productives est fréquemment observé autour des années 1970-1980 en Livradois-Forez et dans les Cévennes dans les systèmes laitiers. Le maïs ensilage se développe dans les zones permettant sa culture ; c'est le cas en Livradois-Forez à partir des années 1980, sans remettre en cause les autres cultures fourragères. L'utilisation d'intrants achetés se généralise (sauf en zone enclavée). Au Sénégal, dont le développement est différent pour ce qui concerne les points précédents, les sous-produits agro-industriels locaux complètent les rations des animaux dès les années 1960 et l'apparition des casiers irrigués.

Dans la deuxième période, à partir des années 2000, d'autres voies de développement apparaissent au côté de celle-ci qui demeure importante à l'échelle mondiale. En France, en lien avec la convergence des choix de consommation des produits de terroir, des politiques publiques environnementales et des difficultés liées aux fluctuations et à l'augmentation des prix des intrants, la recherche d'autonomie fourragère conduit les éleveurs à exploiter de nouveau des terres précédemment abandonnées, à réimplanter des céréales pour l'alimentation animale et/ou à accroître la valeur ajoutée d'une production laitière qui n'augmente plus nécessairement (transformation du lait, signes de qualité comme le « tout foin » et le bio...). Ces éleveurs remettent en action des savoir-faire anciens, tout en les faisant progresser grâce aux nouvelles techniques disponibles (en Cévennes, les fermiers ont fait progresser la valorisation des parcours depuis leur installation dans les années 1970). Au Sénégal, depuis 2004 avec l'arrivée de la laiterie industrielle, les fermes laitières prennent la voie de l'intensification des surfaces avec la culture d'herbe et l'achat d'intrants sur le marché mondial.

DISCUSSION

Une évolution des systèmes laitiers où l'intensification fourragère intervient en conjonction avec d'autres dynamiques pour accroître la production laitière

Depuis les années 1950 **les évolutions des systèmes d'alimentation**, basés sur l'intensification fourragère et le recours à des aliments achetés, se sont développés en conjonction avec d'autres dynamiques pour accroître la production laitière. Il s'agit de l'agrandissement permis par la disparition de petites exploitations et de la spécialisation des structures, visant efficacité et économies d'échelle. Ces évolutions, permettant d'augmenter les volumes de production, s'accompagnent d'une homogénéisation des produits et d'un allongement des circuits de commercialisation. Ces évolutions sont concomitantes de l'ouverture des marchés au niveau mondial et de la réorganisation des structures de collecte/transformation/distribution de plus en plus puissantes (Chatellier 2014).

Produire du lait à moindre coût à partir de prairies intensifiées, d'ensilage de maïs et de concentré suit un modèle présent dans toutes les régions du monde (Chatellier et al. 2013). L'instabilité mondiale du prix des aliments et des intrants dans une tendance haussière interroge toutefois ce modèle. Cette instabilité est présente depuis 2008 en Europe comme ailleurs, en conjonction avec la suppression des quotas laitiers européens. Cette dernière devrait favoriser une augmentation de la taille des structures de production et leur spécialisation, afin notamment de maintenir le ramassage du lait (Mosnier & Wieck 2013). Dans la même optique, la spécialisation laitière de certaines régions devrait s'accroître (Chatellier et al. 2013) ; qu'en serait-il alors du développement d'autres régions aux coûts de production plus élevés ?

Même dans des bassins où le lien entre la production laitière et le territoire reposait historiquement sur les fourrages naturels et les céréales locales, comme les zones herbagères de montagne en France, la production et l'alimentation se sont intensifiées dans les 30 glorieuses. **L'alimentation des troupeaux s'est ouverte vers l'extérieur**. Le désancrage de la production laitière était mis en avant à cette époque, conduisant à une période où la recherche de valeur ajoutée a marqué le pas devant celle de l'intensification. Aujourd'hui dans ces territoires, le choix de la qualité et de sa valorisation retrouve une place prioritaire. Cela rejoint la typologie de Ricard (2013), dans laquelle les espaces montagnards européens sont caractérisés par une stratégie de recherche de la valeur ajoutée des produits vendus, en lien avec le terroir (alimentation, race...).

Des modulations ou des freins à cette forme de développement apparaissent dans les domaines politique, environnemental et économique

DANS LES DOMAINES POLITIQUE ET ENVIRONNEMENTAL

Depuis 1992, suite au sommet de Rio, la problématique environnementale fait l'objet de débats nouveaux dans la société. Les questions de la qualité de l'eau, du maintien de la biodiversité (Franzluebbbers et al. 2014) conduisent le monde politique à prendre de nouvelles réglementations, en faveur de pratiques respectueuses du milieu.

À Brasil Novo, des lois ont interdit la déforestation : cela a limité les possibilités d'agrandissement et a entraîné une meilleure conduite des terres déjà défrichées. En Uruguay récemment, l'État s'interroge sur les conditions de travail dans les exploitations et la protection de l'environnement (Morales & Correa 2014) : quelles en seront les conséquences sur les manières de produire ?

L'organisation sociale du territoire, l'ancrage au territoire, le déficit en terres à reprendre, peuvent amener les éleveurs à se tourner vers les zones pastorales pour l'alimentation de leur troupeau (Poux et al. 2009), comme nous le constatons dans notre étude.

DANS LE DOMAINE ÉCONOMIQUE

L'organisation économique qui a permis l'accroissement de la production est aujourd'hui confrontée à l'instabilité des prix généralisée (Chatellier et al. 2013).

En réaction, des éleveurs envisagent de se passer le plus possible des intrants extérieurs par une meilleure gestion des sous-produits et des déjections et par une recherche d'aliments produits sur l'exploitation. Des pratiques allant dans ce sens sont notamment mises en place en polyculture-élevage (Havet et al. 2014), que ce soit au sein des exploitations (Havet & Rémy 2014) ou à l'échelle de la région pour diminuer les coûts d'approvisionnement (Lescoat & Havet 2014). Dans les terrains français montagnards ou de l'arrière-pays méditerranéens, des éleveurs organisent l'alimentation de leur troupeau le plus possible à partir de la production de leur exploitation ; ainsi dans le Vercors, les éleveurs bio implantent sur leurs exploitations les céréales à destination des animaux qui leur faisaient défaut.

Ces choix d'alimentation peuvent se conjuguer avec la transformation et la vente en circuits courts (Havet et al. 2014, Muchnik et al. 2008), mais aussi avec la fabrication de fromages de terroir au lait cru, avec des modes de collecte/transformation plus ou moins pilotés par les éleveurs (Ricard 2013).

Une diversité de fourrages, de modalités d'utilisation et de modes de valorisation des produits à prendre en compte

Globalement, dans de nombreux terrains, tant en France qu'à l'étranger, les formes d'intensification de la production laitière et son intégration dans des filières mondialisées ne sont pas remises en cause, même si des préoccupations environnementales à l'échelle du territoire pourraient infléchir les modes de production dans ces systèmes (Salto).

Des systèmes sortent aujourd'hui de ce modèle de production et de valorisation laitière en diversifiant l'apport alimentaire et le devenir de leur production. En France, les éleveurs utilisent de nombreux aliments en les combinant selon leurs besoins : prairies permanentes (y compris les estives et les parcours) et prairies temporaires aux espèces mélangées selon le milieu et l'objectif en matière de valeur alimentaire, avec des modalités variées de récolte ; cultures fourragères, du maïs ensilé aux céréales ; intrants en quantité et provenances différentes selon l'objectif de production par animal et le disponible sur le terrain. Ces combinaisons se croisent également avec les manières d'envisager la commercialisation des produits : lait standard ou bio en circuit long, transformation par des opérateurs locaux visant à accroître le retour aux éleveurs et la sécurité des débouchés, transformation à la ferme, notamment en fromages bio. Le champ des possibles pour aborder le nouveau contexte de marché semble ouvert.

CONCLUSION

Dans les six bassins laitiers étudiés, les systèmes d'alimentation des animaux ont tous évolué. L'agrandissement des élevages est un moteur général, sauf blocage législatif ou d'ordre social. Quand un bassin s'ouvre vers l'extérieur et développe des circuits longs, la production laitière est intensifiée, notamment grâce à l'implantation de cultures fourragères (prairies temporaires, ensilage de maïs), et à l'utilisation d'intrants alimentaires. Depuis les années 2000, cette voie unique est remise en cause par la montée en puissance des préoccupations environnementales et l'instabilité des prix. La volonté de produire de façon plus autonome, de satisfaire les demandes de la société pour des produits de qualité et de terroir, et l'évolution des politiques environnementales, conduit les éleveurs à mieux valoriser la diversité des ressources locales, en arrêtant la logique d'agrandissement à tout prix et en s'appuyant sur d'autres formes de valorisation (transformation, signes de qualité) et de commercialisation.

Si ces deux principales tendances existent dans tous les terrains étudiés, elles n'ont pas la même importance relative ni les mêmes formes selon les contextes territoriaux. Notre étude confirme ainsi l'importance du contexte territorial sur les voies d'adaptation des systèmes d'alimentation des animaux.

Références

- Béranger C., 2013. *Les représentations de la prairie dans la pensée agronomique de la seconde moitié du XX^e siècle*. Synthèse des séminaires « prairies » du Comité d'histoire de l'Inra et du Cirad, 38 p.
- Chatellier V., 2014. « Économie laitière locale versus économie mondiale ? » in *Premières rencontres internationales sur le lait, vecteur de développement*, Rennes, France, 21-23 mai 2014, p. 61-63.
- Chatellier V., Lelyon B., Perrot C., You G., 2013. « Le secteur laitier français à la croisée des chemins », *Inra Productions Animales* 26(2) :77-100.
- Franzluebbers A.J., Lemaire G., de Facio Carvalho P.C., Sulc R.M., Dedieu B., 2014. "Toward agricultural sustainability through integrated crop-livestock systems: environmental outcomes. Introduction". *Agriculture, Ecosystems and Environment* 190:1-3.
- Havet A., Rémy B., 2014. *Avenir de la production laitière, entre systèmes d'élevage et industries de transformation*. 21^e Renc. Rech. Ruminants, Paris, France, 3 et 4 décembre, 1 p.
- Havet A., Coquil X., Fiorelli J.L., Gibon A., Martel G., Roche B., Ryschawy J., Schaller N., Dedieu B., 2014. "Review of livestock farmer adaptations to increase forages in crop rotations in western France", *Agriculture, Ecosystems and Environment* 190 :120-127, <http://dx.doi.org/10.1016/j.agee.2014.01.009>
- Lescoat P., Havet A., 2014. *Dynamique laitière dans le sud des Deux-Sèvres : États des lieux et perspectives*. 21^e Renc. Rech. Ruminants, Paris, France, 3 et 4 décembre, 1 p.
- Morales H., Correa P., 2014. « Enjeux et retombées des normes et des politiques publiques dans le secteur du lait. Le cas de l'Uruguay ». *Colloque « Le lait, vecteur de développement »*, 1^{es} rencontres internationales, 21-23 mai 2014, Agreenium/Corfilac, Rennes, France. Exposés et posters en session 2 « Spécificités territoriales et dynamiques de développement laitier ». <http://colloque.inra.fr/lait2014>, 70-71.
- Mosnier C., Wieck C., 2013. « Dynamiques régionales de la production laitière en France, en Allemagne et au Royaume-Uni », in Ricard D. (coord), *Les reconfigurations récentes des filières laitières en France et en Europe*, Presses universitaires Blaise Pascal, Ceramac :73-86.
- Muchnik J., Pichot J.P., Rawski C., Sanz Canada J., Torres Salcido G., 2008. *Systèmes agroalimentaires localisés*. Cahiers d'Agriculture 17(6).
- Pimlin A., Faverdin P., Béranger C., 2009. « Un demi-siècle d'évolution de l'élevage bovin. Bilan et perspectives », *Fourrages* 200 :429-464.
- Poux X., Narcy J.B., Ramain B., 2009. *Réinvestir le saltus dans la pensée agronomique moderne : vers un nouveau front éco-politique ?* L'espace politique 2009-3, 17 p. <http://espacepolitique.revues.org/1495>
- Réseau Rural Français, 2010. *Alimentation et agriculture. Résultats du groupe thématique national*. Dossier thématique n°6. 35 p. + annexes. http://www.reseaurural.fr/files/dossier_thematique_n_6_gtn_agriculture_alimentation.pdf
- Ricard D., 2013. « Les filières laitières en Europe : de la production à la transformation », in Ricard D. (coord), *Les reconfigurations récentes des filières laitières en France et en Europe*, Presses universitaires Blaise Pascal, Ceramac :15-52.
- Salette J., 2006. « La Révolution fourragère, 50 ans après. La Révolution fourragère et l'herbe », *Fourrages* 188 :417-429.
- Stapledon R.G., Davies W., 1948. *Ley farming*. Faber & Faber eds, London. http://www.journeytoforever.org/farm_library/ley/leyToC.html



Votre avis nous intéresse

ANNEXE 1: DYNAMIQUES DES BASSINS LAITIERS ET LEVIERS D'ÉVOLUTION DE L'ALIMENTATION

	Dynamique des bassins laitiers	Leviers d'évolution de l'alimentation
Salto	<p>Avant 1970 Approvisionnement de la ville de Salto</p> <p>1970-80 De l'approvisionnement de la ville de Salto à un élargissement des débouchés</p> <p>1980-90 Concentration de la production laitière</p> <p>1990-2000 Spécialisation laitière des élevages et marché national</p> <p>Après 2000 Des exploitations de plus en plus grosses et intensives livrent pour l'exportation</p>	<p>Intensification de plus en plus poussée de l'alimentation des animaux :</p> <p>accroissement des surfaces (i), meilleure gestion de ces ressources (ii), intensification fourragère des prairies temporaires et disparition des cultures de céréales pour les animaux (iii) au profit d'achats de concentrés sur le marché international (iv).</p>
Brasil Novo	<p>1970-95 Petits volumes laitiers vendus directement ou transformés en fromage artisanal</p> <p>1995-2010 Accroissement de la production, avec une commercialisation incertaine</p> <p>Après 2010 Stabilisation d'un bassin laitier avec mobilisation des institutions publiques et existence d'un marché local en expansion</p>	<p>Accroissement des ressources alimentaires fortement lié à la déforestation (i) impossible aujourd'hui, amélioration des prairies naturelles (temps de repos pour l'herbe et désherbage) (ii), implantation de prairies temporaires (iii), impossibilité d'acheter des aliments hors bassin (iv).</p>
Sénégal	<p>Avant 1960 Élevage pastoral sahélien mobile</p> <p>1960-90 Quelques systèmes en transition vers un élevage agropastoral sédentarisé ; première tentative de collecte industrielle</p> <p>1990-2005 Installations de mini-laiteries et développement de noyaux agropastoraux laitiers sédentarisés intensifiés</p> <p>2005-2010 Installation d'un industriel laitier et intensification de la production agropastorale dans une zone de faible taille ; produits de niche vendus en ville</p> <p>Après 2010 Changement de stratégie industrielle : un produit de masse avec du lait en poudre coexiste avec les produits de niche pour la ville ; intensification de la production laitière</p>	<p>Apparition de nouveaux systèmes selon une logique d'intensification (fourrages irrigués pour certains agropasteurs et les fermes laitières) (iii), valorisation des sous-produits locaux (tourteaux d'arachide et mélasse de canne à sucre) déjà ancienne et achats d'aliments concentrés à l'extérieur favorisés par la laiterie industrielle (iv), pas d'amélioration des pâturages de zones sèches (ii), pas d'agrandissement vu la pression foncière sur les zones irriguées (i).</p>
Vercors	<p>Avant 1960 Structuration locale d'une économie laitière et prémices d'une spécialisation laitière du territoire</p> <p>1960-80 Forte restructuration de l'économie laitière et spécialisation</p> <p>1980-2000 « Délocalisation » de l'économie laitière et adoption du « modèle breton »</p> <p>Après 2000 Relocalisation partielle de l'économie laitière</p>	<p>Agrandissement des exploitations qui subsistent (i), utilisation d'engrais et de nouvelles techniques de récolte (ii), implantation de prairies temporaires et disparition des céréales pour l'alimentation humaine (iii), achat de concentrés extérieurs (iv). Au milieu des années 2000, agrandissement en lien avec les associations de collectifs de travail réalisées (i), maintien des prairies et développement possible des céréales pour les animaux (ii et iii), recherche d'autonomie alimentaire entraînant chez certains éleveurs une régression de la contribution des concentrés (iv).</p>

	Dynamique des bassins laitiers	Leviers d'évolution de l'alimentation
Livradois Forez	<p>Avant 1960 Une production laitière ancrée dans le territoire</p> <p>1960-80 Une amorce de désancrage de la production laitière malgré l'émergence d'une identité territoriale forte</p> <p>1980-90 Un désancrage de la production laitière</p> <p>1990-2000 Vers un réancrage de la production laitière</p> <p>Après 2000 Affinement du processus de réancrage de la production</p>	<p>Agrandissement, nouvelles techniques de récolte, nouvelles cultures fourragères, maintien des anciennes cultures et achats de concentrés à l'extérieur (i, ii, iii, iv). Depuis les années 2000, maintien du cap pour les élevages livreurs de lait ; alternative à l'agrandissement (i), sans recours aux fourrages fermentés (ii) pour les « laits tout foin » ; alternative à l'agrandissement (i) pour les éleveurs transformant leur production en fromage : utilisation de ressources herbagères variées (ii) et limitation des achats (iii).</p>
Cévennes	<p>Avant 1960 Exploitations paysannes diversifiées ; déprise agricole</p> <p>1960-90 Deux systèmes en cohérence avec leur milieu et divergents : les laitiers et les fermiers pastoraux. Ventes locales</p> <p>1990-2010 Croiser le fer avec la concurrence dans les circuits longs pour les laitiers ; étendre les circuits vers les zones urbaines pour les chevriers</p> <p>Après 2010 Retour vers la proximité. Retrouver de nouvelles cohérences en lien avec le terroir et les ressources locales pour tous les éleveurs</p>	<p>Jusqu'aux années 2010, agrandissement de l'effectif des troupeaux laitiers (i), amélioration des prairies permanentes (ii) ou remplacement par des prairies temporaires (iii) et achat du foin pour compenser le manque de surfaces cultivables (iv), abandon des espaces jugés peu productifs ou éloignés. Mobilisation des surfaces disponibles en parcours pour les systèmes fermiers pastoraux (i), gestion de cette surface (ii) et parfois accès à des parcelles cultivées (iii). À partir des années 2000, redéveloppement du pâturage (ii) dans tous les élevages (réponse au cahier des charges du Pélardon).</p>

Légende : La colonne « Dynamiques des bassins laitiers » respecte la chronologie ; par contre, la colonne « Leviers d'évolution de l'alimentation » ne peut la respecter puisque les leviers n'interviennent pas successivement dans le temps. Les chiffres i à iv entre parenthèses font référence aux leviers présentés dans le paragraphe « Méthodes d'analyse des transformations des systèmes d'alimentation ».

Pour citer ce chapitre

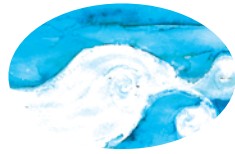
Alain Havet, Sylvie Cournot, Sophie Madelrieux, Martine Napoléone, 2015. « L'évolution conjointe des bassins laitiers et des systèmes d'alimentation des élevages : quelle combinaison des ressources? » in Napoléone M., Corniaux C., Leclerc B. (coords), *Voies lactées. Dynamique des bassins laitiers entre globalisation et territorialisation*, Inra-Sad – Cardère :249-266. DOI : 10.15454/1.447765618135474E12

Affiliation des auteurs

Alain HAVET, Inra, UMR Sad APT, F-78850 Thiverval-Grignon, France
 Sylvie COURNOT, Vétagrosup, UMR Métafort, F-63000 Clermont-Ferrand, France
 Sophie MADELRIEUX, Irstea, UR DTM, F-38402 Saint-Martin-d'Hères, France
 Martine NAPOLÉONE, Inra, UMR Selmet, F-34060 Montpellier, France

Ce travail a été conduit dans le cadre du projet de recherches Mouve financé par l'Agence nationale de la recherche (projet ANR-2010-STRA-005-01).





Entre local et global : quelles reconfigurations à l'œuvre dans les bassins laitiers ?

Résumé

Soumises aux forces croisées de la globalisation et de la territorialisation, comment les activités laitières se transforment dans les territoires ? Quels sont les principaux facteurs qui pèsent sur ces changements ? À partir des trajectoires de sept bassins laitiers (France, Sénégal, Brésil, Uruguay, Vietnam) décrites dans cet ouvrage, nous identifions dans cet article les principaux itinéraires de développement des activités laitières, en considérant à la fois les changements dans la mise en marché des produits, ceux concernant les territoires, ceux enfin à l'échelle des systèmes d'élevage.

Nous soulignons le poids de la demande alimentaire dans ces reconfigurations. Elle concourt à l'émergence et à la diversité des formes de développement dans les territoires. Cette diversité nous paraît être un enjeu majeur pour répondre à la fois à l'augmentation globale de la demande alimentaire mondiale, à la concentration géographique des demandes des consommateurs urbains, mais aussi à la diversité de leurs demandes et enfin à la durabilité des activités dans les territoires.

Mots-clés : itinéraires de développement, facteurs d'évolution, analyse croisée, demande alimentaire.

Between local and global: which reconfiguration within Dairy Basins ? A comparative analysis in various situations

Abstract

All over the world, dairy industry is under pressure of contradictory influences of globalisation and local strategies. What kinds of changes occur in different places? How are they driven? Based on the diachronic analysis of changes in seven Dairy Basins reported in this book (in France, Senegal, Brazil, Uruguay, Vietnam), the present paper proposes an identification of the main types of development pathways for dairy industry in different local situations. Our analysis considers changes in marketing, as well as in husbandry systems or in territorial management. Consumers' demand is very influential on the type of development pathway, resulting in a great diversity of the organisation of dairy industry in the different places. This diversity appears to be a major asset to face the challenges of the increasing global food demand, its concentration in big cities, and also the diversity of consumers' preferences, as well as the sustainability of farming systems in different territories.

Key-words : development pathway, change drivers, comparative analysis, food demand.

Entre local et global : quelles reconfigurations à l'œuvre dans les bassins laitiers ?

Analyse comparative dans des bassins laitiers au Nord et au Sud

Martine NAPOLÉONE *, Jean-Pierre BOUTONNET

GLOBALISATION ET TERRITORIALISATION sont au cœur des débats actuels dans l'industrie et l'agriculture. Certains auteurs s'intéressent en priorité aux dynamiques de développement industriel induites par l'ouverture au marché mondial et aux conséquences de ces dynamiques globales sur les activités et les réseaux d'acteurs dans les territoires. Citons les travaux de Gereffi (1999) pour le secteur de l'habillement, ceux de Rastoin & al. (2007) pour celui des fruits et légumes, ou encore ceux de Zijlstra & de Haan (2012) pour celui des produits laitiers. D'autres focalisent leurs travaux sur le rôle des initiatives portées par des collectifs d'acteurs locaux sur le développement économique local. Ce développement basé sur une combinaison d'activités et de produits est tiré par la demande croissante des consommateurs de produits locaux (Hirczak et al. 2008, Muchnick & de Sainte Marie 2010, Renting et al. 2012). D'autres enfin s'interrogent sur les complémentarités et sur les concurrences possibles entre ces formes de développement dans les territoires (Allaire 2010, Bjørkhaug & Rønningen 2014).

Dans le secteur laitier, ces processus de globalisation d'une part et de territorialisation d'autre part, sont très présents, portés à la fois par des acteurs locaux dynamiques et des agro-industriels puissants. Si la production mondiale de lait reste majoritairement issue d'exploitations familiales plus ou moins intensives et spécialisées (World Bank 2011, USDA 2014), on voit apparaître de très grandes fermes laitières conduites de façon industrielle (Égypte, Vietnam, Danemark, Arabie Saoudite, Brésil...). Les activités de collecte et de transformation du lait sont quant à elles souvent opérées par des entreprises d'envergure

* Auteur de correspondance : napolema@supagro.inra.fr

Résumé

Soumises aux forces croisées de la globalisation et de la territorialisation, comment les activités laitières se transforment dans les territoires ? Quels sont les principaux facteurs qui pèsent sur ces changements ? À partir des trajectoires de sept bassins laitiers (France, Sénégal, Brésil, Uruguay, Vietnam) décrites dans cet ouvrage, nous identifions dans cet article les principaux itinéraires de développement des activités laitières, en considérant à la fois les changements dans la mise en marché des produits, ceux concernant les territoires, ceux enfin à l'échelle des systèmes d'élevage.

Nous soulignons le poids de la demande alimentaire dans ces reconfigurations. Elle concourt à l'émergence et à la diversité des formes de développement dans les territoires. Cette diversité nous paraît être un enjeu majeur pour répondre à la fois à l'augmentation globale de la demande alimentaire mondiale, à la concentration géographique des demandes des consommateurs urbains, mais aussi à la diversité de leurs demandes et enfin à la durabilité des activités dans les territoires.

Mots-clés : itinéraires de développement, facteurs d'évolution, analyse croisée, demande alimentaire

mondiale en pleine restructuration (fusions-absorptions), ce qui n'exclut pas un regain d'intérêt dans tous les pays du monde pour une transformation du lait à la ferme ou dans de petites entreprises artisanales. Une telle diversité est rendue possible par les propriétés du lait lui-même qui se prête tout à la fois au transport sur de longues distances (sous forme de poudre ou de beurre) et à l'élaboration, selon des savoirs très anciens de produits traditionnels prisés par les consommateurs locaux. Le lait met donc en jeu des formes très variées de consommation et de commercialisation. Il est présent aussi bien sur le marché des produits génériques à bas prix, que sur les marchés de niche « haut de gamme » de produits locaux traditionnels. Il constitue donc un bel objet de recherche pour comprendre ces dynamiques en cours entre local et global.

Entre mondialisation et territorialisation des flux, un double processus est à l'œuvre dans les filières laitières. Quels sont les facteurs qui contribuent à leur émergence et à leur développement ? Comment ces processus s'expriment-ils et se construisent-ils dans les territoires ? Quelles conséquences ont-ils sur les transformations des activités d'élevage ?

Ce chapitre a pour ambition de contribuer à apporter des réponses à ces questions en faisant ressortir les principaux itinéraires de développement des bassins laitiers et les facteurs qui ont contribué à ces itinéraires. Cet éclairage du passé ancien et récent vise aussi à interroger plus précisément le devenir des activités dans le territoire. Nous nous appuyons pour cette analyse sur les trajectoires de sept bassins laitiers décrites dans cet ouvrage (chapitre 2 p. 37). Après une rapide présentation de la démarche utilisée, nous analyserons successivement trois types d'itinéraires de développement : a) le premier axé vers le développement de l'agro-industrie, b) le second que nous qualifions de « bassin centré », c) enfin le dernier conjuguant à la fois des dynamiques globalisées et des dynamiques localisées. En discussion nous reviendrons sur les principales formes de développement, en soulignant le poids de la demande alimentaire sur ces reconfigurations et l'intérêt de leur coexistence dans les territoires.

MÉTHODE

Des formes de développement aux itinéraires de développement

La méthode que nous avons mise en œuvre visait à rendre compte des processus de transformation des activités laitières au sein de bassins laitiers (cf. encart « Bassin laitier ») et à identifier des facteurs explicatifs. Notre analyse repose sur le postulat que les reconfigurations dans les bassins laitiers sont tirées par deux types de processus : l'un de mondialisation, l'autre de territorialisation. Nous rappelons ici les principaux éléments du cadre d'analyse utilisé (Napoléone & Corniaux, chapitre méthodologique de cet ouvrage p. 21) :

- les relations système d'élevage–filière–territoire ont été vues comme un système. Ce modèle permet d'analyser les caractéristiques relatives à la filière, et plus précisément à la mise en marché, au territoire ou aux systèmes d'élevage, ainsi que leurs interrelations ;
- en utilisant ce modèle, les deux processus de mondialisation et de territorialisation ont été représentés par deux idéaltypes, au sens donné par M. Weber (1971).

Chacun de ces deux processus met en relation de façon spécifique les attributs de ce système (cf. encart « Idéaltypes »).

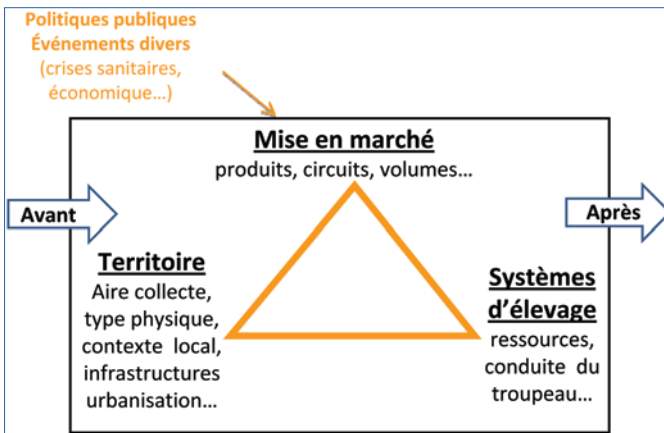


Figure 1. Représentation systémique des interrelations entre filière, système d'élevage et territoire.



Deux idéotypes contrastés

GLOBALISATION : UN PROCESSUS « TIRÉ » PAR UNE DYNAMIQUE AGROINDUSTRIELLE ET SECTORIELLE

Au niveau de la filière et de la mise en marché : concentration des entreprises, allongement des circuits commerciaux, connexion forte avec des centrales d'achat de la grande distribution, standardisation des produits.

Au niveau du territoire : rationalisation des circuits de collecte, concentration des élevages dans les zones favorables (plaines), proches des laiteries et des zones de ramassage.

Au niveau des systèmes d'élevage : augmentation des effectifs et des volumes produits, homogénéisation des pratiques et des systèmes de production (modification des pratiques de reproduction, recours à l'affouragement).

Cette dynamique favorise les exploitations les plus grandes, localisées à proximité des lieux de collecte, disposant de bonnes terres cultivables pour produire l'alimentation fourragère du troupeau.

TERRITORIALISATION : UN PROCESSUS « TIRÉ » PAR DES DYNAMIQUES COLLECTIVES – LOCALES – TERRITORIALES

Au niveau de la filière : maintien de petites unités de production et de process de transformation artisanaux, émergence de projet(s) collectif(s) de mise en marché impliquant une diversité d'activités locales, développement de circuits de proximité, ancrage territorial des produits.

Au niveau du territoire : territoires souvent plus enclavés, maintenance d'une niche laitière fromagère et d'une « culture locale » du produit, développement de dynamiques identitaires.

Au niveau des systèmes d'élevage : lien entre pratiques, terroir et diversité des savoir-faire.

Cette dynamique favorise les réseaux sociaux et productifs locaux, la diversité des systèmes d'activités du territoire.

Chaque situation étudiée, caractérisée par des formes d'interaction qui lui sont propres à chaque période de sa trajectoire (cf. encart « Lecture des changements »), a ainsi pu être mise en regard de ces deux idéotypes. Cette confrontation a permis de révéler des combinaisons, des compromis et des complémentarités entre ces idéotypes dans les territoires. Nous avons ainsi distingué trois grands types de bassins laitiers selon leur proximité aux idéotypes (Napoléone et al. 2014) :

- ceux où dominent des formes industrialisées ;
- ceux où se côtoient diverses formes de développement ;
- ceux où dominent des formes territorialisées.

Nous parlerons dans cet article de **forme de développement**, pour qualifier chaque forme d'interactions (F/T/SE) au sein du système. Dans un territoire, il peut y avoir une seule forme de développement ou plusieurs. Nous parlerons **d'itinéraire de développement**, pour qualifier, à l'échelle du territoire, les types de succession mettant en jeu une ou plusieurs formes au cours du temps.

Une lecture diachronique des changements

Les changements à l'œuvre dans les bassins laitiers concernant les filières, les systèmes d'élevages et les territoires, repérés à partir d'analyse compréhensives et d'archives, ont été consignés sur dans une frise historique (50 ans en moyenne). Cette chronique a permis d'analyser les formes d'interrelation présentes dans le bassin laitier et leurs évolutions. Les changements dans ces formes d'interrelation au cours du temps, marquent des changements de séquences. L'ensemble de ces séquences forme la trajectoire du bassin.

Les bassins laitiers étudiés

L'analyse a porté sur sept bassins laitiers situés dans quatre parties du monde :

- « Salto » (Uruguay) : bassin laitier autour de la ville de Salto, au nord-ouest de l'Uruguay frontalier avec l'Argentine ;
- « Brasil Novo » (Brésil) : bassin laitier autour de la ville de Brasil Novo, le long de la Transamazonienne, sur un front pionnier ;
- « Pélardon Cévennes méridionales », « Livradois-Forez », « Quatre montagnes » (France) : trois bassins laitiers situés dans des massifs de montagne ou de semi-montagne, dans le Massif Central (en zone centrale ou sur les contreforts sud) et dans les Alpes ;
- « Basse vallée fleuve Sénégal » (Sénégal), bassin à l'embouchure du fleuve Sénégal, en zone sahélienne ;
- « Ba Vi » (Vietnam), à l'ouest de la province de Hanoi.

LES ITINÉRAIRES DE DÉVELOPPEMENT DANS LES BASSINS LAITIERS

Un développement axé sur la construction d'un système agroindustriel

Il s'agit d'un bassin laitier dans lequel il n'y a que des formes agroindustrielles et dont le développement a été de tout temps orienté vers la mise en place de ce type de modèle. L'exemple du bassin de Salto en Uruguay (Correa et al. ¹) permet de comprendre comment émerge et se développe un tel bassin agroindustriel. C'est un bassin créé de toutes pièces, dans une région sans tradition laitière, sous l'impulsion de l'État et de la faculté d'Agronomie.

Il s'est développé en plusieurs étapes (fig. 2) :

- Étape A : Développement d'une industrie laitière ajusté sur la demande captive urbaine intrabassin ;
- Étape B : Conquête de marchés vers des pays partenaires. Des accords de préférence commerciale, protégeant le commerce avec ses pays voisins d'Amérique Latine sont mis en place ;
- Étape C : Conquête de marchés à l'exportation vers le commerce mondial.

¹ Voir cet ouvrage p. 39 pour une analyse détaillée des transformations du bassin laitier de Salto.

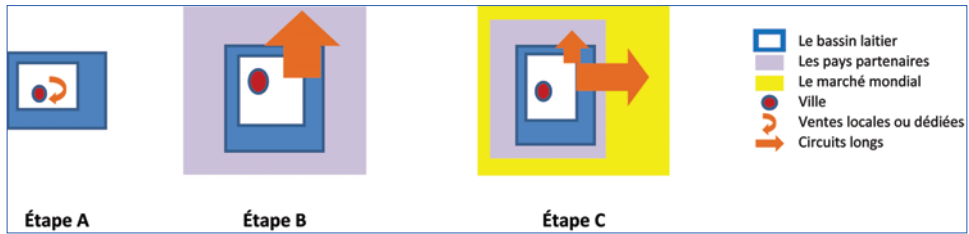


Figure 2. Les étapes de la construction du bassin agroindustriel

Étape A : Ventes urbaines intrabassin dans un marché dont les prix sont soutenus par l'État.

Étape B : Ventes aux pays partenaires dans un marché protégé par des accords internationaux.

Étape C : Positionnement sur le marché mondial en croissance, compte tenu de la demande des pays émergents.

LES FACTEURS QUI ONT FAVORISÉ CE PROCESSUS D'INDUSTRIALISATION ET DE GLOBALISATION DANS CE BASSIN

Entre demande et transformation

L'activité laitière et de transformation a été créée de toutes pièces dans un bassin sans tradition laitière. En conséquence, il n'y avait dans ce bassin ni savoir-faire fromagers, ni demande en produits laitiers.

Un modèle industriel de transformation laitière a été mis en place (industrialisation des process de traitement du lait collecté, fabrication de produits génériques peu typés). Les consommateurs se sont peu à peu habitués aux produits industriels génériques.

Le développement de l'industrie a été progressivement ajusté à la taille des marchés cibles et inversement. Trois types de marchés cibles se sont succédé sur un pas de temps d'une quarantaine d'années : demande urbaine captive intrabassin, puis vente aux pays voisins partenaires, dans un marché protégé par des accords commerciaux, puis enfin, vente sur le marché mondial, favorisée par l'augmentation de la demande des pays émergents.

Entre transformation et production : des facteurs d'ajustement à l'échelle du territoire et des exploitations

À l'échelle du territoire et des systèmes d'élevage, plusieurs facteurs ont permis aux producteurs et aux transformateurs d'ajuster progressivement leurs activités respectives à des besoins croissants en lait :

- un important potentiel de développement de la production laitière :
 - à l'échelle du territoire par la conversion de producteurs de céréales ou de viande bovine en éleveurs laitiers ;
 - à l'échelle de chaque élevage par l'augmentation du nombre d'animaux affectés à l'activité laitière dans l'exploitation, et l'intensification des pratiques de production (laitière et fourragère) ;

- un territoire vaste pour l'agriculture et l'élevage, et des terres répondant bien à l'intensification fourragère ;
- une diffusion du progrès technique organisée (amélioration des productions fourragères, techniques de conservation de fourrages, sélection génétique...), accompagnée du développement de la mécanisation et des équipements (refroidissement du lait) ;
- le caractère familial des exploitations : le développement d'un tel système agroindustriel s'est appuyé sur l'agrandissement d'exploitations familiales. Le capital financier et social appartient à la famille. Bien qu'il s'agisse de grandes exploitations, nous ne sommes pas, actuellement pour ce bassin laitier, dans un schéma d'agriculture de firme, sous une forme financiarisée tel que décrite par EHESS (2013) et Hervieu & Purseigle (2013) ;
- une structuration et une organisation de l'interprofession à l'échelle nationale et régionale.

Un accompagnement de l'État

- par des incitations fortes. Tout d'abord en soutenant l'économie laitière pour la demande urbaine intrabassin puis en libéralisant les prix à l'exportation (tout en maintenant la fixation du prix intérieur) ;
- en aidant à la mise en place d'une industrie laitière et d'une structuration de l'élevage laitier autour de cette entreprise ;
- en développant les infrastructures (routes, eau, électricité).

LES ENSEIGNEMENTS DE CET ITINÉRAIRE TOP DOWN CONCERNANT LE MODÈLE « GLOBALISATION »

Un lien « politique » au territoire

Le lien de ce système au territoire ne se situe pas dans les caractéristiques du produit mais dans les attributs du territoire (vastes surfaces disponibles, répondant aux techniques culturales, proximité géographique avec des pays demandeurs), ainsi que dans la construction du système productif (exploitations laitières et industrie performante) soutenu, comme un des leviers de développement de cette région, par les politiques publiques locales appuyées par les politiques nationales.

Progressivité et cohérence du système

Le modèle sous-jacent au développement de ce bassin orienté vers l'agro-industrie est bien celui de la globalisation et de l'industrialisation. Nous y voyons l'importance des ajustements, d'une part entre la demande du marché et le tissu industriel susceptible de répondre à cette demande, et d'autre part entre la demande des industriels et le tissu d'exploitations.

Au-delà de ce constat, l'histoire du bassin nous montre que son évolution assez « linéaire » peut être qualifiée de progressive et cohérente. Ce n'est en effet que très progressivement que se sont mis en place les éléments du modèle, permettant ainsi aux facteurs de production de se développer en phase (développement progressif de l'industrie, des volumes produits par les éleveurs, des infrastructures, des marchés et de la demande).

À toutes les étapes, ce système maintient sa cohérence interne, en ajustant tout à la fois les produits fabriqués à la demande du marché choisi (nature-volume), la production primaire à la demande des industriels, et les aménagements du territoire aux développements conjoints de la production en exploitation (augmentation des surfaces, intensification des terres...) et de la demande des industriels. Les caractéristiques du milieu physique favorables (grandes étendues disponibles, terres répondant bien à l'intensification, terrains peu accidentés) ont certainement joué un rôle facilitateur dans ce processus.

Étape après étape, ce système agroindustriel a pris de l'importance. Sur l'ensemble de ce processus de développement, la cohérence entre l'ensemble des éléments du système semble maintenue. C'est comme si, accompagnées par les mesures politiques, la production primaire, l'industrialisation et la globalisation du système avaient avancé conjointement et pas à pas vers la situation actuelle. Progressivité et cohérence ont sans doute donné à ce système agroindustriel une certaine robustesse et une capacité à répondre actuellement à la demande croissante du marché des pays émergents.

Et l'avenir, vers quelles formes de développement ?

Correa et al. (ce volume, p. 39) montrent que ce processus de globalisation se poursuit aujourd'hui, en lien avec la demande toujours croissante des pays émergents. Ils relèvent cependant que la forte concurrence pour la terre, et les exigences accrues de l'industrie laitière, conduisent celle-ci à sélectionner pour leur collecte les plus grandes exploitations. En conséquence, les petites exploitations ayant peu de foncier sont exclues de cette dynamique. La cohérence du système industriel passe donc là par l'exclusion de certaines formes d'agriculture peu compatibles avec ce modèle. Correa et al. (op. cit.), indiquent toutefois que certaines de ces petites exploitations développent des systèmes alternatifs qui associent des productions laitières et du maraîchage, vendu sur des circuits de proximité urbains. Certes, ces situations sont marginales en volume comme en nombre d'éleveurs/agriculteurs. Peut-on cependant voir cela comme un signal faible d'une nouvelle forme de développement ? Comme une tendance à l'émergence de niches agricoles localisées, et de nouvelles formes commerciales basées sur des relations de proximité entre le producteur et le client ?

Si cette évolution se confirme et se poursuit, la dynamique dans ce type de bassin s'orienterait alors vers deux formes de développement : d'une part une agro-industrie puissante, fournie en lait par des élevages de grande taille, orientée vers le marché à l'exportation

et les circuits longs urbains de distribution, et d'autre part des formes plus localisées, concernant les exploitations de petite taille, pour une demande de proximité en produits agricoles diversifiés (légumes, fromages, lait...).

Un développement « bassin centré »

À l'inverse du modèle précédent, intéressons-nous maintenant à l'évolution d'un bassin dont le développement s'est construit sur des bases territoriales. Ce développement est resté endogène jusqu'à présent. La production, la transformation, la consommation s'effectuent à l'intérieur du bassin, sur des bases économiques, sociales et culturelles locales.

L'exemple du bassin laitier de Brasil Novo est intéressant à ce titre (Poccard & Carvalho¹). C'est un bassin totalement enclavé le long de la route transamazonienne. La piste peu carrossable ne permet pas la circulation de camions semi-remorques. De ce fait, les échanges entre le bassin et l'extérieur sont réduits. Le développement de ce bassin correspond à celui d'un front pionnier, décrit par Poccard & Corniaux (2007). Le bassin est né avec l'arrivée de quelques migrants issus de régions laitières. Trois grandes étapes ont jalonné ensuite son développement (fig. 3).

- étape A : Émergence d'une activité fermière de production de fromage, complémentaire à la production de viande. Elle s'est développée en lien avec l'évolution de la demande des consommateurs locaux. Nous entendons par activité fermière, une transformation à la ferme du lait en fromage, sur la base de savoir-faire de l'éleveur. Il s'agit donc ici de savoir-faire de migrants, issus de leurs régions d'origine ;
- étape B : Émergence d'une activité laitière artisanale. Des laiteries collectent dans un rayon de proximité, pour fournir la demande urbaine et locale en fromage. Les processus de fabrication de ces laiteries sont artisanaux et proches des processus de fabrication traditionnels du fromage fabriqué localement ;
- étape C : Consolidation de l'activité laitière sur des bases territoriales, pour répondre à la demande croissante des consommateurs urbains locaux. Des investisseurs locaux/régionaux facilitent la modernisation de l'outil de transformation. Des éleveurs misent sur la production laitière et spécialisent leur exploitation en production laitière, ce qui est sur la zone une innovation. En parallèle, ils améliorent les pâturages (techniques de culture, variétés). L'État autorise ce type de développement en assouplissant les normes de fabrication des fromages, pour qu'elles soient compatibles avec les processus de transformation artisanaux et la fabrication du fromage traditionnel ;

¹ Voir ce volume p. 185 pour une analyse détaillée des transformations du bassin laitier de Brasil Novo.

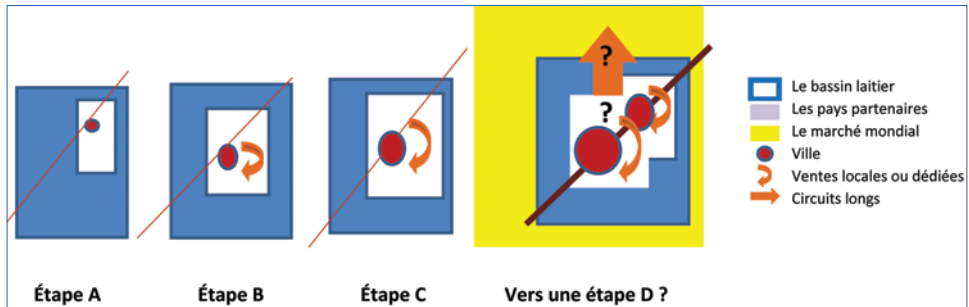


Figure 3. Les étapes de l'itinéraire « bassin centré »

Étape A : Émergence d'une activité fermière ;

Étape B : Premières laiteries artisanales autour du bourg ;

Étape C : Consolidation de l'activité laitière ;

Étape D : Vers la mixité des formes de développement dans le bassin ?

- vers une étape D ? Arrivée de l'agro-industrie ? La construction d'un très grand barrage dans la région pourrait stimuler le développement d'une forte demande urbaine, ainsi que l'amélioration des infrastructures, notamment routières. Le désenclavement du Bassin pourrait susciter l'arrivée de grands groupes agro-industriels. Dans ce cas, nous assisterions peut être à une diversification des formes de développement (Poccard & Carvalho, op. cit.).

LES FACTEURS QUI ONT FAVORISÉ CE PROCESSUS « BASSIN CENTRÉ »

Entre demande et transformation

- Une demande qui grossit peu à peu, en restant locale
- Un savoir-faire local
- L'enclavement de la zone réduisant les échanges avec l'extérieur et contribuant à la consolidation d'une culture laitière locale et à l'éducation des consommateurs aux produits locaux.
- Le développement progressif de la transformation artisanale en lien avec l'évolution de la demande locale.

Entre transformation et production : facteurs d'ajustement à l'échelle du territoire et des exploitations

- Le développement progressif de la production primaire, a) au niveau de chaque exploitation par ajustement du rapport animaux lait/animaux viande, b) au niveau du territoire par le nombre d'éleveurs se mettant à faire du lait.
- Un potentiel de producteurs pouvant se convertir au lait au niveau du territoire.

- Un territoire vaste pour l'élevage et des terres répondant bien à la mise en culture. Celui-ci a permis aux éleveurs d'ajuster la ressource fourragère produite/disponible à l'augmentation des besoins des troupeaux en agrandissant la surface exploitée (avant 2008), ou en améliorant leurs techniques culturales (après 2008).
- L'État accompagne (mais n'impulse pas) ce développement « bassin centré » de forme territorialisée par un cadre législatif autorisant ce type de produit et d'activité.

Plusieurs nouveaux facteurs, jusque-là étrangers au territoire, pourraient conduire à l'émergence d'une nouvelle forme de développement. Avec la construction du barrage, l'arrivée de capitaux extérieurs et d'une nouvelle clientèle urbaine mais non familiarisée aux produits locaux, la mise en place d'infrastructures routières permettant les échanges entre le bassin et l'extérieur (exportation des produits mais aussi arrivée de poudre de lait), l'existence d'élevages aujourd'hui non spécialisés en lait mais prêts à le faire pour compenser la difficulté d'étendre les terres, sont autant d'ingrédients favorables à l'arrivée de groupes agro-industriels sur la zone et à la mise en place d'un modèle globalisé.

LES ENSEIGNEMENTS DE CET ITINÉRAIRE *BOTTOM-UP*

Le processus de développement de ce bassin laitier a été initié par la base. Il a eu pour ferment la construction chemin faisant d'une culture fromagère locale (des producteurs, des artisans, un savoir-faire de transformation partagé par les producteurs et les transformateurs, et des consommateurs éduqués et captifs). L'État n'est intervenu qu'ensuite pour permettre la pérennité de ces activités.

Dans ce schéma de développement, les caractéristiques du territoire ont fortement joué

La dynamique de ce bassin est très liée à son territoire, de multiples façons : par son enclavement qui a limité les échanges commerciaux avec l'extérieur et maintenu une demande urbaine captive et croissante ; par ses terres dont la taille et la qualité (surfaces exploitables disponibles et à fort potentiel cultural) ont permis le développement de la production ; et par la présence d'agriculteurs prêts à se convertir à la production laitière. Le lien au territoire s'est fait aussi à travers le produit et le savoir-faire apporté par les migrants et perpétué aujourd'hui par les laiteries artisanales, ainsi que par la demande des consommateurs locaux, habitués à ce produit artisanal.

Progressivité et cohérence du système autour d'un modèle

Comme dans le cas précédent de Salto, on peut aussi noter la progressivité du développement et la cohérence entre les éléments de ce système, ici orienté vers la mise en place d'une activité laitière territorialisée. Si on retrouve des éléments de même nature (la de-

mande, les stratégies des laiteries, les systèmes d'élevage, le territoire), leurs caractéristiques sont ici très différentes de celle du modèle globalisé : la demande y est locale, connaisseur des produits, les unités de transformation de petite échelle permettent de répondre à une demande de proximité. Comme dans le cas de Salto, il y a deux variables d'ajustement entre la demande des transformateurs et la production des éleveurs : les reconversions d'exploitations et au sein des exploitations, l'évolution du rapport entre les animaux laitiers et les animaux viande.

À l'avenir, vers quelles formes de développement ?

L'arrivée probable de l'agro-industrie va-t-elle jouer sur la dynamique en cours ? Conduira-t-il à une dynamique d'industrialisation et de globalisation ? Une production artisanale de fromages typés, s'adressant aux consommateurs locaux connaissant le produit se maintiendra-t-elle ? Une reconnaissance à travers un signe de qualité favoriserait-elle une diversité de formes de développement ?

Nous pouvons faire l'hypothèse d'une diversification des types de demande en produits laitiers dans le bassin. Une première demande est celle d'aujourd'hui, qui devrait se maintenir, émanant d'une population recherchant un produit typé, de proximité. La seconde, consécutive à l'arrivée de migrants travaillant au barrage, serait celle de consommateurs nombreux, non éduqués aux fromages locaux, concentrés dans une zone urbaine. Il s'agirait donc plutôt d'une demande de masse, au contraire de la demande qui a prévalu jusqu'à présent. Ainsi le territoire connaîtrait, au moins au début, deux formes de développement : l'une « tirée » par la demande des consommateurs de la ville nouvelle du barrage, et poussée par les industriels et les capitaux extérieurs au territoire, l'autre reposant sur les habitudes des consommateurs locaux connaisseurs du produit traditionnel. Le cadre législatif autorise le maintien de ces deux types de transformation et de produit. Ce cadre ne représente cependant pas une protection spécifique du produit, comme pourrait l'être un signe officiel de qualification sur des bases territoriales. Quelle peut être la durabilité de l'équilibre de ces formes dans le territoire ? La diversité et la spécificité des deux types de demande permettront-elles le maintien de ces formes de développement ? Des formes de régulation seront-elles nécessaires ?

Un développement construit à partir de dynamiques sectorielles et territoriales

Nous traitons ici le cas de bassins laitiers dont les itinéraires ont été jalonnés d'avancées et de reculs de formes de développement contrastées. Cinq bassins sont dans ce cas : les trois bassins français, celui de la basse vallée du fleuve Sénégal et celui de Ba Vi au Vietnam. Après avoir repris schématiquement les itinéraires de ces bassins ¹, nous tirerons des enseignements de ces itinéraires.

LES TROIS BASSINS FRANÇAIS : DES TRAJECTOIRES « TIRÉES » PAR L'ÉVOLUTION DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES

Les étapes de la transformation de ces bassins

Ces trois bassins sont dans un même contexte national, politique, social, économique. Regardons en parallèle les grandes étapes de l'évolution de l'agriculture en France et les changements spécifiques opérés dans chaque bassin laitier pour mettre en lumière la façon dont les processus de globalisation ou de territorialisation ont joué de façon différenciée sur les changements des activités (fig. 4).

Ces bassins présentent des proximités mais aussi des différences (encart ci-contre).

DES PROXIMITÉS ENTRE LES TROIS BASSINS

Il s'agit de trois petits bassins laitiers localisés dans des massifs de montagne ou de semi-montagne, de tradition laitière et fromagère ancienne, reconnue aujourd'hui par des AOP. Ils sont situés dans des territoires emblématiques faisant partie de parcs nationaux ou régionaux. Ils sont à proximité de plaines fortement urbanisées et bien desservies par des infrastructures routières. Celles-ci représentent de grands bassins de consommation avec des consommateurs ayant une connaissance des fromages traditionnels régionaux (Clermont-Ferrand pour le Livradois-Forez, Grenoble pour le Vercors, Montpellier pour les Cévennes).

DES DIFFÉRENCES ENTRE CES TROIS BASSINS

Dans le Livradois-Forez et les Quatre Montagnes, il s'agit de production laitière de lait de vache, dont le marché a été régulé par l'État entre 1984 et 2015. Les exploitations de ces deux bassins sont quasiment toutes laitières. Dans ces deux bassins, l'essentiel de la SAU est cultivable. Dans les Cévennes méridionales, il s'agit de production caprine, dont le marché n'a jamais été régulé par l'État. Le territoire est essentiellement boisé et les surfaces cultivables rares. Dans ce territoire sous influence méditerranéenne, les bois et parcours ligneux prédominent. Les exploitations de ce bassin sont fermières à 80 %.

Avant-guerre et jusqu'aux années 1960 : le modèle paysan prédomine

Dans les trois bassins, comme ailleurs en France, des paysans transforment le lait à la ferme (beurre, fromage) pour la consommation familiale, et vendent les surplus. Dans ces régions de tradition laitière, de petites laiteries artisanales se créent. Ces laiteries collectent dans des rayons de proximité et écoulent sur les circuits de proximité ou dans les villes proches de ces bassins.

¹ Le lecteur pourra se reporter aux analyses détaillées de ces bassins dans les chapitres correspondants de cet ouvrage.

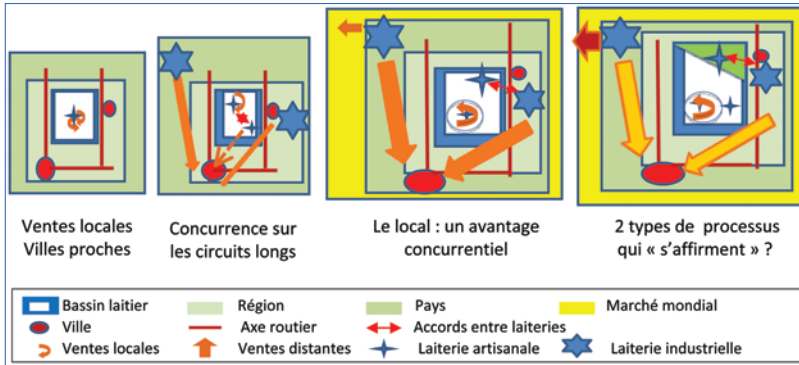


Figure 4. Des mouvements de « balancier entre territorialisation et globalisation » et des formes de développement distribuées dans le territoire.

Étape A : petite agriculture paysanne avec ventes de proximité.

Étape B : La grande distribution capte la consommation. Arrivée des groupes industriels sur ces circuits. Les fabrications artisanales peinent à vendre localement, se tournent vers les marchés urbains, sont en concurrence avec les grands groupes laitiers. Nombreuses fusions entre laiteries.

Étape C : Les valeurs du local montent en puissance dans la demande, les formes de développement réévaluent : a) des dynamiques localisées, b) associations et fusions avec des laiteries industrielles régionales, c) groupes laitiers nationaux présents dans les marchés urbains. Cette dynamique se poursuivra-t-elle vers une étape D dans laquelle des types de processus très différenciés s'affirmeront dans les territoires, avec éventuellement une différenciation géographique des activités ?

1950-1990 : d'un système agroalimentaire à l'autre ?

En France, la modernisation de l'agriculture et la construction de filières fortes sont en marche depuis les années 1960. La réussite de ce modèle conduira dans les années 1980 à une surproduction laitière et à la saturation des marchés. Les transformateurs et distributeurs segmentent alors les gammes pour gagner des parts de marché, par des signes de différenciation officiels ou non (SOQ, MDD, produits bio, ou simplement par l'étiquette bucolique). Les rachats et les formes coopération entre des groupes industriels et des laiteries locales se multiplient.

Dans les trois bassins, le processus d'intensification se met en place **dans les zones qui répondent le mieux aux techniques culturales et à l'agrandissement**, et qui présentent des caractéristiques favorables à l'expansion des groupes laitiers industriels (axes routiers, forte densité d'élevage pour réduire les coûts de collecte...). L'image du producteur laitier moderne et performant, capable de modifier ses productions pour répondre aux demandes des industriels, s'impose dans les groupes professionnels laitiers (Béranger

2013, Salette 2006). Dans les Quatre Montagnes et le nord du Livradois-Forez, cette forme de développement s'impose peu à peu durant cette période. Dans les fermes, l'intensification des surfaces fourragères est en marche. Le lait est collecté par l'industrie pour la fabrication de produits standards, sans mention de lien à l'origine. Houdart et al. (ce volume p. 89) et Madelrieux et al. (ce volume p. 111) parlent de désancrage de la production au terroir sur cette période.

Des zones propices au maintien d'une demande locale et de formes traditionnelles de production et de transformation : en Cévennes et dans le sud du Livradois-Forez, zones de cœur de massif plus difficiles d'accès, persiste une demande locale en produits traditionnels, qui contribue au maintien d'une activité laitière artisanale. Cette demande locale, dans ces zones de cœur de bassin frappées par la déprise, peut toutefois être insuffisante au regard des volumes transformés. Dans ce cas, pour accéder aux circuits de la grande distribution, les laiteries artisanales peuvent conclure des accords de collecte ou commerciaux avec des grands groupes laitiers (Corniaux et al., ce volume p. 227). L'accès à ces circuits a des conséquences importantes sur la gestion de la collecte et sur celle des systèmes de production (Napoléone & Boutonnet, ce volume p. 157).

En Cévennes, les chevriers fermiers contribuent au maintien d'une offre de vente en circuit court au cœur du bassin laitier, mais aussi, dans les zones urbaines extérieures au bassin (marchés de plein-vent, épicerie du coin de la rue...).

L'État aide au maintien de l'agriculture et de la collecte dans ces zones de montagne, considérées comme en retard de développement. Les aides sont pensées, à cette période, pour compenser des « handicaps naturels » comparativement aux zones de plaine (annexe 3 de cet ouvrage).

Depuis 1990 : vers un renouveau des formes de consommation et d'agriculture ?

En France, les critères de proximité, de lien aux producteurs, le caractère naturel d'un produit ou l'image de sa zone de production prennent de l'importance pour les consommateurs. Les transformateurs (agro-industriels ou petites entreprises artisanales) et les opérateurs de la distribution alimentaire s'adaptent en valorisant des attributs immatériels des produits et en mettant en scène le local. Dans le même temps, la demande des pays émergents constitue pour les grands groupes laitiers, une perspective de croissance importante (Idèle 2012, 2013, 2014). Ces groupes peuvent donc conjuguer deux grandes orientations stratégiques : se positionner dans le marché mondial en croissance, et maintenir une place dans le marché national.

Dans les trois bassins étudiés, depuis la fin des années 2000, pour les laiteries artisanales situées en cœur de massif, c'est le retour à des dynamiques territoriales. Avec l'évolution des modes de consommation, les acteurs locaux et les petites laiteries réaffirment un ancrage au local avec des dimensions culturelles¹. Les circuits commerciaux évoluent vers des circuits de proximité (géographique ou organisationnelle), des circuits de niche, leur permettant de tirer parti de leur caractère artisanal et de l'image locale du produit et de l'activité. Dans certaines en-

seignes de grande distribution, en dehors des contrats de référencement faits par leurs centrales d'achat, les gérants négocient des contrats spécifiques pour mettre en avant la proximité entre le producteur et le consommateur.

¹ Y compris dans les Quatre Montagnes où le groupe Lactalis s'est désengagé (Madelrieux & Alavoine-Mornas, ce volume p. III).

Par ailleurs, les grands groupes laitiers maintiennent une collecte dans les zones des bassins, compatibles avec les exigences d'une collecte industrielle ¹ (nord du Livradois-Forez, Quatre Montagnes). Cette collecte leur permet de se positionner sur certains créneaux commerciaux du marché national ou international (lait bio, lait tout foin, AOP, IGP...). Différentes formes de développement s'affirment donc dans ces bassins en lien avec des créneaux commerciaux spécifiques.

DANS LE BASSIN LAITIER « BASSE VALLÉE DU FLEUVE SÉNÉGAL » : UNE PARTITION TERRITORIALE DES SYSTÈMES AGRIALIMENTAIRES

Corniaux (ce volume p. 143) décrit une trajectoire en quatre étapes ² :

- 1960-1990 : transition d'un élevage pastoral vers un élevage agropastoral. Sous l'impulsion de l'État, les zones inondables de la basse vallée du fleuve Sénégal sont irriguées, la riziculture se met en place et des agroindustries (riz, canne à sucre, tomate) se développent. L'installation de petits éleveurs agriculteurs sédentaires en zone irriguée est favorisée. *A contrario*, les troupeaux peuls transhumants n'ont plus accès à ces zones en saison sèche.
- 1990-2004 : installation des premières minilaiteries en zones irriguées ;
- 2004-2009 : installation d'un industriel qui collecte en zone sèche ;
- Depuis 2009 : intensification laitière en lien avec le projet de développement industriel.

Ce bassin présente un développement différencié entre deux zones (fig. 5) :

- la partie irriguée pour le développement de l'agro-industrie et de la grande culture. Dans cette partie du bassin, des systèmes agroalimentaires localisés se sont mis en place, organisés autour d'entreprises artisanales qui transforment le lait des quelques éleveurs laitiers sédentarisés dans un rayon de proximité (10 km), et vendent dans les zones urbaines proches. La production laitière en élevage s'y est intensifiée. Elle valorise les sous-produits de l'industrie locale (canne à sucre). On a donc là un système agroalimentaire localisé qui met en lien diverses activités au sein d'un territoire relativement restreint : des industriels fournissant des sous-produits et des élevages ayant besoin de ces sous-produits pour alimenter leurs animaux, des laiteries collectant à proximité et vendant à la ville voisine. Ce système présente une cohérence forte ;
- la zone sahélienne. C'est un espace d'élevage pastoral. Les troupeaux produisent du lait et de la viande. Les productions ont une grande valeur symbolique. Les éleveurs

¹ Volumes collectés par tournée, facilité d'accès...

² Voir Corniaux (ce volume p. 143) pour une analyse détaillée des transformations du bassin laitier de la basse vallée du fleuve Sénégal.



peuls pratiquaient autrefois la transhumance vers les zones en bordure du fleuve durant la saison sèche. Ce qui n'est plus possible depuis la mise en culture de la zone irriguée. L'installation d'un industriel laitier, collectant en zone sahélienne et valorisant l'image du lait local sur des circuits de niche de Dakar (distant de 300 km), a conduit à un développement de la production laitière dans cette zone sèche. Pour soutenir la production, les éleveurs sont encouragés à utiliser des intrants (sous-produits des industries de la zone irriguée). On a donc là un système différent du précédent, organisé autour d'un industriel qui collecte dans une région un produit à haute valeur symbolique, correspondant à la demande de consommateurs sur des circuits de niche à Dakar. L'ajustement de la production à la demande de l'industriel se fait au niveau de l'élevage (peul) par le nombre d'animaux traits ¹ (troupeaux mixtes lait-viande), et par le soutien de la production laitière individuelle par apport de complément. L'arrivée récente de capitaux internationaux (Danone) dans celui de la laiterie, va conduire sans doute à des évolutions de la stratégie commerciale de l'entreprise (circuits de distribution et des produits vendus), mais aussi des évolutions des circuits de collecte et des types d'élevages collectés (Corniaux, ce volume p. 143). Il est probable que le système mettant en relation une laiterie – une demande, des producteurs, un territoire – va évoluer vers une nouvelle forme de cohérence.

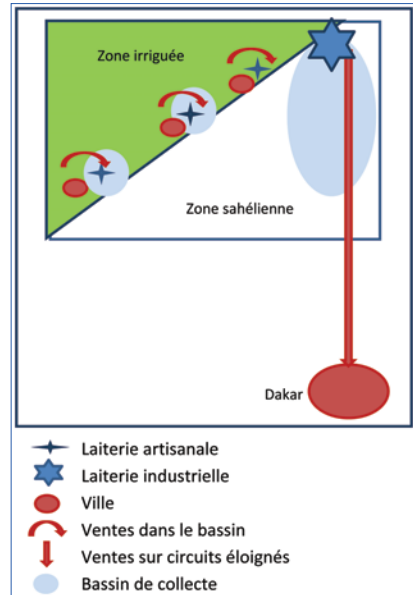


Figure 5. Le bassin laitier de la « basse vallée du fleuve Sénégal » : deux systèmes agroalimentaires se partagent le territoire.

LE BASSIN LAITIÈRE DE BA VI (VIETNAM) ² : LE DÉVELOPPEMENT D'ACTIVITÉS LAITIÈRES DANS UN TERRITOIRE À FORTE VALEUR CULTURELLE

Ce bassin laitier est situé à 50 km au nord de Hanoi. C'est une région montagneuse et touristique. Les produits locaux sont aujourd'hui réputés bien que la production laitière au Vietnam ait été introduite par les Français au début du XX^e siècle. La production laitière et la consommation de produits laitiers sont actuellement en forte croissance. Duteurtre et al. (op. cit.) présentent un développement en quatre étapes de ce bassin :

¹ Comme dans le cas de Salto ou encore de Brasil Novo.

² Voir Duteurtre et al. (ce volume p. 67), pour une analyse détaillée des transformations du bassin laitier de Ba Vi. Les passages cités entre guillemets sont extraits de cet article.

1900-1954 : La période des fermes coloniales. « Dans les années 1910, une ferme s'établit au pied de la montagne de Ba Vi », et « en 1934, une petite unité de transformation fut installée afin de permettre la vente de produits laitiers à Hanoi (Borel 1963). En 1954, le départ des Français entraîna la fermeture de la ferme coloniale. »

1954-1989 : La période collectiviste. Un centre de recherche et une ferme d'État sont installés dans l'ancienne concession coloniale. Les recherches portent sur la mise au point d'un modèle technique basé sur la sélection des animaux et la culture de l'herbe. La ferme d'État contrôle la production et sa commercialisation. La vente du lait se fait directement auprès des consommateurs ou par vente indirecte à travers d'autres organismes publics. Le marché noir est en théorie interdit.

1989-1997 : Petites fermes privées et bars à lait. « Suite à la réforme économique du Doi Moi (renouveau) démarrée en 1986, le Centre de recherche distribue la terre et des vaches aux ouvriers agricoles. Des petites exploitations se créent autour du centre dans les communes environnantes. Des bars laitiers se créent autour des routes et s'approvisionnent auprès du Centre et des exploitations laitières alentour. »

1997-2004 : Premier projet industriel d'élevage laitier familial. « En 1997, Nestlé s'installa à Ba Vi et s'impliqua dans la diffusion de l'élevage laitier auprès des exploitations familiales. Toute une filière se mit en place avec une usine, deux centres de collecte et des intermédiaires qui récoltaient le lait des producteurs. Entre 2005 et 2006, le prix du concentré augmenta alors que le prix du lait baissait. En 2006, la compagnie Nestlé décida de se retirer et de vendre son usine. Le Centre de recherche et quelques petites laiteries artisanales continuèrent d'acheter le lait aux éleveurs, à des prix peu attractifs. Le lait était vendu aux quelques touristes hanoïens qui venaient visiter la zone. »

Depuis 2006 : Deux grands types de filières de commercialisation. « Au départ de Nestlé, le district de Ba Vi compte 500 exploitations laitières et 4 500 vaches. De nombreux nouveaux investisseurs apparaissent et se concurrencent dans les premières années pour le contrôle de la collecte. La compagnie IDP, grâce à des moyens financiers supérieurs et à une implication dans les politiques de développement laitier du district, devient le principal collecteur. La compagnie prend des parts dans l'autre usine laitière du district (la société du lait de Ba Vi) afin de pouvoir mieux structurer son bassin de collecte ». Elle met en place une marque (Ba Vi). Les petites entreprises artisanales continuent de fonctionner mais se limitent à des petits volumes.

Le lait produit à Ba Vi emprunte deux circuits de commercialisation

- « Le circuit industriel est dominé la société IDP et la Société du lait de Ba Vi. IDP, la plus importante, possède deux usines de transformation et fabrique une large gamme de produits. Depuis 2008, IDP commercialise sous la marque "Ba Vi" du lait pasteurisé frais, des mini-briques de lait UHT et des yaourts. Son réseau de dis-

tribution est national et approvisionne les supermarchés en lait frais et yaourts. Les mini-briques de lait UHT sont vendues dans toutes les petites boutiques à travers le pays. La Société du lait de Ba Vi, de dimension plus modeste, distribue ses produits dans les sites touristiques. La marque “Lait de Ba Vi” est une marque de certification déposée. Le Comité populaire du district est propriétaire de la marque. Le nom “Ba Vi” peut être utilisé par des sociétés privées à condition qu’elles obtiennent l’accord des autorités. Actuellement, seules les deux industries IDP et la Société du lait de Ba Vi disposent de cette certification officielle. »

- Le circuit artisanal est composé de petites entreprises de transformation et de bars laitiers ou boutiques commercialisant les produits confectionnés sur place : lait pasteurisé de vache et de chèvre, des yaourts, des crèmes au caramel et des « gâteaux de lait ».

LES FACTEURS AYANT CONCOURU À LA DIVERSITÉ DES FORMES DE DÉVELOPPEMENT DANS CES CINQ BASSINS

Plusieurs formes de développement, les unes relevant de dynamiques de globalisation et les autres de dynamiques de territorialisation, ont contribué aux recompositions des activités laitières ¹ dans ces cinq bassins, à certaines époques de leur trajectoire. À l’époque actuelle, dans plusieurs bassins, diverses formes de développement sont présentes. On observe souvent dans ce cas une partition spatiale de ces formes dans le bassin. Dans d’autres bassins laitiers, une seule forme de développement reste présente de façon endogène, l’autre s’est éloignée dans des zones extérieures aux bassins, ou éventuellement dans les zones de plaine en bordure des bassins. Relevons ici les facteurs principaux qui ont joué sur ces dynamiques.

Entre demande et transformation

- la présence de demandes de différentes natures a contribué à la diversité des formes de développement ;
- l’adéquation entre les types de demande, « les offres laitières » et les ressources ² du territoire. Elle rend possible (ou au contraire difficile à certaines périodes) la diversité des formes de développement (maintien sur le même territoire d’une offre laitière artisanale ou fermière, en lien avec la persistance d’une demande locale ou dédiée, et d’une offre laitière compatible aux demandes de l’agro-industrie : densité d’élevage, volumes produits, accès, critères de différenciation pouvant être valorisés sur des segments particuliers de marché...);

¹ Nous entendons par activités laitières, l’ensemble des activités concernées par la production : l’élevage, la transformation, la distribution, les services associés ou les dynamiques territoriales en rapport avec le développement de ces activités.

² Au sens large (idéelles, organisationnelles, structurelles : Houdart & Pocard, ce volume p. 209, Pecqueur 2006).

- la notoriété du produit et celle d'une région, ainsi qu'un savoir-faire inscrit dans la culture locale et reconnu par les consommateurs ;
- la présence d'un grand bassin de consommation urbanisé, en croissance rapide, accessible depuis le bassin laitier (ou inversement)... mais aussi la concurrence avec les produits industriels d'autres régions laitières, sur les circuits de la grande distribution des villes proches (Grenoble, Montpellier, Clermont-Ferrand, Dakar ou Hanoi). Cette concurrence renforce l'intérêt, pour les acteurs du bassin, de construire un avantage comparatif à partir de l'image du territoire ou du produit, soit en construisant cette image *ex nihilo* ou dans certains cas en régulant l'accès à l'utilisation de cette image (par le cahier des charges d'un signe de qualité).

Entre transformation et production

- la qualité de l'adéquation (ou au contraire les difficultés) entre les demandes des laiteries (ou des consommateurs en vente directe) et les ressources mobilisables par les éleveurs conditionne le devenir de chaque forme de développement. Selon les situations, l'adéquation est plus ou moins facile à réaliser ou à soutenir dans le temps. Par exemple, dans le cas de territoires d'exploitation exigus, ou avec peu de surfaces fourragères, le recours aux intrants peut être nécessaire, ce qui pose des questions de durabilité quand le prix des aliments augmente ;
- une culture locale partagée par des éleveurs et des transformateurs, et un savoir-faire des éleveurs pour valoriser les ressources locales ;
- des territoires attractifs pour les consommateurs facilitant le maintien de certaines formes de développement ;
- l'encadrement de l'agriculture par les services agricoles et par les firmes ;
- le caractère familial des exploitations est dominant dans tous les terrains.

LES ENSEIGNEMENTS DES TRAJECTOIRES DE CES CINQ BASSINS

La notoriété du produit et du territoire contribue à la diversité de la demande alimentaire adressée au bassin laitier

Ces bassins laitiers ont tous en commun la réputation d'un produit ou d'une région – ou les deux –, reconnue à l'intérieur du territoire par les consommateurs locaux, mais aussi à l'extérieur du territoire, par des consommateurs urbains qui peuvent être éloignés de la zone. Cette notoriété a contribué à diversifier les formes de demandes en produits laitiers adressées aux acteurs du territoire, ainsi que les formes de distribution et les lieux d'achat, en particulier dans la dernière décennie. Dans les trajectoires de ces bassins, nous identifions différents types de couples consommation-distribution (cf. encart).

Les couples consommateurs-distributeurs

Dans les trajectoires des cinq bassins, nous relevons plusieurs types de couples consommateurs-distributeurs :

- les consommateurs locaux résidants en zone, connaissant le produit et l'achetant à proximité de chez eux ;
- les consommateurs urbains connaisseurs, achetant sur des circuits spécifiques :
 - en circuits de niche urbains (crémiers ou épicerie fines à Dakar, Hanoi, Montpellier, Clermont-Ferrand...) ; dans ce cas il y a un intermédiaire ;
 - en vente directe depuis la zone urbaine (en France, Amap, boutiques paysannes, marchés paysans...) ; dans ce cas-là, les producteurs se déplacent ;
 - en vente directe dans le bassin laitier (promenades du dimanche) ;
- les ventes de produits typés en grande distribution, sous divers signes de démarcation (MDD, AOP...) ;
- les consommateurs de produits laitiers de grande consommation achetés en grande distribution.

La diversité de la demande alimentaire adressée au bassin laitier élargit la diversité des formes de développement au sein de ce territoire.

Chacune de ces demandes et situations d'achat a sa particularité. Dans certaines, comme les marchés de plein-vent, le producteur qui parle de son produit et de sa ferme contribue à l'achat. Dans d'autres situations d'achat c'est l'harmonie d'une région – avec ses paysages, sa petite laiterie et ses producteurs, les animaux au pâturage –, perceptible dans la balade du dimanche, qui est vendue avec le produit comme l'a montré Pecqueur (2006). Dans d'autres enfin, comme dans les circuits longs, c'est la nature de l'offre laitière (volume et saisonnalité, présence d'un signe de qualité), en lien avec l'avantage comparatif de cette offre laitière, qui est importante.

Toutes ces demandes ne sont pas compatibles avec toutes les formes de production, de transformation et « d'ambiance laitière » du territoire. Elles contribuent donc à l'émergence d'une diversité de formes de développement au sein des territoires, c'est-à-dire la façon dont les éléments structurant du système concernant la mise en marché, le territoire, les systèmes d'élevage sont mis en relation. **La diversité des demandes en produit laitier a conditionné, dans ces bassins, la diversité des formes d'activité et leurs évolutions au cours du temps.**

Les formes de développement sont distribuées au sein des territoires

Houdart & Pocard (ce volume p. 209) soulignent que certains territoires sont plus propices que d'autres au développement de certaines formes. Nous voyons ici que les caractéristiques territoriales ont conduit, dans certains cas, à une partition géographique des formes de développement au sein du bassin laitier. Dans quatre bassins, en France et au Sénégal, les formes de développement se partagent le territoire.

En Vercors et en Cévennes méridionales, seules les formes territorialisées se déploient actuellement au sein de ces bassins laitiers de montagne et semi-montagne. Les laiteries



industrialisées se situent à l'extérieur du bassin ou dans ses bordures, dans les zones de plaine propices au développement de leurs activités. Dans certains cas, elles ont maintenu un circuit de collecte dans les zones du bassin à forte densité laitière (Quatre Montagnes). Dans le Livradois-Forez ou dans la basse vallée du fleuve Sénégal, les deux formes se répartissent géographiquement en fonction de certaines caractéristiques physiques du territoire et de réseaux sociaux et économiques. Ainsi, le Livradois-Forez se distingue par une partie montagneuse au sud et par partie plus ouverte, proche des grands axes et des grands centres urbains au nord. Ces distinctions ont conduit à des développements différenciés dans ces deux parties du bassin, et donc à une répartition territoriale des formes de développement : une forme territorialisée au sud, autour d'une laiterie qui a construit une image locale en jouant la carte de la qualité et de la tradition. Des formes industrialisées au nord. Dans la basse vallée du fleuve Sénégal, c'est au contraire la zone irriguée qui concentre les formes territorialisées localisées dans la zone irriguée, alors qu'en zone sèche se développe une collecte industrielle qui met en relation la collecte dans cette zone traditionnelle avec la demande ciblée de la zone urbaine de Dakar. Au Vietnam par contre, il n'y a pas de spécialisation spatiale des formes de développement à l'intérieur du bassin laitier de Ba Vi.

Des changements rapides pèsent sur l'équilibre des systèmes

Dans ces cinq bassins la demande alimentaire a augmenté rapidement ; elle s'est différenciée et diversifiée ; elle s'est parfois aussi éloignée pour une partie de la zone de production.

La rapidité et l'importance des changements concernant les demandes en produits laitiers (types de produits, lieux d'achat) ont pesé sur les transitions et les adaptations des activités laitières au sein des bassins¹. Chaque type de demande correspond à des formes de développement spécifique nécessitant des adaptations de l'outil de collecte, de transformation, des systèmes de production, en lien avec les ressources du territoire mobilisées. La réussite de ces transitions appelle donc à des adaptations en conséquence des attributs du système, pour maintenir au cours du temps la cohérence de celui-ci, ou pour la faire évoluer vers une nouvelle cohérence.

L'analyse des itinéraires de développement de ces bassins montre que, dans certains cas, à certaines périodes, il y a eu des difficultés de maintien de la cohérence entre les éléments des systèmes. La rapidité des changements de la demande en produits laitiers, et

¹ Par exemple dans les bassins français, la demande intérieure de proximité a fortement baissé au bénéfice d'une demande urbaine en grande distribution dans les années 1970-1990. Plus récemment, on observe le développement d'une demande de proximité, sous diverses formes. Ces types de demande ont conditionné les stratégies des acteurs (laiteries, éleveurs, acteurs des territoires) et les marges de manœuvre qu'ils ont pu mobiliser à chaque époque.

notamment la concentration des lieux d'achat en zone urbaine éloignée du bassin, a contraint les acteurs à des évolutions rapides pouvant mettre à mal la cohérence du système et fragiliser¹ celui-ci.

DISCUSSION-CONCLUSION

Quand la demande alimentaire s'invite dans le modèle

Pour comprendre les processus de reconfiguration dans les bassins laitiers, nous avons fait l'hypothèse d'interrelations fortes entre les transformations dans les filières et en particulier de la mise en marché, les évolutions des systèmes d'élevage et des pratiques et les dynamiques territoriales. Nous avons donc retenu un système à trois dimensions (fig. 1) pour construire les deux idéaltypes (globalisation-territorialisation). Dans les sept bassins laitiers, cette lecture nous a permis de rendre compte de dynamiques différentes. Elle a aussi éclairé l'importance d'une quatrième dimension dans le fonctionnement d'un bassin laitier : la demande alimentaire. L'ensemble des étapes des trajectoires de ces bassins montre combien celle-ci a pesé sur les reconfigurations croisées entre les filières, les systèmes d'élevage et les territoires. Nous proposons donc d'intégrer cette demande alimentaire dans le modèle, qui passe ainsi de trois dimensions à quatre (fig. 6).

Cette demande en biens alimentaires a pesé de manière variable sur les recompositions des activités laitières dans les bassins laitiers en fonction : de sa localisation (endogène, à proximité, éloi-

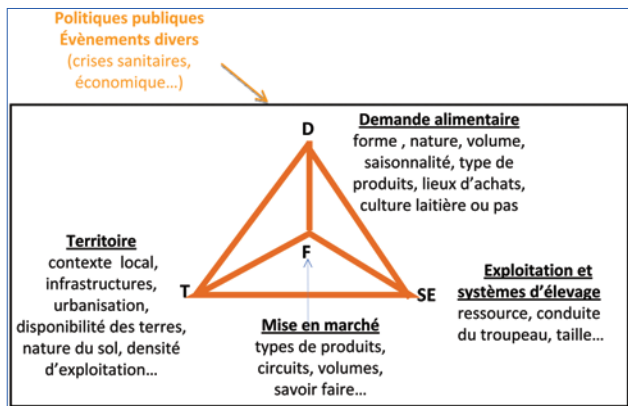


Figure 6. Les interrelations entre demande alimentaire-systèmes d'élevage-filière-territoire vues comme un système.

¹ Dans les terrains français, la diminution de la demande en zone rurale, associée au développement de la grande distribution en zone urbaine, ont poussé les laiteries artisanales de ces zones à rechercher de nouveaux marchés en circuit long pour écouler leurs produits. Les exigences de ces marchés ont conduit à des adaptations, parfois à des déséquilibres (difficulté d'ajustement amont-aval dans la collecte laitière de l'entreprise, ou problèmes d'ajustement de la production en élevage aux exigences des laiteries). L'engouement pour la proximité rouvre des perspectives facilitant la mise en cohérence de formes localisées avec la demande.

gnée tout en restant au niveau national, ou éloignée sur le marché mondial ?), de son volume et de la saisonnalité de ce volume (compatible ou pas avec certaines formes de production ?), de sa nature (type de produit demandé), du type de mise en marché concerné et des lieux d'achat (achat dans l'épicerie du coin, sur un marché, ou en rayonnage de grandes surfaces ?), des connaissances des consommateurs et de leurs motivations (l'achat touche-t-il au sens (civique, culturel...) ?).

Le poids de la demande alimentaire par le consommateur a été bien montré dans les travaux sur les systèmes agroalimentaires localisés (Syal) (Muchnik et de Sainte-Marie 2010, Muchnick 2012). Les Syal mettent en relation un territoire, avec ses ressources propres, diversifiées, des agriculteurs et des consommateurs. Nous voyons ici combien celle-ci pèse sur toutes les formes de développement, y compris dans le cas de développement agroindustriel.

L'adéquation entre la demande des consommateurs et les composantes du système (activités d'élevage, formes de mise en marché et de transformation, ressources territoriales mobilisées) conditionne les évolutions et les recompositions des activités.

Dans les cas de l'itinéraire tourné vers l'agro-industrie – exemple du bassin de Salto –, et à l'opposé dans l'itinéraire « bassin centré » – exemple de Brasil Novo –, les changements se sont faits pas à pas, souvent dans un marché protégé permettant aux acteurs d'adapter chemin faisant et progressivement, leurs activités, outils de production, modes de coordination. Dans les cas des itinéraires reposant sur des dynamiques croisées sectorielles et territoriales, les évolutions de la demande très rapides, à certaines périodes, ont pu poser des difficultés pour remettre en question les modèles d'activité, penser leurs adaptations à l'aval comme à l'amont.

Cohérence et progressivité du système sont des facteurs de soutenabilité¹ des activités par les acteurs. Le maintien de cette cohérence n'est pas toujours aisé quand les changements de la demande alimentaire sont trop rapides. Si nous partons du principe que les situations et les contextes d'action sont en perpétuelle évolution, alors le maintien de la cohérence d'un système nécessite, de la part des acteurs concernés, la mise en place d'un dispositif leur permettant de prendre du recul sur la situation, réexaminer leur stratégie de développement et faire chemin faisant les adaptations nécessaires pour maintenir la cohérence et l'équilibre du système.

¹ Nous entendons par là un processus de changement et d'adaptation des activités en synergie, soutenable par les acteurs qui les gèrent (Danais 2001).

Formes de développement émergentes

En forçant le trait, nous pourrions dire que trois grands types de logiques tirent les reconfigurations des activités dans les territoires étudiés, en lien avec des demandes alimentaires spécifiques.

Une dynamique de développement agroindustrielle tournée vers les commodités pour le commerce mondial, et la conquête de parts de marché dans les pays émergents où la consommation est en croissance. C'est la dynamique décrite dans le cas du développement agroindustriel dans le bassin de Salto. Les économistes montrent que les grands groupes laitiers se positionnent clairement sur ces marchés porteurs pour une partie de leurs activités. Ils prévoient que cette dynamique s'intensifie, compte tenu de la demande importante des pays émergents (Idèle 2012, 2013, 2014 ; Chatelier 2014). Ce type de développement industriel visant l'exportation se déploie dans les situations particulières : géographiques, sociales, techniques, économiques. Ces stratégies de développement s'accompagnent en général d'investissements dans les pays cibles, ou dans des régions du monde où la production est en croissance. Par exemple, Danone investit dans la laiterie industrielle de la basse vallée du fleuve Sénégal (Corniaux, ce volume p. 143). Avec la fin des quotas laitiers en Europe, les industriels anticipent ces demandes dans les grandes régions laitières (en Allemagne, dans l'Ouest de la France notamment). Cette dynamique touche peu, de façon directe, les bassins laitiers de montagne ou de semi-montagne que nous avons étudiés en France.

Une dynamique de développement agroindustriel liée à la demande urbaine en grande distribution. Celle-ci peut concerner aussi bien les produits génériques que les produits vendus sous signes de qualité pour tirer parti d'un avantage concurrentiel. Dans tous les cas l'offre laitière doit être compatible avec les contraintes de la transformation industrielle et de la distribution des circuits longs. Pour le développement de cette dynamique un ensemble de ressources du territoire doit être présent (Houdart & Pocard, ce volume p. 209, Jénot 2008). Cette demande nécessite notamment une régularité et une homogénéité de l'offre laitière ainsi que des volumes élevés, au niveau du territoire (densité d'élevage) comme de chaque élevage collecté. Cette dynamique s'accompagne d'accroissement de la taille des systèmes de production¹, éventuellement en faisant reposer cette augmentation sur l'achat d'intrants si le territoire n'offre pas assez de ressources alimentaires pour nourrir le troupeau². Elle se concentre dans les territoires les plus favorables (ex. : Nord Livradois-Forez).

¹ Notons que dans les situations d'agroindustrialisation observées, les exploitations restent familiales. Nous ne sommes pas dans le cas d'une financiarisation d'une agriculture de firme (Hervieu & Purseigle 2013).

² Ce qui a exposé, depuis 2008, les systèmes de production reposant sur des intrants, à une très forte sensibilité aux fluctuations des prix des fourrages et concentrés.

Cette dynamique agroindustrielle, peut s'accommoder de certaines exigences et contraintes si leur respect permet à l'industriel de se démarquer sur des segments commerciaux particuliers. C'est le cas pour le développement de collectes agroindustrielles, dans des territoires qui offrent un avantage concurrentiel, permettant à l'industriel ou au distributeur de segmenter les gammes. Il s'agit par exemple dans les terrains étudiés, du développement de collecte industrielle pour récolter le « lait local » pour le marché de Dakar, ou le « lait de Ba Vi » pour le marché d'Hanoi, ou encore dans les années 1990 en France l'engouement des industriels pour les AOC. Dans un contexte en mouvement, l'avantage comparatif procuré par un produit, un savoir-faire, une région, est en permanence réévalué par l'industrie au regard d'autres opportunités.

Remarquons que dans ce contexte marqué par des mutations rapides et importantes, les signes officiels de qualité liés à l'origine, permettent aux acteurs locaux de peser, par la négociation autour du cahier des charges, sur l'image du produit, ses conditions de production et de transformation et *in fine* sur une certaine maîtrise du devenir du produit. Ils peuvent par là même ainsi garder une part des bénéfices liés à sa notoriété ¹.

Une dynamique liée à une logique territoriale, dans laquelle l'offre laitière du territoire correspond à un autre type de demande, issue de relations de proximité. Cette proximité peut être géographique, relationnelle ou organisationnelle, comme l'ont décrit les nombreux auteurs travaillant sur la proximité (Rallet & Torre 2007). Elle est géographique dans le cas des bassins enclavés (Brasil Novo, Cévennes), ou organisationnelle, comme dans le cas du développement de circuits courts, ou relationnelle dans le cas de circuits mettant en relation directe des producteurs et des consommateurs dont certains peuvent être éloignés et en zone urbaine. Ces relations interpersonnelles sont favorisées par des lieux et des moments d'échanges entre acteurs (fêtes, marchés, boutiques paysannes...). Ils contribuent à la construction de normes et de valeurs communes entre les personnes en relation. Dans ces dynamiques, l'offre est composite. Elle se nourrit de divers échanges et relations à l'échelle territoriale ou du système agrialimentaire ². Ce sont des dynamiques horizontales qui mettent en synergie d'autres éléments que purement marchands entre acteurs de la filière. Comme l'a décrit Muchnich et al. (op. cit.) et Pecqueur (op. cit.), la demande alimentaire ne se réduit plus dans ce cas-là à une demande en biens alimentaires. Elle englobe d'autres aspects, culturels, civiques... Ce mouvement vers une

¹ Ricard (2014) note ainsi des stratégies très différentes entre les régions françaises. Certaines, comme les pays de Savoie s'opposant très tôt à l'uniformisation des modèles de transformation et de production, ont gardé un avantage concurrentiel sur leur produit. Dans nos exemples, les acteurs du bassin laitier Pélardon, en calquant le cahier des charges sur des pratiques fermières, limitent l'intensification des systèmes de production et l'industrialisation des process de transformation.

² Par exemple dans le cas de systèmes mettant en relation directe des consommateurs urbains avec des acteurs situés en zones rurales.

offre composite des territoires et des systèmes de production rejoint la dynamique de re-paysannisation décrite par Van der Ploeg (2014), en lien avec un mouvement vers la re-régionalisation des systèmes agrialimentaires. Cette dynamique prend place dans toutes les histoires singulières des terrains étudiés, en lien avec l'évolution de la demande alimentaire, mais aussi en lien avec des reconversions d'agriculteurs marginalisés pour diverses raisons des dynamiques agroindustrielles qui s'intensifient ¹.

Vers une coexistence de dynamiques de plus en plus contrastées dans les bassins laitiers

Ces mouvements (celui des dynamiques industrielles vers le marché mondial, celui des dynamiques industrielles vers les circuits longs urbains, celui lié à des dynamiques localisées) sont tout ou partie présents dans les sept bassins laitiers étudiés. Tout semble indiquer qu'ils se différencient de plus en plus, empruntant des itinéraires spécifiques. Les deux mouvements d'industrialisation et de territorialisation ont pu être interdépendants, dans les bassins français notamment, dans les années 1990-2005. Ils ont souvent été en concurrence pour l'accès à un type principal de marché : les circuits longs de la grande distribution. Il semble que ce soit moins vrai aujourd'hui. Chacun de ces processus poursuit sa route et s'inscrit désormais dans des orientations très différentes, en réponse à des demandes spécifiques et en faisant appel à des ressources qui leur sont propres. La coexistence dans un bassin laitier de ces dynamiques, offre une diversité de formes d'accès aux marchés, sources d'une diversité de systèmes de production et de systèmes agrialimentaires. Il nous semble utile de les reconnaître comme telles dans leurs différences et leurs spécificités, pour mieux les accompagner, favoriser la diversité des formes de développement, et leur durabilité au sein des territoires.

L'heure n'est plus au remplacement d'un modèle par un autre, comme à l'époque de la modernisation de l'agriculture en France. L'avenir est plus à la coexistence de ces modèles de développement pour répondre à la fois à l'augmentation globale de la demande alimentaire mondiale, à la concentration géographique de la demande urbaine et à la durabilité des activités dans les territoires. Pour favoriser cette complémentarité à l'échelle des bassins laitiers, il nous semble primordial que l'une et l'autre des dynamiques, industrielles et territoriales, soient considérées avec attention dans leurs différences et leurs spécificités, et pour leurs intérêts propres.

¹ Par exemple : les petits agriculteurs dans la zone de Salto.

Références

- Allaire G., 2010. « Émergence d'un nouveau système productif en agriculture », *Canadian Journal of Agricultural Economics/Revue canadienne d'agroéconomie* 44(4) :461 - 479.
- Béranger C., 2013. *Les représentations de la prairie dans la pensée agronomique de la seconde moitié du XX^e siècle*. Synthèse des séminaires « prairies » du Comité d'histoire de l'Inra et du Cirad, 38 p.
- Bjørkhaug H., Rønningen K., 2014. "Global Shocks, Changing Agricultural Policy and the Viability of Rural Communities", *Int. Jnl. of Soc. of Agr. & Food* 21(1):1-6.
- Chatellier V., 2014. « Économie laitière locale versus économie mondiale ? » In : *Premières rencontres internationales sur le lait, vecteur de développement*, Rennes, France, 21-23 mai 2014, p. 61-63.
- Danaï M., 2001. « Durabilité et soutenabilité : dynamique des systèmes locaux », In : *Le développement durable, de l'utopie au concept*. Éditions scientifiques et médicales Elsevier SAS :253-268.
- EHSS, 2013. *Les agricultures de firme. Organisation et financiarisation*. Revue Économie rurale 2012/2 n° 190.
- Gereffi G., 1999. "International trade and industrial upgrading in the apparel commodity chain", *Journal of International Economics* 48:37-70.
- Hervieu B., Purseigle F., 2013. *Sociologie des mondes agricoles*. Armand Colin, collection U, 318 p.
- Hirczak M., Moalla M., Mollard A., Pecqueur B., Rambonilaza M., Vollet D., 2008. "The model of 'panier de biens': Grid of analysis and empirical observations", *Économie rurale* 308 :55-70.
- Idèle, 2012. *Marchés mondiaux des produits laitiers*. Dossier Économie de l'élevage n° 421, 63 p.
- Idèle, 2013, 2014. *Conférences sur « Les marchés mondiaux des produits laitiers »*, Paris 13 mai 2013 et 21 mai 2014.
- Jénot F., 2008. *Mutations productives et dynamiques territoriales de la filière caprine en Poitou-Charente-Vendée*. Thèse de doctorat d'État en géographie, université de Poitiers, 536 p. + ann.
- Muchnick J., de Sainte-Marie C., 2010. *Le temps des Syal*, Quae, Paris, 313 p.
- Muchnick J., 2012. *Évolution de l'ancrage territorial des productions agrialimentaires*. Rencontres Agropolis International 14 septembre 2012, 9 p.
- Napoléone M., Boutonnet J.-P., Corniaux C., Alavoine-Mornas F., Baritoux V., Carvalho S., Correa P., Cournut S., Duteurtre G., Havet A., Houdart M., Ickowicz A., Madelrieux S., Morales H., Pocard-Chapuis R., Tourrand J.-F., 2014. "Between the Local and the Global: witch Reconfiguration within the Dairy Production Basin? A Comparative Analysis from North to South Case-Studies". Session "Global Agro-Food Histories", conférence ESSHC 2014 (23-26 avril 2014, Vienne/Autriche), organisée par l'International Institute of Social History (IISH).
- Pecqueur B., 2006. « Le tournant territorial de l'économie globale », *Espaces et sociétés* 124-125 :17-32.
- Pocard R., Corniaux C., 2007. « Dynamiques de structuration des bassins laitiers : comparaison entre l'Amazonie brésilienne et le Mali », *Revue d'élev. vét. pays trop.* 60 :141-152.
- Rallet A., Torre A., 2007. *Quelles proximités pour innover*. L'Harmattan, collection Géographies en liberté, 221 p.
- Rastoin J.-L., Ayadi N., Montigaud J.-C., 2007. *Vulnérabilité des régions euroméditerranéennes productrices de fruits et légumes frais et transformés, dans un contexte de libéralisation internationale*. UMR Moisa, Montpellier [FRA], Série Études, n° 11-2007.
- Renting H., Schermer M., Rossi A., 2012. "Building Food Democracy: Exploring Civic Food Networks and Newly Emerging Forms of Food Citizenship", *Int. Jnl. of Soc. of Agr. & Food* 19(3):289-307.
- Ricard D., 2014. *Les mutations des systèmes productifs en France : le cas des filières laitières bovines*. Revue Géographique de l'Est 54/1-2.
- Salette J., 2006. « La Révolution fourragère, 50 ans après. La Révolution fourragère et l'herbe », *Fourrages* 188 :417-429.
- USDA/ERS (United States Department of Agriculture/Economic Research Service), 2014. *The US Dairy Industry, A Vital Contributor To Economic Development* (available at <http://www.ers.usda.gov/>).
- Van Der Ploeg J.D., 2014. *Les paysans du XXI^e siècle. Mouvement de repaysannisation dans l'Europe d'aujourd'hui*. Éditions Charles Léopold Mayer, 216 p.

Weber M., 1956/1971. *Économie et société*, traduction française collective dirigée par J.-P. Chavy & E. de Dampierre, Paris, Plon, 411 p.

World Bank, 2011. *Module 4- Smallholder dairy production. Agriculture Investment Sourcebook*, April 2013 (available at: <http://go.worldbank.org/LE880YAAH0>).

Zijlstra J., de Haan M., 2012. "Developing the dairy business in new reality", *Roczniki nauk rolniczych*, seria g, 99(1) :15-2.



Votre avis nous intéresse

Pour citer ce chapitre

Napoléone M., Boutonnet J.P., 2015. « Entre local et global : quelles reconfigurations à l'œuvre dans les bassins laitiers ? Analyse comparative dans des bassins laitiers au Nord et au Sud », In Napoléone M., Corniaux C., Leclerc B. (coords), *Voies lactées. Dynamique des bassins laitiers entre globalisation et territorialisation*, Inra-Sad – Cardère :267-295. DOI : 10.15454/1.447775892540214E12

Affiliation des auteurs

Martine NAPOLÉONE, Inra, UMR0868 Selmet, F-34060 Montpellier, France

Jean-Pierre BOUTONNET, Inra, UMR0868 Selmet, F-34060 Montpellier, France

Ce travail a été conduit dans le cadre du projet de recherches Mouve financé par l'Agence nationale de la recherche (projet ANR-2010-STRA-005-01).





CONCLUSION
POSTFACE
ET ANNEXES



Voies lactées

DYNAMIQUE DES BASSINS LAITIERS
ENTRE GLOBALISATION ET TERRITORIALISATION

Martine NAPOLÉONE
Christian CORNIAUX
Bernadette LECLERC
éditeurs scientifiques

isbn version numérique : 978-2-7380-1384-2

Pour acheter le
livre papier, cli-
quez sur le logo





Conclusion

Christian CORNIAUX *, Martine NAPOLÉONE

LES VOIES LACTÉES NE SONT PAS TOUTES TRACÉES

Nos travaux partaient de l'hypothèse suivante : la territorialisation et la mondialisation sont un double processus qui pèse dans les reconfigurations des systèmes d'élevage et des filières dans les bassins laitiers. Pour conforter cette hypothèse et pour analyser comment ils se déclinent dans les bassins laitiers, nous nous sommes appuyés sur une méthode originale reposant sur l'étude diachronique de changements à l'œuvre dans ces bassins. Cette méthode analyse les dynamiques des interrelations entre filière, systèmes d'élevage et territoire sur le temps long. Appliquée dans sept terrains choisis pour la diversité de leur contexte, elle a permis à la fois de décrire les trajectoires dans les bassins laitiers mais aussi de faire émerger des processus génériques entre ces bassins.

Loin du cliché d'une mondialisation inévitable, asservissante et homogénéisatrice, souvent évoqué dans les médias, nous avons noté une complexité et une diversité d'itinéraires de développement possibles dans les bassins laitiers. Le puissant mouvement d'une production conventionnelle intensive, industrialisée et globalisée, qui répond à une demande mondiale en forte hausse, est tempéré par un ancrage au territoire, porté par des valeurs sociales et environnementales mais aussi économiques.

Cette diversité s'exprime par des reconfigurations allant graduellement, selon les bassins et selon la période, vers des formes plus ou moins localisées ou globalisées. Dans ce gradient de situations, nous avons ainsi décrit le développement « bassin centré » à Brasil Novo (Brésil) et, à l'opposé, la construction d'un système agroindustriel à Salto (Uruguay). Entre ces deux extrêmes, nous avons noté des itinéraires bâtis à partir d'hybridations

* Auteur de correspondance : christian.corniaux@cirad.fr

successives à Ba Vi (Vietnam), dans la vallée du fleuve Sénégal (Sénégal), dans la zone des Quatre Montagnes (Vercors, France), dans le parc national du Livradois-Forez (France) et dans la zone AOC du Pélardon (Cévennes, France).

Les processus de mondialisation et de territorialisation ne jouent donc pas partout et en même temps avec la même intensité. Les situations sont évolutives. Au cours du temps, les lignes de tension entre processus de mondialisation et de territorialisation bougent, s'entremêlent et engendrent des formes de développement différentes dans les territoires. Le processus de mondialisation poursuit son avancée à l'échelle de la planète, et tend à s'accélérer avec la demande en hausse des pays émergents. Mais simultanément, dans certains contextes, des dynamiques alternatives, sources d'innovation, émergent, ou se maintiennent et se développent dans les situations de niche. Elles font évoluer la diversité des systèmes laitiers et les stratégies spatiales et commerciales des laiteries et des distributeurs, tout en maintenant dans les bassins laitiers des formes d'activités plus territorialisées.

Ainsi, des formes hybrides sont relevées. Différentes modalités de développement distribuées dans un même territoire, plus ou moins synergiques, s'observent à l'échelle des bassins laitiers. Mais ces formes hybrides prennent corps aussi, et peut-être surtout, au niveau des acteurs de la filière. Au fond, il est commun de noter des stratégies d'acteurs qui s'accommodent à la fois des processus de mondialisation et de territorialisation. Les exemples sont nombreux aussi bien pour des laiteries (accords de collecte, gamme de produits, circuits de commercialisation...) et des distributeurs (stratégies de marque) que pour des éleveurs (système d'alimentation, diversité des circuits de vente...) et des promoteurs du territoire (enjeux sur l'emploi et sur l'environnement à concilier).

Ces dynamiques sont le résultat d'une combinaison de facteurs bien connus et décrits dans la littérature mais revisités ici à l'échelle des bassins laitiers, en précisant comment, selon les situations, ils ont ou non contribué aux reconfigurations. Les conditions agro-climatiques, l'évolution de la technologie laitière, la mise en place d'infrastructures (transport, électricité), l'accès à l'eau et à l'alimentation, la pression démographique et foncière, les politiques publiques, les habitudes alimentaires, les savoir-faire locaux, les organisations professionnelles en place... sont autant de leviers qui forgent et transforment un territoire laitier. Dans un bassin, ces facteurs jouent de façon simultanée tantôt en faveur de formes globalisées, tantôt en faveur de formes localisées, selon les époques et selon les contextes. La variété de ces leviers offre aux acteurs des bassins toute une gamme d'itinéraires possibles, autrement dit une marge de manœuvre. C'est pourquoi on note que dans des contextes politiques et géographiques similaires (terrains français du Livradois-Forez, Quatre Montagnes et Pélardon) les voies choisies diffèrent.

In fine, les deux dynamiques de mondialisation et de territorialisation ne sont pas nécessairement en opposition frontale. Dès lors, nous pouvons nous demander dans quelle mesure les formes d'hybridation observées inscrivent les producteurs, les laiteries et les distributeurs dans la durée. Dans un bassin laitier, doit-on parler de concurrence ou de complémentarité ? En relevant d'une part des stratégies de fusion, d'absorption et de rachat au niveau des laiteries, d'autre part d'intensification et d'agrandissement de fermes laitières, nous n'occultons pas certaines situations concurrentielles. Néanmoins, nos observations sur le temps long tendent à les nuancer. Les acteurs d'un bassin laitier, dans toute leur diversité, s'accordent régulièrement sur la collecte, sur un projet territorial ou sur la distribution afin de pérenniser leur activité (durabilité économique, sociale et environnementale). Cela correspond parfois à un partage territorial de la collecte (plaine/montagne, aires irriguée/exondée, espaces périurbain/rural). Ainsi, des plaines équipées, favorables à l'intensification de la production, sont plutôt collectées par les plus gros opérateurs, alors que les zones plus enclavées restent majoritairement le terrain privilégié de petites structures de collecte et de systèmes de production plus autonomes sur le plan fourrager. Mais il ne faudrait pas en tirer une image caricaturale. Nous avons vu que les frontières ne sont pas étanches et que les situations ne sont pas figées. Certains attributs du territoire (une culture locale forte, une identité territoriale reconnue – ex. parc –, ou des SOQ – ex. IG ou AOP¹), pèsent sur les formes de coordination entre les acteurs et les activités et contribuent à la diversité des modes de développement.

L'AVENIR DES BASSINS LAITIERS EN QUESTION

Cela nous amène à nous interroger sur l'intérêt de nos travaux pour les analyses prospectives dans les bassins laitiers. Quel est l'avenir des bassins laitiers ?

À l'échelle mondiale, les multinationales laitières poursuivent leur croissance et leurs implantations, notamment par rachats ou par *joint-ventures*. La tendance à la concentration et à la globalisation semble devoir se maintenir dans la décennie à venir. Pourtant cette croissance demeure relativement modérée. Le top 20 des laiteries internationales représente moins de 30 % de la production mondiale. Autrement dit, il reste encore de la place pour les PME et pour les toutes petites unités de collecte. En outre, nous avons vu que les stratégies spatiales des multinationales ne sont pas forcément exclusives vis-à-vis des

¹ SOQ : Signe de qualité ; IG : Indication géographique ; AOP : Appellation d'origine protégée (signe de qualification européen, équivalent du signe AOC français).

autres types de laiteries ou vis-à-vis de systèmes de production peu intensifiés. La disparition de formes territorialisées dans les bassins laitiers n'est donc pas pour demain. Sans nier l'importance (quantitative notamment en volumes et en chiffre d'affaires) sans doute croissante du modèle dominant à travers le monde, nous réfutons l'idée d'une production conventionnelle industrialisée et mondialisée omnipotente, repoussant nécessairement les modèles alternatifs territorialisés dans des territoires enclavés marginalisés.

L'évolution des goûts (recherche de « l'authenticité ») et des habitudes alimentaires (consommation de fromages) tendra à renforcer la diversité des modèles de développement laitier dans les territoires de production. Surtout, la multiplication des normes et des politiques publiques environnementales incite désormais les acteurs des bassins laitiers à limiter l'expansion d'un modèle « purement » globalisé. Certes, nous avons vu que les multinationales sont capables de répondre à ces nouvelles injonctions. En revanche, ces normes et politiques environnementales devraient faire évoluer les pratiques et les process vers des formes plus territorialisées. Un nouvel acteur est aussi à prendre en compte : l'opinion publique. Les réactions citoyennes s'affirment, voire se radicalisent aussi bien dans les urnes que sur le pavé. Leur poids compte et comptera sur les choix de modèles de développement. C'est le cas au Vietnam face à la mise en place d'une ferme usine de 10 000 laitières. La controverse est aussi très vive aujourd'hui en France autour de la construction d'une exploitation de 1 000 têtes, modèle pourtant courant en Europe du Nord, dans un contexte d'arrêt des quotas en 2015. Il faut ici noter la réaction des promoteurs qui défendent leur projet précisément sur des considérations environnementales (production d'énergie propre via un biodigesteur). Partisans d'un modèle familial, des syndicats agricoles et une partie de l'opinion publique française réfutent néanmoins résolument ce type d'agriculture.

Au fond, cet exemple est symptomatique des situations hybrides que nous avons mises en lumière dans cet ouvrage. L'intensification de pratiques peut s'accompagner de considérations écologiques à l'échelle d'un acteur. À celle d'un bassin laitier, l'hybridation des divers systèmes de production ou leur déploiement dans un espace partagé sont des atouts de durabilité environnementale des activités laitières. La cohabitation raisonnée (répartition et nombre d'unités) dans un même territoire de différentes formes d'agriculture amène à limiter les effets néfastes des systèmes de production les plus agressifs sur le plan environnemental. Les moyens financiers des multinationales peuvent d'ailleurs être mis à profit dans le cadre de projets territoriaux. *In fine*, il est ici question d'agroécologie que les acteurs, dans leur diversité, prennent aujourd'hui en compte partout dans le monde et qu'ils appréhendent aussi bien à l'échelle de l'exploitation qu'à celle du paysage.

DES TRAVAUX EN PERSPECTIVE

Notre approche des dynamiques des bassins laitiers sur le temps long nous a donc permis à la fois d'établir des monographies, de comparer des terrains et d'en retirer des éléments génériques de compréhension des facteurs de reconfiguration dans les territoires. L'approche diachronique par la construction et l'analyse des trajectoires des activités s'avère des outils opératoires pour construire une analyse systémique des changements. Cette démarche – et l'outil associé – pourra être mobilisée dans des dispositifs de partenariat pour construire une analyse commune des changements et examiner les futurs possibles. Dans la suite de ces travaux, il sera intéressant de mobiliser cette approche dans des réflexions prospectives avec les partenaires.

Ainsi il sera opportun à l'avenir de poursuivre nos travaux visant à construire des catégories plus fonctionnelles de dynamiques ou d'acteurs. Par exemple, la distinction entre industriel et artisanal est aujourd'hui inopérante pour décrire le positionnement des laiteries entre mondialisation et territorialisation.

Nous devons aussi nous intéresser à l'avenir des bassins, et notamment de ceux qui apparaissent les plus stéréotypés (bassin centré de Brasil Novo et bassin agroindustriel de Salto). Ne vont-ils pas finir par s'ouvrir à d'autres modèles de développement ? Dans les deux cas, c'est ce que nous pouvons imaginer compte tenu des tendances actuelles. Avec la mise en place du barrage à Brasil Novo, la ville connaîtra sans doute une croissance démographique telle que des industries laitières viendront s'y installer, à l'instar d'autres régions brésiliennes. Avec des modifications majeures sur le marché international du lait en poudre, le bassin de Salto redécouvrira peut-être les vertus des marchés et des produits locaux. Pour vérifier cette prévision et intégrer les données quantitatives, il conviendra finalement de poursuivre l'observation de ces bassins (nos terrains et bassins additionnels). La base ainsi constituée représentera d'une part un dispositif robuste (observatoire) permettant de suivre sur le temps long les dynamiques à l'œuvre et, d'autre part, un outil d'appui aux politiques publiques.

Enfin, nous pourrions appliquer notre démarche dans des contextes différents de ceux abordés dans l'ouvrage. Nous pensons aux situations périurbaines (Le Caire, Mexico) et insulaires, mais aussi à des bassins fortement industrialisés en Europe (Bretagne, Irlande, Allemagne) et à des bassins dominés par une collecte coopérative auprès de petits producteurs (Inde). Il sera également utile pour mesurer ou suivre l'ampleur des processus de reconfiguration, d'avoir des éléments quantitatifs tangibles et systématiques, notamment sur la part des différentes formes de systèmes laitiers, dans les territoires. Des me-

sures pourront ainsi être envisagées sur les volumes collectés, les surfaces concernées, les aliments achetés, l'emploi induit...

Au terme de cet ouvrage, gageons que ces travaux menés sur les dynamiques des bassins laitiers pourront permettre de mieux décrypter les évolutions observées dans d'autres secteurs. Nous pensons bien entendu aux filières agricoles mondialisées ayant des références plus ou moins marquées à leur origine géographique (céréales, bois, viandes). Mais la réflexion ne s'arrête pas là. Dans le choix des modèles de production à promouvoir à l'avenir, il est finalement aussi question de choix de sociétés, autrement dit de partages ou d'échanges de valeurs sociales (savoir-faire, emplois, identités...).



Votre avis nous intéresse

Pour citer ce chapitre

Corniaux C., Napoléone M., 2015. « Conclusion », In Napoléone M., Corniaux C., Leclerc B. (coords), *Voies lactées. Dynamique des bassins laitiers entre globalisation et territorialisation*, Inra-Sad – Cardère :299-304.
DOI : 10.15454/1.4477760235405527E12

Affiliation des auteurs

Christian CORNIAUX, Cirad, UMR0868 Selmet, F-34060 Montpellier, France
Martine NAPOLÉONE, Inra, UMR0868 Selmet, F-34060 Montpellier, France

Ce travail a été conduit dans le cadre du projet de recherches Mouve financé par l'Agence nationale de la recherche (projet ANR-2010-STRA-005-01).





Le lait, la vie, les technologies et des hommes...

Postface

Bernard HUBERT *

VOUS VENEZ DE LIRE UN ensemble de textes – ou au moins une partie d’entre eux – qui illustrent les dynamiques de recomposition de la production laitière dans le monde à partir de sept exemples de bassins laitiers analysés en détail par des chercheurs qui les étudient depuis plusieurs années. Ils ont montré que cette diversité de situations s’interprète à la fois par des particularismes locaux (historiques, culturels, géographiques, écologiques, politiques...) et par des interdépendances créées par les processus de globalisation en cours qui relie, volontairement ou malgré elles, des sociétés distribuées sur cette planète. Ce sont ainsi des technologies, des échanges de biens – à proximité ou au loin –, l’évolution des comportements alimentaires et des dynamiques de développement et d’emploi, qui bousculent ces bassins laitiers...

Mais peut-on parler de bassins laitiers comme de n’importe quels autres bassins de production, d’automobiles, d’aéronefs, de chaussures ? Il s’agit ici de bassins organisés autour de la production d’un produit bien particulier, d’origine animale et pour lequel il n’y a pas encore d’alternative synthétique jugée satisfaisante.

Quoi de plus emblématique de la vie que le lait ¹ ? Produit par la mère pour nourrir son enfant, par la femelle pour ses petits, il est le lien intergénérationnel qui donne et assure la vie dès ses premiers instants. La vache (ou la brebis ou la chèvre), traite chaque jour, peut suppléer la mère et ce fut probablement là une des premières conquêtes de la domestication... Quoi de plus banal de nos jours qu’une cargaison de poudre de lait traversant les océans ? Les vaches peuvent être désormais à des milliers de kilomètres de ceux qu’elle nourrit ! Ils ne la connaissent même plus...

* Auteur de correspondance : hubert@agropolis.fr

¹ En tout cas pour les mammifères, dont nous sommes...

Le lait, liquide tout comme de l'eau, est constitué d'une substance composite d'éléments organiques, minéraux, vivants, telle qu'on ne peut pas le garder « frais » plus de quelques heures. Il a fallu concevoir des techniques pour le conserver quelques jours, sous forme de lait caillé, de quelque mois à quelques années avec les fromages, depuis le caillé séché au soleil en Mongolie jusqu'aux fromages de plus ou moins longue garde qui ont fait la célébrité de notre pays ; chaque produit étant lié aux spécificités d'un lieu et bien souvent d'une race bovine, caprine ou ovine. C'est le plus souvent à l'aide de micro-organismes, en contrôlant leur développement, que ces transformations ont été inventées et pratiquées à grande échelle. Contrairement aux grains qu'il suffit de protéger contre les insectes, rongeurs et moisissures ¹, le lait (comme la charcuterie) se conserve en utilisant certaines propriétés du monde vivant, les processus de fermentation, en les canalisant et les contrôlant. Et des sociétés entières se sont ainsi organisées autour de ces rapports étroits avec des animaux nourriciers, en confiant bien souvent aux femmes le soin des femelles laitières et la récolte de leur précieuse production.

Et voilà que ce produit unique peut se transformer en une simple commodité, de composition standardisée et de conservation garantie sans aucune autre manipulation ! Le lait ainsi réduit à son extrait sec en poudre peut circuler d'une partie du monde à l'autre, selon les avantages comparatifs et les goûts de chacun. Voilà qui est bien plus simple pour la transformation à venir : l'industrie dispose d'un produit fiable dont la composition est connue et régulière, ce qui permet de régler facilement les machines selon leur meilleur standard pour générer une diversité de produits finaux, plus ou moins brassés, sucrés, colorés, aromatisés, etc. Voilà qui est bien plus simple certes, que de partir de produits instables et différenciés pour transformer artisanalement, ici, le lait de Lacaune en Roquefort ou en Pérail, là celui de Manech en tomes basques ou béarnaises, ici de Normandes en Camembert, là de Tarines en Beaufort et de Montbéliardes en Comté... Que de savoirs divers, de savoir-faire, d'apprentissages, d'améliorations permanentes, d'échecs parfois ², pour autant de goûts et d'habitudes, d'histoires et de cultures, peu compatibles avec une distribution de masse et des standards alimentaires convergents vers quelques modèles considérés comme des signes de réussite sociale.

On nous dit que la demande en lait va considérablement augmenter dans les années qui viennent, mais s'agit-il du même lait dans les pays où la valeur et le sens qu'on lui attribue sont issus de longues pratiques aussi bien alimentaires que festives que dans ceux qui le « découvrent » ? En Afrique au nord comme au sud du Sahara, le lait, le plus souvent lé-

¹ Ce qui n'est pas non plus gagné d'avance !

² Et alors, tout est perdu...

gèrement caillé, est un aliment usuel, quotidien, même s'il sert aussi à accueillir et honorer ses hôtes. L'augmentation de la demande vient du développement de l'urbanisation et de l'éloignement des consommateurs des « campements » où se trouve la production ¹. En Asie, la consommation de lait à cette échelle est récente. Elle concerne les classes moyennes urbaines qui n'y cherchent pas une alimentation traditionnelle mais un apport nutritionnel pour les enfants, une image de modernité, d'alignement sur les standards alimentaires internationaux, etc. Ce ne sont peut-être pas les mêmes dispositifs de production, les mêmes politiques de développement, voire les mêmes types de produits et les mêmes circuits de distribution (reconnaissance et confiance, étiquetage, certifications, etc.) qui sont susceptibles d'abonder des marchés aussi différents...

Il faut dire aussi qu'on a trouvé une vache, pie, noire et blanche (parfois rouge et blanche), issue du nord de l'Allemagne et des Pays-Bas, qui produit deux à quatre fois plus de lait que ses congénères, à condition toutefois qu'on la nourrisse en conséquence à l'aide de rations en partie concentrées, car ses besoins alimentaires ont vite fait de dépasser les capacités d'encombrement de son appareil digestif ² si on veut vraiment lui faire produire le maximum de son potentiel. Mais le miracle de cette vache, c'est qu'elle peut s'adapter à une grande diversité de situations sur la planète, y être sous-nourrie (en baissant sa production) ou se contenter d'herbe, produisant alors moins mais pour des coûts de production concurrentiels à l'échelle du globe. La Holstein Pie Noire – encore appelée « hollandaise » dans certaines contrées – se rencontre sur l'ensemble de la planète, en plaine comme en montagne, dans les pays tropicaux comme dans ceux dits tempérés, dans des fermes de quatre à dix vaches comme dans des exploitations de dix mille ! C'est elle également qu'on trouve sur les emballages des produits laitiers ainsi que sur les panneaux publicitaires. Elle devient le symbole de ce qu'elle est, la machine vivante qui transforme de l'aliment – nous ne nous étendrons pas sur cette question – en lait en pack, en yoghourt, en Philadelphia, en Vache-qui-rit (qui inonde encore l'Afrique sub-saharienne). Elle est en quelque sorte l'archétype de la vision « industrielle » de l'agriculture telle qu'elle s'est développée depuis un demi-siècle, avec les modèles qui ont dominé la pensée agromomique et zootechnique de la Révolution Verte ou de la modernisation de l'agriculture dans les pays du Nord. En réduisant le vivant à un simple bien que l'on produit à partir d'intrants (fertilisants, aliments...), que l'on sélectionne pour sa productivité, ces modèles ont certes permis de préserver des famines une grande partie de l'humanité, mais ils ont contribué à réduire la variabilité du monde vivant et des conditions du milieu.

¹ Et où les ruraux continuent à s'approvisionner.

² Et pourtant, un rumen, ce n'est pas rien !

Toutefois, dans le monde de la production laitière, on peut constater, à peu près partout une cohabitation – plus ou moins concurrentielle – entre différentes formes de production. À côté des grandes structures industrialisées et spécialisées, on voit s'établir, si ce n'est se développer, d'autres formes d'exercice des activités productives ¹, spécialisées en production laitière ou non, issues d'une tradition d'élevage ou non, parfois livrant aux mêmes collecteurs, parfois pas. Et ce sont justement ces dynamiques non linéaires et improbables qui vont contribuer à créer du territoire là où des formes antérieures d'utilisation de l'espace le permettent. Ce sont ces formes de résistance au *mainstream* de la rationalité productive et des économies d'échelle qui vont explorer de nouvelles pistes et valoriser des économies de gamme, investissant des formes et des quantités de travail différentes, des rapports aux animaux plus divers (pas toujours plus éthiques !). Elles se réfèrent – explicitement ou non – à un autre rapport avec le monde qui nous entoure et dont nous tirons nos ressources, vivantes comme non vivantes. Ces perspectives nous incitent à sortir des visions qui ont consisté à stabiliser, homogénéiser, réduire les incertitudes, en réifiant le monde vivant et en niant en partie les dynamiques de la vie, pour aborder ces interactions dans leur complexité, leurs évolutions issues des apprentissages croisés (entre hommes et animaux, hôtes et parasites, plantes et ravageurs...), leurs interdépendances à d'autres niveaux d'organisation spatiotemporels, etc. On pourrait imaginer ainsi une vision systémique de l'agriculture, et tout particulièrement de l'élevage, comme un processus de coévolution des relations nature société. Et le lait pourrait y retrouver son rôle de lien entre les êtres, les plantes, les animaux, les humains... Ne serait-il pas pertinent qu'une partie de la recherche, au moins, s'intéresse à ces voies innovantes, sans négliger ² leurs formes de coexistence avec les modèles dominants, ne serait-ce que pour anticiper ce qui pourrait se passer dans les années qui viennent et qui n'est peut-être pas aussi simpliste qu'on veut bien nous l'annoncer ?

¹ Le présent ouvrage en présente de nombreuses, dont certaines paraissent très prometteuses !

² Il ne s'agit pas d'en faire des cas marginaux, mais peut-être, à l'inverse, des marges de développement.



Votre avis nous intéresse

Pour citer ce chapitre

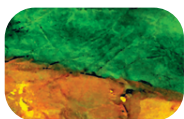
Hubert B., 2015. « Le lait, la vie, les technologies et des hommes... (postface) », In Napoléone M., Corniaux C., Leclerc B. (coords), *Voies lactées. Dynamique des bassins laitiers entre globalisation et territorialisation*, Inra-Sad – Cardère :305-308. DOI : 10.15454/1.4477762007822568E12

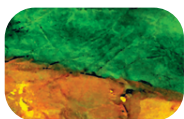
Affiliation des auteurs

Bernard HUBERT, Agropolis International, F-34394 Montpellier, France

Ce travail a été conduit dans le cadre du projet de recherches Mouve financé par l'Agence nationale de la recherche (projet ANR-2010-STRA-005-01).







Annexe 1 – Sigles utilisés

4M	Quatre Montagnes (canton de Villard-de-Lans)
AB	Agriculture biologique
AMAP	Association pour le maintien d'une agriculture paysanne
ANR	Agence nationale de la Recherche
AOC	Appellation d'origine contrôlée
AOP	Appellation d'origine protégée
APAP	Association pour la promotion des agriculteurs du parc naturel régional du Vercors
CC	Circuit court
CEE	Communauté économique européenne
CERPAM	Centre d'études et de réalisations pastorales Alpes-Méditerranée
CETA	Centre d'études techniques agricoles
CIRAD	Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement
CUMA	Coopérative d'utilisation du matériel agricole
DRAF	Direction régionale de l'Agriculture et de la Forêt
EA	Exploitation agricole
ESB	Encéphalopathie spongiforme bovine
FDSEA	Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles
FNSEA	Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles
GASL	Global Agenda for a Sustainable Livestock
GMS	Grande et moyenne surface
GRA	Global Research Alliance on Greenhouse Gas
GVA	Groupement de vulgarisation agricole
ICHN	Indemnités compensatoires de handicaps naturels
IDP	International Dairy Products Company (Công ty còphàn sũaquòcté)
IGP	Indication géographique protégée
INRA	Institut national de la Recherche agronomique
IRSTEA	Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'Environnement et l'Agriculture
ISM	Indemnité spéciale montagne
IVD	Indemnité viagère de départ
JAC	Jeunesse agricole catholique

JO	Jeux olympiques
LDB	Laiterie du Berger
LR	Languedoc-Roussillon
MAE	Mesure agrienvironnementale
MDD	Marque de distributeur
OLAE	Opération locale agriculture environnement
OMC	Organisation mondiale du Commerce
ORLAC	Organisation régionale laitière agricole coopérative
PAC	Politique agricole commune
PACA	Provence-Alpes-Côte d'Azur
PIDA	Programme intégré de développement agricole
PMSEE	Prime au maintien des systèmes d'élevage extensif
PN	Parc national
PNR	Parc naturel régional
PT	Prairie temporaire
RTM	Restauration des terrains en montagne
SAU	Surface agricole utile
SCOFF	Union de sociétés coopératives fromagères françaises
SCOT	Schéma de cohérence territoriale
SFL	Société Fromagère du Livradois
SIME	Service interdépartemental montagne-élevage
SIVER	Syndicat interprofessionnel du Bleu du Vercors-Sassenage
SLA	Société laitière agricole
SOMIVAL	Société pour la mise en valeur de l'Auvergne et du Limousin
SOQ	Signe officiel de qualité
SPP	Syndicat des producteurs de Pélardon (gère l'AOP)
SYAL	Système agroalimentaire localisé
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UE	Union européenne
UFC	Unité formatrice des colonies
UHT	Upérisation à haute température
ULP	Union laitière pyrénéenne
URCVL	Union régionale des coopératives de vente de lait
URLAC	Union régionale laitière agricole coopérative



Annexe 2 – Voyage aux pays du lait : dynamiques laitières dans le monde

Christian CORNIAUX *

LES DYNAMIQUES DE PRODUCTION et de consommation du lait recouvrent des réalités locales variées selon les pays du globe considérés. Nous invitons ici le lecteur à un rapide voyage aux pays du lait afin de dresser un panorama des grandes tendances actuelles. Autrement dit, ce chapitre a pour dessein de situer nos études de cas dans un environnement globalisé, mouvant et contrasté.

CROISSANCE MONDIALE DE LA POPULATION ET DE LA PRODUCTION LAITIÈRE

La production laitière mondiale, toutes espèces confondues, est de l'ordre de 770 millions de tonnes pour un peu plus de 7 milliards d'habitants en 2013 (Chatellier 2014). Portée par la croissance démographique, elle augmente d'environ 1 à 2 % par an depuis les années 1970, en dépit d'un ralentissement au début des années 1990 suite au recul marqué de la production russe (fig. 1). Cette augmentation est légèrement supérieure à la croissance démographique.

Plus de 80 % de la production mondiale est assurée par le lait de vache (taurins et zébus). Les autres laits peuvent prendre une place importante dans certains pays ou régions comme le lait de bufflesse en Inde ou les laits de chèvre ou de brebis sur le pourtour méditerranéen ou en Afrique (Faye & Konuspayeva 2012).

* Auteur correspondant : christian.corniaux@cirad.fr

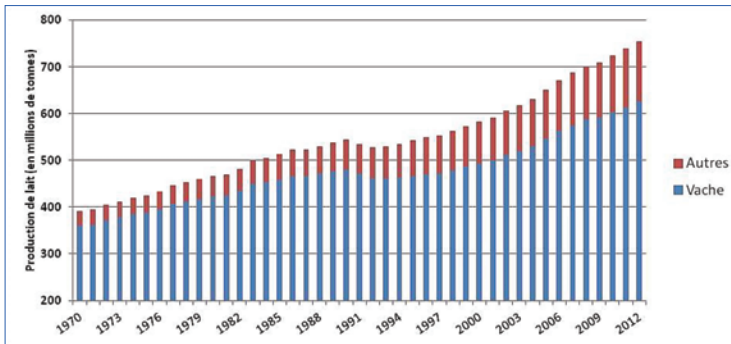


Figure 1. Production mondiale de lait (en millions de tonnes)
(d'après Faostat 2014 : <http://faostat.fao.org/site/291/default.aspx>).

LA DYNAMIQUE MONDIALE PORTÉE PAR L'ASIE

Depuis 10 ans, les deux tiers de la croissance de la production laitière sont portés par l'Asie. L'Inde, la Chine et le Pakistan sont parmi les 4 plus grands pays producteurs mondiaux (fig. 2). Ils représentent à eux seuls plus du quart de la production mondiale. L'Union européenne (UE-28) demeure néanmoins la première zone de production avec près de 160 millions de tonnes en 2013 (Idèle 2014). Mais du fait de la stagnation de sa demande domestique et de choix politiques (quotas laitiers), l'offre a peu évolué au cours de la dernière décennie. La perspective de la levée des quotas en mai 2015 devrait modifier sensiblement cette situation.

Dans le paysage laitier mondial, il faut enfin souligner le poids de certaines régions productrices en Amérique du Nord (Canada, USA, Mexique) et du Sud (Brésil, Uruguay, Argentine), et en Océanie (Nouvelle-Zélande et Australie).

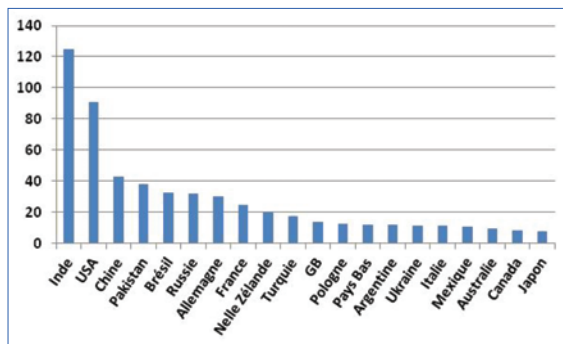


Figure 2. Production des principaux pays laitiers en 2012 (en millions de tonnes) (d'après Faostat 2014).

Résumé

Ce texte présente les principales dynamiques laitières observées aujourd'hui dans le monde. La croissance démographique s'avère être un puissant levier pour la production et la consommation de produits laitiers, notamment en Asie. Les situations sont néanmoins contrastées selon les régions du monde. Les échanges internationaux de produits laitiers entre grands bassins excédentaires et déficitaires sont minoritaires mais sont influents sur les marchés. Ils rendent les prix volatils et plutôt à la hausse depuis une dizaine d'années. On observe également une forte tendance à l'internationalisation des grands groupes laitiers. Les circuits non conventionnels gardent cependant une place importante à l'échelle mondiale.

Mots-clés : production laitière, consommation, produits laitiers, multinationales, marché international

UNE CONSOMMATION MONDIALE TRÈS CONTRASTÉE

L'augmentation de la production laitière mondiale étant légèrement supérieure à celle de la démographie, la consommation *per capita* progresse et s'établit à un peu moins de 110 kg/an/capita (Chatellier 2014). Les recommandations des organisations internationales (OMS, FAO) étant de l'ordre de 90 kg/an/capita, les besoins globaux en lait semblent couverts. Mais les situations sont très contrastées (fig. 3). Les niveaux de consommation en Asie et en Afrique sont globalement faibles au regard de ceux relevés dans certains pays d'Europe, d'Amérique du Nord et du Sud ou encore d'Océanie.

C'est pourquoi les marges de progression sur ces deux continents sont considérables. Soutenue notamment par une amélioration relative du pouvoir d'achat de populations de plus en plus urbanisées, par les campagnes de promotion des multinationales de l'agroalimentaire ou de programmes gouvernementaux de nutrition infantile, et par le développement de la logistique (transport et respect de la chaîne du froid), l'évolution des habitudes alimentaires peut en effet y être rapide.

UN MARCHÉ INTERNATIONAL MINORITAIRE MAIS INFLUANT

À l'instar de nombreux produits agricoles, la globalisation des échanges concerne les produits laitiers. La technologie laitière permet le transport sur de longues distances d'une matière première initialement pondéreuse et dégradable. Quatre principaux produits sont aujourd'hui mis sur le marché mondial (« commodités ») : les poudres grasses, les poudres maigres, le fromage et le beurre (et huile de beurre). Ce marché suit l'évolu-

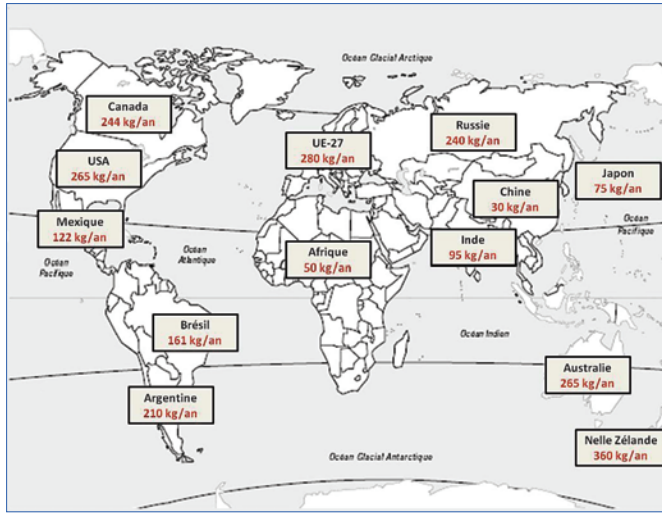


Figure 3. Consommation *per capita* de lait (en équivalent-lait) (d'après You 2012).

tion des marchés régionaux et nationaux dans un équilibre permanent entre offre et demande. Cette évolution dessine le contour de grandes zones exportatrices et importatrices dans le monde (fig. 4). Les exportations sont dominées par la Nouvelle-Zélande, l'UE-28, les USA et l'Australie. Cette dernière est en retrait depuis les années 2000. En revanche, l'Argentine et l'Uruguay sont encore modestes mais leur positionnement s'affirme. L'Asie est le premier continent importateur (entre 50 et 60 % des échanges internationaux). Parmi les grands pays importateurs, notons d'abord la Chine et la Russie mais aussi l'Al-

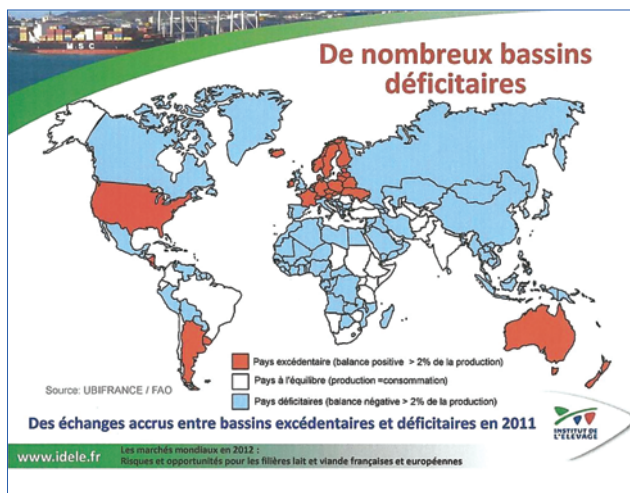


Figure 4. Pays exportateurs et importateurs de produits laitiers (d'après You 2012).

gérie, le Mexique, l'Égypte, le Japon, l'Indonésie et l'Arabie Saoudite (Idèle 2014). Les échanges internationaux de produits laitiers entre grands bassins excédentaires et déficitaires sont relativement stables depuis une dizaine d'années, de l'ordre de 7 à 8 % de la production mondiale (Chatelier 2014, Idèle 2014). La part du commerce international est donc relativement faible. Au cours des dernières années, on note cependant un tassement des exportations vers l'Afrique et le Moyen Orient, en partie à cause de la hausse du prix et de la volatilité des commodités. Enfin, si la part du marché international intervient pour moins de 10 % des échanges, il ne faudrait pas occulter son influence sur la formation des prix domestiques.

DES PRIX VOLATILS ET PLUTÔT À LA HAUSSE

Le prix des commodités est volatil et plutôt élevé depuis la crise de 2008. Si on sait que la demande augmente de façon régulière, portée notamment par le continent asiatique (Chine en premier lieu), l'offre est assez difficile à prévoir et les facteurs malaisés à hiérarchiser. On pense aux aléas climatiques (sécheresse en Australie), aux décisions politiques en faveur des marchés domestiques (par exemple en Inde et en Argentine), à la concentration de l'offre mondiale des exports, à la financiarisation des commodités ou encore à l'augmentation des intrants (aliments concentrés) et du pétrole. La demande en

hausse et l'offre incertaine tendent les marchés alors que la Nouvelle-Zélande, les USA et l'UE-28, traditionnellement exportateurs, peinent à répondre rapidement à la demande.

Cette volatilité et cette tendance haussière se répercutent de plus en plus sur les prix à la production de grands pays producteurs tels que la Nouvelle-Zélande, les USA, le Brésil et la France (fig. 5). La tendance est à une convergence des prix dans les bassins laitiers avec une hausse importante dans les pays où le coût de production était réputé faible, notamment en Nouvelle-Zélande. Pour autant, il existe encore dans les territoires de grosses hétérogénéités de prix payé au producteur selon la saison, la contractualisa-

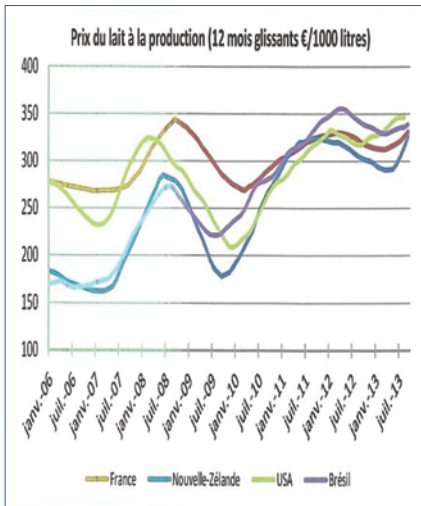


Figure 5. Évolution du prix du lait dans 4 pays laitiers (d'après Idèle 2014).

tion passée ou non avec les entreprises, les performances des entreprises, la qualité du lait (taux, qualité sanitaire), l'inscription sur un marché porteur (fromage, appellations d'origine).

DES CIRCUITS NON CONVENTIONNELS PLUS IMPORTANTS QU'IL N'Y PARAÎT

Une récente étude menée en 2011 (IFCN 2013) montre que 62 % du lait produit dans le monde est collecté par des laiteries (fig. 6). Cette proportion est variable selon les continents, les pays et les territoires. Quand les structures de production sont relativement grandes (plus de 10 vaches), le lait est d'abord dirigé vers des laiteries. C'est le cas aux États-Unis, en Australie ou en Nouvelle-Zélande. C'est aussi le cas en Europe mais les situations sont contrastées entre pays. Ainsi, notamment en Europe du Sud, les ventes directes et la production de laits de chèvre et de brebis avec transformation à la ferme échappent aux circuits de transformation industrielle. En Afrique et en Asie du Sud, la place de l'autoconsommation et des ventes directes est considérable par rapport aux circuits des laiteries. Cela s'explique en partie par la place prépondérante des petites structures de moins de 10 vaches, qui, au niveau mondial, représenteraient le tiers de la production, les trois-quarts du nombre des fermes et plus de la moitié du nombre de vaches (tabl. 1).

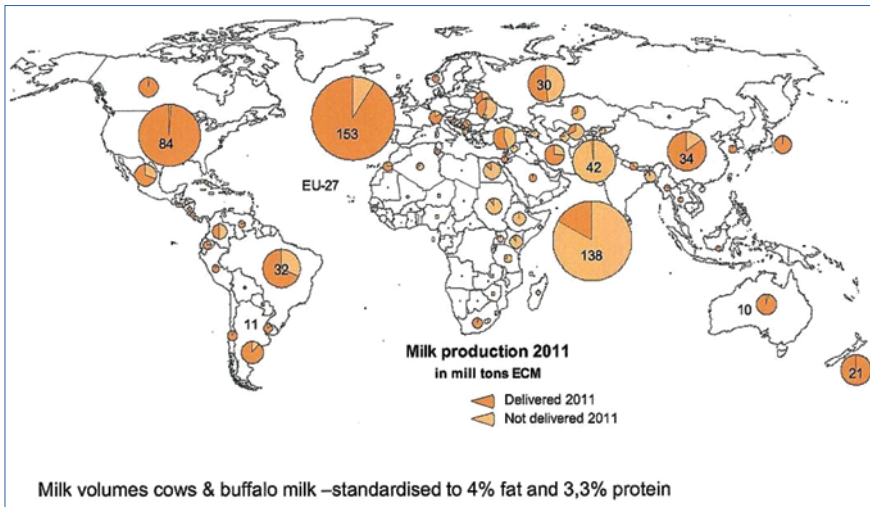


Figure 6. Part du lait passant par les laiteries (d'après IFCN 2012).

	Production	Nombre de fermes	Nombre de vaches
Business farms (> 100 vaches)	33 %	0,3 %	16 %
Family farms (entre 10 et 100 vaches)	33 %	22 %	28 %
Household farms (< 10 vaches)	33 %	78 %	56 %

Tableau 1. Estimation de la part mondiale du lait produit, du nombre de fermes et du nombre de vaches selon la taille des exploitations (d'après IFCN 2013, sur la base de l'analyse de 78 pays).

DES GRANDS GROUPES QUI DÉVELOPPENT LEUR ACTIVITÉ À L'INTERNATIONAL

S'il existe encore dans le monde une grande diversité de structures de collecte laitière, il est indubitable que les leaders mondiaux s'appuient aujourd'hui sur un développement à l'international, notamment dans les pays émergents où la croissance de la consommation de produits laitiers est soutenue (Asie, Moyen Orient, Afrique, Amérique du Sud). Les fusions, acquisitions, rachats et *joint-ventures* se multiplient. Il faut relever la puissance des entreprises européennes, américaines et néo-zélandaises (fig. 7). Dans leurs investissements à l'étranger, en s'associant ou en rachetant des structures déjà présentes, elles cherchent à récupérer une notoriété et des fournisseurs mais aussi à assurer des débou-

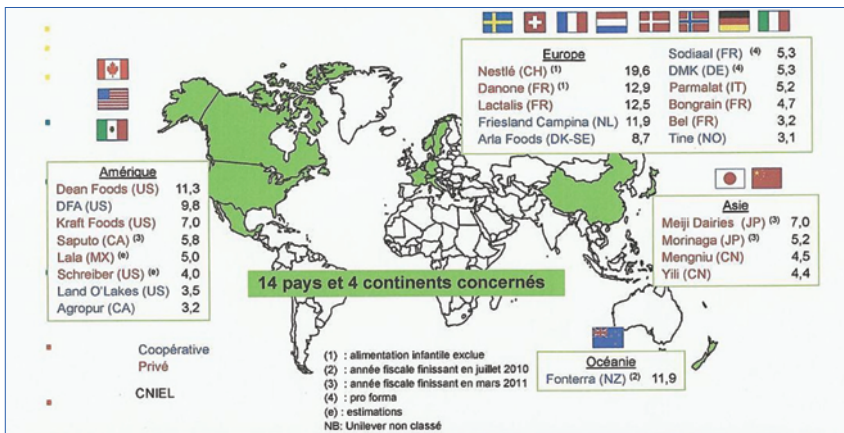


Figure 7. Principaux groupes laitiers dans le monde en 2010 (d'après You 2012).

chés pour leurs exportations de commodités. Elles souhaitent aussi rajouter de la valeur à ces exports et au lait domestique, sous forme de produits frais et de produits identifiés par des marques. Enfin elles veulent dégager des bénéfices plus élevés que sur leurs marchés d'origine (Lafougère 2014).

Pour accompagner cette stratégie à l'étranger, les multinationales occidentales investissent massivement dans les tours de séchage. C'est bien entendu le cas en Nouvelle-Zélande traditionnellement tournée vers l'export de commodités, mais aussi en Australie et aux États-Unis. C'est désormais le cas en Europe où la suppression des quotas laitière en mai 2015 dessine de nouvelles perspectives. On peut citer par exemple Arla au Danemark, Dairy Gold, Danone et Glanbia en Irlande, Friesland Campina aux Pays-Bas, Lactalis et Sodiaal en France, DMK en Allemagne.

Mais ces grands groupes occidentaux établis dans des pays à tradition laitière ne sont plus les seuls à développer des stratégies à l'international. De nouveaux acteurs puissants émergent en Amérique Latine et en Asie, en lien ou non avec les multinationales occidentales. Dans ce nouveau panorama, les entreprises chinoises sont particulièrement agressives à la fois sur leur marché domestique et à l'étranger. Leurs investissements se développent par exemple en Europe. Elles y installent des tours de séchage afin d'assurer leur approvisionnement, en particulier sur les laits infantiles.

CONCLUSION

Les filières laitières s'inscrivent dans un marché mondial prometteur, porté par la croissance démographique, notamment en Asie. Si la hausse de la demande paraît assurée, il est beaucoup plus délicat de prévoir l'avenir de l'offre. Cela crée des tensions récurrentes sur les marchés laitiers et engendre une volatilité des prix sur les marchés domestiques comme à l'international.

L'avenir reste donc à construire. Les zones traditionnellement exportatrices couvriront en partie les nouveaux besoins. Avec la perspective de l'arrêt des quotas laitiers en 2015, l'UE-28 possède un gros potentiel de développement surtout dans les zones intensifiées du nord, où se sont positionnées les multinationales. Mais l'UE pèse finalement assez peu sur le marché mondial, surtout sur l'Asie. Par ailleurs, la Nouvelle-Zélande, avec Fonterra, sera loin de pouvoir couvrir la demande mondiale. Autrement dit, ce sont d'abord les pays où est notée une forte hausse de la consommation qui devront produire le lait pour couvrir leur besoin, y compris avec les investissements de grands groupes étrangers. Cela pose la question de la répartition des marges, tout au long de la chaîne de valeur.

C'est particulièrement vrai en Asie mais aussi dans certains pays africains (Égypte, Maghreb, Afrique de l'Est). Ainsi de nouvelles dynamiques s'observent à l'échelle de grandes régions, donnant lieu à la mise en œuvre d'un développement laitier très contrasté entre les pays mais aussi et surtout au sein même des territoires laitiers de production et de consommation.

Références

- Chatellier V., 2014. « Économie laitière locale versus économie mondiale ? », In *Proceedings 1st International Meeting on "Milk, Vector of development"*. Agreenium & Corfilac, 21-23 May 2014, Rennes, France :61-62.
- Faye B., Konuspayeva G., 2012. "The sustainability challenge to the dairy sector – The growing importance of non-cattle milk production worldwide", *International Dairy Journal* 24:50-56.
- IFCN, 2013. *Dairy Report 2012. For a better understanding of milk production world-wide*. International Farm Comparison Network, 208 p.
- IFCN, 2012. *Dairy Report 2011. For a better understanding of milk production world-wide*. International Farm Comparison Network, 208 p.
- Idèle, 2014. *Économie de l'élevage. Dossier marchés mondiaux des produits laitiers. Année 2013. Perspectives 2014*. CNE, Paris, Économie de l'élevage n° 447, 40 p.
- Lafougère C., 2014. « Orientations et stratégies des grands transformateurs laitiers dans les nouveaux bassins de consommation », In *Marchés mondiaux du lait*, Journée Idèle, 21 mai 2014, Paris.
- You G., 2012. « Production laitière et marchés mondiaux des produits laitiers », In *Les marchés mondiaux en 2012 : Risques et opportunités pour les filières lait et viande françaises et européennes*. Idèle, 11-12 avril 2012, Paris. www.idele.fr

Pour citer ce chapitre

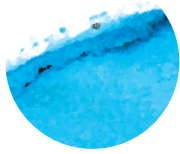
Corniaux C., 2015. « Voyage au pays du lait : Dynamiques laitières dans le monde (annexe 2) », In Napoléone M., Corniaux C., Leclerc B. (coords), *Voies lactées. Dynamique des bassins laitiers entre globalisation et territorialisation*, Inra-Sad – Cardère :312-320. DOI : 10.15454/1.4477763654538018E12

Affiliation des auteurs

Christian CORNIAUX, Cirad, UMR Selmet, Dakar Étoile, Sénégal

Ce travail a été conduit dans le cadre du projet de recherches Mouve financé par l'Agence nationale de la recherche (projet ANR-2010-STRA-005-01).





Annexe 3 – Repères chronologiques concernant l’agriculture, l’élevage, le développement rural en France ¹

PREMIÈRE MOITIÉ DU XX^e

- La révolution industrielle est en marche. Dans certaines régions, naissance d’une économie laitière, sur des modèles très différents.
- 1920 Après la fièvre aphteuse et le phylloxéra, la région Poitou-Charentes met en place une production caprine avec transformation en coopératives sur le modèle de la viticulture. La race Saanen est importée de Suisse.
- 1932 Naissance de la JAC.
Création d’une laiterie dans les Alpes (Haute-Savoie).

APRÈS-GUERRE

- Organisation, modernisation et mécanisation de l’agriculture. Soutien à l’industrie ; objectif : produire plus pour nourrir la France. Spécialisation de l’agriculture et des territoires.
- 1944 Premier Ceta.
- 1946 Naissance de la FNSEA et des Foyers ruraux.
- 1950 Décret imposant la vente de lait pasteurisé dans les villes de plus de 20 000 habitants.
- 1954 2^e plan de modernisation et d’équipement (1954-1957).
- 1957 Traité de Rome.
- 1959 Entrée en vigueur de la PAC
- 1960 L’Europe à six (en lien avec le traité de Rome) : organiser les marchés vers l’autosuffisance.
Garantir les prix, préférence communautaire, régulation des marchés dans la CEE.

¹ Informations issues d’une part des références citées en fin de cette chronologie, d’autre part des articles Houdart et al., Madelrieux & Alavoine, Napoléone & Boutonnet, publiés dans cet ouvrage.

- Loi créant les parcs naturels nationaux (il s'agit de protéger des espèces emblématiques).
 Loi d'orientation agricole.
 Loi relative à l'enseignement et à la formation professionnelle agricole.
- 1962 Début de la Politique agricole commune.
- 1966 Passage de la vulgarisation agricole au développement.
 Loi sur l'élevage : organise le progrès technique (génétique, contrôle de performance, rationnement).
- 1967 Décret créant les parcs naturels régionaux.
- 1968 Mouvement de contestation sociale en France et plus largement dans les pays occidentaux.
- 1969 Mise en place de l'IVD (Indemnité viagère de départ).
- Années 1970 La grande distribution se développe dans les zones urbaines.
 L'agro-industrie se développe sur ces réseaux.
- 1971 M. Debatisse, acteur du Livradois-Forez, président de la FNSEA.
 Début de résistance des paysans du Larzac.
- 1974 Création de l'Indemnité spéciale montagne (ISM).
 Technologie : lait UHT et briques laitières : allongement de la durée de consommation. Les industries laitières de l'Ouest se développent notamment sur les circuits longs de distribution nationaux, qui se mettent en place en France et en Europe.
- 1977 Directive d'aménagement pour la montagne.
- 1970-1978 Arrivée dans l'arrière-pays méditerranéen des néoruraux, portés par l'élan et les aspirations revendiquées dans le mouvement social de 1968 : l'élevage caprin avec vente directe leur permet de mettre en place une activité agricole avec peu de moyens.

À PARTIR DE 1980

- La France doit gérer des excédents laitiers (vaches).
 Mise en place de mesures de régulation de la production.
 Le conseil est toujours ciblé sur la productivité.
 Les filières industrielles se déploient sur les circuits longs et la grande distribution.
 Identification de zones en retard de développement lié à leurs handicaps naturels.
- Fin 1970-début 1980 : Gigantesques incendies en zone méditerranéenne : les services de l'état (Draf) s'interrogent sur la participation de l'élevage à l'entretien des milieux embroussaillés.

- M. Poly (directeur de l'Inra) crée une unité Inra (Écodéveloppement, Avignon) pour travailler sur le pastoralisme.
En région LR et Paca : création de services d'appui au pastoralisme (Cerpam et Sime).
- 1980 Première crise nationale du lait de chèvre.
- 1981 Entrée de la Grèce dans la CEE (10^e membre).
- 1984 Plan de modernisation industrielle.
Mise en place des quotas laitiers (lait de vache) pour limiter les excédents.
- Années 1980 Plan Atec (Appui technique caprin, insémination, contrôle laitier, rationnement...).
- 1985 Loi montagne.
ISM devient l'ICHN (Indemnités compensatoires de handicaps naturels).
Mise en œuvre des Programmes intégrés méditerranéens (PIM).
En zones méditerranéennes (LR et Paca) : premiers services d'appuis au pastoralisme.
- 1986 Entrée du Portugal et de l'Espagne dans la CEE.
Dépassement des quotas laitiers (lait de vache).
ESB : Encéphalite spongiforme bovine (vache folle).
- 1987 Création de la confédération paysanne.
Projet de loi de modernisation de l'agriculture et du secteur agroalimentaire.
- 1988 Loi d'amélioration de la décentralisation.
- 1990 Seconde crise nationale du lait de chèvre.
- Fin des années 1980 : L'industrie et les distributeurs réagissent à la crise de confiance des consommateurs en multipliant les marques et labels. Les petites régions laitières traditionnelles cherchent à protéger leur produit par un signe de qualité lié au lieu (AOC).

LES ANNÉES 1990 ET 2000

- Les préoccupations d'environnement prennent de l'importance.
Les modèles de consommation évoluent.
Les aides à la production deviennent des aides à l'activité, avec conditionnalité des aides.
- 1992 Réforme de la PAC : passage du soutien des prix au soutien des revenus.
Gel des terres obligatoire.
- 1994 Accords de Marrakech : réduire les soutiens agricoles.
- 1995 Premières MAE (mesures agrienvironnementales).
- 1994-1997 Décret de mise aux normes des fromageries et des chaînes de transformation.
- 1999 Réorganisation de la PAC en deux piliers : découplage des aides et de la

	production (premier pilier : production et marchés ; second pilier : environnement qualité, développement rural).
	Démantèlement du McDonald's de Millau : dénoncer la « malbouffe » et la viande aux hormones. Cette action sera très largement médiatisée.
2003	Découplage des aides agricoles et augmentation des aides pour le développement rural (favoriser l'adaptation au marché et légitimer des aides aux activités sur des enjeux sociétaux).
2004	L'OMC conclut un accord-cadre libéralisant le commerce mondial. L'Union européenne passe de 15 à 25.
2007-2008	Grenelle de l'Environnement. Soutien au développement de l'agriculture biologique (prime de conversion).
2008	Début du conflit sur le prix du lait entre éleveurs et industriels. Scandale du lait à la mélanine en Chine.
2008	Fraude à la viande de cheval très largement médiatisée.
Depuis 2010	Développement rapide dans toutes les régions de formes alternatives de vente. Retour vers la vente de proximité (géographique, organisationnelle, relationnelle).
2015	Suppression des quotas laitiers.

Les mesures et événements que nous avons énumérés ont eu des conséquences diverses dans les territoires. À travers les histoires singulières des trois bassins laitiers français, le lecteur pourra voir comment trois régions françaises considérées « à handicaps naturels » ont construit leurs activités en s'adaptant aux transformations de la France rurale et agricole et en valorisant leurs ressources et leurs productions :

- Le bassin laitier du Livradois-Forez en Auvergne, dans le Massif Central, p. 89
- Le bassin laitier des « Quatre Montagnes » dans le Vercors (Alpes) p. 111
- Le bassin laitier « Pélardon en Cévennes méridionales » (en zone méditerranéenne), p. 157

Pour en savoir plus

- Bazin G., Levesque R., 2005. « La nouvelle PAC et le coût du foncier agricole », *Études foncières* 113 :17-21.
- Calvez E., 2006. *L'économie laitière en France et dans le monde. Approche géographique*. Presses Universitaires de Rennes, 188 p.
- Delfosse C., 2007. *La France fromagère (1850-1990)*. La Boutique de l'Histoire éditions, Paris, 249 p.
- Houée P., 1989. *Les politiques de développement rural*. Inra Économica, 249 p.
- Inra, 2004. *Les réformes de la politique agricole commune*. Inra la lettre n° 5.
- Le Jaouen J.-C., 2003. « Les grandes mutations de l'élevage caprin », *La Chèvre* 254 :16-20.
- Le Jaouen J.-C., 2003. « La France caprine se redessine », *La Chèvre* 255 :13-23.
- Le Pensec L., 1998. *Projet de loi d'orientation agricole, enregistré à l'assemblée nationale le 10-06-1998*. Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, 43 p.
- Maapar, 2003. *La nouvelle politique agricole commune. Accord de Luxembourg 26 juin 2003*, Bima 1502 juillet 2003, 8 p.
- Maapar, 2004. *La nouvelle politique agricole commune, conditionnalité 2005*, Bima décembre 2004, livret I (8 p.) et livret II (8 p.).
- Vatin F., 1996. *Le lait et la raison marchande. Essai de sociologie économique*. Presses Universitaires de Rennes, 205 p.
- Vissac B., 2002. *Les vaches de la République. Saisons et raisons d'un chercheur citoyen*. Inra éd., 505 p.

Les auteurs

FRANÇOISE ALAVOINE-MORNAS, ingénieure agronome et zootechnicienne de formation, conduit des recherches à l'Irstea sur les transformations des exploitations agricoles en lien avec les enjeux globaux du contexte socio-économique et les évolutions des territoires. Elle s'intéresse notamment aux processus d'évolution des exploitations agricoles, aux raisons qui motivent les décisions des agriculteurs et aux interrelations entre exploitations agricoles, filières et territoires. Ses recherches ont été appliquées aux cas de l'agriculture périurbaine et de l'agriculture biologique, aux engagements environnementaux des agriculteurs et à l'évolution des bassins laitiers de montagne.

✉ Irstea Centre de Grenoble - Développement des Territoires Montagnards - Domaine universitaire - 2 rue de la Papeterie - BP 76 - 38402 Saint-Martin d'Hères cedex

@ francoise.alavoine-mornas@irstea.fr

PEDRO ARBELETCHÉ est agronome de formation initiale, spécialisé en économie, enseignant et chercheur au département de sciences sociales de la faculté d'Agronomie de l'Université de la République, Uruguay. Ses sujets de recherche se réfèrent à l'expansion agricole et forestière et leurs conséquences sur d'autres activités telles que l'élevage viande ou lait. Il s'occupe aussi des processus de concentration de la production, des typologies des entreprises agricoles et des processus d'avance de la propriété étrangère.

✉ Facultad de Agronomía - Dept. Ciencias sociales - Ruta 3, km 363 - Paysandú - Uruguay

@ arbe19@fagro.edu.uy

VIRGINIE BARITAUX est maître de conférences en économie agroalimentaire à VetAgro Sup. Au sein de l'unité mixte de recherche Métafort, ses travaux de recherche portent sur l'analyse de la coordination des acteurs dans les filières agroalimentaires. Elle étudie en particulier le rôle et la place des intermédiaires de la distribution dans les dynamiques des filières et dans les dynamiques territoriales.

✉ VetAgro Sup - Campus agronomique de Clermont-Ferrand - 89 avenue de l'Europe - 63370 Lempdes - France

@ virginie.baritaux@vetagro-sup.fr

DANILO BARTABURU MAZARINO est ingénieur agronome à la faculté d'Agronomie de l'Université de la République, Uruguay. Depuis 1982, il a successivement assuré les fonctions d'enseignant en production de lait (à la faculté d'Agronomie et puis à l'Université catholique de l'Uruguay), puis en 1985, celle de vulgarisateur à la laiterie de Salto et enfin, en 1988, celle d'agent de développement au *Plan agropecuario* dont il est aujourd'hui directeur régional. Il est auteur de nombreux articles scientifiques, focalisé sur la vulnérabilité des exploitations d'élevage bovin.

✉ Instituto Plan agropecuario – Regional Litoral Norte – Amorim 55 – Salto – Uruguay

@ dbartaburu@planagropecuario.org.uy

JEAN-PIERRE BOUTONNET est chargé de recherche dans le département Sciences pour l'action et le développement (Sad) de l'Inra. Il est spécialisé dans l'étude des filières et des marchés des produits animaux, aux différentes échelles locale, nationale et internationale. Il a mené de nombreuses études tant en Europe que dans les pays en développement. Ses recherches actuelles portent sur les dimensions économiques de l'élaboration de la qualité des produits animaux.

✉ Inra – UMR Selmét – 2 place Viala – 34000 Montpellier – France

@ boutonnet@supagro.inra.fr

PATRICK CARON est chercheur au Cirad depuis 1988. Vétérinaire et géographe, il a travaillé sur l'analyse des dynamiques territoriales et du rôle de l'élevage dans les processus de développement au Brésil et en Afrique. Il est aujourd'hui directeur général délégué à la recherche et à la stratégie du Cirad.

✉ Cirad – Avenue Agropolis – TA 179/O4 – 34398 Montpellier cedex 5 – France

@ patrick.caron@cirad.fr

SORAYA CARVALHO est professeure à l'Université fédérale du Pará au Brésil depuis 1995. Docteur en zootechnie, elle travaille sur les systèmes familiaux de production laitière en Amazonie brésilienne. Elle a coordonné et participé à plusieurs projets de recherche et développement sur ce thème, et dirige actuellement un laboratoire universitaire dédié aux recherches sur l'agriculture familiale et le développement territorial en Amazonie.

✉ UFPA – Núcleo de ciências agrárias e desenvolvimento rural – Belém – Pará – Brésil

@ soraya@ufpa.br

JEAN-DANIEL CESARO est géographe, spécialisé en cartographie et en systèmes d'information géographique. Il prépare actuellement une thèse avec le Cirad.

 Cirad - UMR Selmet - 298 Kim Ma - Ha Noi - Vietnam

 cesaro.jeandaniel@gmail.com

CHRISTIAN CORNIAUX est chercheur au Cirad depuis 1992. Ingénieur agronome et zootechnicien de formation, il a travaillé sur la gestion technique et la gestion sociale du lait à l'échelle des exploitations familiales en Afrique de l'Ouest. Il a coordonné plusieurs projets de recherche sur la commercialisation des produits animaux, notamment du lait. Il réside en Afrique de l'Ouest (Sénégal et Mali) depuis 1997.

 Cirad - UMR Selmet - Dakar Étoile - Sénégal


 christian.corniaux@cirad.fr

PASTORA CORREA est agronome, enseignante et chercheuse du département des sciences sociales à la faculté d'Agronomie de l'Université de la République, Uruguay. Sa spécialisation est la gestion et l'aide à la prise de décision en exploitations agricoles et en élevage. Elle travaille au Centre de Salto.

 Facultad de Agronomía en Salto - Ruta 31, km 31 - Salto - Uruguay

 pcorrea@unorte.edu.uy

SYLVIE COURNOT est chercheuse à l'UMR Métafort de VetAgro Sup. Zootechnicienne des systèmes d'élevage, elle s'intéresse aux dynamiques des élevages dans les territoires. Elle a été fortement impliquée dans la coordination et l'animation de plusieurs projets de recherche sur les interactions entre dynamiques de l'élevage et des territoires.

 UMR Métafort - VetAgro Sup - BP 35 - 63370 Lempdes - France

 sylvie.cournut@vetagro-sup.fr

BENOÎT DEDIEU est chef du département Sciences pour l'action et le développement (Sad) de l'Inra. Zootechnicien des systèmes d'élevage, il contribue aux recherches sur les interactions entre dynamiques de l'élevage et dynamique des territoires. Il est coordinateur du projet ANR Mouve qui a porté l'action et le projet d'ouvrage « Voies lactées ».

 Inra Sad - Theix - 63122 Saint-Genès Champanelle - France

 dedieu@clermont.inra.fr

GUILLAUME DUTEURTRE est chercheur au Cirad. Il mène depuis vingt ans des recherches sur le développement des filières élevage dans les pays du Sud. Il a coordonné des projets de recherche internationaux en Afrique et en Asie du Sud-Est, et assuré l'édition scientifique de plusieurs ouvrages collectifs.

✉ Cirad - UMR Selmet - 298 Kim Ma - Ha Noi - Vietnam

@ guillaume.duteurtre@cirad.fr

ALAIN HAVET est chercheur à l'UMR Sad APT Inra AgroParisTech. Zootechnicien des systèmes d'élevage depuis 1983, il s'intéresse aux dynamiques des exploitations possédant un élevage sur un territoire, en lien avec les filières de production. Son travail concerne plus particulièrement l'élevage laitier, bovin ou caprin.

✉ Inra - UMR Sad APT - AgroParisTech Bât. EGER - 78850 Thiverval-Grignon - France

@ alain.havet@grignon.inra.fr

MARIE HOUDART est géographe, chercheuse à l'Irstea depuis 2007. Après avoir travaillé sur les stratégies des agriculteurs en relations avec les problématiques environnementales, elle s'intéresse aux systèmes agroalimentaires. Elle a coordonné des projets ou volets de projets relatifs à l'action collective dans la mise en œuvre des démarches de valorisation des produits de l'élevage bovin laitier ou allaitant.

✉ Irstea - UMR Metafort - 9 avenue Blaise Pascal - CS 20085 - 63178 Aubière - France

@ marie.houdart@irstea.fr

BERNARD HUBERT est directeur de recherche émérite à l'Inra et directeur d'études à l'EHESS. Ses intérêts de recherche concernent les démarches de développement durable lorsqu'elles font converger les sciences agronomiques, les sciences sociales et l'écologie. L'interdisciplinarité est pour lui un enjeu tout autant théorique que pratique. Il a eu l'occasion de la mobiliser sur de nombreux terrains de recherche en France comme à l'étranger.

✉ Agropolis International - 1000 av. Agropolis - 34394 Montpellier cedex 5 - France

@ hubert@agropolis.fr

SOPHIE MADELRIEUX est chercheure à l'Irstea depuis 2004. Ingénieure agronome et zootechnicienne de formation, elle a travaillé sur l'organisation du travail en élevage et s'intéresse aux transformations de l'élevage dans ses liens à celles de la famille et du travail d'un côté, des filières et des territoires de l'autre. Elle a participé à la coordination de plusieurs projets de recherche sur les interactions élevage et territoire, notamment dans des zones de montagnes où la production laitière est majoritaire.

✉ Irstea Développement des territoires montagnards - Domaine universitaire - 2 rue de la Papeterie - BP 76 - 38402 Saint-Martin d'Hères cedex - France

@ sophie.madelrieux@irstea.fr

HERMÈS MORALES GROSSKOPF est agronome de formation, et travaille depuis 30 ans avec des éleveurs en Uruguay. Ses travaux portent sur la modélisation participative comme outil de gestion des connaissances et de promotion de l'action collective. Il s'intéresse plus particulièrement à la gestion des exploitations basées sur l'herbe. Il a travaillé à l'université de son pays, à l'Inra en France et actuellement à l'Instituto plan agropecuario.

✉ Instituto plan agropecuario - Bvar Artigas - 3802 Montevideo - Uruguay

@ hmorales@planagropecuario.org.uy

MARTINE NAPOLÉONE est ingénieure dans le département Sciences pour l'action et le développement (Sad) de l'Inra depuis 1983. Ses travaux portent sur l'accompagnement des transformations des systèmes d'élevage laitiers et fromagers, en zone méditerranéenne. Elle produit notamment des démarches d'appui au pilotage de la conduite du troupeau en élevage pastoral, et aux coordinations entre éleveurs et coopératives. Elle a coanimé l'action transversale de l'ANR Mouve « Dynamique des bassins laitiers ».

✉ Inra Sad - UMR Selmet Supagro - 2 place Viala - 34000 Montpellier - France

@ Martine.napoleone@supagro.inra.fr

DUY KHANH PHAM est zootechnicien au Centre du développement rural (Rudec, Vietnam). Il travaille sur les transformations des fermes laitières et les politiques de développement de l'élevage au Vietnam.

✉ Rudec-Ipsard - 16 Thuy Khue - Ha Noi - Vietnam

@ khanh.rudec@gmail.com

LAURA PIEDRABUENA est spécialisée en économie et organisation industrielle et en irrigation. Depuis 2009, elle enseigne au département de sciences économiques et de l'administration de la faculté d'Agronomie de l'Université de la République, Uruguay. Elle est secrétaire technique du Consortium régional d'innovation dans la production laitière sur le Littoral.

✉ Facultad de Agronomía - Garzón 780 - Montevideo - Uruguay

@ lpiedrabuena@inia.org.uy

RENÉ POCCARD-CHAPUIS est chercheur au Cirad. Il mène depuis 20 ans des recherches sur les filières bovines, leurs inscriptions dans les territoires et les changements d'utilisation du sol, principalement en Amazonie mais aussi en Afrique de l'Ouest. Il a coordonné plusieurs plateformes de coopération internationale au Brésil et au Mali.

✉ Cirad - UMR Selmet - Embrapa Amazonia Oriental - Travessa Dr. Enéas Pinheiro s/n - Bairro Marco - 66095-100 Belém PA - Brésil

@ rene.poccard-chapuis@cirad.fr

JEAN-FRANÇOIS TOURRAND est vétérinaire, titulaire d'un doctorat d'État ès Science, inspecteur général du ministère français de l'Agriculture, détaché au Cirad depuis le début des années 1980. Spécialiste des systèmes d'élevage, il est et a été enseignant-chercheur dans différentes universités et centres de recherche en Amérique du Sud et du Nord, en Afrique de l'Ouest, en Méditerranée, en Chine et en Australie-Nouvelle-Zélande. Il a contribué à la création de plusieurs réseaux sur les interactions élevage-société.

✉ Cirad, UMR Green - 34060 Montpellier - France

@ tourrand@aol.com

Soumises aux forces de la mondialisation et de la territorialisation, les activités agricoles et les territoires évoluent. Mais comment ? Et vers quelles perspectives ?

Cet ouvrage propose une analyse des reconfigurations à l'œuvre dans sept bassins laitiers du monde, en France, au Brésil, en Uruguay, au Sénégal et au Vietnam. Les auteurs éclairent les itinéraires de développement de ces bassins à travers les évolutions conjointes des systèmes d'élevage, des territoires et des filières dont ils dépendent. Ils montrent la diversité de leurs histoires faites d'exclusions mais aussi de complémentarités au sein d'un même territoire entre des formes de développement plus localisées et d'autres globalisées.

Cet ouvrage s'inscrit ainsi dans le débat très actuel de l'accompagnement des changements dans les territoires, en prenant en compte les interactions local-global dans une perspective de durabilité.



Due to market globalization and local dynamics, rural activities are changing rapidly . What are those trends in line with farmers market engagement? What are the development prospects for big and small-scale production units? This book provides an original point of view to answer this complex questions. It presents an analysis of the transition process happening in seven areas under dependence of dairy sector activities throughout the world. The case-studies concern some regions of France, Brazil, Uruguay, Senegal and Vietnam. The changes are analyzed in an historical perspective by assessing the joint evolution of production systems, territories, and value chains. The milk-sheds pathways reveal the diversity of the development processes, based on competition but also on complementarities and co-operation on the same territory between local and more global forms of development. This book is a contribution to the comprehension of current changes in rural territories, taking into account local-global interactions and the need for more sustainable rural development.

